ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1981

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1982

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1981

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES PTT, ÉTABL. AUG. PUYPEN, S. A.

AVENUE ROBERT 39

1982

AVERTISSEMENT

Le présent ouvrage a pour objet de donner un large aperçu de l'évolution de l'économie belge et de ses différents secteurs au cours de l'année 1981.

La situation économique de la Belgique est commentée selon le plan déjà suivi antérieurement. L'introduction comprend des considérations d'ordre général sur l'environnement international et sur l'évolution du produit intérieur brut : production, utilisation par la consommation privée et collective des biens et services, investissement brut et exportation. Elle est accompagnée cette année d'un exposé succinct des mesures de politique économique prises par le gouvernement au début de 1982 et d'un tableau de quelques indicateurs de base de l'économie.

Cette synthèse fait alors l'objet de développements, sous forme de textes, tableaux et/ou graphiques, sur chaque secteur, branche d'activité ou aspect économique (emploi, énergie, région, produit national, etc.). Les données du commerce extérieur sont fournies au plan global (balance commerciale...) et intrasectoriel suivant une ventilation des groupes N.A.C.E.-C.L.I.O.

Il est rappelé que la liste des publications ne renseigne plus que les ouvrages publiés périodiquement, à l'exclusion des études spéciales.

Bruxelles, le 2 août 1982.

INTRODUCTION GENERALE

§ 1. — LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La persistance d'une inflation dommageable pour l'économie et la nécessité de rééquilibrer les comptes extérieurs ont amené la plupart des grands pays industrialisés à poursuivre une politique visant à réduire les déficits budgétaires et à freiner la croissance de la masse monétaire. Cette politique ne pouvait manquer de peser sur l'activité et sur l'emploi, alors qu'une part considérable des moyens de production demeurait déjà inemployée et que le chômage avait atteint un niveau élevé.

Une politique radicalement différente est menée par le nouveau gouvernement français à partir de juin 1981. Il a choisi comme objectif prioritaire une croissance économique soutenue en vue de faire reculer le chômage, même aux dépens d'un déficit budgétaire accru. Le moyen choisi était la relance de la consommation privée, alimentée par des mesures sociales généreuses.

La reprise économique attendue dans les pays industrialisés ne s'est pas produite en 1981. Après un début d'année encore encourageant aux Etats-Unis et au Japon, l'activité s'y est contractée progressivement. Dans les pays de la Communauté européenne elle est demeurée stagnante. Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. les produits nationaux ont crû en volume d'environ 1 %. Cette croissance se répartit de manière différente suivant les régions : Japon +2,9 %, Etats-Unis +2 % et C.E.E. —0,5 %.

D'après le G.A.T.T., la croissance en volume de la production mondiale a été inférieure à 1 % pour la deuxième année consécutive : la production agricole a augmenté de 2,5 %, celle des industries manufacturières de 1 %, celle des produits minéraux a stagné, tandis que pour le pétrole elle a diminué de 7 %. Le commerce mondial a stagné en volume en 1981. En particulier, les exportations de pétrole ont diminué de 14 % et les prix tant du pétrole que des produits de base ont reculé. Abstraction faite du pétrole brut, l'accroissement du commerce mondial en volume a été de 2,5 %.

La situation financière des pays industrialisés s'est sensiblement améliorée en 1981. D'après les évaluations du Fonds Monétaire International, le déficit du compte des opérations courantes de ces pays, qui s'était accru considérablement avec la facture pétrolière, s'est presque totalement résorbé en 1981. Ce retour à l'équilibre s'explique à la fois par une diminution des achats de pétrole et par un accroissement sensible des ventes aux pays producteurs. L'excédent des pays en voie de développement exportateurs de pétrole a fléchi de 115 milliards de dollars U.S. à 70,8 milliards, tandis que le déficit des pays en voie de développement non exportateurs de pétrole s'est accru de 85,6 à 102 milliards. Le déficit des pays à commerce d'Etat a, lui aussi, considérablement augmenté. Parmi les grands pays industrialisés, il faut citer l'évolution remarquable du Japon qui passe d'un déficit de 9,5 milliards de dollars, en 1980, à un surplus de 6,1 milliards en 1981.

La hausse des prix s'est nettement ralentie en 1981 à tous les niveaux. Pour le pétrole, l'importance des stocks et de la production face à une consommation déclinante ont pesé sur les prix. La progression des cotations en dollars a été faible. Cependant, pour les acheteurs autres que les Etats-Unis, le relèvement du cours du dollar a fortement alourdi la facture pétrolière. Pour les autres produits de base, denrées alimentaires et matières premières industrielles, les rapports entre l'offre et la demande ont généralement entraîné des reculs des cours en dollars à partir de l'été.

La hausse des prix à la consommation s'est modérément ralentie en 1981. Pour l'ensemble des pays de la C.E.E., elle a été en moyenne de 12,6 %, contre 14,1 % pour l'année précédente. Ce résultat cache cependant des évolutions fort différentes et surtout des niveaux d'inflation fort éloignés les uns des autres. Parmi les niveaux les plus élevés, il faut citer celui de l'Italie, passé de 21,2 % à 19,6 % et celui de l'Irlande qui s'élève de 18,2 à 20,4 %. Le ralentissement le plus net est celui de la Grande-Bretagne, où l'augmentation des prix à la consommation a été de 18 % en 1980 et de 11,9 % en 1981. En République fédérale Allemande, comme aux Pays-Bas et en France, la hausse s'est légèrement accélérée. On enregistre, par contre, un recul aux Etats-Unis de 13,5 à 10,2 % et au Japon, de 8 à 4,9 %.

La progression des salaires s'est ralentie dans de nombreux pays comme le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale. Elle s'est très faiblement ralentie en France, ainsi qu'en Italie où elle a encore été très élevée : 22 %. Un peu partout la hausse des prix a été supérieure à celle des salaires ce qui a contribué à la diminution du pouvoir d'achat des ménages.

Les politiques monétaires des grands pays industrialisés sont en général demeurées axées sur la lutte contre l'inflation, ce qui a impliqué un contrôle plus ou moins strict de la monnaie et du crédit. Aux Etats-Unis, cette politique a entraîné la persistance de taux d'intérêts très élevés qui attirent dans la zone du dollar d'importants capitaux étrangers. La revalorisation du dollar, déjà sensible en 1980, s'est poursuivie, sur les marchés des changes, pendant tout le 1er semestre. La tendance s'est alors inversée pendant quelques mois, pour reprendre en fin d'année.

Dans le cadre du système monétaire européen, les évolutions différentes des prix et des coûts industriels entre les divers Etats-membres et les résultats plus ou moins favorables en matière de comptes extérieurs ont entraîné des tensions nombreuses, compte tenu des rapports rigides qui doivent être maintenus entre les monnaies. C'est ainsi que la lire italienne a été dévaluée de 6 % le 22 mars. D'autre part, l'instauration d'une nouvelle politique en France a entraîné au milieu de l'année une certaine inquiétude au sujet de la stabilité de la monnaie de ce pays. La hausse des taux d'intérêts et le renforcement du contrôle des changes n'ont pas suffi à rassurer. Enfin, le DM s'est fortement apprécié à partir de septembre et le 5 octobre, le DM et le florin ont été réévalués de 5,5 %, tandis que le FF et la lire étaient dévalués de 3 %.

Le chômage, déjà très élevé en 1980, s'est encore aggravé pendant toute l'année suivante. Aux Etats-Unis, la moyenne annuelle passe de 7,1 à 7,6 %, mais, en fin d'année, le taux désaisonnalisé était de 8,9 % et le nombre des chômeurs s'élevait à 9,5 millions. Dans la C.E.E., le taux du chômage est passé de 6,2 à 8,1 % par une progression continue qui porte la moyenne du 4e trimestre à 8,9 %. Au Japon le taux moyen du chômage était en 1981 de 2,2 %, contre 2 % en 1980. Selon les calculs de l'O.C.D.E., le nombre des chômeurs dans la zone de l'organisation atteignait 25 millions en 1981.

Aux Etats-Unis, poursuivant la reprise entamée au cours du 2e semestre de 1980, l'activité a continué de croître au cours des premiers mois de 1981, mais il est rapidement apparu que la nouvelle poussée des taux d'intérêts aurait raison de la reprise économique en cours. Le taux préférentiel des banques s'élevait en janvier au niveau record de 21,5 %. Après avoir fluctué un peu en dessous de ce niveau pendant la plus grande partie de l'année, il a fléchi à 15 3/4 % en décembre. Ces taux d'intérêts inhabituels ont pesé sur l'ensemble de l'activité économique. Ils ont handicapé en particulier le secteur de la construction, celui de l'automobile, l'agriculture et les institutions d'épargne. Le recul de l'activité s'est particulièrement accentué au cours des derniers mois; grâce à l'évolution favorable enregistrée au cours des derniers mois de

1980 et du 1er trimestre de 1981, la croissance du produit national brut atteint néanmoins 2 %.

La croissance économique a été faible au Japon en 1981 (2,9 %), si l'on se réfère aux taux habituels. Ce résultat relativement peu favorable est dû particulièrement au dernier trimestre, qui a enregistré un fléchissement du produit national brut. Le facteur négatif le plus important a été le ralentissement progressif de la croissance des exportations. Pour l'ensemble de l'année celles-ci ont néanmoins augmenté de 17,9 % exprimées en dollars et le surplus de la balance commerciale a atteint 8,9 milliards de dollars.

L'évolution économique n'a pas, non plus, répondu à l'attente dans la Communauté Economique Européenne. Alors que la Commission avait prévu une croissance de 0,6 % du produit intérieur brut, c'est, en fin de compte, un fléchissement de 0,5 % qui a été enregistré. L'activité est demeurée sensiblement égale à celle de 1980 en France et en Allemagne fédérale. Le fléchissement est de 0,8 % en Italie et il atteint 1,1 % aux Pays-Bas, 1,2 % au Danemark et 1,4 % au Royaume-Uni.

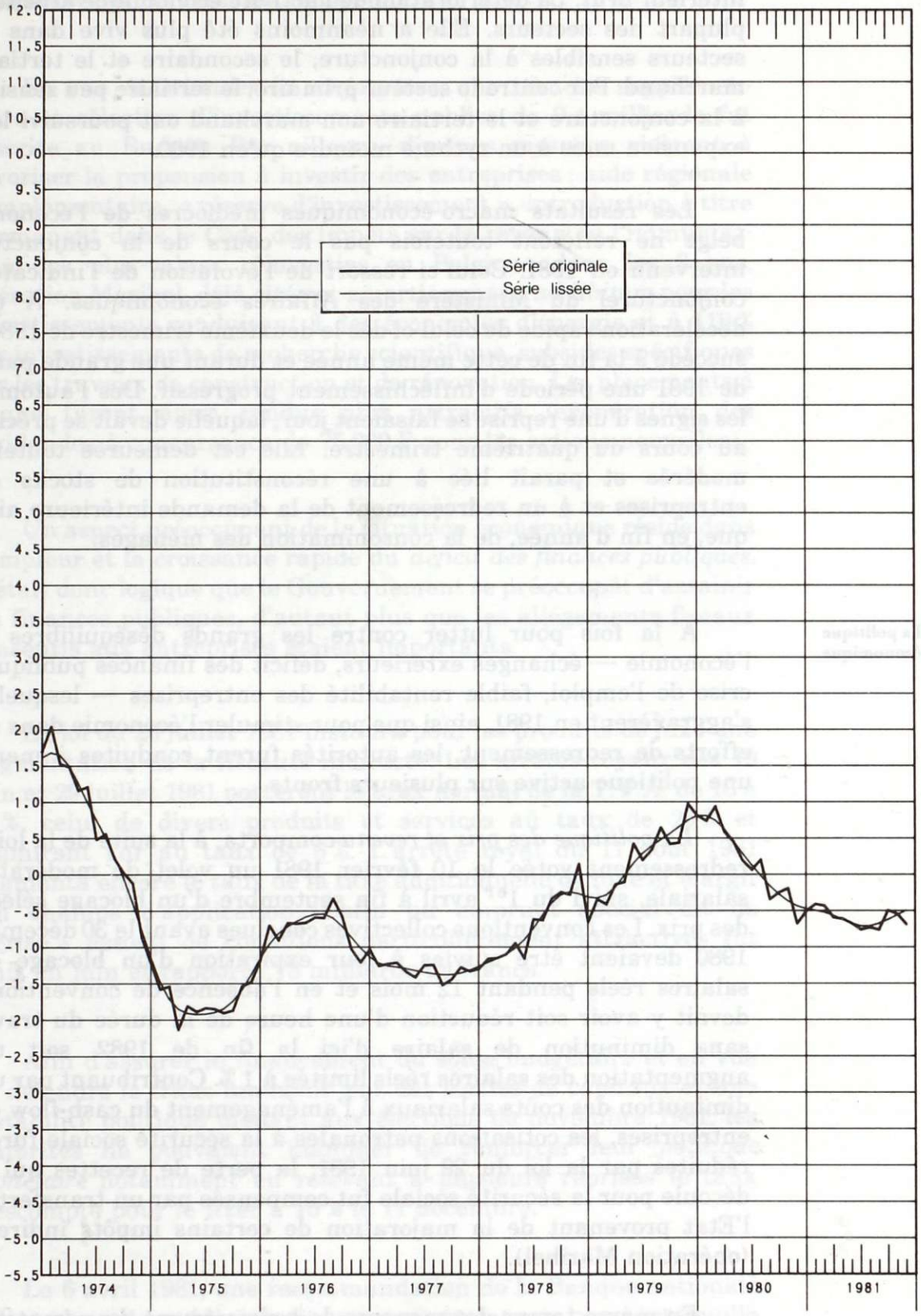
§ 2. — LA CONJONCTURE EN BELGIQUE

L'évolution économique générale

Fortement sensible à la conjoncture internationale en raison de sa grande ouverture, de sa taille réduite et de la structure de sa production, l'économie belge a subi en 1981 davantage que la plupart de ses partenaires européens les effets négatifs du recul de l'activité économique mondiale. Le produit intérieur brut — qui mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national — a reculé d'un peu plus de 1 % en volume par rapport à l'année précédente. Inférieur à celui de 1975 (—1,8 %), ce recul fait suite à deux années de croissance modérée : +2,3 % en 1979 et +2,4 % en 1980. Au cours de cette dernière année, à l'inverse de 1981, l'économie belge avait connu une croissance supérieure à celle des pays de la Communauté et notamment de ses principaux partenaires commerciaux, la République fédérale d'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Au regard de la production, la dégradation des performances apparaît dès lors davantage marquée en 1981 en Belgique.

En outre, le solde des revenus extérieurs, positif jusqu'en 1978, s'est accru depuis lors dans les valeurs négatives : la Belgique a versé davantage de revenus de facteurs à l'étranger qu'elle n'en a reçu et ces versements nets ont progressivement augmenté. De la sorte le recul du produit national brut qui prend en compte ces

Indicateur de conjoncture



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

revenus apparaît supérieur en volume (—1,5 %) à celui du produit intérieur brut. La détérioration de l'activité économique affecte la plupart des secteurs. Elle a néanmoins été plus vive dans les secteurs sensibles à la conjoncture, le secondaire et le tertiaire marchand. Par contre le secteur primaire, le tertiaire peu sensible à la conjoncture et le tertiaire non marchand ont poursuivi leur expansion mais à un rythme moindre qu'en 1980.

Les résultats macro-économiques médiocres de l'économie belge ne reflètent toutefois pas le cours de la conjoncture intervenu en 1981. Celui-ci ressort de l'évolution de l'indicateur conjoncturel du Ministère des Affaires économiques. A une décélération rapide de celui-ci dès le deuxième trimestre de 1980, a succédé à la fin de cette même année et durant une grande partie de 1981 une période d'infléchissement progressif. Dès l'automne, les signes d'une reprise se faisaient jour, laquelle devait se préciser au cours du quatrième trimestre. Elle est demeurée toutefois modérée et paraît liée à une reconstitution de stocks des entreprises et à un redressement de la demande intérieure ainsi que, en fin d'année, de la consommation des ménages.

La politique économique

A la fois pour lutter contre les grands déséquilibres de l'économie — échanges extérieurs, déficit des finances publiques, crise de l'emploi, faible rentabilité des entreprises — lesquelles s'aggravèrent en 1981, ainsi que pour stimuler l'économie dans ses efforts de redressement, les autorités furent conduites à mener une politique active sur plusieurs fronts.

La politique des prix et revenu comporta, à la suite de la loi de redressement votée le 10 février 1981 un volet de modération salariale, suivi du 1er avril à fin septembre d'un blocage sélectif des prix. Les conventions collectives conclues avant le 30 décembre 1980 devaient être suivies à leur expiration d'un blocage des salaires réels pendant 12 mois et en l'absence de convention il devait y avoir soit réduction d'une heure de la durée du travail sans diminution de salaire d'ici la fin de 1982, soit une augmentation des salaires réels limitée à 1 %. Contribuant par une diminution des coûts salariaux à l'aménagement du cash-flow des entreprises, les cotisations patronales à la sécurité sociale furent réduites par la loi du 29 juin 1981; la perte de recettes qui en découle pour la sécurité sociale fut compensée par un transfert de l'Etat provenant de la majoration de certains impôts indirects (opération Maribel).

En même temps des mesures de *redressement des comptes de la sécurité sociale* étaient édictées dont la cotisation exceptionnelle de solidarité sur les traitements du secteur public, l'écrêtement des retraites les plus élevées, un allongement de 3 à 6 mois du délai

d'attente pour les jeunes chômeurs, une augmentation de cotisation des travailleurs indépendants.

En vue de *stimuler la conjoncture,* une tranche supplémentaire et sélective d'investissements publics de 9,4 milliards fut inscrite au Budget. Par ailleurs, diverses mesures visèrent à favoriser la propension à investir des entreprises : aide régionale complémentaire, « réserve d'investissement », introduction à titre permanent dans le Code des impôts sur le revenu de l'immunisation des plus-values réinvesties en Belgique dans les 3 ans, opération Maribel, déjà citée et amortissement *ad libitum* pour les investissements conduisant à des économies d'énergie et à 110 % des investissements de recherche scientifique, subsides spécifiques sur les travaux de construction et de rénovation. Les placements à risque furent aussi rendus plus attractifs (exonération des dividendes à concurrence de 75.000 F pour les actions nouvelles).

Un aspect préoccupant de la situation économique réside dans l'ampleur et la croissance rapide du *déficit des finances publiques.* Il était donc logique que le Gouvernement se préoccupât d'assainir les finances publiques, d'autant plus que les allégements fiscaux consentis aux entreprises étaient importants.

La loi du 23 juillet 1981 instaura pour les produits de luxe une augmentation de la fiscalité indirecte. Les arrêtés royaux des 19 juin et 29 juillet 1981 portèrent le taux normal de la T.V.A. de 16 à 17 %, celui de divers produits et services au taux de 25 % et soumirent l'or au taux de 6 %. L'arrêté royal du 11 août 1981 augmenta encore le taux de la taxe additionnelle de luxe et élargit son champs d'application. Enfin un emprunt spécial dit de « crise » assorti de conditions particulièrement attractives fut émis en juin et rapporta 78 milliards de francs.

Afin d'assurer le financement du solde budgétaire et en vue de défendre le franc malmené par des sorties de capitaux et une instabilité politique menant aux élections de novembre 1981, les Autorités ne pouvaient manquer de renforcer leur *politique monétaire* notamment en relevant à plusieurs reprises le taux d'escompte pour le fixer à 15 % le 11 décembre.

Le 6 avril 1981, une recommandation de la Banque nationale obligea les intermédiaires financiers à maintenir leur portefeuille d'effets publics à son niveau antérieur pendant une période de 3 mois. Enfin la ligne de crédit dont bénéficie le Trésor via le Fonds des Rentes fut élargie progressivement de 90 à 150 milliards.

La production industrielle

La récession qui a débuté après le sommet de la production industrielle du 1er trimestre de 1980, a déterminé grandement l'évolution conjoncturelle dans l'industrie en 1981 quoique les mouvements y ont été moins importants. Alors qu'en 1980 la production industrielle a rapidement régressé au cours des deuxième et troisième trimestres s'est stabilisée par la suite, en 1981 elle peut être caractérisée par une quasi-stagnation. Dès septembre cependant elle connaissait une remarquable amélioration de sorte que les résultats du quatrième trimestre sont largement au-dessus de ceux des 9 mois précédents.

Cependant l'amélioration de la production à la fin de l'année a été loin d'être générale. Elle était relativement importante dans un nombre de secteurs mineurs notamment dans les industries du cuir, du bois, du papier et la confection ainsi que dans deux importantes branches d'activité à savoir la chimie et la métallurgie de base lesquelles livrent principalement des produits demi-finis. Pour ces deux dernières, le redressement de la production était déjà sensible dès le troisième trimestre. Dans le textile et les fabrications métalliques (avec comme exception le matériel de transport) la reprise de fin d'année est demeurée très limitée tandis que la production baissait même dans les secteurs des matériaux de construction et de l'énergie.

L'indicateur conjoncturel synthétique de la Banque nationale dont l'évolution précède normalement de quelques mois celle de la conjoncture industrielle, a annoncé fidèlement la reprise d'automne puisqu'il a assez fortement haussé au cours du deuxième trimestre et au début du troisième.

Le revirement de la conjoncture à la fin de 1981 est surtout attribuable à la reconstitution des stocks tant à l'intérieur qu'à l'étranger. C'est ce que suggèrent les résultats des enquêtes de la Banque nationale qui indiquent un niveau moindre des stocks et une amélioration des commandes en provenance de l'étranger au cours des mois précédant la reprise de la fin de l'année; celle-ci n'a cependant pas été suffisante pour retrouver le niveau de la production de l'année antérieure. Par rapport à cette dernière, l'indice de production industrielle (sans la construction) a baissé de 2 % et n'est plus que de 1 % supérieur à la moyenne de 1974, dernière année avant la crise.

Les résultats annuels divergent profondément selon les secteurs. A l'exception de l'industrie du cuir, aucune amélioration importante n'est observée. Néanmoins, les baisses marquées de production sont tout aussi rares et demeurent limitées aux matériaux de construction et au secteur énergétique. Dans ce dernier la baisse est causée par la faible demande tant intérieure

qu'extérieure qui a entraîné un recul de la production de près de 14 % dans les raffineries de pétrole et d'environ 5 % dans les centrales électriques. Pour les matériaux de construction, la cause réside dans l'exceptionnelle faiblesse de la conjoncture du secteur. Celle-ci apparaît dans la baisse à un plancher jamais vu du nombre de logements commencés tandis que le volume des bâtiments non-résidentiels commencés était particulièrement faible. Seule l'activité dans les travaux publics s'est maintenue quelque peu, malgré les difficultés budgétaires.

Dans la plupart des autres branches d'activité, la production n'a que peu haussé ou baissé par rapport à l'année précédente encore qu'elle ait reculé d'environ 4 % dans la production des métaux et les fabrications métalliques.

Par stades de fabrication, le recul est aussi plus accentué en 1981 qu'en 1980 dans les biens intermédiaires et les biens de consommation durables. Par contre la production des biens de consommation non durables est demeurée stable pendant 2 années consécutives en raison de la faible élasticité de leur demande par rapport au revenu.

Dans les régions le niveau moyen de la production (construction non comprise) a été inférieur en 1981 par rapport à 1980, d'un peu plus de 6 % en Wallonie et de 8 % en région bruxelloise. En Flandre par contre la production a faiblement augmenté (environ 1 %).

D'une façon générale, la faiblesse des performances de l'industrie peut aussi bien être attribuée à des facteurs non seulement conjoncturels mais aussi structurels : une demande extérieure languissante ces dernières années, des surcapacités dans certains secteurs, un vieillissement de l'outil par suite de la déficience des investissements, des marges de profits trop faibles, une gamme de produits encore trop traditionnels, la surévaluation de la monnaie, une certaine diminution de l'esprit d'initiative.

Emploi et chômage

L'année 1981 est à marquer d'une pierre noire dans l'évolution de l'emploi et du chômage. Le chômage complet indemnisé a connu une augmentation moyenne de 70 000 personnes ou 22 % par rapport à 1980, atteignant le chiffre de 423 847 personnes au 31 décembre 1981. Si la croissance enregistrée de décembre à décembre est moins forte (46 000 personnes), c'est parce que la hausse du chômage s'est essentiellement manifestée au second semestre de 1980 et au premier semestre de 1981, un ralentissement se produisant à la fin de cette dernière année. La série désaisonnalisée calculée par la D.G.E.D. (Direction générale des Etudes et de la Documentation) montre clairement une forte

augmentation au second semestre de 1980 qui s'accentue au premier semestre de 1981 et se ralentit en fin d'année. La relation avec les principaux indicateurs de l'activité économique apparaît ainsi clairement. En nombre absolu, l'augmentation du chômage complet indemnisé a ainsi atteint celle de l'année 1975. Le taux de chômage par rapport à la population active est, en moyenne, de 9,4 % en 1981 contre 7,8 % en 1980. Au 31 décembre 1981, il atteignait 10,2 %.

Avec les chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, les demandeurs d'emplois inscrits obligatoirement et les demandeurs d'emploi libre inoccupés, le chômage complet atteignait 558 582 personnes au 31 décembre. Si l'on y ajoute les cadres spéciaux temporaires, les jeunes stagiaires O.N.Em. et les prépensions (conventionnels et chômeurs âgés), on atteint le nombre d'environ 685 000 personnes, soit le nombre effectif de personnes concernées par l'inexistence ou la précarité de l'emploi.

Les principales caractéristiques de l'évolution du chômage complet indemnisé sont frappantes. C'est le nombre de chômeurs masculins d'aptitude normale qui enregistre, avec 46,8 %, l'augmentation moyenne la plus forte, tandis que le chômage féminin manifeste une progression inférieure. Le chômage continue d'atteindre principalement des personnes de faible niveau d'études : 80 % des chômeurs complets indemnisés enregistrés n'ont pas dépassé le stade de l'enseignement secondaire inférieur. La hausse du chômage a été générale, touchant tous les secteurs d'activité; si l'on retient simultanément les augmentations en nombre absolu et les taux de croissance, les détériorations majeures sont enregistrées dans les secteurs de la construction, des fabrications métalliques, des services et des transports et communications. Les taux de chômage restent néanmoins les plus élevés dans les secteurs durement atteints depuis le début de la crise tels le vêtement, le textile, la chaussure, les cuirs et peaux. Par région, la progression a été plus forte à Bruxelles et en Flandre qu'en Wallonie; dans cette dernière région, les taux de chômage restent cependant les plus élevés.

La demande d'emplois (au sens macro-économique) a connu une progression relativement limitée en 1981 — estimée par la Banque Nationale à 17 000 unités environ (30 juin) — et c'est surtout du côté de l'offre qu'il faut rechercher l'origine de la dégradation marquée du chômage. Les statistiques de l'O.N.S.S. sont disponibles jusqu'au 30 juin 1981. Référées au même mois de l'année précédente, elles font apparaître un recul brutal de l'emploi salarié, de l'ordre de 80 500 unités. Plus de la moitié de ces postes de travail ont été perdus dans l'industrie, plus du tiers dans la construction, le solde dans le secteur tertiaire privé où l'on

assiste à un retournement de tendance tandis qu'une légère création d'emplois s'est encore produite dans les services publics et quelques autres services.

Le recul global de l'emploi est ainsi largement supérieur à celui enregistré en 1975. La disparition d'emplois manuels a continué, tout comme avant, mais à un rythme accru en 1981; en outre est venu maintenant s'ajouter l'arrêt de la création d'emplois intellectuels. Il faut souligner ceci, car la création d'emplois de ce côté avait, depuis 1975, partiellement compensé les pertes de l'autre. La conjonction d'une aggravation dans l'industrie et le bâtiment avec le tarissement de la création globale d'emplois intellectuels est le phénomène marquant en 1981, au niveau de l'emploi.

S'il est clair que l'évolution de l'activité a joué un rôle déterminant dans la dégradation de l'emploi et du chômage, le recul de l'emploi dans l'industrie est proportionnellement supérieur au recul de la production industrielle. Cette observation est renforcée par le niveau fort élevé du chômage partiel enregistré en 1981. La croissance de la productivité qu'on peut ainsi déduire — ou qui est à l'origine de l'évolution de l'emploi — serait notamment imputable au nombre élevé de faillites enregistré, dans la mesure où celle-ci aurait atteint les entreprises les moins productives, ce qui n'est pas le cas pour toutes les fermetures. Il ne s'agirait cependant que d'une explication très partielle du mouvement. Les phénomènes de rationalisation doivent probablement jouer un rôle majeur, malheureusement difficilement quantifiable globalement.

L'évolution de l'activité dans la construction a bien sûr été un facteur majeur de destruction d'emplois et d'accroissement du chômage. Le recul de la construction de logements et les moindres investissements en bâtiments par le secteur privé sont à la base de cette évolution.

Enfin, le taux de croissance de l'emploi s'est fortement ralenti dans les services publics, tandis que se tarissait la création d'emplois par le secteur tertiaire privé. Le premier mouvement est à mettre en relation avec les difficultés budgétaires et le second, d'une part avec l'évolution de la conjoncture et d'autre part avec des évolutions de type plus structurel liées soit à l'introduction de technologies nouvelles, soit à des modifications dans des stratégies d'expansion.

Les prix

Malgré la récession et l'affaiblissement de la demande et des cours des matières premières, les prix de gros intérieurs (en ce compris les prix des biens importés) accusèrent une accélération du rythme de hausse (+8,1 %), due en partie à une inflation

importée notamment des produits énergétiques et à la baisse du cours moyen pondéré du franc belge.

Le même phénomène se produisit pour l'indice des prix à la consommation (+7,6 % en 1981 contre +6,7 % en 1980), malgré un blocage des prix d'avril à septembre. Cette évolution est due, outre l'incidence de l'inflation importée et l'évolution des coûts salariaux et autres, à l'aggravation de la fiscalité indirecte (opération « Maribel »). L'accélération a surtout été le fait des prix des biens alimentaires (+6 % en 1981 contre +3,6 % en 1980) et des loyers (+10,2 % en 1981 contre +7,6 % en 1980) tandis que la hausse des prix des produits non alimentaires et des services est demeurée pratiquement identique à l'année précédente.

Les salaires

La hausse des salaires nominaux s'est aussi accélérée. Elle est de 10,1 % pour le salaire horaire brut dans l'industrie, de 8,8 % pour le salaire conventionnel de l'ouvrier et de 7,8 % pour le salaire-coût. Les salaires réels ont dès lors augmenté d'un peu moins de 2 %.

Grâce aux gains de productivité et dans une moindre mesure à la fiscalisation d'une partie des charges patronales, le coût salarial par unité produite dans l'industrie selon les Communautés européennes ne se serait accru que de 2,6 % en 1981 contre 6,2 % l'année précédente.

La comparaison de l'évolution du coût salarial unitaire par rapport à celui des concurrents et compte tenu des variations de change en 1981 fait apparaître tout comme en 1980 un gain de compétitivité-coût.

Les revenus

Reflétant la diminution globale de l'emploi et dans une moindre mesure la modération salariale voulue par le gouvernement, la masse salariale réelle a diminué d'environ 1 % en 1981 alors qu'elle avait encore augmenté de 2,5 % en 1979 et de 2 % en 1980. Cependant l'augmentation des transferts de sécurité sociale (+12,8 % en 1981 contre +8,7 % en 1980 en valeur nominale) ainsi que celle toujours appréciable des revenus de la propriété échéant aux particuliers (+9,6 % en valeur nominale en 1981) ont conduit en dépit de la baisse effective des revenus des indépendants et des sociétés de personnes à un revenu réel disponible des particuliers pratiquement identique à celui de l'année antérieure. Les craintes quant au maintien du revenu professionnel fréquemment exprimées par les ménages dans les enquêtes régulières auprès des consommateurs menées par les Communautés, ont conduit ceux-ci à relever sensiblement leur épargne de précaution au détriment de la consommation et de leurs dépenses fixes en logement. Le taux d'épargne des particuliers est ainsi passé de 15,6 % en 1980 à 17,5 % en 1981.

La faible conjoncture, la forte augmentation des prix des matières premières importées et la progression des charges financières des entreprises ont à nouveau comprimé les revenus des sociétés et ce malgré un certain allégement de leur imposition fiscale. Il en est résulté une diminution importante de l'épargne réelle brute des entreprises laquelle n'a pas manqué d'influencer négativement leurs investissements, outre la faiblesse de la demande et la hauteur des taux d'intérêt.

La consommation privée

L'évolution de la consommation privée au cours de l'année 1981 s'inscrit naturellement dans la ligne du deuxième semestre 1980 pendant lequel pour la première fois depuis plus de 20 ans, elle amorça une décroissance en volume.

La stagnation du revenu disponible, allant de pair avec une diminution de la masse salariale compensée en partie par la hausse des transferts sociaux ont modifié le comportement des ménages. Dans la crainte d'une perte de revenu éventuelle ou immédiate, ceux-ci ont restreint leurs achats de biens durables et non durables et des services. Une partie de cette réduction de dépenses a profité à l'épargne qui est en nette augmentation. Cette contraction des dépenses, induite par les incertitudes conjoncturelles, s'est poursuivie au cours de l'ensemble de l'année avec une légère stabilisation au cours du quatrième trimestre.

Tant le relevé du chiffre d'affaire du commerce de détail fait par les services de la T.V.A. que les résultats de l'enquête mensuelle de l'I.N.S. montrent une baisse d'environ 2 % du volume des ventes au détail (contre une hausse de 2 % en 1980).

La structure des dépenses des ménages indique que celles-ci sont de plus en plus dépendantes de l'évolution du revenu disponible. La réduction du pouvoir d'achat des consommateurs aboutit à une diminution très nette des sommes consacrées à l'automobile par le retard à l'achat d'un nouveau véhicule, la diminution des frais de roulement et l'économie réalisée sur les réparations. Le nombre d'immatriculations de nouvelles voitures a été inférieur de 11,5 % en 1981 par rapport à l'année antérieure. En outre, les dépenses relatives à la décoration intérieure des logements et à l'équipement du foyer sont en nette régression, parallèlement à la crise sévissant dans la construction et au report des efforts de rénovation des bâtiments.

On constate par ailleurs le maintien des activités de loisirs (services récréatifs et culturels, Horeca) et des achats d'habillement, postes qui jusqu'à présent ne se ressentent pas de la diminution du pouvoir d'achat des ménages. Les difficultés financières des consommateurs amènent finalement un glisse-

ment de la demande des biens à caractère durable vers les activités de service qui maintiennent des taux de croissance en volume, appréciables.

Les immeubles d'habitation

La demande de nouveaux logements s'est très fortement rétrécie en 1981. Le nombre de nouveaux logements autorisés a été inférieur de 31 % à celui de l'année antérieure. En 1979 et 1980, la diminution avait déjà été appréciable mais de moitié moindre (15 % chaque année). L'octroi d'un subside spécifique sur la T.V.A. payée, à certaines catégories d'acquéreurs, décidé par les autorités centrales en décembre 1980 n'a pu empêcher ce nouveau recul pas plus que les interventions des autorités régionales en vue de réduire la charge des emprunts hypothécaires. Le recul des logements commencés en 1981 est tout aussi important (—30 %) et est identique à celui de 1980. Les causes d'un tel effondrement de la demande de logements sont connues. Outre la disparition de la demande spéculative par suite d'une baisse de la rentabilité immobilière, il faut signaler surtout la réticence des candidats propriétaires d'un premier logement à s'engager pour de nombreuses années à payer de lourds remboursements d'emprunt hypothécaire, compte tenu de l'incertitude, liée à la situation économique générale, quant au maintien de leurs revenus actuels.

Les investissements productifs

Après s'être redressés en 1979 et surtout en 1980, les investissements productifs ont à nouveau enregistré en 1981 une baisse en volume estimée à 4 %. Elle affecte tant les entreprises industrielles que non industrielles. A l'exception des transports et communications où les dépenses d'équipement augmenteraient encore sensiblement en volume, toutes les branches de services connaissent un recul parfois appréciable des nouveaux équipements productifs. Dans les industries, la baisse du volume des dépenses productives est également marquée pour la majorité des branches d'activité. Les plus touchées sont les industries des minéraux non métalliques, du bois, de la chimie, du textile, des produits alimentaires, boissons et tabacs, et la métallurgie de base. La branche de la construction d'automobiles, la seule à avoir accru fortement le volume de ses équipements nouveaux, limite par là-même le recul des investissements dans le secteur des fabrications métalliques dont toutes les autres activités montrent une baisse, parfois notable, de leurs dépenses productives nouvelles. Enfin contrairement à l'année précédente, les investissements dans le secteur de l'électricité diminuent quelque peu en volume.

A l'évidence, au cours des dernières années, la situation est devenue des plus critique dans les industries manufacturières où le niveau de la formation brute de capital fixe, en dépit de son redressement appréciable en 1980, demeure largement au-dessous de son sommet atteint en 1974. Si la croissance économique

modérée enregistrée depuis lors, jointe à la nouvelle donne du commerce international contribuent grandement à cet état de chose, la rentabilité faible, voire dans de nombreux cas franchement négative, des activités industrielles ainsi que le vieillissement accéléré du tissu industriel ne doivent pas être, loin de là, sous-estimés.

Les investissements publics

La contrainte d'un meilleur équilibre des finances publiques faisant sentir progressivement ses effets, les investissements publics ont été de peu supérieurs en volume en 1981 à ceux de l'année précédente. A la fin de l'année, les montants provisoires des engagements des autorités centrales, régionales et communautaires ainsi que des organismes d'intérêt public étaient supérieurs en valeur nominale de 9,7 % à ceux de 1980; les paiements des autorités centrales régionales et communautaires à la même date avaient progressé de 9,5 %. Alors qu'elle était concentrée sur les grands travaux d'infrastructure, l'action des pouvoirs publics en matière d'investissement tend aujourd'hui à s'ouvrir à une nouvelle mission, celle de la stimulation des secteurs industriels de pointe. Encore qu'aucune donnée officielle ne soit publiée à ce jour, le volume des commandes publiques ayant fait l'objet d'un examen à la Commission d'Orientation et de Coordination des marchés publics (C.O.C.), plus particulièrement chargée de cette mission de réorientation, semble être appréciable. A l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays et dans le respect de la réglementation européenne, des possibilités non négligeables d'action sélective des pouvoirs publics existent qu'il serait dommageable de ne pas exploiter davantage.

Le commerce extérieur

Selon les statistiques douanières, les exportations ont augmenté en 1981 de 9,0 % pour atteindre 2 059,9 milliards de francs alors que les importations ont progressé de 9,3 % se montant à 2 296,6 milliards de francs. Le solde de la balance commerciale s'élève à 236,7 milliards.

La demande extérieure a empêché un recul plus important de la demande finale. Les exportations en volume n'ont pas progressé pour l'ensemble de l'année écoulée; une amélioration sensible mais passagère s'est toutefois produite durant les mois centraux, mais elle s'est essouflée assez rapidement. Par ailleurs, les importations en volume se sont sensiblement contractées sous l'influence à la fois de la faible conjoncture et de la forte diminution structurelle de la consommation de produits pétroliers (—12 %), phénomène non spécifique à la Belgique.

La nette amélioration des termes de l'échange, en volume, qui provient de ces évolutions différentes n'est pas parvenue à compenser la nouvelle détérioration de ce même indice, pris en valeur. De ces deux mouvements, il résulte un accroissement de

plus de 12 % du déficit de la balance commerciale, lequel représente désormais 11 % du total des exportations. Il convient cependant d'ajouter que durant les quatre derniers mois de l'année, le déficit a été modeste.

Le solde négatif de la balance commerciale résulte principalement de l'aggravation de celui concernant les produits énergétiques — représentant 115 % du déficit total contre 94 % un an auparavant — lié à la hausse du cours de la devise américaine par rapport à la monnaie belge ainsi que de la sensible réduction du surplus des minerais et produits minéraux. Des diminutions de la balance négative ou des améliorations du solde positif ont été constatées pour plusieurs autres branches; ces améliorations s'élèvent à 88 milliards de francs ce qui indique qu'un effort est réalisé par certains secteurs d'activité pour tenter de pallier le poids de plus en plus lourd du déficit des produits énergétiques.

De nombreux produits exportés par la Belgique subissent chaque jour davantage la concurrence de produits similaires fabriqués non seulement par les pays développés mais aussi par ceux en développement. Or, si elle est sans conteste fonction du prix et du coût du produit fabriqué, la compétitivité d'un secteur sur les marchés internationaux semble davantage l'être de l'adaptation flexible de ce produit aux besoins des diverses catégories d'acheteurs.

Cette évolution des facteurs de compétitivité résulte de l'internationalisation du processus de production qui entraîne, par le biais d'une complémentarité plus poussée des différentes économies, une spécialisation intra-sectorielle, mais également intra-branche voire intra-produits. Il apparaît que les pays qui ont le mieux réussi leur spécialisation au niveau international sont ceux qui ont su développer leur production dans des catégories « progressives », c'est-à-dire celles dont la demande mondiale est en croissance rapide — essentiellement, les industries de biens de production, les industries mécaniques, électriques et électroniques — et réduire leur production dans les autres catégories. Cette spécialisation, en outre, s'effectue plutôt au niveau des produits que des branches d'activité. Enfin, ce processus est dynamique; il impose une flexibilité du système économique et son adaptation constante.

Balance des paiements

La balance des paiements se solde par un déficit de 54 milliards. Au déficit sur marchandises (144 milliards sur base de transactions) se sont ajoutés les déficits sur services (5,3 milliards) et sur transferts (48 milliards).

La balance des opérations sur services a continué à se détériorer, notamment en raison d'un déficit accru au titre des revenus de placement et d'investissement, des contrats d'entreprises et des déplacements à l'étranger.

La balance des opérations en capital du secteur privé, présente des évolutions divergentes selon les rubriques concernées. Pour la première fois en 1981, les avoirs en monnaies étrangères des résidents ont augmenté de 111,1 milliards, ce qui montre l'importance des placements en devises effectués par les particuliers et les entreprises sous l'incitant de taux d'intérêts plus avantageux et de l'espérance de gains en capital en cas d'appréciation des devises par rapport au franc belge. Enfin, on remarquera aussi le retournement du solde des avoirs nets en francs des non-résidents avec un déficit de 40 milliards contre un boni de 50 milliards en 1981. Selon les données provisoires de la B.N.B., l'ensemble des opérations en capital du secteur privé présenterait un déficit de 199,8 milliards contre un boni de 15 milliards en 1980.

Les opérations en capital du secteur public montrent une nouvelle hausse importante de l'endettement du Trésor à l'étranger et des emprunts en devises auprès des banques belges. Le solde de ces opérations laisse voir des entrées de capitaux à concurrence de 288,3 milliards de francs.

Grâce à ces importantes entrées de devises étrangères, la diminution des réserves de change de la Banque nationale n'a atteint que 96 milliards (contre +27 milliards en 1980), chiffre néanmoins record du dernier quart de siècle.

Enfin, selon la Banque, les particuliers et les entreprises détiennent un important montant de créances sur l'étranger qui ne peuvent pas facilement être mobilisées pour rembourser les déficits des autres rubriques.

Les finances publiques

La récession de 1980 et 1981 dont les effets néfastes sur la production, l'emploi, la rentabilité des entreprises et la balance des paiements ont été soulignés, ne pouvait manquer de se répercuter sur les finances publiques, d'ailleurs déjà déséquilibrées depuis quelques années.

Le déficit budgétaire de 1981 est supérieur à celui de 1980 où pourtant un accroissement avait déjà été noté. Le solde net à financer s'élève à 475,4 milliards de francs et dépasse de 58 % le

solde de 1980. Exprimé en pourcentage du P.N.B. aux prix du marché, il atteint 13,4 % contre 8,6 % en 1980.

Un déficit sensible avait bien été prévu lors du vote du budget 1981, mais une sous-estimation des dépenses de chômage et de charges de la dette publique l'aggrava encore, de même d'ailleurs qu'une moins-value en recettes. En effet, le coefficient d'élasticité de 1,2 mesurant la croissance des recettes fiscales en fonction de l'expansion attendue du P.N.B. au prix du marché s'est révélé trop élevé, car les recettes encaissées ne haussèrent que de 3,5 % et ce, malgré diverses mesures de rattrapage prises par le gouvernement.

Le financement de ce déficit se fit difficilement. Le marché intérieur des capitaux ne voulut pas ou ne put pas le couvrir. Compte tenu de l'émission de l'« emprunt de crise » en juin 1981 mais aussi des amortissements de la dette publique, la dette consolidée n'intervint dans l'apport de fonds que pour 27 milliards de francs. Cette situation n'est pas propre à 1981 et se fera encore sentir ultérieurement, à cause de la gestion passée de la dette publique qui consacra assez peu d'attention à la coïncidence des dates d'échéance. L'impasse fut donc financée principalement par des emprunts émis à l'extérieur et par des emprunts intérieurs à court terme.

Les emprunts en devises (235 milliards de francs) furent contractées pour la plus grande partie à court terme, ce qui réduit la liberté d'action des Autorités puisqu'il faut les renouveler à jet continu. En outre, il est difficile d'avoir une politique de gestion saine, les intérêts à payer se révélant imprévisibles.

Le financement de l'impasse par la dette publique à court et très court terme prit de grandes proportions (214 milliards de francs) et s'accrut relativement à 1980. Le recours du Trésor à la Banque nationale via le Fonds des rentes s'accrut de 72,4 milliards de francs de telle façon que la ligne de crédit fut par trois fois augmentée de 20 milliards de francs, passant ainsi à 150 milliards de francs à fin 1981.

Ainsi la consommation publique avec un taux d'accroissement plus rapide que celui du P.N.B. est sanctionnée par la méfiance de l'épargne intérieure. L'emprunt extérieur est sollicité et la monnaie doit être défendue au prix d'une hausse des taux d'intérêt et de tensions sur les marchés financiers.

Monnaie et crédit

Le marché des changes au plan international fut marqué par deux faits saillants : « l'explosion » du dollar et les réalignements au sein du serpent monétaire européen en mars et octobre 1981. Il

n'est donc pas étonnant qu'une grande partie de l'année fut caractérisée par de grandes tensions autour du taux de change du FB.

La parité officielle du franc, malgré une baisse d'environ 7 % du taux de change effectif en 1981, reste inchangée, mais au prix de grands efforts. Les interventions de la Banque nationale atteignirent un niveau record de 316 milliards de francs (123 milliards de francs en 1980) et la manœuvre du taux d'escompte fut plusieurs fois utilisée pour calmer les pressions contre le franc. A fin mars, ce taux se trouvait même à un sommet de 16 %. Ces relèvements alternatifs sont en liaison avec le taux élevé de l'intérêt sur les placements en dollars mais aussi avec la méfiance grandissante vis-à-vis de notre monnaie subissant l'impact des déséquilibres dont souffre l'économie belge et, à certaines périodes de l'année, de l'incertitude du climat politique.

La nécessité de relever les autres taux d'intérêts à court terme entraîna parfois, tout comme en 1980, une inversion de la structure des taux, c'est-à-dire que les taux à long terme repassèrent en dessous des taux à court terme.

Malgré la hausse du long terme (en moyenne pondérée de 12,5 % en janvier à 13,7 % en décembre) les titres à revenu fixe de l'Etat ou des parastataux trouvèrent difficilement preneur.

Les taux débiteurs suivirent la hausse du coût des ressources : le taux pondéré de la Banque nationale (crédits d'escompte, d'avance et d'acceptation) passa de 12 % à fin 1980 à 13,9 % à fin 1980. Les intérêts des prêts hypothécaires et des crédits d'investissement furent augmentés par deux fois.

Le stock de monnaie auprès des organismes principalement monétaires s'est accru davantage qu'en 1980. Une analyse de ses composantes fait apparaître que l'accroissement est dû à la création de liquidités au profit des Pouvoirs publics (+360 milliards de francs contre 265 milliards en 1980), cependant que les créances sur les entreprises et particuliers restaient à peu près au niveau de 1980. Par ailleurs, la destruction de liquidités due au déficit de la balance des opérations sur marchandises, services et transferts fut plus importante encore en 1981 (296 milliards de francs contre 190 milliards de francs en 1980).

Les actifs financiers aux mains des particuliers et entreprises (c'est-à-dire l'épargne financière) se renforcèrent davantage encore qu'en 1980. Les placements en francs belges à plus d'un an reculèrent relativement à ceux de moins d'un an en raison de la réaction plus forte et plus rapide des taux à court terme en période de tension monétaire, mais au total la hausse de l'ensemble de ces

placements fut moins marquée que pour les placements en devises. Ces derniers ont plus que doublé par rapport à 1980.

Enfin, les engagements des particuliers ont nettement moins progressé en 1981 (+36 milliards contre 86 milliards en 1980) en raison de la faible demande de biens de consommation durables et de la crise du logement. Les entreprises, au contraire, ont contracté plus d'engagements financiers (+236 milliards contre 161 milliards en 1980) à la fois pour faire face à leurs rentrées moindres et saisir les opportunités de placements avantageux sur le marché.

Conclusion

La crise économique est sans doute mondiale, mais elle se greffe en Belgique sur des déséquilibres structurels parmi lesquels le déficit des finances publiques occupe une place prépondérante. Le cercle vicieux de la crise a entraîné une décélération des recettes et un accroissement des dépenses du secteur public, approfondissant sans cesse ses besoins de financement.

A l'origine de ce problème, se trouve le déséquilibre entre la production nationale et la consommation tant privée que publique. Joint au redressement encore insuffisant de la compétitivité des entreprises et à la fuite des capitaux, ce déséquilibre a entraîné une dégradation de la balance des paiements qui, à son tour, a exercé une pression continuelle sur les prix, la monnaie et les taux d'intérêt déjà soumis pour leur part au niveau record des taux sur le marché international.

La nécessité de mesures plus énergiques est apparue au début de 1982. Aussi le gouvernement a-t-il pris un certain nombre de décisions dont la dévaluation du franc et ses mesures d'accompagnement. Elles visaient à l'amélioration dans l'immédiat de la compétitivité des entreprises entraînant à terme un développement de l'emploi et un meilleur équilibre de la balance commerciale, ainsi qu'à un assainissement progressif des finances publiques.

Principaux indicateurs de base

DESCRIPTION	Unité	1981	1980	81/80 %
Production et dépenses (à prix constants)				
Produit intérieur brut	10^9 F	3 443,5 (e)	3 483,2	— 1,1
Produit national brut	10^9 F	3 415,3 (e)	3 465,0	— 1,4
dont :				
— consommation privée	10^9 F	2 184,3 (e)	2 228,8	— 2,0
— consommation publique	10^9 F	656,7 (e)	646,7	+ 1,5
— investissements productifs	10^9 F	364,3 (e)	379,7	— 4,1
— logements	10^9 F	181,0 (e)	226,2	—20,0
— investissements publics	10^9 F	121,2 (e)	122,9	— 1,4
Demande intérieure totale	*10^9 F*	*3 507,5* (e)	*3 604,3*	*— 2,7*
Echanges extérieurs				
— solde balance commerciale	10^9 F	—236,8 (p)	—210,5	+12,5
— solde balance courante paiements	10^9 F	—196,9 (p)	—149,9	+31,3
— (par rapport au P.N.B.)	%	—5,5 % (p)	— 4,3 %	—
— dépréciation valeur externe FB (indice F.M.I.)	1975=100	106,3	114,0	— 6,8
Revenu national net	10^9 F	2 905,2 (e)	2 797,0	+ 3,9
dont salariés	10^9 F	2 206,1 (e)	2 071,7	+ 6,5
Production industrielle (sans construction)	1970=100	121,3 (p)	124,3	— 2,4
Logements commencés	nombre	32 751	46 839	—31,7
Bâtiments non résidentiels commencés	1 000 m^3	17 324	19 847	—12,7
Utilisation des capacités de production (moyenne annuelle)	%	75,1	76,2	
Prix à la consommation (augmentation moyenne de l'année)	%	7,6	6,7	..
Salaire Conventions collectives (augmentation moyenne de l'année)	%	9,1	8,8	..
Chômeurs complets indemnisés moyenne annuelle	nombre	391 784	321 895	21,7
en pourcentage de la population active	%	9,4	7,8	..
Charges fiscales et parafiscales par rapport au revenu national	%	55,3 (e)	54,9	
Solde net à financer du Trésor	10^9 F	—475,4	—300,7	58,1
Solde net à financer par rapport au P.N.B.	%	— 13,4 (e)	— 8,6	..
Epargne financière des ménages par rapport au P.N.B.	%	12,1 (e)	8	..
Epargne des ménages par rapport au revenu disponible	%	17,5 (e)	15,6	..
Taux d'escompte (fin décembre)	%	15	12	..
Rendement Fonds d'Etat (moyenne pondérée)	%	13,7	12,5	..
Indice boursier (moyenne)	1973=100	77,2	94,0	—18,0

(e) Estimation.
(p) Provisoire.

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Au 1er janvier 1982, la population totale s'élevait à 9 867 953 habitants, soit 4 579 personnes ou 0,46‰ (1) de plus que l'année précédente. Cet accroissement est inférieur de moitié à celui enregistré en 1980 et est, avec celui de 1978, le plus faible enregistré depuis longtemps. Il résulte d'un accroissement naturel comparable à celui des années précédentes et d'un solde migratoire négatif supérieur aux années antérieures.

Les naissances ont atteint un nombre identique à 1980, donnée la plus élevée depuis 1973. Les décès se situent, en 1981, à un niveau plutôt bas. L'accroissement naturel a ainsi été de 11 519 personnes, ce qui est supérieur à tout ce qui a été enregistré depuis 1972 (sauf 1980, avec 11 557 personnes). L'accroissement total de la population étant de 4 579 personnes, la différence réside donc dans un solde négatif des mouvements migratoires, qui atteignent une émigration nette de 6 940 personnes, ce qui est la plus élevée de toute la décennie.

L'évolution du solde migratoire est ainsi le principal facteur explicatif du mouvement total de la population, et ce tant pour les régions que pour l'ensemble du pays. En effet, pour la première fois ce solde est négatif, tant en Flandre qu'en Wallonie.

Au 1er janvier 1982, la population de la région flamande comptait 5 646 378 personnes, soit 12 226 de plus que l'année précédente. Ce mouvement est dû à une évolution positive de l'accroissement naturel (+2,45‰) et négative, pour la première fois, des mouvements migratoires : —1 584 personnes ou —0,28‰.

A cette même date, la population de la région wallonne était de 3 225 393 personnes soit un recul de 3 608 personnes, constitué par l'addition de deux soldes négatifs, celui du mouvement naturel, ce qui n'est pas nouveau pour la région, et celui des mouvements migratoires dont c'est ici également le premier retournement.

Les deux soldes sont également négatifs à Bruxelles-Capitale, produisant une décroissance de 4 039 personnes de la population qui compte ainsi, au 1er janvier 1982, 996 182 personnes; mais seulement, le recul est moins accentué dans la région que ceux relevés les années précédentes.

---

(1) Les taux figurant dans le texte et les tableaux sont calculés d'après la population relevée au 1er janvier 1982.

Les taux de natalité et de mortalité présentent toujours le même profil : le plus élevé en Flandre, le plus bas en Wallonie, et un peu en dessous de la moyenne nationale à Bruxelles. Le taux de natalité est toujours le plus élevé à Bruxelles, ensuite en Wallonie, et enfin en Flandre où il est le plus bas avec 10,41‰. Les écarts entre les régions sont plus larges entre les taux de mortalité (de 10,40 à 13,23‰) qu'entre les taux de natalité (de 12,36 à 12,85‰).

Par provinces, les diminutions de population sont les plus marquées dans celles du Hainaut et de Liège. La plus grande partie étant imputable aux mouvements migratoires. Des provinces comme le Brabant ou Anvers voient leur population augmenter légèrement, avec une diminution dans les grandes agglomérations et une augmentation dans les autres parties de la province. C'est dans le Limbourg et la Flandre orientale que sont enregistrés les accroissements de population les plus élevés et ce essentiellement suite à l'accroissement naturel.

Par arrondissements, on relève, comme les années précédentes d'ailleurs, que les taux de natalité sont les plus élevés dans les trois arrondissements du Limbourg ainsi que dans celui de Turnhout, alors que les taux de natalité y sont les plus bas. Le taux de natalité est aussi assez élevé dans les arrondissements du Luxembourg, tandis que les taux de mortalité les plus élevés sont enregistrés dans les arrondissements de Waremme, Huy, Tournai, Ath, Mons et Charleroi et à Bruxelles-Capitale.

*
* *

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PERIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413
1978	121 983	115 060	6 923	— 2 682	4 241	9 841 654
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110
1980	124 794	114 364	10 430	— 2 166	8 264	9 863 374
1981	124 827	113 308	11 519	— 6 940	4 579	9 867 953

(a) Population calculée sur la base du recensement de 1970. Au 31 décembre jusqu'en 1976; au 1er janvier à partir de 1977.

Source : Institut National de Statistique.

Mouvement de la population en 1981

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 1er janvier 1982
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	*11 261*	*12,22*	*10 575*	*11,47*	*+ 686*	*—2 481*	*— 1795*	*— 1,94*	*921 752*
Malines	*3 485*	*11,88*	*3 392*	*11,56*	*+ 93*	*+ 460*	*+ 553*	*+ 1,19*	*293 296*
Turnhout	*5 114*	*14,15*	*2 699*	*7,47*	*+ 2 415*	*— 137*	*+ 2 278*	*+ 6,30*	*361 518*
Anvers	19 860	12,60	16 666	10,57	+ 3 194	—2 158	+ 1 036	+ 0,66	1 576 566
Bruxelles-Capitale	*12 417*	*12,46*	*13 181*	*13,23*	*— 764*	*—3 275*	*— 4 039*	*— 4,05*	*996 182*
Hal-Vilvorde	*6 120*	*11,83*	*5 414*	*10,46*	*+ 706*	*+ 365*	*+ 1 071*	*+ 2,07*	*517 349*
Louvain	*5 322*	*12,78*	*4 467*	*10,73*	*+ 855*	*+ 688*	*+ 1 543*	*+ 3,71*	*416 385*
Nivelles	*3 480*	*11,88*	*2 968*	*10,14*	*+ 512*	*+1 869*	*+ 2 381*	*+ 7,92*	*292 822*
Brabant	27 277	12,27	25 930	11,67	+ 1 347	— 265	+ 1 082	+ 0,49	2 222 864
Ath	*885*	*11,36*	*1 079*	*13,84*	*— 194*	*+ 102*	*— 92*	*— 1,18*	*77 935*
Charleroi	*5 183*	*11,84*	*5 718*	*13,07*	*— 535*	*—2 904*	*— 3 439*	*— 7,86*	*437 578*
Mons	*3 252*	*12,56*	*3 434*	*13,26*	*— 182*	*— 938*	*— 1 120*	*— 4,33*	*258 879*
Mouscron	*934*	*12,86*	*924*	*12,72*	*+ 10*	*— 88*	*— 78*	*— 1,07*	*72 650*
Soignies	*2 065*	*12,37*	*2 103*	*12,60*	*— 38*	*— 192*	*— 230*	*— 1,38*	*166 887*
Thuin	*1 762*	*12,45*	*1 763*	*12,46*	*— 1*	*— 128*	*— 129*	*— 0,91*	*141 511*
Tournai	*1 697*	*11,79*	*2 009*	*13,95*	*— 312*	*— 329*	*— 641*	*— 4,45*	*143 994*
Hainaut	15 778	12,14	17 030	13,11	— 1 252	—4 477	— 5 729	— 4,41	1 299 434
Huy	*1 117*	*12,53*	*1 371*	*15,38*	*— 254*	*+ 663*	*+ 409*	*+ 4,59*	*89 136*
Liège	*7 101*	*11,71*	*8 064*	*13,30*	*— 963*	*—1 944*	*— 2 907*	*— 4,79*	*606 159*
Verviers	*3 262*	*13,26*	*2 990*	*12,16*	*+ 272*	*+ 223*	*+ 495*	*+ 2,01*	*245 964*
Maaseik	*3 074*	*16,25*	*1 173*	*6,20*	*+ 1 901*	*+ 2*	*+ 1 903*	*+ 10,06*	*189 147*

Tongres	*2 454*	*13,87*	*1 520*
Limbourg ...	10 925	15,16	5 179
Arlon	*641*	*13,25*	*521*
Bastogne	*517*	*14,26*	*444*
Marche-en-Famenne	*660*	*15,30*	*570*
Neufchâteau	*691*	*13,31*	*670*
Virton	*602*	*13,62*	*570*
Luxembourg ...	3 111	13,90	2 775
Dinant	*1 241*	*13,88*	*1 215*
Namur	*3 381*	*13,00*	*3 332*
Philippeville	*720*	*12,47*	*730*
Namur ...	5 342	13,12	5 277
Alost	*3 168*	*12,08*	*2 903*
Termonde	*2 311*	*12,78*	*2 007*
Eeklo	*982*	*12,30*	*901*
Gand	*5 988*	*12,32*	*5 717*
Audenarde	*1 275*	*11,35*	*1 547*
Saint-Nicolas	*2 797*	*13,26*	*2 268*
Flandre orientale ...	16 521	12,40	15 343
Bruges	*3 153*	*12,35*	*2 642*
Dixmude	*618*	*13,01*	*540*
Ypres	*1 389*	*13,36*	*1 134*
Courtrai	*3 551*	*13,04*	*2 871*
Ostende	*1 581*	*11,81*	*1 503*
Roulers	*1 872*	*13,67*	*1 404*
Tielt	*1 116*	*13,12*	*974*
Furnes	*614*	*12,75*	*588*
Flandre occidentale ...	13 794	12,73	11 663
Bruxelles-Capitale	12 417	12,46	13 181
Région flamande	72 542	12,85	58 732
Région wallonne	39 868	12,36	41 395
dont : région de langue allemande	819	12,63	675
Le Royaume ...	**124 827**	**12,64**	**113 308**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1982 par région.
(c) Calculé par rapport à la population totale de chaque région recensée au 1er janvier 1982.

8,59	+ 934	— 458	+ 476	+ 2,69	176 941
7,19	+5 746	—1 219	+ 4 527	+ 6,28	720 586
10,77	+ *120*	— *82*	+ *38*	+ *0,78*	*48 384*
12,25	+ *73*	+ *50*	+ *123*	+ *3,39*	*36 249*
13,22	+ *90*	+ *208*	+ *298*	+ *6,91*	*43 125*
12,91	+ *21*	+ *133*	+ *154*	+ *2,97*	*51 916*
12,89	+ *32*	— *153*	— *121*	— *2,74*	*44 214*
12,39	+ 336	+ 156	+ 492	+ 2,19	223 888
13,59	+ *26*	+ *299*	+ *325*	+ *3,63*	*89 421*
12,82	+ *49*	+ *681*	+ *730*	+ *2,81*	*260 003*
12,64	— *10*	+ *172*	+ *162*	+ *2,80*	*57 760*
12,96	+ 65	+1 152	+ 1 217	+ 2,99	407 184
11,07	+ *265*	— *328*	— *63*	— *0,24*	*262 337*
11,10	+ *304*	+ *326*	+ *630*	+ *3,48*	*180 790*
11,28	+ *81*	— *45*	+ *36*	+ *0,45*	*79 853*
11,76	+ *271*	— *269*	+ *2*	+ *0,0*	*486 083*
13,77	— *272*	+ *96*	— *176*	— *1,57*	*112 312*
10,75	+ *529*	+ *301*	+ *830*	+ *3,93*	*210 927*
11,52	+ 1 178	+ 81	+ 1 259	+ 0,94	1 332 302
10,35	+ *504*	+ *547*	+ *1 051*	+ *4,11*	*255 383*
11,37	+ *78*	— *184*	— *106*	— *2,23*	*47 497*
10,90	+ *255*	— *106*	+ *149*	+ *1,43*	*103 995*
10,54	+ *680*	— *217*	+ *463*	+ *1,70*	*272 314*
11,23	— *22*	+ *946*	+ *924*	+ *6,90*	*133 856*
10,25	+ *468*	— *441*	+ *27*	+ *0,20*	*136 914*
11,45	+ *142*	— *52*	+ *90*	+ *1,06*	*85 072*
12,21	+ *26*	+ *166*	+ *192*	+ *3,99*	*48 159*
10,77	+ 2 131	+ 659	+ 2 790	+ 2,57	1 083 190
13,23	— 764	—3 275	— 4 039	— 4,05	996 182
10,40	+13 810	—1 584	+12 226	+ 2,16	5 646 378
12,83	— 1 527	—2 081	— 3 608	— 1,12	3 225 393
10,41	+ 144	— 16	128	+ 1,97	64 841
11,48	**+11 519**	**—6 940**	**4 579**	**+ 0,46**	**9 867 953**

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

SECTION I. — EMPLOI

L'emploi salarié tel que relevé par l'O.N.S.S. au 30 juin 1981 montre, par rapport au même mois de l'année précédente, un recul considérable, supérieur à celui enregistré entre les mois de juin de 1974 et 1975. Le nombre total de travailleurs assujettis à la sécurité sociale est ainsi passé de 2 994 101 personnes au 30 juin 1980 à 2 913 823 personnes au 30 juin 1981, soit un recul de 80 278 unités, ou de 2,7 %. Ce résultat est le solde de différents mouvements, envisageables sous différents angles.

Il est d'abord le solde d'un mouvement de disparition de postes de travail manuels d'environ 80 500 unités et d'une stagnation globale de l'emploi intellectuel; c'est la première fois que l'on assiste à ce dernier phénomène. Jusqu'ici, les fortes disparitions d'emplois manuels depuis 1974 avaient été partiellement compensées par des créations d'emplois intellectuels, ce qui avait relativement limité la dégradation globale de l'emploi.

Par sexe, 72 926 hommes ont perdu leur emploi pendant cette période, soit un recul de 3,7 %, tandis que 7.352 femmes perdaient le leur, soit un recul de 0,7 %. Dans les deux cas il s'agit de la plus forte perte d'emploi depuis le début de la crise, supérieures à celles de 1975.

Selon la distinction secteur privé/secteur public et enseignement, on enregistre environ 85 000 emplois perdus dans le secteur privé et environ 4 500 emplois créés dans le secteur public. Il s'agit respectivement de la plus forte baisse et de la plus faible croissance enregistrée depuis 1974.

Par branche d'activité, on relèvera d'abord la perte de 28 500 emplois dans le secteur du bâtiment — ce qui constitue 12 % de l'emploi au 30 juin 1980 dans ce secteur —, le recul de 47 000 unités de l'emploi dans l'industrie au sens strict (—5,4 %) (1), le début de nettes disparitions d'emplois dans le secteur tertiaire privé — ce qui constitue un retournement de tendance — soit un recul de 12 000 unités environ, et le ralentissement de la croissance de l'emploi dans le secteur public et l'enseignement ainsi que les autres services, avec 8 000 créations d'emplois environ.

(1) C'est-à-dire sans le secteur « énergie et eau ».

Toutes ces informations sont détaillées dans les tableaux du chapitre. En les croisant, que peut-on en tirer comme commentaires relatifs à l'évolution de l'emploi salarié de juin 1980 à juin 1981 ? Et que s'est-il passé dans le courant de cette période ?

S'il est difficile et douteux, avec les statistiques de l'O.N.S.S., de comparer les résultats trimestriels à l'intérieur d'une année, pour des raisons saisonnières notamment, on peut cependant référer les données de chaque trimestre à celles du trimestre correspondant de l'année précédente : la succession des résultats ainsi obtenus, soit en nombre absolu, soit en pourcentage, donne une idée assez claire de l'évolution à court terme de l'emploi salarié.

En juin 1980, *l'emploi salarié global* n'avait pratiquement pas bougé par rapport au niveau de 1979. Ce constat recouvrait cependant des évolutions différentes selon les grands secteurs d'activité. Les secteurs primaire et secondaire, bâtiment inclus, voyaient leur emploi continuer à régresser, à l'instar du passé, tandis que le tertiaire montrait une poursuite de la croissance de l'emploi, mais à un rythme se ralentissant déjà quelque peu pour les services publics et certains services privés. Ces évolutions se sont poursuivies et considérablement aggravées de juin 1980 à juin 1981, prenant même l'aspect d'une véritable rupture par rapport au passé. La conjonction d'une aggravation dans l'industrie et le bâtiment avec le tarissement de la création globale d'emplois intellectuels est le phénomène marquant, en 1981, au niveau de l'emploi.

D'un point de vue plus conjoncturel, on relèvera que, comparé à son niveau atteint au même mois de l'année précédente, l'emploi salarié total accusait une baisse d'environ 1 000 personnes en juin 1980 (0 %), qui passait à —26 000 personnes (—0,9 %) en septembre 1980, à —55 000 personnes (—1,9 %) en décembre 1980, atteignant —80 500 personnes (—2,7 %) en juin 1981. Cette évolution est assez étroitement corrélée avec celle du chômage dont la hausse a été très forte surtout au second semestre de 1980 et au premier de 1981.

Tant en valeur absolue qu'en pourcentage, l'évolution de l'*emploi manuel total* manifeste une dégradation très sensible de juin 1980 à juin 1981. Référé au trimestre correspondant de l'année précédente, il montre un recul de 29 941 unités ou —2,1 % en juin 1980, de 48 734 unités ou —3,4 % en septembre 1980, de 68 995 unités ou —4,9 % en décembre 1980, et de 80 450 unités ou —5,8 % en juin 1981. Ce dernier chiffre comprend 67 808 hommes soit —6,5 % et 12 462 femmes, soit —3,6 %.

Le recul de l'emploi manuel, constant depuis 1975, avait atteint un plancher en 1979 et ce en concordance avec l'amélioration conjoncturelle de cette année. Après quoi l'évolution s'orientait à nouveau à la baisse et se dégradait fortement. Ce profil d'évolution de 1974 à 1981 est identique pour l'emploi manuel féminin et l'emploi manuel masculin total, à la différence que l'intensité des variations est plus forte dans la série des hommes, tandis que la série des femmes accuse une plus grande constance dans son taux de dégradation.

En examinant l'évolution de la disparition *d'emplois manuels dans l'industrie* au sens strict, on constate une nette aggravation entre juin 1980 et juin 1981. A cette dernière date, et par rapport au 30 juin 1974, le recul de l'emploi manuel féminin est

de 40,2 % et celui de l'emploi manuel masculin de 25,1 %. La perte de 28 510 emplois dans le bâtiment, les douze derniers mois, concerne quasi totalement des pertes de travail manuel.

Au total, la *création d'emploi « intellectuels »* a souvent compensé la disparition d'emplois manuels, à quelques milliers d'unités près, sauf en 1975 où la différence est forte. En 1980, un écart négatif se crée à partir de juin et cet écart s'accroît considérablement en septembre, décembre et mars 1981, atteignant ainsi le chiffre déjà cité de 80 278 unités en juin 1981.

La création d'emplois intellectuels chez les hommes s'est ralentie progressivement depuis 1974. Des chiffres de croissance annuelle gravitant autour des 20 000 en 1974-1977 (sauf en 1975 : +9 000), on est passé à des créations moyennes de 10 000 en 1978-1979 et, fin 1979 - début 1980, la création d'emplois intellectuels masculins se tarissait.

Pour la première fois, on enregistre, en 1981, des décroissances nettes de ce type d'emplois.

L'emploi intellectuel féminin a constamment connu, depuis 1974 (+5 % cette année-là) une croissance se situant entre 3 et 4 % et des montants se situant entre 18 000 et 25 000 chaque année. En décembre 1980, il est en augmentation de 14 359 unités ou 2,2 % par rapport à décembre 1979 et en juin 1981, cette augmentation n'est plus que de 5 290 unités ou 0,8 % par rapport à juin 1980. On voit apparaître là les premiers signes d'affaiblissement de cette source de créations d'emplois.

Il y a donc une convergence, une conjonction de tendances dans les séries masculines et féminines, dans le sens d'un affaiblissement d'abord, et d'un tarissement ensuite dans la création d'emplois intellectuels. Il peut s'agir d'un retournement dans une tendance qui avait été structurellement en hausse jusqu'ici.

Le tableau *par branches d'activités* montre un recul généralisé de l'emploi, avec des taux de décroissance particulièrement forts dans les secteurs du bâtiment, de la chaussure et de l'habillement (et du cuir), du bois et meubles en bois. Dans les fabrications métalliques, de même que dans la branche « minéraux non énergétiques et dérivés », le recul est semblable, 5 et 6 % en taux et assez massif en nombre absolu.

Si l'on compare l'évolution de la production et l'évolution de l'emploi, on relève des évolutions apparentes de productivité très fortes des secteurs susmentionnés, à savoir la chaussure et l'habillement, le cuir, le bois, le papier et cartons, le tabac, l'industrie chimique et le caoutchouc. Une majorité de ces secteurs connaissent actuellement des processus de rationalisation intenses.

Les services publics, enseignement et autres services non dénommés ailleurs enregistrent une croissance plus faible qu'auparavant. Une partie de ce phénomène, relevé au 30 juin, comprend une baisse du nombre de personnes occupées dans le cadre spécial temporaire.

*
* *

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981
Charbonnages (b)	16,0	15,5	15,2	15,0	31 333	29 191	29 106	29 202
Cokeries	2,6	2,5	2,5	2,5	4 403	4 176	3 939	4 128
Sidérurgie (c)	37,1	37,8	36,8	34,4	62 256	63 237	59 105	54 274
Métaux non ferreux	12,4	11,8	11,6	11,1	18 859	18 820	18 139	16 534
Fabrications métalliques	228,2	224,8	223,4	208,8	354 934	349 451	338 209	310 032
Caoutchouc	5,0	4,8	4,8	4,4	7 966	7 924	7 810	6 895
Papier (établissements producteurs)	6,0	6,1	5,8	5,5	10 244	10 238	9 521	9 379
Papier (établissements transformateurs)	9,6	9,3	9,0	8,4	15 476	15 039	14 251	12 863
Carrières	3,2	3,2	3,1	3,0	4 938	4 700	4 881	4 358
Chaux, calcaires et dérivés	3,2	3,0	3,0	2,9	5 229	5 030	5 066	4 553
Terre cuite	4,0	3,6	3,3	2,5	6 914	5 922	5 045	2 971
Ciment	2,5	2,4	2,3	2,2	3 903	3 784	3 694	3 352
Verre	14,1	13,6	13,0	12,3	22 428	21 741	21 185	19 096
Bois	29,8	28,2	27,3	25,7	47 791	44 591	43 320	38 962
Céramique	4,4	4,3	3,9	3,6	7 013	6 709	6 249	5 357
Construction	113,3	121,8	121,3	105,6	186 237	162 721	166 881	140 013
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	5,3	4,7	4,7	4,2	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	8,9	8,4	8,1	7,8	12 672	12 049	12 362	11 199
Tissages	23,2	22,5	21,9	20,8	36 384	34 335	33 240	30 571
Autres activités textiles	2,2	2,1	1,9	1,5	2 996	2 998	2 682	2 220
Bonneterie	9,9	9,2	8,6	7,9	13 587	12 689	12 247	10 709
Huiles végétales et animales	0,8	0,7	0,8	0,8	1 397	1 327	1 241	1 275
Tabac	5,8	5,4	5,1	4,8	8 635	8 116	7 782	6 847
Cuir	1,1	0,9	0,8	0,7	1 554	1 398	1 204	1 171
Chaussures	2,3	2,1	2,0	1,8	3 224	3 158	2 727	2 272
Pantoufles	0,4	0,3	0,3	0,3	516	485	507	450
Distribution d'eau	4,7	4,5	4,5	4,5	8 543	8 249	8 112	7 933
Port d'Anvers	10,9	10,3	9,5	9,2	..	..	..	..

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Il s'agit du nombre de présences par jour ouvré et du nombre de postes effectués.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1978 à 1981 : 2 058, 2 233, 2 203 et 1 645 millions.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1978		30 juin 1979		30 juin 1980	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 438 971**	**93,7**	**2 453 697**	**93,7**	**2 435 781**	**93,5**
Agriculture, sylviculture et pêche	92 967	3,6	90 602	3,5	87 989	3,4
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	203 420	7,8	197 818	7,5	193 104	7,4
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	532 539	20,4	522 638	20,0	514 881	19,8
Bâtiment et génie	283 914	10,9	286 301	10,9	277 259	10,6
Energie et eau	61 220	2,3	59 674	2,3	59 172	2,3
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	530 213	20,4	536 892	20,5	539 678	20,7
Transports et communications	234 074	9,0	237 451	9,1	241 193	9,3
Autres services (y compris militaires de carrière)	500 624	19,2	522 321	19,9	522 505	20,0
Demandeurs d'emploi (b)	**108 107**	**4,2**	**107 020**	**4,1**	**112 657**	**4,3**
Miliciens	**26 149**	**1,0**	**28 290**	**1,1**	**28 707**	**1,1**
Stagiaires en form. profes.	**2 587**	**0,1**	**2 633**	**0,1**	**2 662**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**28 429**	**1,1**	**27 068**	**1,1**	**26 287**	**1,0**
Total	**2 604 243**	**100,0**	**2 618 708**	**100,0**	**2 606 094**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 290 555**	**87,5**	**1 319 439**	**86,9**	**1 333 398**	**86,3**
Agriculture, sylviculture et pêche	25 356	1,7	27 781	1,8	24 013	1,6
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	24 877	1,7	23 815	1,6	23 554	1,5
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	210 746	14,3	201 818	13,3	195 166	12,6
Bâtiment et génie	10 575	0,7	10 554	0,7	10 575	0,7
Energie et eau	2 819	0,2	2 922	0,2	3 059	0,2
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	404 153	27,4	409 719	27,0	414 857	26,8
Transports et communications	33 894	2,3	34 861	2,3	36 451	2,4
Autres services (y compris militaires de carrière)	578 135	39,2	607 969	40,0	625 723	40,5
Demandeurs d'emploi (b)	**170 480**	**11,5**	**184 974**	**12,2**	**198 069**	**12,8**
Stagiaires en form. profes.	**1 367**	**0,1**	**1 963**	**0,1**	**2 115**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**12 785**	**0,9**	**12 463**	**0,8**	**12 507**	**0,8**
Total	**1 475 187**	**100,0**	**1 518 839**	**100,0**	**1 546 089**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

(hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1978		30 juin 1979		30 juin 1980	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Occupée en Belgique	**3 729 526**	**91,4**	**3 773 136**	**91,2**	**3 769 179**	**90,8**
Agriculture, sylviculture et pêche	118 323	2,9	118 383	2,9	112 002	2,7
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	228 297	5,6	221 633	5,3	216 658	5,2
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	743 285	18,2	724 456	17,5	710 047	17,1
Bâtiment et génie	294 489	7,2	296 855	7,2	287 834	6,9
Energie et eau	64 039	1,6	62 596	1,5	62 231	1,5
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	934 366	22,9	946 611	22,9	954 535	23,0
Transports et communications	267 968	6,6	272 312	6,6	277 644	6,7
Autres services (y compris militaires de carrière)	1 078 759	26,4	1 130 290	27,3	1 148 228	27,7
Demandeurs d'emploi (b)	**278 587**	**6,8**	**291 994**	**7,0**	**310 726**	**7,5**
Miliciens	**26 149**	**0,6**	**28 290**	**0,7**	**28 707**	**0,7**
Stagiaires en form. profes.	**3 954**	**0,1**	**4 596**	**0,1**	**4 777**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**41 214**	**1,0**	**39 531**	**1,0**	**38 794**	**0,9**
Total	**4 079 430**	**100,0**	**4 137 547**	**100,0**	**4 152 183**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1979	1 037 089	355 060	1 392 149	933 919	645 689	1 579 608	2 971 757
30 juin 1979	1 057 230	357 739	1 414 969	933 422	646 988	1 580 410	2 995 379
30 septembre 1979	1 062 027	358 951	1 420 978	930 867	649 308	1 580 175	3 001 153
31 décembre 1979	1 053 291	356 722	1 410 013	936 878	660 263	1 597 141	3 007 154
31 mars 1980	1 035 454	351 050	1 386 504	939 206	667 602	1 606 808	2 993 312
30 juin 1980	1 032 949	352 079	1 385 028	938 611	670 462	1 609 073	2 994 101
30 septembre 1980	1 023 449	348 795	1 372 244	933 437	669 447	1 602 884	2 975 128
31 décembre 1980	997 114	343 904	1 341 018	935 880	674 622	1 610 502	2 951 520
30 juin 1981	965 141	339 437	1 304 578	933 499	675 752	1 609 245	2 913 823

Source : Office National de Sécurité Sociale

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1980	1981	1981/1980	1981/1980 en %	1981/1974	1981/1974 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	12 158	11 456	11 113	— 343	— 3,0	— 1 045	— 8,6
Energie et eau (b)	69 403	62 016	61 635	— 381	— 0,6	— 7 768	—11,2
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	264 225	212 653	201 080	—11 573	— 5,4	— 63 145	—23,9
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	357 535	305 874	288 291	—17 583	— 5,7	— 69 244	—19,4
Autres industries manufacturières :	479 373	350 315	332 498	—17 817	— 5,1	—146 875	—30,6
— produits alimentaires	*82 013*	*74 934*	*73 692*	*— 1 242*	*— 1,7*	*— 8 321*	*—10,1*
— boissons	*21 733*	*17 346*	*16 799*	*— 547*	*— 3,1*	*— 4 934*	*—22,7*
— tabac	*8 758*	*6 820*	*6 548*	*— 272*	*— 4,0*	*— 2 210*	*—25,2*
— textile	*104 497*	*66 470*	*62 744*	*— 3 726*	*— 5,6*	*— 41 753*	*—39,9*
— cuir	*5 820*	*3 235*	*2 932*	*— 303*	*— 9,3*	*— 2 888*	*—49,6*
— chaussures et habillement	*90 713*	*52 465*	*47 702*	*— 4 943*	*— 9,4*	*— 43 011*	*—47,4*
— bois et meubles en bois	*54 317*	*39 298*	*36 427*	*— 2 871*	*— 7,3*	*— 17 890*	*—32,9*
— papier et articles en papier	*27 076*	*19 254*	*18 119*	*— 1 135*	*— 5,9*	*— 8 957*	*—33,1*
— imprimerie et édition	*41 092*	*33 809*	*33 010*	*— 799*	*— 2,4*	*— 8 082*	*—19,7*
— caoutchouc et matières plastiques	*25 158*	*22 124*	*21 119*	*— 1 005*	*— 4,5*	*— 4 039*	*—16,0*
— divers	*18 196*	*14 380*	*13 406*	*— 974*	*— 6,8*	*— 4 790*	*—26,3*
Bâtiment et génie civil	245 856	240 141	211 631	—28 510	—11,9	— 34 225	—13,9
Commerce, hôtellerie, réparations	414 421	424 824	417 009	— 7 815	— 1,8	+ 2 588	+ 0,6
Transports et communications (c)	191 950	200 127	197 284	— 2 843	— 1,4	+ 5 334	+ 2,8
Institutions de crédit, assurances, location	188 636	210 750	209 585	— 1 165	— 0,6	+ 20 949	+11,1
Services publics, enseignement et autres	795 330	975 745	983 697	+ 7 952	+ 0,8	+188 367	+23,7
Total général ...	**3 018 887**	**2 994 101**	**2 913 823**	**—80 278**	**— 2,7**	**—105 064**	**— 3,5**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ».
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant du F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant de l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DÉSIGNATION	1974	1980	1981	1981 / 1980	1981 / 1980 %	1981 / 1974	1981 / 1974 %
Secteur privé :							
Manuels							
Hommes	1 152 490	989 928	926 259	—63 669	—6,4	—226 231	—19,6
Femmes	366 817	292 768	279 993	—12 775	—4,3	— 86 824	—23,6
Total	**1 519 307**	**1 282 696**	**1 206 252**	**—76 444**	**—6,0**	**—313 055**	**—20,6**
Intellectuels							
Hommes	453 750	474 915	467 398	— 7 517	—1,6	13 648	3,0
Femmes	321 993	364 915	364 004	— 911	—0,2	42 011	13,0
Total	**775 743**	**839 830**	**831 402**	**— 8 428**	**—1,0**	**55 659**	**7,1**
Total							
Hommes	1 606 240	1 464 843	1 393 657	—71 186	—4,8	—212 583	—13,2
Femmes	688 810	657 683	643 997	—13 686	—2,1	— 44 813	— 6,5
Total	**2 295 050**	**2 122 526**	**2 037 654**	**—84 872**	**—4,0**	**—257 396**	**—11,2**
Secteur public et enseignement							
Manuels							
Hommes	36 790	43 021	38 882	— 4 139	—9,6	2 092	5.7
Femmes	413 306	463 896	466 295	2 399	0.5	52 989	12,8
Intellectuels							
Hommes							

Intellectuels : Hommes	36 790	43 021	38 882	— 4 139	—9,6	2 092	5,7
Femmes	226 190	305 547	311 748	6 201	2,0	85 558	37,8
Total	**639 496**	**769 243**	**777 843**	**8 600**	**1,1**	**138 347**	**21,6**
Hommes	450 096	506 717	504 977	— 1 740	—0,3	54 881	12,2
Femmes	273 741	364 858	371 192	6 334	1,7	97 451	35,6
Total	**723 837**	**871 575**	**876 169**	**4 594**	**0,5**	**152 332**	**21,0**
Ensemble :							
Manuels							
Hommes	1 189 280	1 032 949	965 141	—67 808	—6,5	—224 139	—18,8
Femmes	414 368	352 079	339 437	—12 642	—3,6	— 74 931	—18,0
Total	**1 603 648**	**1 385 028**	**1 304 578**	**—80 450**	**—5,8**	**—299 070**	**—18,6**
Intellectuels							
Hommes	867 056	938 611	933 493	— 4 668	—0,5	66 437	7,7
Femmes	548 183	670 462	675 752	5 290	0,8	127 569	23,3
Total	**1 415 239**	**1 609 073**	**1 609 245**	**172**	**0**	**194 006**	**13,7**
Total							
Hommes	2 056 336	1 971 560	1 898 634	—72 926	—3,7	—157 702	— 7,7
Femmes	962 551	1 022 541	1 015 189	— 7 352	—0,7	52 638	+ 5,4
Total	**3 018 887**	**2 994 101**	**2 913 823**	**—80 278**	**—2,7**	**—105 064**	**— 3,5**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie (a)

	1974	1980	1981	1981 / 1980	1981 / 1980 %	1981 / 1974	1981 / 1974 %
Manuels :							
Hommes	636 832	505 215	476 840	—28 375	—5,6	—159 992	—25,1
Femmes	234 957	153 223	140 348	—12 875	—8,4	— 94 609	—40,2
Total .	**871 789**	**658 438**	**617 188**	**—41 250**	**—6,2**	**—254 601**	**—29,2**
Intellectuels :							
Hommes	168 413	155 638	151 566	— 4 072	—2,6	— 16 847	—10,0
Femmes	60 931	54 766	53 115	— 1 651	—3,0	— 7 816	—12,8
Total .	**229 344**	**210 404**	**204 681**	**— 5 723**	**—2,7**	**— 24 663**	**—10,7**
Ensemble :							
Hommes	805 245	660 853	628 406	—32 447	—4,9	—176 839	—22,0
Femmes	295 888	207 989	193 463	—14 526	—7,0	—102 425	—34,6
Total .	**1 101 133**	**868 842**	**821 869**	**—46 973**	**—5,4**	**—279 264**	**—25,4**

(a) Minéraux non énergétiques et dérivés et industrie chimique, Industrie transformatrice de métaux et mécanique de précision, et autres industries manufacturières.
Energie et eau ne sont pas comprises ici.

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des établissements et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1980 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	133 345	66,63	96 128	46 788	142 916	38 605	54 142	92 747	235 663	7,88
de 5 à 9 travailleurs	28 316	14,15	82 032	25 757	107 789	40 488	36 517	77 005	184 794	6,18
de 10 à 19 travailleurs	17 064	8,53	99 527	31 150	130 677	57 232	43 196	100 428	231 105	7,73
de 20 à 49 travailleurs	12 445	6,22	152 311	50 749	203 060	103 010	76 640	179 650	382 710	12,80
de 50 à 99 travailleurs	4 397	2,20	101 134	36 941	138 075	96 664	72 964	169 628	307 703	10,29
de 100 à 199 travailleurs	2 440	1,22	97 686	44 074	141 760	111 896	87 775	199 671	341 431	11,41
de 200 à 499 travailleurs	1 433	0,71	115 704	50 969	166 673	148 889	117 364	266 253	432 926	14,48
de 500 à 999 travailleurs	440	0,22	89 236	30 487	119 723	111 977	67 145	179 122	298 845	9,99
1 000 travailleurs et plus	236	0,12	195 749	34 994	230 743	229 850	114 719	344 569	575 312	19,24
Total ...	**200 116**	**100,00**	**1 029 507**	**351 909**	**1 381 416**	**938 611**	**670 462**	**1 609 073**	**2 990 489**	**100,00**

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition des établissements et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1981 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	133 052	67,18	94 489	47 214	141 703	38 916	54 871	93 787	235 490	8,09
de 5 à 9 travailleurs	27 677	13,98	78 269	25 668	103 937	39 900	36 648	76 548	180 485	6,20
de 10 à 19 travailleurs	16 618	8,39	92 324	31 188	123 512	57 125	44 107	101 232	224 744	7,72
de 20 à 49 travailleurs	11 930	6,02	139 244	48 390	187 634	102 204	76 828	179 032	366 666	12,60
de 50 à 99 travailleurs	4 309	2,18	95 221	35 572	130 793	96 708	74 434	171 142	301 935	10,37
de 100 à 199 travailleurs	2 381	1,20	90 526	42 272	132 798	110 936	87 461	198 397	331 195	11,38
de 200 à 499 travailleurs	1 413	0,71	110 861	49 705	160 566	148 987	117 156	266 143	426 709	14,66
de 500 à 999 travailleurs	430	0,22	81 238	27 630	108 868	109 986	71 457	181 443	290 311	9,98
1 000 travailleurs et plus	231	0,12	179 703	31 655	211 358	228 731	112 790	341 521	552 879	19,00
Total ...	**198 041**	**100,00**	**961 875**	**339 294**	**1 301 169**	**933 493**	**675 752**	**1 609 245**	**2 910 414**	**100,00**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1981 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	32 042	188 250	53 921	242 171	158 629	103 139	261 768	503 939
Brabant	50 156	190 235	77 332	267 567	341 219	239 809	581 028	848 595
Flandre occidentale	25 258	116 260	49 225	165 485	75 964	54 311	130 275	295 760
Flandre orientale	24 464	119 545	53 133	172 678	85 890	67 009	152 899	325 577
Hainaut	20 303	117 176	37 157	154 333	87 504	75 056	162 560	316 893
Liège	20 558	102 015	31 756	133 771	87 283	69 013	156 296	290 067
Limbourg	12 125	82 106	21 602	103 708	49 879	31 683	81 562	185 270
Luxembourg	4 763	13 642	5 275	18 917	16 491	11 274	27 762	46 682
Namur	8 149	30 869	9 748	40 617	30 634	24 458	55 092	95 709
Région flamande	*108 335*	*576 109*	*201 273*	*777 382*	*445 866*	*303 729*	*749 595*	*1 526 977*
Région wallonne	*59 100*	*284 308*	*89 226*	*373 534*	*241 326*	*196 402*	*437 728*	*811 262*
Bruxelles-Capitale	*30 383*	*99 681*	*48 650*	*148 331*	*246 301*	*175 621*	*421 922*	*570 253*
Le Royaume ...	**197 818**	**960 098**	**339 149**	**1 299 247**	**933 493**	**675 752**	**1 609 245**	**2 908 492**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ». A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. et des bateliers.

SECTION II. — CHOMAGE

Le chômage complet indemnisé touchait, au 31 décembre 1981, 423 847 personnes, soit 46 000 de plus (ou 12,4 %) qu'à la fin décembre 1980. L'augmentation moyenne est plus élevée : elle est de 70 000 personnes en 1981, ou 21,7 % de plus que la moyenne de 1980. Si la croissance enregistrée entre décembre et décembre est moins forte, c'est parce que la hausse du chômage s'est essentiellement manifestée au second semestre de 1980 et au premier de 1981, un ralentissement se produisant à la fin de cette année. La série désaisonnalisée calculée par la D.G.E.D. (1) montre une augmentation de 17 000 personnes au premier semestre de 1980, de 42 000 personnes au second semestre de cette même année, de 47 000 personnes au premier semestre de 1981 et de 8 000 personnes au second semestre de cette dernière année; la série désaisonnalisée enregistrait cependant à nouveau un bond, de 36 000 personnes pour les quatre premiers mois de 1982. Cette évolution est assez bien corrélée avec celle de l'activité économique globale telle que reflétée dans les principaux indicateurs de conjoncture. En nombre absolu, l'augmentation moyenne du chômage complet indemnisé a ainsi atteint celle de 1975, alors que la destruction nette d'emplois fut plus faible cette année là (80 000 en 1980-1981 contre 36 000 en 1974-1975) (2). La différence entre ces deux périodes est, on l'a vu dans la première partie, à voir du côté de la demande d'emplois, dégonflée en 1981 d'une part par la croissance des prépensions et, d'autre part par une baisse probablement assez marquée du taux d'activité, sous l'effet de divers facteurs.

La divergence de l'évolution du chômage masculin et du chômage féminin est trop marquée que pour avoir été déterminée uniquement par la récession conjoncturelle, lesquelles, ont le sait, provoquent toujours des mouvements plus marqués du chômage masculin. En moyenne, le chômage des hommes s'est accru de 38,3 % en 1981, pour une augmentation d'11,7 % de la série des femmes. La corrélation entre la destruction d'emplois et l'accroissement du chômage est apparemment plus étroite chez les hommes, à un niveau global. Pour les postes de travail féminin, le mouvement de disparition fut moins élevé au niveau global, mais il dénote un renversement par rapport au passé (de +14 000 en 1978, +22 500 en 1979 et +18 000 en 1980 à —7 000 en 1981). C'est autant donc les difficultés d'accès au marché du travail pour les entrantes que les disparitions d'emplois pour les actives qui déterminent l'évolution du chômage féminin. Dans ces conditions, le taux d'activité peut réagir plus sensiblement, à la baisse actuellement, ce qui expliquerait en partie la croissance moins forte du chômage féminin que celle qu'on aurait pu attendre.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'emploi féminin a déjà fortement baissé dans l'industrie, tandis que le chômage féminin global est à un niveau élevé. Les pertes d'emplois féminins supplémentaires élevées en pourcent, peuvent se transformer en croissance en pourcent du chômage féminin beaucoup moins élevée, étant donné que les bases de calcul vont en se modifiant, en sens inverse.

---

(1) Des modifications dans la réglementation relative à l'admission au chômage indemnisé des jeunes ayant terminé leurs études, ont soustrait ceux-ci des montants relevés au dernier trimestre de 1981. La D.G.E.D. a tenu compte de cet effet pour recalculer une série désaisonnalisée, en réincorporant ces nouveaux chômeurs aux dates habituelles auxquelles ils apparaissent dans la statistique les années antérieures. La série désaisonnalisée ainsi calculée n'est dès lors plus faussée.

(2) Du 30 juin au 30 juin.

On notera enfin que c'est la première fois, depuis 1972, que la progression, en nombre absolu, du chômage masculin est plus élevée que celle du chômage féminin.

La quasi-totalité de l'augmentation du chômage complet indemnisé est relevée dans la série des chômeurs à aptitude normale qui s'élève, en moyenne, de 69.449 personnes ou 25,2 %. Pour les hommes, cette augmentation est de 46,8 % (55,4 % en Flandre). La part des chômeurs à aptitude normale dans le total passe ainsi de 85,5 % en 1980 à 88 % en 1981. Les plus fortes augmentations du chômage en 1981 se trouvent dans les classes d'âge situées entre 20 et 40 ans, quasi totalement constituées de personnes à aptitude normale. Et ce sont autant les classes se situant entre 25 et 40 ans qui ont augmenté que celle entre 20 et 25 ans. Si l'aspect « chômage des jeunes » reste important, comme il est dit partout et tout le temps, il faut aussi bien voir que l'augmentation de 1981 a concerné de nombreuses personnes qui n'étaient pas spécialement à la recherche de leur premier emploi ou même d'un emploi stable.

Cela est d'ailleurs visible dans les évolutions respectives de la série des chômeurs admis sur base de leurs prestations de travail d'une part et de celle des chômeurs admis sur base de leurs études de l'autre. La première a connu une augmentation moyenne de 66 554 personnes ou 22,5 % et la seconde de 3 336 personnes ou 12,8 % (1).

Ces dernières remarques ne doivent cependant pas faire oublier un important phénomène de rotation qui est à l'œuvre à l'intérieur du chômage complet indemnisé. Tel qu'il est recensé, ce dernier constitue un stock dont on enregistre régulièrement les variations; mais celles-ci sont le solde de flux d'entrées et de sorties qui peuvent représenter une proportion plus ou moins importante de ce stock. Cette rotation sera d'autant plus élevée que s'élève le degré de précarité de l'emploi. Ainsi, l'augmentation de la série des chômeurs admis sur base de leurs prestations de travail enregistre-t-elle le retour au chômage d'un certain nombre de travailleurs à l'issue d'un stage pour jeunes ou à la fin d'une occupation dans un cadre spécial temporaire; la même appréciation peut être faite à propos du gonflement du chômage dans la branche d'activité des « services ». Néanmoins, selon l'O.N.Em., cet effet, n'a encore qu'une part minime dans le gonflement de ces séries, l'effet principal venant des destructions d'emplois (2).

Cette approche du problème n'est pas négligeable. Les parts respectives imputables à la demande d'emplois et à l'offre d'emplois (et leurs déterminants) dans l'évolution du chômage ont constitué en effet jusqu'à ce jour un important objet de controverses. La perception du chômage comme engendré par les destructions d'emplois a été limitée par les systèmes de prépensions (3), tandis que du côté des plus jeunes ou des « entrants » sur le marché du travail s'installait un système d'emplois instables, précaires, ou simplement l'absence d'emplois tout court, système où prévaut aussi un important phénomène de rotation. Les formes qu'ont revêtu le chômage jusqu'à ce jour ont probablement ainsi été différentes pour l'un et l'autre

---

(1) Ce nombre est sous-estimé, de par l'introduction de la nouvelle réglementation. Dans le maintien du profil habituel, il devrait approcher les 4 400 unités, ou une croissance de 16,7 %.

(2) Aperçu de l'évolution du chômage en 1981, O.N.Em.

(3) 93 975 personnes concernées à fin avril 1982, dont 75 109 hommes et 18 866 femmes, et dont 70 000 ouvriers des deux sexes et 23 975 employés des deux sexes. En outre, sur ces 93 975 prépensionnés, 75 624 l'ont été dans l'industrie et la construction. Le profil de la prépension est ainsi assez clair.

groupe. Pour les « entrants », on parlera plutôt d'exclusion assez abrupte du marché du travail traditionnel, tandis que le chômage chez les actifs occupés pourrait être désigné comme phénomène d'évacuation plus larvée à travers la prépension, le solde des personnes de cette deuxième catégorie se situant soit dans le chômage de longue durée, soit dans le changement de travail quand il a été possible. L'analyse du chômage, les discours tenus à son sujet, se sont dès lors trop fixés sur le chômage apparent dont les déterminants semblaient plus devoir être recherchés du côté de l'évolution de la demande d'emplois. A cet égard, l'évolution enregistrée en 1981 pourrait modifier certaines idées reçues.

L'examen du chômage complet indemnisé d'après le niveau d'études est toujours aussi frappant : 80 % des chômeurs ainsi recensés n'ont pas dépassé les études secondaires inférieures. Ce constat appelle une nuance et deux remarques. La nuance est que, comme le mentionne l'O.N.Em., un faible niveau d'études ne correspond pas nécessairement à une absence de qualification : en effet, cette dernière peut s'acquérir lors de l'activité professionnelle exercée antérieurement au chômage et non à la suite d'études. La première remarque est que les secteurs industriels — puisqu'il s'agit surtout de ceux-là — les plus touchés depuis le début de la crise occupaient du personnel à qualification réduite et bas niveau d'études (1). La deuxième est que les effets du plan de résorption du chômage ont concerné des personnes à niveau d'études plus élevées dans une plus large proportion que celle qui est la leur dans la structure du chômage. En croissance relative et absolue, l'évolution de 1981 est quasiment similaire au passé, puisque 78 % de l'accroissement moyen du chômage comportait, cette année, des personnes n'ayant pas dépassé le niveau des études secondaires inférieures, soit 54 715 personnes.

D'après le statut professionnel, le chômage complet indemnisé se répartit en 70 % d'ouvriers et 30 % d'employés. La croissance a été un peu plus élevée, en pourcentage, pour les ouvriers en 1981; en nombre absolu la différence est plus marquée puisqu'on enregistre une croissance d'environ 50 000 personnes dans la catégorie des ouvriers et d'environ 20 000 dans la catégorie des employés.

Le recensement annuel des chômeurs complets indemnisés inscrits au 30 juin 1981, effectué par l'O.N.Em., livre des renseignements intéressants en matière de durée d'inactivité. De ces données, il ressort assez clairement que la durée d'inactivité est plus élevée dans les branches d'activité dont les taux de chômage sont les plus hauts, pour les femmes, pour les catégories les plus âgées, et vraisemblablement car cela n'est pas présent dans les tableaux de l'O.N.Em., pour les personnes à faible degré de qualification. Ces critères se recoupent probablement souvent dans le chef des personnes dont les durées d'inoccupation sont assez longues.

Par branches d'activité, il faut distinguer la situation du chômage dans certains secteurs et l'évolution en 1981. Ainsi, des branches telles le textile, le vêtement, l'alimentation enregistrent-elles les taux de chômage les plus élevés et des nombres

(1) La structure d'âge y révélait en outre, une forte proportion de personnes assez jeunes qui n'ont pu émarger, dès lors, aux systèmes de prépension. Ainsi la proportion de prépensionnés par rapport aux emplois perdus est faible dans le secteur textile et quasi nulle dans les secteurs du vêtement et de la chaussure. Elle est beaucoup plus forte par contre dans les secteurs des fabrications métalliques, de la métallurgie, de la chimie, du verre et des minéraux non métalliques, où la structure d'âge est plus diversifiée et la qualification plus élevée.

absolus importants. Mais la croissance du chômage dans ces branches n'a pas été forte en 1981. Les branches de la construction, du commerce et des services ont un poids considérable, en nombre absolu de chômeurs; ce sont ces trois secteurs qui ont aussi connu la plus forte croissance en 1981. Leurs taux de chômage se sont ainsi fort élevés, sans atteindre cependant les niveaux des secteurs susmentionnés. Enfin certains secteurs se situent à mi-chemin de ces deux premiers pôles. C'est le cas, au sein des fabrications métalliques, de la construction de matériel de transport (cf. problème des chantiers navals) en 1981 (+51,6 %) mais dont le poids en montant absolu reste faible. On peut dire la même chose du bois, du caoutchouc, des banques et assurances, des transports et communications.

On doit quelque peu séparer les deux branches « services » et celle « activités mal désignées ou non connues » des autres. La deuxième comprend principalement les jeunes gens qui n'ont pas encore eu d'activité professionnelle quelconque; quant à la première, on y trouve notamment des personnes qui se retrouvent au chômage après l'une ou plusieurs périodes de travail effectuées dans le cadre du plan de résorption du chômage. Les mouvements dans ces deux branches sont dès lors influencés, au total pour l'une et partiellement pour l'autre par les mouvements de la demande d'emploi et par la politique spécifique de l'emploi menée par les pouvoirs publics.

Le programme de résorption du chômage mis en œuvre depuis quelques années par les pouvoirs publics a continué à produire ses effets, mais dans une moindre mesure que l'année précédente. En moyenne, ont diminué le nombre de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, les personnes occupées dans le cadre spécial temporaire et celles occupées dans les stages des jeunes. Cette diminution a plus affecté les hommes que les femmes. Tous régimes confondus, le nombre de bénéficiaires en cours de la prépension s'est élevé d'environ 21 000 unités en 1981 contre 16 000 en 1980 (1), une grande partie de cet accroissement net étant imputable à la prépension conventionnelle après licenciement.

Envisagé dans un concept plus large que celui de l'indemnisation, le chômage complet atteignait 558 582 personnes au 31 décembre. Si l'on y ajoute les cadres spéciaux temporaires, les jeunes stagiaires O.N.Em. et les prépensionnés (conventionnels et chômeurs âgés) (2), on a atteint environ 685 000 personnes soit le nombre effectif de personnes concernées par l'inexistence ou la précarité de l'emploi.

Deux autres indicateurs témoignent de la dégradation du marché de l'emploi en 1981. Le premier est l'évolution du chômage partiel. Depuis peu, l'O.N.Em. produit de nouvelles séries statistiques qui distinguent l'évolution du chômage partiel pour raisons économiques de celle du chômage partiel global (économique + intempéries + autres causes). La série globale atteint une moyenne de 93 588 personnes en 1981 contre 80 347 en 1980. La série « économique », montre une moyenne de 49 912 personnes en 1981 contre 42 062 en 1980. Dans les deux cas, une augmentation non négligeable est relevée, qui s'est manifestée surtout au premier semestre de 1981 comparé au même semestre de 1980, alors que le rapport s'inversait entre les seconds

(1) Situation au 31 décembre.
(2) Sans tenir compte de la prépension légale car elle est, en principe, attribuée à la demande.

semestres de chaque année, et ce en corrélation assez étroite avec l'évolution de l'activité.

Le deuxième témoin est constitué par les offres d'emploi, qui ont atteint le nombre de 140 217 en 1981, en recul substantiel sur les trois années précédentes, et rejoignant ainsi les bas niveaux enregistrés de 1975 à 1977. Quant à l'enquête de la Banque nationale, relative au nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie, dont la donnée est le solde des réponses en hausse et en baisse relatives aux prévisions à 3 mois des chefs d'entreprises, elle enregistre avec —18 un résultat identique à celui de 1980, les sommets négatifs ayant été enregistré au quatrième trimestre de 1980 et au début de 1981.

Les tableaux régionalisés de ce chapitre montrent que c'est la région bruxelloise qui a connu la croissance la plus forte de son chômage avec 23,9 %; ce phénomène est imputable à une particularité — au vu de ce qui a déjà été dit à ce sujet — à savoir une hausse plus forte qu'ailleurs du chômage des femmes.

Mais globalement, c'est-à-dire à la fois en taux de croissance et en augmentation en nombre absolu, c'est le chômage en Flandre qui enregistre la plus forte hausse, soit 26 851 personnes ou 44 %. Dans cette région, le nombre de chômeurs masculins d'aptitude normale s'est élevé de 55,4 %, pour, dans la même catégorie, 33 % à Bruxelles et 32,4 % en Wallonie. Les taux de chômage restent cependant les plus élevés en Wallonie (1).

Selon la Banque nationale, la demande d'emplois (au sens macro-économique) aurait connu une augmentation très limitée en 1981. C'est essentiellement du côté de l'offre d'emplois qu'il faut rechercher les déterminants principaux de l'évolution du chômage cette dernière année. L'évolution de l'activité a entraîné de nombreuses destructions d'emplois et ce plus qu'en proportions habituelles semble-t-il. Le nombre des faillites s'était considérablement accru au second semestre de 1980 et ce phénomène s'est poursuivi dans la première moitié de 1981 avant de quelque peu se ralentir par la suite. Le nombre de fermetures d'entreprises relevant du Fonds d'Indemnisation des Travailleurs licenciés en cas de fermetures, s'est accru de 16,5 % et le nombre de travailleurs indemnisés par ce même fonds, de 37,4 %; il n'y a d'ailleurs pas que des faillites dans ces fermetures. Si la production de ces entreprises disparues est reprise par les entreprises existantes, l'emploi ne suit pas ce mouvement dans les mêmes proportions. Les phénomènes de rationalisation et d'élévation de la productivité dans les entreprises existantes semblent s'exercer très fortement en Belgique et leurs effets sur l'emploi sont très importants. Aucun retournement conjoncturel à la hausse ne peut redresser l'emploi dans des proportions comparables à ce qui se produit en cas de baisse de l'activité.

Hormis l'industrie, l'évolution de l'activité dans la construction a bien sûr été un facteur majeur de destructions d'emplois et d'accroissement du chômage. Le recul de la construction de logements et les moindres investissements en bâtiments par le secteur privé sont à la base de cette évolution.

---

(1) Pour plus de détails, on se réfèrera aux chapitres relatifs aux régions.

Enfin, le taux de croissance de l'emploi s'est fortement ralenti dans les services publics, tandis que se tarissait la création d'emplois par le secteur tertiaire privé. Le premier mouvement est à mettre en relation avec les difficultés budgétaires et le second, d'une part avec l'évolution de la conjoncture et d'autre part avec des évolutions de type plus structurel liées soit à l'introduction de technologies nouvelles, soit à des modifications dans des stratégies d'expansion.

*

* *

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950
1975	85 158	92 209	177 367	59 536	23 005	82 541
1976	98 304	130 233	228 537	42 913	15 582	58 495
1977	106 286	157 998	264 284	47 814	21 163	68 977
1978	111 239	170 925	282 164	48 122	21 296	69 418
1979	110 006	184 410	294 416	—	—	75 à 80.000
1980	120 719	201 176	321 895	—	—	75 à 80.000
1981	166 992	224 794	391 785	—	—	90 à 95 000

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières.
(c) L'arrêté ministériel du 14 février 1975 (*Moniteur belge* du 8 avril 1975) dispense (depuis le 1er mars 1975) les chômeurs partiels du contrôle communal.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1980	1981	$\frac{1980}{1979}$ en %	$\frac{1981}{1980}$ en %	Taux de chômage 1981 (b)
Anvers	46 210	57 442	+ 7,3	+24,3	13,0
Brabant	64 857	80 230	+ 8,3	+23,7	13,4
Flandre occidentale	29 969	37 835	+ 9,4	+26,2	13,9
Flandre orientale	42 033	51 451	+ 9,9	+22,4	14,5
Hainaut	47 760	57 396	+ 7,7	+20,2	18,1
Liège	42 312	48 031	+ 5,0	+13,5	18,2
Limbourg	33 273	40 079	+16,2	+20,5	20,5
Luxembourg	3 982	5 041	+18,7	+26,6	12,3
Namur	11 499	14 277	+15,3	+24,2	16,6
Région flamande	*177 407*	*218 200*	*+ 10,3*	*+ 23,0*	*14,4*
Région wallonne	*111 814*	*133 102*	*+ 8,2*	*+ 19,0*	*17,1*
Bruxelles (c)	*32 674*	*40 482*	*+ 8,3*	*+ 23,9*	*14,7*
Le Royaume ...	**321 895**	**391 784**	**+ 9,3**	**+21,7**	**15,2**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1980	1981	1980/1979 en %	1981/1980 en %	Taux de chômage 1981 (b)
	HOMMES				
Anvers	16 449	23 996	+ 7,7	+45,9	8,3
Brabant	27 080	37 262	+10,4	+37,6	10,4
Flandre occidentale	11 602	16 929	+ 9,5	+45,9	9,8
Flandre orientale	15 891	22 448	+10,4	+41,3	10,0
Hainaut	18 926	25 849	+ 7,8	+36,6	12,8
Liège	16 183	19 613	+ 3,8	+21,2	12,0
Limbourg	8 063	11 751	+20,5	+45,7	9,4
Luxembourg	1 719	2 304	+18,2	+34,0	8,5
Namur	4 806	6 836	+23,1	+79,7	12,7
Région flamande	*61 025*	*87 873*	*+ 11,1*	*+ 44,0*	*9,1*
Région wallonne	*44 079*	*58 351*	*+ 8,9*	*+ 32,4*	*11,9*
Bruxelles (b)	*15 615*	*20 765*	*+ 7,1*	*+ 33,0*	*13,2*
Le Royaume ...	**120 719**	**166 991**	**+ 9,7**	**+38,3**	**10,3**
	FEMMES				
Anvers	29 761	33 445	+ 7,2	+12,4	22,3
Brabant	37 777	42 968	+ 9,3	+13,7	17,8
Flandre occidentale	18 367	20 906	+ 9,4	+13,8	21,0
Flandre orientale	26 142	29 002	+ 9,6	+10,9	22,1
Hainaut	28 834	31 547	+ 7,6	+ 9,4	27,4
Liège	26 129	28 417	+ 5,8	+ 8,8	28,0
Limbourg	25 210	28 328	+14,9	+12,4	39,6
Luxembourg	2 263	2 736	+19,0	+20,9	19,6
Namur	6 693	7 440	+10,2	+11,2	23,3
Région flamande	*116 382*	*130 324*	*+ 9,8*	*+ 12,0*	*23,7*
Région wallonne	*67 735*	*74 745*	*+ 7,7*	*+ 10,3*	*26,0*
Bruxelles (c)	*17 059*	*19 719*	*+ 9,5*	*+ 15,6*	*16,6*
Le Royaume ...	**201 176**	**224 792**	**+ 9,1**	**+11,7**	**23,5**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1980	1981	1980/1979 %	1981/1980 %	1981 (c)
	HOMMES				
Anvers	12 968	20 109	+10,4	+55,1	83,8
Brabant	24 474	34 599	+12,2	+41,4	92,8
Flandre occidentale	8 720	13 823	+12,5	+58,5	81,6
Flandre orientale	11 421	17 669	+13,4	+54,7	78,7
Hainaut	17 019	23 849	+ 9,6	+40,1	88,9
Liège	11 640	15 451	+10,4	+32,7	78,7
Limbourg	6 030	9 859	+32,9	+63,5	83,9
Luxembourg	1 417	1 949	+15,6	+37,5	84,6
Namur	3 158	4 914	+29,0	+55,6	84,6
Région flamande	*46 910*	*72 886*	*+ 15,0*	*+ 55,4*	*82,9*
Région wallonne	*35 462*	*49 650*	*+ 12,5*	*+ 40,0*	*85,0*
Bruxelles (b)	*14 475*	*19 681*	*+ 8,5*	*+ 36,0*	*94,8*
Le Royaume ...	**96 847**	**142 217**	**+13,1**	**+46,8**	**85,2**
	FEMMES				
Anvers	27 143	30 967	+ 8,5	+14,1	92,6
Brabant	34 618	39 956	+11,0	+15,4	93,0
Flandre occidentale	15 790	18 307	+10,5	+15,9	87,6
Flandre orientale	21 876	24 841	+10,6	+13,5	85,6
Hainaut	27 307	29 955	+ 8,5	+ 9,7	91,5
Liège	21 837	24 258	+ 8,5	+11,1	85,3
Limbourg	23 073	26 200	+16,1	+13,5	92,2
Luxembourg	2 060	2 492	+19,8	+21,0	91,1
Namur	4 801	5 610	+10,7	+16,9	89,9
Région flamande	*103 352*	*117 561*	*+ 11,0*	*+ 13,7*	*90,2*
Région wallonne	*59 489*	*66 553*	*+ 9,3*	*+ 11,9*	*89,0*
Bruxelles (b)	*15 664*	*18 469*	*+ 11,1*	*+ 17,9*	*93,7*
Le Royaume ...	**178 505**	**202 583**	**+10,4**	**+13,5**	**90,1**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1980	1981	$\frac{1980}{1979}$ %	$\frac{1981}{1980}$ %	1981 (c)
Anvers	40 111	51 075	+ 9,1	+27,3	88,9
Brabant	59 092	74 555	+11,1	+26,2	92,9
Flandre occidentale	24 510	32 130	+11,2	+31,1	84,9
Flandre orientale	33 297	42 510	+11,6	+27,7	82,6
Hainaut	44 326	53 804	+ 8,9	+21,4	90,3
Liège	33 477	39 709	+ 9,1	+18,6	82,7
Limbourg	29 103	36 059	+19,3	+23,9	90,0
Luxembourg	3 477	4 441	+18,1	+27,7	88,1
Namur	7 959	10 524	+17,3	+32,2	87,3
Région flamande	*150 262*	*190 447*	*+ 12,2*	*+ 26,7*	*87,3*
Région wallonne	*94 951*	*116 203*	*+ 10,5*	*+ 22,4*	*87,3*
Bruxelles (b)	*30 139*	*38 150*	*+ 9,8*	*+ 26,6*	*94,2*
Le Royaume ...	**275 352**	**344 800**	**+11,3**	**+25,2**	**88,0**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisés en 1981

Répartition par sexe et aptitude au travail

MOIS	Aptitude normale	Aptitude partielle	Aptitude très réduite	Total
	HOMMES			
Janvier	130 355	15 155	9 771	155 281
Février	130 356	15 203	9 884	155 443
Mars	130 765	15 061	9 814	155 640
Avril	133 528	14 946	9 731	158 205
Mai	136 253	14 861	9 695	160 809
Juin	136 828	14 777	9 675	161 280
Juillet	143 321	15 095	9 746	168 162
Août	143 619	14 961	9 619	168 199
Septembre	147 422	14 907	9 572	171 901
Octobre	152 217	15 050	9 568	176 835
Novembre	157 330	15 314	9 610	182 254
Décembre	164 604	15 610	9 676	189 890
Moyenne mensuelle ...	**142 217**	**15 078**	**9 697**	**166 992**
	FEMMES			
Janvier	200 462	17 720	4 731	222 913
Février	199 007	17 736	4 723	221 466
Mars	196 366	17 759	4 699	218 824
Avril	196 254	17 773	4 653	218 680
Mai	195 171	17 739	4 618	217 528
Juin	195 548	17 585	4 639	217 772
Juillet	206 057	17 944	4 710	228 711
Août	206 033	17 533	4 654	228 220
Septembre	206 998	17 439	4 629	229 066
Octobre	207 895	17 239	4 576	229 710
Novembre	208 891	17 212	4 565	230 668
Décembre	212 322	17 099	4 536	233 957
Moyenne mensuelle ...	**202 584**	**17 565**	**4 644**	**224 793**
	TOTAL			
Janvier	330 817	32 875	14 502	378 194
Février	329 363	32 939	14 607	376 909
Mars	327 131	32 820	14 513	374 464
Avril	329 782	32 719	14 384	376 885
Mai	331 424	32 600	14 313	378 337
Juin	332 376	32 362	14 314	379 052
Juillet	349 378	33 039	14 456	396 873
Août	349 652	32 494	14 273	396 419
Septembre	354 420	32 346	14 201	400 967
Octobre	360 112	32 289	14 144	406 545
Novembre	366 221	32 526	14 175	412 922
Décembre	376 926	32 709	14 212	423 847
Moyenne mensuelle ...	**344 800**	**32 643**	**14 341**	**391 785**

Source : Office National de l'Emploi.

Evolution mensuelle du chômage complet en 1980 et 1981

Données désaisonnalisées (a)

PÉRIODE	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1980 Janvier	298 110	0,7		4,1	—11,2
Février	297 991	0,0	1,3	1,9	—11,5
Mars	301 354	1,1		2,9	—11,5
Avril	304 731	1,1		3,8	—11,4
Mai	308 136	1,1	3,3	4,4	—10,9
Juin	313 983	1,9		6,5	—10,1
Juillet	320 745	2,2		8,2	— 9,0
Août	327 145	2,0	6,2	9,8	— 7,7
Septembre	336 074	2,7		13,0	— 6,3
Octobre	346 985	3,2		17,6	— 5,0
Novembre	350 721	1,1	7,2	19,0	— 3,9
Décembre	356 769	1,7		20,6	— 3,0
1981 Janvier	362 471	1,6		21,6	— 2,1
Février	369 575	2,0	5,0	24,0	— 1,3
Mars	374 782	1,4		24,4	— 0,3
Avril	382 391	2,0		25,5	0,8
Mai	390 041	2,0	5,8	26,6	1,8
Juin	398 210	2,1		26,8	2,7
Juillet	403 945	1,4		25,9	3,3
Août	407 089	0,8	4,3	24,4	3,4
Septembre	409 905	0,7		22,0	3,3
Octobre	410 490	0,1		18,3	3,1
Novembre	412 424	0,5	1,4	17,6	3,2
Décembre	414 538	0,5		16,2	3,7

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données calculées par la D.G.E.D. en incorporant les jeunes admis à l'indemnisation sur base de leurs études aux dates habituelles des années antérieures (octobre, novembre, décembre).
(1) Série des données désaisonnalisées.
(2) Evolution en % par rapport au mois précédent.
(3) Evolution en % par rapport au trimestre précédent.
(4) Evolution en % par rapport au même mois de l'année antérieure.
(5) Evolution de l'écart en % par rapport à la tendance.

Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets en 1981 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1980	1981	1980/1979 %	1981/1980 %	1980	1981	1980/1979 %	1981/1980 %	1980	1981	1980/1979 %	1981/1980 %
Agriculture	948	1 294	+10,0	+36,5	436	493	+ 8,7	+13,1	1 384	1 788	+ 9,6	+29,2
Forêt, Chasse	117	185	+17,0	+58,1	16	20	— 5,9	+25,0	133	205	+13,7	+54,1
Pêche	198	228	+ 5,3	+15,2	7	9	—30,0	+28,6	205	237	+ 3,5	+15,6
Mines	2 481	1 883	—11,2	—24,1	94	100	+ 4,4	+ 6,4	2 575	1 982	—10,7	—23,0
Pierre	507	655	+11,4	+29,2	94	107	+ 1,1	+13,8	601	762	+ 9,7	+26,8
Alimentation	5 733	7 553	+ 3,0	+31,7	11 384	11 855	+ 6,6	+ 4,1	17 117	19 408	+ 5,3	+13,4
Tabac	88	110	—11,1	+25,0	2 580	2 686	+ 6,3	+ 4,1	2 668	2 796	+ 5,6	+ 4,8
Textile	3 930	4 923	— 2,2	+25,3	12 280	12 730	+ 2,0	+ 3,7	16 210	17 653	+ 1,0	+ 8,9
Vêtement	928	977	— 1,8	+ 5,3	25 501	27 084	+ 4,5	+ 6,2	26 429	28 061	+ 4,2	+ 6,2
Chaussure	180	190	—10,4	+ 5,6	1 553	1 525	— 3,4	— 1,8	1 733	1 715	— 4,1	— 1,0
Bois	3 040	4 258	— 0,7	+40,1	2 677	2 727	+ 2,5	+ 1,9	5 717	6 985	+ 0,8	+22,2
Papier	962	1 396	+ 4,2	+45,1	2 451	2 589	+ 3,7	+ 5,6	3 413	3 985	+ 3,9	+16,8
Livre	1 518	1 877	+ 5,5	+23,6	2 358	2 569	+ 5,0	+ 8,9	3 876	4 446	+ 5,2	+14,7
Cuirs et Peaux	420	458	+ 0,5	+ 9,0	1 121	1 115	+ 1,5	— 0,5	1 541	1 573	+ 1,2	+ 2,1
Caoutchouc	421	690	+ 7,9	+63,9	603	661	+ 1,5	+ 9,6	1 024	1 350	+ 4,1	+31,8
Chimie	2 861	3 736	+ 1,1	+30,6	5 369	5 713	+ 4,7	+ 6,4	8 230	9 449	+ 3,4	+14,8
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 258	1 612	— 8,2	+28,1	1 174	1 169	— 2,0	— 0,4	2 432	2 781	— 5,3	+14,4
Verre	918	1 055	+18,5	+14,9	1 385	1 359	— 0,1	— 1,9	2 303	2 415	+ 6,6	+ 4,9
Métallurgie	2 802	3 192	+ 1,0	+13,9	632	663	+ 3,8	+ 4,9	3 434	3 855	+ 1,5	+12,3
Construction métallique	8 286	11 047	— 5,8	+33,3	5 639	5 779	+ 0,2	+ 2,5	13 925	16 826	— 3,1	+20,8
Construction mécanique	1 133	1 753	+12,5	+54,7	761	805	+ 7,3	+ 5,8	1 894	2 558	+10,4	+35,1
Construction électrique	2 133	3 040	+10,8	+42,5	9 903	10 735	+ 8,9	+ 8,4	12 036	13 775	+ 9,2	+14,4
Construction de matériel de transport	4 081	6 894	+ 5,4	+68,9	1 842	2 084	+ 5,4	+13,1	5 923	8 978	+ 5,4	+51,6
Diamant	547	663	0,0	+21,2	750	903	+34,2	+20,4	1 297	1 566	+17,3	+20,7
Industries manuf. diverses	917	1 300	+19,6	+41,8	1 899	2 161	+ 8,1	+13,8	2 816	3 461	+11,6	+22,9
Construction	31 467	48 041	+19,3	+52,7	1 916	2 382	+10,6	+24,3	33 428	50 423	+18,9	+50,8
Electricité, Eau, Gaz	264	415	+ 0,8	+57,2	139	206	+18,8	+48,2	403	621	+ 6,3	+54,1
Commerce	8 464	10 950	+ 4,9	+29,4	30 830	33 412	+ 7,7	+ 8,4	39 294	44 363	+ 7,1	+12,9
Banques, Assurances	858	1 209	+ 5,9	+40,9	2 287	2 852	+10,1	+24,7	3 145	4 061	+ 8,9	+29,1
Transport et Communications	4 813	6 752	+ 8,4	+40,3	2 168	2 672	+ 6,2	+23,2	6 981	9 424	+ 7,7	+35,0
Hôtels, Restaurants	2 952	3 588	— 0,2	+21,5	6 912	7 584	+ 5,8	+ 9,7	9 864	11 172	+ 3,9	+13,3
Services	15 554	22 969	+27,9	+47,7	44 876	56 908	+18,3	+26,8	60 430	79 877	+20,6	+32,2
Activités mal désignées ou non connues (b)	9 940	12 098	+12,2	+21,7	19 494	21 138	+15,8	+ 8,4	29 434	33 236	+14,5	+12,9
Total général	**120 719**	**166 992**	**+ 9,7**	**+38,3**	**201 176**	**224 793**	**+ 9,1**	**+11,7**	**321 895**	**391 785**	**+ 9,3**	**+21,7**

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires Economiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1981 (a)

BRANCHE D'ACTIVITE	FLANDRE				WALLONIE				BRUXELLES (b)			
	1980	1981	1980 —% 1979	1981 —% 1980	1980	1981	1980 —% 1979	1981 —% 1980	1980	1981	1980 —% 1979	1981 —% 1980
Agriculture	926	1 208	+10,5	+30,5	406	499	+ 7,7	+22,9	52	81	+ 8,3	+ 55,8
Forêt, Chasse	41	56	+10,8	+36,6	89	144	+18,7	+61,8	3	6	— 40,0	+100,0
Pêche	199	231	+ 4,2	+16,1	6	4	+20,0	—33,3	—	1	—	+100,0
Mines	1 144	1 049	—11,6	— 8,3	1 384	882	—10,3	—36,3	47	51	0,0	+ 8,5
Pierre	151	227	+10,2	+50,3	442	522	+ 9,7	+18,1	8	13	0,0	+ 62,5
Alimentation	10 975	12 611	+ 5,7	+14,9	4 714	5 165	+ 6,5	+ 9,6	1 428	1 631	— 0,6	+ 14,2
Tabac	2 314	2 452	+ 5,6	+ 6,0	281	261	+ 4,5	— 7,1	73	83	+ 10,6	+ 13,7
Textile	11 712	12 616	+ 2,4	+ 7,7	4 055	4 591	— 2,9	+13,2	443	446	— 1,1	+ 0,7
Vêtement	18 983	20 398	+ 7,1	+ 7,4	6 242	6 393	— 1,2	+ 2,4	1 204	1 279	— 8,0	+ 6,2
Chaussure	1 566	1 552	— 4,5	— 0,9	137	137	+ 3,0	0,0	30	26	— 16,7	— 13,3
Bois	4 592	5 632	— 0,4	+22,6	788	911	+ 5,9	+15,6	337	441	+ 6,0	+ 30,9
Papier	1 761	1 956	+ 3,2	+11,1	1 219	1 550	+ 5,5	+27,2	433	479	+ 1,9	+ 10,6
Livre	1 793	2 112	— 0,6	+17,8	1 274	1 384	+14,5	+ 8,6	809	950	+ 5,2	+ 17,4
Cuirs et Peaux	886	916	+ 0,7	+ 3,4	264	273	— 1,9	+ 3,4	391	384	+ 4,8	— 1,8
Caoutchouc	568	825	+ 7,4	+45,2	388	444	+ 0,3	+14,4	68	82	0,0	+ 20,6
Chimie	4 608	5 260	+ 4,1	+14,1	2 399	2 808	+ 3,5	+17,0	1 223	1 381	+ 0,8	+ 12,9
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 149	1 409	—11,4	+22,6	1 177	1 267	+ 2,2	+ 7,6	106	105	— 10,9	— 0,9
Verre	495	564	— 4,8	+13,9	1 771	1 806	+10,1	+ 2,0	37	45	+ 15,6	+ 21,6
Métallurgie	701	860	+ 0,3	+22,7	2 618	2 853	+ 1,7	+ 9,0	115	143	+ 5,5	+ 24,3
Construction métallique	6 036	7 714	+ 0,5	+27,8	6 530	7 538	— 6,6	+15,4	1 359	1 573	— 1,0	+ 15,7
Construction mécanique	1 063	1 410	+15,7	+32,6	652	870	+ 2,4	+33,4	179	279	+ 11,9	+ 55,9
Construction électrique	8 178	9 581	+13,2	+17,2	3 268	3 515	+ 1,6	+ 7,6	590	679	+ 2,3	+ 15,1
Construction de matériel de transport	3 829	4 989	+ 4,0	+30,3	1 476	2 910	+ 6,8	+97,2	618	1 079	+ 11,4	+ 74,6
Diamant	1 274	1 539	+17,4	+20,8	11	11	—26,7	0,0	12	16	+100,0	+ 33,3
Industries manuf. diverses	1 264	1 544	+10,5	+22,2	1 082	1 356	+ 9,6	+25,3	470	561	+ 20,0	+ 19,4
Construction	16 751	27 422	+24,4	+63,7	12 847	17 657	+16,4	• 37,4	3 830	5 344	+ 6,4	+ 39,5
Electricité, Eau, Gaz	175	290	+ 2,9	+65,7	182	265	+ 9,0	+45,6	46	67	+ 9,5	+ 45,7
Commerce	17 573	20 519	+10,1	+16,8	16 428	17 784	+ 3,5	+ 8,3	5 293	6 060	+ 8,9	+ 14,5
Banques, Assurances	1 524	1 968	+ 6,9	+29,1	1 045	1 335	+12,0	+27,8	576	758	+ 8,7	+ 31,6
Transport et Communications	3 707	4 965	+ 7,0	+33,9	2 249	3 214	+ 6,3	+42,9	1 025	1 245	+ 13,9	+ 21,5
Hôtels, Restaurants	5 208	5 851	+ 5,9	+12,3	3 000	3 335	+ 6,3	+11,2	1 656	1 986	— 5,6	+ 19,9
Services	30 161	40 091	+20,9	+32,9	21 618	28 577	+21,0	+32,2	8 651	11 209	+ 18,7	+ 29,6
Activités mal désignées ou non connues (c)	16 100	18 396	+13,9	+14,3	11 772	12 839	+14,6	+ 9,1	1 562	2 002	+ 20,7	+ 28,2
Total général ...	**177 407**	**218 201**	**+10,3**	**+23,0**	**111 814**	**133 101**	**+ 8,2**	**+19,0**	**32 674**	**40 482**	**+ 8,3**	**+ 23,9**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.
(b) Il s'ave Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Taux de chômage (a)

Répartition par branche d'activité et par sexe (b)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981
Agriculture	9,7	9,2	10,5	14,9	21,8	24,3	24,8	26,8	11,5	11,5	12,9	17,0
Forêt, Chasse	6,5	6,8	8,4	13,2	28,8	29,3	30,2	33,3	7,4	7,7	9,2	14,0
Pêche	12,6	14,7	15,9	17,8	30,0	52,6	33,3	40,9	12,9	15,3	16,1	18,2
Mines	11,0	10,5	9,8	7,7	41,9	41,1	48,0	47,4	11,3	10,7	10,1	8,0
Pierre	6,6	6,7	7,7	10,2	17,6	19,5	20,1	23,2	7,3	7,5	8,5	11,0
Alimentation	7,4	7,3	7,6	10,2	29,5	30,1	32,3	32,8	14,3	14,5	15,5	17,6
Tabac	3,2	3,0	2,6	3,3	30,2	31,8	34,0	37,3	22,4	23,0	24,2	26,6
Textile	7,6	8,0	8,3	11,1	22,4	25,4	27,6	28,9	14,6	16,4	17,6	20,0
Vêtement	10,2	11,0	11,1	12,8	30,7	33,7	36,1	39,0	28,4	31,3	33,5	36,4
Chaussure	10,9	10,9	9,5	11,2	38,9	41,0	33,4	43,5	29,9	31,4	26,5	33,0
Bois	6,6	7,5	7,9	11,4	26,2	29,4	32,5	33,0	10,0	11,4	12,2	15,3
Papier	5,9	5,6	5,7	8,8	28,1	29,6	30,5	34,3	13,1	13,4	13,7	17,0
Livre	5,9	5,3	5,7	7,1	19,6	19,8	21,1	21,9	9,9	9,6	10,3	11,6
Cuirs et Peaux	12,3	13,8	13,3	17,1	35,1	37,4	31,5	40,0	23,0	25,5	23,0	28,8
Caoutchouc	6,2	5,5	6,0	9,9	28,0	28,8	31,3	35,1	11,1	10,8	11,5	15,2
Chimie	4,2	4,1	4,2	5,3	24,8	25,6	26,8	27,8	8,8	9,0	9,3	10,4
Céramique, Briqueterie, Ciment	3,7	3,7	3,5	4,8	26,6	26,9	28,7	29,0	6,2	6,2	6,1	7,3
Verre	4,4	4,5	5,5	6,7	30,3	33,6	35,1	35,9	9,4	10,1	11,1	12,3
Métallurgie	3,1	2,8	2,9	3,4	12,6	13,2	14,6	15,3	3,5	3,2	3,5	4,0
Construction métallique Construction mécanique Construction électrique Construction de matériel de transport	5,4	5,1	5,2	7,6	20,9	22,1	23,5	25,3	8,5	8,5	8,9	11,2
Diamant	5,7	7,2	7,2	9,4	11,1	15,4	19,5	24,5	7,3	9,9	11,4	14,6
Industries manuf. diverses	5,7	5,9	7,0	9,8	26,1	27,2	27,4	32,3	12,4	13,1	14,0	17,3
Construction	10,2	9,9	11,7	18,3	17,7	17,5	20,0	23,5	10,4	10,1	12,0	18,4
Electricité, Eau, Gaz	1,2	1,2	1,2	1,9	5,2	7,0	7,2	10,6	1,5	1,6	1,7	2,7
Commerce	3,1	4,2	4,4	5,7	15,5	16,7	17,7	18,8	9,3	10,1	10,7	12,0
Banques, Assurances	0,7	0,7	0,7	1,0	2,4	2,5	2,7	3,2	1,4	1,5	1,5	1,9
Transport et Communications	4,3	4,3	4,6	6,4	9,1	9,3	9,6	11,5	5,2	5,2	5,5	7,3
Hôtels, Restaurants	10,4	11,4	11,0	13,2	20,2	21,9	22,5	23,7	15,6	17,0	17,2	18,9
Services	6,5	7,2	9,0	12,9	11,6	12,2	13,8	16,9	9,8	10,5	12,1	15,5
Activités mal désignées ou non connues (c)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total général ...	**6,3**	**6,3**	**6,9**	**9,6**	**18,1**	**19,0**	**20,1**	**22,0**	**10,4**	**10,9**	**11,7**	**14,2**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets indemnisés/assurés contre le chômage (Assurés contre le chômage : assujettis ONSS + chômeurs complets + frontaliers au 30 juin).
(b) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.
(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Déficits d'emplois
Situation au 31 décembre

DESIGNATION	1979	Taux (a) %	1980	Taux (a) %	1981	Taux (a) %
A. — Chômeurs complets indemnisés	314 567	7,6	377 081	9,1	423 847	10,2
Autres chômeurs inscrits obligatoirement	30 688		31 424		75 725 (c)	
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	36 252		35 522		33 173	
Demandeurs d'emploi libres inoccupés	21 497		21 952		25 827	
Total ...	**403 004**	**9,7**	**465 979**	**11,2**	**558 572**	**13,4**
B. — Cadre spécial temporaire	27 426		22 107		25 670	
Stage des jeunes	30 778		28 289		28 908	
Prépension conventionnelle	28 358		34 908		43 346	
Prépension spéciale pour chômeurs âgés	17 177		21 274		26 408	
Total (A + B) ...	**506 743**	**12,2**	**572 557**	**13,8**	**682 904**	**16,4**
C. — Prépension légale (b)	31 280		36 913		41 319	
Total général ...	**538 023**	**13,0**	**609 470**	**14,7**	**724 224**	**17,4**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Par rapport à la population active au 30 juin. Pour 1981, la population active est celle au 30 juin 1980.
(b) Dans la mesure où il s'agit d'une prépension « à la demande », on l'a mise à part, car elle ne peut pas être considérée comme un déficit d'emplois.
(c) Ce montant comprend des jeunes ayant terminé leurs études qui, les années précédentes, étaient déjà admis à l'indemnisation à ce moment de l'année.

Répartition des chômeurs complets par gro

GROUPE D'AGES	DURÉE									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	D 1 a a
	RÉGION FLAMANDE						- RÉG			
										H
Moins de 25 ans :										
1978	5 094	2 499	3 299	1 262	338	12 492	3 585	2 094	3 126	1
1979	4 891	2 142	3 314	1 376	506	12 229	3 457	1 764	2 640	1
1980	5 744	2 510	3 034	1 186	502	12 976	4 182	2 185	2 645	1
1981	7 808	4 857	8 256	2 896	660	24 477	5 367	3 080	5 759	2
De 25 à moins de 40 ans :										
1978	3 919	2 023	2 689	1 979	1 551	12 161	3 142	1 759	2 526	2
1979	3 603	1 800	2 500	2 085	1 911	11 899	2 796	1 438	2 214	2
1980	4 482	2 217	2 533	1 767	2 149	13 148	3 498	1 976	2 255	1
1981	7 226	3 891	6 203	3 889	2 659	23 868	5 895	2 799	4 732	3
De 40 à moins de 50 ans :										
1978	1 864	988	1 399	1 501	2 541	8 293	1 142	680	1 302	1
1979	1 589	905	1 458	1 520	2 848	8 320	1 048	573	975	1
1980	1 809	1 012	1 358	1 327	3 043	8 549	1 250	704	929	1
1981	3 137	1 711	2 999	2 181	3 299	13 327	1 970	991	1 488	1
De 50 à 65 ans :										
1978	1 751	1 173	1 959	2 648	7 584	15 115	913	711	1 477	1
1979	1 503	1 066	2 235	2 966	8 326	16 096	856	604	1 115	1
1980	1 814	1 248	1 871	2 737	9 224	16 894	1 001	638	1 022	1
1981	2 868	1 773	3 342	3 358	9 967	21 308	1 402	850	1 545	1
Total en 1978 ...	**12 628**	**6 683**	**9 346**	**7 390**	**12 014**	**48 061**	**8 782**	**5 244**	**8 431**	**6**
Total en 1979 ...	**11 586**	**5 913**	**9 507**	**7 947**	**13 591**	**48 544**	**8 157**	**4 379**	**6 944**	**6**
Total en 1980 ...	**13 849**	**6 987**	**8 796**	**7 017**	**14 918**	**51 567**	**9 931**	**5 503**	**6 851**	**5**
Total en 1981 ...	**21 039**	**12 232**	**20 800**	**12 324**	**16 585**	**82 980**	**14 634**	**7 720**	**13 524**	**9**
										F
Moins de 25 ans :										
1978	5 821	4 090	8 310	8 377	7 026	33 624	3 026	2 262	5 155	4
1979	6 218	4 235	8 111	7 544	8 587	34 695	3 256	2 284	5 290	4
1980	6 488	4 304	8 641	7 531	9 213	36 177	3 347	2 344	5 117	5
1981	7 300	5 456	12 525	9 779	9 405	44 465	3 580	2 809	7 011	5
De 25 à moins de 40 ans :										
1978	3 758	3 130	5 523	10 021	16 361	38 793	2 092	1 573	2 645	4
1979	4 227	3 104	5 384	8 694	22 189	43 598	2 225	1 852	2 913	4
1980	4 430	3 369	5 894	8 543	826 745	48 981	2 527	1 748	2 944	4
1981	4 966	3 799	7 371	10 345	30 454	56 935	2 989	2 138	3 996	5
De 40 à 60 ans :										
1978	1 477	1 284	2 264	3 902	10 584	19 511	882	706	1 414	2
1979	1 387	1 234	2 217	3 740	12 909	21 487	840	773	1 328	2
1980	1 463	1 143	2 215	3 527	14 885	23 233	753	618	1 139	2
1981	1 313	1 243	2 316	3 555	16 145	24 572	825	664	1 302	1
Total en 1978 ...	**11 056**	**8 504**	**16 097**	**22 300**	**33 971**	**91 928**	**6 000**	**4 541**	**9 214**	**11**
Total en 1979 ...	**11 832**	**8 573**	**15 712**	**19 978**	**43 685**	**99 780**	**6 321**	**4 909**	**9 531**	**11**
Total en 1980 ...	**12 381**	**8 816**	**16 750**	**19 601**	**50 843**	**108 391**	**6 627**	**4 710**	**9 200**	**11**
Total en 1981 ...	**13 579**	**10 498**	**22 212**	**23 679**	**56 004**	**125 972**	**7 394**	**5 611**	**12 309**	**12**

(a) Recensement à la date du 30 juin.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

...s, durée et région linguistique (a)

...MAGE													
...s ...us	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
...LONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
...S													
...72	11 055	1 079	636	736	373	139	2 963	9 758	5 229	7 161	3 213	1 149	26 510
...21	10 074	855	539	781	591	239	3 005	9 203	4 445	6 735	3 459	1 466	25 308
...26	11 074	989	619	666	453	277	3 004	10 915	5 314	6 345	2 975	1 505	27 054
...44	17 615	1 137	963	1 190	854	323	4 467	14 312	8 900	15 205	6 415	1 727	46 559
...16	11 544	1 307	891	1 100	943	695	4 936	8 368	4 673	6 315	5 023	4 262	28 641
...55	10 781	1 033	682	1 033	1 141	975	4 864	7 432	3 920	5 747	5 304	5 141	27 544
...27	11 858	1 168	873	964	860	1 134	4 999	9 148	5 066	5 752	4 429	5 610	30 005
...64	19 570	1 644	1 222	1 671	1 512	1 348	7 397	14 765	7 912	12 606	8 881	6 671	50 835
...13	6 724	576	402	525	594	816	2 913	3 582	2 070	3 226	3 282	5 770	17 930
...78	6 323	432	285	468	681	999	2 865	3 069	1 763	2 901	3 450	6 325	17 508
...75	6 487	438	419	410	478	1 198	2 943	3 497	2 135	2 697	2 834	6 816	17 979
...67	8 463	702	570	683	716	1 302	3 973	5 809	3 272	5 170	4 344	7 168	25 763
...732	10 667	391	324	516	715	1 418	3 364	3 055	2 208	3 952	5 197	14 734	29 146
...147	10 597	352	271	504	778	1 707	3 612	2 711	1 941	3 854	5 619	16 180	30 305
...427	10 676	359	363	442	654	1 967	3 785	3 174	2 249	3 335	4 979	17 618	31 355
...607	12 191	496	381	624	840	2 283	4 624	4 766	3 004	5 511	5 985	18 857	38 123
...333	**39 990**	**3 353**	**2 253**	**2 877**	**2 625**	**3 068**	**14 176**	**24 763**	**14 180**	**20 654**	**16 715**	**25 915**	**102 227**
...501	**37 775**	**2 672**	**1 777**	**2 786**	**3 191**	**3 920**	**14 346**	**22 415**	**12 069**	**19 237**	**17 832**	**29 112**	**100 665**
...055	**40 095**	**2 954**	**2 274**	**2 482**	**2 445**	**4 576**	**14 731**	**26 734**	**14 764**	**18 129**	**15 217**	**31 549**	**106 393**
...582	**57 839**	**3 979**	**3 136**	**4 168**	**3 922**	**5 256**	**20 461**	**39 652**	**23 088**	**38 492**	**25 625**	**34 423**	**161 280**
...S													
...394	20 772	733	529	768	785	605	3 420	9 580	6 881	14 233	14 097	13 025	57 816
...214	21 876	759	544	710	763	793	3 569	10 233	7 063	14 111	13 139	15 594	60 140
...347	22 468	792	646	842	741	802	3 823	10 627	7 294	14 600	13 285	16 662	62 468
...366	26 061	931	761	1 261	1 049	782	4 784	11 811	9 026	20 797	16 623	17 053	75 310
...713	21 337	754	579	935	1 300	2 133	5 701	6 604	5 282	9 103	15 635	29 207	65 831
...853	23 970	725	558	908	1 248	2 643	6 082	7 177	5 514	9 205	14 069	37 685	73 650
...487	26 167	858	702	908	1 224	3 086	6 778	7 815	5 819	9 746	14 228	44 318	81 926
...358	30 677	1 074	792	1 358	1 601	3 415	8 240	9 029	6 729	12 725	17 142	50 227	95 852
...854	14 157	416	357	627	1 038	2 699	5 137	2 775	2 347	4 305	7 241	22 137	38 805
...795	14 836	405	353	569	931	3 262	5 520	2 632	2 360	4 114	6 771	25 966	41 843
...519	15 140	420	432	519	844	3 495	5 710	2 636	2 193	3 873	6 482	28 899	44 083
...258	15 893	471	422	672	954	3 626	6 145	2 609	2 329	4 290	6 353	31 029	46 610
...961	**56 266**	**1 903**	**1 465**	**2 330**	**3 123**	**5 437**	**14 258**	**18 959**	**14 510**	**27 641**	**36 973**	**64 369**	**162 452**
...862	**60 682**	**1 889**	**1 455**	**2 187**	**2 942**	**6 698**	**15 171**	**20 042**	**14 937**	**27 430**	**33 979**	**79 245**	**175 633**
...653	**63 775**	**2 070**	**1 780**	**2 269**	**2 809**	**7 383**	**16 311**	**21 078**	**15 306**	**28 219**	**33 995**	**89 879**	**188 477**
...482	**72 631**	**2 476**	**1 975**	**3 291**	**3 604**	**7 823**	**19 169**	**23 449**	**18 084**	**37 812**	**40 118**	**98 309**	**217 772**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

DÉSIGNATION	1980			1981		
	Nombre	En % du total	1980 / 1979 %	Nombre	En % du total	1981 / 1980 %
Belges						
Hommes	97 869	35,5	+11,2	136 703	40,6	+39,7
Femmes	178 035	64,5	+ 9,1	199 935	59,4	+12,3
Total ...	*275 904*	*100,0*	*+ 9,9*	*336 638*	*100,0*	*+ 22,0*
Etrangers						
Hommes	22 850	49,7	+ 3,6	30 289	54,9	+32,5
Femmes	23 141	50,3	+ 5,0	24 858	45,1	+ 7,4
Total ...	*45 991*	*100,0*	*+ 6,3*	*55 148*	*100,0*	*+ 19,9*
Total						
Hommes	**120 719**	**37,5**	+ 9,7	**166 992**	**42,6**	**+38,3**
Femmes	**201 176**	**62,5**	+ 9,1	**224 793**	**57,4**	**+11,7**
Total ...	**321 895**	**100,0**	+ 9,3	**391 785**	**100,0**	**+21,7**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

Plan en vue de la résorption du chômage
(lois des 30 mars 1976 et 22 décembre 1977)

DÉSIGNATION	31 décembre 1979			31 décembre 1980			31 décembre 1981		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Stagiaires	17 556	13 222	30 778	15 596	12 693	28 289	15 826	13 082	28 908
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	22 261	13 991	36 252	21 056	14 466	35 522	19 029	14 144	33 173
Prépensions	46 122	13 516	59 638	56 034	15 787	71 821	69 609	18 056	87 665
— Prépension légale	*20 570*	*10 710*	*31 280*	*24 285*	*12 628*	*36 913*	*27 865*	*13 454*	*41 319*
— Prépension - Convention n° 17 (a)	*25 552*	*2 806*	*28 358*	*31 749*	*3 159*	*34 908*	*41 744*	*4 602*	*46 346*
Prépensions spéciales pour chômeurs âgés (b)	8 322	8 855	17 177	10 441	10 833	21 274	12 713	13 695	26 408
Cadre spécial temporaire	14 784	12 642	27 426	9 451	12 656	22 107	10 830	14 840	25 670
Total :	**109 045**	**62 226**	**171 271**	**112 578**	**66 435**	**179 013**	**128 007**	**73 817**	**201 824**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974; arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975). Il s'agit de la prépension « après licenciement »; la prépension légale est attribuée « sur demande ».

(b) Il s'agit des personnes dont la demande de prépension spéciale est introduite. Le nombre de personnes bénéficiant d'une prépension spéciale à la même époque se chiffrant à 10 981.

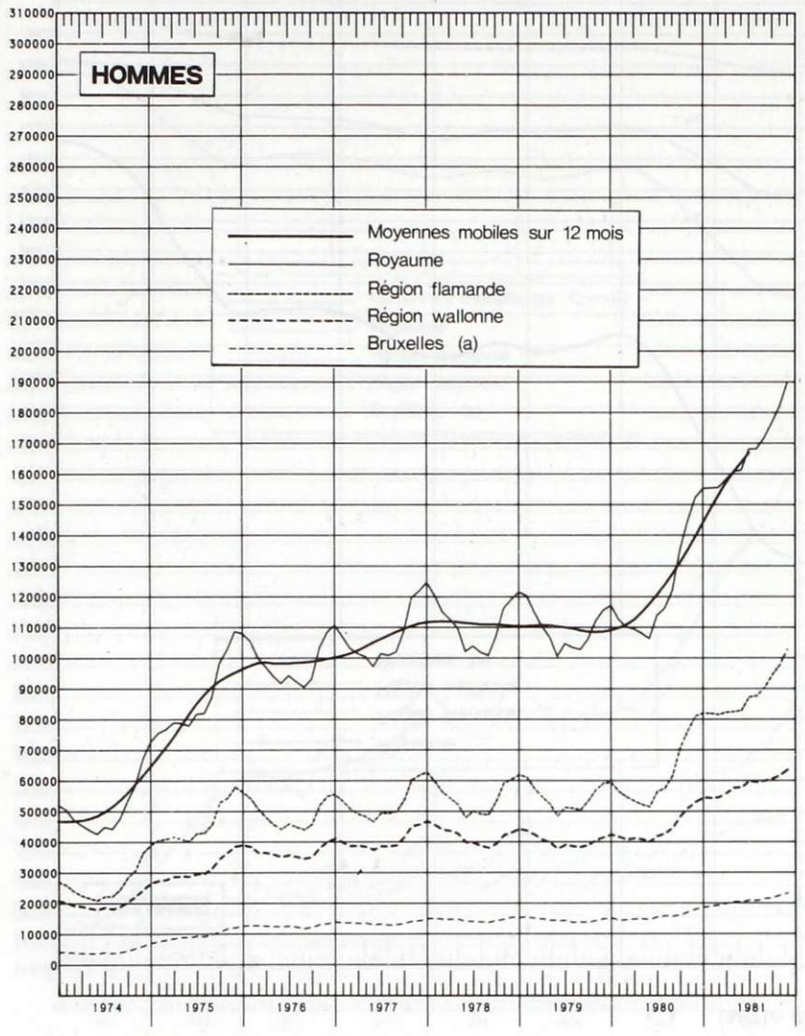
Fermetures d'entreprises en 1981

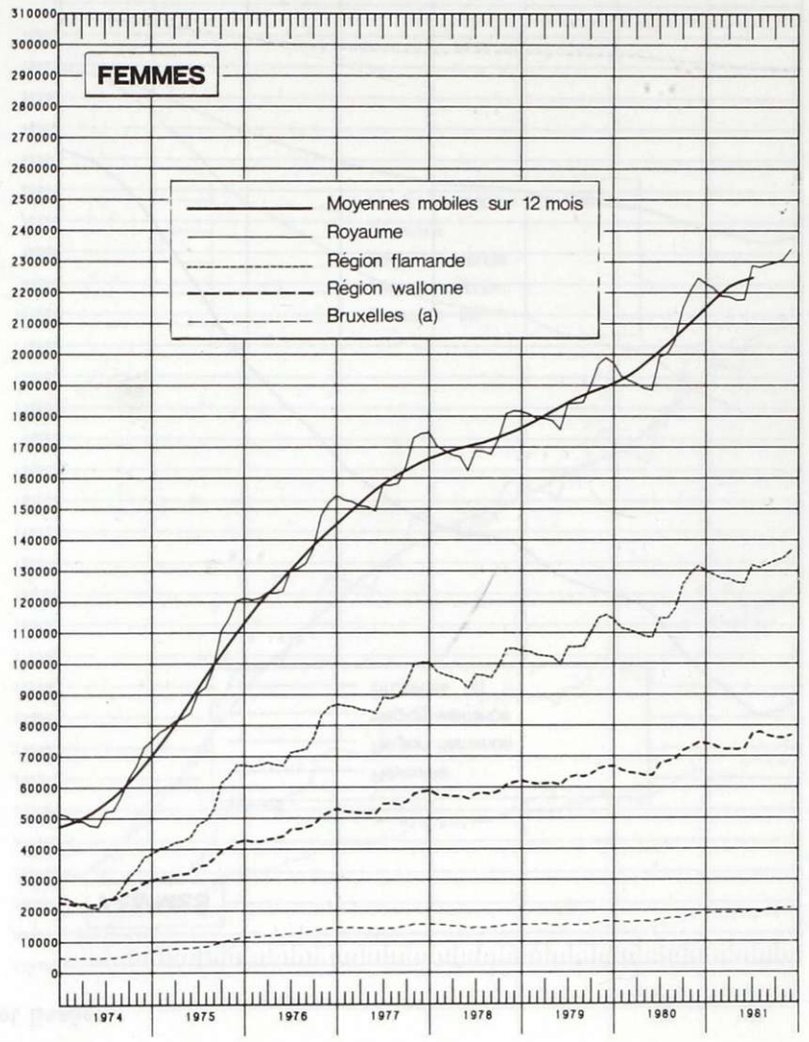
SECTEUR	Nombre de fermetures				Nombre de travailleurs touchés			
	Flandre	Wallonie	Bruxelles	TOTAL	Flandre	Wallonie	Bruxelles	TOTAL
Metall. mécan. élec.	85	49	36	170	3 642	8 324	1 206	13 172
Construction	194	78	60	332	4 479	1 701	2 720	8 900
Confection	39	8	15	62	1 248	640	200	2 088
Alimentation	65	32	13	110	919	477	271	1 667
Textile	22	10	6	38	987	1 497	164	2 648
Hôtels-restaurants	41	30	43	114	129	250	432	811
Peaux-cuirs	3	—	2	5	51	—	8	59
Imprimerie	4	8	11	23	45	37	126	208
Papeterie-carton	3	5	1	9	97	428	3	528
Bois	37	15	10	62	1 007	142	44	1 193
Verre	2	—	2	4	16	—	3	19
Chimie	11	6	3	20	1 000	208	201	1 409
Transports	29	17	11	57	274	234	145	653
Nettoyage	8	3	6	17	149	13	27	189
Publicité	3	1	3	7	29	1	9	39
Divers	238	90	137	465	1 462	990	1 666	4 118
	784	**352**	**359**	**1 495**	**15 534**	**14 942**	**7 225**	**47 701**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories





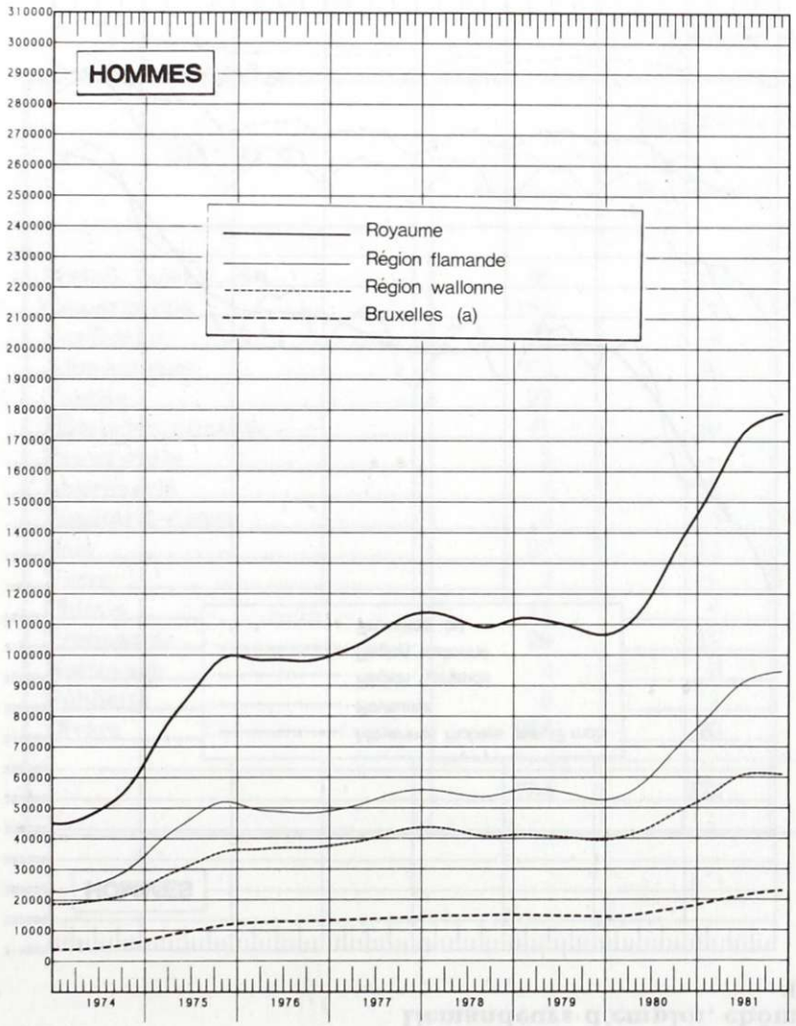
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

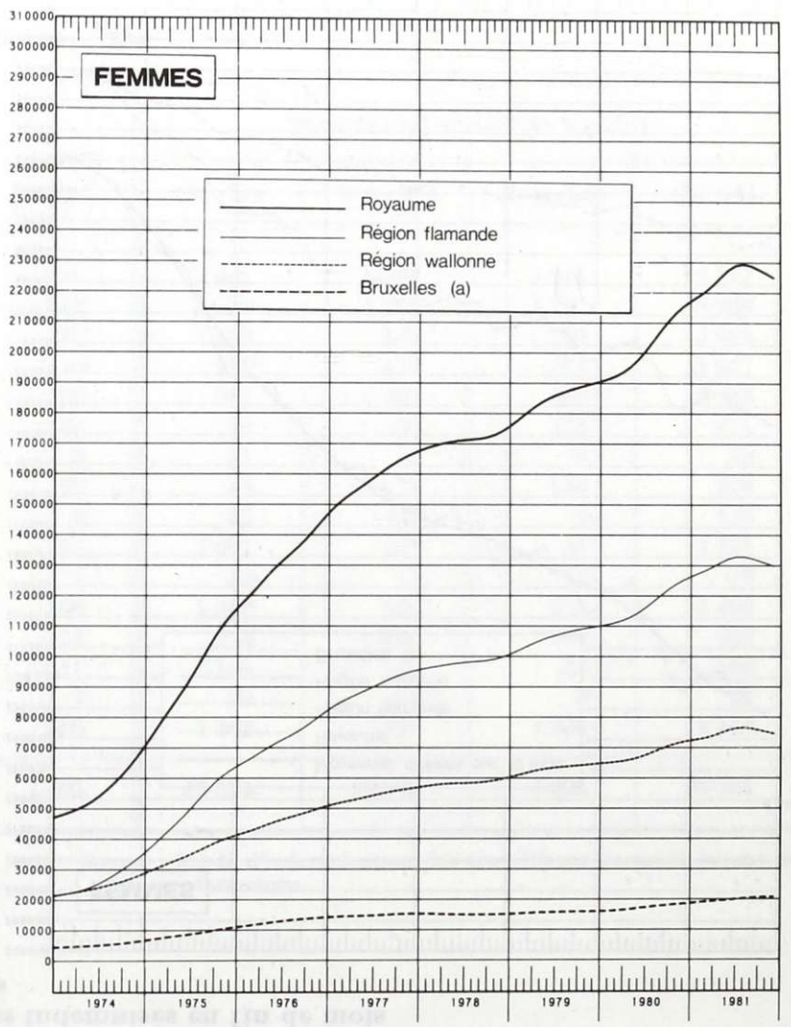
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(série désaisonnalisée et lissée)



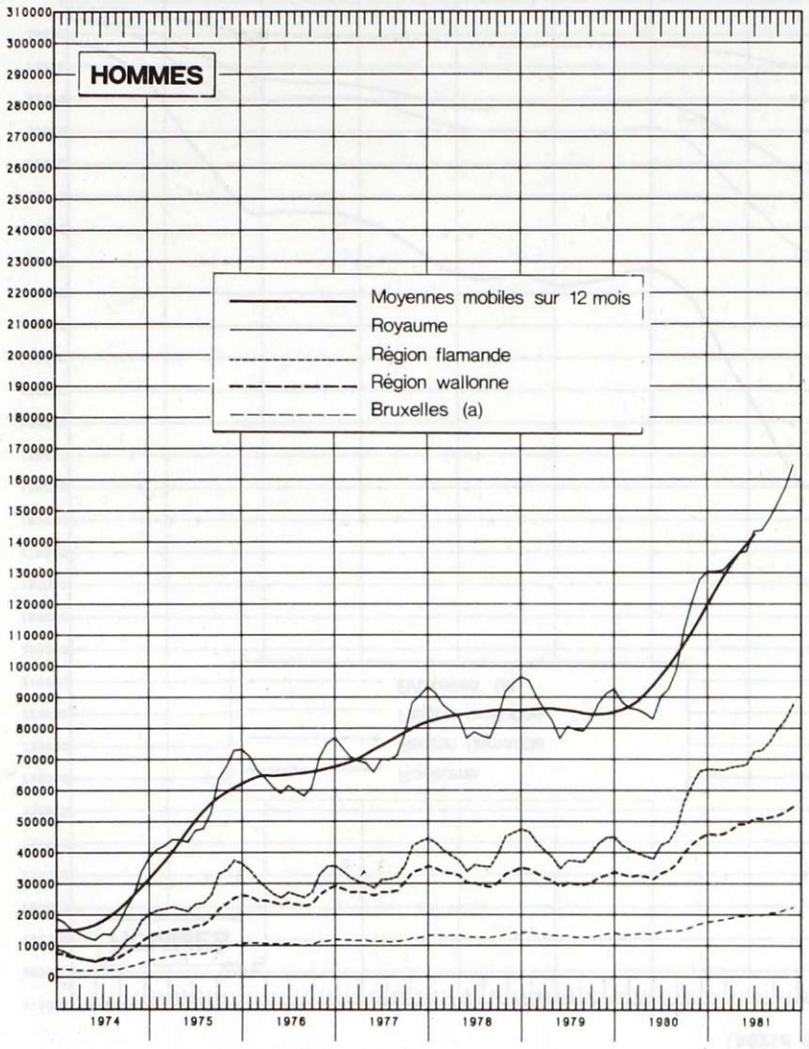


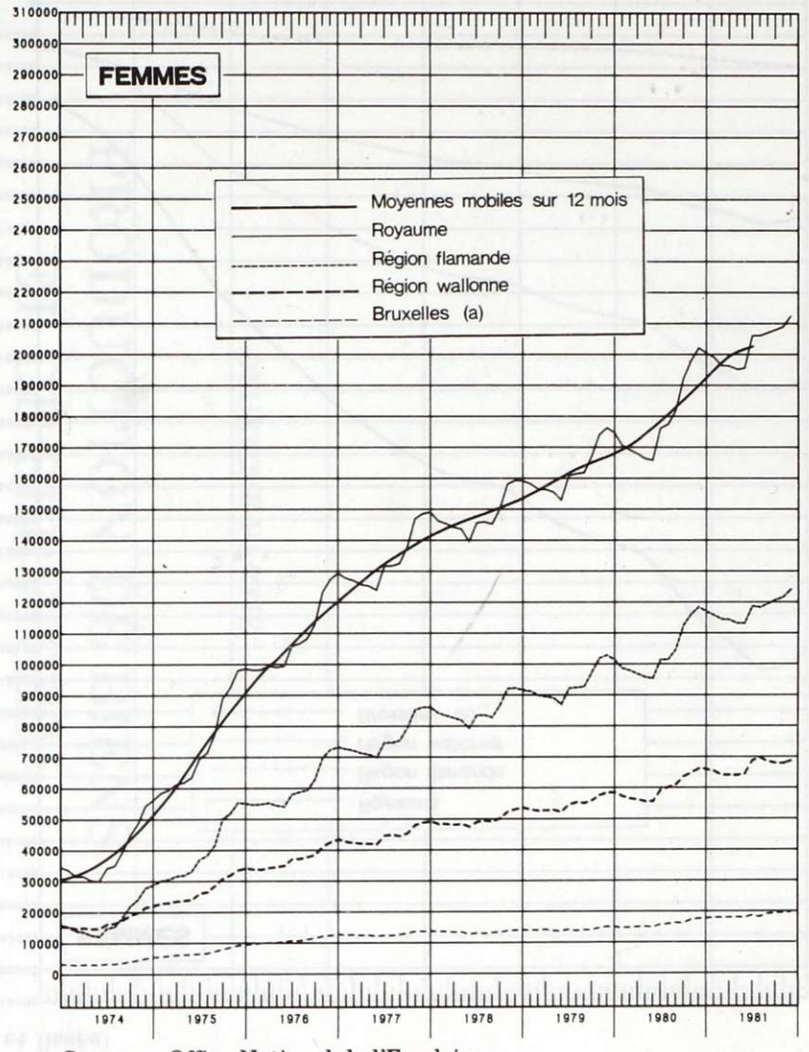
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale





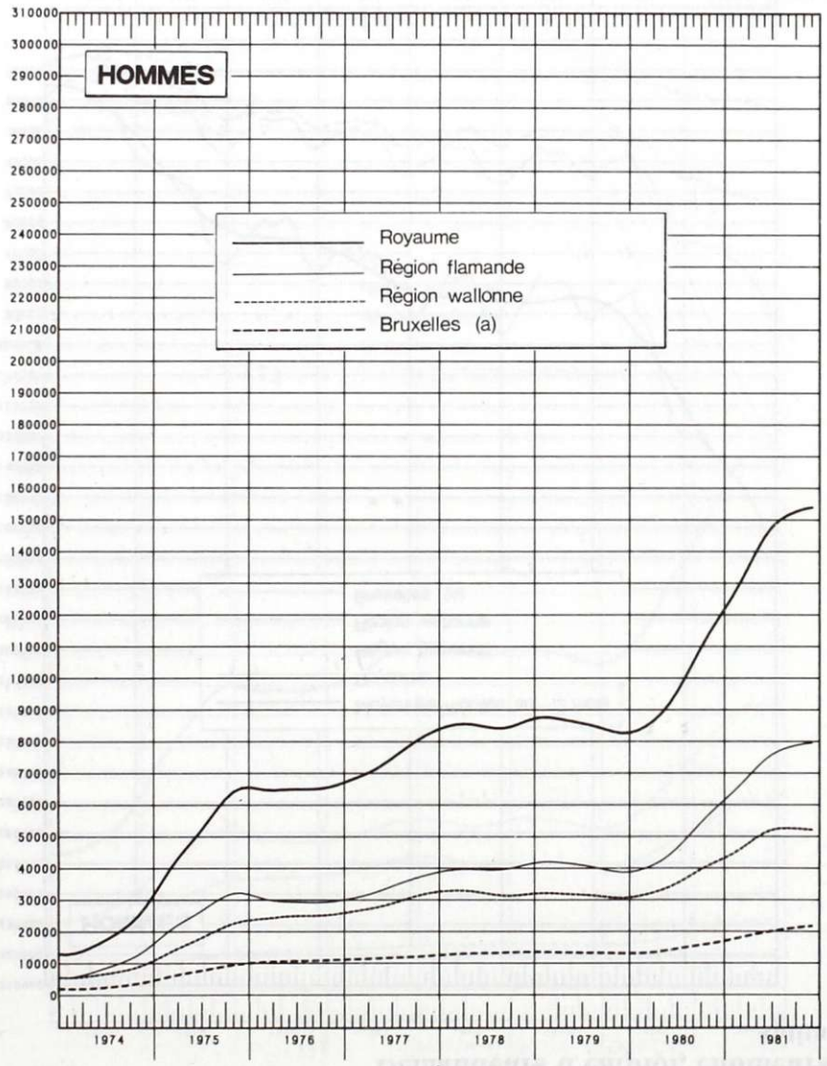
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

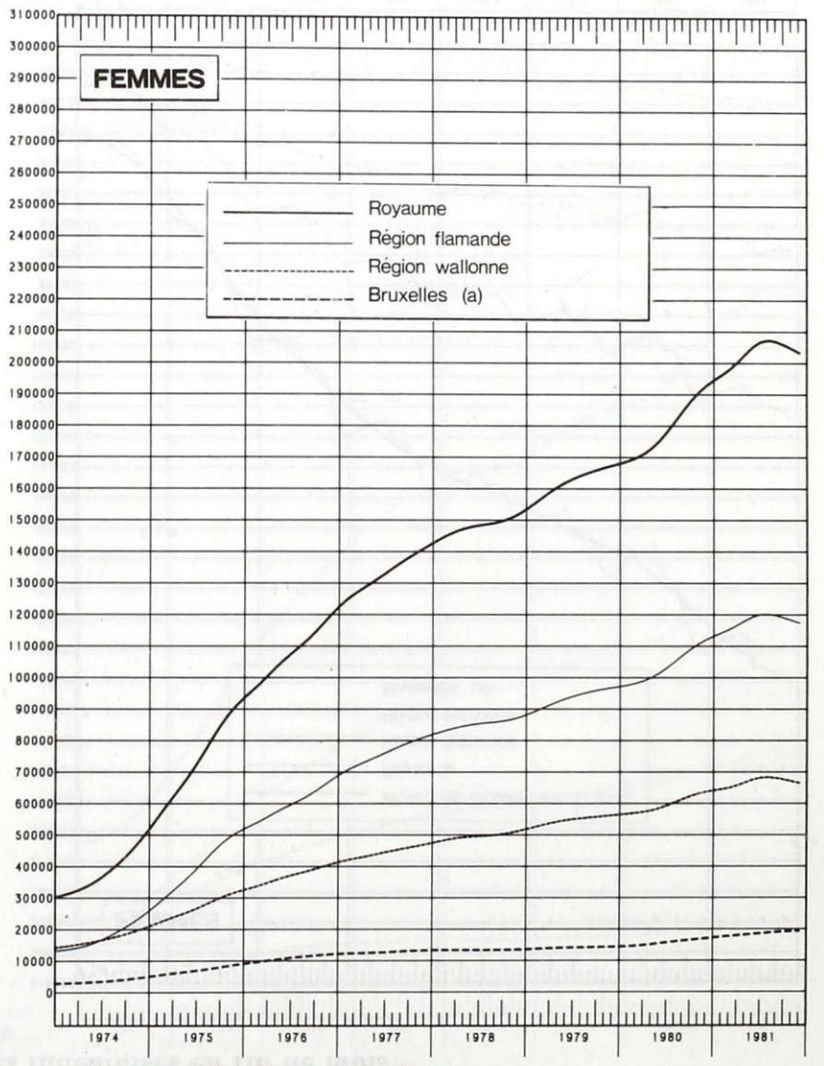
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale

(série désaisonnalisée et lissée)





(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DEUXIEME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

En 1981, la superficie agricole a diminué de 9 128 ha (soit 0,6 %). Cette réduction est nettement inférieure à celle de 1979 et de 1980 (respectivement 14 701 ha et 14 160 ha). La surface totale se répartit à raison de 49,5 % pour les herbages, 26,4 % pour les céréales, 9,9 % pour les plantes industrielles, 7,2 % pour les fourrages verts et 2,4 % pour les pommes de terre, le solde soit 4,6 % englobe toutes les cultures qui n'ont pas été citées ci-dessus.

La surface ensemencée de céréales a diminué de 4,9 % (en particulier, céréales panifiables —8,3 %). Les pâturages ont accusé une légère baisse de leur superficie de 0,8 % tandis que celle des fourrages verts a augmenté de 3,2 %. Le nombre d'hectares consacrés aux plantes industrielles s'est accru de 9,8 % et a atteint un niveau record en 1981.

Dans le secteur horticole, la culture fruitière de plein air a encore régressé de 5 % en 1981 comme au cours des deux années précédentes. Au contraire, la culture de légumes de plein air, après avoir diminué en 1979 et 1980 a augmenté de 27,6 % en 1981 à cause d'une plus grande demande de l'industrie de conserverie. La culture sous verre (fruitière et maraîchère) est en régression. Dans le domaine des produits horticoles non comestibles, l'horticulture connaît une hausse systématique depuis 1976; quant à la floriculture, elle a progressé de 4,8 % en 1981.

Le rendement à l'hectare en 1981 a été supérieur à celui de 1980 (sauf pour l'escourgeon). Pour les principales cultures, la production totale tend à augmenter. Signalons cependant l'importante hausse de la production de betteraves sucrières (+30 %) dûe aux effets conjugués d'un ensemencement en augmentation de 11 % et d'un rendement à l'hectare élevé (+16,9 %).

Les données du recensement au 15 mai 1981 font apparaître que le nombre total de bovins et de porcs ont diminué respectivement de 1,3 % et 1,2 %. Quant aux nombres de vaches laitières et de truies saillies ils ont baissé tous les deux de 0,8 %. Le rythme de baisse du nombre de poules pondeuses en âge de ponte s'est légèrement ralenti; il est passé de 5,5 % à 4 % en 1981. Le nombre total de poules non en âge de ponte se stabilise et le nombre de poulets de chair augmente de 1,4 %.

En ce qui concerne la production de viande, on constate que le poids en carcasse des bovidés a augmenté d'environ 2 % (veaux : +10 %) et a dépassé pour la deuxième

année consécutive le seuil des 300 000 tonnes tandis que celui des porcs a diminué de 2,6 %. La production totale de lait est restée stable en 1980 mais les quantités de lait utilisé à la ferme et de crème livrée aux laitiers continuent à régresser. Les estimations pour 1981 dont nous disposons au moment de la rédaction de cet aperçu confirme cette tendance. Après avoir diminué pendant les 5 années précédentes, la production d'œufs a augmenté d'environ 5 %.

Des estimations disponibles, il apparaît que les harengs qui n'étaient pratiquement plus pêchés jusqu'en 1979 arrivent en quantité de plus en plus importante en 1980 et 1981 (+207 %). Les arrivages de poissons plats sont quant à eux en légère hausse (7 %) et ceux des autres catégories restent stables, si bien que le total des arrivages augmente de 5 500 tonnes (soit 15,2 %), la valeur totale s'est accrue dans le même ordre de grandeur.

*

* *

Superficies cultivées

Selon le recensement du 15 mai

(en hectares)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Céréales	406 589	399 771	398 397	390 690	371 731
Céréales panifiables	*202 942*	*202 548*	*202 979*	*197 709*	*181 378*
— froment	*176 928*	*178 354*	*182 479*	*179 160*	*166 092*
— froment d'hiver	*163 936*	*163 663*	*171 051*	*168 980*	*155 561*
Céréales secondaires	*203 649*	*197 223*	*195 418*	*192 981*	*190 353*
— orge	*151 679*	*153 239*	*155 670*	*152 732*	*152 403*
— orge d'hiver	*116 652*	*120 761*	*126 104*	*129 801*	*133 200*
— avoine	*38 875*	*32 331*	*28 091*	*28 284*	*26 418*
Légumes secs à cosse	2 302	2 063	2 081	1 737	1 493
Plantes industrielles	106 905	121 344	125 578	126 972	139 470
— betteraves sucrières	*93 561*	*109 799*	*115 716*	*117 165*	*130 326*
— lin	*9 987*	*8 548*	*7 282*	*7 257*	*6 352*
Pommes de terre	41 012	35 360	36 263	38 132	34 272
— hâtives	*4 117*	*3 918*	*3 605*	*3 121*	*3 086*
— mi-hâtives	*22 194*	*18 619*	*18 401*	*19 029*	*16 539*
— tardives	*14 701*	*12 823*	*14 257*	*15 982*	*14 647*
Racines fourragères	23 129	20 686	18 554	17 584	16 443
Herbages	727 638	720 916	710 183	702 452	697 103
Fourrages verts	96 701	94 669	97 162	98 390	101 562
— maïs à ensiler	*83 021*	*83 340*	*88 137*	*89 912*	*91 272*
Culture fruitière pour la vente	13 602	13 437	12 721	12 148	11 573
— plein air	*13 247*	*13 121*	*12 421*	*11 891*	*11 326*
— hautes tiges	*3 092*	*2 961*	*2 456*	..	..
— basses tiges	*9 403*	*9 443*	*9 299*	..	..
— fraises	*626*	*597*	*548*	..	..
— sous verre	*355*	*316*	*300*	*257*	*247*
— fraises	*144*	*128*	*126*	..	..
— raisins	*209*	*187*	*172*	..	..
Cultures maraîchères pour la vente	30 533	26 215	19 815	18 926	23 885
— plein air	*29 620*	*25 298*	*18 878*	*18 026*	*22 994*
— pour l'industrie	*17 114*	*13 091*	*8 561*	..	..
— sous verre	*913*	*917*	*937*	*900*	*891*
— tomates	*730*	*742*	*731*	..	..
Floriculture	1 303	1 242	1 269	1 263	1 324
— plein air	*826*	*759*	*763*	*766*	*809*
— sous verre	*477*	*483*	*506*	*497*	*515*
Pépinières	2 164	2 283	2 332	2 412	2 432
Non dénommés ailleurs	6 898	9 002	7 932	7 415	7 705
Total superficies cultivées	**1 458 776**	**1 446 988**	**1 432 287**	**1 418 121**	**1 408 993**

Source : Institut National de Statistique.

Rendements et production totale des principales cultures

CULTURE	Production par ha (100 kg)			Production totale (1000 t)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Froment d'hiver	52,9	48,2	53,5	904,9	814,5	832,3
Froment de printemps	42,5	37,6	41,0	48,6	38,3	43,2
Seigle	38,2	37,5	38,3	46,7	38,2	32,0
Escourgeon	51,7	56,7	51,2	652,0	738,0	682,0
Orge	38,8	31,0	36,4	114,7	71,1	69,9
Avoine	42,3	38,5	41,2	118,8	108,9	108,8
Maïs cultivé pour la graine	61,3	62,8	64,8	36,9	39,1	38,3
Pois secs	38,3	30,9	35,6	3,5	2,2	2,6
Betteraves sucrières	558,4	505,8	591,5	6 462,0	5 926,0	7 708,2
Lin (paille)	68,8	60,3	66,4	50,1	43,8	42,2
Chicorée à café	400,0	394,4	402,3	34,4	32,1	34,6
Pommes de terre tardives	355,4	331,9	376,9	506,7	530,4	552,0
Pommes de terre mi-hâtives	330,1	312,1	351,5	607,4	593,9	581,3
Pommes de terre hâtioves	179,5	183,1	200,5	64,7	57,1	61,9
Betteraves fourragères	937,1	892,5	955,5	1 710,0	1 541,9	1 548,0
Trèfle ordinaire (foin) (a)	49,8	49,0	51,4	14,8	15,6	11,4
Luzerne (foin)	56,5	56,5	57,4	32,2	28,6	22,6
Foin de prairies permanentes (b)	54,5	52,7	53,0	1 818,7	1 831,0	1 876,4
Maïs à ensiler	460,2	400,4	483,4	4 056,0	3 600,1	4 412,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) La production totale comprend la production de toutes les espèces de trèfles.
(b) La production totale comprend la production de tous les herbages.

Cheptel au 15 mai

DESIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
	En unités				
Chevaux agricoles	30 303	26 361	23 830	20 776	19 015
Bovidés	2 989 827	2 999 795	3 058 163	3 053 593	3 014 049
dont : vaches laitières	982 990	971 407	980 734	976 032	968 589
Porc	4 892 543	5 076 146	5 125 260	5 172 536	5 111 938
Moutons	119 387	120 740	122 817	112 861	110 877
	En milliers d'unités				
Poules pondeuses en âge de ponte	11 556	11 156	8 982	8 486	8 149
Poules non en âge de ponte	4 499	3 881	4 848	4 327	4 320
Poulets de chair	9 826	9 701	10 138	9 833	9 973

Source : Institut National de Statistique.

Production indigène d'animaux destinés pour l'abattage

Poids en carcasse

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (c)
Bœufs	21,3	17,7	17,5	20,9	22,7	22,9
Taureaux	84,5	86,9	83,9	86,9	93,4	94,3
Vaches	81,2	80,0	78,7	89,4	100,1	101,0
Génisses	52,2	48,5	45,8	47,2	51,9	52,4
Veaux	28,7	29,3	30,1	31,5	33,4	36,9
Total des bovidés ...	**267,9**	**262,3**	**256,0**	**275,8**	**301,5**	**307,5**
Porcs (a)	636,0	654,9	676,1	672,8	668,5	651,1
Moutons et chèvres (a)	3,2	3,3	3,5	4,2	4,4	5,3
Chevaux et poulains	4,0	4,4	4,1	4,1	4,7	4,9
Poules	109,8	106,7	103,5	104,7	106,9	111,9
Autres volailles (b)	7,4	7,5	7,1	7,3	6,9	6,8
Gibier et lapins (b)	9,1	8,8	9,3	8,9	10,6	10,9
Total général ...	**1 037,3**	**1 047,9**	**1 059,6**	**1 077,8**	**1 103,4**	**1 098,4**

Source : Institut économique agricole.

(a) Y compris les abattages clandestins et à domicile.
(b) Comprend les canards, oies, dindons, pintades, pigeons. Estimation.
(c) Estimation.

Production de lait et d'œufs

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
	En milliers de tonnes				
Production de lait.					
Livraisons aux laiteries :					
— crèmes converties en lait	87,7	76,6	66,1	62,9	55,3
— lait	2 736,1	2 896,9	2 971,1	2 983,1	3 022,0
Utilisations à la ferme	799,1	792,5	733,7	717,0	..
Production totale de lait ...	**3 622,9**	**3 766,0**	**3 770,9**	**3 763,0**	..
	En millions				
Production d'œufs	**3 809**	**3 753**	**3 420**	**3 280**	**3 451**

(a) Estimation.

Sources : Institut National de Statistiques.
Institut économique agricole.

Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. Produits végétaux	63 330	64 067	70 297	74 678	91 934	25 543	23 064	30 480	35 501	41 546
1. Froment, méteil, non moulus	*4 814*	*6 536*	*9 203*	*10 618*	*10 933*	*973*	*1 342*	*4 633*	*4 988*	*3 943*
2. Orge non mondé	*7 853*	*9 658*	*7 679*	*7 803*	*12 016*	*2 704*	*3 105*	*2 358*	*4 092*	*6 702*
3. Maïs non moulu	*12 443*	*11 582*	*13 774*	*13 825*	*16 518*	*7 503*	*5 568*	*8 654*	*10 343*	*12 426*
4. Autres céréales non moulues	*2 831*	*2 072*	*2 381*	*1 787*	*2 010*	*886*	*376*	*457*	*448*	*452*
5. Légumes, plantes potagères et pommes de terre frais	*8 738*	*7 548*	*9 632*	*10 589*	*12 224*	*6 474*	*5 916*	*7 014*	*7 263*	*8 804*
6. Plantes industrielles	*1 146*	*535*	*429*	*732*	*954*	*196*	*132*	*223*	*303*	*380*
7. Agrumes	*2 930*	*3 069*	*3 437*	*3 562*	*3 918*	*386*	*438*	*498*	*510*	*551*
8. Pommes	*2 354*	*2 387*	*1 881*	*2 189*	*2 659*	*990*	*1 045*	*855*	*1 337*	*1 330*
9. Autres fruits et fruits à coque	*3 362*	*3 428*	*3 766*	*4 308*	*4 496*	*971*	*893*	*1 091*	*1 161*	*1 293*
10. Foin et fourrage	*672*	*465*	*741*	*888*	*895*	*67*	*65*	*129*	*107*	*177*
11. Tabacs bruts et déchets de tabac	*3 792*	*3 645*	*3 939*	*4 177*	*3 993*	*579*	*224*	*232*	*258*	*385*
12. Graines, oléagineux	*8 887*	*9 217*	*9 059*	*9 225*	*16 353*	*402*	*357*	*479*	*512*	*471*
13. Bulbes, tubercules, boutures	*1 187*	*1 240*	*1 527*	*1 762*	*1 859*	*2 757*	*2 985*	*3 063*	*3 405*	*3 748*
14. Graines à ensemencer	*742*	*794*	*922*	*930*	*982*	*357*	*390*	*567*	*484*	*540*
15. Divers	*1 579*	*1 891*	*1 927*	*2 283*	*2 124*	*298*	*228*	*227*	*290*	*344*
B. Vin	5 339	5 745	6 868	7 200	7 464	371	503	417	510	520

chasse

B. *Viande de chasse*	5 339	5 745	6 868	7 200	7 464	371	503	417	510	520
1. Bovins	11 858	12 944	14 206	14 155	15 196	12 410	11 867	10 033	11 101	11 333
2. Porcins	*1 291*	*1 933*	*2 944*	*3 599*	*4 890*	*5 863*	*5 250*	*4 713*	*4 594*	*4 209*
3. Volailles de basse-cour	*824*	*659*	*1 030*	*1 130*	*1 006*	*272*	*365*	*331*	*386*	*670*
4. Autres animaux vivants	*904*	*1 092*	*923*	*1 012*	*1 096*	*662*	*892*	*709*	*924*	*700*
5. Pelleteries brutes	*1 275*	*1 315*	*1 288*	*1 657*	*1 597*	*329*	*451*	*381*	*459*	*455*
6. Laine et poils	*3 428*	*3 398*	*3 876*	*2 987*	*2 611*	*661*	*865*	*611*	*721*	*962*
7. Oeufs d'oiseaux en coquille	*222*	*262*	*336*	*474*	*694*	*3 229*	*2 553*	*2 001*	*2 189*	*2 157*
8. Divers	*489*	*500*	*650*	*779*	*812*	*150*	*167*	*195*	*236*	*293*
E. *Produits agricoles exclusivement importés*	18 057	15 055	16 015	17 154	17 527	374	537	1 134	755	1 139
1. Fruits frais ou secs	*1 170*	*1 106*	*1 230*	*1 547*	*1 629*	*25*	*36*	*78*	*109*	*131*
2. Café non torréfié	*11 192*	*8 729*	*9 303*	*9 498*	*9 534*	*166*	*280*	*849*	*475*	*779*
3. Cacao en fèves ou brisures	*2 058*	*2 108*	*1 996*	*2 364*	*2 331*	*34*	*48*	*50*	*27*	*7*
4. Caoutchouc naturel	*864*	*775*	*865*	*1 232*	*1 362*	*30*	*24*	*28*	*30*	*28*
5. Coton	*1 641*	*1 485*	*1 799*	*1 879*	*1 883*	*28*	*41*	*31*	*26*	*17*
6. Divers	*1 132*	*852*	*822*	*634*	*789*	*91*	*108*	*98*	*88*	*177*
F. *Produits de la sylviculture*	3 870	3 839	4 051	4 969	4 456	1 198	1 480	1 558	1 957	1 986
1. Bois de trituration en rondins	*1 037*	*809*	*914*	*1 277*	*1 376*	*12*	*33*	*32*	*29*	*33*
2. Divers	*2 833*	*3 030*	*3 137*	*3 692*	*3 080*	*1 186*	*1 497*	*1 526*	*1 928*	*1 953*
G. *Produits de la pêche*	4 398	4 631	5 616	6 076	6 289	878	999	1 077	1 149	1 366
1. Poissons frais ou réfrigérés	*1 735*	*1 849*	*2 137*	*2 430*	*2 541*	*623*	*730*	*722*	*837*	*1 011*
2. Poissons congelés	*501*	*490*	*699*	*582*	*653*	*41*	*58*	*59*	*50*	*69*
3. Poissons séchés, fumés, salés	*164*	*176*	*145*	*140*	*137*	*55*	*43*	*46*	*11*	*19*
4. Crustacés et mollusques frais	*1 678*	*1 807*	*2 252*	*2 438*	*2 367*	*112*	*120*	*191*	*187*	*165*
5. Divers	*320*	*309*	*383*	*486*	*591*	*47*	*48*	*59*	*64*	*102*
Total général ...	**106 915**	**106 342**	**117 131**	**124 290**	**142 956**	**40 840**	**38 437**	**45 329**	**51 316**	**58 220**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Arrivages de poissons
Quantité
(en milliers de tonnes)

	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
Hareng et sortes assimilées	**0,04**	**0,00**	**0,02**	**2,47**	**7,59**
Poissons ronds :	**19,46**	**23,28**	**17,53**	**14,10**	**14,00**
dont : cabillaud	9,65	15,13	10,23	7,37	7,86
merlan	2,63	2,14	2,65	2,06	2,01
Poissons plats :	**9,11**	**8,24**	**9,50**	**9,11**	**9,74**
dont : plie	4,05	3,65	4,21	3,92	4,52
sole	2,96	2,64	3,44	3,37	2,27
Autres	**2,69**	**3,82**	**2,82**	**2,47**	**2,43**
Crustacés et mollusques	**2,73**	**2,52**	**2,29**	**2,44**	**2,33**
Total ...	**34,03**	**37,86**	**32,16**	**30,59**	**36,09**

(a) Estimation.

Arrivages de poissons
Valeur
(en millions de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
Hareng et sortes assimilées	**0,60**	**0,04**	**0,33**	**26,13**	**72,23**
Poissons ronds :	**530,58**	**625,45**	**540,63**	**461,16**	**493,12**
dont : cabillaud	265,12	401,34	332,41	248,81	277,42
merlan	54,93	43,29	50,70	41,54	44,17
Poissons plats :	**644,31**	**626,73**	**811,70**	**883,86**	**1 047,29**
dont : plie	89,92	94,29	112,07	100,29	132,55
sole	457,90	429,29	587,13	667,02	774,14
Autres	**81,89**	**193,58**	**94,34**	**89,26**	**94,10**
Crustacés et mollusques	**157,80**	**147,97**	**131,39**	**157,53**	**155,61**
Total ...	**1 415,18**	**1 593,77**	**1 578,39**	**1 617,94**	**1 862,35**

(a) Estimation.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

§ 1. — APERCU GENERAL

Depuis l'année 1975, lorsque les effets de la crise économique se sont fait sentir pour la première fois dans la sphère de la production industrielle, les indices de la production n'ont enregistré d'importantes progressions que durant deux années, à savoir en 1976, où une partie importante du recul encouru pendant l'année antérieure a pu être compressé, et en 1979, la seule année ayant connu un réel redressement conjoncturel, fût-il limité. Durant les années intermédiaires, il ne peut être question que d'une stagnation à bas niveau, puisque l'accroissement de la production est demeuré limité à un point tel qu'à la fin de 1978, l'indice général (construction exclue) n'avait pu dépasser la moyenne annuelle de la dernière année précédant la crise, à savoir 120 points en 1974 (1970 = 100).

La croissance conjoncturelle de 1979 n'a modifié que temporairement cette situation. Au cours de cette année, l'indice de la production est monté jusqu'à 125,9, soit presque 5 % de plus qu'en 1974, mais en 1980, la production a regressé de plus de 1 % pour retomber à 124,3. Il est frappant de constater que l'indice définitif a diminué de presque un point entier par rapport à l'indice provisoire mentionné dans la publication précédente et que la correction apportée a donc été beaucoup plus importante qu'à l'accoutumée; en effet, l'écart vers le haut ou vers le bas entre l'indice provisoire et l'indice définitif atteint rarement plus de 0,5 %.

L'évolution défavorable de la conjoncture industrielle s'est poursuivie en 1981 puisque l'indice provisoire de la production (construction exclue) a encore regressé cette fois-ci de 2,2 %, par rapport à l'année précédente. Il s'est chiffré à 121,6, ne dépassant ainsi que d'un peu plus de 1 % le niveau de 1974.

La faiblesse de la conjoncture industrielle résulte fondamentalement de l'activité économique tout aussi faible dans les autres pays industrialisés occidentaux et plus particulièrement dans les pays voisins, qui sont les acheteurs principaux des marchandises belges, à savoir les Pays-Bas, la République fédérale allemande, la France et dans une mesure toujours croissante, le Royaume-Uni. La faiblesse de la demande intérieure, en particulier celle de la consommation privée et des investissements, a joué également un rôle dans ce fléchissement de la production.

En outre, la production a eu à faire face plus que jamais à des problèmes structurels notamment de surcapacité, d'échelle et de vieillissement; la politique

gouvernementale a dû porter les efforts sur la résorption des conséquences de ces problèmes tout en continuant à chercher, avec plus ou moins de succès, des solutions fondamentales à long terme.

En 1980, la moyenne annuelle de l'indice de la production a été établie en présence d'une régression rapide de la conjoncture. En janvier de cette année, l'indice désaisonnalisé se situait encore au plus haut niveau atteint lors de l'amélioration conjoncturelle de 1979, mais en décembre, il avait déjà baissé de 10 %. C'est ce qui ressort également des moyennes trimestrielles dont le niveau au quatrième trimestre était inférieur de 8 % environ à celui du premier trimestre.

En 1981, par contre, les modifications dans la conjoncture ont été beaucoup moins fortes. Pour les neuf premiers mois, il est presque question d'une stagnation, l'indice de la production des trois premiers trimestres n'ayant jamais changé de plus de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, soit un résultat inférieur à la marge d'erreur dans les données. L'évolution de mois en mois durant la période considérée révèle cependant une tendance conjoncturelle ascensionnelle bien que très faible. Cette progression s'est fortement accélérée dès le mois de septembre, de sorte que les résultats du quatrième trimestre se sont nettement améliorés par rapport à ceux des neuf premiers mois de l'année.

Il faut tenir compte, toutefois, du caractère extrêmement provisoire des données de ces derniers mois, celles-ci étant précisément les plus incomplètes et les plus sujettes à des modifications lors de la publication des données définitives. Toutefois, il semble peu probable que ceci pourrait donner lieu à un profil conjoncturel totalement différent : l'amélioration constatée au cours des derniers mois de 1981 a été confirmée, en effet, par les premiers résultats du début de l'année 1982, où le revirement des mois précédents se poursuit.

L'évolution de la courbe synthétique de conjoncture de la Banque nationale laissait déjà prévoir au cours de la première moitié de l'année 1981 qu'une amélioration conjoncturelle limitée se préparait. Dès le début de 1981, cette donnée s'est mise à monter légèrement, parallèlement à la faible progression de la production au cours de cette période, accusant une forte accélération du rythme de croissance entre mai et septembre pour évoluer ensuite d'une manière quasiment uniforme durant plusieurs mois. Ainsi, l'amélioration conjoncturelle à la fin de 1981 a été prévue très exactement, ce qui veut dire que cet indicateur fonctionne à nouveau suivant le dessein de ses auteurs.

Au cours des années antérieures, l'utilisation de cet indicateur avait parfois présenté des problèmes. En effet, il repose essentiellement sur l'appréciation des chefs d'entreprise au sujet d'un certain nombre de variables d'économie d'entreprise; mais il peut être admis que cette appréciation a été perturbée par la confusion née de la situation permanente de crise depuis 1975, ce qui a, à plusieurs reprises engendré une image de la conjoncture s'écartant d'une manière plus ou moins importante de la conjoncture industrielle telle qu'elle apparaît dans les statistiques de production. Il semble qu'entretemps les chefs d'entreprise aient corrigé leur appréciation en fonction de la nouvelle situation, de sorte que l'indicateur de conjoncture y relatif fonctionne à nouveau sans problème.

Les principaux éléments ayant contribué à la montée des indicateurs de la Banque nationale étaient le déstockage et l'accroissement des commandes extérieures.

Il est vrai que durant l'année entière, les stocks ont été considérés plus importants que la normale mais dès juin, cette situation s'était beaucoup améliorée. Il peut en être inféré qu'en automne, l'accroissement de production déjà décrit a été la conséquence d'un certain stockage et ce après une liquidation systématique pendant la période de récession et de stagnation qui s'est amorcée au cours de la première moitié de 1980.

De même, les commandes extérieures se sont nettement améliorées au cours de la deuxième moitié de l'année; certes, aucune augmentation importante ne s'est produite mais la tendance baissière apparente déjà au début de 1980, s'est nettement arrêtée. Par ailleurs, l'évaluation des commandes intérieures s'est révélée moins négative pendant le deuxième semestre, mais d'une manière moins évidente que pour les commandes extérieures.

L'évolution des prix et des perspectives en la matière a exercé une certaine influence sur la progression de l'indicateur de conjoncture, mais contrairement aux séries mentionnées ci-avant, cela ne se rapportait guère à une réelle amélioration conjoncturelle, celle-ci était trop modérée que pour avoir un effet important sur l'évolution des prix, mais plutôt à la situation chaotique sur le marché monétaire international ainsi qu'à la position rapidement fléchissante du FB au cours de l'année.

Un autre indicateur de la Banque nationale, l'enquête trimestrielle sur le taux d'utilisation des capacités de production, s'est nettement écarté, en 1981, de l'évolution conjoncturelle réelle dans l'industrie. A la suite de la progression conjoncturelle, cette donnée s'était élevée jusqu'à 78,7 % au cours du premier trimestre de 1980, pour redescendre systématiquement à 73,6 % à la fin de l'année, conformément à l'évolution de la conjoncture. Au cours des six premiers mois de 1981, le taux d'utilisation des capacités a augmenté de 2 % environ par rapport à fin de 1980, pour reculer à nouveau au cours du quatrième trimestre et ce à l'encontre de l'augmentation sensible de la production au cours de cette dernière période.

Il faut souligner cependant que l'accroissement de la production à la fin de l'année, était loin d'être général : il était, certes, relativement important dans un certain nombre de secteurs plus petits (principalement l'habillement et les chaussures, le bois, le papier, le cuir), mais également dans deux secteurs, fournissant principalement des produits intermédiaires, c'est-à-dire la chimie et la métallurgie de base. Dans l'industrie textile et les fabrications métalliques, il est demeuré très faible, exception faite du matériel de transport, et une nouvelle baisse a été enregistrée pour les matériaux de construction (minerais non métallifères tout comme les carrières), de même que dans deux secteurs producteurs d'énergie (charbon, raffineries). Le niveau très bas de l'activité dans l'industrie de la construction et le recul de la demande en énergie sont largement responsables de cette régression de la production.

Une même diversité se rencontre également dans le résultat annuel des différents secteurs. Un seul petit secteur a pu réaliser une augmentation importante de sa production, à savoir l'industrie du cuir, où le mouvement de recul systématique a pris fin après bon nombre d'années. Un accroissement restreint de la production (1 à 3 %) a été observé dans le secteur alimentaire, la chimie, le bois et le papier et une baisse du même ordre a touché l'industrie textile. Dans la métallurgie de base et dans l'industrie des fabrications métalliques, la diminution de la production a atteint 4 % environ et le recul le plus sérieux a été observé dans les matériaux de construction (carrières et minerais non métallifères) où la production a baissé de plus de 10 % à la suite de la très mauvaise conjoncture dans la construction.

Le fléchissement de la production a également affecté les secteurs énergétiques. Dans l'industrie charbonnière, le recul d'ordre structurel s'est limité à 5,5 % mais il a atteint 14 % environ dans les raffineries de pétrole et la production est tombée au-dessous du niveau de 1970, en raison de la très faible demande et de l'excédent de capacité sur le plan mondial. Il y a lieu de signaler aussi que même la production d'électricité a fléchi de 6 % environ à la suite d'une diminution des exportations de la baisse de la consommation industrielle et de l'avance très limitée de la consommation privée.

Le secteur le plus en butte aux problèmes en 1981 a été indubitablement celui de la construction, avec au centre des difficultés, la construction résidentielle. Pendant les premières années de crise, celle-ci avait pris un essor spectaculaire avec environ 75 000 mises en chantier par année entre 1975 à 1977 (contre un peu plus de 50 000 seulement en moyenne entre 1968 et 1974). En 1978 et 1979, le volume de construction est retombé quelque peu, mais s'est situé à un niveau largement supérieur à celui atteint avant 1975. En 1980, le nombre de mises en chantier est retombé à 48 000 pour regresser encore de près d'un tiers jusqu'à environ 33 000, ce qui représente un creux absolu depuis l'établissement de cette statistique.

Le recul de l'activité a été moins grave dans la construction non résidentielle, bien qu'il soit demeuré considérable. Le volume des mises en chantier a diminué, en effet, de 13 % environ et n'atteint plus que 17,5 millions de m^3, soit le résultat le plus bas depuis 1968 et plus de 40 % en moins par rapport au sommet de 30 millions de m^3 en 1974. La situation la plus favorable a été enregistrée pour les travaux publics où, nonobstant les difficultés budgétaires, les dépenses en 1981 se seraient encore accrues de quelques pour-cents, ce qui implique un recul de moins de 5 % en volume.

§ 2. — METALLURGIE DE BASE

En 1981, la production de la métallurgie de base a diminué dans la même proportion environ qu'en 1980 (4,5 % et 4,7 % respectivement), bien qu'en 1980 la conjoncture était orientée vers la baisse, alors qu'en 1981 une légère reprise s'est produite, qui s'est nettement renforcée au cours du deuxième semestre.

Le fait qu'en 1981, l'indice n'a dépassé que de 3 % environ le niveau de 1970, et se situe en outre un quart au-dessous du record historique de 1974, fait apparaître clairement que ce secteur doit faire face à de graves difficultés.

En effet, c'est dans la métallurgie de base qu'une série de problèmes fondamentaux de l'industrie belge se montrent dans toute leur acuité. C'est le secteur qui, par excellence, est à la base de la forte part de produits intermédiaires, tant à la production qu'à l'exportation, et qui est le plus sensible aux variations conjoncturelles parce qu'il est en aval du processus de production, et aussi le secteur où se situent les plus graves problèmes structurels quant à la modernisation de l'appareil de production. Il n'empêche que certaines de ses entreprises se situent à la pointe de la technologie mondiale.

Les problèmes structurels sont concentrés surtout dans la *sidérurgie* et dans la *première transformation* qui s'y rapporte. Dans ces deux secteurs, la production de 1981 a été de 4 % inférieure à celle de 1980, ce qui l'a fait descendre, dans la sidérurgie, au-dessous du niveau de 1970 et que dans la première transformation elle a même diminué de 17 % par rapport au niveau d'il y a 10 ans. Dans ce dernier secteur, la cause de l'effritement constant doit être imputée aux aciéries de moulage et, plus encore, aux fonderies; cependant, le laminage à froid et la tréfilerie continuent, eux aussi, à perdre du terrain, bien que dans une mesure moindre.

Dans la première transformation, le mouvement a été plutôt étalé en 1981, abstraction faite d'une reprise limitée pendant le quatrième trimestre. La sidérurgie, par contre, s'est nettement affaissée après le sommet conjoncturel du début de 1980 et d'une amélioration sensible à partir du troisième trimestre, soit plusieurs mois avant le redressement général. Ce secteur est, en effet, toujours l'un des premiers à bénéficier d'une amélioration de la conjoncture.

Cette évolution n'eût pas été possible, si les pouvoirs publics n'avaient pas tout mis en œuvre pour maintenir en vie toutes les entreprises importantes du secteur grâce au captage du « cash drain » très considérable. En effet, en 1980-1981, en raison des très bas prix sur le marché mondial, même les entreprises les plus modernes ont travaillé à perte, tout en escomptant remédier à cette situation dès que la demande s'améliorerait. Dans les entreprises plus anciennes, par contre, les pertes s'étaient accumulées au point de ne plus être récupérables, de sorte qu'il a fallu l'aide de l'état pour les éponger et que seuls les investissements en masse de rénovation pourront sauver l'avenir. Un important travail préliminaire a été effectué dans ce sens en 1981, mais les résultats du programme d'investissement ne se feront sentir qu'à longue échéance.

Dans l'industrie des métaux non ferreux, les problèmes sont d'un tout autre ordre. Là également, la production a fléchi en 1981, et encore de plus de 10 %, mais les raisons en sont entièrement différentes.

En effet, l'équipement global de ce secteur peut être qualifié de moderne à très moderne et la production a pû être maintenue à un niveau élevé, même après la crise. Dans cette branche, le recul de l'activité depuis 1980 est dû principalement à la faible demande sur le marché mondial, mais aussi aux difficultés d'approvisionnement en minerais. Ceci était le cas surtout pour la fabrication du zinc — sans diminution de la production, certes, mais donnant lieu à une forte sous-utilisation de capacités de production très modernes — et, dans une moindre mesure, pour la fabrication du cuivre brut.

La production de métaux bruts s'est amenuisée de plus de 12 % en raison du recul sensible de la fabrication du zinc et du plomb et d'autres métaux moins importants, tandis que la fabrication du zinc est demeurée quasiment inchangée. Pour les produits intermédiaires, le recul a été moins grand, de 7,5 % seulement. Il a pu être limité par une légère avance de la transformation de l'aluminium, compensant ainsi quelque peu le fléchissement de 13 % et 14 % respectivement pour le cuivre et le zinc.

La dépression du marché a eu comme conséquence que, pendant l'automne, la reprise de la production de métaux non ferreux a été fort restreinte et que les stocks ont été régulièrement maintenus à des niveaux élevés pour des motifs tant stratégiques que spéculatifs, de sorte qu'une reprise conjoncturelle ne doit pas être une cause en soi pour stimuler la production, d'autant plus que le marché international de ces biens est souvent fortement perturbé par des mouvements spéculatifs.

§ 3. — INDUSTRIE DES FABRICATIONS METALLIQUES

Le recul conjoncturel dans l'industrie des fabrications métalliques en 1980 a été bien plus important que les indices provisoires ne le laissaient escompter. Au lieu de l'accroissement de 0,4 % mentionné dans le précédent aperçu annuel, les indices définitifs montrent un fléchissement de la production de l'ordre de 2,8 % et ce parce que le recul de la production du matériel de transport a été beaucoup plus grand que prévu et que l'avance dans la construction non mécanique a été pour ainsi dire annihilée dans les données définitives.

Dans cette branche d'activité, des écarts importants entre ces données provisoires et les données définitives sont fréquents, mais il arrive rarement que la différence se chiffre à plus de 3 %. Dès lors, tout ce qui suit concernant l'évolution de la production en 1981 doit être interprété avec la circonspection nécessaire.

En 1981, l'indice général de l'industrie des fabrications métalliques a regressé à nouveau et ce de 3,6 % par rapport à l'année antérieure.

Les résultats les moins favorables ont été enregistrés pour les machines et appareils électriques, où la production a encore nettement reculé jusqu'en août et ce n'est que vers la fin de l'année qu'une légère amélioration s'est fait jour. L'année s'est clôturée par un retard de 7 % environ par rapport à 1980.

Dans la construction non mécanique, également, la récession s'est poursuivie jusque et avec les mois de vacances, mais au cours de l'automne une forte reprise s'est amorcée. Néanmoins, la moyenne annuelle de la production est demeurée 5 % au-dessous de celle de 1980, en raison surtout des faibles résultats dans la construction métallique lourde (ponts, chaudières, charpentes) dus à la faible propension à investir, et dans les accessoires de la construction, où la très mauvaise conjoncture semble être la cause principale.

Pour les autres sous-secteurs, le recul a été plus restreint et dans un cas, l'indice semble avoir sous-évalué la production réelle : armes et munitions. En effet, pour ce

sous-secteur, l'indice provisoire indiquait un fléchissement de quelques pour-cents, mais les données définitives sont de mois à mois systématiquement et nettement supérieures aux provisoires, de sorte que le résultat final sera en toute probabilité légèrement positif. Cette évolution est d'ailleurs liée à la forte demande d'armes, ce qui entraîne partout une expansion considérable de ce secteur.

Dans la construction mécanique, la récession avait été assez restreinte en 1980 et l'année suivante a été caractérisée par une évolution généralement régulière, interrompue par un creux au cours des mois d'été. De ce fait, la moyenne annuelle n'a reculé que de quelques pour-cents par rapport à 1980.

Ici aussi, cependant, les résultats ont été très divergents selon le sous-secteur. La production a augmenté pour les constructions mécaniques diverses, les appareils de levage et de pesage et, dans une mesure fort réduite, les appareils de tissage, mais elle a diminué nettement pour l'équipement industriel (en ce compris les machines agricoles), la construction de moteurs et de pompes et les machines-outils. Comme il s'agit ici de tous les secteurs produisant des biens d'équipement ou leurs accessoires, il n'y a pas de doute que le motif principal de ce recul doit être imputé essentiellement à la faiblesse générale de la propension à l'investissement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'indice de la mécanique fine a, lui aussi, légèrement fléchi, mais ici également, cette donnée pourrait comporter une certaine sous-évaluation.

Le seul groupe avec une croissance limitée est celui du matériel de transport, où l'indice a progressé de plus de 1 %. L'épine dorsale de ce secteur est l'assemblage de voitures, qui, vers le milieu de l'année a montré une nette reprise, pour se stabiliser ensuite en raison, notamment, de la mise en production de nouveaux modèles.

Le résultat annuel de l'assemblage, lequel est généralement assez exact, s'est situé de 2 % au-delà du résultat de 1980. Il n'en est pas ainsi pour les trois secteurs plus petits de ce groupe, où un recul de 17,3 % pour la construction navale n'est pas impensable, mais où des corrections aux indices provisoires pourraient fortement déprimer l'accroissement de 15 % et 20 % respectivement pour le matériel de chemin de fer et la construction aéronautique, d'autant plus que, dans ce dernier secteur, la phase expansive à la suite de la mise en production d'appareils militaires est probablement révolue et qu'il faut s'attendre à une stabilisation à un niveau de presque vingt fois supérieur à celui d'il y a 10 ans.

Selon des chiffres encore très provisoires, les commandes totales ont dépassé de 4,6 % en valeur celles de l'année antérieure. Comme la hausse moyenne des prix s'est élevée à 6 %, ce pourcentage implique une légère régression de 1,4 % en volume. Surtout les commandes intérieures se sont révélées très faibles : en valeur, elles ont été quasiment égales à celles de l'année antérieure, ce qui implique un recul de 6 % en termes réels. Les commandes extérieures, par contre, ont augmenté de 7 % en valeur, soit un modeste 1 % en volume.

1980 ayant déjà été une année faible, cette évolution est loin d'être satisfaisante. En effet, selon les données définitives, le volume des commandes avait déjà diminué, en cette année, de 8,4 % par rapport à 1979, qui avait été caractérisée d'un fort accroissement à la suite de l'amélioration conjoncturelle à cette époque. Le nouveau

recul en 1981 ramène le niveau à un peu plus seulement que celui de 1976-1978. Un aspect positif a pu être relevé : c'est que, d'un point de vue conjoncturel, les commandes ont marqué une tendance nettement ascensionnelle pendant la deuxième moitié de l'année et se sont révélées beaucoup plus importantes que pendant le creux de fin 1980/début 1981.

Seulement dans un nombre limité de secteurs, l'accroissement des commandes a dépassé considérablement la hausse des prix de 6 %, enregistrant ainsi un progrès réel. Il en est ainsi pour le travail de la tôle, l'industrie automobile, les machines-outils, les diverses constructions mécaniques, la construction d'appareils, la télécommunication et l'automation. Dans les autres secteurs, la progression est restée inférieure aux hausses des prix et on a même observé des fortes réductions en valeur, ce qui implique une décroissance plus forte encore en volume. Il en a été ainsi surtout pour la métallurgie lourde, la construction navale, le matériel de chemin de fer, les moteurs et, en une mesure moindre, les machines textiles et les machines agricoles.

La part de l'extérieur dans les commandes totales a augmenté jusqu'à 68,4 %; entre 1960 et 1976 elle s'était accrue systématiquement d'année en année, passant de 38,5 % seulement au début de cette période à 67,8 % en 1976. En 1977, elle était retombée à 65,4 % mais ensuite elle a marqué une avance de 1 % environ pendant les deux années suivantes. En 1980, la part des commandes extérieures a oscillé autour du niveau de 1979 (67 %) de sorte que le sommet de 1976 n'a pu être dépassé qu'en 1981.

Comme les commandes, les livraisons ont également connu, en 1981, une régression d'un peu plus de 1 % en volume, ce qui se rapporte assez bien à la chute de 4 % apparaissant dans les données finales de la production. En raison du caractère extrêmement provisoire des deux séries principalement en ce qui concerne la deuxième moitié de l'année, l'écart entre elles semble plausible et on peut conclure à une légère baisse de l'activité.

Ici aussi, d'importantes divergences par secteur ont pu être observées, avec une croissance réelle, en volume, pour le matériel de chemin de fer, les véhicules à moteur, les diverses constructions mécaniques, les armes et la construction aéronautique et un recul considérable même en valeur, pour les accessoires de l'industrie de la construction, la construction navale, les machines agricoles, tandis que dans les autres secteurs, les écarts sont plutôt limités par rapport à l'année antérieure.

§ 4. — INDUSTRIE CHIMIQUE ET DU CAOUTCHOUC

L'industrie chimique et du caoutchouc est l'un des rares secteurs économiques qui a pu augmenter sa production en 1981. Bien que l'accroissement de 2,3 % n'ait pas suffi pour compenser le recul de 5,2 % en 1980, il peut être dit, cependant que fondamentalement l'activité de ce secteur montre une tendance ascensionnelle. La dépression de 1975 avait été compensée déjà en 1977 et depuis lors, la production n'a pas cessé de s'accroître d'année en année, à l'exception de 1980, bien qu'après 1975 le rythme de croissance soit beaucoup plus faible.

Le recul de la production en 1980 est la conséquence d'un malaise général au niveau mondial, surtout dans la chimie de base, tandis que le redressement limité en 1981 était dû en premier lieu à la fin du déstockage et à une certaine reprise de la compétitivité à la suite des modifications des parités monétaires favorables à la Belgique.

Une importante croissance de production s'est produite en 1981, dans l'industrie du savon et celle de l'azote. Dans le premier sous-secteur, il s'agissait de la deuxième année consécutive de croissance substantielle, puisque l'indice avait déjà augmenté de 8,6 % en 1980 pour s'accroître encore de 6,5 % en 1981. En ce qui concerne l'industrie de l'azote, on peut parler d'un véritable revirement, puisque la production y stagnait depuis des années déjà et régressait même, tombant en 1980 en dessous du niveau de 1970 mais reprenant 13 % environ en 1981.

Dans la transformation du plastic, l'accroissement de l'indice 1981 s'est limité à 3 % environ compensant ainsi la baisse restreinte de 2,2 % de l'année précédente. Une certaine stabilisation de la production semble donc se dessiner dans ce secteur, qui était en pleine expansion en 1975 mais où la croissance n'a été que modérée par la suite.

De faibles résultats ont été enregistrés également dans l'industrie chimique de base. Globalement, la production de 1981 a stagné au niveau de l'année antérieure, qui accusait elle-même une baisse de 10 % par rapport au taux de production exceptionnellement élevé de 1979. Hormis cette dernière année, il peut être dit que depuis 1977 la production dans ce secteur est demeurée pratiquement inchangée d'année en année.

Le seul secteur ayant essuyé un recul important a été celui de l'industrie du caoutchouc, elle aussi victime de la faible demande de voitures. L'indice a régressé de 10 % environ alors qu'en 1980 il avait avancé de 8,3 % à l'encontre de la tendance conjoncturelle générale.

§ 5. — INDUSTRIE TEXTILE

En 1981, l'évolution de la production dans l'industrie textile s'est caractérisée par une quasi-stagnation au niveau atteint à la fin de l'année précédente. La moyenne annuelle a régressé d'un peu plus de 2 % par rapport à 1980, principalement parce que la moyenne de 1980 a été favorablement influencée par une production remarquablement élevée au cours du premier trimestre. Ainsi la production en 1981 est demeurée encore 11 % au-dessous de celle réalisée en 1970 et est de 16 % au-dessous du sommet relatif de 1974, ce qui traduit la faible position structurelle de l'ensemble de ce secteur économique.

Cet affaiblissement est dû surtout à la filature, dont l'indice, qui s'était maintenu à un niveau satisfaisant au cours des deux années précédentes, a régressé de 6 % environ en 1981, ainsi qu'à la bonneterie, dont la production recule de 10 % environ et ce également après stabilisation durant les deux années précédentes. Le tissage demeure la subdivision la plus importante de l'industrie du textile, avec une modeste croissance estimée à 3 % en 1981, permettant ainsi de conserver l'important gain de

production de 15 % en 1979 et de 6 % en 1980. Dans ce sous-secteur, la production en 1981 a dépassé d'un tiers environ le niveau atteint il y a 10 ans, tandis que, pendant cette même période, la filature et la bonneterie ont vu leur production diminuer de plus d'un tiers.

Considéré selon la matière première transformée, les problèmes se situant principalement dans les secteurs du coton et du lin, pour ces deux fibres textiles, tant le tissage que la filature ont enregistré un recul considérable en 1981. Le tissage de jute a continué également sa régression en raison de la concurrence des matières synthétiques, mais la filature s'est maintenue à peu près au niveau de l'année précédente.

Dans le secteur de la laine, qui s'est maintenu à un niveau relativement satisfaisant ces dernières années, le recul est demeuré limité en 1981, avec une légère croissance de la production dans le tissage, mais une diminution quelque peu plus importante dans la filature. Le seul secteur réellement en expansion de l'industrie textile demeure le tissage des tissus synthétiques, où l'accroissement est à nouveau de plus de 10 % en 1981 et dont le niveau de production a presque quadruplé au cours des dix dernières années.

Il convient de mentionner enfin que dans la confection, qui n'est pas reprise dans l'indice général de l'industrie textile, le fléchissement de la production en 1981 est presque du même ordre qu'en 1980 : en 1981, le recul de l'indice provisoire s'est chiffré à 2,5 % et en 1980 l'indice définitif a regressé de 2,4 %.

§ 6. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS

Dans l'industrie des produits alimentaires et des boissons, les changements observés au niveau de la production sont généralement très limités d'une année à l'autre. Ce secteur est demeuré à l'abri des grandes dépressions — c'est ainsi que durant l'année de crise de 1975, la perte de production n'a été que de 1,4 % — les accroissements considérables y sont tout aussi rares. En termes définitifs, l'indice a augmenté de 1,7 % en 1980, dans la ligne des taux d'accroissement oscillant autour de 2 % entre 1976 et 1979.

Selon des données largement définitives, la progression de la production aurait été plus importante qu'à l'accoutumée et s'approcherait des 4 %. Il est frappant de constater que durant le quatrième trimestre surtout, les données définitives ont été nettement supérieures aux premières estimations, ce qui semble indiquer qu'un redressement s'amorce dans ce secteur, mais qu'il ne transparaît pas encore des données provisoires.

Cette croissance demeure cependant limitée à l'industrie alimentaire elle-même, puisque l'industrie des boissons ne s'est pratiquement pas modifiée. Les brasseries ont dû maintenir leur production au niveau de 1980, lequel dépasse quelque peu la moyenne des années précédentes. La production beaucoup moins importante d'alcool, qui avait accusé une grave dépression en 1980, a encore régressé de 13 % environ en 1981.

L'indice de l'industrie des produits alimentaires a même progressé de 5 % par rapport à l'année antérieure.

Dans différents secteurs, la production a considérablement augmenté, notamment dans les sucreries, où l'avance porte surtout sur la production du sucre brut (+18,2 %) à la suite d'un ensemencement plus important de betteraves sucrières, dans les huileries, où le raffinage a peut-être stagné mais où la production d'huile brute et de tourteaux et de déchets qui les accompagnent s'est accrue de plus de 50 %, dans les conserves de légumes (+37,5 %) où une nette amélioration se fait jour après la dépression de ces dernières années, et dans les minoteries qui, après des années de stagnation, connaissent pour la deuxième fois consécutive une forte augmentation de production, cette fois de 13,8 %.

Si, dans plusieurs autres secteurs, la production s'est accrue dans une moindre mesure, celle-ci enregistre toutefois encore des augmentations de 4 à 8 % : conserves de fruits, conserves de viande, gâteaux, chocolat, café, sucreries. Il s'agit ici de secteurs relativement stables, à l'exception du dernier qui, entre 1976 et 1979, était nettement en régression, mais qui semble prendre un nouvel essor depuis 1980.

En 1981, les baisses de production dans l'industrie alimentaire se sont révélées plutôt rares. Elles se sont limitées à la chicorée, dont la demande n'a pas cessé de régresser en raison des habitudes modifiées et la margarine, pour laquelle le faible gain de production de l'année antérieure a disparu.

§ 7. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

En 1980, la période de conjoncture favorable, qui avait caractérisé l'industrie de la construction pendant la dernière moitié des années septante a pris une fin brutale. Selon les données définitives, le nombre de logements mis en chantier cette année-là avait régressé jusqu'à 46 838 seulement, soit 31,5 % de moins que pendant l'année précédente, c'est-à-dire une chute jusqu'au niveau d'activité des années précédant le boom économique. Dans la construction non résidentielle, le recul enregistré a également été très important : —17,5 % et c'est la première fois depuis 1968 que l'activité a régressé en dessous des 20 millions de mètres-cubes. Seuls les travaux publics ont continué à conserver à peu près le niveau qu'ils avaient atteint l'année précédente.

En 1980, l'évolution de la construction peut encore être interprétée comme un retour à une situation plus normale après l'activité exceptionnelle des dernières années; mais ce qui s'est produit en 1981 constitue effectivement une crise très grave. En effet, presque toutes les statistiques ont marqué un recul plus important encore qu'en 1980 pour tomber loin en dessous du niveau le plus bas depuis 1968, année où la statistique actuelle a été instaurée et elle-même déjà une année de conjoncture particulièrement basse dans la construction.

Seuls les travaux publics ont pu se maintenir encore, nonobstant les difficultés budgétaires. Les engagements pour la construction de bâtiments scolaires se sont accrus beaucoup plus en valeur que la hausse des prix, ce qui implique une nette

croissance en volume, tandis que la construction de routes et les autres types de construction auraient diminué de quelques pour-cents en volume.

La construction non résidentielle a décru de 13 % environ en volume pour n'atteindre plus que 17,3 milliards de m^3. Comme la part des pouvoirs publics dans ce secteur est demeurée pratiquement inchangée, ceci implique un recul beaucoup plus important — bien que difficilement estimable — dans le secteur privé à la suite de la faible propension générale à investir.

Le secteur le plus touché a été celui de la construction résidentielle, où pour la deuxième année consécutive le nombre de logements mis en chantier a diminué de plus de 30 % retombant ainsi à 32 751 logements seulement, soit 57 % de moins par rapport à l'année record de 1976 et presque 10 000 logements de moins par rapport aux années très faibles de 1968 et 1971.

Il est vrai que la construction d'habitations sociales a baissé de 1,2 % en valeur (un peu moins de 10 % en volume), mais dans le secteur de la construction privée le recul enregistré a été beaucoup plus important encore et ce parce que les facteurs ayant entraîné la forte vague de construction de 1974 à 1979 ont subi un revirement complet. Ces facteurs consistaient en un taux d'inflation élevé et surtout une perspective inflationniste ainsi que des taux d'intérêt relativement bas et favorisant le refuge dans l'immobilier tant pour les investisseurs que pour les particuliers.

De ces deux stimulants, il ne subsiste plus rien à présent. En raison de la conjoncture très déprimée, l'inflation est tombée à un niveau beaucoup plus bas qu'escompté il y a quelques années tandis que les taux d'intérêt ont connu une forte montée à la suite de l'importante demande de capitaux de la part des pouvoirs publics et en raison d'influences étrangères. Pour la construction d'un logement en propriété, l'intérêt prohibitif agit comme un frein, tandis que la combinaison de taux élevés et d'une inflation relativement basse, avec le taux réel élevé qui s'en suit, décourage les investisseurs immobiliers. Ce dernier élément est vraisemblablement à l'origine du recul rapide de la construction d'immeubles à appartements, laquelle est retombée à un quart de ce qu'elle était en 1976, alors que la construction de logements unifamiliaux a diminué de moins de la moitié.

Le nombre d'autorisations de bâtir délivrées, qui reflètent plutôt la demande future, a régressé en 1981, dans la même mesure que les mises en chantier, et surtout au cours des premiers mois de l'année. Vers la fin de l'année, cette donnée a paru se stabiliser au très bas niveau atteint. En outre, le volume des autorisations délivrées en 1981 — tout comme en 1980 d'ailleurs — n'a pas dépassé de beaucoup celui des mises en chantier. Comme une part importante des autorisations délivrées n'aboutiront jamais dans la pratique, cela se soldera très certainement par une nouvelle baisse de l'activité, pouvant s'élever de 10 à 20 %.

§ 8. — MATERIAUX DE CONSTRUCTION

La crise dans l'industrie de la construction a laissé des traces évidentes en 1981, sur les deux secteurs qui fournissent principalement des matériaux de construction, à savoir les carrières et les minéraux non métalliques. Dans ces deux cas, la production

a connu une forte régression par rapport à l'année précédente et aucun des deux secteurs n'a participé à l'amélioration quasi générale de la production au cours des derniers mois de l'année. Au contraire, la tendance baissière de la production a semblé s'accentuer vers la fin de l'année.

L'évolution la moins négative a été enregistrée pour les carrières (y compris le calcaire). Le recul de la production s'est chiffré à 11,5 %, certes, mais il faut tenir compte d'un accroissement de 10 % environ au cours de l'année précédente, de sorte que, malgré la récente régression, le niveau de production n'est pas très éloigné de celui de 1979. Cette diminution de la production a pu être limitée grâce au fait qu'une part importante des produits de ce secteur est destinée aux travaux publics (construction de routes, ponts et chaussées), dont le volume n'a que légèrement fléchi. Il est donc frappant de constater que le recul le plus prononcé se situe dans les produits utilisés principalement dans la construction de logements (pierre de taille, marbre, ardoise), bien que l'extraction de sable, gravier et pierrailles ait également sérieusement diminué. Ceci doit être imputé sans doute à la tendance croissante, dans les travaux publics, à rénover plutôt que de construire du nouveau.

Dans le secteur des minéraux non métalliques, l'indice de la production a enregistré un recul de 12,5 %, tandis que l'année 1980 n'avait plus connu aucune croissance.

La régression la plus forte a été observée dans l'industrie de l'argile, qui fournit presque exclusivement les produits destinés au gros œuvre des logements et dont la production a reculé de plus d'un tiers et ce après un recul de 5,6 % déjà en 1980. La diminution la plus forte est observée pour la brique ordinaire et la pierre creuse destinée aux voûtes, qui subissent une concurrence ardue de la part des produits en béton, mais la production de pierre de façade a diminué également de 30 % et les autres produits de ce secteur sont presque complètement supplantés sur le marché par des substituts en béton ou en plastic.

Dans l'industrie de la chaux, la production a connu un recul important en 1981 (plus de 15 %), là où en 1980 il s'était limité à quelques pour-cents. Considérée par produit la dépression la plus forte a été observée dans les agglomérés en stuc, produit directement utilisé dans l'industrie de la construction.

Dans l'industrie de la céramique, la régression de la production se chiffre à 11,4 % ce qui ne fait qu'accentuer encore la tendance baissière des années précédentes. Dans ce cas également, les pertes les plus importantes concernent les produits destinés à la construction de logements (tuiles, dalles, céramique de construction), bien que tous les autres produits soient en baisse également. Cette situation découle surtout de la pression constante sur le marché des produits d'importation moins chers, ce qui ne fait qu'aggraver encore les effets du malaise dans l'industrie de la construction.

La production de ciment a, elle aussi, reculé de plus de 10 %, nonobstant la légère amélioration des exportations. La nouvelle politique dans la construction routière consiste à employer le plus possible des revêtements en béton de ciment au lieu d'asphalte n'a eu apparemment jusqu'ici que très peu de résultats directs, probablement parce que les travaux ont été exécutés sur base de cahiers de charge

datant d'une période antérieure. En outre, la régression de la construction non résidentielle et de la construction d'appartements, qui nécessitent relativement plus de ciment que la construction de logements unifamiliaux, a fait se rétrécir la consommation de ciment, de même que la tendance déjà mentionnée visant à reconstruire plutôt qu'à bâtir du nouveau, même dans l'aménagement de routes.

Dans l'industrie du verre, l'activité a reculé d'un peu moins de 10 %, alors qu'en 1980 une croissance de 6 % avait encore été enregistrée. Dans le secteur du verre creux, la régression n'a été que de 4,5 % de sorte que la croissance de 7,90 % en 1980 n'a pas été annihilée entièrement. Par contre, dans l'industrie du verre plat où l'accroissement avait été limité en 1980, la production a diminué de 14 % en 1981. Dans ce sous-secteur, le minimum se situe au début de l'année, car au cours du deuxième semestre, la tendance s'est à nouveau orientée vers la hausse, en raison surtout de la reprise dans l'industrie automobile tant à l'intérieur qu'à l'étranger, qui est, à l'instar de la construction, un gros acheteur de verre plat.

§ 9. — SECTEURS DIVERS

Dans *l'industrie du papier et du carton,* la moyenne annuelle de la production en 1981 a dépassé de 1,6 % celle de l'année précédente. La transformation est demeurée au même niveau (+0,1 %), avec un recul de presque 3 % dans les entreprises spécialisées, mais une importante croissance pour les producteurs de papier. La production de papier proprement dite s'est accrue de 1,8 %, avec un léger recul pour la pâte à papier et le papier graphique mais une augmentation considérable pour le papier d'emballage et le carton.

Les moyennes annuelles ne font toutefois pas apparaître l'important motif conjoncturel dans lequel la moyenne de 1980 a été réalisée en présence d'une conjoncture rapidement régressive, tandis qu'en 1981, une amélioration accélérée s'est produite portant vers la fin de l'année, la production à un niveau dépassant le sommet de 1979.

A l'exception d'une brève amélioration en 1976, la production de l'*industrie du cuir* a marqué une régression systématique depuis 1971, de sorte qu'en 1980, l'indice de ce secteur n'a été que d'un tiers supérieur à celui de 1971. En 1981, cette tendance s'est interrompue, puisque la production a avancé de largement 9 % exclusivement grâce à une montée de plus de 10 % dans la branche où la production s'était détériorée le plus, à savoir le cuir léger. La production de cuir de bœuf épais s'est maintenue au niveau de l'année précédente, où le résultat avait reculé d'un quart par rapport à l'année record de 1971.

Dans l'*industrie des chaussures et pantoufles,* par contre, la détérioration systématique de la production, interrompue par une quasi stabilisation en 1979 et 1980, s'est à nouveau poursuivie en 1981. En effet, l'indice de la production a diminué de presque 11 %, en raison du fait que la chute dans la production des chaussures (13,9 %) n'avait pas pu être compensée par l'accroissement beaucoup plus modeste dans l'industrie moins importante des pantoufles.

Dans la transformation du bois, l'activité s'est maintenue, en 1981, au niveau élevé de l'année passée, avec cependant une nette amélioration de la production au cours du quatrième trimestre, compensant ainsi les résultats plus faibles des neuf premiers mois. Les données concernant les fournitures font apparaître que des quatre sous-secteurs les plus importants, deux ont enregistré un léger gain de production, à savoir les meubles et les panneaux, tandis que la confection de fauteuils et la menuiserie ont reculé quelque peu.

En 1981, la *transformation du tabac* a augmenté de 2,5 %, approchant de très près du niveau de production de 1975 (40 000 tonnes). Cela ne signifie pas un retour à la période d'expansion rapide entre 1970 et 1974, mais indique certainement que la tendance baissière s'annonçant entre 1976 et 1978, ne s'est pas poursuivie au moins pas temporairement. Le changement d'habitude en matière de tabac pourrait cependant donner lieu à une nouvelle baisse, mais celle-ci semble devoir être compensée par une augmentation des exportations. Ceci explique l'accroissement de la production de plus de 8 % de cigarettes, tandis que celle des autres produits du tabac a nettement régressé en 1981, ce qui est dû en partie à une concurrence plus forte de la part de l'étranger.

*
* *

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle (a)

(1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITE	1980				1981							
	Indice				Indice				Ecart procentuel par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)* ..	**129,7**	**125,0**	**124,0**	**119,5**	**120,1**	**120,7**	**120,5**	**125,0**	**+ 0,5**	**+ 0,5**	**— 0,2**	**+ 3,8**
Indice général *(y compris la construction)*	**119,7**	**114,9**	**113,6**	**107,3**	**107,7**	**108,1**	**105,8**	**108,1**	**+ 0,4**	**+ 0,4**	**— 2,2**	**+ 2,2**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	130,0	124,8	121,7	118,0	117,3	118,3	119,1	122,9	— 0,6	+ 0,9	+ 0,7	+ 3,2
Biens de consommation non durables	125,7	125,9	124,7	123,3	125,5	124,2	125,0	127,6	+ 1,7	—0,9	+ 0,4	+ 2,1
Biens de consommation durables	127,9	120,3	123,1	116,7	117,5	118,9	115,1	123,3	+ 0,6	+ 1,2	— 3,2	+ 7,1
Biens d'investissements (non compris la construction)	137,0	128,7	127,7	122,0	123,0	124,7	119,2	126,2	+ 0,8	+ 1,4	— 4,4	+ 5,9
Construction	**83,8**	**74,4**	**74,0**	**64,4**	**64,2**	**64,1**	**58,8**	**55,3**	**—0,3**	**—0,2**	**— 8,2**	**— 6,0**
Industries extractives	**57,7**	**53,9**	**57,0**	**54,0**	**52,3**	**53,1**	**52,4**	**48,8**	**—3,2**	**+ 1,5**	**— 1,3**	**— 6,8**
Charbonnages	40,1	38,5	42,5	40,9	38,2	40,0	39,8	36,3	—6,7	+ 4,6	— 0,5	— 8,7
Carrières (incl. calcaires)	131,8	126,3	122,7	110,4	111,1	107,8	106,8	106,5	+ 0,6	—3,0	— 0,9	— 0,3
Industries manufacturières (indice général) ...	**134,3**	**129,5**	**128,0**	**123,0**	**124,3**	**125,1**	**124,3**	**129,7**	**+ 1,1**	**+ 0,6**	**—1,1**	**+ 4,3**
Industries alimentaires et fabrication des boissons	133,7	133,1	132,8	130,9	137,6	135,8	134,9	136,7	+ 5,2	—1,3	— 0,7	+ 1,3
Industrie du tabac	126,8	118,2	125,1	117,6	118,6	127,1	123,7	127,5	+ 0,8	+ 7,2	— 2,6	+ 3,0
Industries textiles	93,3	89,3	92,8	88,0	89,2	90,0	86,1	89,7	+ 1,4	+ 0,9	— 4,4	+ 4,2
Industrie de la confection et de chaussures	96,6	90,3	96,9	87,8	89,8	90,9	90,3	100,0	+ 2,3	+ 1,2	— 0,6	+ 10,8
Industrie du bois	182,8	175,8	181,4	173,7	174,6	178,0	173,3	191,7	+ 0,5	+ 2,0	— 2,7	+ 10,6
Industrie du papier et du carton	129,3	124,4	120,7	116,2	121,0	122,4	126,1	128,2	+ 4,2	+ 1,1	+ 3,0	+ 1,7
Industrie chimique et du caoutchouc	155,2	156,5	151,5	151,4	160,2	151,9	155,4	163,4	+ 5,8	—5,1	+ 2,3	+ 5,2
Raffineries de pétrole	118,7	113,9	100,9	96,3	94,7	87,4	99,8	87,7	—1,6	—7,8	+ 14,2	—12,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	122,9	114,7	110,0	100,2	96,4	100,8	99,3	94,8	—3,8	+ 4,5	— 1,5	— 4,6
Industries métallurgiques de base	117,6	112,8	102,5	99,2	96,8	99,1	107,2	111,9	—2,4	+ 2,3	+ 8,2	+ 4,4
Industrie des fabrications métalliques	138,5	129,4	128,4	122,6	124,1	126,6	120,4	127,6	+ 1,2	+ 2,1	— 4,9	+ 6,0
Ouvrages en métaux non mécaniques	*133,3*	*126,9*	*124,7*	*119,0*	*118,9*	*118,8*	*114,2*	*123,3*	*—0,1*	*—0,1*	*— 3,9*	*+ 8,0*
Machines non électriques et mécanique fine	*130,3*	*124,3*	*124,8*	*120,2*	*124,2*	*124,5*	*114,9*	*121,7*	*+ 3,3*	*+ 0,3*	*— 7,7*	*+ 5,9*
Matériel de transport	*136,9*	*125,1*	*125,6*	*120,5*	*117,1*	*119,6*	*113,5*	*120,8*	*—2,8*	*+ 2,1*	*— 5,1*	*+ 6,3*
Machines et appareils électriques	*182,5*	*171,7*	*163,8*	*156,5*	*162,7*	*176,1*	*165,7*	*175,9*	*+ 4,0*	*+ 8,2*	*— 5,9*	*+ 6,2*
Electricité	180,2	176,4	178,3	172,3	171,7	165,4	167,0	171,7	—0,4	—3,6	+ 0,9	+ 2,8

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (a)	1981 (a)			
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**108,5**	**118,0**	**117,9**	**120,3**	**126,0**	**124,4**	**121,3**	**123,7**	**123,1**	**111,5**	**127,1**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**106,5**	**113,7**	**113,2**	**113,5**	**113,7**	**113,7**	**107,2**	**106,5**	**113,5**	**99,4**	**109,5**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	103,5	114,6	114,7	118,5	125,1	123,3	118,9	120,8	121,1	108,2	125,7
Biens de consommation non durables	112,4	118,4	121,6	121,1	125,5	125,2	126,2	125,8	126,6	119,5	132,8
Biens de consommation durables	116,4	124,8	119,8	118,0	121,6	120,9	118,4	123,4	119,3	108,1	122,6
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	118,5	125,0	124,9	129,0	132,8	128,6	123,7	126,1	124,6	113,5	130,7
Biens d'investissements (y compris la construction)	102,9	103,1	101,9	98,3	86,3	88,2	76,7	71,2	89,2	72,5	73,9
Construction	**97,0**	**94,9**	**93,3**	**86,8**	**69,9**	**73,3**	**60,6**	**53,1**	**75,5**	**58,3**	**55,5**

(a) Données provisoires.

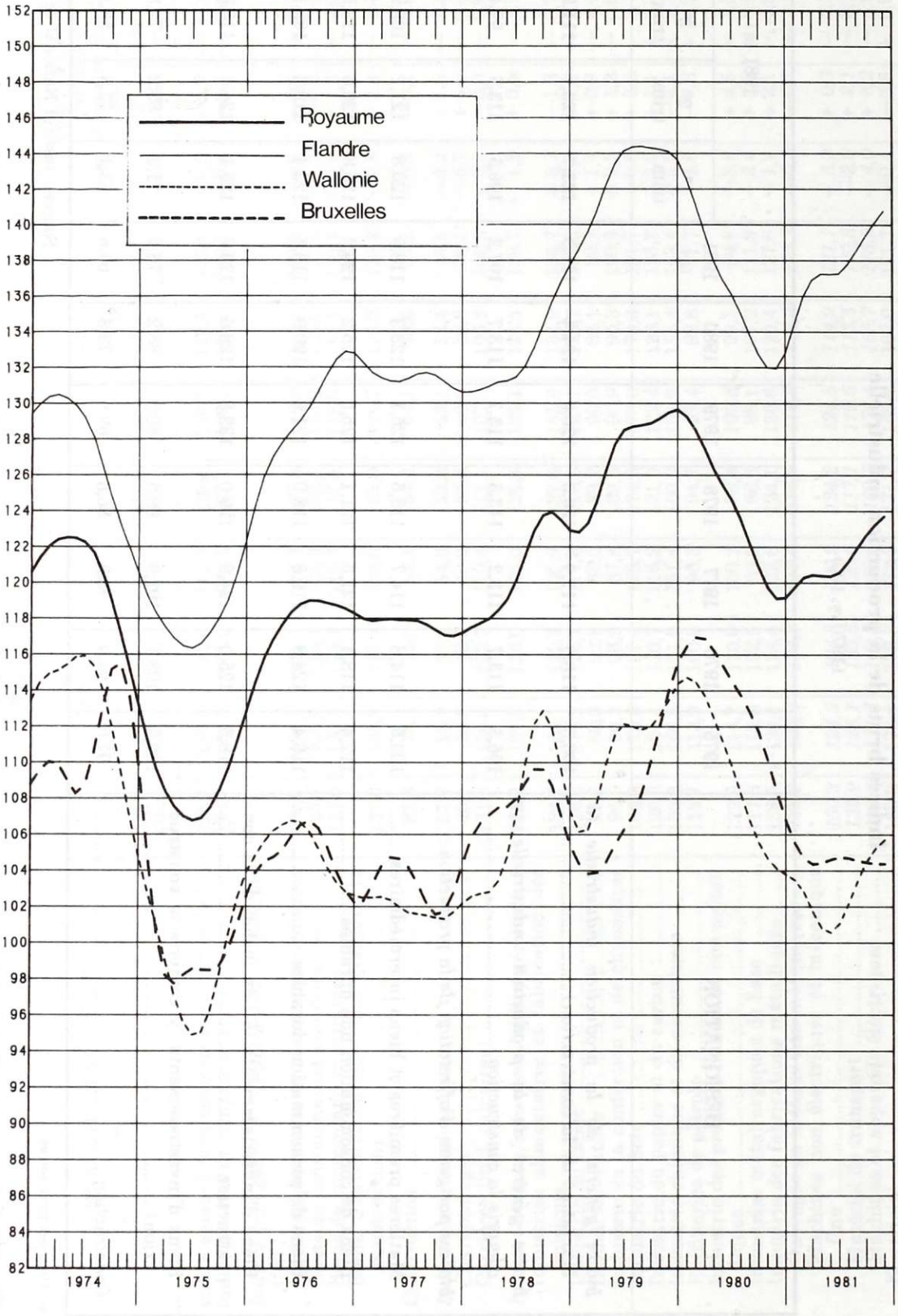
Source : Institut National de Statistique.

Production industrielle

Indice général, construction exclue

Séries désaisonnalisées et lissées

(indices bruts 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1980						1981					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**119,7**	**120,5**	**104,4**	**110,1**	**113,7**	**100,0**	**106,5**	**113,5**	**99,4**	**109,5**	**107,2**
Indice général (non compris la construction) (b)	**78,7**	**135,1**	**127,2**	**112,5**	**122,7**	**124,4**	**78,7**	**123,7**	**123,1**	**111,5**	**127,1**	**121,3**
Industries extractives	**2,7**	**60,0**	**55,7**	**49,1**	**57,1**	**55,0**	**2,7**	**53,9**	**54,4**	**46,4**	**51,4**	**51,5**
Charbonnages	*2,1*	*46,4*	*38,5*	*34,7*	*43,3*	*40,3*	*2,1*	*42,3*	*39,6*	*33,4*	*38,3*	*38,4*
Autres industries extractives	*0,6*	*110,9*	*143,9*	*119,7*	*112,9*	*122,0*	*0,6*	*92,4*	*123,2*	*107,5*	*107,5*	*107,7*
Carrières		108,2	149,9	121,7	114,4	123,8		91,2	123,6	108,0	105,2	107,0
de porphyre		64,2	83,6	74,2	80,3	75,6		54,0	72,0	71,8	75,3	68,2
de petit granit		184,4	273,0	215,6	209,5	220,7		200,6	202,7	176,8	178,2	189,6
de marbre		64,7	68,0	44,7	51,8	57,1		38,2	40,2	47,7	44,7	42,7
de grès		86,5	171,1	137,1	112,8	126,9		58,0	161,8	122,0	108,2	112,4
de sable		95,1	119,6	103,0	88,9	102,1		75,3	107,1	88,0	79,9	87,6
Calcaires et carbonates naturels		117,1	131,2	115,8	110,3	118,6		95,3	123,0	107,9	112,4	109,6
Industries manufacturières (b)	**76,0**	**139,6**	**131,5**	**116,4**	**126,6**	**128,5**	**76,0**	**127,8**	**127,3**	**115,5**	**131,9**	**125,6**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*7,2*	*125,8*	*132,8*	*129,2*	*141,8*	*132,4*	*7,2*	*128,5*	*136,0*	*134,8*	*150,7*	*137,8*
Industries alimentaires	5,1	131,9	136,5	136,4	163,1	142,0	5,1	136,1	141,8	146,1	174,5	149,7
Confitures et produits connexes		120,8	113,9	139,4	118,7	123,2		131,3	116,4	156,1	132,7	134,2
Meuneries		116,5	109,1	110,5	129,3	116,3		138,0	135,0	117,6	139,7	132,6
Sucre		44,0	39,2	27,2	429,4	135,6		32,8	38,6	39,0	514,2	156,2
Huiles végétales et animales		252,6	203,8	174,8	188,9	205,0		313,8	297,1	225,1	321,7	289,5
Margarine		118,8	104,9	113,1	128,9	116,5		121,6	108,7	95,9	115,2	110,3
Fabrication des boissons	2,1	112,3	123,7	113,6	99,3	112,2	2,1	112,3	122,9	111,4	103,5	112,5
Brasseries		112,9	124,5	113,8	98,6	112,5		113,2	124,1	113,0	103,7	113,5
Alcool		74,0	78,2	81,2	90,4	80,9		71,4	75,0	60,8	75,5	70,7
Industrie du tabac	*0,6*	*132,7*	*126,6*	*106,5*	*117,8*	*120,9*	*0,6*	*122,7*	*136,4*	*110,8*	*125,6*	*123,9*
Industries textiles	*4,6*	*100,6*	*91,3*	*77,9*	*91,6*	*90,5*	*4,6*	*95,1*	*92,2*	*73,6*	*90,5*	*87,9*
Filature et tissage		107,8	96,7	84,2	99,2	97,0		102,6	99,0	80,1	99,6	95,3
Préparation des fibres textiles		101,8	92,1	71,8	82,2	87,1		79,6	68,9	60,0	69,5	69,5
Filatures		76,2	68,5	58,6	67,8	68,0		68,6	65,8	51,1	65,8	62,8
Coton fin (c)		} 68,3	62,4	56,2	59,6	61,6		55,3	57,0	42,0	60,6	53,7
Cardes fileuses												
Cocons		25,9	22,4	17,2	21,8	21,8		20,7	17,4	13,5	15,2	16,7
Laine cardée		170,6	150,4	137,3	163,2	155,4		174,5	171,3	128,2	172,2	161,6
Laine peignée		83,7	78,6	63,8	77,1	75,8		79,4	72,3	56,6	68,8	69,3
Lin et chanvre		97,5	89,2	61,3	65,5	78,4		69,6	64,8	64,2	75,0	68,4
Jute		22,8	15,9	15,5	19,8	18,5		20,3	19,8	15,1	17,7	18,2
Tissage		140,3	125,3	112,1	134,0	127,9		141,1	135,9	112,4	138,0	131,9
Tissus de coton		84,2	72,6	63,7	68,1	72,3		69,0	69,2	55,9	76,4	67,6
Tissus de lin		65,0	60,1	40,5	47,3	53,3		53,5	53,0	42,9	50,4	49,9
Tissus de laine		93,7	92,1	79,7	99,9	91,4		100,8	93,9	74,9	97,5	91,8
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		377,9	331,1	317,8	386,1	353,3		421,2	403,7	343,7	387,9	389,1
Tissus de jute		22,1	20,0	14,6	12,6	17,3		13,3	14,6	13,8	16,9	14,7
Bonneterie		78,3	74,5	59,3	66,6	69,7		70,6	69,3	52,1	60,7	63,2
Filatures et corderies de fibres dures		48,8	50,4	36,7	57,7	48,4		52,6	54,2	40,2	46,5	48,4
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		82,0	77,7	65,6	78,8	76,1		83,4	91,3	68,2	88,8	82,9

(suite page 76)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1980						1981					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ..	*2,9*	*108,6*	*86,5*	*93,1*	*83,3*	*93,1*	*2,9*	*100,2*	*86,8*	*89,1*	*84,3*	*90,1*
Articles d'habillement		131,0	103,2	112,9	101,8	112,2		121,3	105,2	108,9	102,0	109,4
Autres ouvrages en tissu		55,0	52,8	41,1	47,5	49,1		45,5	43,9	37,1	42,8	42,3
Chaussures et pantoufles		30,9	28,0	25,6	23,9	27,1		28,1	23,5	21,9	23,2	24,2
Industrie du bois et industries connexes	*3,9*	*191,9*	*184,5*	*152,0*	*182,2*	*177,6*	*3,9*	*181,8*	*187,4*	*148,6*	*179,7*	*174,4*
Industrie du papier et du carton	*1,7*	*136,6*	*128,2*	*108,7*	*116,1*	*122,3*	*1,7*	*126,4*	*127,6*	*115,7*	*126,0*	*123,9*
Production		129,6	123,5	104,4	109,9	116,5		123,4	120,0	114,1	126,9	121,0
Transformation		141,6	131,8	111,4	120,3	126,3		127,9	133,0	116,3	124,4	125,4
Industrie du cuir	*0,2*	*36,9*	*39,3*	*27,3*	*34,5*	*34,5*	*0,2*	*32,6*	*41,6*	*32,4*	*44,1*	*37,6*
Cuirs lourds		84,3	94,8	64,9	92,2	84,1		95,8	91,8	61,1	87,2	83,9
Cuirs légers		33,4	35,2	24,5	30,3	30,9		28,3	37,7	30,0	40,3	34,1
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,1*	*165,3*	*161,1*	*135,6*	*152,6*	*153,6*	*10,1*	*169,0*	*156,7*	*141,0*	*160,9*	*156,9*
Industrie chimique	9,6	162,3	158,8	134,3	149,7	151,1	9,6	167,1	154,3	140,9	159,3	155,4
Chimie de base		142,7	143,0	116,3	135,1	134,3		140,3	133,3	122,9	139,6	134,0
Transformation des matières plastiques		276,5	270,4	224,2	239,8	252,8		264,7	267,4	236,2	277,7	261,5
Savon		190,5	190,1	162,5	177,9	180,1		188,9	196,9	178,9	192,3	189,2
Azote		100,4	88,3	106,8	99,4	98,7	0,5	109,1	110,0	112,1	114,2	111,3
Industrie du caoutchouc	0,5	203,0	192,6	148,3	183,7	181,9		182,7	182,5	126,4	163,7	163,9
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,4*	*78,6*	*70,4*	*66,7*	*64,1*	*70,0*	*0,4*	*63,9*	*54,6*	*65,3*	*59,7*	*60,9*
Raffineries de pétrole		121,3	107,7	102,4	97,5	107,3		97,6	82,6	102,2	89,8	93,1
Agglomérés de houille		14,0	10,6	8,7	10,7	11,0		9,2	6,0	5,0	8,8	7,3
Industrie des produits minéraux non-métalliques	*4,0*	*109,8*	*125,6*	*108,1*	*102,5*	*111,5*	*4,0*	*84,5*	*110,5*	*99,8*	*95,3*	*97,5*
Terre cuite		82,5	94,6	77,3	77,9	83,1		31,7	70,0	58,5	54,3	53,6
Verre		137,5	141,0	128,6	131,0	134,1		115,7	126,6	120,5	124,9	121,9
Verre plat		136,2	130,3	128,6	120,2	128,8		95,7	111,8	115,1	120,4	110,8
Verre creux		131,0	143,1	119,7	133,9	131,6		128,8	134,0	118,7	122,3	125,9
Ciment		100,3	135,8	114,7	94,9	111,4		78,5	121,8	107,3	91,2	99,7
Produits céramiques		74,1	74,2	59,5	66,1	68,4		59,7	64,4	56,5	62,0	60,7
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		139,3	137,8	108,6	105,2	122,8		103,2	111,5	100,8	98,1	103,4
Industries métallurgiques de base	*8,5*	*124,7*	*120,1*	*91,6*	*96,3*	*108,1*	*8,5*	*101,7*	*106,0*	*93,2*	*109,1*	*102,5*
Sidérurgie		121,0	118,1	82,5	84,7	101,6		93,5	101,7	88,3	105,3	97,2
Fonte		107,9	107,3	75,1	73,7	91,0		85,8	93,6	85,4	97,1	90,5
Acier brut		116,2	115,6	81,5	79,6	98,2		93,0	102,6	92,5	103,7	98,0
Produits finis		135,3	128,6	89,3	97,8	112,7		100,4	107,5	87,7	112,2	101,0

(suite page 77)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1980						1981					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage		94,4	90,0	78,2	85,4	87,0		86,8	84,3	74,3	86,4	82,9
Aciéries de moulage		92,4	81,3	72,3	84,7	82,6		82,6	78,0	75,5	73,9	77,5
Fonderies		67,5	68,0	62,8	64,9	65,8		61,1	58,9	53,5	60,2	58,4
Tréfileries, étirage et laminage		101,1	96,9	81,6	89,1	92,2		94,1	92,2	78,5	97,1	90,5
Industrie des métaux non-ferreux		177,1	163,2	131,5	144,6	154,3		142,8	142,7	125,3	140,9	137,9
Produits bruts		175,6	163,8	136,3	151,5	156,9		142,2	138,0	124,3	137,3	135,4
Cuivre		174,5	158,4	129,3	146,8	152,2		129,8	128,9	111,0	135,3	126,3
Zinc		108,2	108,8	95,9	101,8	103,7		112,4	110,1	103,0	91,4	104,2
Plomb		132,2	126,2	100,9	118,8	119,6		119,1	85,4	93,5	113,1	102,7
Etain		100,1	100,1	81,0	72,9	89,1		44,7	43,2	51,8	37,6	44,2
Demi-produits		179,7	162,8	129,6	137,3	152,2		144,1	148,5	127,1	145,4	141,2
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		113,0	116,4	101,0	92,5	105,9		100,9	106,1	104,4	108,5	104,7
Industrie des fabrications métalliques (b)	*25,1*	*143,8*	*129,2*	*117,8*	*127,0*	*129,4*	*25,1*	*127,4*	*126,6*	*115,7*	*132,1*	*125,4*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,6	136,9	126,6	116,5	122,7	125,7	5,6	120,7	119,0	113,7	127,1	120,1
Forge, estampage, gros emboutissage		126,3	121,6	102,7	100,1	112,7		99,3	111,4	98,4	119,7	107,2
Travail de la tôle		136,1	129,5	117,7	119,5	125,8		124,5	126,7	119,3	132,2	125,7
Accessoires métalliques du bâtiment		119,1	107,5	101,6	108,3	109,1		104,7	95,4	93,0	107,0	100,0
Ponts, charpentes, etc.		110,9	106,9	104,9	114,4	109,3		106,2	102,7	97,5	110,8	104,3
Armes et munitions		220,1	187,5	155,6	167,2	182,7		172,9	183,4	183,3	184,8	181,1
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	136,4	125,2	115,1	121,8	124,6	5,6	127,0	123,7	108,7	124,5	121,0
Machines motrices, etc.		156,0	154,6	138,0	149,1	149,6		145,0	141,1	120,8	138,3	136,3
Machines-outils, etc.		121,7	114,4	105,4	109,5	112,7		110,2	111,4	104,1	113,1	109,7
Constructions mécaniques diverses		147,8	136,2	125,1	139,6	137,2		154,6	143,9	131,1	142,3	143,0
Appareils de levage, pesage, etc.		157,5	150,2	140,8	142,1	147,7		146,8	150,2	143,8	158,6	149,8
Appareils pour diverses industries		122,5	103,2	93,8	97,7	104,2		107,2	99,3	87,0	92,9	96,6
Machines textiles et accessoires		98,8	89,1	86,7	95,0	92,5		92,0	90,3	81,9	105,8	92,5
Construction électrique	6,9	141,8	122,3	115,8	127,0	126,7	6,9	119,9	117,1	113,8	127,4	119,6
Machines rotatives et statiques		89,3	80,6	91,7	101,4	90,9		79,9	91,6	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		79,1	74,9	68,8	77,5	75,0		71,7	70,2	..	..	..
Autres produits		162,6	139,0	130,1	142,6	143,5		136,5	131,7	..	..	..
Construction de matériel de transport	6,8	191,6	171,1	148,5	161,8	168,2	6,8	169,3	176,5	153,2	181,5	170,1
Construction navale		107,4	116,7	111,0	110,7	111,4		94,9	104,2	75,2	100,9	93,8
Automobiles, cycles, etc.		173,0	143,9	119,6	133,7	142,2		146,0	146,0	138,0	152,7	145,7
Matériel chemin de fer et tramways		111,1	111,0	98,5	107,3	107,0		111,0	122,7	125,3	141,8	125,2
Constructions aéronautiques		1 460,9	1 680,4	1 699,6	1 947,2	1 696,3		1 891,4	1 964,5	1 995,7	2 072,5	1 981,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	127,0	131,2	143,9	161,0	140,7	0,2	151,3	148,5	136,9	124,9	140,4
Electricité	*5,4*	*195,7*	*167,9*	*153,7*	*187,5*	*176,3*	*5,4*	*181,8*	*154,7*	*144,2*	*185,3*	*166,4*
Distribution d'eau	*1,4*	*134,6*	*138,6*	*134,8*	*135,0*	*135,8*	*1,4*	*134,1*	*137,2*	*134,1*	*136,1*	*135,4*
Construction (a)	**21,3**	**68,8**	**87,0**	**70,8**	**66,3**	**73,3**	**21,3**	**53,1**	**75,5**	**58,3**	**55,5**	**60,6**

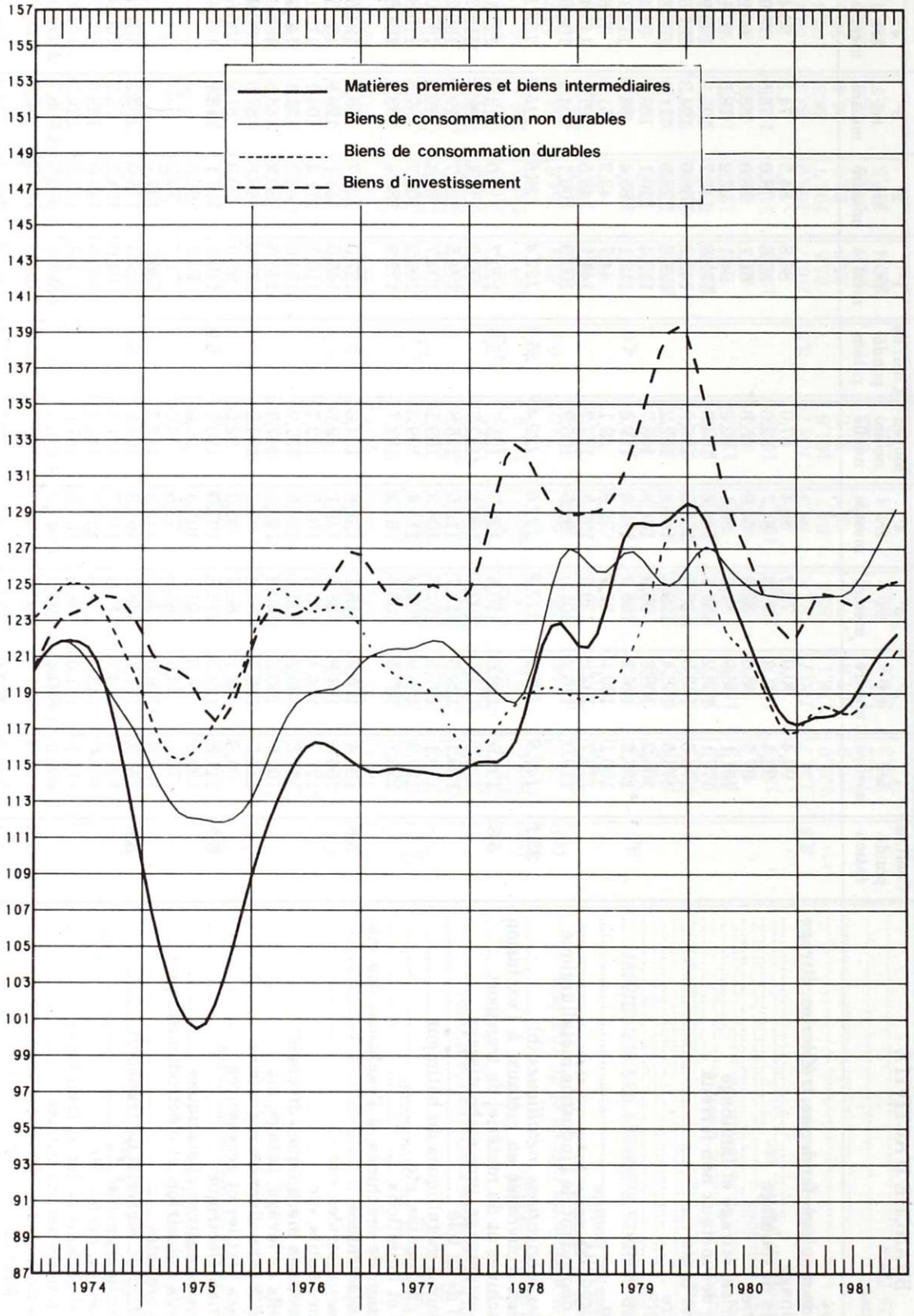
(a) Les données pour 1981 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1981.
(c) A partir de 1978 y compris les cardes fileuses.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Séries désaisonnalisées et lissées

(indices bruts 1970=100)



Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée dans la C.E.E.

PAYS	Fonte brute (a)			Acier brut (b)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	52 365	..	..	68 821	..	..
France	26 118	..	..	32 048	..	..
Pays-Bas	7 000	..	..	8 422	..	..
U.E.B.L. : Belgique	15 808	..	..	19 729	..	..
Luxembourg	5 440	..	..	7 250	..	..
Italie	17 140	..	..	37 026	..	..
Royaume Uni	16 676	..	..	28 903	..	..
Communauté européenne	140 547	..	..	203 469	..	..
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	35 167	33 873	31 876	46 040	43 838	41 610
France	19 415	19 159	17 274	23 360	23 172	21 235
Pays-Bas	4 813	4 328	4 591	5 801	5 272	5 471
U.E.B.L. : Belgique	10 884	9 905	9 809	13 422	12 321	12 282
Luxembourg	3 801	3 568	2 889	4 950	4 619	3 790
Italie	11 398	12 219	12 319	24 250	26 501	24 778
Royaume Uni	13 097	6 412	9 461	21 551	11 278	15 385
Communauté européenne	98 575	89 463	88 219	140 272	127 738	125 195
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible					
République Fédérale d'Allemagne	67,2	..	..	66,9	..	..
France	74,3	..	..	72,9	..	..
Pays-Bas	68,8	..	..	68,9	..	..
U.E.B.L. : Belgique	68,9	..	..	68,0	..	..
Luxembourg	69,9	..	..	68,3	..	..
Italie	66,5	..	..	65,5	..	..
Royaume Uni	78,5	..	..	74,6	..	..
Communauté européenne	70,1	..	..	68,9	..	..

Source : Office Statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Y compris spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.

Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

(en milliers de tonnes)

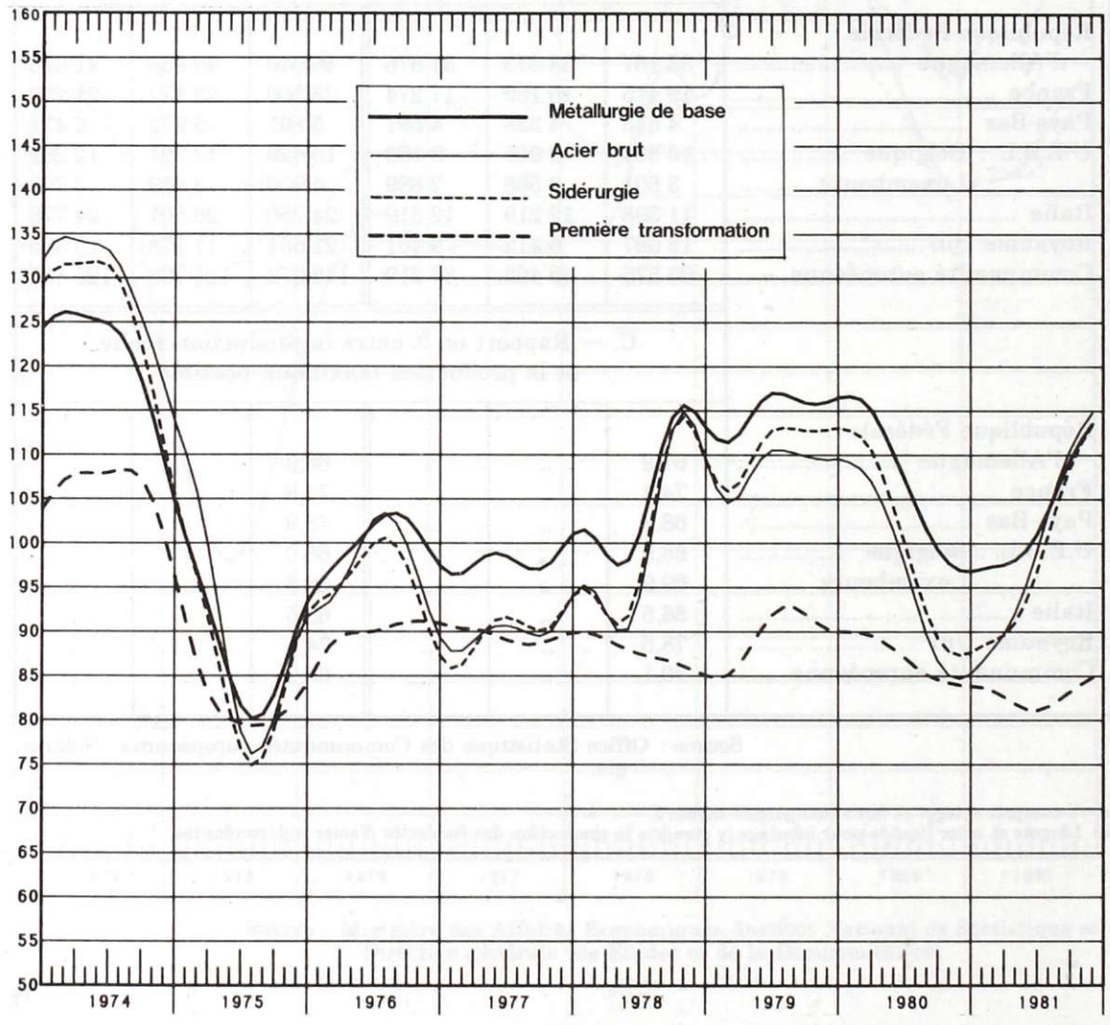
DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Produits finis.					
Aciers marchands	1 020,2	911,5	1 133,1	936,5	684,9
Profilés et zones	1 200,1	1 254,4	1 130,3	943,2	796,6
Fils machine	580,9	697,9	798,9	787,4	780,8
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 224,9	1 591,9	1 730,3	1 788,1	1 957,1
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	584,3	901,3	1 004,2	771,1	764,0
Tôles fines noires (a)	3 891,8	4 232,6	4 449,8	4 168,8	3 707,6
Autres	129,6	106,6	117,4	122,4	197,4
Total ...	**8 631,8**	**9 696,2**	**10 364,0**	**9 517,4**	**8 888,3**
Produits finals.					
Tubes d'acier (b)	199,4	283,7	294,8	225,2	238,2
Tôles galvanisées, plombées, étamées	1 066,1	1 129,7	1 242,9	1 265,0	1 220,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.
(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui sont produites par les industries transformatrices.

Production dans la sidérurgie et première transformation

(1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

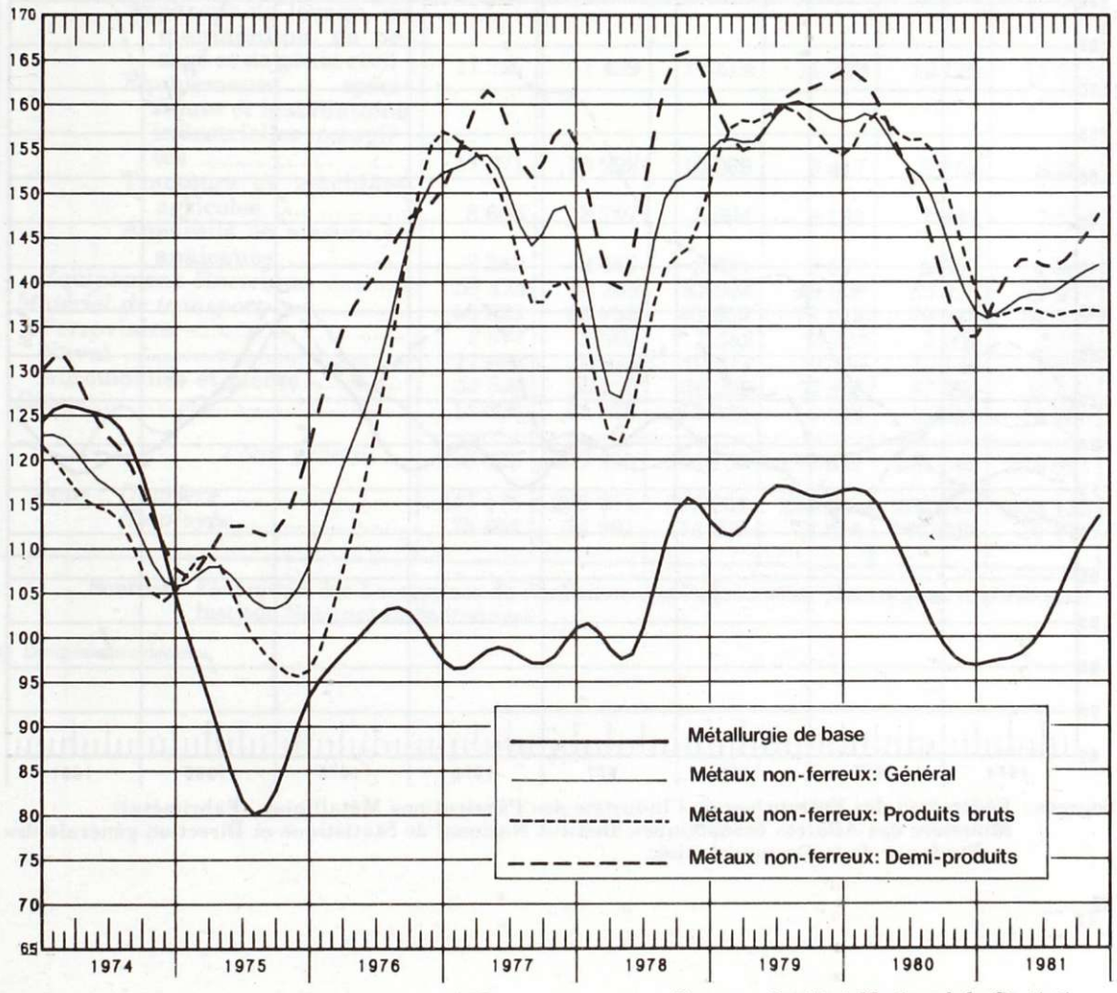
DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	293,6	225,0	241,2	258,2	240,5	261,7	249,2	250,4
Cuivre	388,3	357,0	481,8	563,3	504,9	519,9	526,3	436,6
Plomb	109,6	114,9	121,5	122,8	125,0	113,4	127,9	109,9
Etain	4,2	5,5	6,1	5,0	5,2	4,7	5,0	2,5
Cadmium	1,0	1,0	1,2	1,4	1,2	1,4	1,5	1,2
Aluminium et divers	11,1	8,2	8,6	7,0	3,6	4,6	4,1	3,4
Poussières de zinc	54,0	46,3	42,4	43,6	32,9	27,4	30,1	26,2
Total ...	**861,9**	**757,9**	**902,8**	**1001,4**	**913,3**	**933,2**	**944,1**	**830,2**
Demi-produits :								
Cuivre	226,4	217,7	274,2	338,5	327,6	340,0	341,2	295,5
Plomb	17,9	15,7	15,8	18,1	19,2	17,5	16,3	16,0
Aluminium	255,8	208,1	262,5	261,8	264,1	275,1	247,5	251,2
Zinc	50,4	29,6	36,7	34,1	32,3	32,4	33,4	28,6
Autres	1,2	1,1	1,5	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3
Total ...	**551,7**	**472,3**	**590,7**	**653,2**	**643,6**	**665,4**	**638,8**	**591,6**

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des métaux non ferreux

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)

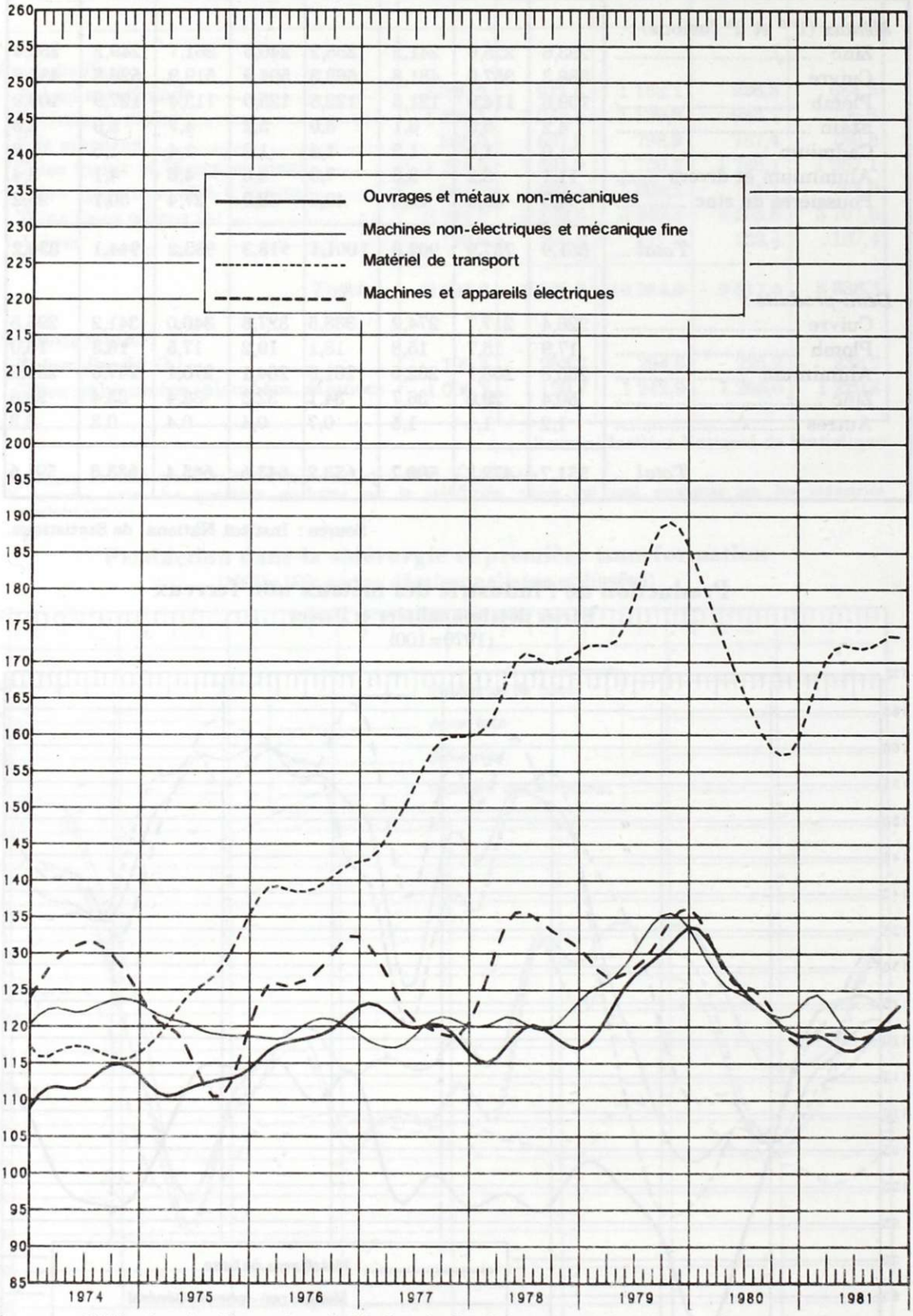


Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des fabrications métalliques

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits
(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
Produits de première transformation	**30 423**	**30 221**	**27 843**	**25 638**	**25 147**	**23 897**
Fonderies	*9 142*	*9 717*	*8 749*	*7 694*	*7 744*	*7 020*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*15 664*	*14 986*	*14 163*	*13 326*	*12 833*	*12 113*
Forge, estampage, emboutissage	*5 617*	*5 518*	*4 931*	*4 618*	*4 570*	*4 764*
Biens de consommation durables	**60 969**	**58 886**	**56 645**	**54 340**	**53 545**	**49 594**
Articles hors tôles et divers	*12 775*	*12 519*	*12 387*	*11 689*	*11 766*	*11 604*
Accessoires métalliques du bâtiment	*21 573*	*20 872*	*19 962*	*19 099*	*19 454*	*17 277*
Motos, cycles et pièces	*1 823*	*1 914*	*1 302*	*1 354*	*1 364*	*1 414*
Electroménagers, radio, T.V.	*24 798*	*23 581*	*22 994*	*22 198*	*20 961*	*19 299*
Biens d'équipement	**143 904**	**137 524**	**134 491**	**132 522**	**131 447**	**124 979**
Construction métallique	*14 788*	*14 403*	*13 500*	*13 725*	*13 774*	*13 286*
Construction mécanique	*70 641*	*67 852*	*67 047*	*65 191*	*64 380*	*61 716*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	11 933	11 716	11 373	10 948	10 964	10 310
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 968	7 600	7 464	6 902	6 766	6 461
Matériel textile	5 660	5 524	5 143	5 010	4 755	4 406
Constructions mécaniques diverses	10 795	10 061	10 259	10 461	10 334	11 084
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	11 727	11 439	11 514	11 723	12 125	11 572
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	11 671	10 298	10 069	9 417	9 154	8 306
Tracteurs et machines agricoles	8 605	8 757	8 594	8 153	7 652	7 182
Appareils de mesure et analogues	2 282	2 457	2 631	2 577	2 630	2 395
Equipement électrique	*58 475*	*55 269*	*53 944*	*53 606*	*53 293*	*49 977*
Matériel de transport	**68 823**	**68 952**	**69 355**	**70 113**	**70 917**	**65 451**
Ferroviaire	*2 874*	*2 901*	*2 582*	*2 724*	*3 003*	*3 074*
Naval	*11 604*	*10 815*	*10 514*	*10 084*	*10 115*	*9 926*
Automobiles et pièces	*54 345*	*55 236*	*56 259*	*57 905*	*57 799*	*52 451*
Divers	**14 809**	**14 372**	**13 824**	**14 439**	**15 089**	**14 980**
Total général	**318 928**	**309 955**	**302 158**	**297 652**	**296 145**	**278 901**
dont : *Ouvriers*	**243 476**	**235 054**	**227 281**	**223 838**	**222 619**	**208 110**
Employés	**75 452**	**74 901**	**74 877**	**73 814**	**73 526**	**70 791**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1979	1980	1981 (a)	1979	1980	1981 (a)	1980	1981
Produits de première transformation	*16 753*	*17 129*	*16 105*	*34 925*	*37 746*	*37 998*	*54 875*	*54 103*
Fonderies (a)	5 399	5 337	5 298	5 818	7 111	7 180	12 448	12 478
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 487	5 334	4 996	23 222	23 977	24 534	29 311	29 530
Forge, estampage, emboutissage	5 867	6 458	5 811	5 885	6 658	6 284	13 116	12 095
Biens de consommation durables	*42 647*	*43 654*	*42 008*	*47 702*	*45 061*	*46 529*	*88 715*	*88 537*
Articles hors tôles et divers	12 848	13 035	12 781	8 471	8 187	9 805	21 222	22 586
Accessoires métalliques du bâtiment	19 625	19 849	18 114	8 946	10 020	9 877	29 869	27 991
Motos, cycles et pièces	1 233	1 425	1 565	873	1 106	1 190	2 531	2 755
Appareils électroménagers, radio, télévision	8 941	9 345	9 548	29 412	25 748	25 657	35 093	35 205
Biens d'équipement	*102 488*	*104 592*	*111 681*	*150 298*	*145 363*	*151 907*	*249 955*	*263 588*
Construction métallique	19 389	17 923	16 270	6 266	8 206	6 194	26 129	22 464
Construction mécanique	40 236	44 663	43 921	94 947	89 550	95 201	134 213	139 122
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 717	9 537	7 611	18 110	19 542	20 092	29 079	27 703
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 925	2 756	2 908	7 498	8 158	8 993	10 914	11 901
Matériel textile	1 455	1 547	1 322	9 044	6 865	6 930	8 412	8 252
Constructions mécaniques diverses	8 628	9 629	11 093	5 655	5 796	7 890	15 425	18 983
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	7 771	10 572	10 192	17 989	19 045	20 055	29 617	30 247
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 595	6 806	6 423	12 206	9 149	9 918	15 955	16 341
Tracteurs et machines agricoles	2 214	2 065	1 835	22 304	16 929	16 933	18 994	18 768
Appareils de mesure et analogues	931	1 751	2 537	2 141	4 066	4 390	5 817	6 927
Equipement électrique	42 863	42 006	51 490	49 085	47 607	50 512	89 613	102 002
Matériel de transport	*45 778*	*34 451*	*34 038*	*172 255*	*163 669*	*180 839*	*198 120*	*214 877*
Ferroviaire	6 012	7 289	7 186	1 005	1 997	1 069	9 286	8 255
Naval	19 939	9 087	8 777	3 974	2 708	2 288	11 795	11 065
Automobiles et pièces	19 827	18 075	18 075	167 276	158 964	177 482	177 039	195 557
Divers	*3 336*	*5 175*	*4 411*	*27 306*	*24 479*	*26 060*	*29 654*	*30 471*
Total général ...	**211 002**	**205 001**	**208 243**	**432 486**	**416 318**	**443 333**	**621 319**	**651 576**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1979	1980	1981 (a)	1979	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)
Produits de première transformation	*15 514*	*16 533*	*15 266*	*33 673*	*35 837*	*36 440*	*52 370*	*51 706*
Fonderies	4 331	4 921	4 627	4 864	5 864	5 869	10 785	10 496
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 373	5 485	4 828	23 341	23 837	24 076	29 322	28 904
Forge, estampage, emboutissage	5 810	6 127	5 811	5 468	6 136	6 495	12 263	12 306
Biens de consommation durables	*42 756*	*44 935*	*43 443*	*45 594*	*46 681*	*47 964*	*91 616*	*91 407*
Articles hors tôles et divers	13 060	13 338	13 009	7 025	8 210	9 937	21 548	22 946
Accessoires métalliques du bâtiment	19 462	20 671	18 978	9 399	10 373	10 107	31 044	29 085
Motos, cycles et pièces	1 397	1 575	1 687	848	1 200	1 228	2 775	2 915
Appareils électroménagers, radio, télévision	8 837	9 351	9 769	28 322	26 898	26 692	36 249	36 461
Biens d'équipement	*90 019*	*104 148*	*108 061*	*131 322*	*140 894*	*140 299*	*245 042*	*248 360*
Construction métallique	15 870	19 521	19 401	6 010	4 650	5 543	24 171	24 944
Construction mécanique	38 346	42 727	42 983	85 145	90 111	91 151	132 838	134 134
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 318	9 415	9 021	16 900	20 825	19 464	30 240	28 485
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 939	3 049	2 765	7 438	8 090	8 402	11 139	11 167
Matériel textile	1 332	1 344	1 145	6 400	6 396	6 736	7 740	7 881
Constructions mécaniques diverses	8 071	9 403	11 030	5 366	5 968	7 166	15 371	18 196
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	7 696	9 706	9 995	17 512	18 504	19 793	28 210	29 788
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 687	6 416	5 630	7 550	9 328	9 602	15 744	15 232
Tracteurs et machines agricoles	2 303	2 087	1 843	21 716	17 057	16 185	19 144	18 028
Appareils de mesure et analogues	1 000	1 307	1 554	2 263	3 943	3 803	5 250	5 357
Equipement électrique	35 803	41 900	45 677	40 167	46 133	43 605	88 033	89 282
Matériel de transport	*33 404*	*31 669*	*33 804*	*171 361*	*166 555*	*180 454*	*198 224*	*214 258*
Ferroviaire	2 650	5 654	6 701	1 124	628	668	6 282	7 369
Naval	10 563	7 250	9 345	3 139	6 472	2 561	13 722	11 906
Automobiles et pièces	20 191	18 765	17 758	167 098	159 455	177 225	178 220	194 983
Divers	*3 203*	*3 282*	*4 232*	*17 618*	*20 562*	*25 986*	*23 844*	*30 218*
Total général ...	**184 896**	**200 567**	**204 806**	**399 568**	**410 529**	**431 143**	**611 096**	**635 949**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981
Produits en caoutchouc ...	t	120 266	123 694	132 649	142 351	133 998
dont : — pneus	t	(47 942)	(45 519)	(48 865)	(52 801)	(46 264)
Savons et détergents :						
Savons	t	31 080	29 446	28 607	29 874	30 505
Poudres à lessiver	t	117 695	129 485	114 574	136 830	142 159
Autres produits de lavage	t	118 713	127 700	131 910	134 708	144 773
Acide nitrique	1 000 t	986	1 048	1 055	1 167	1 316
Acide sulfurique et oleum (a)	1 000 t	2 011	2 112	2 299	2 151	1 974
Oxygène	en milliers m^3	951	1 008	1 077	962	913
Acétylène	t	2 704	2 760	2 443	2 334	2 328
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	43	39	46	39	53
Benzol brut	1 000 t	39	41	44	34	30
Goudron brut	1 000 t	209	164	203	188	198
Colles à froid, gélatines, osséine	t	23 727	21 234	20 215	17 826	17 508
Colles synthétiques	t	25 170	18 216	7 996	7 255	5 574
Peintures, émaux, vernis (b)	t	116 120	116 917	115 843	106 263	114 137
Produits d'entretien	t	55 997	55 130	55 786	60 599	65 217
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N primaire	t-N	583 522	539 699	530 618	541 643	588 549
dont : — N engrais	t-N	(401 553)	(392 994)	(388 343)	(383 429)	(432 817)
— N produits techniques	t-N	(82 422)	(67 732)	(59 515)	(45 715)	(63 951)
Sulfate d'ammonium de récupération	t-N	121 267	129 941	147 508	121 204	113 098
Engrais phosphatés	1 000 t	648	599	627	696	707
Scories thomas moulues ..	1 000 t	841	928	1 052	893	496
Engrais composés :						
Produits par les producteurs des matières premières	1 000 t	1 404	1 553	1 647	1 695	1 586
Produits par les mélangeurs	1 000 t	304	333	301	374	342

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ramenés à 100 % monohydratés.
(b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
Consommation de matières premières ..	441 458	447 661	502 504	489 385	512 992
Livraisons :					
Demi-produits	181 800	211 906	245 799	248 659	256 178
Produits finis	195 636	187 674	202 111	194 309	221 461
Réservoirs, fûts, etc.	4 251	3 859	4 574	3 864	3 491
Articles d'emballage :					
— sacs	54 077	56 262	60 736	60 149	59 019
— bouteilles et flacons	17 415	16 015	19 997	17 476	15 265
— autres	38 261	33 800	38 233	37 191	37 713
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	23 589	22 993	24 232	24 938	26 837
Accessoires pour le bâtiment, meubles	30 260	22 086	24 647	22 614	21 055
Articles de sport, jeux, jouets et disques	1 257	1 269	1 278	1 230	1 619
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	23 386	27 691	25 040	23 688	23 366
Produits divers non dénommés ailleurs	3 140	3 699	3 374	3 736	33 096

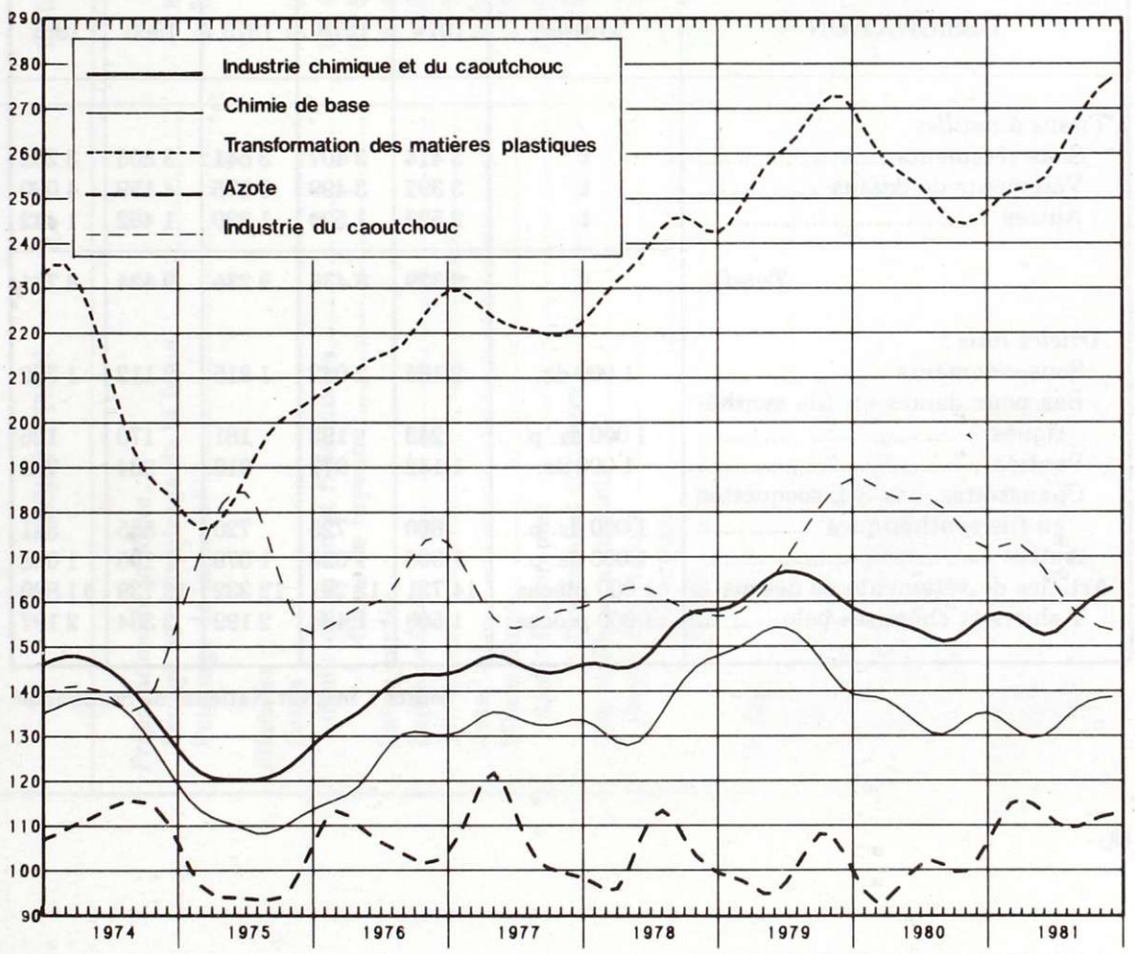
(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Coton	13 676	13 885	15 208	14 007	14 192	14 716	13 214
Lin	1 031	880	813	835	791	639	668
Laine	6 187	6 498	6 113	5 440	6 293	6 991	6 623
Rayonne et fibres de rayonne	4 863	4 610	4 732	4 316	3 919	3 892	3 615
Fibres synthétiques	17 624	19 493	22 546	20 277	19 654	22 121	23 812
Jute	1 068	637	567	384	582	546	463
Tapis de fibres dures	585	580	812	811	1 155	744	638

Source : Institut National de Statistique.

Production de la bonneterie

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981
Tissus à mailles :						
Sous-vêtements	t	3 414	3 407	3 541	3 803	3 202
Vêtements de dessus	t	3 392	3 499	3 875	4 159	4 090
Autres	t	2 523	1 529	1 820	1 462	1 442
Total ...	t	**9 329**	**8 435**	**9 236**	**9 424**	**8 734**
Articles finis :						
Sous-vêtements	1 000 dz.	2 165	2 042	1 915	2 112	1 732
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	243	193	181	170	126
Panties	1 000 dz.	1 142	971	916	934	733
Chaussettes, bas 3/4, socquettes en fils synthétiques	1 000 dz. p.	660	725	720	585	541
Autres	1 000 dz. p.	1 006	1 028	1 079	1 105	1 088
Articles de vêtements de dessus	1 000 pièces	14 731	13 281	12 332	12 739	11 829
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	1 506	1 484	2 192	2 334	2 197

Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	9 840	12 852	10 248	9 499	9 675	9 903	8 035
Peignage de laine (a)	24 586	37 639	35 913	35 986	35 616	35 753	28 422
Filatures :							
Coton	54 947	68 810	52 980	51 923	57 208	56 663	49 294
dont : coton fin et filés mixtes	(38 476)	(47 142)	(35 080)	(39 463)	(46 402)	(46 251)	(39 662)
fibres de rayonne	(10 642)	(15 263)	(12 277)	(11 212)	(9 494)	(9 229)	(8 727)
Laine cardée	25 474	30 850	29 599	32 385	35 232	37 470	38 952
Laine peignée	45 682	50 278	47 319	41 596	41 041	43 379	39 639
Lin	8 980	10 560	8 964	9 004	9 607	9 369	8 149
Jute	37 068	37 188	29 692	23 133	16 875	14 366	14 038
Fibres dures	41 539	38 561	27 215	27 668	29 426	27 766	27 757
dont : fils simples	(36 981)	(33 697)	(22 535)	(21 988)	(22 663)	(19 104)	(19 263)
ficellerie et cordages	(4 558)	(4 864)	(4 680)	(5 680)	(6 763)	(8 662)	(8 494)
Fils et fibres artificiels	..	..	..	..	..	..	..
dont : fils viscose	(3 055)	(4 043)	(3 210)	(3 929)	(4 076)	(4 504)	(4 207)
fils acétate	..	..	..	..	..	..	..
fibres	(10 308)	(21 402)	(23 025)	(24 579)	(26 836)	(22 029)	(14 582)
Tissages :							
Coton (b)	55 050	63 076	48 676	45 339	51 659	50 773	47 487
Lin	4 631	5 033	4 346	5 588	4 876	4 153	3 888
Laine (b)	30 140	33 972	27 365	27 609	30 691	35 716	35 585
Rayonne et fibres de rayonne (b)	27 640	30 823	32 030	33 218	33 972	33 668	35 606
Fibres synthétiques (b)	125 301	160 720	169 411	164 938	190 481	205 634	228 272
Jute (c)	8 343	5 826	5 171	4 485	5 986	5 922	5 023
Tapis :							
Coton	2 384	2 678	1 922	1 505	1 431	1 806	1 441
Laine	23 044	26 894	22 840	23 109	26 150	30 694	30 940
Jute	2 263	1 536	2 392	2 030	2 152	3 187	2 440
Couvertures (coton et laine) (d)	3 616	4 020	3 233	2 652	3 222	3 035	2 921
Tissus, velours et peluches d'ameublement (e)	35 550	43 107	40 287	39 889	39 498	38 369	39 900
dont : coton	(13 292)	(15 284)	(9 327)	(7 036)	(6 398)	(6 473)	(6 928)

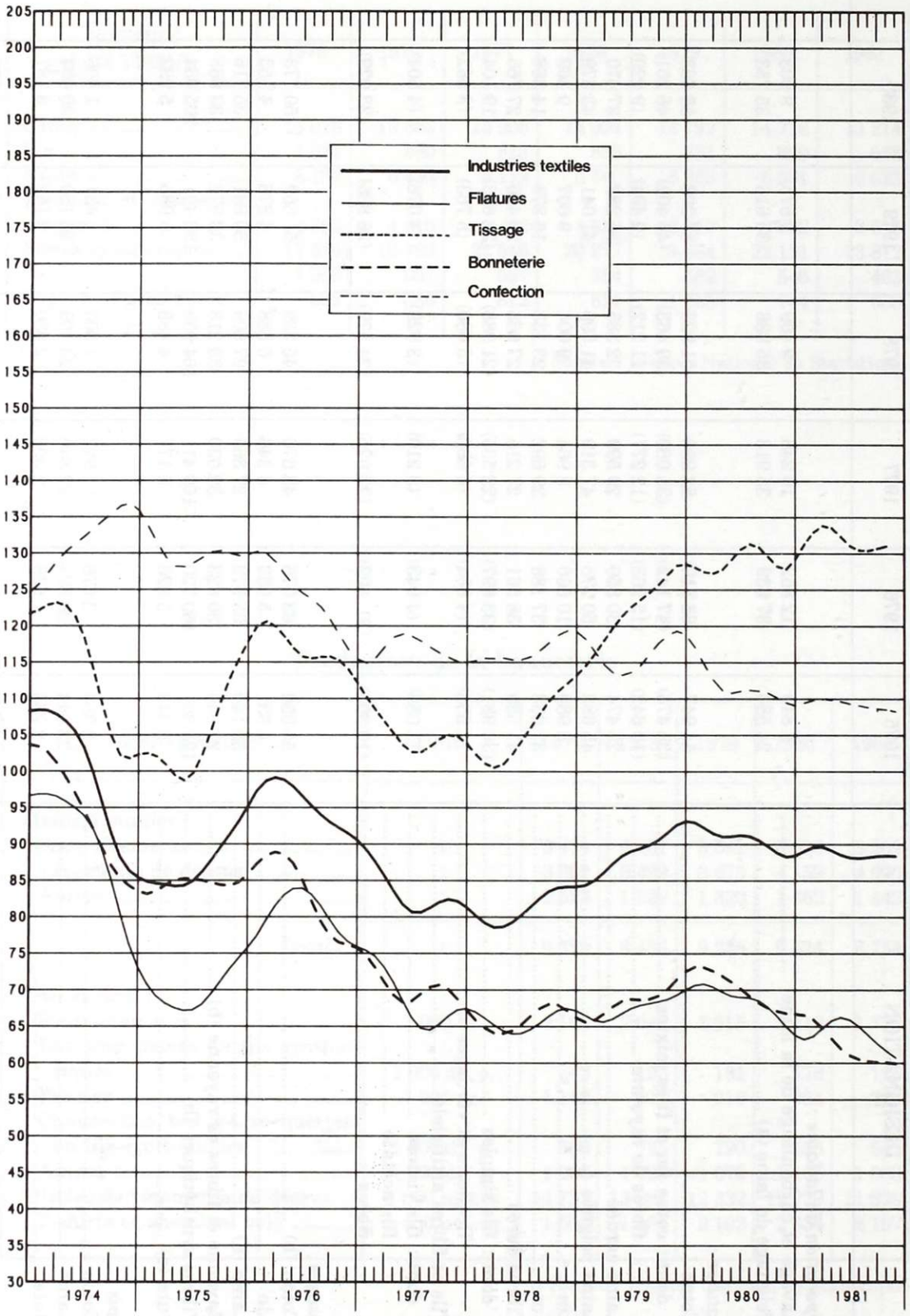
(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blouses.
(b) Y compris tapis et couvertures.
(c) Y compris les tapis.
(d) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(e) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de rayonne et synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industries textiles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production de farine	10^3 t	701,2	748,9	776,4	744,2	766,2	850,4	967,5
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl.	62,8	66,4	63,7	61,8	63,8	65,7	65,5
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15 °C) (b)	10^6 lit.	45,3	48,8	53,7	51,2	43,2	16,4	14,3
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	752,8	674,0	707,3	788,3	908,3	819,6	968,6
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	204,3	214,9	226,5	230,5	243,9	247,9	260,8
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	147,8	145,3	141,9	144,8	149,7	158,3	149,9
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	6,0	4,1	3,5	3,5	4,3	4,2	3,5
b) autres huiles brutes	10^3 t	133,9	181,3	154,7	186,3	193,9	177,0	299,4
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	280,4	312,4	307,9	318,2	345,9	372,0	371,5
d) tourteaux et schroots	10^3 t	562,4	754,0	703,0	858,7	860,3	716,4	1 132,5
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	53,9	54,3	50,0	54,7	49,3	52,6	57,2
Conserves de légumes	10^3 t	206,4	145,6	182,6	155,6	152,9	125,6	173,0
Conserves de viande	10^3 t	19,2	19,1	19,5	21,5	20,8	19,2	20,4
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	120,5	113,2	127,3	125,1	124,0	129,2	134,9
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	93,0	103,5	99,9	93,7	105,3	122,0	127,0
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	39,6	39,2	33,4	35,3	34,9	37,4	39,6
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	19,4	20,9	19,5	20,7	..	..	..
Production de chicorée	10^3 t	9,7	9,2	9,0	9,0	8,2	8,2	7,1
Production de café torréfié	10^3 t	59,6	61,1	45,2	51,8	54,9	56,6	60,0
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	15,0	14,6	13,6	12,4	12,6	14,0	15,2

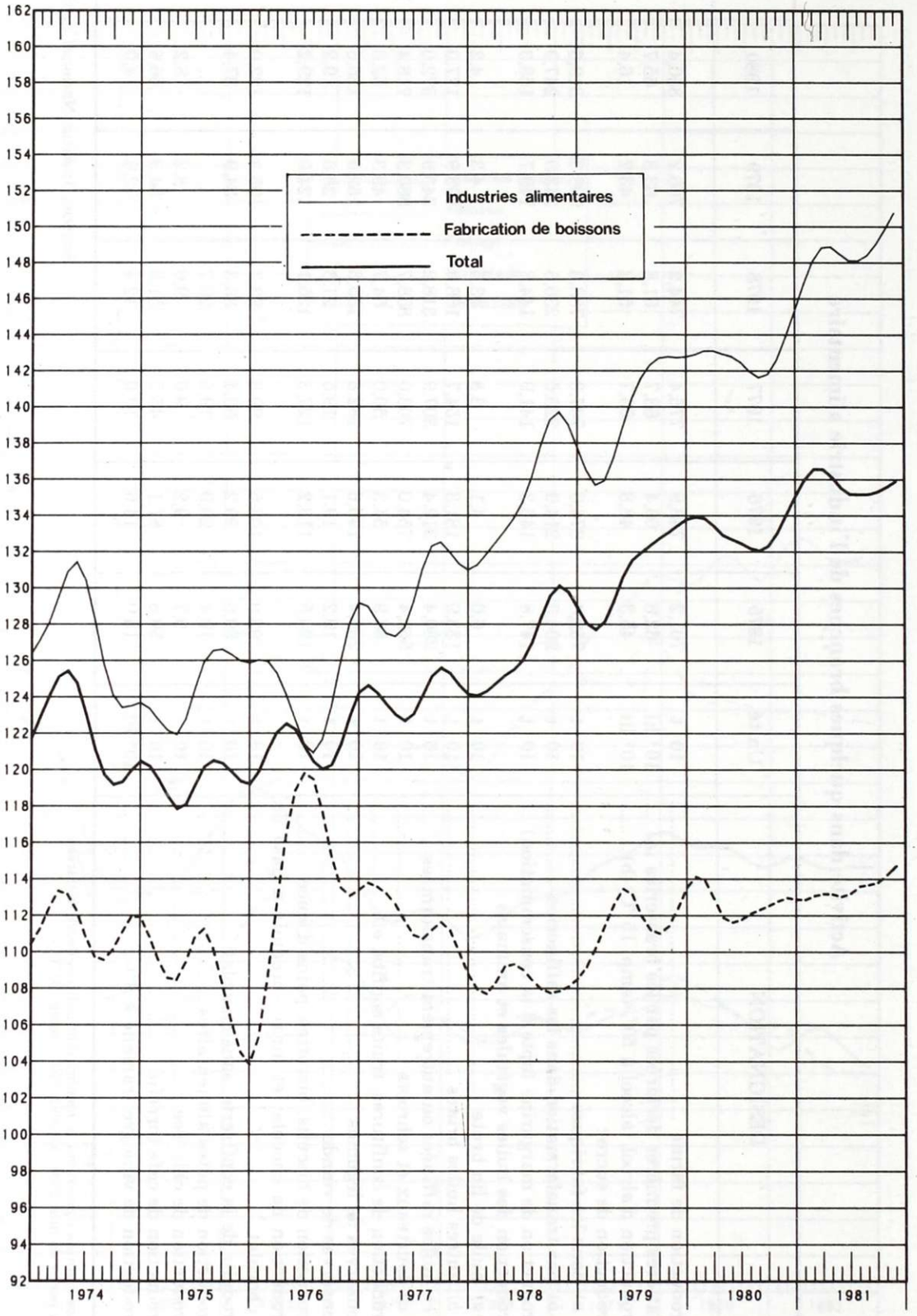
(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés.
(b) A partir de juin 1980 : alcool à 100 %, temp. 20 °C.

Source : Institut National de Statistique.

Alimentation

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Réception :								
Lait	10^3 lit.	2 579 364	2 610 873	2 663 267	2 818 465	2 888 041	2 904 388	2 947 864
Crème	tonnes	12 499	10 649	9 783	8 917	8 252	8 461	8 845
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	52 949	63 770	73 447	84 066	97 251	107 392	105 927
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	449 132	460 370	434 480	414 093	406 026	405 044	420 853
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	52 416	61 896	74 255	78 868	92 670	107 247	121 215
d) Lait écrémé	10^3 lit.	59 395	71 606	76 645	73 542	71 560	71 897	70 847
e) Lait battu	10^3 lit	28 199	30 989	25 810	25 689	26 303	26 569	26 903
Crème	10^3 lit.	10 019	9 888	11 114	11 780	12 337	13 700	15 100
Fabrications :								
Beurre	tonnes	72 158	70 129	63 990	77 439	76 582	69 340	69 124
Fromages :								
a) Frais	tonnes	18 443	19 908	22 880	22 233	18 693	20 308	19 882
b) Autres (c)	tonnes	19 923	19 423	21 060	19 737	22 092	23 555	27 513
Poudre de lait	tonnes	137 866	136 292	146 142	154 692	163 013	164 273	156 623
Crème glacée	10^3 lit.	34 659	34 097	33 213	33 122	50 811	52 112	53 695
Yoghourt	10^3 lit.	35 606	34 944	33 303	35 025	38 421	40 813	42 513

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Production de l'industrie du ciment
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Ciment portland	4 851,7	4 546,5	4 516,7	4 335,7	3 637,4
Ciment métallurgique	2 241,0	2 214,5	2 363,4	2 434,8	2 224,6
Klinker exporté	671,8	814,6	822,6	711,9	834,5
Total ...	**7 764,5**	**7 575,6**	**7 702,7**	**7 482,4**	**6 696,5**

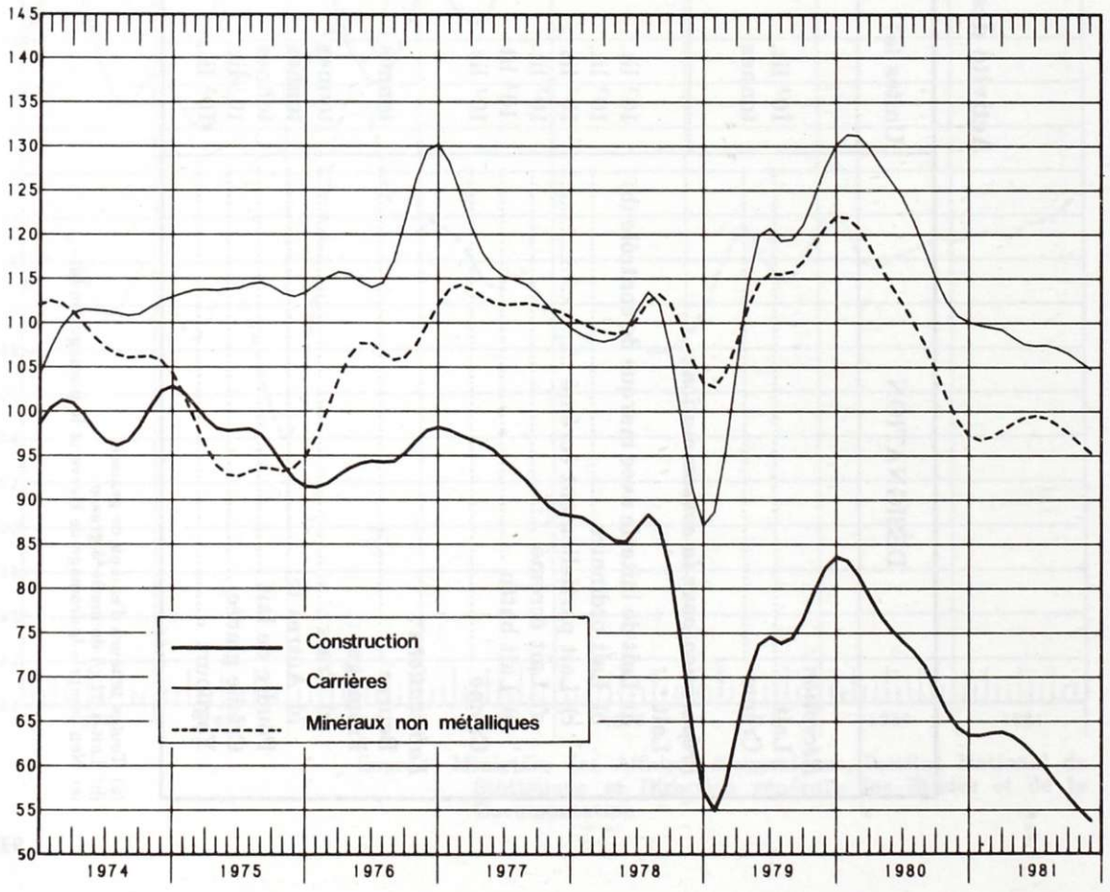
Source : Institut National de Statistique.

Activité dans l'industrie du verre
(1970=100)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Verre plat	111,9	118,1	124,2	128,8	110,8
Verre creux	125,1	117,5	122,3	131,6	125,9
Indice général ...	**120,1**	**121,1**	**126,9**	**134,1**	**121,9**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques
Production
(1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Briques pour maçonnerie ordinaire	m^3	2 057 667	2 239 135	2 022 522	1 988 416	1 855 611	1 165 840
Briques de parement	m^3	500 245	568 756	691 108	647 410	623 344	433 549
Tuyaux de drainage et protège-câbles	t	13 782	9 081	2 345	..	..	..
Briques creuses pour hourdis	m^2	1 527 851	1 838 160	1 545 555	1 132 684	1 102 643	606 901
Autres produits en terre cuite (a)	t	7 771	8 470	17 450	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Autres que tuiles, céramique architecturale, poterie à fleurs, poterie colombophile, ménagère et artistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Chaux	10^3 t	2 520,0	2 304,2	2 310,8	2 301,1	2 480,7	2 325,8	1 999,5
Calcaire	10^3 t	22 860,0	24 155,4	29 084,3	27 051,6	27 461,5	29 658,7	27 584,1
Dolomies :								
crues	10^3 t	2 476,9	2 684,9	2 523,5	3 489,3	3 354,3	3 223,5	2 697,1
frittées	10^3 t	233,9	209,3	172,4	166,6	163,7	164,7	147,8
Plâtre	10^3 t	221,3	219,7	167,4	183,5	192,9	174,1	154,4
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	18 488,6	18 331,4	23 065,3	18 750,5	18 683,9	20 408,0	16 108,4
Carbonates naturels	10^3 t	367,0	351,5	441,4	427,4	400,2	326,9	273,0

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

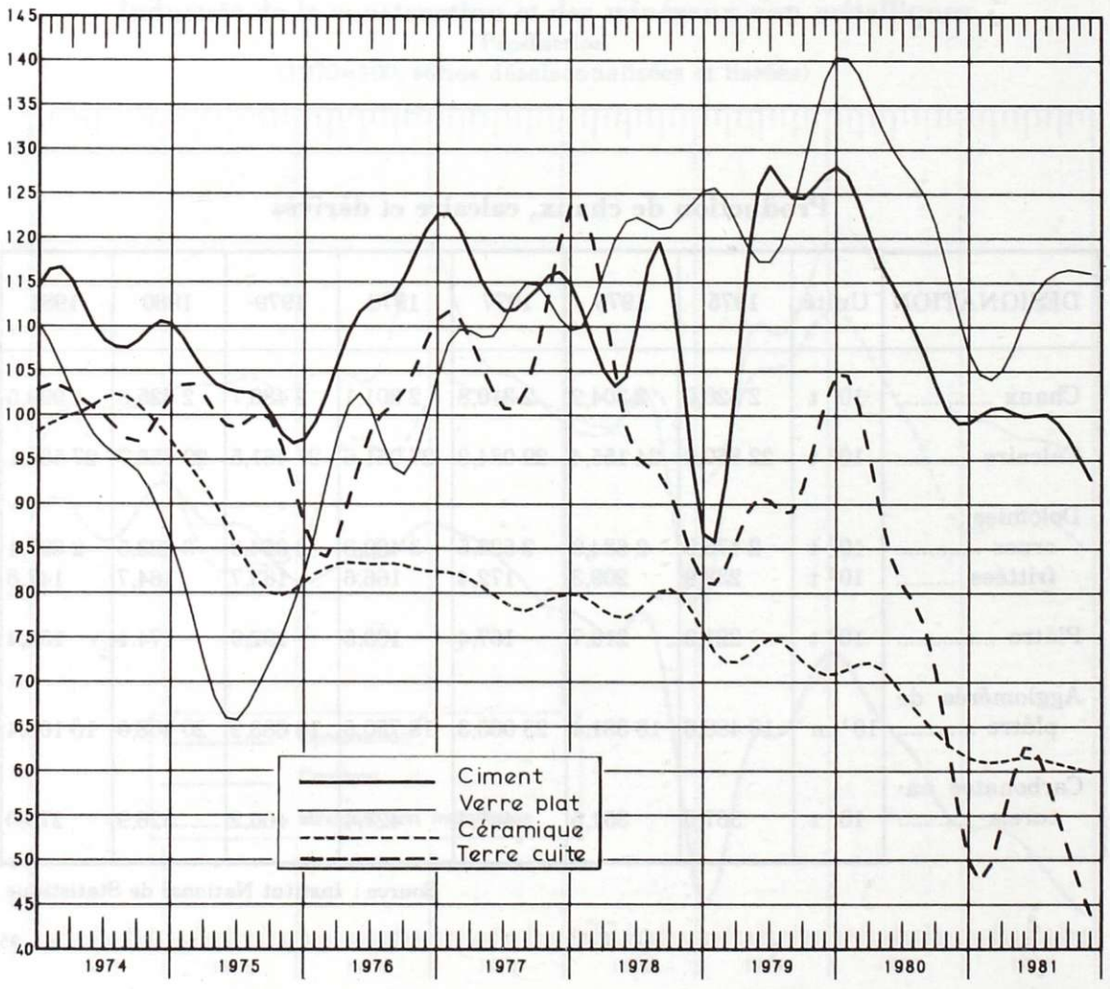
DÉSIGNATION	Unité	1979	1980	1981
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 941	8 761	8 377
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m2	568 410	665 315	498 680
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	134 110	124 969	105 552
Dalles d'usines	t	3 743	3 689	3 034
Tuiles et accessoires	t	103 764	105 401	71 726
Meules abrasives	t	520	751	570
Céramique architecturale	t	18 095	18 610	16 582
Poterie	t	24 120	26 481	20 062
Argiles	t	64 688	60 277	53 876
Quartz et quartzites	t	416 908	223 366	193 447
Silex (broyé et pavé)	t	2 290	107 104	71 468

Source : Institut National de Statistique.

Production des matériaux de construction

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Permis de bâtir et bâtiments commencés

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981
Permis de bâtir :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	50 249	50 218	44 117	36 909	26 967
Volume	1 000 m³	40 346	40 285	35 040	28 290	20 065
Surface habitable	1 000 m²	7 453	7 437	6 538	5 267	3 832
Surface totale	1 000 m²	12 167	12 217	10 704	8 665	6 157
Logements	Nombre	76 821	74 883	62 081	50 671	34 623
Habitations unifamiliales	Nombre	*47 796*	*47 592*	*41 973*	*35 380*	*26 097*
Appartements	Nombre	*29 025*	*27 291*	*20 108*	*15 291*	*8 526*
Bâtiments non-résidentiels	Nombre	6 211	7 224	7 244	6 603	5 358
Volume	1 000 m³	25 226	27 148	28 448	22 397	21 594
Surface	1 000 m²	4 661	5 408	5 796	4 690	4 188
Bâtiments commencés :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	47 383	46 362	48 345	34 161	26 156
Volume	1 000 m³	37 959	36 176	37 338	26 293	19 299
Surface habitable	1 000 m²	6 904	6 650	6 866	4 895	3 614
Surface totale	1 000 m²	11 300	10 929	11 305	8 031	5 866
Logements	Nombre	72 382	65 910	68 407	46 839	32 751
Habitations unifamiliales	Nombre	*44 952*	*44 387*	*46 178*	*32 585*	*25 210*
Appartements	Nombre	*27 430*	*21 523*	*22 229*	*14 254*	*7 541*
Bâtiments non-résidentiels	Nombre	5 578	5 978	6 766	5 514	4 761
Volume	1 000 m³	21 899	29 298	24 063	19 847	17 324
Surface	1 000 m²	4 120	4 410	5 032	3 950	3 470

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

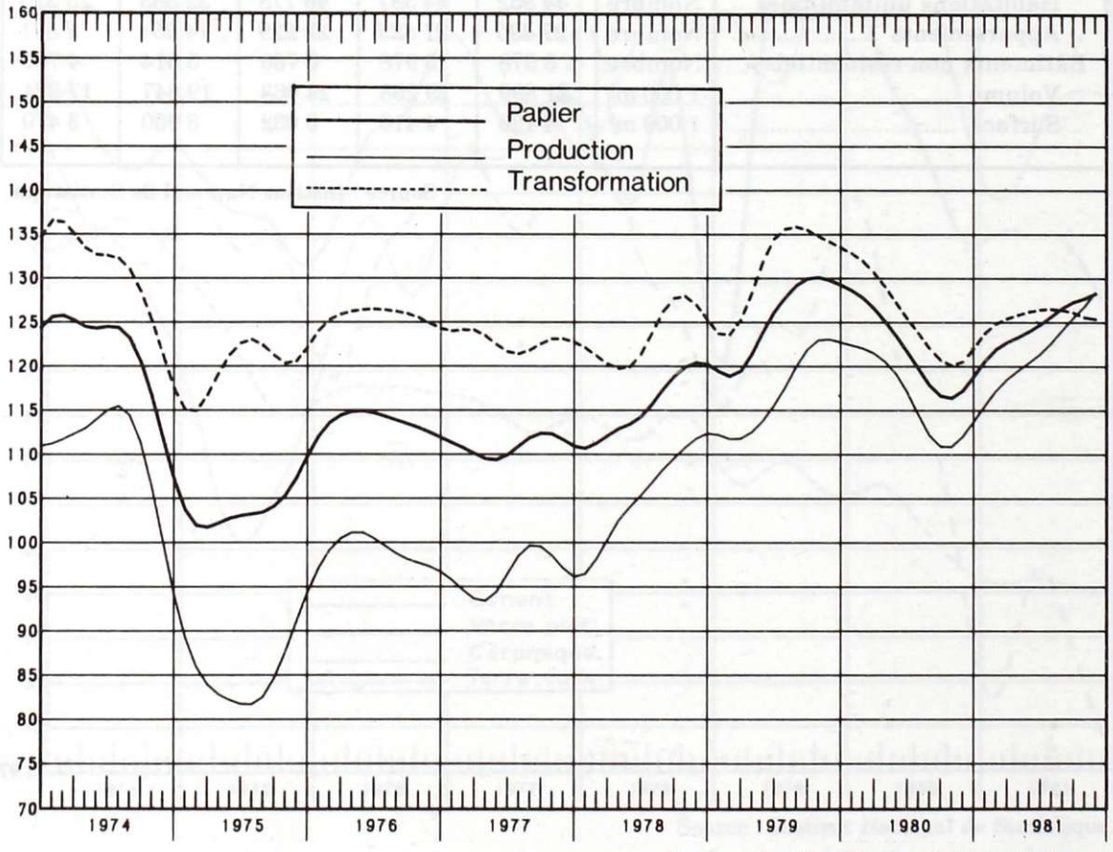
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Production :					
Pâtes à papier	371,6	329,5	365,7	389,3	380,6
Papiers et cartons graphiques	528,5	557,7	591,3	601,4	591,0
dont : — papier journal	(82,6)	(83,8)	(98,8)	(101,7)	(101,7)
— pour impression et écritures, couchés (a)	(209,6)	(227,0)	(252,5)	(252,2)	(259,9)
Papier d'emballage (b)	115,8	125,7	151,8	149,5	182,0
Cartons	58,1	58,1	56,8	55,5	62,5
Autres papiers	59,5	70,2	87,4	92,0	94,4
Total ...	**1 133,6**	**1 141,3**	**1 253,0**	**1 287,7**	**1 310,5**
Transformation :					
Par les producteurs	109,9	122,2	136,4	127,8	147,8
Par les industries transformatrices (c)	617,6	619,1	635,4	642,4	623,5
dont : — Emballages	(378,5)	(392,8)	(407,7)	(416,3)	(416,4)
— Papiers et cartons imprégnés	(183,4)	(176,5)	(182,3)	(163,2)	(154,0)
Total ...	**727,5**	**741,3**	**771,9**	**770,2**	**771,2**

(a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique.
(b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
(c) A partir de 1979 : sans articles d'ameublement.

Production

1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

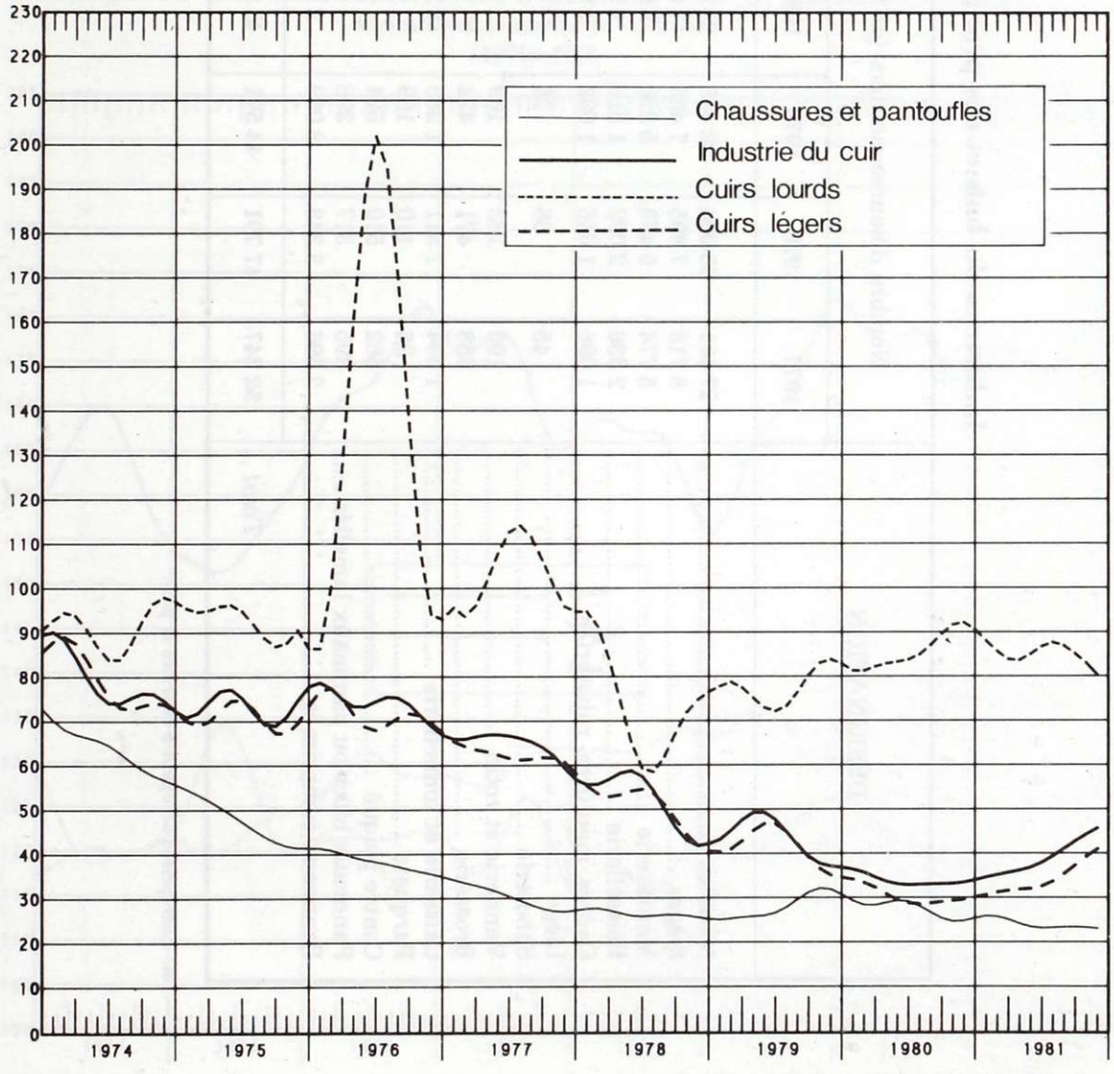
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1971	2 086	60 515	10 556	6 483
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 617	2 451
1980	1 643	17 382	3 625	2 703
1981	1 640	19 192	3 122	2 854

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
Meubles	27 401	25 004	22 448	21 698	19 789	24 536	24 395	24 036	27 493	28 122
Sièges	8 718	7 895	7 463	7 055	6 352	8 507	8 303	8 613	9 521	9 189
Menuiserie	5 774	5 473	5 826	5 948	5 033	6 058	5 626	7 166	8 247	7 625
Boissellerie	2 336	2 092	1 818	1 674	1 508	1 714	1 568	1 577	1 703	1 699
Cadres, moulures, raboteries	1 098	1 046	1 032	1 066	994	905	941	987	1 106	1 151
Liège	45	38	25	22	10	63	57	59	54	28
Saboterie	195	183	169	157	140	271	241	238	286	261
Vannerie et rotin	538	471	424	388	355	536	530	549	571	662
Brosserie	1 494	1 311	1 286	1 212	1 003	1 766	1 609	1 762	1 732	1 696
Caisserie et tonnellerie	96	110	109	108	72	110	135	143	140	107
Parquets	562	510	524	497	466	706	677	707	699	737
Contre plaqué	395	317	398	469	457	428	408	579	817	787
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	3 596	3 343	3 069	3 024	2 783	8 204	7 932	8 847	10 385	10 614
Panneaux comprimés										
Total ...	**52 247**	**47 791**	**44 591**	**43 318**	**38 962**	**53 803**	**52 423**	**55 264**	**62 754**	**62 677**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

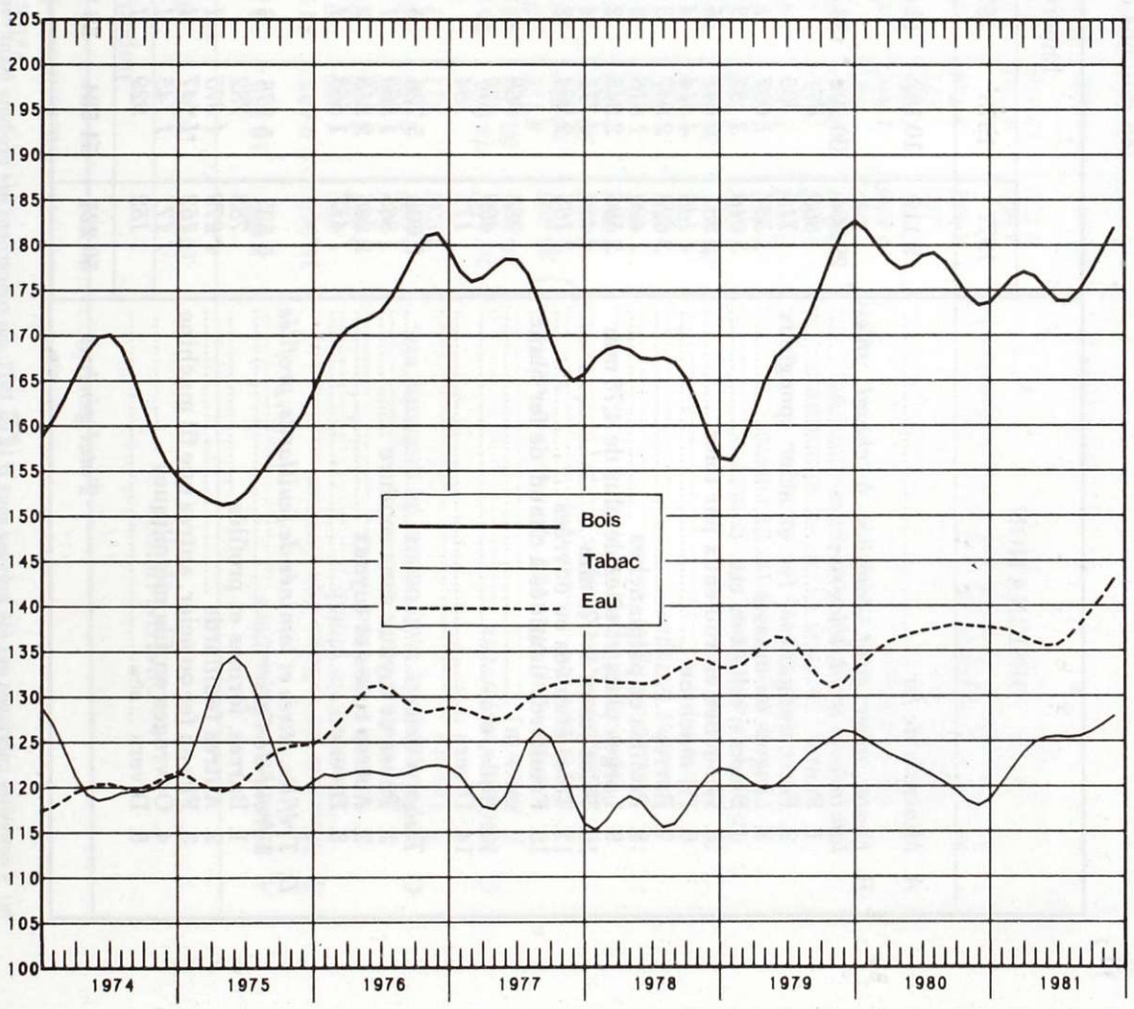
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Cigares	4 637	3 550	3 840	3 852	4 355	3 123	2 540
Cigarillos	4 659	5 189	4 450	4 829	4 627	5 621	5 283
Cigarettes	25 636	25 184	25 102	23 429	24 684	24 576	26 644
Tabacs à fumer.....	5 055	5 225	6 097	5 482	5 576	5 470	5 162
Autres tabacs	29	22	16	16	5	2	120
Total ...	**40 017**	**39 170**	**39 506**	**37 609**	**39 247**	**38 792**	**39 749**

Source : Institut National de Statistique.

Production dans les industries du bois et du tabac et distribution d'eau

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Minerais de fer*	9 116	10 182	12 830	11 949	14 706	120	87	70	116	79
B. *Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues*	29 964	30 298	33 576	35 937	36 218	116 512	130 429	156 647	157 986	153 193
1. Fonte	*863*	*671*	*599*	*601*	*587*	*302*	*217*	*136*	*89*	*123*
2. Ferromanganèse, fer et acier spongieux	*715*	*705*	*811*	*799*	*1 065*	*520*	*305*	*518*	*436*	*137*
3. Lingots ou masses	*1 337*	*1 067*	*1 316*	*1 205*	*655*	*108*	*103*	*225*	*89*	*110*
4. Blooms, billettes, etc.	*3 016*	*3 187*	*3 447*	*4 255*	*4 275*	*4 936*	*4 786*	*7 404*	*6 348*	*5 582*
5. Ebauches en rouleaux par tôles	*2 981*	*3 841*	*5 913*	*5 522*	*7 227*	*11 430*	*19 163*	*25 126*	*23 970*	*22 784*
6. Fil machine	*4 146*	*4 514*	*4 620*	*4 909*	*5 108*	*4 508*	*5 005*	*6 345*	*6 671*	*6 868*
7. Barres	*3 623*	*2 947*	*3 302*	*3 836*	*3 284*	*8 580*	*7 915*	*9 881*	*10 188*	*7 920*
8. Profilés et palplanches	*1 490*	*1 816*	*2 065*	*2 108*	*2 053*	*22 726*	*26 444*	*28 461*	*29 052*	*28 136*
9. Larges plats et tôles de plus de 4,75 mm	*2 596*	*2 245*	*2 449*	*2 906*	*2 525*	*10 119*	*12 574*	*14 420*	*16 760*	*20 441*
10. Tôles jusqu'à 4,75 mm	*4 466*	*4 771*	*4 436*	*4 992*	*4 627*	*32 072*	*32 108*	*39 363*	*38 463*	*36 350*
11. Tôles étamées ou ouvrées	*3 168*	*2 904*	*2 815*	*3 169*	*3 645*	*13 835*	*13 811*	*16 359*	*17 185*	*17 754*
12. Feuillards (laminés à chaud, de fer-blanc, etc.) (a)	*983*	*968*	*898*	*689*	*582*	*4 886*	*5 560*	*5 976*	*6 121*	*4 631*
13. Rails, etc.	*409*	*478*	*640*	*739*	*392*	*676*	*623*	*800*	*889*	*962*
14. Divers	*171*	*184*	*265*	*207*	*193*	*1 814*	*1 815*	*1 633*	*1 725*	*1 395*
C. *Tubes d'acier*	5 608	5 726	6 278	8 184	7 843	5 263	6 833	6 978	7 094	8 683
1. Tubes et tuyaux sans soudure	*1 865*	*1 950*	*1 967*	*2 545*	*3 040*	*1 088*	*1 634*	*1 372*	*1 594*	*3 770*
2. Autres tubes et tuyaux	*2 266*	*2 213*	*2 634*	*3 645*	*2 701*	*3 102*	*4 385*	*4 891*	*4 506*	*3 865*
3. Divers	*1 477*	*1 563*	*1 677*	*1 994*	*2 102*	*1 073*	*814*	*715*	*994*	*1 048*
D. *Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier*	5 537	5 378	6 040	7 041	6 790	26 331	27 798	29 147	30 801	31 002
1. Barres, formes et profilés	*783*	*782*	*969*	*1 217*	*1 241*	*1 329*	*1 117*	*864*	*982*	*920*
2. Autres feuillards	*1 279*	*1 375*	*1 397*	*1 446*	*1 438*	*4 179*	*4 481*	*5 117*	*5 180*	*4 875*
3. Fils en fer ou acier, autres que fil machine	*1 152*	*1 147*	*1 324*	*1 442*	*1 312*	*9 183*	*9 844*	*10 601*	*11 341*	*11 292*
4. Ouvrages en fils métalliques	*1 171*	*1 145*	*1 318*	*1 336*	*1 585*	*5 193*	*5 315*	*6 139*	*5 577*	*5 921*
5. Divers	*1 152*	*929*	*1 032*	*1 600*	*1 214*	*6 447*	*7 041*	*6 426*	*7 721*	*7 994*
Total général ...	**50 225**	**51 584**	**58 724**	**63 111**	**65 557**	**148 226**	**165 147**	**192 842**	**195 997**	**192 957**

(a) 4 nouvelles rubriques ont été prévues sous B 12 en 1977, qui concernent des produits étant compris sous D 2 pendant les années précédentes.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Matières radio-actives*	**3 979**	**10 750**	**9 531**	**8 277**	**11 275**	**2 463**	**7 984**	**8 953**	**7 329**	**8 857**
B. *Minerais de métaux non ferreux*	**10 060**	**9 685**	**14 287**	**16 628**	**20 680**	**1 196**	**1 452**	**2 560**	**3 236**	**5 397**
1. Minerais de plomb	*790*	*1 339*	*2 215*	*3 751*	*3 468*	—	—	*17*	*174*	—
2. Minerais de zinc	*3 827*	*2 993*	*3 718*	*2 986*	*4 337*	*232*	*61*	*387*	*348*	*806*
3. Minerais d'étain	*1 519*	*1 367*	*940*	*1 086*	*16*	—	*12*	*20*	—	—
4. Minerais de molybdène, de niobium, etc.	*2 686*	*3 075*	*6 020*	*7 040*	*9 408*	*852*	*1 264*	*2 062*	*2 602*	*4 492*
5. Divers	*1 238*	*911*	*1 394*	*1 765*	*3 451*	*112*	*115*	*74*	*112*	*99*
C. *Métaux non ferreux*	**70 442**	**73 005**	**96 872**	**147 613**	**142 683**	**72 131**	**71 017**	**98 074**	**132 408**	**112 531**
I. Bruts	40 105	36 402	45 054	55 913	40 371	24 791	21 097	26 670	30 292	29 379
1. Cuivre pour affinage	*26 695*	*8 176*	*10 638*	*17 070*	*16 405*	*16 267*	*89*	*173*	*392*	*746*
2. Cuivre affiné		*14 622*	*18 569*	*20 112*	*17 501*		*13 439*	*16 715*	*19 916*	*18 978*
3. Aluminium et alliages	*9 850*	*10 076*	*11 031*	*13 170*	*13 379*	*469*	*372*	*492*	*1 076*	*1 574*
4. Plomb et alliages	*1 384*	*1 316*	*2 253*	*2 210*	*1 434*	*1 853*	*2 149*	*3 283*	*3 164*	*2 648*
5. Zinc et alliages	*661*	*457*	*1 084*	*909*	*1 353*	*4 775*	*3 671*	*4 540*	*3 847*	*4 767*
6. Etain et alliages	*804*	*857*	*1 171*	*1 359*	*1 385*	*987*	*955*	*1 014*	*1 398*	*389*
7. Divers	*711*	*898*	*1 208*	*1 083*	*954*	*440*	*422*	*453*	*498*	*277*
II. Demi-produits	30 337	36 603	50 918	91 700	102 312	47 340	49 920	71 404	103 116	83 152
1.Barres, profilés et fils de cuivre	*1 062*	*1 383*	*1 667*	*1 652*	*1 488*	*11 356*	*10 991*	*13 688*	*15 891*	*14 464*
2. Autres demi-produits de cuivre	*1 458*	*1 606*	*1 811*	*2 121*	*1 869*	*4 146*	*3 688*	*4 865*	*5 289*	*4 292*
3. Résidus de cuivre	*2 883*	*2 778*	*4 486*	*6 325*	*5 987*	*613*	*665*	*1 089*	*1 142*	*1 065*
4. Barres, profilés et fils en aluminium	*1 432*	*1 355*	*1 411*	*1 880*	*1 805*	*3 747*	*3 410*	*4 087*	*5 293*	*4 700*
5. Autres demi-produits en aluminium	*3 044*	*3 075*	*3 851*	*4 274*	*4 378*	*8 884*	*9 069*	*10 221*	*10 273*	*11 330*
6. Demi-produits en nickel	*587*	*595*	*449*	*538*	*433*	*253*	*230*	*130*	*170*	*106*
7. Ferro-alliages	*1 886*	*1 886*	*2 932*	*2 573*	*2 929*	*2 748*	*3 216*	*4 320*	*4 850*	*5 428*
8. Argent	*2 991*	*1 886*	*4 840*	*15 190*	*8 004*	*3 746*	*3 461*	*6 048*	*30 540*	*12 603*
9. Platine, etc.	*450*	*577*	*732*	*1 082*	*1 170*	*320*	*508*	*593*	*1 222*	*1 505*
10. Or non monétaire	*3 184*	*3 794*	*6 578*	*14 769*	*25 216*	*2 008*	*2 623*	*6 284*	*15 762*	*14 955*
11. Résidus de métaux non ferreux (hormis le cuivre)	*4 608*	*4 390*	*7 271*	*20 435*	*18 909*	*1 864*	*1 593*	*2 406*	*3 161*	*3 073*
12. Divers	*6 752*	*13 278*	*14 890*	*18 155*	*26 577*	*7 655*	*10 466*	*17 673*	*6 885*	*6 577*
Total général ...	**84 481**	**93 440**	**120 691**	**172 518**	**174 638**	**75 790**	**80 453**	**109 587**	**143 973**	**126 785**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Matériaux de construction et argile*	3 535	3 656	4 147	4 844	4 877	3 123	2 949	3 204	3 846	3 881
1. Pierres naturelles, sable et gravier	*2 469*	*2 541*	*2 878*	*3 302*	*3 252*	*2 736*	*2 553*	*2 779*	*3 375*	*3 406*
2. Argile, craie, etc.	*1 066*	*1 115*	*1 269*	*1 542*	*1 625*	*387*	*396*	*425*	*471*	*475*
B. *Phosphates naturels*	3 015	2 539	2 714	4 035	5 299	12	13	15	18	33
C. *Sel*	969	947	1 271	1 147	1 351	219	230	277	299	315
D. *Autres minéraux, tourbe*	3 017	2 735	2 789	3 401	3 356	989	1 026	1 272	1 462	1 620
E. *Briques, tuiles, etc.*	1 295	1 486	1 585	1 263	954	473	615	496	555	488
F. *Ciment, chaux et plâtre*	567	879	781	776	831	3 346	3 854	4 388	5 016	5 721
G. *Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre*	2 266	2 457	2 529	2 616	2 377	4 523	4 987	5 114	5 582	4 911
H. *Articles en amiante*	523	528	571	631	569	368	367	364	421	418
I. *Ouvrages en pierre, mica, etc.*	1 707	1 996	2 255	2 676	2 427	1 781	1 747	1 871	2 239	2 386
J. *Meules et autres produits abrasifs appliqués*	710	736	820	881	924	783	678	779	886	1 008
K. *Verre et ouvrages en verre*	8 044	7 896	8 342	9 663	8 817	17 761	18 490	19 078	22 320	23 767
dont : 1. Verre étiré ou soufflé	*219*	*179*	*131*	*129*	*96*	*1 575*	*1 499*	*1 220*	*868*	*987*
2. Verre coulé ou laminé	*617*	*702*	*927*	*1 239*	*1 428*	*5 143*	*6 132*	*6 582*	*8 205*	*8 287*
3. Glaces ou verres de sécurité	*437*	*407*	*497*	*547*	*499*	*1 351*	*1 525*	*1 507*	*1 414*	*1 572*
4. Ampoules, etc.	*1 340*	*1 141*	*881*	*430*	*191*	*1 982*	*1 570*	*1 471*	*1 087*	*1 075*
5. Ouvrages en verre	*3 375*	*3 375*	*3 594*	*4 414*	*4 057*	*3 692*	*3 589*	*4 052*	*5 203*	*5 369*
L. *Produits céramiques*	8 400	9 042	10 037	11 452	11 583	3 804	4 166	4 622	5 550	6 033
dont : 1. Matériaux réfractaires	*1 641*	*1 691*	*2 263*	*2 396*	*2 737*	*741*	*864*	*971*	*1 136*	*998*
2. Matériaux non réfractaires	*2 903*	*2 985*	*2 994*	*3 588*	*3 322*	*966*	*1 063*	*1 018*	*1 183*	*1 045*
3. Poterie	*2 086*	*2 352*	*2 479*	*3 078*	*2 817*	*837*	*1 018*	*1 234*	*1 449*	*1 673*
Total général ...	**34 048**	**34 897**	**37 841**	**43 385**	**43 365**	**37 182**	**39 122**	**41 480**	**48 194**	**50 581**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Produits en fonte*	5 063	5 458	7 101	7 039	7 136	3 954	3 578	3 669	4 254	4 117
dont : — produits en fonte bruts, coulés ou moulés	*1 087*	*1 074*	*1 459*	*1 558*	*1 708*	*507*	*439*	*493*	*401*	*415*
B. *Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés*	4 335	5 045	6 036	6 505	6 632	3 463	3 061	3 342	3 586	3 455
C. *Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface*	3 196	3 145	3 862	4 771	4 416	1 996	1 900	2 075	2 995	2 328
dont : — clous, vis boulons, etc.	*2 307*	*2 252*	*2 806*	*3 476*	*3 173*	*1 051*	*990*	*1 068*	*1 382*	*1 214*
D. *Produits de la construction métallique*	5 270	6 170	6 691	8 324	8 715	8 198	9 675	8 579	9 231	12 682
dont : 1. Constructions métalliques en fer ou acier	*4 221*	*4 875*	*5 275*	*6 713*	*7 240*	*6 520*	*7 836*	*6 866*	*6 850*	*10 261*
2. Constructions métalliques en aluminium	*839*	*919*	*1 107*	*1 321*	*1 199*	*1 315*	*1 517*	*1 438*	*1 996*	*2 127*
E. *Produits de la chaudronnerie*	2 118	2 608	2 381	2 703	2 628	2 023	2 879	2 908	2 927	3 127
F. *Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique*	20 794	21 433	23 913	27 393	26 328	16 919	16 746	17 952	20 868	21 955
dont : 1. Articles de chauffage et de cuisson	*1 717*	*1 803*	*2 178*	*2 732*	*2 559*	*838*	*803*	*1 064*	*1 853*	*1 466*
2. Sièges	*1 137*	*1 085*	*1 157*	*1 360*	*1 404*	*884*	*791*	*796*	*913*	*999*
3. Autres meubles	*1 740*	*1 875*	*1 944*	*2 138*	*1 897*	*1 322*	*1 005*	*984*	*1 048*	*1 177*
4. Outils (scies, limes, tenailles, etc.)	*2 343*	*2 604*	*2 989*	*3 333*	*3 115*	*822*	*890*	*988*	*1 235*	*1 248*
5. Coutellerie	*1 097*	*1 025*	*1 075*	*1 296*	*1 257*	*118*	*93*	*88*	*151*	*141*
6. Articles de ménage, etc.	*2 510*	*2 681*	*2 757*	*3 118*	*2 940*	*715*	*761*	*811*	*1 004*	*1 098*
7. Articles d'hygiène	*674*	*660*	*667*	*721*	*564*	*306*	*275*	*217*	*247*	*231*
8. Serrures, coffres-forts, etc.	*2 654*	*2 679*	*2 945*	*3 458*	*3 228*	*765*	*760*	*855*	*836*	*867*
9. Ouvrages en métaux non ferreux	*1 168*	*1 219*	*1 521*	*1 766*	*1 749*	*1 483*	*1 612*	*1 635*	*2 022*	*1 866*
10. Fûts, boîtes, etc.	*1 655*	*1 866*	*2 395*	*2 868*	*3 008*	*3 511*	*3 625*	*3 585*	*4 538*	*5 815*
11. Tuyaux flexibles, bouchons métalliques, plaques indicatrices, fils et baguette pour soudure, etc.	*1 067*	*1 104*	*1 123*	*1 283*	*1 434*	*888*	*739*	*823*	*852*	*843*
Total général ...	**40 796**	**43 859**	**49 984**	**56 735**	**55 855**	**36 553**	**37 839**	**38 525**	**43 861**	**47 664**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits chimiques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Produits de la pétrochimie et de la carbochimie*	60 314	62 947	91 223	97 813	113 416	76 390	80 729	114 324	118 663	133 412
dont : 1. Hydrocarbures acycliques	*8 881*	*9 729*	*17 788*	*20 759*	*22 994*	*1 616*	*1 392*	*2 310*	*2 085*	*2 094*
2. Hydrocarbures cycliques	*6 509*	*6 245*	*11 703*	*11 730*	*15 882*	*1 136*	*1 196*	*2 602*	*2 188*	*2 533*
3. Dérivés halogènes, sulfones, nitres, nitroses	*1 455*	*1 691*	*1 883*	*2 120*	*1 991*	*3 365*	*3 435*	*1 011*	*1 189*	*1 385*
4. Alcools, phénols et dérivés	*2 194*	*2 208*	*3 715*	*4 265*	*5 044*	*2 187*	*2 231*	*3 224*	*2 843*	*2 926*
5. Composés à fonctions azotées	*4 498*	*4 751*	*6 401*	*5 596*	*5 255*	*1 975*	*2 670*	*3 573*	*3 291*	*4 060*
6. Acides carboxyliques	*3 841*	*3 675*	*5 202*	*5 230*	*5 595*	*4 609*	*4 129*	*5 444*	*5 916*	*6 499*
7. Composés organo-min. et hétérocycliques	*3 189*	*3 565*	*3 818*	*4 397*	*5 984*	*12 497*	*12 352*	*14 450*	*15 424*	*19 024*
8. Autres produits chimiques organiques	*3 532*	*3 784*	*5 825*	*5 588*	*6 284*	*3 608*	*2 909*	*4 243*	*4 615*	*5 441*
9. Matières colorantes org. synth. et luminophores	*2 086*	*1 982*	*2 159*	*2 010*	*2 092*	*1 330*	*1 185*	*1 010*	*1 019*	*1 057*
10. Caoutchouc synthétique	*2 532*	*2 769*	*3 472*	*4 052*	*4 834*	*3 724*	*3 836*	*4 686*	*5 035*	*6 858*
11. Phénoplastes et aminoplastes bruts	*1 305*	*1 397*	*1 493*	*1 696*	*1 944*	*587*	*647*	*721*	*822*	*768*
12. Polyesters, polyamides et polyuréthanes bruts	*1 770*	*1 888*	*2 650*	*2 299*	*2 878*	*1 569*	*1 816*	*1 874*	*1 976*	*2 341*
13. Résines époxydes bruts, silicones, échangeurs d'ions	*1 874*	*2 304*	*2 482*	*2 551*	*3 235*	*4 276*	*4 580*	*6 207*	*4 382*	*1 069*
14. Polyéthylène et polypropylène brut	*5 140*	*4 992*	*7 165*	*8 567*	*9 192*	*12 211*	*13 905*	*23 635*	*26 045*	*28 822*
15. Polystyrène et polyvinylchloride brut	*3 632*	*3 639*	*4 990*	*5 149*	*5 283*	*10 022*	*10 985*	*15 745*	*15 651*	*11 558*
16. Autres produits de polymérisation *(a)*	*2 960*	*2 944*	*3 628*	*4 224*	*4 817*	*3 137*	*3 207*	*3 852*	*3 154*	*3 971*
17. Nitrates et acétates de cellulose, etc. *(b)*	*927*	*1 062*	*985*	*1 174*	*1 560*	*223*	*247*	*233*	*243*	*212*
B. *Autres produits chimiques de base*	18 313	19 997	22 861	27 266	30 075	32 650	36 596	42 357	46 159	52 758
dont : 1. Eléments, oxydes, acides	*3 229*	*3 650*	*4 025*	*4 883*	*5 826*	*4 459*	*4 748*	*5 440*	*5 488*	*7 418*

3. Produits médicinaux et pharmaceutiques	1 375	1 740	2 125	1 927	2 661	874	949	791	854	834
4. Engrais manufacturés	6 364	6 995	7 300	8 702	8 709	15 118	17 003	17 672	20 033	28 866
C. *Enduits, peintures, vernis et encres d'imprimerie*	3 517	3 537	4 142	4 881	5 216	3 649	3 958	4 768	5 470	6 317
dont : — Vernis et peintures	2 107	2 200	2 544	2 908	3 181	2 302	2 219	2 699	2 999	3 278
D. *Autres produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture*	16 515	19 973	23 579	26 078	29 203	21 217	22 470	27 867	35 466	37 865
dont : 1. Tensio-actifs, préparations pour lessives	1 431	1 618	2 211	2 458	2 623	1 675	1 959	2 710	3 185	3 730
2. Insecticides préparés, etc.	3 705	4 409	4 587	4 208	4 283	5 946	4 812	6 899	11 207	9 769
3. Matières albuminoïdes et colles	1 069	1 229	1 529	1 509	1 778	1 213	1 291	1 449	2 151	2 935
4. Additifs pour huiles minérales	2 304	2 256	2 639	3 393	3 752	2 379	2 566	2 890	3 812	4 611
E. *Produits pharmaceutiques*	13 089	14 718	15 992	17 494	18 398	13 666	15 013	16 104	18 730	22 052
dont : 1. Antibiotiques	1 579	1 944	1 905	2 200	2 270	2 063	1 518	1 542	1 709	1 638
2. Hétérosides, glandes, sérums	800	682	843	1 013	712	375	332	403	517	677
3. Préparations médicamenteuses	9 788	11 153	12 196	13 047	14 047	10 874	12 712	13 741	16 031	19 234
F. *Savons, détergents synthétiques, autres produits d'hygiène corporelle, parfums*	5 002	5 221	5 409	6 102	6 590	5 282	5 534	5 715	6 750	7 925
dont : — Produits de parfumerie et toilette	2 981	3 110	3 268	3 766	4 124	2 354	2 562	2 727	3 066	3 472
G. *Autres produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration*	6 188	6 640	7 333	8 702	10 380	18 169	19 632	22 839	31 750	37 149
dont : 1. Produits photographiques	3 140	3 470	3 857	5 157	6 106	14 109	14 788	16 940	24 961	29 137
2. Supports non enregistrés	1 162	1 198	1 192	1 106	1 579	1 073	1 150	1 227	972	1 452
H. *Fibres artificielles et synthétiques*	11 951	10 885	13 048	15 097	17 484	7 172	7 606	8 138	7 884	8 292
dont : 1. Fibres synthétiques discontinues, brutes	3 144	3 289	3 868	3 797	4 565	210	207	214	254	256
2. Câbles pour discontinus synthétiques	620	595	755	818	1 047	12	14	12	9	10
3. Fibres textiles artificielles et déchets de fibres synthétiques ou artificielles	703	567	770	941	1 193	899	997	1 145	1 050	1 065
4. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, vente au détail exclue; catgut synthétique	6 743	5 785	6 879	8 698	9 887	3 769	3 690	3 918	3 543	3 665
Total général ...	**134 889**	**143 918**	**183 587**	**203 433**	**230 762**	**178 195**	**191 538**	**242 112**	**270 872**	**305 770**

(a) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C5 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».
(b) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C6 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information*	12 418	13 804	16 950	19 626	23 415	5 390	6 254	6 981	9 080	10 655
dont : 1. Machines de bureau	*2 067*	*2 245*	*2 408*	*2 368*	*2 668*	*483*	*533*	*718*	*768*	*879*
2. Machines pour le traitement de l'information	*8 026*	*8 436*	*10 564*	*11 970*	*14 488*	*3 322*	*3 622*	*4 308*	*5 437*	*5 713*
B. *Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle*	3 445	3 353	3 820	4 826	4 659	1 290	1 435	1 500	1 993	1 973
C. *Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques*	2 593	2 968	3 377	3 769	4 076	2 173	2 717	3 120	3 422	3 622
D. *Instruments d'optique, matériel photographique*	5 806	5 868	6 160	6 464	6 945	2 338	2 133	2 094	2 251	2 384
dont : 1. Photographie	*2 203*	*2 392*	*2 481*	*2 382*	*2 540*	*800*	*806*	*816*	*823*	*871*
2. Eléments d'optique et lunetterie	*1 162*	*1 196*	*1 320*	*1 422*	*1 506*	*233*	*237*	*260*	*333*	*345*
E. *Montres, horloges*	2 297	2 517	2 682	3 071	3 009	377	497	571	810	952
Total général	**26 559**	**28 510**	**32 989**	**37 756**	**42 104**	**11 568**	**13 036**	**14 266**	**17 556**	**19 586**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Véhicules automobiles et moteurs automobiles*	129 918	143 596	160 875	174 225	192 900	134 943	143 662	164 827	158 966	181 145
dont : 1. Véhicules pour transport de personnes, non en commun	*46 824*	*52 787*	*63 295*	*64 060*	*67 463*	*111 924*	*126 365*	*141 251*	*132 224*	*151 938*
2. Véhicules pour transport en commun de personnes	*512*	*632*	*731*	*679*	*589*	*3 812*	*1 699*	*3 350*	*3 533*	*4 391*
3. Véhicules pour transport de marchandises	*8 910*	*9 026*	*12 097*	*14 679*	*12 866*	*16 333*	*12 891*	*17 463*	*19 755*	*20 617*
4. Véhicules à usages spéciaux	*1 142*	*1 323*	*1 127*	*1 248*	*1 068*	*1 270*	*1 099*	*1 002*	*1 132*	*1 423*
5. Tracteurs routiers et tracteurs à roues	*1 484*	*1 410*	*1 853*	*2 032*	*1 582*	*360*	*483*	*527*	*690*	*793*
6. Châssis avec moteur	*1 498*	*1 412*	*1 348*	*1 402*	*2 215*	*266*	*282*	*320*	*352*	*593*
7. Moteurs pour véhicules	*13 716*	*13 051*	*15 546*	*15 684*	*11 287*	*238*	*388*	*270*	*246*	*210*
B. *Carrosseries, remorques et bennes*	3 263	3 075	3 235	2 812	2 226	4 454	4 271	4 886	5 625	6 335
dont : 1. Carrosseries	*801*	*852*	*1 071*	*870*	*518*	*1 702*	*1 611*	*1 938*	*2 383*	*2 303*
2. Remorques pour habitation, etc.	*1 723*	*1 368*	*1 375*	*1 121*	*972*	*1 238*	*1 408*	*1 553*	*1 572*	*1 828*
3. Remorques pour transport de marchandises	*592*	*696*	*645*	*652*	*633*	*1 406*	*1 131*	*1 315*	*1 617*	*2 069*
C. *Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles*	42 306	41 931	47 420	28 815	26 460	19 797	19 081	23 718	21 659	23 669
dont : parties et pièces pour véhicules (châssis et carrosseries exclus)	*41 138*	*40 829*	*45 859*	*27 285*	*24 812*	*18 973*	*18 329*	*22 884*	*20 726*	*22 659*
Total général ...	**175 487**	**188 602**	**211 530**	**205 852**	**221 586**	**159 194**	**167 014**	**193 431**	**186 250**	**211 149**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Machines et tracteurs agricoles*	6 462	7 140	8 214	6 996	6 622	15 217	12 523	14 237	12 698	12 194
dont : 1. Machines agricoles	*2 712*	*3 299*	*3 773*	*3 480*	*4 140*	*6 848*	*7 335*	*7 467*	*7 275*	*9 231*
2. Tracteurs agricoles	*3 334*	*3 330*	*3 888*	*2 970*	*1 963*	*8 093*	*4 876*	*6 411*	*5 026*	*2 537*
B. *Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines*	6 808	8 303	9 057	13 086	11 890	7 859	8 238	8 756	9 834	10 460
dont : 1. Outils	*2 170*	*2 373*	*2 835*	*3 361*	*3 387*	*2 380*	*2 348*	*2 648*	*3 089*	*3 076*
2. Machines-outils	*3 903*	*4 683*	*5 185*	*8 275*	*7 082*	*4 505*	*4 436*	*4 782*	*5 530*	*6 073*
C. *Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre*	4 084	4 263	4 531	5 850	5 594	7 044	6 070	7 463	8 484	7 938
D. *Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques*	10 026	10 831	11 491	14 043	13 381	10 678	11 141	9 761	11 280	12 399
dont : 1. Pour industrie alimentaire (y compris laiteries)	*1 417*	*1 751*	*1 760*	*1 866*	*1 937*	*1 246*	*1 262*	*1 228*	*1 204*	*2 245*
2. Centrifugeuses, appareils pour filtration et épuration, etc.	*1 187*	*1 235*	*1 367*	*1 865*	*1 676*	*1 031*	*1 564*	*1 429*	*1 477*	*1 574*
3. Machines pour nettoyer, remplir, emballer, etc.	*1 851*	*2 197*	*2 519*	*2 898*	*2 880*	*1 233*	*1 354*	*1 416*	*1 615*	*1 797*
E. *Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de*										

3. Machines pour le travail des métaux	*1 258*	*1 103*	*1 252*	*1 707*	*2 272*	*1 064*	*1 232*	*1 023*	*1 337*	*1 509*
4. Equipement mécanique de manutention	*8 993*	*9 667*	*9 849*	*11 421*	*11 359*	*4 910*	*4 768*	*4 587*	*5 255*	*5 749*
F. *Engrenages et autres organes de transmission, roulements*	5 321	5 405	6 022	7 291	7 956	3 520	3 657	3 992	5 331	5 839
dont : — Roulements	*2 042*	*1 853*	*2 253*	*2 914*	*3 138*	*356*	*493*	*593*	*1 053*	*1 234*
G. *Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec*	4 717	5 593	6 452	7 141	6 286	2 794	2 817	3 315	2 983	3 036
dont : 1. Machines pour le papier	*1 161*	*1 126*	*1 293*	*1 377*	*1 431*	*381*	*680*	*472*	*440*	*554*
2. Machines pour imprimerie, brochage, etc.	*1 627*	*2 357*	*2 593*	*3 073*	*2 735*	*416*	*525*	*566*	*577*	*612*
3. Machines-outils, autres machines n.d.a. et pièces	*1 276*	*1 418*	*1 431*	*1 748*	*1 274*	*1 484*	*976*	*900*	*1 256*	*1 075*
H. *Autres machines et matériel mécanique*	31 589	32 888	36 054	41 868	40 510	40 532	38 966	39 268	42 478	47 596
dont : 1. Machines à vapeur sans chaudières	*973*	*916*	*1 149*	*1 019*	*1 035*	*732*	*525*	*491*	*302*	*410*
2. Moteurs à explosion, combustion interne (avions et voitures exclus)	*5 101*	*5 379*	*5 808*	*6 751*	*7 792*	*1 766*	*1 622*	*1 976*	*2 558*	*2 936*
3. Turbines à gaz (à l'exclusion des turbo-propulseurs), autres moteurs et machines motrices	*1 208*	*2 075*	*1 768*	*1 995*	*1 189*	*1 398*	*1 507*	*1 033*	*971*	*1 021*
4. Machines pour le chauffage et la réfrigération (à l'exclusion des gazogènes)	*3 890*	*3 216*	*3 565*	*4 297*	*4 262*	*1 921*	*1 754*	*1 761*	*2 080*	*2 166*
5. Pompes	*3 415*	*3 537*	*3 939*	*4 423*	*4 326*	*2 512*	*2 871*	*2 366*	*2 990*	*2 883*
6. Compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	*3 553*	*3 689*	*3 659*	*4 523*	*4 298*	*3 121*	*3 008*	*3 194*	*3 649*	*3 750*
7. Autres machines non-électriques (e.a. appareils à pesage, appareils à projeter)	*2 030*	*2 208*	*2 522*	*2 700*	*2 573*	*981*	*951*	*1 120*	*1 076*	*1 126*
8. Parties et pièces, non-électriques, n.d.a.	*5 476*	*5 642*	*6 512*	*7 470*	*7 583*	*2 402*	*2 270*	*2 496*	*2 627*	*2 670*
Total général ...	**88 381**	**94 108**	**103 017**	**120 369**	**115 018**	**111 383**	**109 375**	**113 290**	**122 044**	**129 440**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Fils et câbles électriques*	2 849	2 694	3 064	3 635	3 502	3 204	3 290	3 963	4 394	4 272
B. *Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement*	12 914	12 116	13 167	15 082	15 968	12 426	13 588	13 922	15 588	15 814
dont : 1. Machines électriques rotatives pour courant alternatif	*2 134*	*2 125*	*2 254*	*2 407*	*2 486*	*1 737*	*1 869*	*1 496*	*1 690*	*1 859*
2. Autres machines électriques rotatives	*1 252*	*1 356*	*1 280*	*1 376*	*1 604*	*569*	*1 017*	*755*	*1 137*	*1 130*
3. Appareils électriques pour production et transformation, etc.	*2 534*	*2 359*	*2 503*	*2 982*	*3 101*	*3 537*	*3 809*	*3 646*	*4 554*	*5 042*
4. Appareillage électrique	*6 355*	*5 574*	*6 004*	*7 330*	*7 838*	*5 350*	*5 573*	*6 600*	*6 911*	*6 404*
C. *Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs*	8 360	9 266	10 174	11 756	12 820	9 480	10 436	11 777	13 645	16 535
dont : 1. Piles électriques et accumulateurs	*1 801*	*1 868*	*2 191*	*2 714*	*3 029*	*2 498*	*2 526*	*3 111*	*4 113*	*5 884*
2. Equipement électrique pour moteurs	*2 771*	*2 967*	*3 024*	*3 346*	*2 717*	*2 362*	*2 686*	*3 009*	*3 302*	*3 421*
3. Outils électromécaniques à moteur incorporé	*1 280*	*1 467*	*1 525*	*1 703*	*1 386*	*95*	*120*	*135*	*198*	*225*
4. Machines pour le soudage à l'électricité	*742*	*850*	*1 001*	*1 189*	*2 407*	*660*	*540*	*574*	*692*	*656*
D. *Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical*	17 678	21 243	23 594	26 603	28 737	18 914	19 331	19 173	25 419	26 643
dont : 1. Equipement télécommunication, etc.	*5 158*	*5 455*	*6 609*	*8 404*	*9 225*	*11 733*	*10 592*	*10 048*	*15 209*	*15 104*
2. Appareillage électrique	*1 936*	*3 566*	*3 953*	*4 082*	*3 947*	*1 340*	*2 145*	*2 728*	*2 673*	*2 728*

2. Appareillage électrique	1 936	3 566	3 953	4 082	3 947	1 340	2 145	2 728	2 673	2 728
3. Appareils médicaux et radiolo-										
6. Instruments de mesure ou d'analyse électroniques ou électriques, etc.	4 883	5 639	6 551	7 648	8 678	2 480	2 866	2 942	3 297	4 690
E. Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés	21 082	22 481	23 238	26 645	27 511	22 737	24 911	26 164	26 920	27 371
dont : 1. Récepteurs de télévision	3 875	3 499	3 310	4 393	3 880	7 963	9 165	8 594	8 987	8 204
2. Récepteurs de radiodiffusion	3 285	3 599	3 531	3 511	3 639	3 661	4 028	4 995	5 041	5 276
3. Phonographes, etc.	2 078	3 090	3 752	4 782	5 963	2 778	2 815	3 168	4 325	5 281
4. Equipement pour télécommunication, etc.	4 853	5 133	5 139	6 382	6 749	4 729	5 326	5 506	6 105	7 308
5. Tubes cathodiques pour T.V. (a)	3 281	3 544	2 844	3 056	2 821	1 914	2 195	1	2	7
6. Semi-conducteurs	1 587	1 461	2 153	1 703	1 390	653	486	1 347	620	165
F. Appareils électrodomestiques	12 703	11 923	12 542	13 576	14 026	2 194	2 130	2 563	2 978	3 293
dont : 1. Machines à laver et sécher	2 404	2 579	2 625	2 794	3 092	281	324	275	412	378
2. Réfrigérateurs et congélateurs	2 578	1 922	1 934	2 261	2 235	460	331	355	405	534
3. Appareils électromécaniques ménagers	2 332	2 178	2 225	2 302	2 446	296	329	316	428	380
4. Appareils électrothermiques n.d.a.	4 103	4 000	4 513	4 909	4 989	1 034	1 037	1 510	1 621	1 812
G. Lampes, matériel d'éclairage	4 562	4 719	4 877	5 652	4 802	4 475	4 914	5 429	6 043	5 795
dont : 1. Lampes et tubes électriques	1 883	2 011	1 866	2 297	1 768	2 431	2 925	3 249	3 498	3 414
2. Appareils d'éclairage	2 081	2 175	2 352	2 686	2 456	1 307	1 297	1 539	1 836	1 771
Total général ...	**80 148**	**84 442**	**90 656**	**102 949**	**107 366**	**73 430**	**78 600**	**82 991**	**94 987**	**99 723**

(a) Les données à l'exportation de la rubrique 85.21.160 sont confidentielles à partir de 1979.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux*	2 694	2 385	1 287	2 216	4 596	2 171	1 970	1 194	4 921	1 480
B. *Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté*	869	835	829	1 376	1 741	759	1 109	1 444	973	1 038
C. *Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides*	3 010	2 717	2 727	3 606	3 769	1 143	1 073	932	1 290	1 420
dont : 1. Motocycles, etc. avec moteur	*1 392*	*1 251*	*1 183*	*1 375*	*1 479*	*621*	*650*	*494*	*582*	*735*
2. Vélocipèdes sans moteur	*443*	*447*	*567*	*802*	*778*	*113*	*73*	*60*	*136*	*122*
3. Parties et pièces	*1 050*	*961*	*923*	*1 320*	*1 472*	*404*	*348*	*375*	*561*	*556*
D. *Avions, hélicoptères, hovercraft, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques*	11 290	15 678	19 339	24 920	23 022	3 718	2 464	5 892	11 306	18 678
dont : 1. Propulseurs à réaction	*3 039*	*3 497*	*2 278*	*3 170*	*3 269*	*330*	*265*	*1 519*	*2 048*	*4 486*
2. Turbo-propulseurs et parties	*780*	*1 827*	*922*	*1 260*	*1 196*	*448*	*434*	*665*	*1 201*	*3 004*
3. Appareils aériens	*2 544*	*2 607*	*3 557*	*5 625*	*1 345*	*436*	*265*	*1 081*	*3 162*	*4 314*
4. Parties et pièces pour appareils aériens	*4 812*	*7 716*	*12 551*	*14 663*	*17 034*	*2 415*	*1 447*	*2 574*	*4 815*	*6 784*
E. *Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale*	193	179	242	253	259	31	40	44	46	66
Total général ...	**18 056**	**21 794**	**24 424**	**32 371**	**33 387**	**7 822**	**6 656**	**9 506**	**18 536**	**22 682**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
1. *Viandes et déchets d'abattoirs*	*10 013*	*11 917*	*12 201*	*12 407*	*13 404*	*17 434*	*18 099*	*19 750*	*22 422*	*28 492*
dont : — viandes de bovins	*(3 651)*	*(4 823)*	*(4 642)*	*(3 653)*	*(3 764)*	*(2 669)*	*(3 194)*	*(3 587)*	*(4 952)*	*(6 838)*
— viandes ovines et caprines	*(1 065)*	*(1 288)*	*(1 448)*	*(1 693)*	*(1 750)*	*(21)*	*(30)*	*(29)*	*(46)*	*(89)*
— viandes porcines	*(509)*	*(498)*	*(578)*	*(815)*	*(1 236)*	*(11 484)*	*(11 862)*	*(12 804)*	*(13 675)*	*(16 858)*
— de volailles mortes de basse-cour	*(795)*	*(951)*	*(956)*	*(1 143)*	*(1 357)*	*(1 066)*	*(778)*	*(802)*	*(799)*	*(812)*
— de chevaux, etc.	*(2 231)*	*(2 480)*	*(2 549)*	*(2 769)*	*(3 132)*	*(305)*	*(364)*	*(342)*	*(437)*	*(619)*
2. *Préparations de viandes, extraits de poisson*	*1 871*	*2 101*	*2 415*	*2 772*	*2 839*	*5 227*	*5 815*	*6 547*	*7 244*	*8 262*
3. *Graisses de porc et de volaille*	*732*	*323*	*313*	*299*	*456*	*1 228*	*778*	*849*	*756*	*1 010*
4. *Cuirs et peaux bruts*	*1 131*	*1 018*	*1 500*	*957*	*1 000*	*1 366*	*1 507*	*2 140*	*1 285*	*1 757*
5. *Matières brutes animales*	*1 200*	*968*	*1 138*	*1 104*	*1 217*	*1 368*	*1 190*	*1 197*	*1 003*	*1 137*
dont : — os, ivoire, etc.	*(663)*	*(426)*	*(558)*	*(351)*	*(322)*	*(673)*	*(536)*	*(477)*	*(225)*	*(220)*
6. *Huiles et graisses animales*	*933*	*851*	*951*	*808*	*1 241*	*389*	*273*	*300*	*381*	*473*
Total général	**15 880**	**17 178**	**18 518**	**18 347**	**20 157**	**27 012**	**27 662**	**30 783**	**33 091**	**41 131**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur d'autres produits alimentaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Corps gras végétaux et animaux*	12 846	11 843	13 665	15 295	17 120	9 376	10 624	11 157	11 536	18 796
dont : 1. Tourteaux et résidus similaires	*6 585*	*5 801*	*5 984*	*7 826*	*8 816*	*3 633*	*4 084*	*3 934*	*3 979*	*8 313*
2. Huiles végétales fixes douces	*2 182*	*2 318*	*2 739*	*2 632*	*3 330*	*2 867*	*3 659*	*3 630*	*3 289*	*5 814*
3. Autres huiles végétales fixes	*2 275*	*1 897*	*2 527*	*2 473*	*2 407*	*1 034*	*915*	*1 122*	*1 369*	*1 470*
4. Huiles et graisses préparées, cires (animales et végétales)	*1 217*	*1 248*	*1 639*	*1 429*	*1 550*	*791*	*760*	*1 008*	*1 159*	*994*
B. *Conserves et jus de fruits et de légumes*	8 133	8 255	9 238	10 338	12 095	5 997	6 065	6 346	6 496	8 433
dont : 1. Légumes, racines, préparés, conservés	*3 157*	*3 068*	*3 349*	*3 605*	*3 947*	*3 134*	*2 878*	*2 938*	*2 877*	*3 569*
2. Raisins secs, figues, fruits à coque et autres fruits séchés	*724*	*849*	*957*	*1 133*	*1 264*	*25*	*21*	*30*	*28*	*67*
3. Préparations et conserves de fruits	*3 509*	*3 734*	*4 007*	*4 466*	*5 502*	*2 192*	*2 423*	*2 413*	*2 312*	*2 880*
C. *Conserves de poissons et d'autres produits de la mer, pour alimentation humaine*	4 232	4 546	4 992	5 172	5 732	799	833	866	940	1 051
dont : 1. Poissons, crustacés et mollusques préparés ou conservés	*3 076*	*3 361*	*3 693*	*3 783*	*4 329*	*428*	*448*	*467*	*550*	*610*

préparés ou conservés	3 076	3 361	3 693	3 783	4 329	428	448	467	550	610
tiqué)	1 341	1 703	1 851	2 321	3 521	867	1 348	1 990	2 652	3 332
2. Sons, remoulages et similaires	2 750	1 745	2 427	2 663	2 871	402	307	348	377	370
3. Farines	353	480	343	326	364	1 407	1 528	1 413	2 269	3 566
E. Pâtes alimentaires	477	422	532	618	819	190	194	272	288	360
F. Produits amylacés	1 618	1 360	1 531	1 715	1 833	2 876	2 848	3 048	3 405	4 173
G. Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie	2 298	2 601	2 862	3 258	3 667	3 739	3 974	4 106	4 960	5 429
H. Sucre	3 586	3 045	4 786	3 607	4 505	7 140	5 666	7 455	10 473	14 714
I. Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation	6 386	7 127	7 146	7 857	7 564	5 871	5 925	7 104	8 467	9 187
dont : 1. Sucreries sans cacao	1 152	1 235	1 354	1 311	1 384	956	1 003	1 028	1 215	1 293
2. Cacao en poudre, beurre et pâte de cacao	2 494	2 420	2 440	2 887	2 410	81	43	92	237	528
3. Chocolat et préparations au chocolat	2 574	3 206	3 228	3 526	3 635	4 283	4 239	5 060	6 268	6 640
J. Produits pour l'alimentation des animaux	3 882	4 272	5 235	5 616	6 973	2 655	2 910	3 406	3 862	5 808
K. Autres produits alimentaires	6 647	6 671	7 470	8 320	8 899	5 495	5 853	6 588	7 963	11 565
dont : 1. Café et succédanés	2 293	2 136	2 302	2 265	2 628	2 337	2 163	2 467	2 930	3 067
2. Préparations pour soupes ou bouillons	1 388	1 374	1 464	1 647	1 622	174	183	174	194	229
Total général ...	**55 050**	**54 596**	**62 857**	**67 748**	**76 875**	**47 185**	**48 387**	**54 594**	**64 043**	**87 083**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de lait et de produits laitiers

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
1. Lait et crème	*2 887*	*2 828*	*3 097*	*3 939*	*4 477*	*4 822*	*6 158*	*7 709*	*8 733*	*12 469*
dont : — lait en poudre	*(1 895)*	*(1 628)*	*(1 483)*	*(2 087)*	*(2 172)*	*(3 260)*	*(4 516)*	*(5 803)*	*(6 405)*	*(9 108)*
— lait et crême, frais	*(291)*	*(336)*	*(495)*	*(567)*	*(918)*	*(1 465)*	*(1 480)*	*(1 660)*	*(1 898)*	*(2 718)*
2. Beurre	*8 568*	*10 971*	*10 944*	*11 903*	*16 353*	*6 643*	*9 798*	*11 435*	*12 775*	*12 610*
3. Fromage et caillebotte	*8 050*	*9 084*	*9 789*	*10 838*	*11 684*	*1 878*	*2 119*	*2 710*	*3 157*	*3 466*
4. Autres produits laitiers	*348*	*376*	*458*	*592*	*529*	*300*	*309*	*496*	*605*	*735*
Total général ...	**19 853**	**23 259**	**24 288**	**27 272**	**33 043**	**13 643**	**18 384**	**22 350**	**25 270**	**29 280**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Levures, alcool éthylique, boissons distillées* ...	2 638	3 079	3 596	4 255	4 082	200	371	432	426	474
dont : — eaux de vie, whisky	*1 396*	*1 631*	*1 853*	*2 183*	*2 013*	*18*	*32*	*34*	*38*	*40*
B. *Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin*	2 135	2 425	2 827	3 143	3 154	237	391	368	427	469
1. Vins et moûts de raisin mutés à l'alcool	*1 619*	*1 699*	*2 033*	*2 297*	*2 237*	*79*	*47*	*61*	*80*	*77*
2. Apéritifs	*516*	*726*	*794*	*846*	*917*	*158*	*344*	*307*	*347*	*391*
C. *Cidre et autres vins de fruits*	33	38	40	50	49	55	61	64	61	69
D. *Bière, malt*	1 704	2 029	1 779	1 984	2 201	5 800	5 581	5 608	5 353	7 132
dont : 1. Bière	*1 204*	*1 269*	*1 271*	*1 315*	*1 330*	*1 677*	*1 758*	*2 142*	*2 465*	*2 824*
2. Malt	*455*	*726*	*483*	*663*	*864*	*4 070*	*3 816*	*3 456*	*2 873*	*4 294*
E. *Eaux minérales, limonades*	1 249	1 432	1 726	2 006	2 481	568	683	986	1 325	2 031
F. *Produits à base de tabacs*	2 379	2 323	2 571	2 561	2 721	4 428	5 079	5 535	6 020	7 228
dont : 1. Cigares et cigarillos	*1 154*	*1 101*	*1 340*	*1 237*	*1 226*	*2 113*	*2 562*	*2 772*	*3 199*	*3 194*
2. Cigarettes	*785*	*690*	*678*	*752*	*756*	*2 207*	*2 423*	*2 575*	*2 584*	*3 471*
Total général ...	**10 138**	**11 326**	**12 539**	**13 999**	**14 688**	**11 288**	**12 166**	**12 993**	**13 612**	**17 403**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Fibres textiles préparées, produits de filature, filterie, pelotonnage*	19 354	18 674	21 082	23 428	24 217	21 197	18 478	20 205	23 193	23 023
dont : 1. Lin traité, étoupes et déchets de lin	*1 275*	*1 209*	*1 272*	*1 028*	*947*	*2 732*	*2 176*	*2 446*	*2 192*	*2 196*
2. Fibres synthétiques discontinues travaillées	*814*	*701*	*711*	*765*	*875*	*140*	*144*	*110*	*66*	*49*
3. Laine (dégraissée, blanchie), poils, etc.	*3 007*	*2 681*	*2 947*	*3 439*	*3 633*	*1 908*	*1 940*	*1 944*	*2 091*	*1 839*
4. Fils de laine ou de poils	*3 966*	*3 485*	*3 993*	*4 619*	*4 576*	*6 537*	*5 300*	*5 889*	*7 299*	*7 237*
5. Fils de coton	*3 739*	*3 243*	*4 230*	*4 905*	*4 890*	*2 456*	*1 976*	*2 524*	*3 117*	*3 074*
6. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, la vente au détail exclue	*2 021*	*2 429*	*2 723*	*3 027*	*3 589*	*2 284*	*1 970*	*2 138*	*2 742*	*2 933*
7. Fils moins de 85 % de fibres synthétiques	*1 145*	*1 274*	*1 449*	*1 488*	*1 578*	*1 694*	*1 761*	*1 871*	*2 003*	*2 148*
8. Fils de fibres artificielles, vente au détail exclue	*1 856*	*1 892*	*1 851*	*1 965*	*2 051*	*360*	*384*	*364*	*448*	*351*
B. *Tissus, velours*	17 919	18 934	20 347	20 762	19 904	24 508	25 065	27 371	28 313	29 759
dont : 1. Tissus de coton écrus	*799*	*504*	*672*	*977*	*960*	*676*	*568*	*996*	*947*	*628*
2. Velours	*1 901*	*2 790*	*3 356*	*2 886*	*2 113*	*1 928*	*2 722*	*3 102*	*2 196*	*2 485*
3. Autres tissus 85 % de coton ou plus	*4 745*	*3 963*	*3 938*	*4 628*	*5 195*	*3 805*	*3 355*	*3 865*	*5 062*	*5 758*
4. Autres tissus de coton travaillés	*481*	*823*	*831*	*871*	*616*	*535*	*796*	*1 073*	*799*	*877*
5. Tissus de fibres synthétiques continues	*2 083*	*2 068*	*2 391*	*2 449*	*2 716*	*1 548*	*1 527*	*2 017*	*2 563*	*2 929*
6. Tissus principalement de fibres synthétiques discontinues	*3 911*	*3 825*	*4 054*	*4 313*	*4 065*	*2 430*	*2 385*	*2 251*	*2 445*	*2 652*
7. Autres tissus de fibres artificiell...										

	7. Autres tissus de fibres artificielles		
	dont : 1. Etoffes de bonneterie non élastiques	*2 881*	*3 188*
	2. Chandails, vestes, blouses, etc.	*5 153*	*5 036*
	3. Robes, jupes, costumes, tailleurs, etc.	*1 777*	*1 659*
	4. Autres vêtements de bonneterie non élastiques	*1 839*	*1 831*
	5. Sous-vêtements de bonneterie	*2 915*	*3 474*
	6. Ganterie, bas, chaussettes, e.s.	*1 024*	*1 096*
D.	*Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries*	5 390	6 123
	dont : 1. Tissus imprégnés ou enduits	*980*	*912*
	2. Tapis à points noués ou enroulés	*1 257*	*1 474*
	3. Tapis de matières synthétiques ou artificielles	*1 586*	*2 221*
E.	*Autres produits textiles*	3 911	4 026
F.	*Articles d'habillement et accessoires d'habillement*	26 936	27 969
	dont : 1. Costumes et complets	*2 399*	*1 907*
	2. Pantalons et culottes	*5 680*	*4 848*
	3. Vestes et vestons, pardessus, etc.	*1 515*	*1 557*
	4. Autres vêtements pour hommes et garçonnets	*1 521*	*2 014*
	5. Manteaux et vestes pour femmes, fillettes et enfants	*2 138*	*2 308*
	6. Robes	*2 917*	*3 271*
	7. Jupes	*1 105*	*1 271*
	8. Blouses	*1 114*	*1 209*
	9. Autres vêtements de dessus pour femmes, fillettes et enfants	*3 285*	*4 115*
	10. Sous-vêtements, bonneterie exclue	*2 031*	*2 137*
	11. Soutiens-gorge, corsets, gaines, etc.	*835*	*811*
G.	*Linge de maison, articles de literie, d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs*	3 516	4 031
	dont : — Linge de lit, de table, etc.	*1 653*	*1 911*
H.	*Articles en fourrure*	1 262	1 274
	Total général	94 170	97 629

4 004	4 513	4 068	2 430	2 385	2 251	2 445	2 652
3 496	3 569	3 447	1 804	1 843	2 361	2 528	2 806
5 310	6 255	7 462	1 576	1 449	1 347	1 600	2 100
1 880	2 455	2 402	695	681	794	899	731
1 935	2 319	2 546	560	408	455	618	587
3 914	4 759	4 974	740	786	910	1 097	1 157
1 223	1 380	1 435	456	415	485	571	557
6 555	7 082	6 491	25 616	27 604	29 457	34 912	38 366
986	1 102	1 058	1 274	1 264	1 531	1 665	1 786
1 690	1 916	1 753	85	138	200	191	197
2 227	2 222	2 000	15 450	17 461	18 469	21 145	23 747
4 726	5 378	5 448	9 145	8 986	10 350	11 700	12 448
31 131	34 196	37 009	22 292	21 202	22 323	24 040	24 933
1 981	2 173	2 064	892	600	679	972	583
6 031	6 597	7 552	9 303	9 411	9 995	11 049	12 082
1 460	1 612	1 832	1 358	1 028	947	1 066	1 180
2 168	2 758	3 318	1 928	1 720	1 901	2 109	2 199
2 463	2 572	2 727	1 558	1 736	1 708	1 614	1 512
3 496	3 335	3 277	1 465	1 105	1 080	1 232	1 314
1 159	1 387	1 568	849	965	923	1 023	1 121
1 327	1 513	1 863	592	579	629	682	666
4 824	5 555	6 311	1 637	1 732	2 090	1 992	2 260
2 905	3 134	2 532	1 019	884	1 040	870	703
866	907	962	538	460	451	490	425
4 336	5 429	5 308	5 163	5 247	5 688	6 701	6 704
2 041	2 295	2 044	3 022	3 051	3 456	3 920	3 810
1 751	2 061	1 762	1 362	1 228	1 554	1 813	1 794
108 039	**119 574**	**122 957**	**115 143**	**113 504**	**123 357**	**138 032**	**145 027**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées*	2 260	1 957	2 296	2 163	1 862	2 492	2 116	2 543	2 226	2 393
1. Cuirs et peaux préparés	*1 604*	*1 459*	*1 754*	*1 552*	*1 458*	*2 113*	*1 757*	*2 169*	*1 911*	*2 139*
2. Cuirs et peaux bruts	*656*	*498*	*542*	*611*	*404*	*379*	*359*	*374*	*315*	*254*
B. *Articles en cuir et en peau*	2 832	2 942	3 303	3 787	3 665	639	641	776	872	903
dont : 1. Sacs à main	*871*	*875*	*953*	*1 052*	*1 046*	*102*	*115*	*112*	*133*	*105*
2. Articles de voyage et autres sacs ...	*1 314*	*1 381*	*1 581*	*1 742*	*1 731*	*364*	*371*	*503*	*547*	*617*
3. Ouvrages en cuir (chaussures excl.)	*225*	*231*	*246*	*302*	*295*	*82*	*54*	*68*	*76*	*74*
C. *Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement*	11 483	11 768	14 600	16 035	15 191	1 496	1 437	1 843	2 057	1 702
dont : 1. Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou plastique	*10 361*	*10 616*	*13 223*	*14 349*	*13 426*	*1 192*	*1 028*	*1 398*	*1 590*	*1 200*
2. Autres chaussures	*781*	*774*	*970*	*1 276*	*1 574*	*88*	*101*	*135*	*126*	*217*
Total général ...	**16 575**	**16 667**	**20 199**	**21 985**	**20 718**	**4 627**	**4 194**	**5 162**	**5 155**	**4 998**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de bois et de meubles en bois

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés*	10 113	11 026	12 980	12 749	11 843	1 310	1 540	1 916	2 329	2 537
dont : 1. Traverses pour voies ferrées	*226*	*233*	*430*	*431*	*387*	*7*	*6*	*5*	*8*	*6*
2. Bois de conifères travaillés	*4 882*	*4 961*	*5 750*	*5 854*	*5 503*	*544*	*597*	*745*	*1 054*	*1 181*
3. Autre bois	*4 809*	*5 635*	*6 619*	*6 203*	*5 719*	*748*	*919*	*1 143*	*1 229*	*1 302*
4. Déchets de bois	*195*	*197*	*181*	*261*	*234*	*11*	*18*	*22*	*38*	*48*
B. *Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités*	3 464	4 001	4 755	4 980	5 358	6 744	6 867	7 769	9 419	9 204
dont : 1. Contre-plaqués	*1 346*	*1 832*	*2 244*	*2 205*	*2 625*	*551*	*699*	*978*	*1 110*	*1 271*
2. Bois améliorés et reconstitués	*786*	*728*	*883*	*881*	*823*	*4 726*	*4 660*	*5 155*	*6 215*	*5 961*
3. Bois simplement sciés	*569*	*659*	*716*	*788*	*857*	*871*	*1 036*	*1 241*	*1 465*	*1 204*
4. Plaqués pour constructions	*530*	*541*	*609*	*755*	*708*	*280*	*139*	*95*	*297*	*401*
C. *Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets*	2 902	3 349	3 672	3 650	3 191	793	667	807	1 019	1 252
D. *Caisses et autres emballages, ouvrages de tonnellerie*	334	352	348	411	378	220	195	207	199	219
E. *Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois*	1 553	1 689	2 000	2 325	2 327	598	651	705	842	878
F. *Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux*	1 021	1 115	1 151	1 301	1 231	384	404	409	435	469
G. *Meubles en bois, en rotin, matelas*	12 045	13 578	14 487	15 514	15 242	14 412	15 297	15 683	18 027	19 038
dont : 1. Sièges	*2 726*	*3 152*	*3 509*	*3 939*	*4 065*	*4 631*	*4 687*	*4 832*	*5 255*	*5 421*
2. Autres meubles	*8 672*	*9 761*	*10 320*	*10 839*	*10 472*	*8 980*	*9 642*	*9 829*	*11 534*	*12 239*
Total général ...	**31 432**	**35 110**	**39 393**	**40 930**	**39 570**	**24 461**	**25 621**	**27 496**	**32 270**	**33 597**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Pâtes, papier, carton*	19 732	20 045	24 468	27 270	31 564	14 444	14 687	17 436	19 563	21 466
dont : 1. Pâtes mécaniques de bois	*446*	*453*	*517*	*635*	*525*	*13*	*12*	*4*	*11*	*2*
2. Pâtes chimiques de bois	*3 118*	*2 727*	*3 514*	*3 930*	*5 393*	*1 599*	*1 501*	*1 742*	*1 981*	*2 349*
3. Pâtes chimiques de bois bisulfite, etc.	*1 408*	*1 104*	*1 346*	*1 796*	*2 281*	*37*	*41*	*17*	*9*	*18*
4. Papier journal	*2 000*	*1 971*	*2 152*	*2 242*	*2 273*	*345*	*309*	*439*	*546*	*668*
5. Papier pour impression et écriture	*5 312*	*6 389*	*8 516*	*9 012*	*9 694*	*5 381*	*5 622*	*6 122*	*7 206*	*7 743*
6. Papier et carton craft	*2 554*	*2 767*	*3 220*	*3 452*	*4 317*	*404*	*427*	*382*	*327*	*490*
7. Autres papiers et cartons	*3 544*	*3 225*	*3 619*	*4 290*	*4 879*	*1 091*	*1 230*	*1 637*	*2 288*	*2 632*
B. *Articles en pâtes, papier, carton*	11 484	12 321	14 957	16 707	18 171	11 519	11 999	14 331	16 724	19 455
dont : 1. Papiers et cartons travaillés	*1 746*	*1 726*	*2 198*	*2 137*	*2 118*	*2 977*	*3 237*	*3 693*	*3 935*	*4 235*
2. Papiers et cartons transformés	*1 071*	*1 123*	*1 307*	*1 333*	*1 422*	*464*	*375*	*358*	*388*	*408*
3. Boîtes, sacs et autres emballages	*2 747*	*2 804*	*3 399*	*3 816*	*4 033*	*1 777*	*1 861*	*2 117*	*2 643*	*3 088*
4. Articles de correspondance, registres, cahiers, autres papiers et cartons découpés	*2 167*	*2 402*	*2 762*	*3 411*	*4 046*	*2 891*	*3 176*	*3 709*	*4 651*	*5 467*
5. Tambours, assiettes, mouchoirs, serviettes, etc.	*2 224*	*2 465*	*3 240*	*3 723*	*4 188*	*1 801*	*1 831*	*2 672*	*3 204*	*3 912*
C. *Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition*	9 816	11 090	12 553	13 493	14 439	8 305	8 695	9 835	10 663	11 922
dont : 1. Livres, ouvrages cartographiques	*3 999*	*4 506*	*5 163*	*5 579*	*6 021*	*3 504*	*3 909*	*4 365*	*5 014*	*5 541*
2. Journaux et périodiques	*2 956*	*3 222*	*3 627*	*3 782*	*4 035*	*2 331*	*2 311*	*2 565*	*2 790*	*3 084*
3. Imprimés publicitaires, etc.	*1 434*	*1 669*	*1 928*	*2 164*	*2 282*	*958*	*905*	*1 128*	*1 369*	*1 759*
Total général	**41 032**	**43 456**	**51 978**	**57 470**	**64 174**	**34 268**	**35 381**	**41 602**	**46 950**	**52 843**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Produits en caoutchouc*	11 171	11 334	12 401	15 044	15 701	11 922	12 423	13 502	15 858	17 970
dont : 1. Produits en caoutchouc (plaques, fils, tubes, ébonite)	*2 256*	*2 209*	*2 486*	*3 070*	*3 402*	*2 015*	*2 092*	*2 144*	*2 336*	*2 739*
2. Pneumatiques pour voitures	*3 290*	*3 632*	*3 687*	*4 454*	*4 513*	*3 940*	*3 982*	*4 482*	*5 404*	*6 264*
3. Pneumatiques pour autobus et camions	*1 901*	*1 815*	*2 037*	*2 788*	*2 625*	*1 935*	*2 376*	*2 728*	*3 295*	*3 666*
4. Autres pneus	*1 507*	*1 458*	*1 714*	*1 909*	*2 304*	*2 185*	*2 190*	*2 331*	*2 779*	*3 078*
5. Courroies, transporteuses, articles d'hygiène, etc.	*1 730*	*1 762*	*2 026*	*2 342*	*2 177*	*1 392*	*1 420*	*1 469*	*1 597*	*1 737*
B. *Pneumatiques rechapés*	390	396	434	496	527	411	458	435	510	518
C. *Produits en plastique* (à l'exclusion de produits bruts)	19 441	19 968	24 231	27 126	27 488	22 700	23 792	29 238	33 230	37 211
dont : 1. Produits de condensation, d'addition	*1 630*	*1 610*	*1 888*	*2 343*	*2 268*	*4 494*	*5 087*	*6 059*	*6 247*	*7 070*
2. Polyéthylène	*906*	*1 022*	*1 416*	*1 675*	*1 470*	*1 921*	*2 094*	*3 276*	*3 408*	*3 106*
3. Polypropylène et polystyrène	*1 066*	*819*	*1 044*	*1 304*	*1 452*	*973*	*1 109*	*1 669*	*2 178*	*2 986*
4. Polyvinylchloride	*2 382*	*2 437*	*2 852*	*3 142*	*2 904*	*2 874*	*2 735*	*3 450*	*3 960*	*4 397*
5. Autres produits de polymérisation *(a)*	*685*	*821*	*992*	*991*	*1 152*	*109*	*79*	*95*	*1 312*	*1 632*
6. Cellulose et dérivés, matières albuminoïdes *(b)*	*481*	*550*	*693*	*767*	*755*	*1 652*	*1 467*	*1 638*	*1 480*	*1 947*
7. Sièges en plastique	*473*	*450*	*515*	*623*	*570*	*92*	*95*	*102*	*364*	*294*
8. Articles de transport, emballages en plastique	*3 842*	*3 918*	*5 112*	*5 833*	*6 023*	*3 339*	*3 271*	*4 052*	*4 309*	*4 224*
Total général ...	**31 002**	**31 698**	**37 066**	**42 666**	**43 716**	**35 033**	**36 673**	**43 175**	**49 598**	**55 699**

(a) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A16 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

(b) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A17 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
1. Ferrailles	*1 947*	*3 191*	*4 812*	*3 979*	*4 256*	*1 356*	*1 604*	*2 064*	*1 930*	*2 066*
2. Friperie, drilles et chiffons	*487*	*557*	*562*	*683*	*950*	*1 048*	*1 084*	*1 050*	*1 231*	*1 648*
3. Déchets de papier et de carton	*93*	*69*	*109*	*255*	*155*	*521*	*366*	*505*	*645*	*573*
4. Véhicules :										
— pour transport de personnes, non en commun	*1 508*	*1 650*	*1 620*	*1 824*	*1 935*	*1 193*	*1 453*	*1 835*	*2 277*	*2 887*
— pour transport en commun de personnes	*118*	*258*	*292*	*222*	*278*	*113*	*175*	*188*	*204*	*177*
— pour transport de marchandises	*628*	*632*	*654*	*656*	*886*	*273*	*266*	*407*	*586*	*766*
5. Objets d'art et collections	*915*	*1 042*	*968*	*954*	*748*	*531*	*446*	*533*	*789*	*986*
6. Autres produits	*61*	*87*	*87*	*45*	*123*	*76*	*147*	*145*	*116*	*219*
Total général ...	**5 757**	**7 486**	**9 104**	**8 618**	**9 331**	**5 111**	**5 541**	**6 727**	**7 778**	**9 322**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Bijoux précieux et de fantaisie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, médailles*	76 892	98 848	110 205	146 358	145 078	71 293	92 137	102 437	119 667	129 928
dont : 1. Diamants triés	*42 695*	*51 740*	*55 635*	*63 050*	*62 727*	*27 765*	*34 764*	*38 864*	*43 029*	*47 907*
2. Diamants taillés	*27 528*	*39 423*	*41 975*	*46 584*	*41 307*	*38 516*	*51 366*	*54 912*	*64 868*	*70 230*
3. Autres pierres gemmes et perles fines	*433*	*434*	*829*	*775*	*1 602*	*304*	*272*	*487*	*502*	*1 046*
4. Bijouteries, orfèvrerie, etc.	*1 706*	*2 099*	*2 464*	*2 853*	*2 840*	*1 086*	*1 400*	*1 545*	*1 876*	*2 298*
5. Monnaies	*1 071*	*1 377*	*2 643*	*23 091*	*29 319*	*274*	*574*	*2 060*	*5 067*	*2 541*
B. *Instruments de musique*	667	800	819	972	937	273	210	203	216	182
C. *Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques*	516	495	519	629	763	314	345	343	386	465
D. *Jeux, jouets, articles de sport*	4 684	5 327	5 549	6 340	7 045	1 546	1 773	2 090	2 528	3 147
dont : 1. Jouets	*3 065*	*3 336*	*3 500*	*3 841*	*4 067*	*494*	*662*	*962*	*1 056*	*1 496*
2. Articles pour jeux de société et articles pour divertissement	*676*	*773*	*824*	*926*	*1 366*	*489*	*464*	*483*	*372*	*128*
E. *Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.*	1 659	1 754	1 957	2 799	2 243	1 350	1 252	1 336	1 872	2 139
dont : — porte-plumes, porte-mines, plumes à écrire, pointes, cachets, numéroteurs, etc.	*630*	*653*	*729*	*834*	*860*	*212*	*212*	*211*	*248*	*260*
Total général ...	**84 418**	**107 224**	**119 049**	**157 098**	**156 066**	**74 776**	**95 717**	**106 409**	**124 669**	**135 861**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE III

EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE

§ 1er. — LA POLITIQUE ENERGETIQUE EN 1981

La politique énergétique en 1981 a été marquée principalement par la mise en application de la loi du 8 août 1980 concernant les propositions budgétaires 1979-1980 (art. 168 à 185 inclus; art. 189 et art. 192) d'une part, et par la loi de redressement du 10 février 1981 en matière de dispositions fiscales et financières d'autre part.

1. — *Loi du 8 août 1980 et arrêtés d'application pris en 1981 relatif à certains aspects de la politique énergétique.*

Le Comité national de l'Energie devient une institution publique dotée de personnalité civile, sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques. Le Comité a pour mission d'émettre des avis sur les objectifs de la politique énergétique, d'examiner la mise en exécution de celle-ci et d'en apprécier les résultats. Le Comité de contrôle pour l'électricité et le gaz, sera également après négociation avec les groupes socio-économiques représentés, réorganisé dans le même sens. Toutefois, jusqu'à présent, aucun arrêté d'exécution n'a été pris pour ces deux réformes.

Le programme national d'équipement en moyens de production et en grand transport d'énergie électrique doit, avant sa mise en exécution être approuvé par le Ministre des Affaires économiques, après avis du Comité national de l'Energie et du Comité de Contrôle pour l'électricité et le gaz. Une partie de la nouvelle capacité de production électrique sera réservée au secteur public.

Selon l'arrêté royal du 23 janvier 1981, l'Etat est représenté dans le conseil d'administration des trois sociétés privées d'électricité (la S.A. Ebes, la S.A. Intercom et la S.A. Unerg), de la société coopérative Gécoli (chargée du grand transport), ainsi que de la S.A. de Coordination de la Production et du Transport de l'Energie électrique (C.P.T.E.). Les représentants de l'Etat disposent d'un droit de suspension des décisions contraires à l'intérêt général et/ou à la politique énergétique du gouvernement.

Le secteur public de la production d'électricité relèvera de la compétence juridique d'une « Société coopérative de Production d'Electricité », laquelle est représentée dans le « Comité de Gestion des Entreprises d'Electricité » en vue de coordonner ainsi les investissements en matière de production et de grand transport d'électricité.

La loi du 30 mars 1981 et son arrêté d'exécution stipulent que les subsides destinés à couvrir les pertes d'exploitation des « Kempense steenkolenmijnen » (charbonnages de Campine) peuvent être convertis en participation. Comme en 1980, l'Etat a dû suppléer 5,5 milliards environ, la participation de l'Etat atteignant en 1981, 77 %.

Par arrêté royal du 29 juin 1981, il a d'ailleurs été procédé à la création d'une Société nationale de Financement de l'Industrie charbonnière, laquelle peut reprendre à son compte et gérer toutes participations actuelles ou futures des pouvoirs publics.

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, un organisme public a été créé, chargé de la gestion du stockage de déchets conditionnés, de l'évacuation des déchets, du transport des déchets radioactifs et matières fissiles enrichies ou du plutonium, ainsi que du stockage du plutonium.

Cet organisme est chargé également du conditionnement de déchets radioactifs provenant d'installations ne disposant pas de l'équipement nécessaire pour le réaliser elles-mêmes. L'arrêté royal du 30 mars 1981 (M.B. du 5 mai 1981) détermine les tâches et les modalités de fonctionnement de cette institution publique. Les activités de Belgowaste (où l'Etat détenait une participation de 50 %) seront reprises par cet organisme.

En outre, cette loi stipule que l'Etat peut participer au capital d'une société mixte à créer et qui a pour objet de gérer d'autres activités se rapportant au cycle du combustible nucléaire. Cette participation s'élèvera à 50 % au moins. La société peut reprendre en tout ou en partie les installations d'Eurochemic (devenu, le 31 décembre 1981, la propriété entière de l'Etat en vertu d'un accord signé en 1978) si le Parlement devait décider la remise en marche des installations; dans le cas contraire, Eurochemic sera démantelé.

Tout projet de transport par pipe-lines de produits autres que l'eau, le gaz naturel, le grisou, le gaz de haut fourneau et la chaleur, devra être soumis préalablement à la Société nationale des Oléoducs. S'il s'agit du transport de gaz énergétique, Distrigaz sera consulté.

Une société pour l'achat et le stockage du pétrole et des produits pétroliers serait créée en vue de constituer des stocks stratégiques. L'Etat serait habilité à souscrire entièrement au capital de cette société.

Les participations de l'Etat dans les sociétés seront conservées pour son compte comme prévu par la loi-programme (art. 175, 179, 180 et 183) par la S.N.I., ou une société régionale d'investissement ou une société filiale spécialisée en matière d'énergie.

Les exécutifs régionaux sont représentés dans les organes de gestion des comités et sociétés susmentionnées.

L'article 184 de cette loi confère au Roi de très vastes compétences en matière de politique d'économie d'énergie, établies par le Ministre des Affaires économiques, en

concertation avec les départements ministériels concernés sur le plan technique et réglementaire. Les infractions aux dispositions des arrêtés d'exécution peuvent être sanctionnées.

C'est ainsi que, se basant explicitement sur l'article 184, une série d'arrêtés royaux et ministériels ont été pris en vue d'encourager les économies de combustibles et de pétrole dans l'agriculture, l'horticulture et la pêche maritime : notamment par la récupération de chaleur à partir du lait et du fumier, par la transformation des chaudières, par la construction d'installations expérimentales en matière d'utilisation d'énergies nouvelles, par l'octroi de primes pour les bateaux de pêche à faible consommation de combustible, etc... (voir l'arrêté royal du 26 févr. 1981, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1981; arrêté royal du 30 juillet 1981).

2. — *Loi de redressement du 10 février 1981 concernant les articles du volet fiscal et financier visant à stimuler des mesures d'économie d'énergie.*

Se basant sur l'article 8 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux dispositions fiscales et financières, l'arrêté royal du 6 juillet 1981 stipule les conditions sous lesquelles les dépenses effectuées par le contribuable pour l'installation d'un logement existant qu'il occupe ou qu'il possède, peuvent être déduites des revenus imposables. Cette déduction s'élève à 40 % des dépenses avec un maximum de 120 000 F et un minimum de 10 000 F, ce qui correspond à des dépenses d'un montant maximum de 300 000 F et minimum de 25 000 F.

En exécution de l'article 6 de cette même loi du 10 février 1981, un arrêté royal et un arrêté ministériel ont été pris le 28 février 1981 déterminant les conditions sous lesquelles les entreprises industrielles, commerciales et agricoles pouvaient amortir au choix leurs investissements destinés à économiser l'énergie.

§ 2. — EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN 1981

La *consommation d'énergie primaire* brute apparente a diminué de 6,2 % entre 1980 et 1981, à la suite de modifications structurelles intervenues dans la demande d'énergie, sous la pression constante des hausses de prix et des mesures d'économie subséquentes prises par les différentes catégories de consommateurs d'énergie d'une part, et du fait de la récession économique d'autre part, laquelle a entraîné un recul du produit national brut estimé à 1,1 % en volume et une diminution de la production industrielle de 2,5 % environ.

La régression la plus forte a été observée dans la consommation de pétrole avec —12,1 %, et dans la consommation de gaz naturel —7,8 %, mais la consommation de combustibles solides s'est également amenuisée de 1,9 %. Seule l'énergie nucléaire a enregistré une légère hausse de 3 % environ. De plus, le solde net positif des exportations d'électricité s'est converti en un solde négatif. Il en est résulté que la part du pétrole brut dans la balance de l'énergie primaire est tombé à 46 %, alors qu'il y a 10 ans elle portait encore sur 60 % environ. La part de gaz naturel semble se stabiliser à 20 % de l'ensemble de l'énergie primaire nécessaire et les combustibles

solides ont marqué une remontée constante, leur part de la consommation se chiffrant à 25 %, contre 20,7 % en 1977.

Nonobstant cette diminution de la consommation d'énergie primaire, la facture de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise en matière d'énergie importée s'est à nouveau accrue de façon alarmante et a atteint 280 milliards de FB, contre 206 milliards en 1980, à la suite surtout du relèvement du cours du dollar pour les achats de pétrole et de charbon et de l'application de clauses contractuelles d'ajustement de prix pour les achats de gaz naturel.

Les ventes intérieures de *charbon* ont baissé de 500 000 tonnes. Cette chute résulte de la contraction de la demande de charbon à coke, de charbon domestique et de charbon industriel. Par contre, les livraisons de charbon aux centrales électriques ont progressé (± 300 000 tonnes) pour atteindre à nouveau environ 6 millions de tonnes, c'est-à-dire le niveau le plus élevé jamais atteint (1964-1965).

Dans ces livraisons de charbon, il faut comprendre encore 2 millions de tonnes de schistes provenant de l'exploitation de terrils, contre 1,8 million en 1980.

Après une progression en 1980, la première depuis 1964, la production charbonnière intérieure a reculé à nouveau de plus de 2 % en 1981, de sorte qu'en dépit de la diminution des livraisons intérieures, les importations ont atteint le même niveau environ qu'en 1980.

Pour la première fois depuis 1975, les subsides directs ont diminué, bien qu'ils se montent encore à 10,6 milliards de francs. Ceci est la conséquence de l'accroissement de la valeur nette de la production charbonnière de 535 F/t en moyenne (27 %), alors que le prix de revient n'a augmenté que de 381 F/t (10 %). La fermeture projetée du dernier charbonnage wallon a été différée. Dans le bassin de Campine, le rendement du fond a diminué de 5,6 % de sorte que seule, la valorisation plus élevée du charbon produit a permis de réduire les subsides de l'Etat de 0,9 milliard de francs.

Le fléchissement de la demande de *gaz naturel* s'est poursuivi en 1981 (presque —8 %), à la suite d'un écoulement moindre à l'industrie (—12 %) et surtout aux centrales électriques (—18 %). Cet important recul des ventes aux secteurs précités n'a pas été compensé, comme dans les années passées, par un accroissement de la consommation de gaz naturel dans les secteurs domestiques et assimilé, où, pour la première fois depuis l'introduction du gaz naturel en 1966, un léger fléchissement de la consommation s'est produit.

La part du gaz naturel en provenance de la plate-forme continentale norvégienne de la Mer du Nord a progressé jusqu'à 22 % de l'ensemble des importations de gaz naturel. Dès lors, les importations de gaz naturel néerlandais ont pu être ramenées à 75 % du maximum atteint.

Les livraisons intérieures de *produits pétroliers* ont reculé de 11,8 %. Les plus fortes diminutions ont été enregistrées, d'une part, pour le gazoil et le fuel léger (—11 %) destinés principalement au chauffage, et, d'autre part, pour le fuel lourd (—1 400 000 tonnes ou 21 %); c'est la conséquence de sa moindre utilisation dans la

production d'électricité. Pour la deuxième année consécutive, la consommation globale de carburants a régressé de 100 000 tonnes environ. La forte diminution de la consommation d'essence, tombant au-dessous du niveau de 1975, a été compensée par un accroissement de la consommation du gazoil comme carburant et par un quasi doublement de la consommation de gaz liquide de pétrole, qui est passée de 39 000 tonnes en 1980 à 74 000 tonnes en 1981. La consommation de carburants d'avion a marqué encore une avance en 1981.

La quantité de pétrole brut transformé et de produits intermédiaires dans les raffineries a baissé de 11 %. Le solde d'exportation net de produits raffinés s'est élevé à 7,7 millions de tonnes, comme l'année passée, mais le stockage a été plus important. Les stocks, qui s'étaient considérablement accrus ces deux dernières années, se sont largement amenuisés en 1981.

Comme le recul de la consommation de produits pétroliers s'est poursuivi et qu'aucun signe de redressement ne se faisait jour, les raffineries ont commencé à envisager des mesures énergiques destinées à l'élimination des capacités de raffinage excédentaires. Un certain nombre d'unités de raffinage ont été arrêtées pour une durée indéterminée ou ont vu leur capacité réduite.

La production nette d'*électricité* a régressé de 6 % environ, bien que la consommation nette soit demeurée pratiquement inchangée. En 1980, 2 635 GWH nets ont été exportés tandis que l'année 1981 a enregistré un solde d'importation net de 440 GWH.

La demande industrielle a diminué à nouveau de 1,9 %, mais les livraisons au secteur des services et au secteur domestique ont augmenté de respectivement 2,6 % et 2,5 %. En 1981, l'accroissement de la consommation en électricité basse tension est dès lors demeurée quelque peu inférieure à celle de 1980 et nettement au-dessous de l'accroissement annuel moyen de 8 % au cours de la période de 1973-1979, et de 10 à 12 % avant la crise pétrolière de 1973.

En ce qui concerne l'input d'énergie dans les centrales électriques, il y a lieu de signaler que la production sur base de dérivés de pétrole a diminué de presque 4 000 GWH et celle sur base de gaz naturel de 1 000 GWH. La part de l'énergie nucléaire dans la production totale d'électricité a dépassé 25 % et celle du charbon et du gaz secondaire extrait du charbon 35 %. En 1973, une production de plus de 20 000 GWH était basée encore sur des produits pétroliers, soit 53 % de la production globale; à l'heure actuelle, cette part n'est plus que de 27 % ou d'environ 13 000 GWH.

La consommation globale d'énergie poursuit donc une évolution conforme aux objectifs des programmes énergétiques belge et internationaux : beaucoup moins de pétrole au profit de l'énergie nucléaire et un retour au charbon pour la production d'électricité. Dans toute l'Europe le recul des produits pétroliers est beaucoup plus important que prévu, avec comme conséquence de lourdes pertes et une large surcapacité structurelle de raffinage. Depuis la première crise du pétrole en 1973, la consommation d'énergie se fait avec beaucoup plus de prudence.

*
* *

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1971	14,9	20,1	35,0	8,0	11,8	11,6	16,0	19,6	27,8
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5
1980	1,8	18,6	20,4	0,8	1,2	10,9	14,0	11,7	15,2
1981 (b)	1,5	18,7	20,2	0,6	1,0	11,0	14,0	11,6	15,0

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1971	1 820	1 214	2 612	1 883	2 282	1 591
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678
1980	1 804	1 165	2 338	1 794	2 297	1 738
1981 (b) ..	2 009	1 277	2 207	1 710	2 196	1 681

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

Balance charbonnière

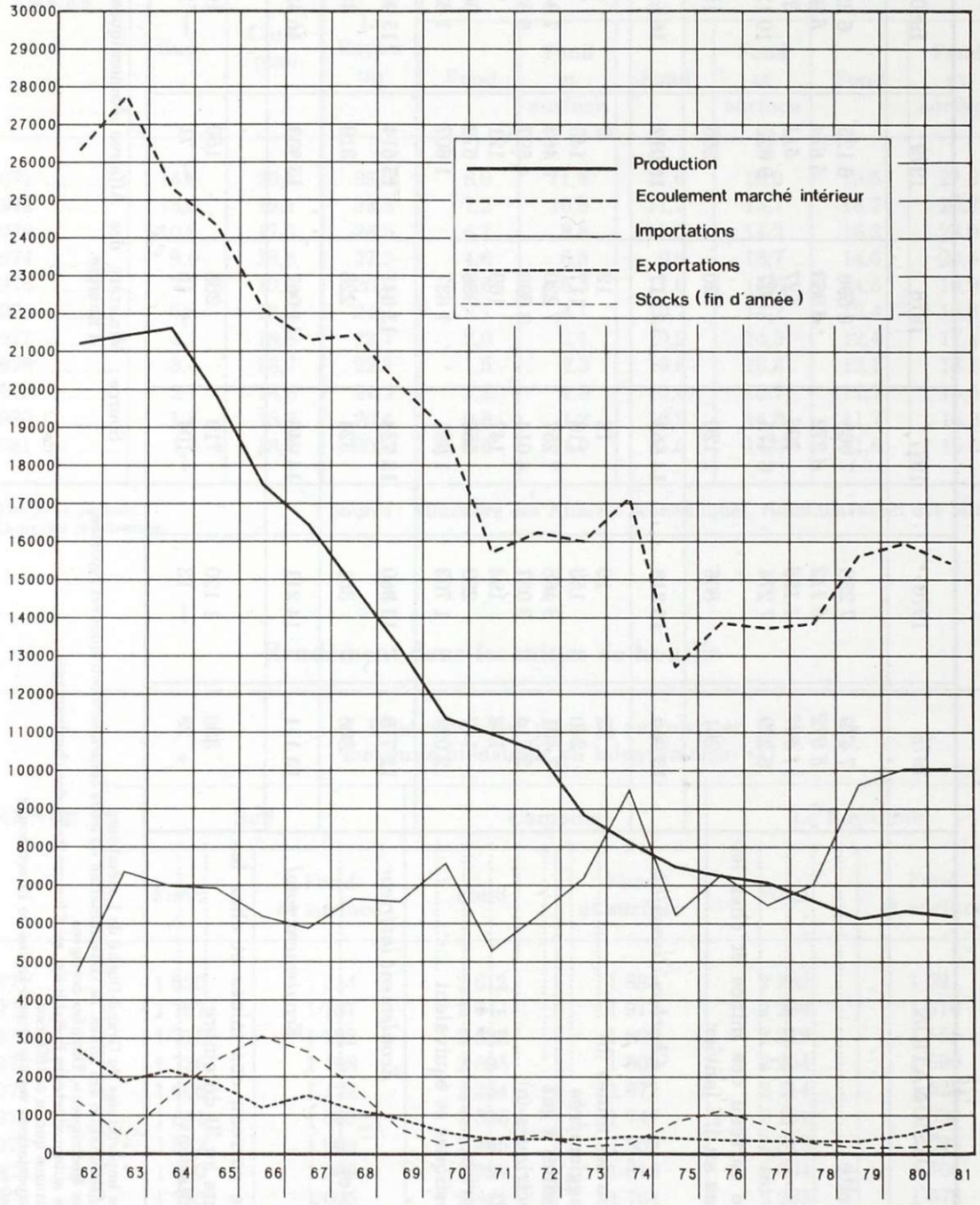
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (f)
Production nette	7 479	7 238	7 068	6 590	6 125	6 324	6 186
Campine	*5 972*	*6 112*	*6 272*	*5 963*	*5 614*	*5 949*	*5 815*
Sud	*1 507*	*1 126*	*796*	*627*	*511*	*375*	*371*
Importations (a)	6 229	7 274	6 475	7 007	9 622	10 139	10 051
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	261	806	1 120	720	265	150	164
Charbon disponible	**13 969**	**15 318**	**14 663**	**14 317**	**16 012**	**16 613**	**16 401**
Consommation des mines (b)	32	16	12	12	9	11	5
Fabriques d'agglomérés	240	153	118	117	145	74	49
Cokeries et usines à gaz	7 401	8 468	7 257	7 220	8 463	7 948	7 605
Centrales électriques (c)	2 714	3 037	4 014	3 698	4 597	5 539	5 842
Sidérurgie (d)	152	194	147	169	121	79	30
Autres industries	147	289	555	988	672	962	746
Usages domestiques et équivalent	2 027	1 703	1 621	1 637	1 607	1 333	1 160
Ecoulement intérieur	**12 713**	**13 860**	**13 724**	**13 841**	**15 614**	**15 946**	**15 437**
Exportations (e)	398	351	324	226	319	480	787
Ecoulement total	**13 111**	**14 211**	**14 048**	**14 067**	**15 933**	**16 426**	**16 224**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	830	1 120	719	265	150	164	207
Erreurs et omissions	+ 28	— 13	—104	— 15	— 71	— 23	+ 30

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

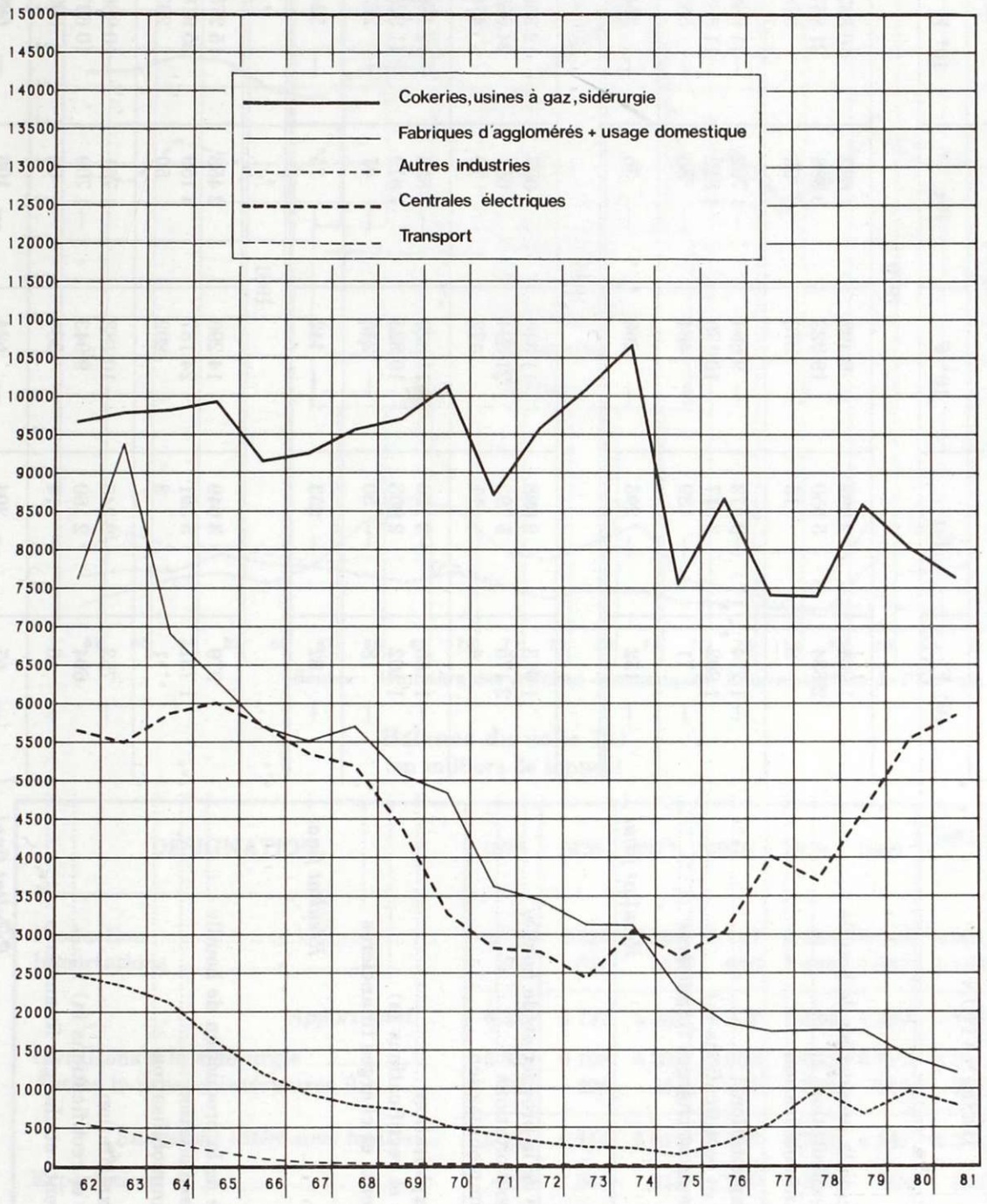
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

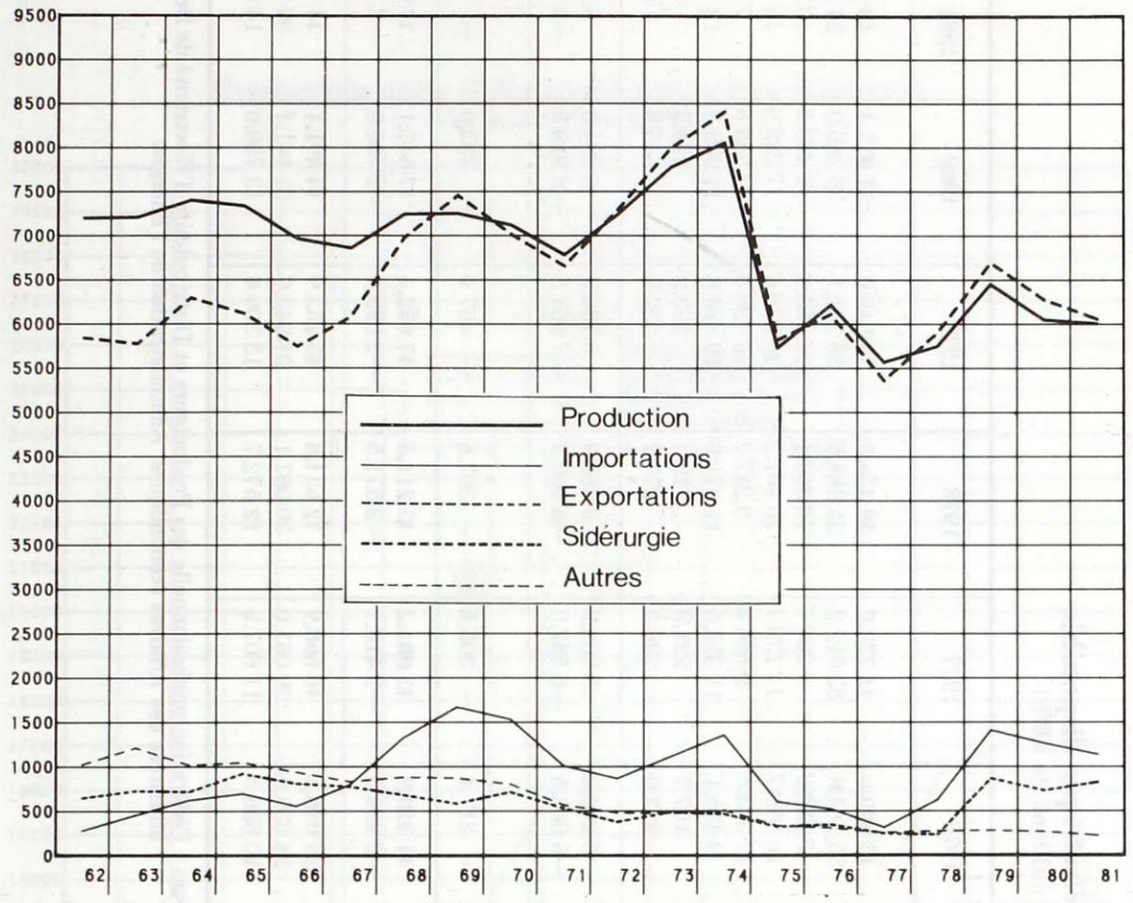
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1979 à 1981

DÉSIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1979					
Valeur nette de la production de houille	1 068	2 092	9 499	1 692	10 567	1 725
Dépenses d'exploitation	2 834	5 550	19 023	3 388	21 857	3 569
Dépenses d'immobilisation	8	15	370	66	378	62
Résultat d'exploitation	—1 774	—3 473	— 9 894	—1 762	—11 668	—1 906
Subventions et rectifications (a)	1 693	3 317	10 170	1 812	11 863	1 937
Amortissements et charges financières	— 71	— 139	— 484	— 86	— 555	— 91
Résultat final ...	**— 152**	**— 295**	**— 208**	**— 36**	**— 360**	**— 60**
	1980					
Valeur nette de la production de houille	1 013	2 698	11 346	1 907	12 359	1 954
Dépenses d'exploitations	2 175	5 793	21 894	3 681	24 069	3 806
Dépenses d'immobilisation	4	11	472	79	476	75
Résultat d'exploitation	—1 166	—3 106	—11 020	—1 853	—12 186	—1 927
Subventions et rectifications (a)	1 102	2 903	10 823	1 819	11 925	1 886
Amortissements et charges financières	— 18	— 50	— 245	— 41	— 263	— 42
Résultat final ...	**— 82**	**— 253**	**— 442**	**— 75**	**— 524**	**— 83**
	1981					
Valeur nette de la production de houille	979	3 049	14 296	2 458	15 275	2 489
Dépenses d'exploitation	1 731	5 391	24 187	4 159	25 918	4 224
Dépenses d'immobilisation	1	3	292	50	293	48
Résultat d'exploitation	— 753	—2 345	—10 183	—1 751	—10 936	—1 783
Subventions et rectifications (a)	694	2 160	9 943	—1 709	10 637	1 733
Amortissements et charges financières	— 6	— 14	— 384	— 66	— 390	— 63
Résultat final ...	**— 65**	**— 204**	**— 624**	**— 108**	**— 689**	**— 113**

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (c)
Production	5 728	6 216	5 569	5 747	6 450	6 048	6 004
Importations	601	521	312	625	1 408	1 261	1 136
Apport total ...	**6 329**	**6 737**	**5 881**	**6 372**	**7 858**	**7 309**	**7 140**
Livraisons à la sidérurgie	5 820	6 108	5 360	5 900	6 695	6 277	6 058
Autres livraisons intérieures (b)	331	306	254	273	278	265	222
Livraisons intérieures totales ...	**6 151**	**6 414**	**5 614**	**6 173**	**6 973**	**6 542**	**6 280**
Exportations	320	344	245	230	864	768	822
Ecoulement total ...	**6 471**	**6 758**	**5 859**	**6 403**	**7 837**	**7 310**	**7 102**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

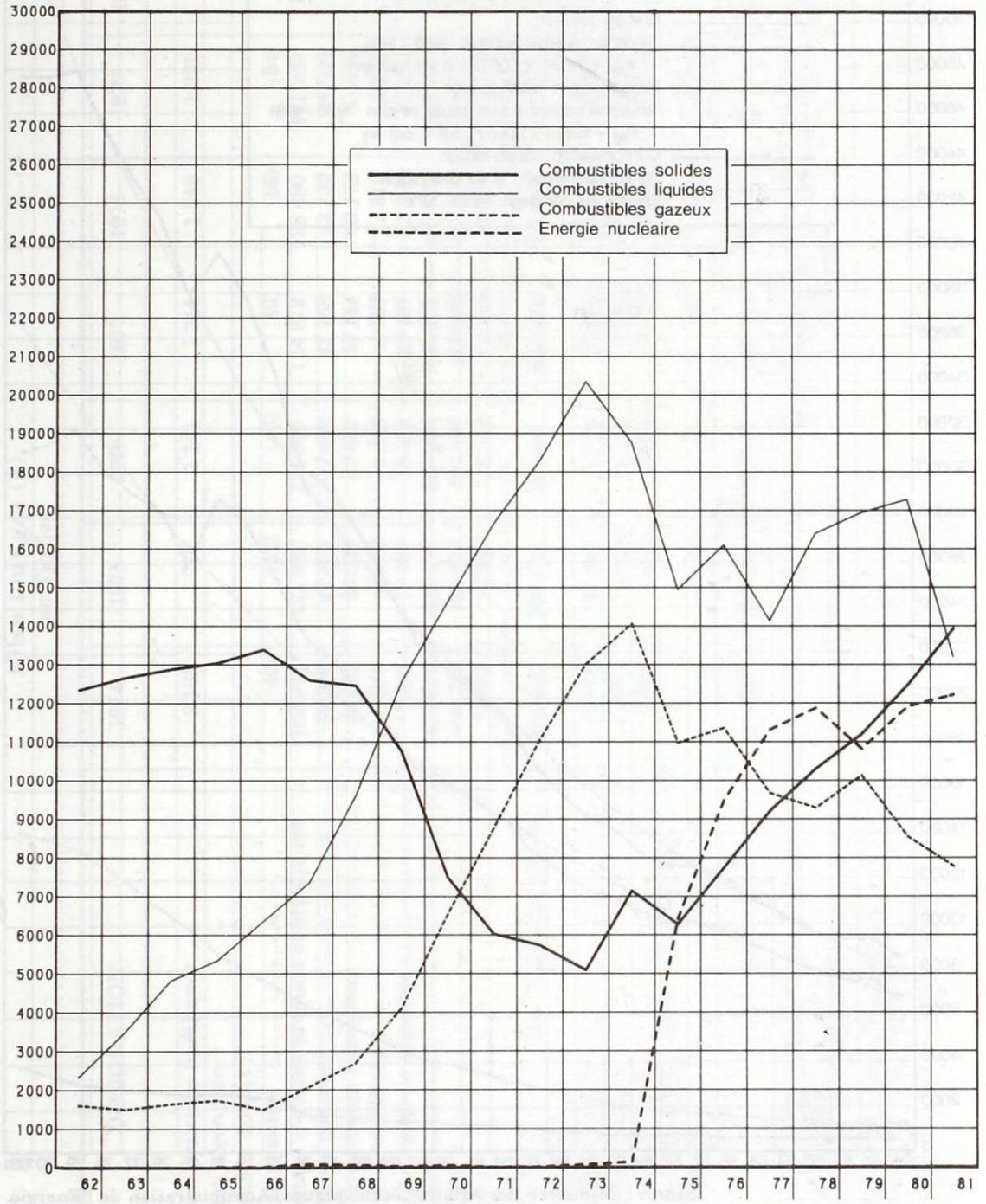
Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (f)
Production nette	**39 019,9**	**45 000,6**	**44 773,8**	**48 356,5**	**49 648,0**	**51 015,4**	**48 179,3**
Production thermique conventionnelle	32 185,8	35 184,8	33 012,2	35 988,5	38 262,1	38 286,0	34 888,5
a partir de : combustibles solides (a)	*6 268,9*	*7 732,6*	*9 206,7*	*10 300,1*	*11 195,9*	*12 463,8*	*13 923,0*
combustibles liquides (b)	*14 946,1*	*16 096,7*	*14 139,1*	*16 401,3*	*16 939,6*	*17 282,6*	*13 196,9*
combustibles gazeux (c)	*10 970,8*	*11 355,5*	*9 666,4*	*9 287,1*	*10 126,6*	*8 539,6*	*7 768,6*
Energie nucléaire (d)	6 408,4	9 485,1	11 313,5	11 871,5	10 814,8	11 909,3	12 219,1
Hydraulique	180,1	107,7	221,8	219,3	233,2	274,3	377,0
Centrales de pompages	245,6	223,0	226,3	277,2	337,8	545,8	694,7
Importations (e)	4 215,4	3 240,2	5 202,9	5 282,9	6 736,3	6 284,5	5 704,0
Exportations	—5 067,5	—6 602,5	—6 587,0	—8 060,3	—7 964,5	—8 919,9	—5 263,9
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	— 355,3	— 317,4	— 305,5	— 367,8	— 467,4	— 733,0	— 925,9
Energie appelée en Belgique	**37 812,5**	**41 320,9**	**43 084,2**	**45 211,3**	**47 952,4**	**47 647,1**	**47 693,5**
Pertes sur les réseaux	—2 199,9	—2 284,5	—2 410,7	—2 571,5	—2 699,4	—2 756,0	—2 785,6
Consommation nette	**35 612,6**	**39 036,4**	**40 668,9**	**42 634,8**	**45 253,9**	**44 891,1**	**44 907,9**
dont : Haute tension	25 832,2	28 339,9	29 061,0	30 067,1	31 943,6	31 141,1	30 814,1
Basse tension	9 780,4	10 696,5	11 607,9	12 572,7	13 309,4	13 750,0	14 093,8

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

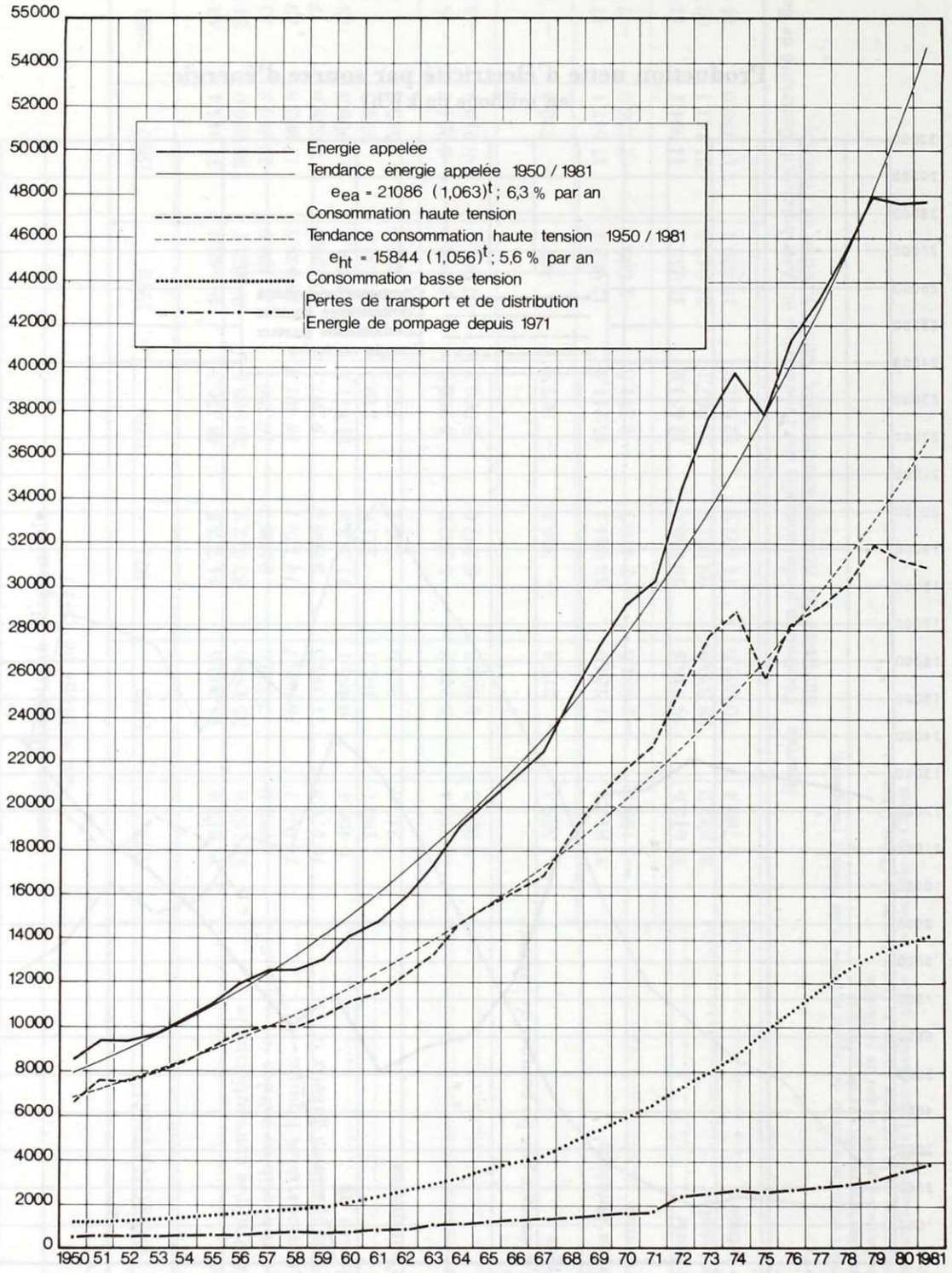
(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

Production nette d'électricité par souree d'énergie
(en millions de kWh)



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)

(en Tjoules)

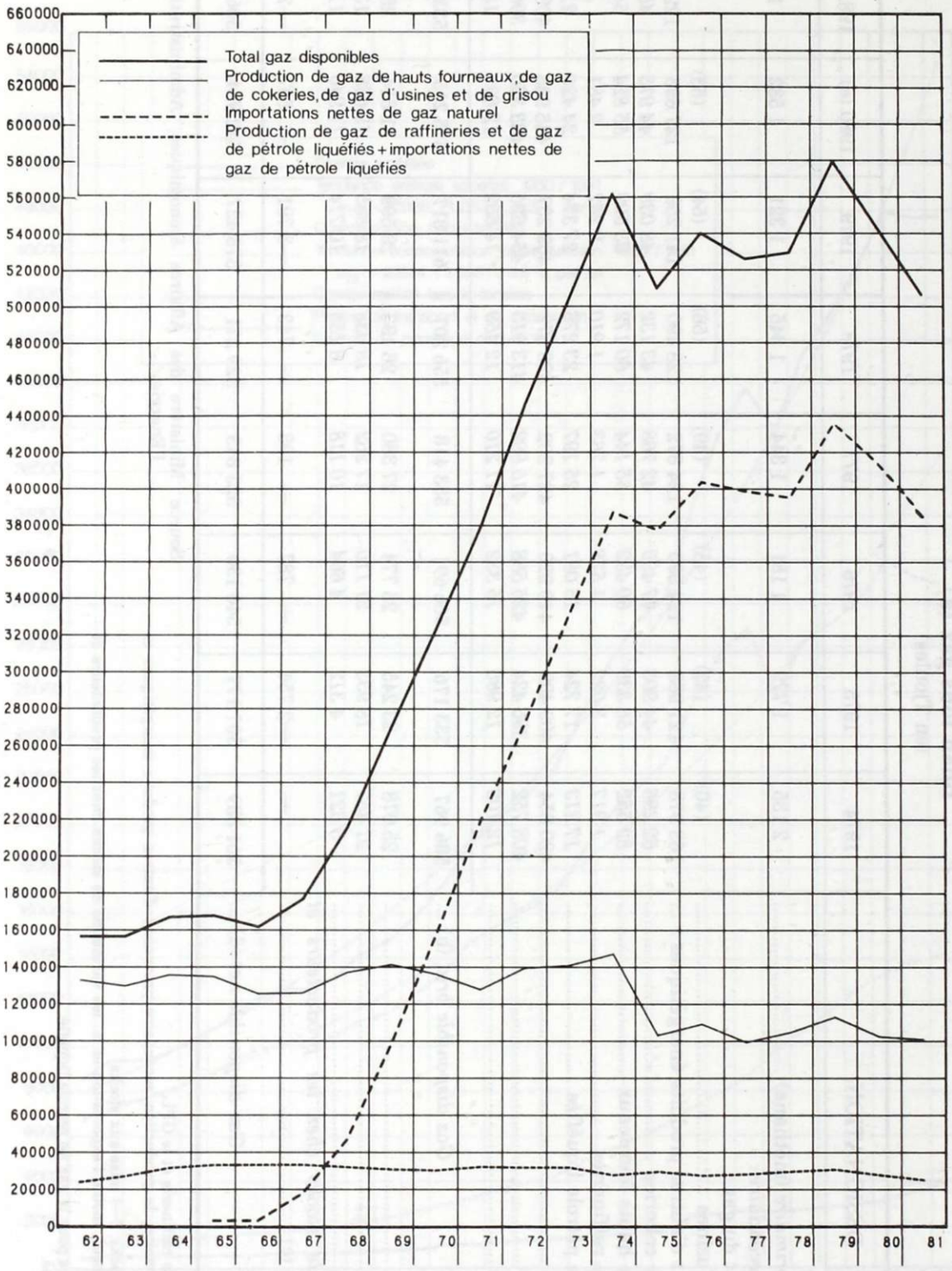
DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (e)	1981 (f)
1. *Production primaire* (méthane)	2 135	1 779	1 181	1 344	1 345	1 321	1 532	1 269
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(40)	(42)	(45)	(49)	(56)	(54)	(53)	(47)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	163 978	121 988	124 590	124 872	128 490	141 259	127 698	122 766
— Gaz de cokeries	*62 296*	*44 903*	*47 499*	*42 768*	*43 132*	*48 039*	*44 973*	*45 190*
— Gaz de hauts fourneaux	*82 552*	*56 339*	*60 432*	*55 144*	*60 172*	*63 599*	*55 824*	*54 280*
— Gaz de raffineries	*1 917*	*3 022*	*1 578*	*1 763*	*1 910*	*2 242*	*2 481*	*1 671*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*17 213*	*17 724*	*15 081*	*25 197*	*23 276*	*27 374*	*24 420*	*21 625*
3. *Importations*	420 854	409 409	440 920	427 202	426 372	469 237	445 985	409 693
Gaz naturel	*408 752*	*396 424*	*425 588*	*415 992*	*413 913*	*454 625*	*433 350*	*396 081*
G.P.L.	*12 102*	*12 985*	*15 332*	*11 210*	*12 459*	*14 632*	*12 635*	*13 612*
Gaz disponible brut (b)	**586 967**	**533 176**	**566 691**	**553 418**	**556 207**	**611 817**	**575 215**	**533 728**
4. *Exportations*	25 078	23 245	25 774	27 380	26 193	29 599	31 614	25 067
Gaz naturel	*21 457*	*18 933*	*21 110*	*17 262*	*18 038*	*18 885*	*19 668*	*13 077*
G.P.L.	*3 621*	*4 312*	*4 664*	*10 118*	*8 155*	*10 714*	*11 946*	*11 990*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	—	—2 754	— 787	— 193	— 743	—3 791	— 687	—2 259
Gaz disponible net (d)	**561 889**	**507 177**	**540 130**	**525 845**	**529 271**	**578 427**	**542 914**	**506 402**

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Térajoules)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville :										
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	39	41	40	42	45	50	56	54	53	47
— Gaz de cokeries	1 357	96	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Gaz naturel	279 192	341 595	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170	450 787	432 663	393 457
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries)	1 635	115	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	**282 223**	**341 847**	**408 792**	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**	**450 841**	**432 716**	**393 504**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	43 875	50 814	56 222	66 588	76 787	85 861	101 280	114 493	116 770	115 273
— Usages non-domestiques	13 331	16 727	19 858	25 341	30 131	35 583	42 894	48 718	52 393	53 662
Total ...	**57 206**	**67 541**	**76 080**	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 174**	**163 211**	**169 163**	**168 935**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	213 343	256 506	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752	265 742	241 331	208 921
Total ...	**270 549**	**324 047**	**379 478**	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**389 926**	**428 953**	**410 494**	**377 856**
3. Exportation	4 575	9 054	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885	19 668	13 077

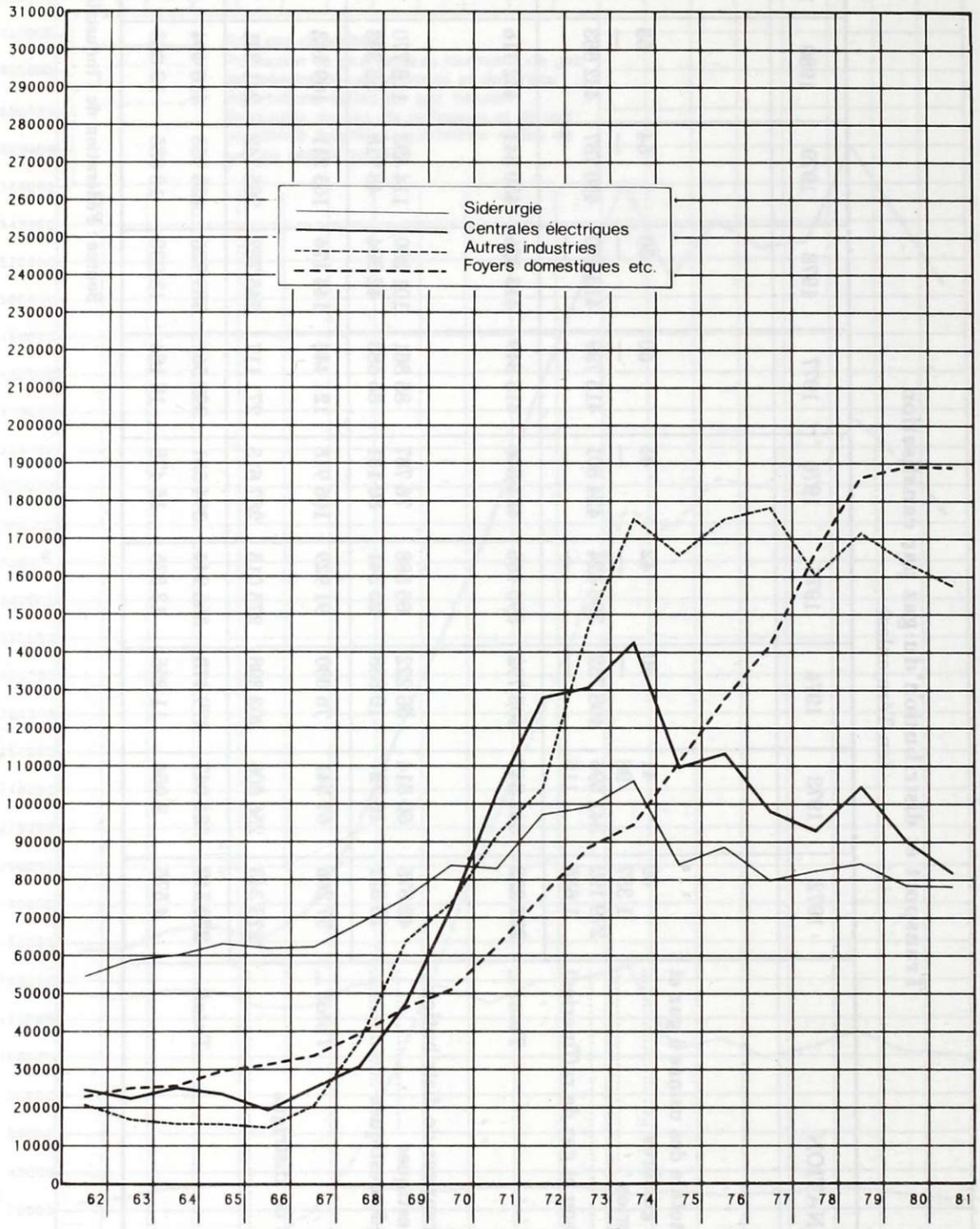
(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

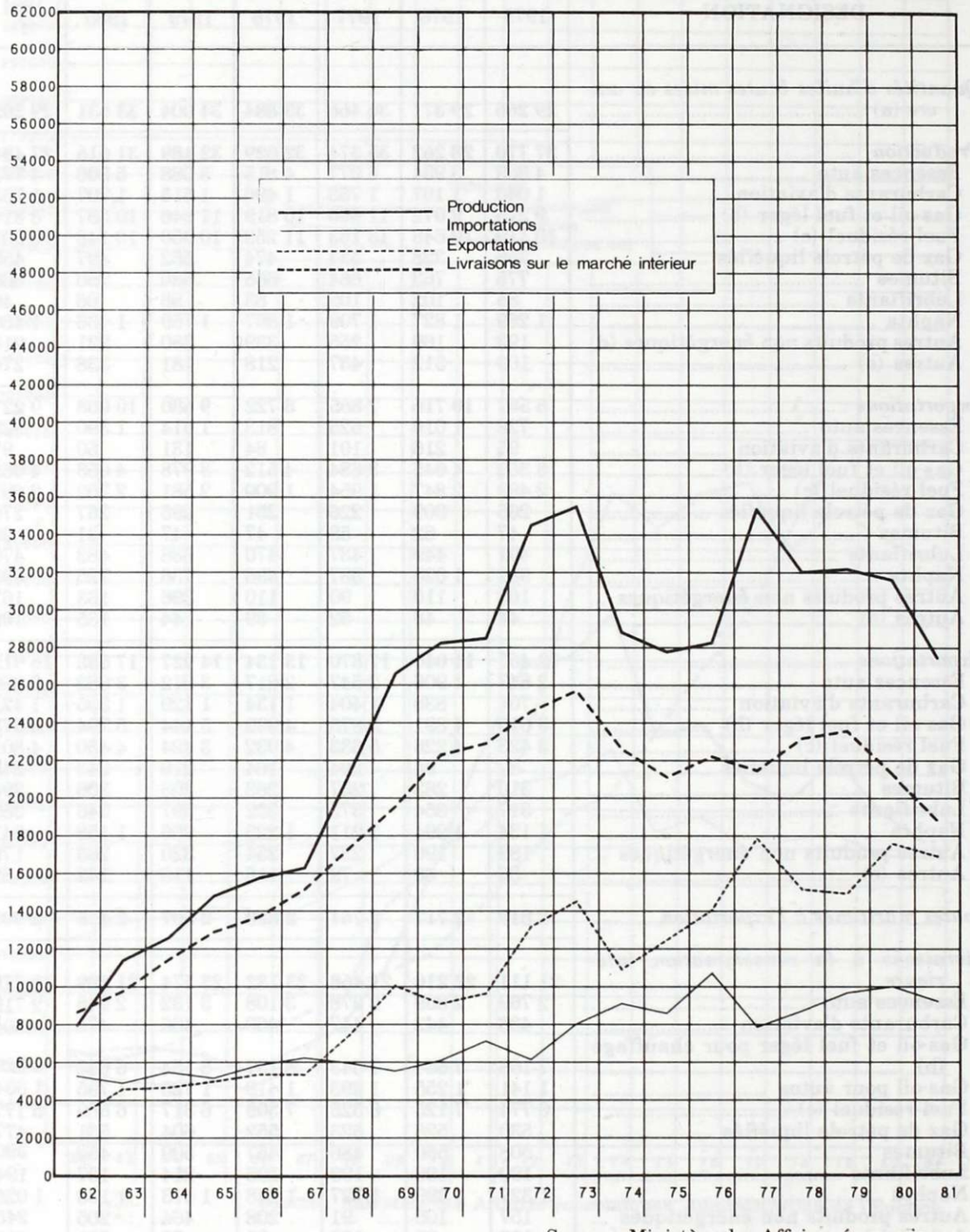
DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (f)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre (a)	**29 266**	**29 371**	**36 466**	**33 884**	**34 004**	**33 631**	**29 202**
Production	**27 770**	**28 262**	**35 374**	**32 029**	**32 189**	**31 616**	**27 484**
Essences auto	4 609	3 934	5 077	4 815	5 088	5 506	4 773
Carburants d'aviation	1 040	1 107	1 753	1 496	1 515	1 707	1 783
Gas-oil et fuel léger (b)	9 215	9 072	11 690	10 819	11 946	10 387	8 814
Fuel résiduel (c)	10 119	10 648	13 153	11 253	10 950	10 148	9 001
Gaz de pétrole liquéfiés	356	328	534	474	552	497	455
Bitumes	775	763	664	665	680	750	666
Lubrifiants	85	102	102	83	98	66	40
Naphta	1 269	1 827	1 709	1 867	1 759	1 486	1 460
Autres produits non énergétiques (d)	193	169	255	339	380	231	218
Autres (e)	109	312	437	218	181	338	274
Importations	**8 587**	**10 716**	**7 865**	**8 722**	**9 680**	**10 008**	**9 227**
Essences auto	728	1 010	625	813	1 014	1 390	925
Carburants d'aviation	95	216	101	84	131	50	97
Gas-oil et fuel léger (b)	3 359	4 645	3 684	4 512	3 978	4 053	4 065
Fuel résiduel (c)	2 499	2 847	1 954	1 900	2 581	2 702	2 692
Gaz de pétrole liquéfiés	266	309	226	251	295	267	276
Bitumes	47	62	59	47	47	31	26
Lubrifiants	401	449	437	470	538	483	476
Naphta	982	1 020	587	496	736	725	395
Autres produits non énergétiques	166	110	90	110	396	163	167
Autres (e)	44	48	52	39	44	135	108
Exportations	**12 465**	**14 046**	**17 870**	**15 154**	**14 927**	**17 588**	**16 915**
Essences auto	2 647	1 906	2 547	2 617	3 012	3 662	3 320
Carburants d'aviation	707	838	1 404	1 134	1 129	1 305	1 421
Gas-oil et fuel léger (b)	3 615	4 891	5 875	4 999	5 144	5 794	5 373
Fuel résiduel (c)	3 423	4 226	5 633	4 032	3 424	4 430	4 801
Gaz de pétrole liquéfiés	87	94	204	164	216	243	245
Bitumes	310	263	257	263	203	306	294
Lubrifiants	317	354	373	352	397	345	359
Naphta	1 134	1 204	1 211	1 223	966	1 158	841
Autres produits non énergétiques	189	190	237	254	320	203	179
Autres (e)	36	80	79	116	116	142	82
Soutes maritimes à l'exportation	**2 819**	**2 717**	**2 761**	**2 820**	**2 507**	**2 455**	**2 905**
Livraisons à la consommation intérieure	**21 111**	**22 210**	**21 468**	**23 182**	**23 574**	**21 289**	**18 770**
Essences auto	2 769	2 869	2 978	3 108	3 132	2 948	2 719
Carburants d'aviation	438	442	447	460	466	475	504
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (b)	7 168	7 654	7 543	8 137	8 154	6 653	5 929
Gas-oil pour autos	1 141	1 255	1 393	1 419	1 723	1 795	1 834
Fuel résiduel (c)	6 774	7 125	6 525	7 309	6 817	6 569	5 177
Gaz de pétrole liquéfiés	530	525	523	552	604	531	477
Bitumes	508	550	486	457	509	452	390
Lubrifiants	190	196	199	195	214	197	194
Naphta	1 327	1 399	1 127	1 248	1 413	1 133	1 025
Autres produits non énergétiques	157	105	91	208	464	205	245
Autres (e)	109	90	156	89	78	331	281

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.
(b) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(c) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(d) Principalement white spirit et essences spéciales.
(e) Y compris le gaz incondensable.
(f) Données provisoires au 15 avril 1982.

Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur

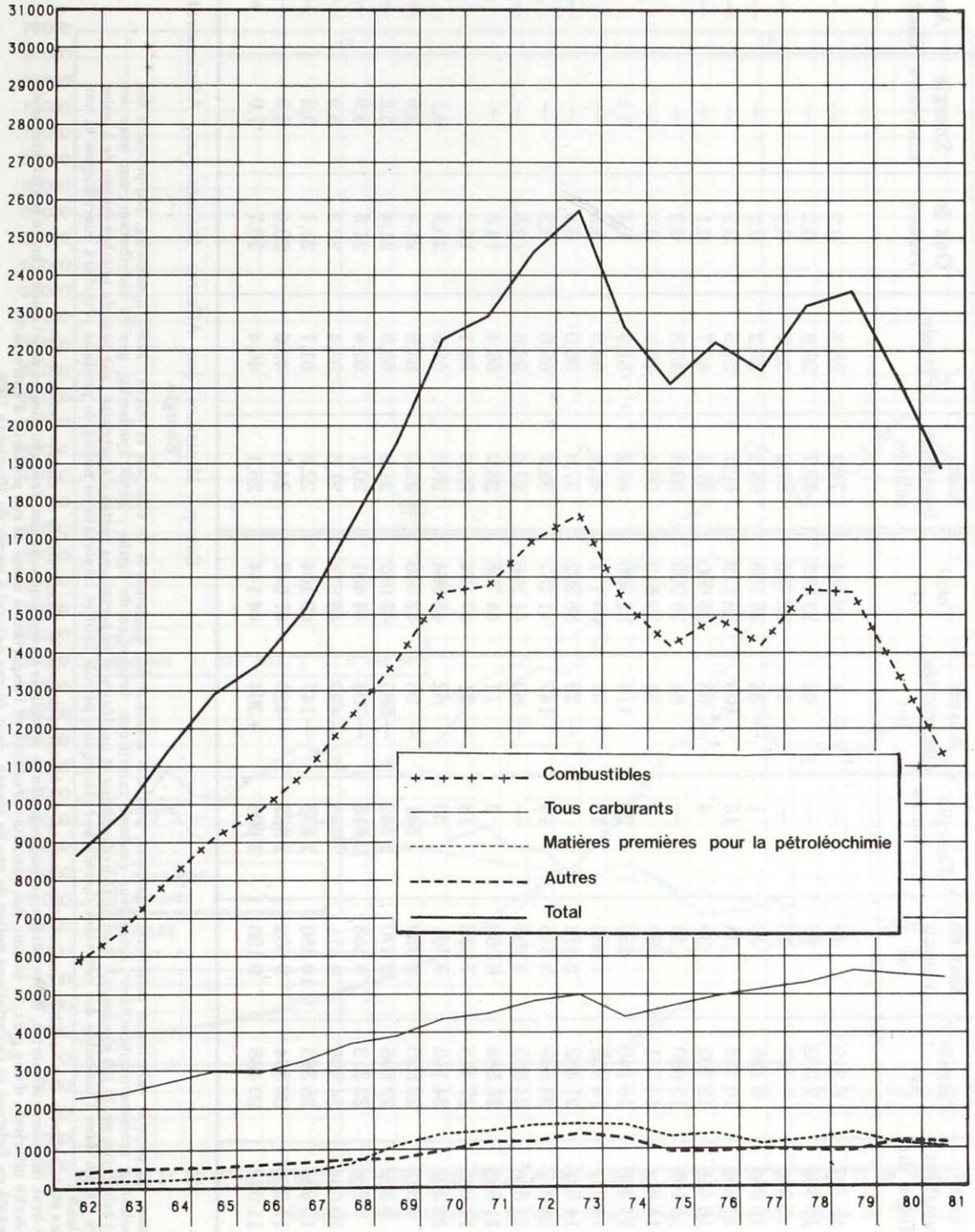
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Combustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricités (e)	Total (f)	Combustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricités
1959	15 797	6 319	49	—	— 1	22 164	71,3	28,5	0,2	—	—
1960	16 505	7 089	36	—	62	23 692	69,7	29,9	0,2	—	0,2
1961	15 976	7 787	36	—	— 14	23 785	67,2	32,7	0,2	—	—0,1
1962	16 953	9 198	40	1	— 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	—0,3
1963	17 635	10 533	38	13	—100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	—0,3
1964	16 418	12 202	39	4	— 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	—0,2
1965	16 100	13 690	49	—	64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	0,2
1966	14 914	14 541	99	2	54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	0,2
1967	14 360	16 148	450	23	114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	— 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	—0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	— 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	—0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	— 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	82	45 864	26,8	52,6	20,3	0,1	0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	— 96	42 346	22,0	53,2	21,4	3,6	—0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	—685	45 082	21,9	53,0	21,4	5,2	—1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	—204	44 481	20,7	52,4	21,5	5,9	—0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	—499	46 674	21,5	53,4	20,3	5,9	—1,1
1979	10 963	25 363	10 350	2 575	—147	49 104	22,3	51,7	21,1	5,2	—0,3
1980	11 288	23 304	9 902	2 982	—429	47 047	24,0	49,6	20,0	6,3	—0,9
1981 (g)	11 073	20 488	9 126	3 093	+364	44 144	25,1	46,4	20,7	7,0	+0,8

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29.930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20.930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20.930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35.169 kjoules/m^3; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41.860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

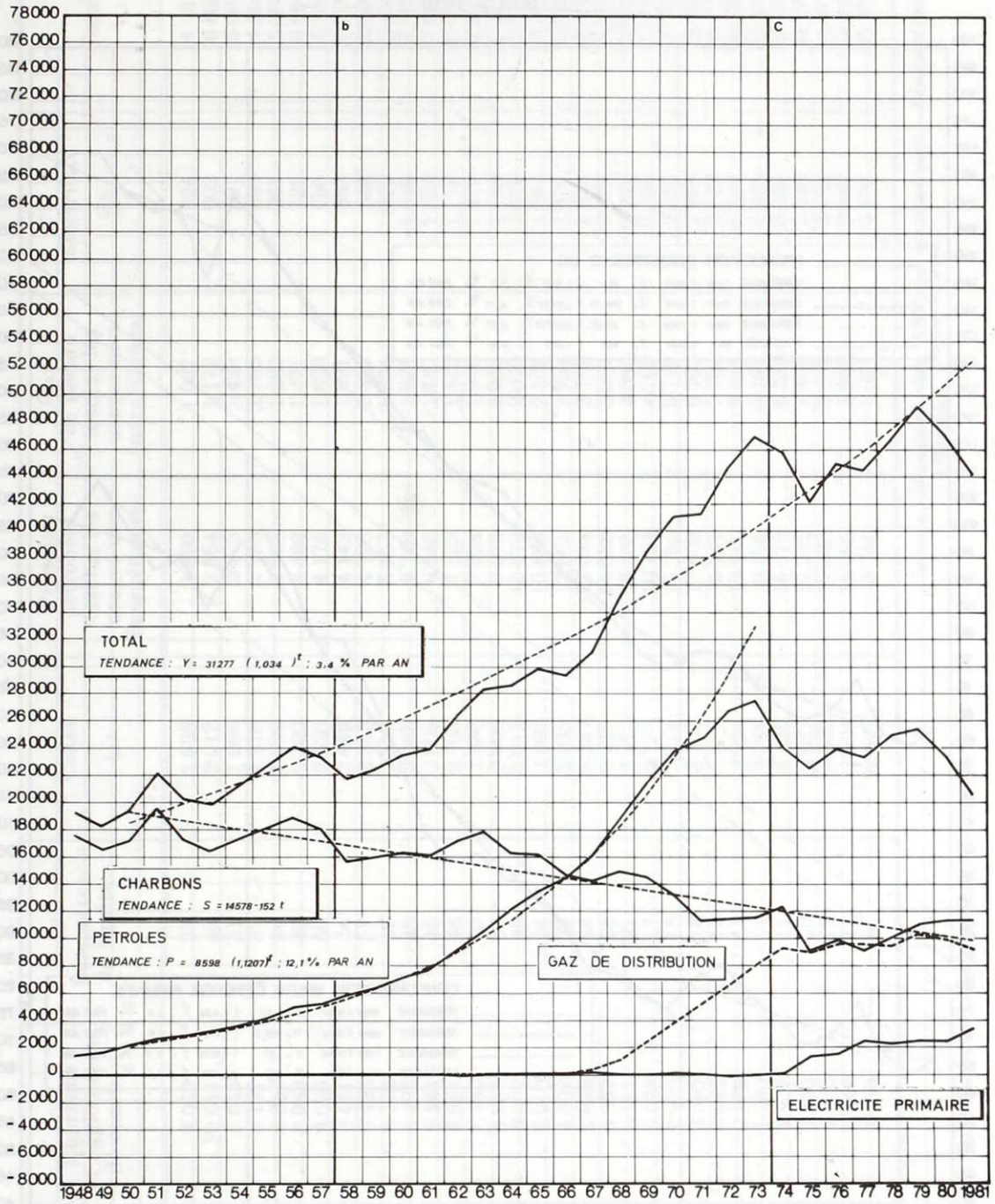
(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » du tableau « Bilan global de l'Energie ».

(g) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

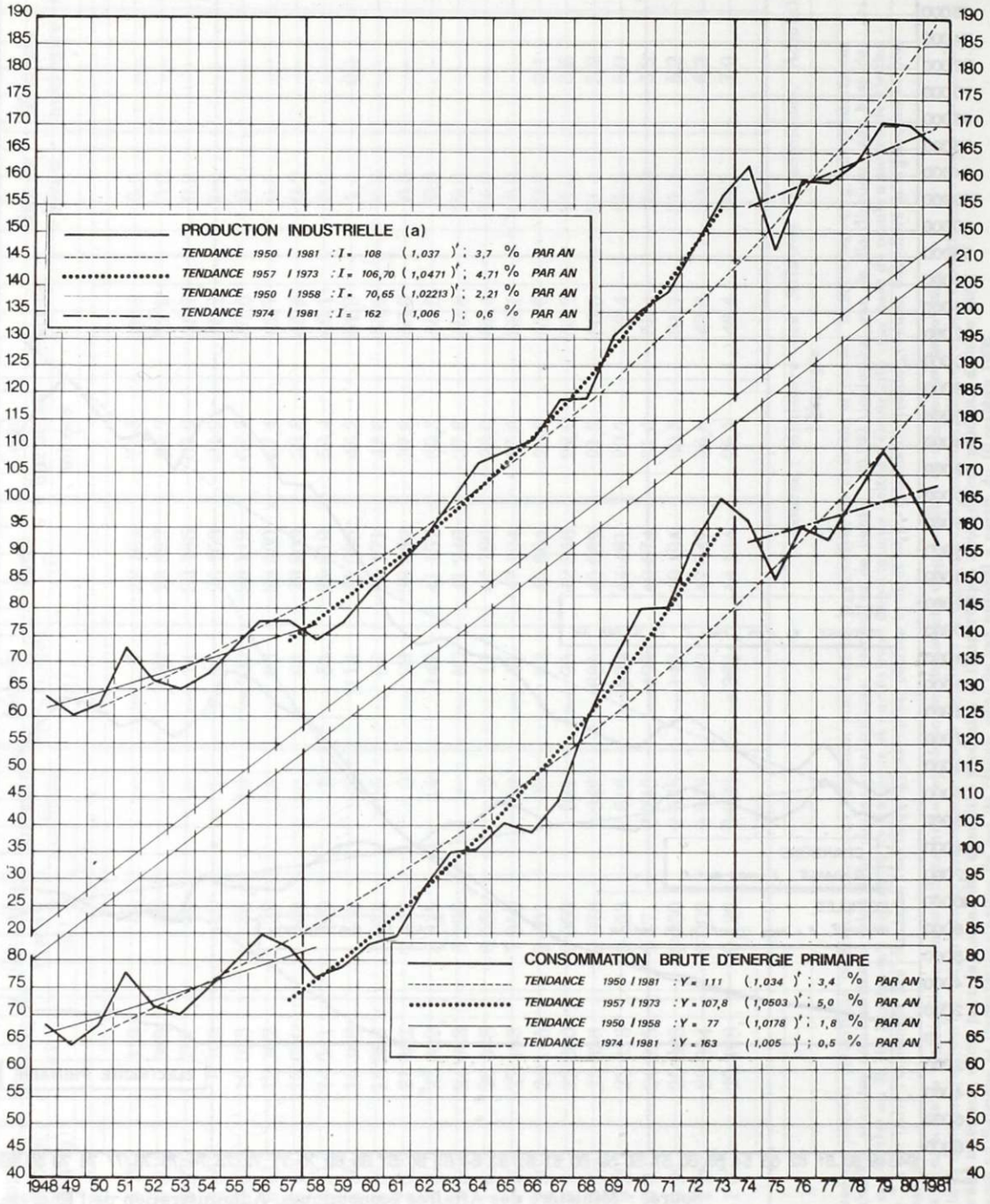


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1980.
(b) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
(c) Fin 1973 : crise pétrolière — nouvelle politique énergétique.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation finale d'énergie par produit énergétique

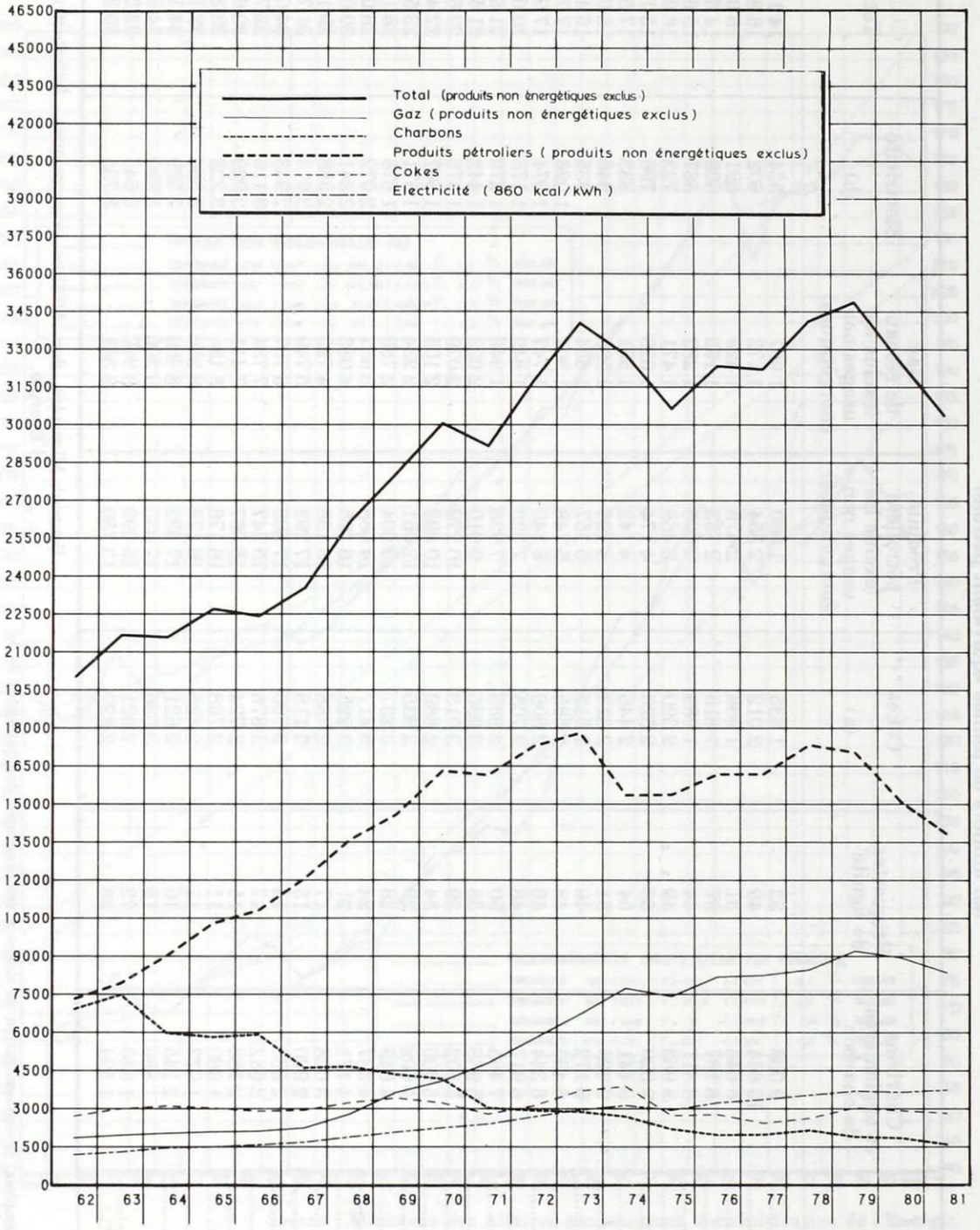
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

ANNEE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (exclus les usages non énergétiques)	Gaz de réseau (exclus les usages non énergétiques)	Electricité (b)	Total
1950	9 068	33	1 635	1 860	1 067	524	14 187
1951	10 644	49	2 012	2 354	1 172	602	16 833
1952	8 644	31	1 986	2 475	1 429	591	15 001
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979	1 886	19	3 036	17 035	9 206	3 690	34 872
1980	1 840	72	2 921	15 099	8 942	3 647	32 521
1981 (c)	1 594	88	2 827	13 750	8 361	3 735	30 352

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.
(c) Données provisoires.

Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

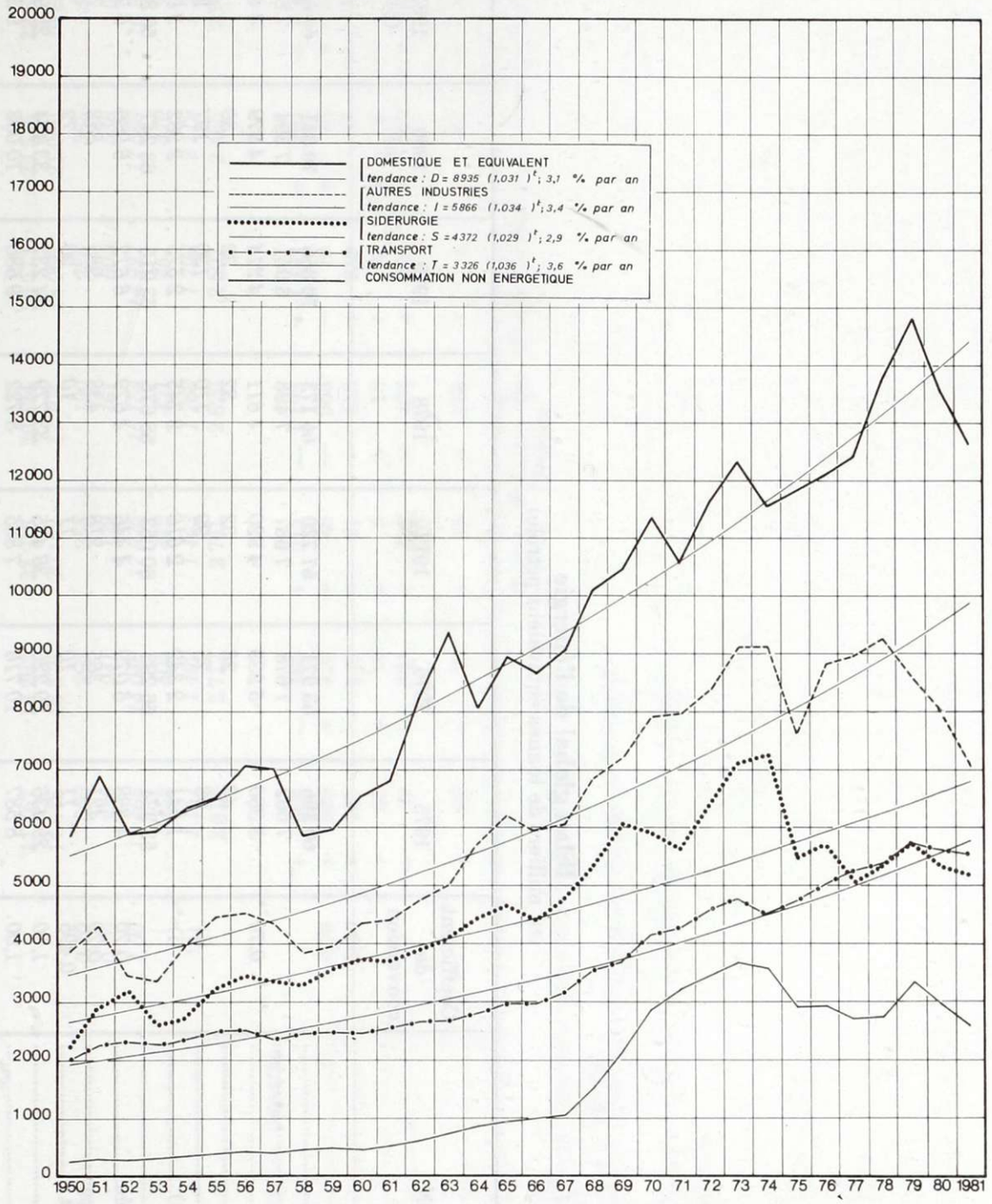


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.

Consommation finale d'énergie par secteur (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1980.

Bilan global de l'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (a)	1981 (b)
Ressources		**60 396**	**63 971**	**67 720**	**66 173**	**70 866**	**70 841**	**64 668**
Production primaire		7 062	7 678	7 667	7 498	6 951	7 594	7 815
— Houille	*0,70*	*5 380*	*5 233*	*4 920*	*4 611*	*4 214*	*4 379*	*4 433*
— Grisou		*43*	*28*	*32*	*32*	*32*	*36*	*30*
— Hydro-électricité	(i)	*98*	*75*	*99*	*110*	*130*	*197*	*259*
— Energie nucléaire (c)	(i)	*1 541*	*2 342*	*2 616*	*2 745*	*2 575*	*2 982*	*3 093*
Importations		53 334	56 293	60 053	58 675	63 915	63 247	56 853
— Houille et agglomérés	*0,70*	*4 388*	*5 079*	*4 446*	*4 679*	*6 612*	*6 966*	*6 997*
— Coke	*0,70*	*421*	*365*	*218*	*438*	*985*	*882*	*795*
— Briquettes de lignite	*0,495*	*11*	*10*	*11*	*10*	*20*	*72*	*88*
— Pétrole brut	*1,00*	*29 436*	*29 226*	*36 435*	*33 779*	*34 237*	*33 474*	*28 918*
— Produits pétroliers	*1,00*	*8 587*	*10 716*	*7 865*	*8 722*	*9 680*	*10 008*	*9 227*
— Gaz de réseau (d)		*9 534*	*10 165*	*9 938*	*9 888*	*10 860*	*10 352*	*9 462*
— Electricité (c)	(g)	*957*	*732*	*1 140*	*1 159*	*1 521*	*1 493*	*1 366*
Livraisons intérieures (e)		**42 346**	**45 082**	**44 481**	**46 674**	**49 104**	**47 047**	**44 144**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et								
— Sidérurgie		5 447	5 705	5 090			8 047	7 051
— Autres industries				8 962				

Sidérurgie		5 447	5 705	5 090	5 358	5 735	5 293	5 160
— Autres industries		7 660	9 105	8 962	9 272	8 961	9 217	
— Transports		4 767	5 033	5 270	5 400	5 713	5 610	5 526
— Secteurs domestiques et équival.		11 850	12 131	12 447	13 736	14 793	13 527	12 615
— Produits non-énergétiques		2 906	2 914	2 717	2 748	3 324	2 932	2 595
— Non ventilés		906	353	398	340	100	—	—
Ventes extérieures		**17 467**	**19 293**	**22 913**	**20 524**	**20 573**	**23 535**	**22 529**
Exportations		14 648	16 576	20 152	17 704	18 066	21 080	19 624
— Houille et agglomérés	0,70	350	293	255	190	286	365	561
— Coke	0,70	230	241	172	161	604	538	575
— Produits pétroliers	1,00	12 465	14 046	17 870	15 154	14 927	17 588	16 915
— Gaz de réseau		452	504	412	431	451	470	312
— Electricité	(g)	1 151	1 492	1 443	1 768	1 798	2 119	1 261
Soutes (h)		2 819	2 717	2 761	2 820	2 507	2 455	2 905
Variations stocks producteurs — importateurs — consommateurs		**+ 568**	**— 388**	**+ 313**	**— 1 193**	**+ 1 193**	**+ 294**	**— 1 900**
— Houille et coke	0,70	+ 326	+ 310	— 48	— 653	— 18	+ 73	+ 123
— Pétrole brut	1,00	+ 137	— 145	— 31	— 153	+ 259	— 87	— 198
— Gaz de réseau		+ 66	+ 19	+ 5	+ 18	+ 91	+ 16	+ 54
— Produits pétroliers		+ 39	— 572	+ 387	— 405	+ 861	+ 292	+ 1 879
Différence statistique		**+ 15**	**— 16**	**+ 13**	**+ 168**	**+ 4**	**— 35**	**— 105**

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires au 15 avril 1982.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emploi.
(f) Calcul par différence.
(g) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(h) Soutage navigation maritime internationale.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Ressources	**16 207**	**16 285**	**142**	**166**	**7 309**	**7 140**	**33 474**	**28 918**	**43 639**	**38 429**	**536**	**497**	**59 927**	**56 457**
Production primaire (d)	6 249	6 285	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	13 378	13 996
Production secondaire (e)	6	4	—	—	6 048	6 004	—	—	33 631	29 202	101	100	40 264	36 757
Importations de la Communauté (f)	2 614	2 751	142	166	1 121	10 69	2 015	2 659	6 367	6 058	347	310	6 285	5 704
Importations des pays tiers	7 338	7 245	—	—	140	67	31 459	26 259	3 641	3 169	86	86	—	—
Emplois	**16 207**	**16 285**	**142**	**166**	**7 309**	**7 140**	**33 474**	**28 918**	**43 639**	**38 429**	**536**	**417**	**59 927**	**56 457**
Producteurs d'énergie primaire	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	636	630
Cokeries, usines à gaz (g)	7 875	7 792	—	—	—	—	—	—	2	2	26	27	135	135
Centrales électriques (h)	5 045	5 513	—	—	—	—	—	—	3 943	3 047	88	79	6 088	6 285
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	33 631	29 202	2 015	1 718	—	—	745	709
Consommateurs finals	2 632	2 277	142	166	6 542	6 285	—	—	17 344	15 721	401	376	43 403	43 434
Sidérurgie (i)	*79*	*30*	—	—	*6 277*	*6 058*	—	—	*193*	*180*	*78*	*78*	*5 221*	*4 909*
Autres industries (d) (j)	*1 072*	*957*	*95*	*112*	*230*	*190*	—	—	*2 486*	*2 130*	*127*	*103*	*18 711*	*18 632*
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 529*	*5 440*	—	—	*965*	*1 003*
Secteurs domestiques et équivalents	*1 481*	*1 290*	*47*	*54*	*35*	*37*	—	—	*6 848*	*6 000*	*169*	*169*	*18 506*	*18 890*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits non-énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 288*	*1 971*	*27*	*26*	—	—
Consommation intérieure	15 562	15 588	142	166	6 542	6 285	33 631	29 202	23 304	20 488	515	482	51 007	51 193
Exportations vers la Communauté (f) (k)	459	727	—	—	333	480	—	—	13 268	12 936	20	13	8 920	5 264
Exportations vers les pays tiers	62	75	—	—	435	342	—	—	4 320	3 979	—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 455	2 905	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	— 9	+56	—	—	—1	+32	—87	—198	—292	—3 265	+1	+2	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	+114	—19	—	—	—	+ 1	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1981.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 20.930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15.110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Houille et agglomérés de houille*	14 656	15 679	19 173	20 994	28 738	779	607	1 224	1 529	2 857
1. Anthracite	*5 045*	*5 748*	*5 750*	*6 108*	*6 675*	*59*	*106*	*156*	*132*	*364*
2. Autres houilles	*9 227*	*9 575*	*12 980*	*14 491*	*21 611*	*694*	*425*	*864*	*1 293*	*2 417*
3. Agglomérés de houille	*384*	*356*	*443*	*395*	*452*	*26*	*76*	*204*	*104*	*76*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	85	91	123	293	406	—	—	1	—	—
C. *Produits de la cokéfaction*	7 439	8 909	11 883	11 491	11 227	573	774	2 066	3 115	3 977
1. Cokes, charbon de cornue	*7 414*	*8 881*	*11 873*	*11 484*	*11 189*	*541*	*737*	*2 015*	*3 099*	*3 937*
2. Divers	*25*	*28*	*10*	*7*	*38*	*32*	*37*	*51*	*18*	*40*
Combustibles solides (A+B+C)	**22 180**	**24 679**	**31 179**	**32 778**	**40 371**	**1 352**	**1 381**	**3 291**	**4 644**	**6 834**
D. *Pétrole brut*	125 583	99 593	126 337	193 751	255 666	—	221	—	—	591
E. *Produits pétroliers raffinés*	29 229	36 966	59 626	88 898	109 342	69 208	56 790	98 286	145 809	168 051
1. Essences et huiles légères	*8 607*	*8 303*	*16 759*	*25 439*	*23 988*	*20 399*	*18 873*	*35 496*	*52 060*	*53 201*
2. Huiles moyennes	*471*	*231*	*848*	*917*	*633*	*6 770*	*5 075*	*9 918*	*14 087*	*17 921*
3. Gas-oil	*7 320*	*10 018*	*19 585*	*24 279*	*35 719*	*14 728*	*11 490*	*28 756*	*39 435*	*37 840*
4. Fuel-oils	*7 800*	*13 509*	*15 551*	*29 191*	*36 464*	*20 560*	*14 825*	*16 515*	*29 712*	*45 767*
5. Huiles de graissage	*3 989*	*3 867*	*5 269*	*7 320*	*9 889*	*5 361*	*5 032*	*5 913*	*7 735*	*9 940*
6. Divers	*1 042*	*1 038*	*1 614*	*1 752*	*2 649*	*1 390*	*1 495*	*1 688*	*2 780*	*3 381*
F. *Energie électrique*	1 045	743	1 398	2 232	5 542	66	274	263	3 119	4 281
G. *Gaz naturel et gaz distribué*	24 651	26 937	32 205	44 529	51 817	1 345	1 138	1 375	2 725	3 305
1. Propane, butane, etc.	*2 137*	*2 126*	*2 687*	*3 366*	*5 188*	*1 154*	*1 023*	*1 374*	*2 420*	*3 196*
2. Gaz naturel	*22 456*	*24 733*	*29 473*	*41 093*	*46 590*	*191*	*114*	*1*	*305*	*109*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	*58*	*78*	*45*	*70*	*39*	—	*1*	—	—	—
Combustibles fluides (D+E+F+G)	**180 508**	**164 239**	**219 566**	**329 410**	**422 367**	**70 619**	**58 423**	**99 924**	**151 653**	**176 228**
H. *Vapeur, eau chaude, air comprimé*	—	—	—	1	—	1	3	1	3	2
I. *Eau, glace et neige*	2	2	4	4	6	2	3	1	1	1
Autres formes d'énergie (H+I)	2	2	4	5	6	3	6	2	4	3
Total général	**202 690**	**188 920**	**250 749**	**362 193**	**462 744**	**71 974**	**59 810**	**103 217**	**156 301**	**183 065**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Quantité

DÉSIGNATION	Unité de quantité	Importations					Exportations				
		1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Houille et agglomérés de houille*	10^3 t	7 054	7 803	10 264	10 687	10 507	367	271	505	577	908
1. Anthracite		*1 919*	*2 192*	*2 222*	*1 808*	*1 706*	*29*	*49*	*65*	*49*	*72*
2. Autres houilles		*4 994*	*5 485*	*7 908*	*8 787*	*8 708*	*328*	*196*	*381*	*503*	*820*
3. Agglomérés de houille		*141*	*126*	*134*	*92*	*93*	*10*	*26*	*59*	*25*	*16*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	10^3 t	57	55	71	180	214	—	—	—	—	
C. *Produits de la cokéfaction*	10^3 t	2 122	2 663	3 735	3 639	3 032	157	204	647	874	896
dont : Cokes, charbon de cornue ..		*2 116*	*2 656*	*3 734*	*3 638*	*3 029*	*150*	*196*	*641*	*872*	*893*
Combustibles solides (A + B + C) ...	10^3 t	9 233	10 521	14 070	14 506	13 753	524	475	1 152	1 451	1 804
D. *Pétrole brut*	10^3 t	35 036	30 796	31 597	30 037	27 213	—	81	—	—	59
E. *Produits pétroliers raffinés*	10^3 t	6 978	9 704	10 865	11 633	10 903	16 799	14 163	14 217	17 151	16 210
dont : 1. Essences et huiles légères		*1 717*	*1 685*	*2 050*	*2 627*	*1 889*	*4 153*	*3 994*	*4 212*	*4 944*	*4 067*
2. Huiles moyennes		*95*	*43*	*96*	*89*	*50*	*1 451*	*1 134*	*1 296*	*1 450*	*1 443*
3. Gas-oil		*1 720*	*2 485*	*3 086*	*2 816*	*3 335*	*3 455*	*2 866*	*3 572*	*4 326*	*3 510*
4. Fuel-oils		*2 718*	*4 752*	*4 616*	*5 285*	*4 730*	*7 075*	*5 499*	*4 491*	*5 677*	*6 468*
5. Huiles de graissage		*495*	*501*	*612*	*547*	*587*	*356*	*333*	*372*	*359*	*367*
F. *Energie électrique*		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
G. *Gaz naturel et gaz distribué :*											
1. Propane, butane, etc.	10^3 t	*431*	*420*	*428*	*396*	*444*	*251*	*228*	*240*	*270*	*287*
2. Gaz naturel	10^6 m³	*9 790*	*9 676*	*10 539*	*9 736*	*8 144*	*42*	*28*	—	*53*	*15*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	10^6 m³	*18*	*18*	*13*	*12*	*4*	—	—	—	—	—
Combustibles fluides :											
— liquides (D+E+G1)	10^3 t	42 445	40 920	42 890	42 066	38 560	17 050	14 472	14 457	17 421	16 556
— gaz (G2+G3)	10^6 m³	9 808	9 694	10 552	9 748	8 148	42	28	—	53	15

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Solde importateur net du secteur énergétique

DÉSIGNATION	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en milliers de tonnes)				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
A. Houille et agglomérés de houille	13 877	15 072	17 949	19 465	25 881	6 687	7 532	9 759	10 110	9 599
B. Lignite et briquettes de lignite	85	91	122	293	406	57	55	71	180	214
C. Produits de la cokéfaction	6 866	8 135	9 817	8 376	7 250	1 965	2 459	3 088	2 765	2 136
D. Pétrole brut	125 583	99 372	126 337	193 751	255 075	35 036	30 715	31 597	30 037	27 154
E. Produits pétroliers raffinés	—39 979	—19 824	—38 660	—56 911	—58 709	—9 821	—4 459	—3 352	—5 518	—5 307
F. Energie électrique	979	469	1 135	— 887	1 261	..	..	..	..	..
G. Gaz naturel et gaz distribué :	23 306	25 799	30 830	41 804	48 512					
1. Propane, butane	*983*	*1 103*	*1 313*	*946*	*1 992*	*180*	*192*	*188*	*126*	*157*
2. Gaz naturel et gaz distribué autre que gaz naturel (a)	*22 323*	*24 696*	*29 517*	*40 858*	*46 520*	*(9 766)*	*(9 666)*	*(10 552)*	*(9 695)*	*(8 133)*
Total ...	**130 717**	**129 114**	**147 530**	**205 891**	**279 676**	**34 104**	**36 494**	**41 351**	**37 700**	**33 953**

(a) La quantité est exprimée en millions de mètres cubes.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

CHAPITRE IV

TRANSPORTS

§ 1. — TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER

La tendance régressive du transport de marchandises qui avait été observée déjà en 1980, s'est poursuivie durant l'année 1981. Le transport de voyageurs a connu une légère progression.

Le *transport de marchandises* par la S.N.C.B. a reculé de 7 999 millions de t/km en 1980 à 7 528 millions de t/km en 1981, soit une diminution de près de 6 %. Un examen des chiffres permet de constater qu'au cours des trois dernières années le trafic des marchandises a évolué en fonction de la conjoncture.

Le transport ferroviaire intérieur a atteint 20,3 millions de tonnes en 1981, soit presque 7 % de plus qu'en 1980, mais néanmoins de 12 % inférieur aux résultats de 1974. Les importations par voie de mer se sont accrues de 3,5 % pour atteindre 12,4 millions de tonnes, tandis que les exportations par la même voie ont baissé de 9 % et se chiffrent à 3 millions de tonnes.

Les importations se montent à 20,2 millions de tonnes, soit presque 1 % de plus qu'en 1980. Au cours des dix années écoulées, le meilleur résultat des importations avait été enregistré en 1974 (26,4 millions de tonnes), mais 1979 a également été une bonne année (22,1 millions de tonnes). Pour les exportations également, 1979 et surtout 1974 ont été de bonnes années mais à l'inverse des importations, elles ont diminué à nouveau en 1981 de presque 6 %.

Le transport en transit a baissé de presque 12 %. Tout ceci porte l'ensemble du trafic de marchandises par wagons complets à 69,6 millions de tonnes en 1981, soit 6 % pratiquement ou 1,4 millions de tonnes de moins qu'un an auparavant.

Par catégories de marchandises transportées, des diminutions ont été relevées pour la plupart des postes. Les résultats satisfaisants ont été réalisés, cependant pour les huiles industrielles, le pétrole, le bois et le goudron (+12,6 %), de même que pour les produits agricoles (+2,9 %). Dans le secteur des huiles minérales, l'augmentation doit être imputée notamment à un accroissement des importations suisses via Anvers.

Les principales diminutions ont été relevées dans les minerais (—13,4 %), les combustibles solides (—9 %), les matériaux de construction, ainsi que dans les

produits des carrières (—9,9 %). Pour les deux premiers secteurs, ce recul est la conséquence logique d'une réduction de l'activité dans la sidérurgie belge, ainsi que dans l'exploitation minière. Pour ce qui est des matériaux de construction, les chemins de fer doivent faire face à une trop forte concurrence de la part du transport routier.

Les données relatives au transport de voyageurs témoignent d'un accroissement de 1,8 % du nombre de ceux-ci par rapport à 1980. Le nombre de kilomètres-voyageurs a augmenté de 6 963 millions à 7 078 millions, mais demeurant toutefois inférieur de presque 15 % au résultat obtenu en 1974. Au cours de l'année écoulée, le nombre de personnes ayant fait la demande d'un abonnement à tarif réduit s'est accru de 2,7 % tandis que le nombre d'abonnements ordinaires a progressé de 5 % et le nombre de voyageurs ordinaires de 3,9 %.

En 1981, la Société nationale des chemins de fer vicinaux a transporté quelque 305 millions de voyageurs, soit 2 % de moins par rapport à 1978 où le nombre de voyageurs avait été de plus de 312 millions. Le transport de voyageurs par trams électriques et véhicules automobiles s'est accru de respectivement 582 et 17 unités, tandis que le transport par autobus a essuyé une perte de 1 000 unités environ.

§ 2. —TRANSPORT ROUTIER

Au cours des dernières années, le transport de marchandises par route a enregistré des progrès considérables. Selon l'Institut national de Statistique, 68,3 % du transport de marchandises, soit plus de 371 millions de tonnes, s'est effectué par route; 18,6 %, c'est-à-dire 101 millions de tonnes ont été transportées par eau et à peine 13,1 % soit 71 millions de tonnes par chemin de fer. Selon l'Institut du Transport routier, cette situation s'explique par le fait que le transport par route s'adapte plus facilement aux exigences de la vie économique moderne.

La tendance marquée vers une diminution du nombre global d'entreprises et la baisse considérable du nombre d'entreprises P s'est poursuivie au cours des deux années antérieures. Toutefois, le nombre d'entreprises P et V (1) est, dans son ensemble, supérieur en Wallonie qu'en Flandre. L'importance des entreprises de transports s'accroît généralement, tant en ce qui concerne le nombre de véhicules que la capacité de chargement.

Au sein du secteur même, il est constaté que la part du transport en propre augmente, tandis que celle du transport professionnel décroît. Au cours de la période 1975-1980, le tonnage transporté par route a fléchi de 0,35 % en volume. Pendant la même période, la part du transport en propre a augmenté de 60,8 % à 61,5 %, alors que celle du transport professionnel a regressé de 39,2 % à 38,5 %, ce qui peut s'expliquer par la baisse du transfert du transport privé vers le transport professionnel : les entreprises ne désirent plus autant faire appel à des tiers et profitent au maximum de leur propre parc de voitures.

(1) Certificat de capacité professionnelle.

§ 3. — TRANSPORT PAR EAU

1. — *Navigation intérieure.*

Le transport par eau sur le canal Albert et sur les canaux y reliés dans le Nord et le Nord-Est de la Belgique a reculé de 4,6 % en 1981.

Les dix à quinze années antérieures avaient été caractérisées surtout par la forte augmentation du transport de pétrole et de produits pétroliers et simultanément par la baisse spectaculaire du transport du charbon. Au cours des dernières années, cette situation s'est modifiée, car la récession et le prix élevé des produits pétroliers jouent en faveur du charbon. Dans l'ensemble des marchandises transportées sur le canal Albert, le volume du charbon transporté a grossi de plus de 4 % l'année passée, alors que celui des combustibles liquides a diminué de plus de 12 %; le volume des produits sidérurgiques s'est amenuisé de manière dramatique (—10 %). Même dans le domaine des minéraux bruts ou traités, ainsi que pour les matériaux de construction (sable et gravier), une perte de plus d'un million de tonnes a été enregistrées, alors qu'à ce niveau la navigation intérieure ne doit normalement craindre aucune concurrence.

Ces difficultés doivent être imputées à des perturbations administratives, sociales et économiques. Les effets de la récession économique semblent se faire sentir tout spécialement dans ce secteur de transport.

La flotte intérieure a diminué de 5 % environ au cours de l'année passée et il en est de même pour la capacité de chargement.

Il est à signaler, enfin, que d'après une enquête effectuée par l'Institut du Transport routier en 1981, l'opinion générale concernant le niveau de l'activité de transport témoigne d'une amélioration par rapport aux deux dernières années, alors que concernant la rentabilité elle reflète une détérioration. L'amélioration de la conjoncture du transport qui s'est amorcée après la période de vacances de 1981, n'a eu, apparemment aucun effet positif immédiat sur la rentabilité des entreprises. La concurrence aiguë dans le secteur du transport professionnel de marchandises par route et l'augmentation continuelle des coûts d'exploitation n'y sont pas étrangers.

Le nombre de bateaux à moteurs et de remorqueurs a baissé, de même que leur tonnage. Celui des barges poussées est en progression de 3 unités et de 8 % au point de vue capacité de chargement.

En ce qui concerne les marchandises transportées par la flotte intérieure, seules les données pour 1980 sont disponibles. Celles-ci accusent une diminution de 1 % environ sur l'ensemble du volume transporté. Exprimé en poids, c'est surtout le transport intérieur qui est en baisse (—4 %) et, en une moindre mesure, les importations (—2 %) et le transport en transit (—0,5 %). Les exportations ont enregistré une progression de 1,5 millions de tonnes, ou 5 %.

2. — *Ports de mer.*

Après le niveau record de 1980, les résultats du *port d'Anvers* se sont révélés encore satisfaisants en 1981, en dépit du climat général de récession.

L'année 1981 a été une bonne année surtout pour les marchandises en cueillette et le transport par conteneur. Les résultats positifs sont dus à la poursuite de la diversification de la provenance et de la destination des marchandises; le trafic de transit a connu également une forte progression et, dans son ensemble, l'évolution positive du trafic à fort coefficient de travail a eu un effet favorable sur l'emploi.

Le transport maritime de marchandises du port d'Anvers n'a enregistré en 1981 que 2,1 millions de tonnes ou 2,4 % de moins qu'en 1980 qui fut une année record. Plus de 70 % du transport maritime de marchandises via les ports belges s'effectue par Anvers.

Le port d'Anvers intervient pour :

— 87 % du trafic intérieur de marchandises en navigation intérieure;

— 44 % de l'ensemble du transport intérieur y compris le transport international;

— 71 % du trafic intérieur de marchandises par chemin de fer;

— 30 % du transport global par chemin de fer;

— 10 % du transport international par route.

Le trafic en Wallonie prend en compte environ 15 millions de tonnes de l'activité d'Anvers (61 % minerais, 6 % combustibles solides, 12 % produits sidérurgiques et 21 % autres marchandises).

En 1981, 16 802 navires sont entrés dans le port d'Anvers, soit 349 unités de moins qu'un an auparavant. Le tonnage a augmenté d'environ 2 % et s'est chiffré à plus de 104 millions B.R.T. Ceci porte le tonnage moyen par navire à 6 226 B.R.T., contre 5 987 B.R.T. en 1980, soit un nouveau record grâce à la meilleure navigabilité de l'Escaut.

Le nombre de marchandises manutentionnées a diminué d'un peu plus de 2 % au cours de l'année dernière. Ce résultat est imputable surtout à une baisse des importations de 6 %; les expéditions, quant à elles, ont augmenté de presque 2 %. La manutention des marchandises en cueillette s'est accrue de 9 % et celle des marchandises en vrac a reculé de presque 9 %. Si 1981 a été une bonne année pour les marchandises en cueillette, elle l'a certainement été pour le transport par conteneur où un progrès de plus de 11 % a pu être constaté.

En ce qui concerne les marchandises mêmes, les évolutions suivantes ont été observées en 1981, par rapport à 1980 :

— pour la sidérurgie : 9,6 millions de tonnes ou +7,4 %;

— pour le pétrole : 2,7 millions de tonnes ou —32 %;

— pour les dérivés du pétrole : 14,5 millions de tonnes ou —3,4 %;

— pour les minerais : 11,1 millions de tonnes ou —1 %;

— pour le charbon : 6 millions de tonnes ou —11,6 %;

— pour les céréales : 6,8 millions de tonnes ou —13,4 %;

— pour les engrais : 3,7 millions de tonnes ou —20,4 %.

Les effets de la crise se font sentir nettement dans le transport de véhicules automobiles (—17 % environ).

A signaler encore que la jonction entre le cinquième dock et le dock « Amerika » a été ouverte officiellement le 9 février 1981. Cette réalisation avec le ponts du « Noordkasteel » qui s'y rattachent est d'une importance primordiale pour la navigation intérieure, qui dispose ainsi d'une liaison plus rapide et plus sûre avec le canal Albert.

Les progrès du trafic maritime au *port de Gand,* perceptibles depuis quelques années déjà, se sont poursuivis encore en 1981. Plus de 19,3 millions de tonnes de marchandises ont été manutentionnées, soit 5 % environ de plus qu'en 1980 et ce à un moment ou presque tous les ports européens ont vu regresser sensiblement leur trafic maritime.

La croissance de l'activité du port de Gand se manifeste pratiquement dans tous les secteurs et résulte de nouveaux trafics, tels le transport de viande en provenance des Etats-Unis. L'importance croissante du transport d'animaux vivants peut s'expliquer par l'importation de chevaux en provenance de la Russie et par l'exportation de bétail d'abattage, de la Belgique vers les pays du tiers-monde. Il y a eu, en outre, une manutention plus importante de produits surgelés, d'animaux vivants, de toiles de jute et de produits chimiques.

Le port de Gand n'en a pas moins souffert de la crise. Pour la première fois, depuis de nombreuses années, les données relatives au trafic de l'acier ont accusé une régression. Les trafics du bois, des engrais et des produits sidérurgiques finis ont enregistré un fléchissement, alors que les importations de pétrole sont en baisse et que la manutention de coke de pétrole a diminué d'environ 260 000 tonnes.

Le frêt de retour demeure un problème : beaucoup de navires doivent après le déchargement retourner à vide. Pour les céréales, les produits alimentaires et les marchandises en cueillette, ce frêt a cependant accusé une forte progression.

Le tonnage moyen par navire s'est accru de 4.816 B.R.T. en 1980 à 5 489 B.R.T. en 1981. Le tonnage chargé par affrêtement a augmenté de 339 tonnes en 1978 à 446 en 1981; la moyenne nationale par affrêtement s'est située l'année passée à 602 tonnes.

Il ressort des statistiques de l'Office de Régulation de la Navigation intérieure (O.R.N.) que la part du port de Gand dans le transport intérieur a quasiment doublé depuis 1978. Ceci résulterait, d'après l'Office, d'une augmentation de plus de 80 % du tonnage chargé entre 1978 et 1981.

Toutes ces données amènent à conclure que l'avenir du port de Gand autorise de belles espérances. Toutefois, les autorités portuaires, qui nourrissent de grands espoirs concernant une diversification poursuivie du trafic de marchandises, signalent qu'il y aurait lieu de conclure un accord entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de préserver les firmes établies dans le port de Gand et de sauvegarder l'emploi.

Le trafic global de marchandises du *port de Zeebrugge* a enregistré une régression de 9,5 % ou 1,4 million de tonnes en 1981. Cette perte affecte parallèlement le trafic de marchandises par mer et la navigation intérieure. Le recul qui caractérise le trafic de la flotte intérieure se situe exclusivement au niveau des arrivages (—143 200 tonnes ou —18 % par rapport à 1980). Cette baisse résulte d'un recul des débarquements de dérivés du pétrole et de produits chimiques. Les chargements ont pratiquement doublé (+57 000 tonnes) et ce grâce à une augmentation pour les matériaux de construction et les produits agricoles.

Alors qu'en 1980, la manutention de marchandises portait encore sur plus de 14,2 millions de tonnes, ce volume est tombé à 12,8 millions de tonnes en 1981 (—9,5 %), ce qui prouve que dans l'actuelle récession, le port de Zeebrugge est très vulnérable du fait de son infrastructure vieillie. La diversification des marchandises est insuffisante, de sorte qu'un recul dans l'un ou l'autre secteur (en fait, principalement dans le trafic du pétrole brut : —906 000 tonnes) a une incidence trop importante sur l'ensemble. C'est ainsi que du côté des importations, le charbon, le pétrole brut, les produits pétroliers, les car-ferries, les conteneurs ainsi que les matériaux de construction représentent 95,5 % des importations globales; pour ce qui est des exportations, les charbons à coke, les train-ferries, ainsi que les conteneurs constituent plus de 87 % des exportations.

Il n'est donc pas à dénier que, pour l'avenir de ce port, il est indispensable de moderniser l'infrastructure, pour que les secteurs de croissance, tels le charbon et les céréales puissent compenser les pertes.

Les exportations de marchandises par car-ferries ont régressé pour atteindre environ 1,9 million de tonnes (—2 %), tandis que les importations (1,5 million de tonnes) ont même diminué de 14,5 %. Les autorités portuaires attribuent cette perte à la grave dépression dans l'industrie britannique, ainsi qu'à la solidité de la livre sterling.

Le transport de passagers est demeuré au même niveau qu'en 1980 (2,3 millions d'unités), mais il faut tenir compte du fait que cette donnée avait été favorablement influencée à l'époque par le blocage des ports français.

Pour terminer, il y a lieu de mentionner, pour Zeebrugge, un résultat remarquable : le transport des marchandises par container a enregistré une progression de 12 % pour atteindre 2,2 millions de tonnes. Cette croissance a été réalisée exclusivement sur les lignes intercontinentales (+24 %), étant donné que le transport par conteneur sur les lignes européennes a plutôt stagné.

3. — *Marine marchande belge.*

Au 1er janvier 1982, la marine marchande belge se composait de 105 navires jaugeant 1 907 212 tonnes. Pour la première fois, la capacité de chargement des navires battant pavillon belge a dépassé 3 millions de tonnes.

Plus d'un quart sont des navires chargés en vrac, représentant la moitié de la capacité de chargement. Il s'agit ici d'une évolution frappante étant donné que ces

navires spécialisés dans les chargements en vrac ne sont en service en Belgique que depuis 10 ans.

L'année passée, les armateurs belges avaient 29 navires en commande auprès de chantiers belges et étrangers. Il s'agit principalement de navires pour les chargements en vrac ainsi que de navires combinés de ce type, représentant globalement une capacité de chargement de plus de 1,25 million de tonnes.

§ 4. — TRAFIC AERIEN

En 1981, l'activité dans les aéroports belges a accusé une tendance baissière, mais le fait frappant est la forte régression du transport de passagers aux aéroports situés dans la partie flamande du pays (Ostende, Deurne, Gand-Saint-Denis et Grimbergen). Comme le nombre de passagers faisant escale en Belgique pour repartir est plus faible que celui des mouvements des avions, il peut en être inféré que le taux d'occupation d'une année à l'autre s'améliore.

Pour la Sabena, les résultats du trafic pendant l'année écoulée se sont révélés satisfaisants — à l'encontre des résultats financiers. Le taux de chargement et le taux d'occupation sont en progression. Le nombre de tonnes-kilomètres de transport s'est accru de 3 % environ, alors que celui des tonnes-kilomètres offerts a connu une légère régression. Le transport de marchandises a diminué d'environ 1 %, mais le trafic postal a accusé une progression considérable (+11 %). Le transport de passagers s'est accru de 7 % en tonnes-kilomètre de transport, tandis que le nombre de passagers transportés a progressé de 4 %.

Les résultats ne se sont pas révélés aussi satisfaisants pour tous les réseaux. En ce qui concerne le trafic de passagers, le réseau intra-européen demeure un problème. Le taux d'occupation s'est amélioré, il est vrai, mais demeure encore faible (52 %). Bien que la Sabena ait fourni un gros effort d'investissements par l'achat du matériel volant le plus économique (Boeing 737, Airbus, etc.), les coûts d'exploitation continuent à monter et le trafic ne cesse de stagner. Tout indique que le réseau intra-européen souffre de la crise économique persistante, ce qui apparaît logique car c'est sur de courtes distances que la concurrence des moyens de transport traditionnels (auto, train, bus) se fait le plus sentir.

Les lignes desservant l'Amérique du Nord ainsi que l'Extrême-Orient continuent à donner de bons rendements. Sur la ligne nord-américaine, le taux d'occupation déjà élevé a augmenté de 2 %, tandis que le coefficient de chargement s'est amélioré de 10 %. Sur cette route, qui, dans les années d'or de l'après-guerre, était l'artère de la navigation civile et le baromètre des tarifs, les vols s'effectuent à perte depuis les dix dernières années. La « dérégulation » américaine peut expliquer cette situation par le fait que de nouvelles sociétés ont offert des tarifs de plus en plus bas; il faut également tenir compte de l'introduction rapide de jumbos qui a entraîné une surcapacité appréciable sur cette route de prestige.

*

* *

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535
1980	19 008	20 024	14 216	17 815	71 063	7 999
1981	20 308	20 204	13 393	15 731	69 636	7 258

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Produits agricoles et alimentaires	236	263	306	327	423	413	425
Combustibles solides	1 255	1 230	1 205	1 280	1 524	1 451	1 320
Minerais	1 923	1 868	1 522	1 786	2 256	2 055	1 780
Produits métallurgiques	1 718	1 653	1 582	1 761	2 045	1 782	1 724
Matériaux de construction et produits de carrières	454	446	401	425	464	493	444
Produits textiles	28	33	22	17	19	18	16
Produits chimiques	565	595	570	600	753	684	648
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	389	370	476	456	486	514	579
Divers	189	190	401	467	565	589	592
Total ...	**6 757**	**6 648**	**6 485**	**7 119**	**8 535**	**7 999**	**7 528**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs

(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1973	237	8 093	2 951	3 490	1 652
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343
1980	164	6 963	3 133	2 516	1 314
1981	167	7 078	3 256	2 449	1 373

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, tourrail +16 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.V. au 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs

(en milliers)

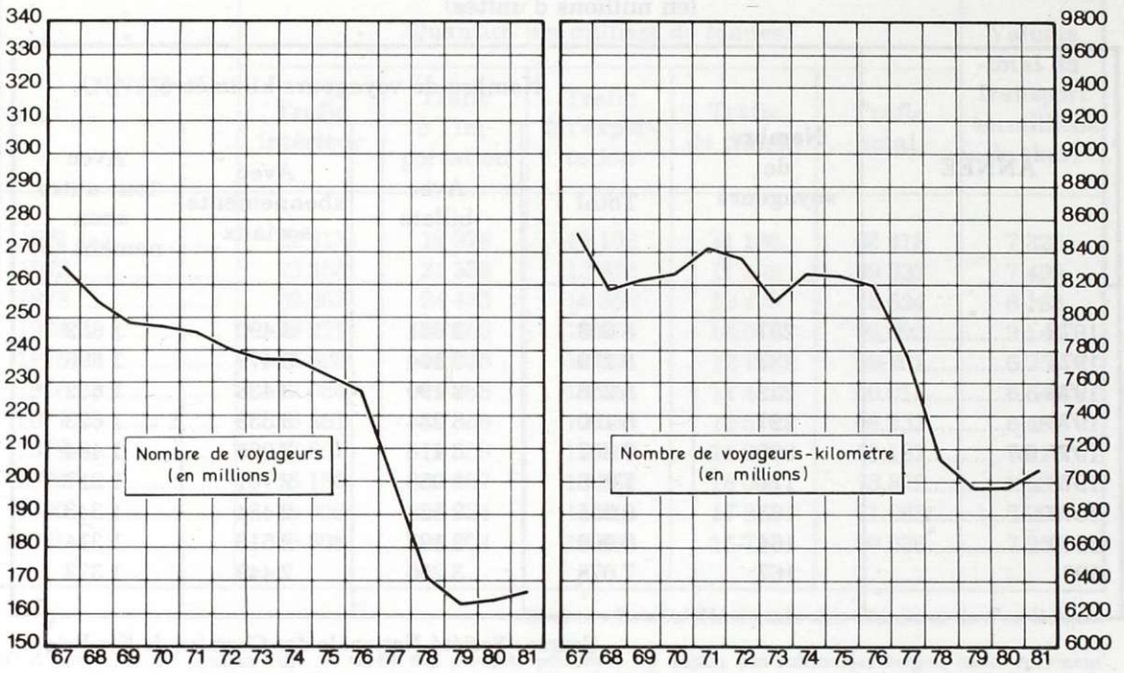
ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707 (a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592
1980	306 014	14 125	262	291 627
1981	..	..	..	..

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

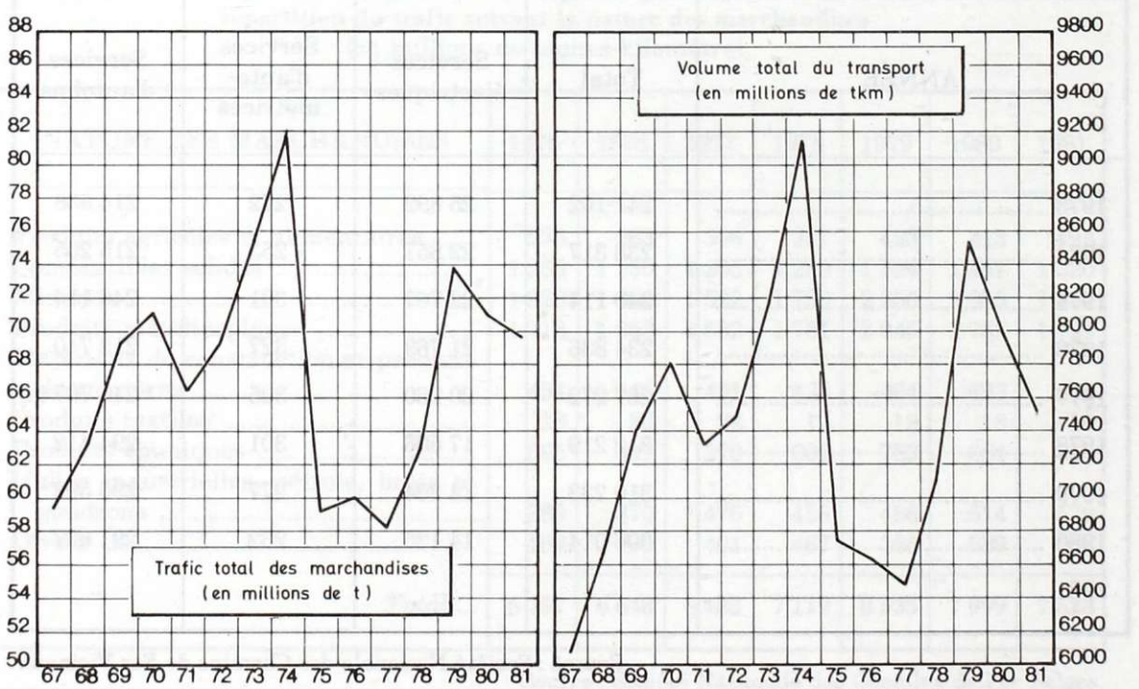
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de vehicules routiers
(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
1972	2 273	18	258	65	415	2 880
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	534	2 969
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 161
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273
1980	3 159	20	299	113	403	3 349
1981	3 206	19	285	117	396	3 473

Source : Institut National de Statistique.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route (a)

Au 1er janvier :	Entreprises P		Entreprises V		Total	
	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)
1967	4 343	112,9	7 664	99,1	12 007	103,7
1968	3 558	92,5	8 123	105,0	11 681	100,9
1969	3 775	98,2	7 813	101,0	11 588	100,1
1970	3 846	100,0	7 733	100,0	11 579	100,0
1971	3 709	96,4	7 930	102,5	11 639	100,5
1972	3 999	104,0	7 893	102,1	11 892	102,7
1973	3 972	103,3	7 891	102,0	11 863	102,5
1974	3 503	91,1	7 743	100,1	11 246	97,1
1975	3 356	87,3	7 665	99,1	11 021	95,2
1076	3 047	79,2	7 576	98,0	10 623	91,7
1977	2 780	72,3	7 435	96,1	10 215	88,2
1978	2 736	71,1	7 308	94,5	10 044	86,7
1979	2 527	65,7	7 201	93,1	9 728	84,0
1980	1 710	44,5	7 009	90,6	8 719	75,3
1981	1 857	48,3	6 936	89,7	8 793	75,9
1982	1 799	46,8	6 833	88,4	8 632	74,6

Source : Institut pour le Transport par Route (I.T.R.).

(a) Les entreprises P disposent d'un certificat de transport lequel est valable pour une zone dans un rayon de 25 km.
Les entreprises V ont une autorisation de transport valable à l'échelon national.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1976	1977	1978	1979	1980
Produits agricoles et animaux vivants	675	525	672	626	654
Denrées alimentaires et fourrages	389	406	433	450	414
Combustibles minéraux solides	562	513	491	454	464
Produits pétroliers	849	825	870	927	943
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	322	320	375	390	389
Produits métallurgiques	659	644	643	575	516
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	1 955	1 846	1 737	1 727	1 736
Engrais	140	226	227	253	288
Produits chimiques	477	394	445	458	407
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	45	61	46	47	42
Total ...	**6 072**	**5 761**	**5 939**	**5 908**	**5 853**

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Escaut maritime	1 435	1 461	1 186	1 480	1 517	1 562	1 609	1 591
Canaux de la Campine	2 269	2 470	1 804	2 107	1 980	1 998	2 017	1 991
Canaux brabançons	477	528	405	424	401	400	412	424
Meuse et Sambre	885	912	635	757	643	644	557	521
Haut-Escaut	1 297	1 364	1 004	1 201	1 116	1 224	1 223	1 235
Centre et Borinage	110	96	73	83	77	67	62	61
Yser et Côte	22	22	16	21	27	24	28	30
Total ...	**6 494**	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**	**5 908**	**5 853**

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Composition de la flotte fluviale belge

Situation au 1er janvier

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes
1972	4 545	2 166,8	349	260,9	45	58,1	4 939	2 485,8
1973	4 460	2 167,7	331	247,9	52	66,6	4 843	2 482,2
1974	4 278	2 149,4	278	209,1	59	85,9	4 615	2 444,4
1975	3 929	2 065,3	206	177,5	51	78,6	4 186	2 321,4
1976	3 548	1 814,4	206	177,5	51	78,6	3 805	2 070,5
1977	3 025	1 609,6	138	107,6	59	100,9	3 292	1 818,1
1978	2 994	1 594,8	136	106,0	59	100,9	3 189	1 801,7
1979	2 763	1 499,8	117	88,8	63	112,7	2 943	1 701,3
1980	2 572	1 412,3	105	78,3	74	134,4	2 751	1 625,0
1981	2 478	1 387,8	94	70,0	83	151,2	2 655	1 609,0
1982	2 345	1 346,7	87	65,0	86	163,5	2 518	1 575,4

Sources : Ministère des Communications.

Transports fluviaux

Marchandises transportées (a)

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 729
1972	28 092	39 615	22 995	5 713	96 410	6 758
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935
1979	21 080	45 198	30 813	4 309	101 400	5 908
1980	20 206	44 106	32 323	4 294	100 930	5 853

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1981		1er janvier 1982	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-containers	25	779 131	29	914 570
Cargos	18	184 037	18	176 043
Navires polyvalents	3	39 483	2	26 768
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers	7	274 449	6	260 555
Bateaux citernes pour produits résiduaires	1	1 178	2	1 678
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	3	110 009	5	146 327
Navires frigorifiques	5	32 991	5	32 991
Minéraliers	1	38 765	1	38 765
Allèges de mer	9	29 355	6	20 136
Paquebots	2	7 745	1	4 356
Car-ferries	8	37 714	8	37 714
Bateaux citernes pour le gaz	3	80 138	4	86 900
Plateformes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	4	10 871	5	14 527
Navires pour le transport du bétail	1	941	1	941
Hydroptère	—	—	2	578
Total ...	**100**	**1 771 170**	**105**	**1 907 212**

Sources : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

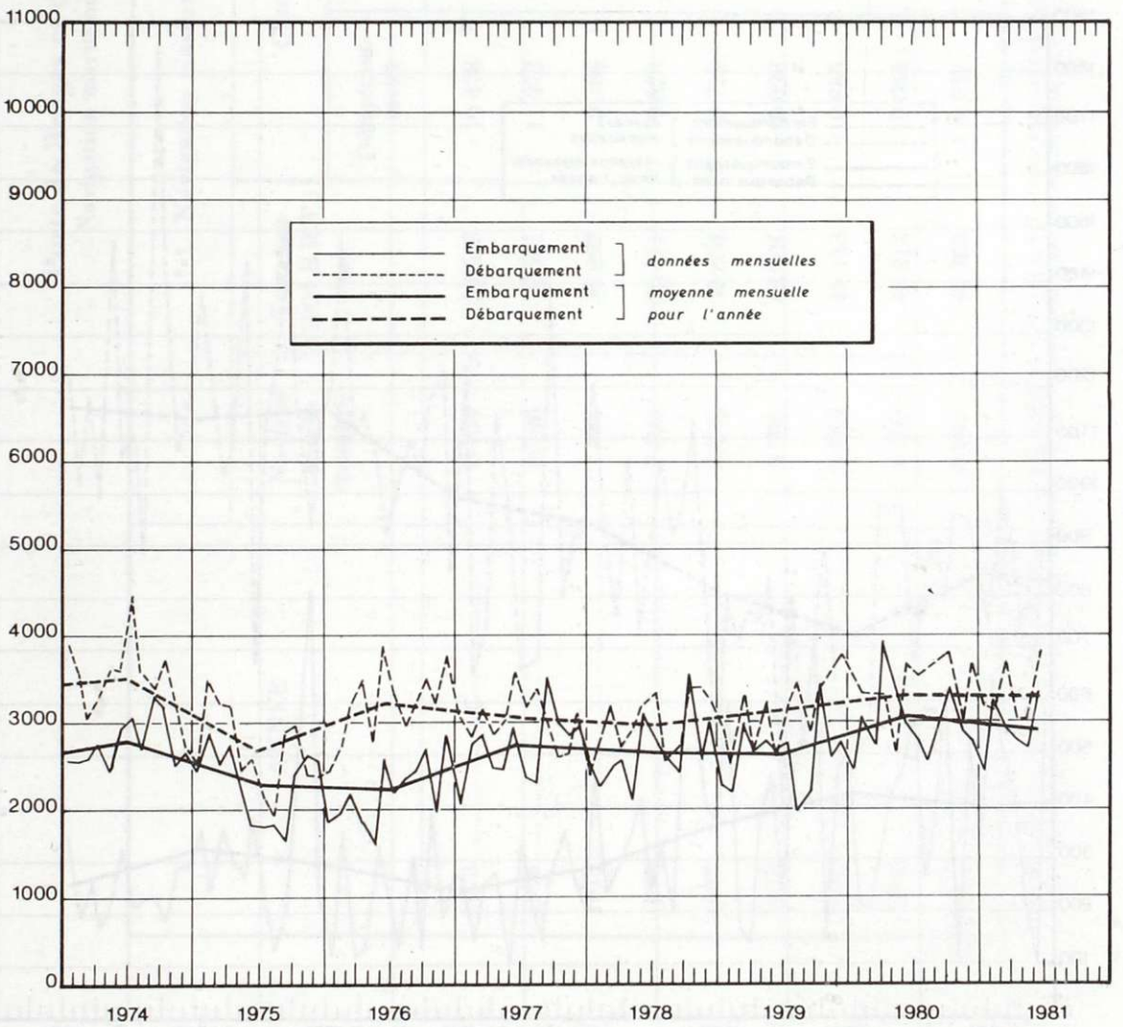
Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débar-quement	Embar-quement	Total
1973	18 708	87 686	41 303	30 234	71 537
1974	18 755	87 963	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	84 002	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	91 384	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	94 028	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	98 260	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	103 542	46 100	33 990	80 090
1980	17 151	102 696	46 549	35 387	81 935
1981	16 802	104 611	43 724	36 036	79 760

Source : Ville d'Anvers.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

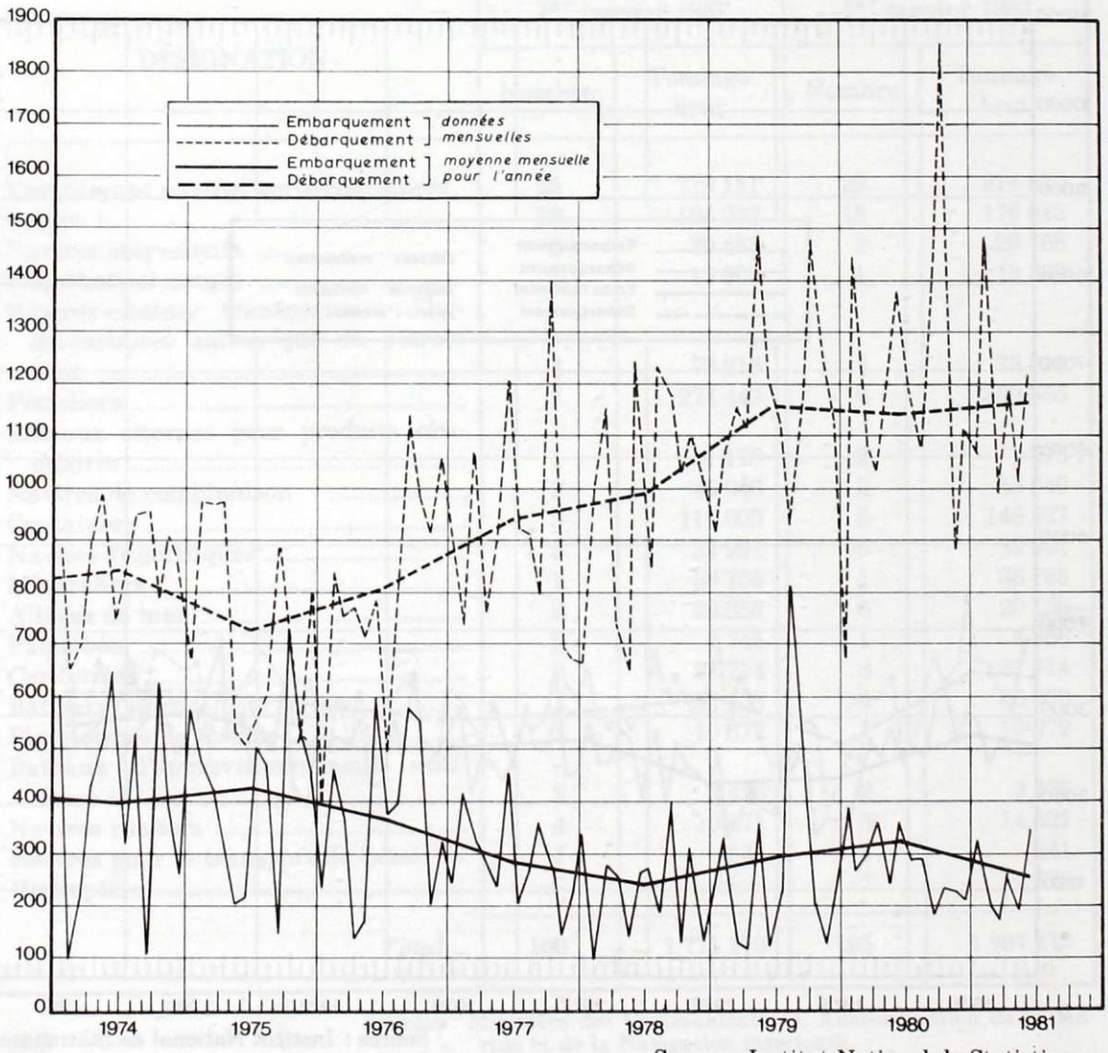
Port de Gand
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débarquement	Embarquement	Total
1973	3 789	10 818	9 715	4 980	14 695
1974	4 093	12 233	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	10 760	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	12 536	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	12 016	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	13 002	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	15 278	14 293	4 027	18 320
1980	3 260	15 701	15 147	3 277	18 424
1981	3 032	16 648	15 723	3 604	19 327

Source : Port de Gand.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir la B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNEE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total général (1000 t)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Chargement (1000 t)			Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 t)	
			Débarquement	Embarquement	Total			
1973	6 105	29 546	10 478	2 217	12 695	1 626	544	13 239
1974	6 796	32 541	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636
1975	7 452	35 987	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	36 511	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	39 654	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413
1978	8 700	42 001	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017
1979	9 050	45 163	10 885	4 191	15 076	1 802	756	15 832
1980	9 550	48 212	10 088	4 101	14 189	1 856	830	15 019
1981	9 043	45 368	8 552	4 289	12 841	1 654	744	13 585

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été convertis en B.R.T.

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980 (a)
Transport routier :					
— trafic intérieur	308 851	292 081	300 954	286 494	310 711
— importation (b)	22 658	21 997	22 846	24 845	25 989
— exportation (b)	22 658	21 997	22 846	24 845	25 989
— transit	6 293	6 614	7 371	6 335	8 574
Total ...	**360 460**	**342 689**	**354 017**	**342 519**	**371 263**
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	21 936	21 743	20 113	21 080	20 206
— importation	42 576	41 729	44 229	45 198	44 106
— exportation	31 128	33 671	31 370	30 813	32 323
— transit	4 644	3 775	4 534	4 309	4 294
Total ...	**100 284**	**100 918**	**100 247**	**101 400**	**100 930**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	17 037	16 838	17 585	18 181	19 008
— importation	19 253	16 814	18 529	22 107	20 025
— exportation	12 204	11 996	12 993	15 584	14 216
— transit	11 430	12 559	13 981	18 007	17 816
Total ...	**59 922**	**58 208**	**63 092**	**73 879**	**71 063**
Total général ...	**520 666**	**501 815**	**517 356**	**517 798**	**543 256**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport

(en milliers de tkm)

DÉSIGNATION	1970	1977	1978	1979	1980 (a)
Transport routier :					
— trafic intérieur	9 194	9 250	9 909	9 861	10 315
— importation (b)	1 419	1 931	2 131	2 288	2 354
— exportation (b)	1 419	1 931	2 131	2 288	2 354
— transit	837	1 323	1 474	1 267	1 715
Total ...	**12 869**	**14 435**	**15 645**	**15 704**	**16 738**
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	2 702	1 706	1 609	1 662	1 570
— importation	2 095	2 098	2 255	2 202	2 193
— exportation	1 382	1 484	1 502	1 501	1 550
— transit	556	475	569	543	540
Total ...	**6 734**	**5 763**	**5 935**	**5 908**	**5 853**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	1 182	1 066	1 105	1 132	1 109
— importation	3 108	2 018	2 207	2 489	2 145
— exportation	1 404	1 387	1 506	1 787	1 661
— transit	2 084	1 996	2 288	3 127	3 084
Total ...	**7 777**	**6 468**	**7 105**	**8 535**	**7 999**
Total général ...	**27 380**	**26 666**	**28 685**	**30 147**	**30 590**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1973	81 935	13 498	95 433
1974	74 163	13 911	88 074
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
1980	84 550	15 789	100 339
1981	80 012	14 122	94 134
Passagers (unités)			
1973	3 394 030	836 695	4 232 625
1974	3 343 348	895 996	4 239 344
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
1980	4 046 643	1 222 596	5 269 239
1981	4 314 844	1 071 270	5 386 114
Fret (tonnes)			
1973	111 899	7 205	119 104
1974	113 110	6 639	119 749
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
1980	158 795	20 012	178 807
1981	159 772	14 519	174 291
Courrier (tonnes)			
1973	6 173	130	6 303
1974	5 459	50	5 509
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027
1980	7 765	205	7 970
1981	9 493	153	9 646

Source : Régie des Voies Aériennes.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Voyageurs transportés (milliers)	En millions de voyageurs-kilomètre	Fret (en millions de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	En millions de tonnes-kilomètre transportées	En millions de tonnes-kilomètre offertes	Coefficient de chargement (en pourcent)
1972	1 484,8	3 276,7	234,3	8 616,7	540,1	907,6	59,5
1973	1 649,9	4 211,9	240,3	8 972,2	635,5	946,6	67,1
1974	1 693,4	4 535,8	287,1	8 589,9	711,8	1 137,6	62,6
1975	1 680,6	4 581,1	286,8	7 953,1	719,2	1 197,4	60,1
1976	1 764,0	4 453,3	366,7	9 130,7	784,2	1 280,3	61,3
1977	1 954,7	4 495,7	371,4	8 551,4	789,6	1 306,4	60,4
1978	2 027,1	4 500,1	375,8	10 248,9	791,1	1 310,5	60,4
1979	2 043,1	4 822,2	504,2	11 066,3	949,3	1 448,8	65,5
1980	1 974,5	4 853,7	467,9	11 277,7	916,1	1 438,3	63,7
1981	2 053,0	5 204,1	461,9	12 542,4	942,9	1 433,9	65,8

Source : SABENA.

CHAPITRE V

DISTRIBUTION

Les dépenses des ménages se sont fortement réduites en 1981. Pour la première fois depuis 25 ans, on enregistre un recul en volume de la consommation privée, qui est un des moteurs principaux de la demande finale. Ce recul atteint 2 % contre une hausse de 1,9 % en 1980 et de 3 % en 1979. Il s'est manifesté de manière plus accentuée au 1er semestre de 1981 (—4 % de chiffre d'affaire du commerce de détail) qu'à la fin de l'année. Ces différentes évolutions sont détaillées au chapitre « consommation ».

L'influence de ces mauvaises perspectives conjoncturelles sur le secteur de la distribution s'est fait nettement sentir à travers les différentes catégories de biens mais varie selon le type de distribution envisagé. Dans l'interprétation des tableaux il faut tenir compte du caractère provisoire de certaines données, de certains regroupements parfois abusifs, et de la difficulté du calcul des mouvements en volume en l'absence d'indice de prix recouvrant exactement des rubriques telles que « autres articles ».

Le tableau du chiffre d'affaire des ventes au détail en volume par type de distribution, calculé à partir d'indices I.N.S., déflatés par les indices des prix correspondants par la D.G.E.D. donne une bonne idée de la manière dont la régression de la consommation privée s'est répartie sur le plan des types de distribution et par genre de produits. Seules les entreprises à succursales multiples, comprenant les supermarchés, maintiennent un taux de croissance en volume de leur chiffre d'affaire en légère progression (4,2 contre 4 %). Les grands magasins (—2,4 %), le petit commerce de détail (—2,4 %), et surtout les coopératives de consommation (—15,6 %), connaissent une diminution de leur chiffre d'affaires.

Le secteur de l'alimentation est en retrait dans chaque type de distribution sauf pour les supermarchés qui haussent de 4,9 % contre 6,2 % en 1980. Ceux-ci augmentent également leurs ventes dans le secteur textile (7,6 % contre 1,9 en 80) alors que les grands magasins connaissent des diminutions de ventes dans ce secteur. Enfin, les articles d'ameublement et de ménage sont en nette diminution dans tous les secteurs de la distribution, avec une chute plus nette au niveau des entreprises à succursales multiples (—24 % en 1981).

Le tableau des ventes à la consommation, par secteur et par catégorie d'articles donne une bonne vue d'ensemble de l'évolution comparée des différents types de commerce de détail. Les deux groupes principaux relevant du commerce intégré sont les grands magasins et les différentes formules de libre service. Les grands magasins

reprennent les « établissements de vente au détail offrant un assortiment de produits assez large (notamment habillement et articles ménagers), présentés en des départements multiples, généralement avec l'assistance de personnel de vente, et mettant en outre divers services à la disposition de la clientèle » (1). Par opposition, on trouve les magasins pratiquant le libre service qui est une « méthode de vente dans laquelle les marchandises sont exposées à la vue et à la portée des clients, ceux-ci se servant généralement eux-mêmes et payant globalement le montant de leurs achats à une caisse située à la sortie » (1).

Par comparaison entre les deux types de distribution on constate que le libre service voit sa position renforcée par la crise au niveau de la consommation privée. En prenant comme base 1970 = 100, les grands magasins plafonnent à 253 (1980 = 248), alors que les libres services atteignent 493 (1980 = 454). Les supermarchés des grandes entreprises de distribution continuent leur progression avec 630 contre 579 en 1980 (+ 8,9 %), ces indices étant bien entendu en valeur pour les deux types de distribution. Les ventes en matière d'alimentation atteignent seulement l'indice 245 pour les grands magasins contre 501 pour les supermarchés et 195 pour le petit commerce de détail. Pour le textile, les chiffres sont de 200 pour les grands magasins, et 244 pour le petit commerce de détail. En ce qui concerne les articles d'ameublement et de ménage, la situation est aussi meilleure pour le petit commerce avec 348 contre 184 pour les grands magasins. On remarque que des indices précis n'existent pas en matière de ventes non alimentaires des magasins en libre service, ces produits étant repris sous une rubrique « autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution » qui n'est bien entendu pas significative.

Si on essaye d'évaluer les points forts respectifs des différentes branches de la distribution, on constate que les grands magasins enregistrent leurs meilleurs résultats dans le secteur des articles de librairie, des jeux et articles de sport qui atteignent l'indice 883 alors que le textile et les articles d'habillement sont plutôt en stagnation. Les grandes surfaces en libre service sont surtout performantes en matière d'alimentation mais ne parviennent que difficilement à percer dans le secteur de l'ameublement et ménage ainsi qu'au niveau des articles de sport et délassement. Le petit commerce de détail se maintient quant à lui dans les secteurs librairie et articles d'habillement alors que sa part dans le commerce alimentaire est en stagnation.

La répartition des ventes par forme de distribution fournie par le CBD illustre ces considérations. En comparant les résultats de 1966 à 1981 on aboutit aux conclusions suivantes : les ventes globales du commerce intégré sont passées de 11,7 % en 1966 à 19,3 % en 1981. La part du commerce indépendant, tout en régressant de 78 % en 1966 à 71,7 % en 1981, rassemble encore les trois-quarts des ventes du commerce de détail. Si on distingue le commerce en ventes alimentaires et non alimentaires, les évolutions diffèrent quelque peu. La part du commerce intégré dans les ventes alimentaires progresse fortement, passant de 12 % en 1966 à 31 % en 1981 (30 % en 80), alors que la part du commerce indépendant diminue de 87 % à 69 % en 1981.

(1) Définition : « texte révisé des définitions et concepts les plus courants utilisés en matière de distribution, commission spéciale de la distribution, C.C.E., février 1981 ».

Au niveau des ventes non alimentaires, on constate seulement une faible progression du commerce intégré (de 10,7 % à 12,9 %) tandis que la part du commerce indépendant passe de 87,2 à 84,1 %. Il est à remarquer que pour la première fois en 1981, l'évolution s'est inversée en faveur du commerce indépendant (+0,1 %) ce qui semble indiquer un regain de faveur pour les magasins spécialisés. Enfin tant le volume des ventes que la part du marché des coopératives de consommation sont en chute libre au cours de la période considérée.

L'analyse des données concernant le montant des investissements dans le secteur du commerce relevé par les services de la T.V.A. permet de suivre l'évolution de ceux-ci pendant l'année 81. La diminution des ventes de l'ensemble du secteur hors des supermarchés, et le haut niveau des taux d'intérêt ont contribué au recul des montants investis dans la branche.

En 1981, ceux-ci ont diminué de 7,5 % pour le commerce de détail et de 3,6 % pour le commerce de gros alors que l'année 1980 était déjà en recul de 5,2 % par rapport à 1979. On constate par ailleurs la nette régression des investissements des secteurs Horeca (—12 %), après une année 1980 à forte progression (+16 %).

La statistique de l'O.N.S.S. indique une quasi stagnation de l'emploi dans le commerce de détail. Par contre, on constate une diminution de 3,8 % du nombre de personnes employées par le commerce de gros qui connaît une chute de 6 746 emplois.

En 1981, le taux de chômage moyen de l'ensemble du secteur du commerce s'est accru de 1,3 % et passe à 12 % de l'emploi total du secteur. Le nombre de chômeurs complets indemnisés passe de 39 294 à 44 363, soit une hausse de 12,9 % en 81 contre 7,1 % en 1980. Ce chiffre de 12,9 % représente une hausse du nombre de chômeurs nettement inférieure à la hausse enregistrée sur le plan national (+21,7 %).

*
* *

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1976 : *Le Royaume ...*	**12 148**	**583**	**2 008**	**136**	**14 972**	**922**	**4 801**	**397**	**1 423**	**121**	**2 026**	**85**	**11 625**	**842**	**49 003**	**3 052**	**52 055**
1er janvier 1978 : *Le Royaume ...*	**11 246**	**802**	**1 530**	**134**	**19 708**	**1 296**	**4 676**	**534**	**1 231**	**119**	**1 680**	**105**	**10 471**	**970**	**50 542**	**3 960**	**54 502**
1er janvier 1980 :																	
Anvers	2 895	67	361	10	1 771	38	906	42	197	5	164	6	2 019	62	8 313	230	8 543
Brabant	3 194	473	509	77	2 355	94	1 626	207	158	20	245	17	1 613	165	9 700	1 053	10 753
Hainaut	1 696	244	238	47	2 464	400	1 139	334	231	56	157	34	1 516	484	7 441	1 599	9 040
Liège	139	22	14	10	1 512	188	111	25	46	6	43	3	202	56	2 067	310	2 377
Limbourg	499	29	43	1	915	83	247	11	121	6	134	8	1 086	49	3 045	187	3 232
Luxembourg	109	5	29	6	460	5	117	4	45	1	30	2	300	14	1 090	37	1 127
Namur	258	14	86	4	834	18	288	27	78	7	66	5	498	44	2 108	119	2 227
Fl. Orientale	2 878	44	336	12	2 174	13	1 035	19	299	10	398	7	2 175	33	9 295	138	9 433
Fl. Occidentale	919	8	167	2	1 641	13	421	8	185	1	219	2	1 303	5	4 855	39	4 894
Pays étrangers	4	61	—	3	13	134	1	19	7	8	1	28	23	105	49	358	407
Le Royaume ...	**12 591**	**967**	**1 783**	**172**	**14 139**	**986**	**5 891**	**696**	**1 367**	**120**	**1 457**	**112**	**10 735**	**1 017**	**47 963**	**4 070**	**52 033**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1978	1979 (b)			1980			1981		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	11 072	8 414	2 692	11 106	7 616	2 872	10 488	8 396	2 899	11 295
Anvers	10 154	7 880	2 313	10 193	7 115	2 234	9 349	7 283	2 397	9 680
Mons	5 533	4 636	685	5 321	4 710	693	5 403	4 991	750	5 741
Liège	7 543	6 340	1 141	7 481	5 944	1 207	7 151	6 567	1 214	7 781
Gand	9 980	8 105	2 093	10 198	7 710	2 032	9 742	7 888	2 200	10 088
Total ...	**44 282**	**35 375**	**8 924**	**44 299**	**33 669**	**9 205**	**42 874**	**35 125**	**9 460**	**44 585**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	7 226	6 345	683	7 028	6 489	818	7 305	6 359	755	7 114
Anvers	7 152	6 176	550	6 726	6 526	532	7 058	6 511	600	7 110
Mons	4 191	4 010	170	4 180	4 220	159	4 379	4 364	195	4 559
Liège	5 162	4 670	261	4 931	4 941	267	5 208	5 140	277	5 417
Gand	7 780	7 397	387	7 784	7 594	434	8 028	7 362	443	7 805
Total ...	**31 511**	**28 598**	**2 051**	**30 649**	**30 217**	**2 242**	**32 459**	**29 735**	**2 270**	**32 005**
Différence	**+12 771**	**+6 777**	**+6 873**	**+13 650**	**+ 3 452**	**+6 963**	**+10 415**	**+ 5 390**	**+ 7 190**	**+12 580**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.
(b) La ventilation en 5 Cours d'Appel débute en 1978.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DESIGNATION	1978		1979		1980		1981 (a)	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 745	66	2 598	62	2 597	62	2 458	60
Coopératives de consommation	602	14	653	16	641	15	586	14
Grands magasins et maisons à succursales	835	20	940	22	959	23	1 059	26
Total ...	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**	**4 103**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m^2)							
1 - 99	1 379	33	1 400	33	1 376	33	1 340	33
100 - 199	1 010	24	953	23	950	22	877	21
200 - 399	713	17	722	17	744	18	698	17
400 et plus sans viande fraîche	174	4	191	4	194	4	203	5
400 - 799	430	10	405	10	408	10	430	10
800 - 999	105	3	110	3	111	3	112	3
1 000 - 2 499	295	7	333	8	337	8	363	9
2 500 et plus	76	2	77	2	77	2	80	2
Total ...	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**	**4 103**	**100**

(a) Estimations.

Source : Comité Belge de la Distribution.

Ventes à la consommation (a)

(1970 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises à succursales	Ventes en supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
						Valeur	Quantité
1972	123	122	101	135	129	124	115
1973	140	136	98	157	155	141	123
1974	164	157	97	188	185	165	129
1975	179	170	98	220	217	181	127
1976	206	189	98	258	236	208	135
1977	216	205	93	295	254	221	136
1978	226	219	85	323	260	232	139
1979	243	234	84	358	275	250	145
1980	261	249	82	387	295	271	146
1981 (b)		253	72	428	310	284	142

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Entreprises à succursales ».

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1981 (a)

(évolution en %)

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins à rayons multiples		Coopératives de consommation		Magasins à succursales		Ventes en supermarchés (c)		Total du commerce de détail			
											1980		1981 (b)	
	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)
Janvier	1,6	7,6	4,1	5,6	—19,8	— 4,0	8,8	8,0	7,8	7,1	15,1	8,6	2,8	7,6
Février	— 1,2	6,2	—2,3	4,4	—20,0	— 6,1	1,7	7,1	0,0	6,2	15,7	9,5	— 1,2	6,2
Mars	— 1,1	5,2	—2,6	4,0	—17,9	— 7,5	5,2	7,2	— 0,7	6,1	8,2	9,8	— 0,7	5,4
Avril	3,7	4,6	6,8	4,0	—15,3	— 9,1	12,7	7,4	7,8	6,1	10,8	10,1	5,1	5,0
Mai	— 0,4	4,1	0,0	3,1	—16,3	—10,7	8,9	7,6	1,3	5,3	6,8	9,9	0,7	4,5
Juin	10,6	4,5	4,9	3,4	— 9,8	—10,9	16,0	8,6	10,4	6,1	4,9	9,7	10,4	4,9
Juillet	3,4	3,9	1,2	2,6	—13,3	—12,2	8,3	8,0	6,2	5,6	11,7	10,0	3,6	4,3
Août	7,2	4,2	0,0	2,3	—12,7	—12,8	8,7	8,3	3,3	5,4	4,2	9,4	6,5	4,4
Septembre	6,4	4,0	2,6	2,3	—11,7	—13,1	13,9	9,3	6,0	5,5	7,6	9,6	7,1	4,4
Octobre	6,5	3,9	5,8	2,2	—10,6	—14,1	14,7	9,4	6,7	5,2	8,3	9,3	7,3	4,4
Novembre	3,6	4,0	—2,3	2,0	—15,2	—15,1	11,6	10,0	4,4	5,1	2,4	8,6	3,9	4,5
Décembre	7,7	4,0	3,2	1,8	0,0	—13,8	14,6	10,4	8,0	5,1	8,5	8,6	8,1	4,5
L'année ...	**4,1**		**1,8**		**—13,7**		**10,6**		**5,0**		**8,5**		**4,6**	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 (1966=100).
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(d) Indice en valeur par rapport aux mois correspondant de l'année précédente.
(e) Ecart en % de la moyenne mobile sur 12 mois par rapport à la moyenne de l'année précédente (données désaisonnalisées).

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1970 = 100)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981 (b)
Grands magasins :				
Indice général	**219**	**234**	**248**	**253**
Alimentation	*218*	*229*	*242*	*248*
périssable	213	225	236	240
non-périssable	249	262	278	288
restaurant	133	132	140	140
Textile et articles d'habillement	*171*	*187*	*199*	*200*
aunages	38	40	31	25
dessus hommes et garçonnets	162	177	187	197
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	179	182	187	187
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	180	200	214	212
mercerie, rubans, patrons	159	179	190	197
chaussures, pantoufles	231	256	268	256
articles divers de parure	132	153	181	192
Ameublement	*188*	*190*	*189*	*176*
textiles	225	235	244	228
meubles, lustrerie, ornementation	157	152	142	130
Ménage	*175*	*178*	*185*	*184*
articles de ménage	187	198	215	223
appareils ménagers et électroménagers	155	145	135	121
Tabacs, articles pour fumeurs	*329*	*355*	*364*	*373*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*218*	*234*	*248*	*248*
librairie	377	430	456	476
papeterie	161	167	179	178
articles de photographie et de cinématographie	277	293	303	275
Parfumerie, toilette	*232*	*257*	*282*	*297*
Jeux, jouets, sports, voyages	*642*	*738*	*825*	*888*

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981 (b)
Ventes en libre service :				
Indice général	**384**	**420**	**454**	**493**
Ventes en supermarchés	*402*	*440*	*475*	*513*
petites et moyennes entreprises de supermarchés	260	275	295	310
supermarchés des grandes entreprises de distribution	482	534	579	630
alimentation périssable	395	433	469	501
alimentation non-périssable et produits divers	407	445	480	501
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*302*	*325*	*356*	*396*
Coopératives de consommation :				
Indice général	**85**	**83**	**82**	**71**
Boulangerie	*97*	*91*	*72*	*46*
Alimentation (sauf boulangerie)	*73*	*72*	*72*	*69*
Habillement	*56*	*40*	*36*	*28*
Ameublement	*26*	*19*	*18*	*7*
Articles de ménage	*62*	*66*	*71*	*67*
Tabacs	*100*	*67*	*59*	*54*
Appareils ménagers	*54*	*28*	*22*	*24*
Parfumerie, articles de luxe	*27*	*17*	*11*	*5*
Restaurant, tea-room	*32*	*35*	*32*	*13*
Divers	*164*	*176*	*179*	*138*
Entreprises à succursales :				
Indice général	**323**	**358**	**387**	**428**
Alimentation générale	*408*	*451*	*499*	*555*
Produits non-alimentaires	*213*	*238*	*243*	*262*

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).
(b) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(valeur, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Alimentation	5,1	4,3	5,6	2,4	10,6	11,3	— 3,7	— 8,4	(7,2)	(5,1)	(8,4)	(8,9)
Textiles et habillement ..	7,0	4,6	6,1	—0,4	3,9	11,4	—10,0	—18,9	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	9,9	2,0	1,7	—1,6	—24,7	—22,4	3,6	—10,4	..	..	..	..
Autres articles	10,6	4,8	9,2	5,3	5,8	9,6	0,7	—22,4	..	..	..	..
Total ...	**8,8**	**4,1**	**6,3**	**1,8**	**8,0**	**10,6**	**— 2,1**	**—13,7**	**7,2**	**5,1**	**8,4**	**8,9**

(a) Données provisoires pour 1981.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(quantité, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Alimentation	1,4	—1,7	1,9	—3,5	6,7	4,9	— 7,3	—13,7	3,5	—0,8	4,6	2,6
Textiles et habillement ..	4,9	1,1	4,0	—3,8	1,9	7,6	—12,0	—21,6	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	8,1	—1,16	0,0	—4,7	—26,5	—24,8	1,9	—13,2	..	..	..	..
Autres articles (d)	—4,7	—6,4	2,1	—0,8	— 1,0	3,1	— 5,8	—27,2	..	..	..	..
Total (d) ...	**2,0**	**—2,4**	**2,1**	**—3,9**	**4,0**	**4,2**	**— 6,5**	**—18,6**	**3,5**	**—0,8**	**4,6**	**2,6**

(a) Données provisoires pour 1981.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.
(d) On a tenu compte de la hausse des prix de l'énergie pour construire des indices de prix les plus adéquats possibles à ces deux rubriques.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des ventes au détail par formes de distribution (a)

(en %)

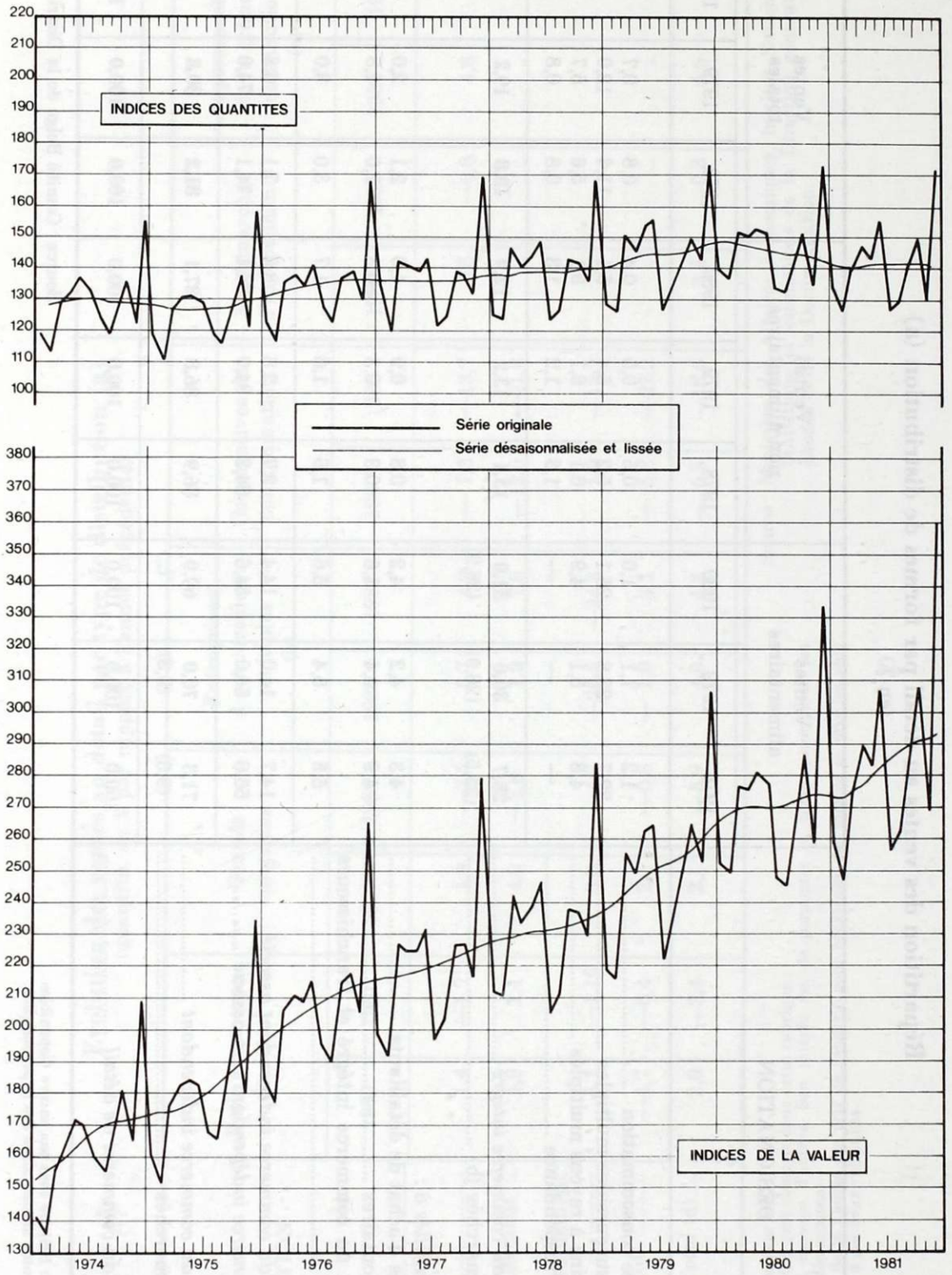
DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non alimentaires			Ventes totales		
	1978	1979	1980	1978	1979	1980	1978	1979	1980
Coopératives de consommation	1,2	1,1	1,0	0,5	0,5	0,4	0,8	0,7	0,7
Entreprises à succursales multiples	22,7	23,8	25,1	5,2	5,4	5,1	11,6	12,0	12,2
Grands magasins à rayons multiples	4,8	5,1	4,9	6,1	6,1	6,1	5,6	5,7	5,6
Ventes par correspondance	—	—	—	1,3	1,2	1,3	0,8	0,8	0,8
Ventes totales du commerce intégré	**28,7**	**30,0**	**31,0**	**13,1**	**13,2**	**12,9**	**18,8**	**19,2**	**19,3**
dont : supermarchés (b)	(25,5)	(26,9)	(26,9)						
Indépendants affiliés à :									
— coopératives d'achat de détaillants	4,3	4,2	4,2	0,8	0,9	1,0	2,1	2,0	2,2
— chaînes volontaires	4,9	4,4	4,6	0,3	0,3	0,3	2,0	1,8	1,8
— entreprises du commerce intégré et franchisseurs spécialisés	5,5	5,4	5,6	1,6	1,6	1,7	3,0	3,0	3,0
Ventes totales du commerce indépendant associé	14,7	14,0	14,4	2,7	2,8	3,0	7,1	6,8	7,0
Ventes du commerce indépendant non associé	56,6	56,0	54,6	84,2	84,0	84,1	74,1	74,0	73,7
Ventes totales du commerce indépendant	**71,3**	**70,0**	**69,0**	**86,9**	**86,8**	**87,1**	**81,2**	**80,8**	**80,7**
dont : supermarchés	(9,3)	(9,3)	(..)						
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ventes alimentaires des hypermarchés.

Source : Comité Belge de la Distribution.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

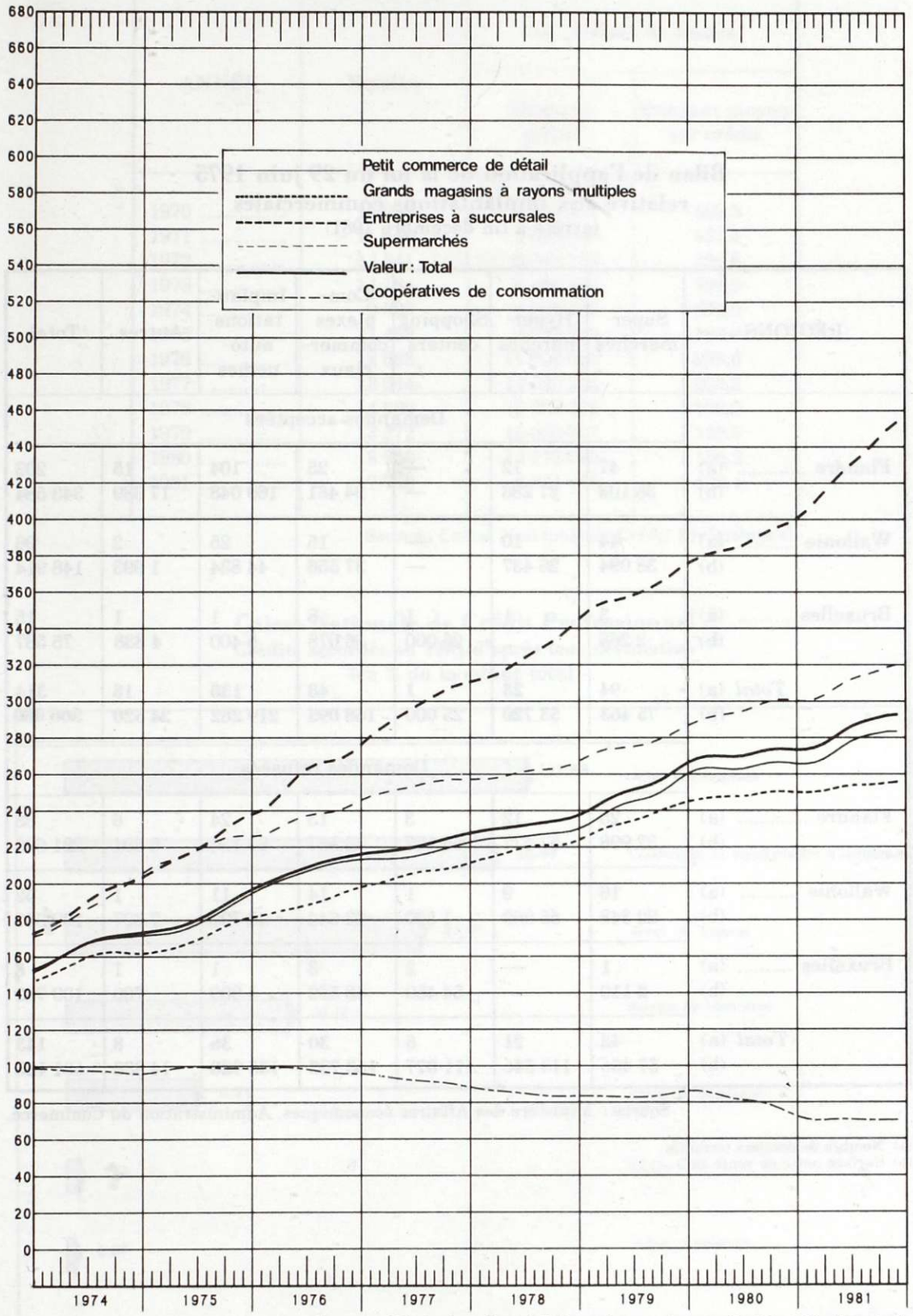
(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(données désaisonnalisées et lissées — 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

(arrêté à fin décembre 1981)

RÉGIONS		Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
		Demandes acceptées						
Flandre	(a)	47	12	—	25	104	15	203
	(b)	35 103	27 283	—	94 461	169 048	17 689	343 584
Wallonie	(a)	44	10	—	15	25	2	96
	(b)	38 094	26 437	—	37 556	44 834	1 993	148 914
Bruxelles	(a)	3	1	1	8	1	1	15
	(b)	2 266	..	25 000	36 078	5 400	4 838	75 587
Total	(a)	**94**	**23**	**1**	**48**	**130**	**18**	**314**
	(b)	**75 463**	**53 720**	**25 000**	**168 095**	**219 282**	**24 520**	**566 080**
		Demandes refusées						
Flandre	(a)	25	12	3	13	24	6	83
	(b)	32 998	57 577	55 127	56 567	83 136	6 291	291 696
Wallonie	(a)	16	9	1	14	11	1	52
	(b)	22 348	55 969	1 500	63 644	48 792	7 397	199 650
Bruxelles	(a)	1	—	2	3	1	1	8
	(b)	2 110	—	54 450	48 522	4 000	700	109 782
Total	(a)	**42**	**21**	**6**	**30**	**36**	**8**	**143**
	(b)	**57 456**	**113 546**	**111 077**	**168 733**	**135 928**	**14 388**	**601 128**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

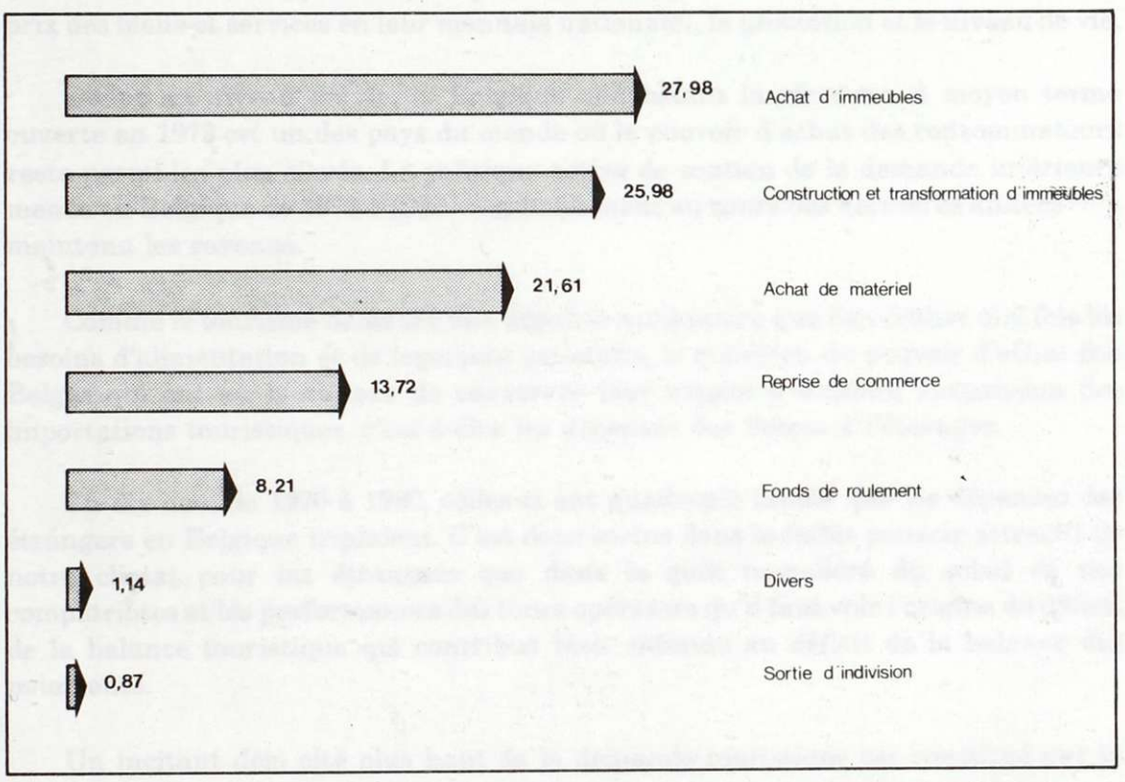
(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente (m^2).

Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5
1980	8 750	10 117 083	1 156,2
1981	7 758	8 831 475	1 138,4

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés en 1981 d'après leur destination
(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE VI

TOURISME

En 1981, sur base des données provisoires disponibles à la Banque nationale, les recettes en provenance du tourisme, au sein de la balance des paiements, c'est-à-dire les dépenses effectuées par les touristes et voyageurs en Belgique se sont élevées à 62,4 milliards de FB contre 52,9 milliards en 1980, soit un accroissement des recettes de 8,5 milliards à prix courants.

Les dépenses du fait de résidents en Belgique effectuées à l'étranger s'élèvent quant à elles à 104,1 milliards en 1981 ontre 95,6 milliards en 1980. Dès lors, le déficit de la balance touristique de la Belgique s'élève à 41,7 milliards en 1981 contre 42,7 milliards en 1980 soit une amélioration de 1 milliard — ou 2,34 % toujours à prix courants.

Pour mémoire, rappelons que la balance touristique de la Belgique est chroniquement déficitaire. Parmi les incitants de la demande touristique, on peut citer le climat, la compétitivité en prix relatifs (les touristes traduiront en effet les prix des biens et services en leur monnaie nationale), la promotion et le niveau de vie.

Quant au niveau de vie, la Belgique nonobstant la récession à moyen terme ouverte en 1973 est un des pays du monde où le pouvoir d'achat des consommateurs reste parmi les plus élevés. La politique active de soutien de la demande intérieure menée en Belgique de 1973 à 1982 — spécialement au cours des dernières années — a maintenu les revenus.

Comme le tourisme demeure une dépense somptuaire que l'on réalise une fois les besoins d'alimentation et de logement satisfaits, le maintien du pouvoir d'achat des Belges qui ont eu la chance de conserver leur emploi a soutenu l'expansion des importations touristiques, c'est-à-dire les dépenses des Belges à l'étranger.

En dix ans, de 1970 à 1980, celles-ci ont quadruplé tandis que les dépenses des étrangers en Belgique triplaient. C'est donc moins dans le faible pouvoir attractif de notre climat pour les étrangers que dans le goût immodéré du soleil de nos compatriotes et les performances des tours opérators qu'il faut voir l'origine du déficit de la balance touristique qui contribue bien entendu au déficit de la balance des paiements.

Un incitant déjà cité plus haut de la demande touristique est constitué par la compétitivité de notre secteur du tourisme.

Les réévaluations du DM, du Florin et de la Livre rendent notre pays plus attractif pour nos voisins et par conséquent on a constaté un accroissement de leurs visites. Parmi les visiteurs étrangers, les Allemands sont les plus nombreux. Si l'on assiste à une diminution de visiteurs néerlandais, celle-ci est compensée par un accroissement en provenance de Grande-Bretagne et de France.

En guise de conclusion, nous pourrions dire que si le tourisme ne revêt pour notre pays l'importance qu'il a pour l'Autriche, l'Italie ou l'Espagne il ne se porte pas si mal.

Les efforts de promotion du Commissariat général au Tourisme, l'amélioration constante de la qualité du secteur touristique, l'abaissement du taux de T.V.A. dans le secteur Horeca et les dévaluations effectives du franc belge par rapport au DM, au Florin et à la Livre anglaise contribuent sans nul doute aux progrès enregistrés depuis 1979.

*
* *

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	1 089	204	952	178	1 100	206	1 003	187	877	164	823	154	836	156	825	154
France	995	200	945	190	976	196	934	188	892	179	726	146	600	121	628	126
Pays-Bas	662	197	730	217	786	234	829	247	941	280	885	263	878	261	847	252
Allemagne (Occident.)	1 167	695	1 216	724	1 279	761	1 233	734	1 246	742	1 079	642	975	580	923	549
Italie	176	238	185	250	190	257	177	239	182	246	181	245	183	247	187	253
Grand-Duché de Luxembourg	155	323	154	321	156	325	149	310	126	262	105	219	116	242	88	183
Suisse	75	136	81	147	81	147	78	142	77	140	78	142	70	127	76	138
U.S.A.	508	269	569	301	490	259	511	270	543	287	487	258	510	270	464	246
Autres pays	1 049	343	1 098	359	1 127	368	1 063	347	1 114	364	1 064	348	1 085	356	1 084	355
Total ...	5 876	266	5 931	269	6 185	280	5 977	271	5 998	272	5428	246	5 257	238	5 122	232
Belgique	14 351	207	14 197	205	14 395	208	14 251	206	14 503	209	12 650	183	11 734	169	10 322	149
Total général ...	20 227	221	20 128	220	20 580	225	20 228	221	20 501	224	18 078	198	16 991	186	15 444	169

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Données provisoires. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1980 (a)

(en pour-cent)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	62,8	19,5	88,9	11,1	100,0
Villes d'art	2,2	45,8	11,0	89,0	100,0
Ardennes-Meuse	19,6	12,3	80,1	19,9	100,0
Campine	6,5	10,4	61,5	38,5	100,0
Autres régions	8,9	12,0	65,4	34,6	100,0
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**71,8**	**28,2**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Répartition des nuitées par saison

(en pour-cent)

PERIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1
1975	22,5	77,5	37,5	62,5	26,6	73,4
1976	21,3	78,7	36,4	63,6	25,3	74,7
1977	22,6	77,4	38,1	61,9	26,6	73,4
1978	23,2	76,8	40,3	59,7	27,6	72,4
1979	22,7	77,3	40,9	59,1	27,6	72,4
1980 (c)	26,8	73,2	43,4	56,6	31,5	68,5

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Données provisoires. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1976	Saison 1977	Saison 1978	Saison 1979	Saison 1980 (b)	Ecart en pour-cent	
						de 1979 par rapport à 1978	de 1980 par rapport à 1979
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	171 955	140 919	183 713	133 610	181 071	—27,3	+35,5
France	103 533	84 005	79 246	80 776	80 311	+ 1,9	— 0,6
Pays-Bas	1 237 323	987 444	982 337	1 017 395	865 342	+ 3,6	—14,9
Allemagne (Occidentale)	157 782	141 054	134 858	133 798	126 804	— 0,8	— 5,2
Italie	20 977	19 294	16 435	15 807	15 030	— 3,8	— 4,9
Grand-Duché de Luxembourg	11 584	8 796	9 770	9 053	7 080	— 7,3	—21,8
Etats-Unis d'Amérique	6 730	6 932	6 164	5 385	3 688	—12,6	—31,5
Autres pays	58 557	65 753	57 545	70 889	52 944	+23,2	—25,3
Total ...	**1 768 441**	**1 454 197**	**1 470 068**	**1 466 713**	**1 332 270**	**— 0,2**	**— 9,2**
Belgique	**6 319 737**	**5 692 743**	**5 548 720**	**5 723 504**	**4 954 199**	**+ 3,1**	**—13,4**
Total général ...	**8 088 178**	**7 146 940**	**7 018 788**	**7 190 217**	**6 286 469**	**+ 2,4**	**—12,6**

(a) La saison va de juin à septembre inclus.
(b) Données provisoires. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs
(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services (a)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1972	19,5	31,9	—12,4	177,7	164,1	+13,6
1973	25,1	41,7	—16,6	226,9	218,1	+ 8,8
1974	27,8	45,7	—17,9	344,4	328,8	+15,6
1975	31,8	51,9	—20,1	365,1	337,0	+28,1
1976	33,0	55,7	—22,7	397,5	354,4	+43,1
1977	41,8	67,9	—26,1	478,6	432,8	+45,8
1978	42,9	71,3	—28,4	526,7	496,7	+30,0
1979	47,9	87,1	—39,2	668,4	656,4	+ 8,0
1980 (b)	52,9	95,6	—42,7	935,0	936,1	— 1,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de 1977, la série a été modifiée par des postes supplémentaires.
(b) Données provisoires. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)
Société Nationale des Chemins de Fer Belges
(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1972	5 307	6 041	114	211	281	133	238 969	310 963	130
1973	5 296	5 681	107	213	270	127	259 879	313 461	121
1974	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126
1975	5 410	6 161	114	226	305	135	280 109	358 517	128
1976	5 570	5 751	103	237	292	123	294 135	360 483	123
1977 (d)	4 892	5 070	104	230	279	121	306 150	352 511	115
1978	4 126	4 641	112	219	284	130	313 606	393 498	125
1979	4 148	4 382	106	222	296	133	321 593	410 461	128
1980 (e)	4 223	4 629	110	229	283	124	361 222	44 802	122

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement. Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.
(d) Non compris le trafic autobus repris par la S.N.C.V. au 1 juillet 1977.
(e) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Etablissements de tourisme social (a)

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région flamande	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1973	20	11	31
	1974	22	10	32
	1975	19	11	30
	1976	23	12	35
	1977	22	12	34
	1978	27	15	42
	1979	29	15	44
	1980	29	17	46
Nombre de lits	1973	12 870	4 297	17 167
	1974	12 578	4 919	17 497
	1975	13 662	4 918	18 580
	1976	13 980	4 932	18 912
	1977	14 262	5 078	19 340
	1978	15 817	6 138	21 955
	1979	15 090	6 555	21 645
	1980	14 188	6 591	20 779
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1973	1 150 000	327 574	1 477 574
	1974	1 195 830	349 733	1 545 563
	1975	1 195 570	364 285	1 559 855
	1976	1 201 778	352 060	1 553 838
	1977	1 254 883	345 371	1 600 254
	1978	1 300 681	345 793	1 646 504
	1979	1 365 214	372 193	1 737 407
	1980	1 379 902	446 803	1 826 705
Nombre de nuitées (importance relative)	1973	77,8	22,2	100
	1974	77,4	22,6	100
	1975	76,6	23,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	78,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100
	1979	78,6	21,4	100
	1980	75,5	24,5	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CREDIT

CHAPITRE I

APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

Les tensions sur les marchés internationaux des changes, causées notamment par la politique des taux d'intérêt menée aux Etats-Unis, ont contribué en 1981 à deux ajustements au sein du Système Monétaire Européen. Lors du premier ajustement, en mars, la lire italienne a été dévaluée de 6 % par rapport aux autres monnaies du S.M.E. Cette dévaluation constituait en premier lieu un élément de la politique italienne permettant à ce pays de faire face à ses déséquilibres internes. Le deuxième ajustement était d'ordre plus général et concernait quatre monnaies du S.M.E. : d'une part, le franc français et la lire italienne étaient dévalués de 3 %, d'autre part le mark allemand et le florin hollandais étaient réévalués de 5,5 % par rapport au franc belge, au franc luxembourgeois, à la couronne danoise et à la livre irlandaise.

La position inchangée de la parité du *franc belge* ne signifie pas que celui-ci connu une année meilleure qu'en 1980. Bien au contraire, tant dans les premiers que dans les derniers mois de 1981, le franc a fait l'objet d'une pression très forte sur les marchés des changes, aussi bien réglementé que libre. L'écart enregistré entre les deux marchés n'a jamais encore atteint un niveau aussi élevé pour culminer, dans le courant du mois de décembre 1981, à 16 %. Sur le marché réglementé, le franc a dépassé le seuil de divergence au sein du S.M.E. entre fin février et fin avril.

La Banque nationale s'est donc vue dans l'obligation de soutenir massivement le franc, tout d'abord par des interventions directes sur le marché des changes pour un montant de 316 milliards de francs, soit plus du double des interventions effectuées en 1980 (123 milliards de francs).

Ensuite, les taux d'intérêt de la Banque eux-mêmes ont été ajustés. Ainsi, le taux d'escompte a été relevé jusqu'à 16 % à la fin mars. En raison de ses effets néfastes sur l'activité économique, le taux a été abaissé le plus rapidement possible par la suite — et ce en trois étapes — pour atteindre 13 % le 27 mai 1981. Vers la fin de l'année, la faiblesse du franc nécessitait une nouvelle hausse du taux, le 11 décembre, cette fois-ci jusqu'à 15 %. A nouveau, le taux d'escompte a été abaissé le plus vite possible de 1 % le 6 janvier 1982.

La troisième manière de soutenir le franc belge consistait en une majoration, par la Banque nationale, des taux d'intérêt des effets publics à court terme chaque fois que le franc se trouvait sous pression.

Les autres taux d'intérêt à court terme — tant créditeurs que débiteurs — ont suivi plus ou moins l'évolution du taux d'escompte. Ainsi, les fourchettes conseillées pour les intérêts des crédits de caisse et des crédits d'escompte et d'acceptation, ont atteint un niveau record le 2 avril 1981, allant respectivement de 19 % à 20,5 % et de 16 % à 18 %.

Il importe de souligner que la détérioration des *finances publiques,* amorcée depuis quelques années déjà, a continué à s'accentuer en 1981. Le solde net à financer du Trésor est passé de 300,7 milliards de francs en 1980 à 475,4 milliards de francs en 1981. Exprimé en pourcentage du Produit national brut aux prix du marché, ce solde est monté de 8,6 % à 12,7 %. Le solde brut à financer en pourcent du Produit national brut aux prix du marché s'est accru de 12 % en 1980 à 17,1 % en 1981.

Le financement du déficit s'est fait principalement à court terme ou en devises. La dette consolidée en francs belges n'a enregistré qu'une légère augmentation (+17,6 milliards de francs) et ce nonobstant des emprunts, par les pouvoirs publics, sur le marché des capitaux à concurrence de 144 milliards de francs. En effet, le remboursement des emprunts contractés antérieurement se révèle de plus en plus important et cette situation se maintiendra encore pendant quelques années.

Compte tenu toujours de l'évolution de la dette publique, le financement à court terme du déficit s'est chiffré à 220,8 milliards de francs. Une part importante a été financée à très court terme (89 milliards de francs), tandis que l'appel au Fonds des Rentes s'est accru de 74,8 milliards de francs. De ce fait, le Fonds des Rentes s'est vu obligé de faire appel à la Banque nationale de Belgique pour un montant de 72,4 milliards de francs (différence entre l'appel au 31 décembre 1980 et l'appel en décembre 1981).

Ce financement monétaire du déficit du Trésor s'est encore accru en raison des emprunts en devises, lesquels avaient augmenté de 234,8 milliards de francs fin 1981 par rapport à fin 1980. Ici également, la majeure partie a été empruntée à court terme (135,6 milliards de francs).

Les estimations dépassaient de 33 milliards de francs les recettes budgétaires ce qui était dû en partie à la mauvaise situation économique se traduisant par une baisse du Produit national brut en termes réels. Le taux de couverture des dépenses par les recettes a diminué de façon spectaculaire : de 77,2 en 1980 à 69,2 en 1981 pour l'ensemble des opérations budgétaires et de Trésor. Pour les opérations courantes sans les charges de la dette, le taux de couverture qui avant 1980, dépassait 100 se situait à 93,7 en 1981, contre 99,2 en 1980.

Sur le *marché des capitaux,* les pouvoirs centraux n'ont emprunté que 144 milliards de francs, dont 78 milliards de francs représentant le produit de l'« emprunt spécial 1981 ». Au cours des années antérieures, le produit des emprunts effectués par les pouvoirs publics avait toujours été plus important. La totalité du produit de l'emprunt obligataire de l'ensemble du secteur public, y compris l'emprunt obligataire émis par le Crédit communal, a atteint un montant de 242 milliards de francs, dépassant certes le résultat obtenu en 1980 mais demeurant toujours inférieur aux montants enregistrés en 1977, 1978 et 1979.

A la *Bourse de Bruxelles*, l'année 1981 s'est clôturée par un résultat bien plus positif qu'en 1980, ce qui doit être imputé à la modification de la situation politique. Alors que l'indice général en bourse des valeurs belges sur le marché au comptant régressait encore de 17 % durant toute l'année 1980, il avançait de 5 % en 1981. Cette hausse s'est produite principalement dans le courant de décembre 1981, alors que pendant les autres mois de l'année, seule une légère hausse ou une baisse (en septembre et de mars à juin) avait été observée. La progression importante en décembre (+21 % en un mois de temps) démontre clairement que la Bourse a réagi de façon positive à l'installation du nouveau gouvernement chrétien-libéral.

*
* *

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT

Tout comme en 1980, les finances publiques ont été caractérisées en 1981 par une progression considérable du solde net à financer. Le financement de celui-ci s'est réalisé, dans une plus large mesure encore que pendant l'année antérieure, par l'appel aux marchés étrangers et par le financement à court terme, dont le financement monétaire — par le biais du Fonds des Rentes auprès de la Banque nationale — grandit de plus en plus. Le remboursement des emprunts contractés les années précédentes commence à peser plus lourd d'année en année, avec pour résultat que l'appel au marché des capitaux, malgré l'apport fourni par l'emprunt obligataire spécial de juin 1981, sert presque exclusivement aux amortissements.

La précarité de la situation économique constitue une entrave de plus à la recherche d'un équilibre pour le budget public. A des revenus inférieurs aux prévisions sont venues s'ajouter des dépenses plus élevées, comme pour le chômage, dont l'accroissement a été sous-estimé lors de l'établissement du budget de 1981. La dette publique a, elle aussi, entraîné des charges plus lourdes que prévues initialement. La cherté des taux d'intérêt à court terme, liée à la politique de défense contre les tensions auxquelles le franc belge a été soumis sur les marchés des changes, est responsable de cette situation.

Le total des recettes, à l'exclusion de celles versées au profit des Communautés européennes, a atteint 998,7 milliards de francs, soit 33,3 milliards de plus par rapport à 1980 (+3,5 %); compte tenu du taux d'inflation en 1981, cela signifie que les recettes réelles sont en baisse. Cela veut dire également que le facteur de progression utilisé habituellement lors de l'estimation des recettes n'a plus joué en 1981. Il est admis en effet que les recettes augmentent de 1,2 fois la progression nominale du P.N.B. dans le cas d'une législation similaire en matière de revenus; il n'en a pas été ainsi en 1981.

Les recettes sont réparties en 986,5 milliards de francs de recettes fiscales courantes et 12,2 milliards de francs de recettes de capitaux (droits de succession). La progression par rapport à l'année passée s'élève respectivement à 3,4 % et 7,4 %. Les impôts directs ont enregistré une avance plus lente encore : 2,8 % seulement d'augmentation, tandis que les impôts indirects augmentaient de 4,4 %. Mais en fait, cette dernière augmentation peut également être qualifiée de minimale si l'on

précise, par la même occasion, quelles mesures ont été prises en 1981 pour augmenter l'imposition, après une série de hausses déjà appliquées en 1980 mais généralement vers la fin de l'année :

— au 1er juillet 1981, le taux de la T.V.A. est passé de 16 à 17 %;

— à la même date, une série de produits ont vu leur taux de T.V.A. être relevé de 17 % à 25 %; entre autres, les fleurs et produits analogues, les appareils de vidéo et les jus de fruits et de légumes non fermentés;

— au 1er septembre 1981, le commerce de l'or a été soumis à une T.V.A. de 6 %, ce qui l'a fait d'ailleurs régresser sur les marchés belges, au profit du marché luxembourgeois en particulier;

— à la même date et pour la deuxième fois, un certain nombre de produits et services sont passés du taux de T.V.A. de 17 % à celui de 25 %, notamment les services des coiffeurs, des spécialistes en soins de beauté et autres, ainsi que la location de voitures privées sans conducteur;

— le 1er septembre encore, la taxe de luxe de 5 % sur la livraison ainsi que l'importation de certains produits (en vigueur depuis le 1er décembre 1980) a été portée à 8 % et une série de nouveaux produits ont été également soumis à cette taxe, qui s'ajoute donc au taux normal de T.V.A. Cette taxe s'applique aux voitures privées avec une cylindrée de plus de 3 000 CC ou d'une puissance supérieure à 116 kw, les yachts et bateaux de plaisance pour lesquels une lettre de mer est requise et les postes de radio et de télévision, les caméras de télévision, tous les appareils destinés à une chaîne stéréo ou vidéo, etc...

D'autre part, il y a peut-être lieu de poser la question de savoir si ces relèvements de la T.V.A. et d'autres taux conjugués à une situation économique incertaine, n'ont pas entraîné la baisse en termes réels de la consommation privée en 1981, baisse qui a également influencé les recettes des pouvoirs publics en matière d'impôts indirects.

Une ventilation plus poussée selon les catégories de revenus permet de constater que le précompte immobilier a rapporté 1,8 milliard de francs (+27 % par rapport à 1980), le précompte mobilier 65,6 milliards de francs (+11,7 %), le précompte professionnel 389 milliards de francs (+8 %) et les taxes de circulation 13,7 milliards de francs (+5,3 %). Par contre, les revenus découlant des paiements anticipés ont été inférieurs à ceux enregistrés en 1980 : 114,8 milliards de francs ou —6,7 %, de même d'ailleurs que l'impôt sur les sociétés par rôle (—38 %). Ces deux derniers exemples reflètent la détérioration de la situation économique qui affecte également les revenus des entreprises.

Dans le domaine des impôts indirects, les droits de douane et d'accise (—1,3 %), ainsi que les droits d'enregistrement (—17,2 %) ont régressé tandis que les droits de timbre, la T.V.A. et autres droits assimilés ont accusé une augmentation de 8,2 %, pour atteindre 274,6 milliards de francs.

Les impôts perçus au profit des Communautés européennes ont totalisé 35,7 milliards de francs, soit 14,6 % de plus qu'en 1980.

Le budget des dépenses courantes pour 1981 a été introduit pour un montant global de 1 198,4 milliards de francs et approuvé ensuite, après amendements, à

concurrence de 1 200,2 milliards de francs. Les crédits supplémentaires relatifs aux dépenses des années précédentes, 10,1 milliards de francs, concernaient tous les départements. Les postes principaux de ces crédits se rapportaient à l'emploi et au travail (+2,3 milliards de francs), la santé publique et la famille (+1,8 milliard de francs), l'éducation nationale (+1,8 milliard de francs pour le secteur néerlandophone et +1,1 milliard pour le secteur francophone), la défense nationale (+0,7 milliard de francs), aux pensions (+0,7 milliard de francs) et aux affaires économiques (+0,5 milliard de francs). Les ajustements au budget approuvé pour 1981 ont fait accroître les dépenses nettes de 74,3 milliards de francs, de sorte que l'ensemble des engagements s'élève à 1 274,5 milliards de francs. La hausse la plus importante des dépenses se rencontre dans le secteur de la dette publique (+35,3 milliards de francs), de l'emploi et du travail (+32 milliards de francs), ainsi que dans le poste provision (index) et suppléments (10,7 milliards de francs). Des augmentations bien plus faibles ont aussi été observées dans le budget des pensions, de l'éducation nationale (dont 600 millions de francs pour le fonds de garantie des bâtiments scolaires) et des affaires étrangères (dont 600 millions de francs pour le fonds d'expansion économique et de reconversion régionale à la suite de l'accroissement des charges en matière de crédits à l'exportation).

Ainsi, dans le budget ajusté pour 1981, la part des dépenses de la dette publique atteint 15,4 % de l'ensemble des dépenses. Seules les dépenses en matière d'éducation nationale connaissaient une progression plus accentuée : 16,9 % par rapport au total. L'importance relative des différents départements est remise ci-après en ordre décroissant : pension (10,4 %), prévoyance sociale ainsi que santé publique et famille (10,3 % ensemble), emploi et travail (9,4 %), défense nationale (7 %), intérieur (5,7 %), communications (5,4 %) et travaux publics (3,7 %).

Les dépenses en capital avaient été estimées initialement à 159,2 milliards de francs, ce montant a été ajusté ultérieurement à 165,5 milliards de francs (ensemble des crédits d'engagement). Il comprend les crédits d'engagement des Communautés (8 milliards de francs) et ceux des régions (26 milliards de francs). Les principales augmentations ont été observées dans le secteur de la prévoyance sociale (+7 milliards de francs), ce qui représente une avance remboursable au secteur maladie et invalidité de l'I.N.A.M.I., en raison des difficultés de trésorerie des hôpitaux et mutualités, ainsi que dans celui des transports (+2 milliards de francs), où il s'agit également d'une avance remboursable en vue du financement des stocks de la S.N.C.B. Les affaires économiques ont enregistré la baisse la plus importante (—6 milliards de francs). Il s'agit, en fait, d'un décalage des dépenses. En effet, l'apport de l'Etat dans le capital social de la S.A. « Kempense Steenkolenmijnen » ne se réalisera plus directement, mais par le biais d'emprunts effectués par la Société nationale de financement des charbonnages.

En ce qui concerne les *investissements publics*, les réalisations pour 1981 ont atteint 106 milliards de francs pour l'ensemble des investissements de l'Etat, dont 87,7 % pour le secteur budgétisé et 12,3 % pour le secteur débudgétisé. Les principaux postes du secteur budgétisé ont été les travaux publics (30,8 milliards de francs, les transports (24,5 milliards de francs), l'éducation nationale (18,8 milliards de francs), ainsi que le Fonds des routes (16 milliards de francs). Dans le secteur débudgétisé, la part la plus importante est également revenue aux travaux publics (12,8 milliards de francs).

A la fin de l'année 1981, le déficit des *opérations budgétaires sur base de caisse* s'est chiffré à 427,97 milliards de francs, ou 46 % de plus par rapport à 1980. Les opérations courantes se sont soldées par un déficit de 264,5 milliards de francs, contre un déficit de 147,4 milliards de francs en 1980, et étaient responsables pour 61,8 % du déficit global. En 1980 et pour la première fois, le déficit des opérations courantes a dépassé celui des opérations en capital, situation qui s'est amplifiée très largement en 1981. Le déficit des opérations en capital a totalisé 164 milliards de francs, contre 144,6 milliards de francs en 1980.

Le solde net à financer s'est monté à 475,4 milliards de francs, ce qui représente une progression de 58 % par rapport à 1980. Déjà en 1980, une augmentation considérable de ce solde (42 %) avait été observée. Exprimée en pourcentage du produit national brut, cette hausse pouvait même être qualifiée de spectaculaire : de 2,7 % en 1974, celle-ci atteint à présent 12,7 % en 1981, contre 8,6 % en 1980 et 6,5 % en 1979.

Compte tenu des amortissements contractuels de la dette publique et des amortissements hors budget, le *solde brut à financer* est monté jusqu'à 626,7 milliards de francs, contre 418,4 milliards de francs en 1980 (+49,8 %). En pourcentage du produit national brut, le déficit est de plus de 17 %, contre 12 % en 1980, 10 % en 1979 et 5,5 % seulement en 1974.

La *dette publique* réelle (1) s'est accrue de 475,4 milliards de francs en 1981 pour atteindre 2 395,2 milliards de francs au 31 décembre 1981. La part de la dette flottante dans l'ensemble atteint 862,5 milliards de francs, ou 36 %. La dette extérieure a progressé de 234,9 milliards de francs se situant ainsi à 388,4 milliards de francs. La dette publique globale par habitant a grimpé jusqu'à 244.000 francs (2), contre moins de 200 000 francs en 1980. La dette extérieure par habitant s'élève fin 1981 à environ 23 000 francs (2) contre quelque 15 000 francs (2) à la fin de l'année 1980. En pourcent du produit national brut à prix réels, le rapport dette publique/P.N.B. continue à augmenter, confirmant une tendance observée depuis 1975 seulement. En effet, dans les années soixante et au début des années septante, ce rapport avait considérablement fléchi : en 1964, la part régressait au dessous de 60 % et en 1974, elle descendait même sous 40 %. La hausse amorcée depuis lors n'a pas cessé de se poursuivre : 46 % en 1978, 55,4 % en 1980, pour grimper jusqu'à 61,9 % (3) en 1981.

Le produit des emprunts en francs belges n'est intervenu que pour 5,6 % dans l'augmentation de la dette publique réelle et ce en dépit du fait que l'apport des deux emprunts de l'Etat a fourni 144 milliards de francs. La dette consolidée en devises s'est accrue, par contre, de 99,2 milliards de francs, ou 20,1 % de l'augmentation globale.

---

(1) Les certificats de trésorerie en portefeuille du Fonds monétaire international ne sont pas pris en considération. Les certificats cédés au titre de versement partiel de la quote-part belge de participation ne représente qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique est tenue de mettre éventuellement des francs belges à la disposition du F.M.I. et n'influence en rien la situation du Trésor. Selon un accord entre le Trésor et la Banque nationale, c'est cette dernière, et non le Trésor qui prête des francs belges lorsque le F.M.I. met en circulation les certificats du Trésor qu'il possède. Dans les cas contraire, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, la créance que la Banque nationale possède sur le F.M.I. diminue. Le F.M.I. reçoit de nouveaux certificats de trésorerie. La dette publique augmente sans que le Trésor ait perçu de nouveaux fonds. Les causes de variations vers le bas de la valeur des certificats de trésorerie du F.M.I. résultent soit des tirages en francs belges par les Etats membres du Fonds, soit des remboursements en francs belges par ces Etats, soit d'une modification de la participation belge au F.M.I. (+6,971 milliards de francs en 1981).

(2) Données provisoires.

(3) Estimation sur base du pourcentage du P.N.B., retenu lors de la constitution du budget pour 1982.

La dette à très court terme (uniquement en francs belges) contractée auprès des banques et des parastataux a grossi de 89,6 milliards de francs ou 18,8 % de l'augmentation globale. La dette à court terme en francs belges a enregistré une progression de 124,3 milliards de francs, ce qui correspond à 26,2 % de l'augmentation globale. Il faut remarquer à cet égard que de fin décembre à fin décembre, l'avoir des particuliers auprès des Comptes de Chèques postaux ne s'est accru que de 3 milliards de francs, soit moins que ce qui avait été escompté initialement de la décision de verser obligatoirement les rémunérations des fonctionnaires sur un compte courant postal. La dette à court terme en devises a grimpé de 135,6 milliards de francs, soit 28,5 % de l'augmentation globale.

Le financement monétaire du déficit des pouvoirs publics ne cesse de s'accroître. En effet, le financement monétaire se compose non seulement du financement monétaire intérieur, mais également des emprunts extérieurs. L'appel du Trésor à la Banque nationale en francs belges atteint depuis des années déjà, le plafond des 37 milliards de francs. La possibilité d'un appel indirect à la Banque nationale par le biais du Fonds des Rentes s'est toutefois considérablement élargie en 1981. Le plafond de cette ligne de crédit a été relevé de 20 milliards à trois reprises. L'appel effectif du Fonds des Rentes à la Banque nationale a grossi de 72,4 milliards de francs entre le 31 décembre 1980 et le 31 décembre 1981. Tout ceci, conjugué à la hausse de la dette en valeurs étrangères (+234,9 milliards de francs), porte la part du financement monétaire, par rapport à l'augmentation globale de la dette publique réelle, à 64,5 % contre, 40 % seulement en 1980.

Après l'énumération de ces données, il n'apparaît guère nécessaire de souligner encore qu'en dehors du développement du déficit des pouvoirs publics eux-mêmes, l'évolution des dettes contractées en vue de l'amortissement du déficit est également fondamentalement malsaine. La dette à court terme avec des taux d'intérêt élevés, ainsi que la dette extérieure doivent presque intégralement financer le déficit public, ce qui, d'une part, met en question dans une large mesure les finances publiques, leur gestion et leur possibilité de financement en raison des changements continuels des taux d'intérêt à court terme et, d'autre part, les place dans un état de dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds étrangers, s'ils se rallient à la politique suivie et à suivre en Belgique.

*

* *

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins

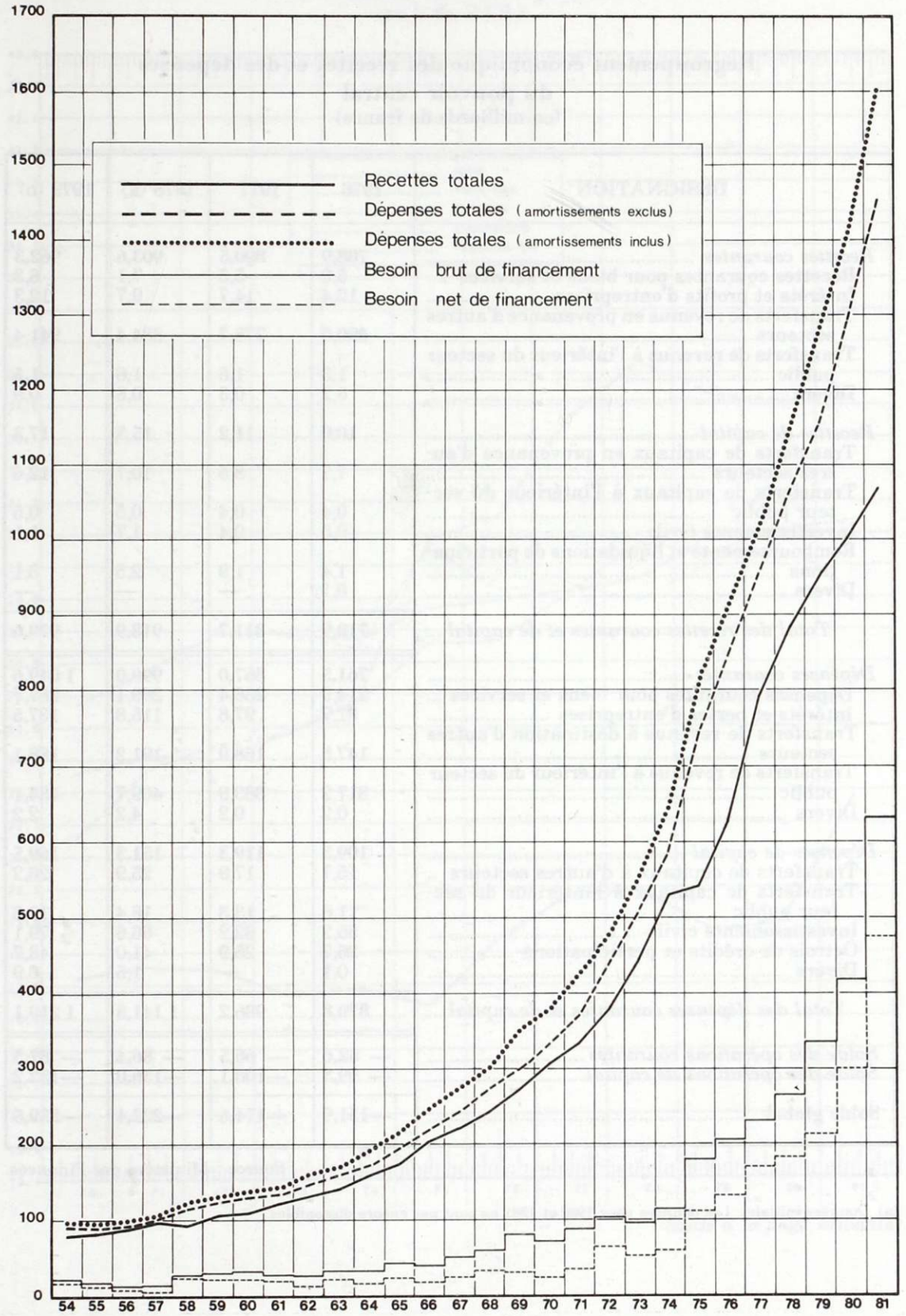
(en milliards de francs)

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981
A. — *Opérations budgétaires*				
I. Opérations courantes (a)	— 81,0	— 91,2	—147,4	—264,5
Recettes	*877,3*	*942,0*	*991,7*	*1 012,3*
Dépenses	*958,3*	*1 033,2*	*1 139,1*	*1 276,9*
II. Opérations de capital	— 97,7	—113,6	—144,6	—163,5
Recettes	*10,4*	*12,7*	*12,7*	*13,9*
Dépenses	*108,1*	*126,3*	*157,3*	*177,4*
III. Résultat budgétaire	—178,7	—204,8	—292,1	—427,9
B. — *Opérations de trésorerie*	— 4,1	— 7,0	— 8,6	— 8,8
C. — *Solde net à financer (=évolution nette de la dette)* (b)	—182,8	—211,8	—300,7	—436,7
D. — *Remboursements de la dette*	81,7	120,5	117,7	151,4
Amortissements contractuels (c)	*56,9*	*79,3*	*80,4*	*89,7*
Remboursements hors budget (d)	*24,8*	*41,2*	*37,3*	*61,7*
E. — *Solde net à financer (= appel brut à l'emprunt)*	—264,5	—332,3	—418,4	—588,1
F. — *Le solde net à financer a été couvert par :*				
I. Variations de l'encours des emprunts consolidés (e)	+ 143,0	+ 136,1	+ 141,3	+ 125,8
Produit net d'emprunts consolidés	*+ 218,9*	*+ 250,3*	*+ 249,4*	*+ 226,2*
Remboursements hors budget (d)	*— 24,9*	*— 41,2*	*— 37,3*	*— 61,7*
Amortissements contractuels (c)	*— 56,9*	*— 79,3*	*— 80,4*	*— 89,7*
Ajustements (f)	*+ 5,9*	*+ 6,3*	*+ 9,6*	*+ 51,0*
II. Variations des engagements à moyen et à court terme (b)	+ 39,8	+ 75,7	+ 159,4	+ 349,5
Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	*+ 0,0*	*+ 0,0*	*+ 0,0*	*+ 0,0*
Avances par le biais du Fonds des Rentes	*+ 13,2*	*+ 36,5*	*+ 24,7*	*+ 74,8*
Portefeuille des banques et des caisses d'épargne privées	*+ 26,3*	*+ 17,3*	*+ 99,2*	*+ 63,9*
Portefeuille des institutions parastatales	*— 17,7*	*— 8,1*	*+ 7,7*	*+ 70,8*
Comptes de chèques postaux des particuliers	*+ 3,8*	*— 2,7*	*+ 3,5*	*+ 3,0*
Divers (g)	*+ 14,2*	*+ 32,7*	*+ 24,3*	*+ 137,0*
Total des variations de la dette réelle de l'Etat (b)	**+ 182,8**	**+ 211,8**	**+ 300,7**	**+ 475,4**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses; non compris les recettes cédées aux Communautés Européennes.
(b) Les certificats repris par le F.M.I non compris.
(c) Amortissements à charge du Trésor et du Fonds des Routes; effectués par tirage au sort ou par rachat en Bourse durant le terme de l'emprunt.
(d) Il s'agit des remboursements à échéance intermédiaire ou à échéance finale.
(e) Il s'agit des variations de l'encours de la dette consolidée directe et indirecte, en francs belges et en monnaie étrangère.
(f) Comprenant, entre autres, les différences d'émissions et d'amortissements.
(g) Il s'agit notamment à partir de 1978 de la dette à court terme en monnaie étrangère.

Situation du Trésor
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central

(en milliards de francs)

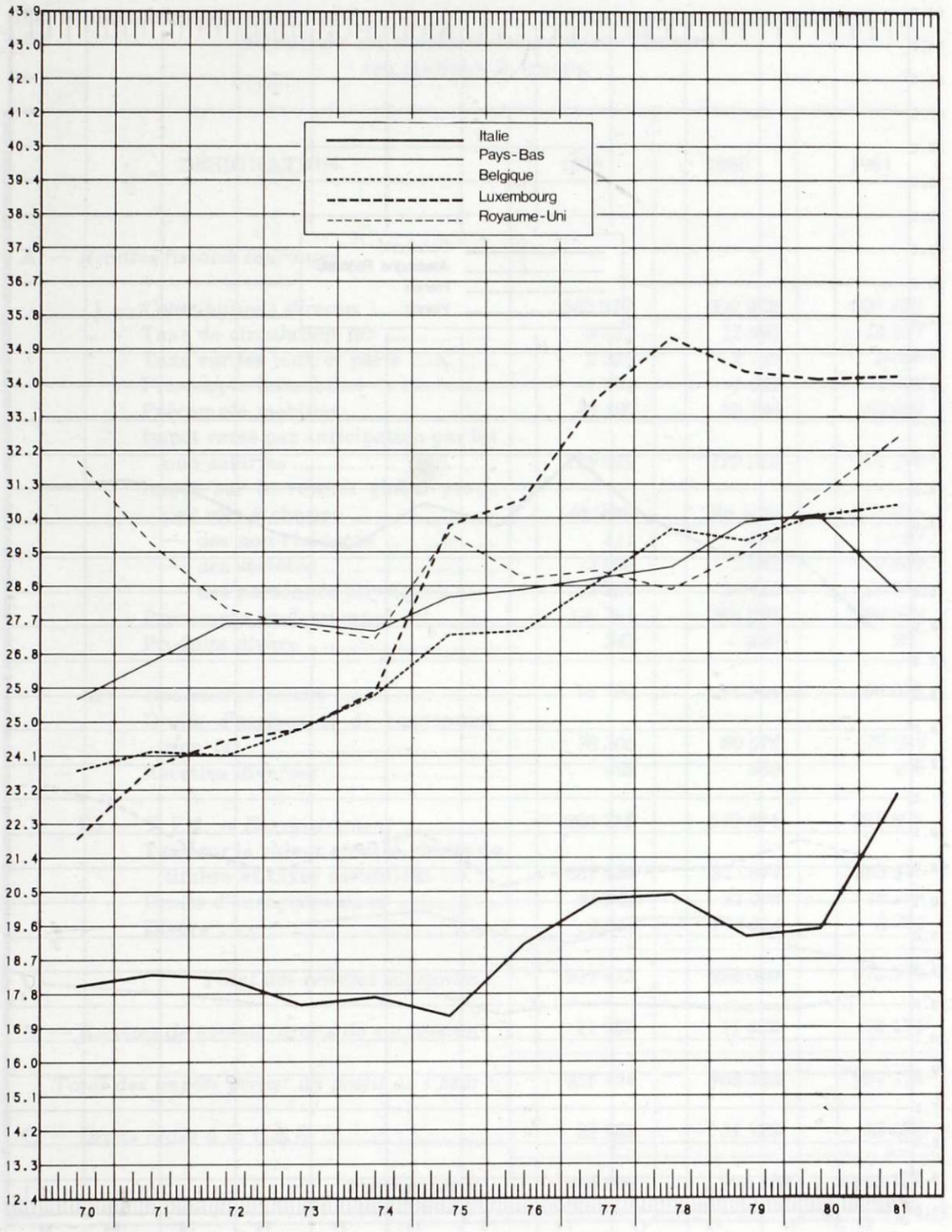
DÉSIGNATION	1976	1977	1978 (a)	1979 (b)
Recettes courantes	**708,9**	**800,5**	**903,6**	**962,3**
Recettes courantes pour biens et services	5,0	5,3	7,1	6,3
Intérêts et profits d'entreprises	12,4	14,7	9,7	12,3
Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	690,0	778,7	884,4	941,4
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	1,3	1,6	1,6	1,5
Divers	0,2	0,3	0,8	0,9
Recettes de capital	**10,0**	**11,2**	**15,3**	**17,3**
Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs	7,7	8,5	10,7	12,6
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	0,4	0,4	0,5	0,5
Investissements civils	0,5	0,4	1,7	1,1
Remboursements et liquidations de participations	1,4	1,9	2,5	3,1
Divers	0,1	—	—	—
Total des recettes courantes et de capital	**718,9**	**811,7**	**918,9**	**979,6**
Dépenses courantes	**761,5**	**867,0**	**990,0**	**1 049,6**
Dépenses courantes pour biens et services	214,9	236,4	269,1	287,7
Intérêts et pertes d'entreprises	81,7	97,6	115,8	137,5
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	147,5	168,9	191,2	188,1
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	317,2	363,9	409,7	434,1
Divers	0,2	0,2	4,2	2,2
Dépenses de capital	**109,3**	**119,3**	**151,3**	**169,5**
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	15,7	17,9	25,9	26,2
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	11,6	13,3	16,4	19,6
Investissements civils	55,2	62,2	66,6	79,1
Octrois de crédits et participations	26,7	25,9	41,0	43,7
Divers	0,1	—	1,5	0,9
Total des dépenses courantes et de capital	**870,8**	**986,2**	**1 141,3**	**1 219,1**
Solde des opérations courantes	**— 52,6**	**— 66,5**	**— 86,4**	**— 87,3**
Solde des opérations de capital	**— 99,3**	**—108,1**	**—136,0**	**—152,2**
Solde global	**—151,9**	**—174,6**	**—222,4**	**—239,5**

Source : Ministère des Finances.

(a) Données initiales. Les données pour 1980 et 1981 ne sont pas encore disponibles.

Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes

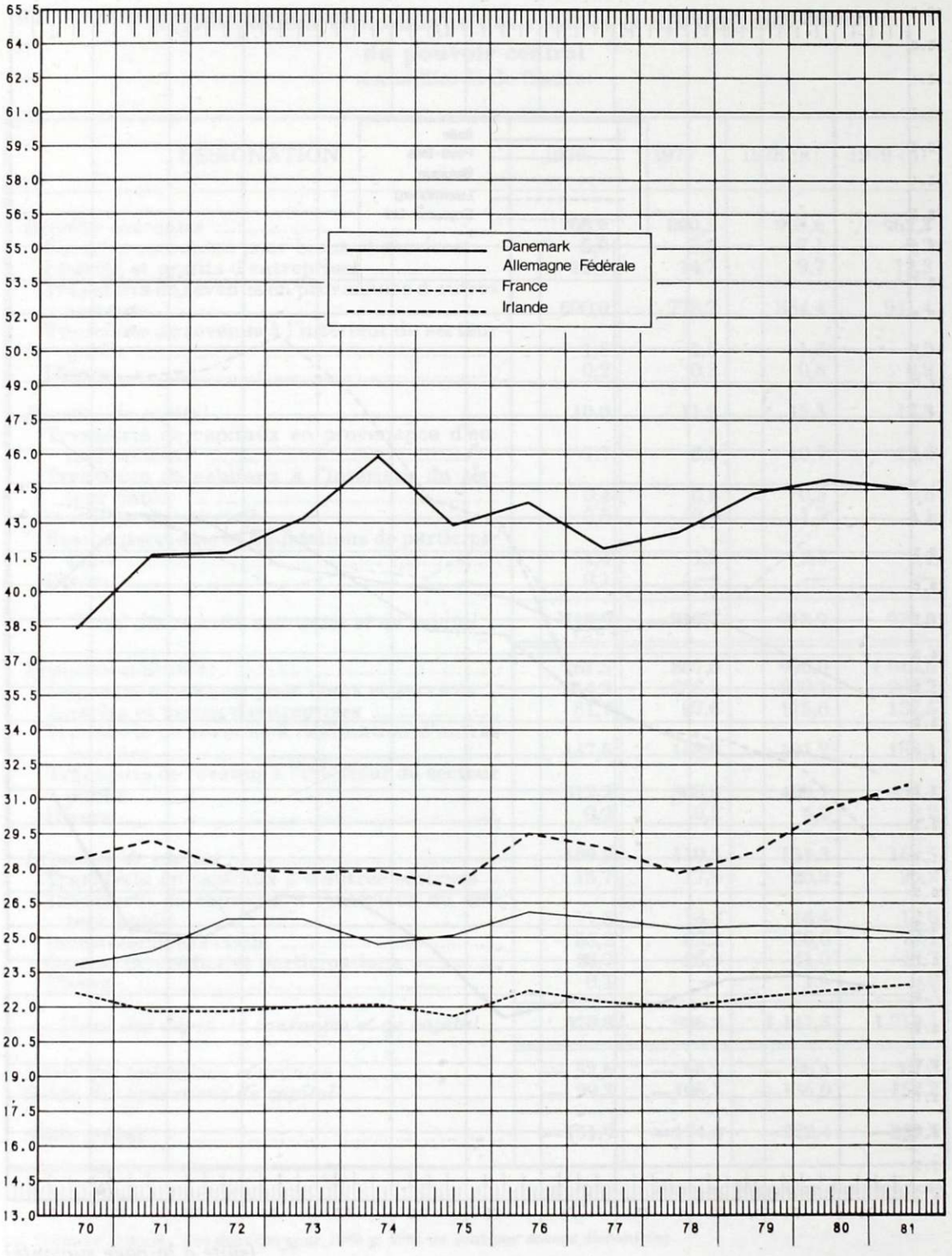
(en % du P.I.B.)



(suite à la page suivante)

Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes (suite)

(en % du P.I.B.)



Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux.
Commission des Communautés européennes.

Situation en matière des recettes fiscales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1979	1980	1981
A. — *Recettes fiscales courantes :*			
I. — *Contributions directes*	563 917	592 962	609 425
Taxe de circulation (a)	*9 342*	*12 993*	*13 677*
Taxe sur les jeux et paris	*2 316*	*2 730*	*2 656*
Précompte immobilier	*1 491*	*1 443*	*1 832*
Précompte mobilier	*48 160*	*58 736*	*65 607*
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	*129 552*	*122 979*	*114 791*
Impôt sur le revenu global perçu par rôle à change	*(46 046)*	*(29 105)*	*(16 529)*
— des non-résidents	*111*	*—354*	*— 97*
— des sociétés	*3 006*	*2 644*	*1 652*
— des personnes physiques	*42 929*	*26 815*	*14 974*
Précompte professionnel	*326 761*	*364 694*	*394 042*
Produits divers	*249*	*285*	*291*
II. — *Douanes et accises*	78 780	81 164	80 066
Droits d'accises et de consommation (a)	*78 308*	*80 675*	*79 658*
Recettes diverses	*462*	*489*	*408*
III. — *T.V.A. et Enregistrement*	266 716	279 894	285 808
Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées (a)	*237 535*	*253 877*	*263 475*
Droits d'enregistrement	*25 664*	*22 403*	*18 558*
Divers	*3 517*	*3 614*	*3 775*
Total des recettes courantes	**909 413**	**954 020**	**975 299**
B. — *Recettes de capital* (droits de succession)	**11 708**	**11 332**	**12 174**
Total des impôts perçus au profit de l'Etat	**921 121**	**965 352**	**987 473**
C. — *Droits cédés à la C.E.E.*	**27 785**	**31 128**	**35 658**
Total général	**948 906**	**996 480**	**1 023 131**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées.

Exécution du budget (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Opérations courantes	**— 79,6**	**— 86,9**	**—122,0**	**—172,7**
Recettes	877,3	941,5	992,3	1 022,2
Dépenses	956,9	1 028,4	1 114,2	1 194,9
Opérations de capital	**—102,9**	**—106,5**	**—132,9**	**—225,7**
Recettes	10,4	12,7	12,7	14,0
Dépenses	113,3	119,2	145,6	239,7
Opérations de dette	**+101,6**	**+ 98,8**	**+112,8**	**+112,5**
Produit net	157,4	162,9	184,3	184,3
Amortissement	55,8	64,2	71,5	71,7
Résultat budgétaire ...	**— 81,0**	**— 94,6**	**—142,1**	**—285,9**

(a) Résultat provisoire.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Dépenses courantes				
Salaires et charges sociales	161,6	174,5	187,3	199,8
Achats de biens non durables et de service	44,8	45,8	46,6	53,5
Achats de biens militaires durables	20,7	20,6	23,4	23,9
Intérêts et pertes d'entreprises	98,6	118,6	155,8	214,9
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	113,0	120,9	114,7	138,0
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	469,6	487,6	513,6	587,3
Divers	48,7	60,3	72,8	82,5
Total ...	**956,9**	**1 028,4**	**1 114,2**	**1 299,8**
Dépenses du capital				
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	7,5	10,0	9,6	11,7
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	55,9	60,0	76,0	81,2
Investissements (civil)	17,4	21,6	23,2	27,9
Octrois de crédits et participations	30,5	24,9	32,7	59,7
Divers	2,0	2,8	4,2	5,3
Total ...	**113,3**	**119,2**	**145,6**	**185,9**
Amortissement de la dette	**55,8**	**64,2**	**71,5**	**74,5**
Total des dépenses budgétaires ...	**1 126,0**	**1 211,7**	**1 331,3**	**1 560,2**

(a) Résultat provisoire.

Source : Ministère des Finances.

Dette publique

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

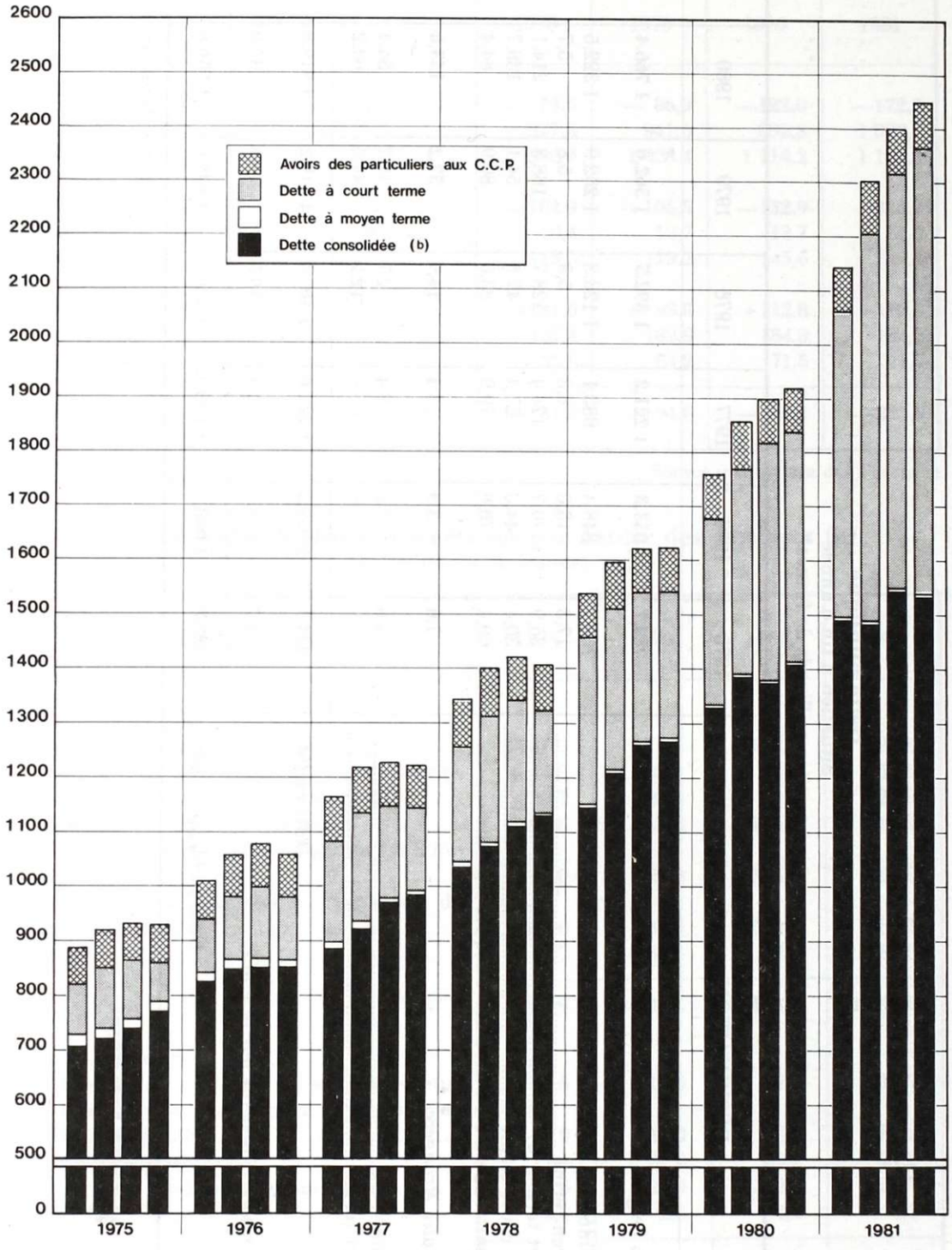
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Dette en francs belges	**919,1**	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**	**1 562,0**	**1 766,4**	**2 006,9**
Dette consolidée	766,1	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9	1 322,5	1 349,1
Dette à moyen terme	17,3	13,0	6,3	5,9	5,8	5,7	5,7
Dette à court terme (a)	35,9	70,7	124,4	128,7	168,3	214,1	335,5
Dette à très court terme	30,4	44,3	27,4	47,5	54,1	139,7	229,2
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux	69,4	76,8	79,9	83,6	80,9	84,4	87,4
Dette en monnaies étrangères	**5,0**	**3,9**	**3,4**	**14,9**	**57,2**	**153,6**	**388,4**
Dette consolidée	4,6	3,8	3,4	2,7	12,7	84,4	183,6
Dette à court terme	—	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8
Dette réelle	**924,1**	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**	**1 619,2**	**1 919,8**	**2 395,3**
Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.	**4,7**	**1,5**	**4,1**	**19,5**	**19,8**	**37,0**	**43,9**
Dette publique totale	**928,8**	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**	**1 639,0**	**1 956,8**	**2 439,1**

Source : Ministère des Finances.

(a) Les certificats repris par la F.M.I. non compris.

Dette publique (a)

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(b) Y compris la dette garantie suite à la Convention belgo-congolaise du 5 février 1965.

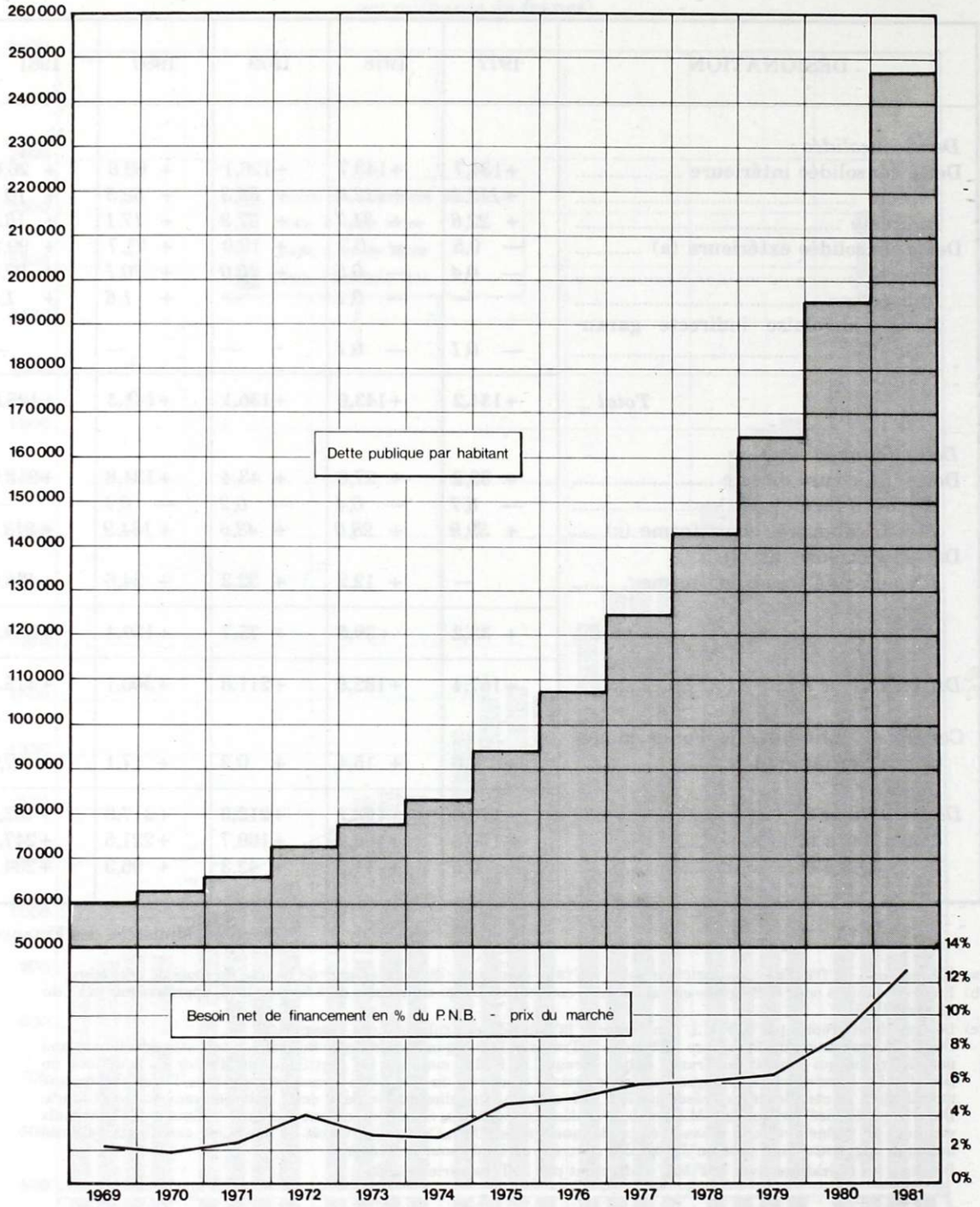
Evolution de la dette publique
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981
Dette consolidée :					
Dette consolidée intérieure	+134,7	+143,7	+126,1	+ 69,6	+ 26,6
Directe	*+ 112,1*	*+ 112,0*	*+ 88,3*	*+ 52,5*	*+ 10,1*
Indirecte	*+ 22,6*	*+ 31,7*	*+ 37,8*	*+ 17,1*	*+ 16,5*
Dette consolidée extérieure (a)	— 0,5	— 0,7	+ 10,0	+ 71,7	+ 99,2
Directe	*— 0,4*	*— 0,5*	*+ 10,0*	*+ 70,1*	*+ 97,3*
Indirecte	—	*— 0,1*	—	*+ 1,6*	*+ 1,9*
Dette congolaise indirecte garantie (b)	*— 0,1*	*— 0,1*	—	—	—
Total ...	**+134,2**	**+143,0**	**+136,1**	**+141,3**	**+125,8**
Dette flottante :					
Dette intérieure directe	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,4	+134,8	+213,9
A moyen terme	*— 6,7*	*— 0,4*	*— 0,2*	*— 0,1*	—
A court ou à très court terme (c)	*+ 39,9*	*+ 28,0*	*+ 43,6*	*+ 134,9*	*+ 213,9*
Dette extérieure directe :					
A court ou à très court terme	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,6	+135,6
Total ...	**+ 33,2**	**+39,8**	**+ 75,7**	**+159,4**	**+349,5**
Dette publique totale	**+167,4**	**+182,8**	**+211,8**	**+300,7**	**+475,3**
Certificats tenus par le Fonds monétaire international	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,2	+ 17,1	+ 7,0
Dette publique totale	**+170,0**	**+198,2**	**+212,0**	**+317,8**	**+482,3**
dont : dette intérieure	+170,5	+186,7	+169,7	+221,5	+247,5
dette extérieure	— 0,5	+ 11,5	+ 42,3	+ 96,3	+234,8

Source : Ministère des Finances.

(a) L'équivalent en francs belges, calculés selon les taux de change du dernier jour de bourse du mois de décembre.
(b) Emprunts repris pour la Belgique en raison de la convention Belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvé par la loi du 23 avril 1965.
(c) Les certificats repris par le F.M.I. non compris; la dotation des combattants y compris.
Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectent pas la Trésorerie de l'Etat.

Evolution de la dette de l'Etat
(en francs)



Source : Ministère des Finances.

SECTION II. — FINANCES COMMUNALES ET PROVINCIALES

Les finances communales et provinciales ont connu une évolution semblable à celle des finances de l'Etat : le déficit s'accroît et surtout les communes ou villes plus importantes (par exemple Bruxelles, Anvers, Liège...) doivent faire face à des difficultés sans cesse croissantes pour financer l'excès de leurs dépenses par rapport à leurs recettes.

Le déficit des *opérations courantes des communes* s'est aggravé en dépit des efforts pour remédier à la situation tant par les dépenses que par les recettes. La répartition économique des dépenses fait apparaître qu'elles ont augmenté, passant de 196 milliards de francs en 1980 à 216,3 milliards de francs en 1981. L'accroissement le plus important, tant en valeur qu'en pourcent s'est produit dans le poste des dépenses relatives à la dette (62,4 milliards de francs, ou 8,2 milliards de frans de plus qu'en 1980). La part pourcentuelle de ce poste dans le total s'accroît d'année en année et atteint 28,8 %, contre 27,5 et 27,6 % respectivement pour 1979 et 1980. La part pourcentuelle du poste transferts a également augmenté : de 9,8 % en 1980 à 10,1 % en 1981. L'évolution à la hausse de ce poste, dont la moitié environ consiste en transferts aux C.P.A.S., doit être attribuée en partie à l'intervention des communes dans le déficit des hôpitaux publics.

Deux postes de dépenses, dont le montant absolu s'est encore accru, se sont amenuisés en importance par rapport au total des dépenses. La part des dépenses relatives au personnel, qui était de 48,5 % ces trois dernières années, est tombée à 47,6 % en 1981. Exception faite du personnel enseignant rétribué par l'Etat, les communes occupaient 92 640 personnes au 31 décembre 1980, les catégories les plus importantes étant les ouvriers (40 189), le personnel administratif (22 496), la police et les pompiers (20 003). L'accroissement du personnel a été moins important que l'année passée.

Les dépenses de fonctionnement, qui fluctuaient aux alentours de 14 % ces dernières années, sont retombées en 1981 à 13,5 % du total des dépenses et pourraient continuer à diminuer encore proportionnellement en 1982. A moins de licencier du personnel, ce poste permet le plus facilement de réaliser des économies.

Du côté des recettes, il y a, d'une part, le Fonds des Communes et, d'autre part, les recettes fiscales. Le Fonds des Communes a augmenté, certes de 7,6 % en 1981, contre une quasi stagnation en 1980, mais cela n'empêche que l'accroissement a été nettement inférieur à celui de 1978 et des années antérieures. La part du Fonds dans les recettes communales a été inférieure en 1981 à celle des années antérieures (27,5 % en 1981, contre 30,2 % en 1980 et encore 32 % environ en 1978). Par contre, les communes ont accru leur pression fiscale. En 1980, par exemple, 97 % des communes ont appliqué la taxe complémentaire maximum autorisée sur l'impôt des personnes (6 %), contre 94 % en 1976. La part des impôts dans le total des recettes accuse donc également une légère tendance haussière.

Problème supplémentaire pour les communes : les impôts, perçus par l'Etat à leur profit, sont versés avec de plus en plus de retard. C'est ainsi qu'elles sont amenées à emprunter pour pouvoir financer leurs dépenses, alors qu'en fait, elles peuvent prétendre à des recettes qui ne leur sont pas encore transmises par le pouvoir central.

Le déficit des opérations courantes de l'ensemble des finances communales masque évidemment des évolutions divergentes. C'est ainsi que d'un point de vue pourcentuel, il y a plus de communes déficitaires en Flandre qu'en Wallonie, mais d'un autre côté, les déficits y sont moins importants que là. La région flamande et la région wallonne comptent chacune une ville dont le déficit est important; cependant les autres communes déficitaires en butte à de grosses difficultés financières, se situent presque exclusivement en Wallonie et à Bruxelles. Dans l'agglomération bruxelloise, huit communes présentent un déficit de plus de 5 000 F par habitant (avec un maximum de 12 500 F).

Une enquête menée par le Crédit communal fait apparaître que 281 communes clôturaient leurs comptes pour 1981 avec un excédent (1,97 milliards de francs) et 310 communes avec un déficit (9,96 milliards de francs). Parmi les communes déficitaires, 82 ont à faire face à un solde négatif de moins de 500 F par habitant et pour 80 ce montant se situe entre 500 F et 1 000 F par habitant. Pour 140 communes, le déficit s'élève de 1 000 à 5 000 F par habitant. Parmi les cinq villes importantes, deux accusent un déficit considérable : de 25 000 à 30 000 F par habitant.

Tout comme les années précédentes, il ressort de l'enquête déjà citée que les communes dont la situation financière est des plus préoccupantes, sont celles qui ont une fonction de centre régional et les communes d'agglomération, plus particulièrement celles de l'agglomération bruxelloise.

Le déficit des *opérations courantes des provinces* remonte à une date récente. Jusqu'en 1979, l'année fiscale propre se clôturait encore sur un solde positif. Depuis lors, les recettes et les dépenses courantes des provinces donnent également lieu, dans une mesure croissante, à un déficit, situation qui pourrait se poursuivre encore en 1982.

L'évolution des dépenses courantes est plus ou moins parallèle à celle des dépenses communales. La part relative des dépenses de personnel atteint 52 % environ en 1981, soit un résultat légèrement inférieur aux années précédentes (53,3 % en moyenne pour les années entre 1977 et 1980 y compris). Les frais de gestion ont connu une légère baisse relative (de 18,2 % des dépenses globales en 1980 et 1979 à 17,4 % en 1981). Aussi, le poste des transferts, et ce contrairement aux communes, a enregistré une régression, tant relative qu'absolue (de 9,8 % en 1980 à 8,1 % en 1981). Le poste qui a connu l'accroissement le plus important tant absolu que par rapport à sa part relative dans les dépenses, a été la dette (de 20,5 % en 1980 à 22,6 % en 1981). Le montant global des dépenses s'est accru selon les budgets, passant de 31,6 milliards en 1980 à 35,1 milliards en 1981.

Du côté des recettes, l'évolution est également similaire à celle des communes. L'accroissement plus lent du Fonds des Provinces fait que la part du Fonds dans l'ensemble des revenus a régressé (de 24,7 % en 1977 à 20,2 % en 1981). La part des

impôts est demeurée à peu près au même niveau que les années précédentes, mais dépasse très nettement celle enregistrée en 1977 (de 26,8 % cette année-là à 30,8 % en 1981). L'ensemble des recettes sur base des budgets s'est accru passant de 29,5 milliards en 1980 à 32 milliards en 1981.

Jusqu'il y a quelques temps, la situation financière des provinces dans leur ensemble pouvait encore être qualifiée de relativement saine; l'année 1981 marque un tournant. Alors qu'au cours des années précédentes, une grande partie des provinces pouvait présenter encore un solde positif ou un équilibre de leurs comptes, pour la première fois en 1981, les neuf provinces ont enregistré un déficit de leurs opérations courantes lors de l'établissement du budget, situation qui se représentera pour le budget 1982.

En ce qui concerne les investissements des communes et des C.P.A.S. (y compris les grandes villes), il ressort de l'enquête menée par le Crédit communal qu'une légère baisse des investissements a été observée en 1981 (55,4 milliards de francs contre 57,5 milliards de francs en 1980). Les investissements des autres branches du secteur local et régional se seraient encore légèrement accrus par rapport à 1980 (33,6 contre 32,5 milliards de francs). Les investissements ont été financés en majeure partie par des emprunts du Crédit Communal (61,1 milliards de francs) et par des subventions de l'Etat (12,9 milliards de francs). L'analyse des prêts et subventions accordés par le Crédit communal fait apparaître que les investissements ont augmenté sensiblement dans les travaux routiers et l'aménagement du territoire et surtout dans les travaux relatifs aux approvisionnements en gaz et électricité. D'importantes baisses ont été constatées dans les travaux d'approvisionnement en eau, la politique foncière et l'expansion économique.

*

* *

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire - Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+1 068
1971 (b, c)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b, c)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97
1975 (e)	16 949	16 402	+ 547	17 441	17 203	+ 237
1976 (e)	21 220	21 234	— 14	21 888	22 590	— 702
1977 (e)	23 850	24 054	— 204	24 895	25 207	— 312
1978 (e)	26 189	26 749	— 560	27 652	28 490	— 838
1979 (e)	27 608	28 885	—1 277	29 747	30 100	— 353
1980 (e)	29 706	31 711	—2 005	32 766	33 527	— 761
1981 (e)	32 174	35 112	—2 938	35 825	36 845	—1 020

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales »

(en millions de francs)

SECTIONS	1977 (a)	1978 (a)	1979	1980	1981
Quote-parts dans le Fonds des Provinces	5 288	6 177	6 497	6 469	6 455
Centimes additionn. au précompte immobilier	5 777	6 341	6 230	6 664	7 440
Impositions directes et indirectes ..	2 071	2 004	2 033	2 292	2 441
Total ...	**13 136**	**14 522**	**14 760**	**15 425**	**16 336**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales - Service ordinaire

Classification économico-fonctionnelle (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Exercices	Recettes					Dépenses					
		Prestations	Transferts	Dette	Facturations internes	Total	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Facturations internes	Total
Opérations non imputables ...	1980	10	15 427	251	—	15 688	96	170	53	213	—	532
	1981	13	16 340	427	—	16 780	80	239	50	214	—	583
Adm. générale, relations avec l'étranger et aide aux pays en voie de développement	1980	211	40	10	142	403	2 191	766	70	215	54	3 296
	1981	217	50	8	152	427	2 280	769	97	222	60	3 428
Ordre et sécurité publique	1980	1	34	—	—	35	25	6	9	21	—	61
	1981	1	33	—	—	34	31	6	4	20	—	61
Communications et régime des eaux	1980	173	399	153	—	725	675	564	126	1 418	—	2 783
	1981	174	463	163	—	800	725	600	124	1 637	—	3 086
Commerce et industrie	1980	2 317	23	235	—	2 575	140	1 933	557	405	—	3 035
	1981	2 476	31	228	—	2 735	175	2 074	545	489	—	3 283
Agriculture et pêche	1980	26	17	—	—	43	180	49	124	60	2	415
	1981	24	24	1	—	49	197	44	129	72	3	445
Enseignement, culture et loisirs	1980	475	7 906	29	—	8 410	11 442	1 824	665	2 452	81	16 464
	1981	495	8 707	17	—	9 219	12 950	1 816	733	2 741	83	18 323
Interventions sociales et santé publique	1980	710	264	89	—	1 063	1 513	449	844	1 054	4	3 864
	1981	864	265	94	—	1 223	1 745	459	949	1 189	5	4 347
Logement et aménagement du territoire	1980	—	90	674	—	764	—	27	180	1 054	—	1 261
	1981	—	123	784	—	907	—	28	201	1 327	—	1 556
Total propre à l'exercice ...	**1980**	**3 923**	**24 200**	**1 441**	**142**	**29 706**	**16 262**	**5 788**	**2 628**	**6 892**	**141**	**31 711**
	1981	**4 264**	**26 036**	**1 722**	**152**	**32 174**	**18 183**	**6 035**	**2 832**	**7 911**	**151**	**35 112**
Soldes des exercices antérieurs	1980					3 012						383
	1981					3 529						419
Prélèvements	1980					48						1 433
	1981					122						1 314
Total général ...	**1980**					**32 766**						**33 527**
	1981					**35 825**						**36 845**

(a) Application d'une classification économico-fonctionnelle à partir de l'exercice 1975.
Budgets initiaux approuvés par arrêté royal; donc, non compris les modifications en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1975	2 414	2 285	+129	2 585	2 550	+ 35
	1976	2 936	2 880	+ 56	3 380	3 379	+ 1
	1977	3 263	3 225	+ 38	3 707	3 707	—
	1978	3 665	3 688	— 23	3 996	3 996	—
	1979	4 151	4 269	—118	4 576	4 575	+ 1
	1980	4 700	4 748	— 48	5 173	5 173	—
	1981	5 061	5 182	—121	5 544	5 543	+ 1
Brabant	1975	2 855	2 897	— 42	3 000	2 982	+ 18
	1976	3 977	3 934	+ 43	4 009	4 039	— 30
	1977	4 811	4 344	+467	4 914	4 428	+ 486
	1978	4 886	5 036	—150	5 229	5 204	+ 25
	1979	5 072	5 284	—212	5 550	5 461	+ 89
	1980	5 285	5 768	—483	6 033	6 013	+ 20
	1981	5 543	6 450	—907	6 628	6 532	+ 96
Hainaut	1975	3 645	3 536	+109	3 674	3 565	+ 109
	1976	4 794	5 153	—359	4 794	5 483	— 689
	1977	5 052	5 867	—815	5 052	5 868	— 816
	1978	6 066	6 319	—253	6 066	6 958	— 892
	1979	6 100	6 516	—416	6 100	6 576	— 476
	1980	6 502	7 131	—629	6 502	7 328	— 826
	1981	7 101	7 894	—793	7 101	8 302	—1 201
Liège	1975	3 388	3 361	+ 27	3 388	3 381	+ 7
	1976	3 947	3 939	+ 8	3 966	3 954	+ 12
	1977	4 364	4 421	— 57	4 481	4 467	+ 14
	1978	4 493	4 696	—203	4 747	4 736	+ 11
	1979	4 655	4 887	—232	4 968	4 936	+ 32
	1980	4 750	5 314	—564	5 373	5 350	+ 23
	1981	1 307	1 318	— 11	1 991	[illegible]	[illegible]
	1976	1 535	1 551	— 16	1 647	1 647	—
	1977	[illegible]	[illegible]	— 89	1 934	1 934	—

	1977	1 535	1 551	— 16	1 [illegible]	1 [illegible]	
	1978	1 704	1 793	— 89	1 934	1 934	—
	1979	1 880	2 024	—144	2 215	2 215	—1
	1980	2 072	2 252	—180	2 432	2 429	+ 3
	1981	2 366	2 490	—124	2 677	2 673	+ 4
Luxembourg	1975	480	488	— 8	488	488	—
	1976	634	634	—	635	634	+ 1
	1977	747	756	— 9	756	756	—
	1978	878	903	— 25	903	903	—
	1979	962	1 067	—105	1 067	1 067	—
	1980	1 131	1 182	— 51	1 187	1 187	—
	1981	1 305	1 380	— 75	1 380	1 380	—
Namur	1975	774	649	+125	774	710	+ 64
	1976	933	929	+ 4	933	931	+ 2
	1977	1 113	1 116	— 3	1 125	1 122	+ 3
	1978	1 274	1 279	— 5	1 309	1 284	+ 25
	1979	1 349	1 428	— 79	1 434	1 433	+ 1
	1980	1 428	1 573	—145	1 600	1 581	+ 19
	1981	1 682	1 756	— 74	1 843	1 766	+ 77
Flandre orientale	1975	1 240	1 206	+ 34	1 294	1 294	—
	1976	1 486	1 438	+ 48	1 545	1 545	—
	1977	1 728	1 604	+124	1 878	1 775	+ 103
	1978	1 749	1 741	+ 8	1 878	1 886	— 8
	1979	1 875	1 967	— 92	2 122	2 122	—
	1980	2 230	2 150	+ 80	2 521	2 521	—
	1981	2 355	2 447	— 92	2 793	2 785	+ 8
Flandre occidentale	1975	1 025	841	+184	1 059	1 054	+ 5
	1976	1 206	1 009	+197	1 265	1 264	+ 1
	1977	1 237	1 170	+ 67	1 335	1 437	— 102
	1978	1 474	1 294	+180	1 590	1 589	+ 1
	1979	1 564	1 443	+121	1 715	1 715	—
	1980	1 608	1 593	+ 15	1 945	1 945	—
	1981	1 713	1 830	—117	2 155	2 153	+ 2

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Aperçu général des budgets communaux

Service ordinaire

(en millions de francs)

ANNÉE	Opérations de l'exercice			Résultats globaux		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1967 (a)	41 750	42 794	— 1 044	51 936	52 790	— 854
1968 (a)	48 375	46 651	+ 1 724	61 127	56 982	+ 4 145
1969 (b)	49 806	53 808	— 4 002	53 370	60 993	— 7 623
1970 (b)	54 085	59 546	— 5 461	60 195	63 817	— 3 622
1971 (b)	60 678	66 944	— 6 266	68 199	71 308	— 3 109
1972 (b)	68 515	75 689	— 7 174	76 423	79 964	— 3 541
1973 (b)	79 002	86 333	— 7 331	87 198	92 209	— 5 011
1974 (b)	88 545	96 500	— 7 955	97 921	101 750	— 3 829
1975 (b)	104 501	117 909	—13 408	116 626	125 629	— 9 003
1976 (b)	120 565	136 872	—16 307	135 568	149 744	—14 176
1977 (b)	144 316	157 863	—13 547	155 800	180 157	—24 357
1978 (b)	158 146	177 068	—18 922	172 593	193 653	—21 060
1979 (c)	164 618	182 088	—17 470	178 519	201 488	—22 969
1980 (c)	176 473	196 093	—19 620	194 594	219 016	—24 422
1981 (c)	194 652	216 284	—21 632	216 600	252 026	—35 426

Sources : Ministère de l'Intérieur,
Institut National de Statistique.

(a) Source : I.N.S.; droits constatés et engagements.
(b) Source : I.N.S.; évaluations budgétaires approuvées par les députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications au cours d'exercice.
(c) Estimation établie par le Ministère de l'Intérieur.

Evolution des principales recettes communales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Fonds de communes (a)	53 457	55 077	55 141	59 332
Fonds spéciaux (a)	852	1 120	64	—
Total ...	**54 309**	**56 197**	**55 205**	**59 332**
Impositions communales (b)	48 387	53 660	59 098	65 593
Total ...	**102 696**	**109 857**	**114 303**	**124 925**
Recettes ordinaires propres à l'exercice	**158 146**	**164 618**	**176 473**	**194 652**

Sources : Ministère de l'Intérieur.
Crédit Communal de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Source : Ministère de l'Intérieur-budget.
(b) Etablie suivant les budgets par l'I.N.S. pour les années 1976 à 1978; par le Crédit Communal pour 1979 et 1980.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CREDIT

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE

En 1981 comme en 1980, le marché monétaire et certainement l'évolution des taux d'intérêt ont été fortement influencés par des facteurs étrangers, dont le principal est la politique monétaire menée aux Etats-Unis d'Amérique en vue de combattre l'inflation. A cela s'ajoute encore le fait que la hausse des taux à l'étranger s'est transplantée d'autant plus facilement en Belgique que les facteurs antérieurs de désorganisation se sont répercutés avec plus de force qu'en 1980. A ce sujet, il convient de mentionner en premier lieu le déficit public croissant qui, en raison des possibilités insuffisantes de financement par le biais du marché intérieur, a été amorti en majeure partie par un financement monétaire, soit des emprunts en devises soit un appel à la Banque nationale via le Fonds des Rentes.

Les tensions sur les marchés des changes procurant des résultats économiques différents des pays occidentaux ainsi que les différentes politiques poursuivies, principalement sur le plan monétaire, se sont traduites au sein du Système monétaire européen par le plus grand ajustement des cours-pivots que l'on ait connu depuis la création du système au début de 1979. Un ajustement plus large des parités en mars a suivi celui du cours-pivot de la lire italienne qui, en 1981, a subi une dévaluation de 6 % par rapport aux autres monnaies du Système. En octobre le franc français et la lire italienne ont été dévalués de 3 %, tandis que le mark allemand et le florin néerlandais étaient réévalués de 5,5 % par rapport aux quatre autres monnaies du Système. La crise gouvernementale en Belgique a été probablement le motif pour ne pas dévaluer le franc belge en même temps que le franc français. En effet, un gouvernement démissionnaire pouvait difficilement effectuer une dévaluation dans le cadre des affaires courantes.

1. — *Cours du change.*

Le maintien du franc belge à un cours inchangé au sein du S.M.E. ainsi que la politique à mener à cet effet ont nécessité, en 1981, des efforts plus soutenus encore qu'en 1980. Les interventions de la Banque nationale sur le marché réglementé des changes se sont élevées à 316 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1981, soit beaucoup plus que le double du montant consacré en 1980 à la défense du cours du change (123 milliards de francs).

Les importants achats de soutien effectués par la Banque nationale ont pu être financés d'une part au moyen de sa propre réserve de devises et d'Ecus et d'autre part — c'est-à-dire pour les deux tiers environs — par l'utilisation de devises empruntées à l'étranger par les pouvoirs publics. Il est inutile de souligner que cette situation hypothèque sérieusement les réserves de la Banque nationale car les devises empruntées actuellement par les pouvoirs publics doivent être remboursées et, à moins de regarnir la réserve en devises, ceci ne pourra se faire que par le biais de nouveaux emprunts en monnaies étrangères.

La période de l'année où la pression sur le franc belge a été la plus forte, se situe entre fin février et fin avril, lorsque le franc dépassait continuellement le seuil de divergence au sein du S.M.E. La dévaluation de la lire italienne à la même période n'a pu qu'accentuer encore la pression sur le franc belge puisque par l'ajustement du cours pivot de la première citée, la seconde est devenue alors la monnaie la plus faible du Système monétaire européen. Le 25 mars, le degré de divergence a même atteint 96 %, alors que le seuil est fixé à 75 %.

C'est au cours de cette période que les achats de soutien les plus importants de l'année 1981 ont été effectués en une semaine de temps. Pendant la semaine avant le relèvement du taux d'escompte à 16 %, la Banque nationale a consacré plus de quarante milliards de francs au soutien du cours du franc belge.

Après le relèvement drastique du taux d'escompte au 31 mars, une détente relative est intervenue sur le marché du change, même si le cours du franc au sein du système monétaire européen n'est arrivé au dessous du seuil de divergence qu'à partir du 24 avril 1981.

Une deuxième période de pression s'est produite pendant les mois de juillet à septembre. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette situation au cours de ces mois, qui ne sont généralement pas si mouvementés, il y a, d'une part la hausse du cours du dollar et, d'autre part, la forte incertitude concernant les résultats des négociations budgétaires entre les partis au gouvernement.

La troisième période de l'année où le franc a souffert d'une pression accrue se situe au mois de décembre 1981. En octobre, le marché du change a bénéficié d'une détente relative, suite au réajustement des parités au sein du Système monétaire européen. Au cours de ladite période, la Banque nationale a effectué encore quelques achats de soutien minimes destinés cette fois-ci à maintenir plus ou moins le franc belge à une position intermédiaire au sein du Système. En décembre, par contre, la pression sur le franc s'est fortement accentuée, entraînant ainsi la deuxième semaine d'intervention la plus importante de 1981 (avec environ 30 milliards de francs). De même, le taux d'escompte a été relevé à nouveau.

La forte pression sur le franc belge a également amené la Banque nationale, hormis les interventions sur le marché des changes et la politique des taux d'intérêt (voir plus haut), à décréter d'autres mesures de politique monétaire destinées à empêcher les spéculateurs de trouver trop facilement de l'argent. Du mois d'avril à la fin de juin, elle a imposé aux banques, de maintenir à niveau leurs placements en effets et fonds publics et même de les augmenter dans une certaine mesure jusqu'à l'accroissement des crédits à court terme au secteur privé.

L'écart entre le cours du franc belge sur le marché réglementé et celui sur le marché libre ou financier en 1981 a constitué un nouveau phénomène. Sur ce dernier marché, la Banque nationale n'intervient pas. Pendant les années antérieures, il y avait un agio du marché libre par rapport au marché officiel dans des périodes de fortes tensions sur le marché des changes. Mais une fois que ces tensions s'amenuisent, l'agio se restreint également jusqu'à devenir négligeable. En 1981, ce phénomène s'est bien manifesté durant la première période de tension mais vers la fin de l'année le profil s'est modifié. L'écart entre les deux marchés a grimpé, dans une première phase, jusqu'à 10 % pour continuer à osciller autour de cet agio, nonobstant les changements de parité au sein du S.M.E. en octobre. En décembre enfin, l'agio a atteint le niveau record de 16 % (mesuré sur base de la différence du cours du dollar sur les deux marchés, mais les autres monnaies ont accusé également des écarts similaires).

2. — *Evolution des taux d'intérêt.*

Si l'évolution des taux d'intérêt du marché monétaire belge doit être imputée notamment à l'évolution des taux à l'étranger, la raison principale en est cependant la méfiance grandissante à l'égard du franc belge, encouragée encore par les déséquilibres croissants au sein de l'économie belge, tels le déficit en hausse de la balance commerciale ainsi que celui des finances publiques.

Au début de l'année lorsque le franc belge était mis sous pression, la Banque nationale n'était pas très encline à remédier immédiatement à cette situation par une augmentation de son taux d'escompte, en raison de l'influence néfaste de taux d'intérêt élevés sur l'activité économique, laquelle accusait, à l'époque et selon l'indicateur de conjoncture du Ministère des Affaires économiques, une tendance à la baisse.

Dans une première étape, il n'a donc été procédé qu'à un relèvement graduel des taux d'intérêt sur certificats du Trésor à un, deux et trois mois. Malgré la pression constante sur le franc, la Banque nationale a attendu jusqu'au 26 mars avant de relever son *taux d'escompte* de 1 % jusqu'à 13 %. Le taux sur les avances ordinaires avait déjà été majoré de 1 % le 5 mars, qui était augmenté de 2 %.

Pour les avances si situant en dehors de la quote-part octroyée aux banques, un nouveau système a été introduit. Ce taux d'intérêt a acquis, ici, un caractère flottant et a été fixé à 2 % au dessus du taux du marché interbancaire à 3 mois.

Le 31 mars enfin, la Banque nationale a décidé de porter son taux d'escompte au niveau record de 16 %, soit une augmentation de 3 %. Pour les avances ordinaires, le taux d'intérêt a été relevé de 3 points jusqu'à 18 %. Cette majoration drastique est la conséquence de la volonté de la Banque nationale d'étouffer dans l'œuf toute spéculation sur le franc belge pouvant résulter de la crise gouvernementale. Toutefois, dès que la situation politique s'est éclaircie et, pour les mêmes raisons que celles incitant la Banque nationale, au départ, à ne pas relever son taux d'escompte en février-mars, cette mesure a été supprimée. Une première baisse du taux

d'escompte de 1 % est intervenue le 15 avril, suivie par des baisses d'importance identique le 30 avril et le 28 mai.

En présence des tensions autour du franc belge durant les mois de vacances, le courant a pu être inversé sans modification du taux d'escompte, mais le 11 décembre 1981, celui-ci a été majoré de 2 % pour atteindre 14 %, à l'effet de mieux faire face à la troisième vague de tension autour de la monnaie belge.

Les autres *taux d'intérêt du marché monétaire* ont suivi plus ou moins ces avances et reculs du taux d'escompte et les tensions vers le haut ou vers le bas autour du franc. C'est ainsi que les certificats à un, deux et trois mois ont atteint 17,25 % le 7 avril, soit le niveau le plus élevé de l'année tout en dépassant de 5,15 à 5,67 points le niveau de fin janvier 1981. Dès la fin avril, une tension baissière s'est amorcée, interrompue durant les mois de juillet, août et septembre, ceux-ci se caractérisant par une stabilisation à un niveau de ± 15,50 %. Cette baisse a repris en octobre mais elle n'a été que de courte durée jusqu'en décembre; les taux d'intérêt ont atteint 16,50 %, 16,25 % et 16 % respectivement pour les certificats à un, deux et trois mois.

Le taux des certificats du Fonds des Rentes à 4 mois a suivi le même profit avec un niveau record de 17,22 % en avril (moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires du mois).

Le taux de l'argent au jour le jour a connu une évolution à la hausse au cours des premiers mois de l'année pour atteindre un sommet de 16,44 % en avril (moyenne pondérée des taux d'intérêt journaliers), suivi d'un recul considérable (9,4 % en mai). Depuis lors, le taux fluctue pour se situer à 12,45 % en décembre.

Sur le marché *interbancaire*, les taux d'intérêt ont suivi également le tracé énoncé ci-avant. Le prix visant des emprunts interbancaires à un mois a atteint un sommet de 17 7/8 % en avril pour régresser ensuite jusqu'à 14 1/8 % en juin. Après une tendance haussière en juillet, une nouvelle décroissance s'est amorcée jusqu'au début de décembre (14 %), mais le relèvement du taux d'escompte a reporté le taux à 17,25 %, soit presque le niveau atteint en avril.

Le taux d'intérêt de liste pour les dépôts à court terme en francs belges auprès des banques et le taux appliqué par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour les livrets d'épargne ordinaires n'ont subi aucune modification en 1981. En 1980, le taux du compte de dépôt à court terme (jusqu'à 6 mois s'était même amenuisé légèrement).

Les *taux d'intérêts débiteurs* imputés par les banques aux crédits d'escompte et d'acceptation et aux crédits de caisse, ont largement suivi l'évolution du taux d'escompte. Toutefois, les fourchettes conseillées par le Comité des conditions de débit de l'Association des Banques n'ont pas évolué avec les mêmes pourcentages que le taux d'escompte lors de chaque modification de celui-ci. Par exemple, après le relèvement du taux d'escompte le 31 mars 1981 et l'augmentation consécutive des fourchettes conseillées le 2 avril, l'écart entre les deux était moindre qu'à l'époque où

le taux d'escompte était le plus élevé en 1980 (14 %). C'est en avril que les taux d'intérêt ont été les plus élevés avec des fourchettes conseillées de 16 à 18 % pour les crédits d'escompte et d'acceptation et de 19 à 20,50 % pour les crédits de caisse.

Les taux d'intérêt à long terme ont accusé une tendance haussière en 1981. Le rendement des effets à rendement fixe à la Bourse de Bruxelles s'est accru, de 12,14 % en décembre 1980 à 13,66 % en décembre 1981. L'accroissement a été observé surtout pendant la première moitié de l'année. Les taux d'intérêt des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit ont été relevés le 26 janvier et le 1er octobre, à l'exception des effets à un an, dont le taux d'intérêt est demeuré inchangé (9 %). Sur cinq, dix et vingt ans, la majoration a atteint respectivement 0,50 et 0,75 points, ce qui fait que le taux appliqué au 1er octobre 1981 se situait à 13,75 %.

3. — *Rétrécissement du marché monétaire.*

Le 31 décembre 1981, le montant de l'avoir en devises de la Banque nationale a été légèrement inférieur par rapport à celui de la fin de l'année 1980 (112 contre 114,8 milliards de francs). Cette légère régression, en dépit des opérations de soutien en faveur du franc belge, résulte de l'appel des pouvoirs publics à des emprunts extérieurs, devises échangées auprès de la Banque nationale contre des francs. Par contre, la quantité d'Ecus a régressé jusqu'à moins d'un tiers du montant à la fin de 1980 (33,6, contre 110,7 milliards de francs). Ce recul est dû, en partie, aux interventions sur le marché du change, mais une autre cause en était la baisse du prix de l'or sur le marché mondial et le volume décroissant de dollars aux mains de la Banque.

En effet, les Ecus s'obtiennent en échange de l'apport, au S.M.E., de 20 % des réserves belges en devises et en or. La valeur de cet apport est revue trimestriellement et se fait suivant un système de troc (swap-system). D'une part, la Banque nationale reçoit l'or et les devises qu'elle avait échangés trois mois plus tôt contre des Ecus, et d'autre part, il cède le même jour, 20 % des avoirs en or et en dollars. La réduction en Ecus s'effectue sur base des cours de l'or et du dollar des 6 mois précédant tout échange. Si, en janvier, le cours de l'or avait fait hausser l'avoir en Ecus, tout comme cela a été le cas pour l'apport en dollars en avril, le phénomène inverse s'est produit lors des ajustements de juillet et d'octobtre. En juillet, l'avoir en Ecus a diminué en raison de la baisse du cours de l'or, tandis qu'en septembre, tant la diminution de l'apport en dollars que la régression des cours du dollar et de l'or ont été responsables de cette situation.

Un autre élément important ayant exercé une influence sur l'évolution du marché monétaire a été le financement du Trésor par la Banque nationale via le Fonds des Rentes. La ligne de financement directe du Trésor est, depuis des années déjà, complètement épuisée (plafond : 37 milliards de francs) de sorte que le Trésor ne peut obtenir de crédit supplémentaire que par le biais du Fonds des Rentes. En 1981, un ample appel a été fait à cette méthode, grâce, notamment, au relèvement les 16 février, 17 avril et 23 septembre, du plafond de la ligne de crédit du Fonds des Rentes auprès de la Banque nationale de 20 milliards de francs chaque fois; celui-ci se situait à la fin de l'année, à 150 milliards de francs. L'appel effectif du Fonds des Rentes à la

Banque nationale s'est accru, en un an, de 72,4 milliards de francs (situation au 31 décembre 1981 par rapport à 1980). Toutefois, la création d'argent résultant de cette opération s'est révélée moins importante que celle due à la reprise des devises empruntées par les pouvoirs publics.

Par solde et compte tenu également de la circulation fiduciaire, il est apparu qu'au cours des premiers mois de 1981, dans la ligne de l'évolution constatée en 1980, le marché monétaire s'était élargi encore légèrement. A partir de mars, le marché s'est rétréci et cette situation a perduré durant toute l'année, exception faite de quelques moments de répit. Ce rétrécissement doit être attribué à l'accélération du rythme auquel la Banque nationale devait intervenir, dès le mois de mars, sur le marché des changes.

Dès lors, l'appel à la Banque nationale en provenance du secteur financier a été beaucoup moins important pendant les premiers mois de l'année qu'au cours des mois ultérieurs. Pendant le premier trimestre, l'appel à la Banque a atteint 48,4 milliards de francs, février étant le mois au taux le plus bas (38,4 milliards de francs), pour monter ensuite à 84,4 milliards de francs durant le quatrième trimestre, où décembre a été le mois avec le montant le plus élevé (91,1 milliards de francs) (moyenne par mois ou par trimestre du poste des effets de commerce des situations hebdomadaires de la Banque nationale). La possibilité de réescompte a été d'ailleurs étendue jusqu'à 4 fois au cours de 1981. A la fin de février, mai, août et novembre; lors du calcul des plafonds de réescompte, ceux-ci ont été chaque fois relevés pour un montant total de 8,5 milliards, ce qui, par ailleurs, implique une augmentation moins importante qu'en 1980 (+10,4 milliards de francs). Au 1er décembre, le montant global des plafonds de réescompte, y compris le crédit spécial de l'I.R.G. de 13 milliards de francs, lequel est resté inchangé en 1981, s'est élevé ainsi à 130,5 milliards de francs.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, la moyenne journalière des capitaux négociés s'est chiffrée à 11,2 milliards de francs, soit une fraction de plus par rapport à 1980. Les sommets (dépassant cette moyenne annuelle) ont été atteints en juin, janvier, février et juillet. Pendant ces mois, l'I.R.G. a saisi l'occasion de l'offre abondante sur ce marché pour financer une partie de ses activités.

Cependant, durant l'ensemble de l'année, le biais de l'argent au jour le jour n'a pas pu servir dans la même mesure qu'en 1980 au financement des activités de l'Institut de Réescompte et de Garantie. En combinaison avec une forte régression des effets repris par les acheteurs, cette situation a amené l'I.R.G. à faire un plus ample appel à la Banque nationale que pendant les années antérieures. Alors qu'en 1980 et 1979, le total des activités avait pu être financé pour 28 % et 27 % respectivement en dehors de la Banque nationale, ce taux est retombé à 18 % en 1981 (calculé sur base des moyennes journalières en milliards de francs).

L'offre d'effets cédés par l'I.R.G. a été supérieure à celle de 1980 (497,2 milliards de francs contre 436 milliards de francs) et ce sont les effets bancables qui sont exclusivement responsables de cette situation, étant donné que l'offre d'effets non bancables a fortement régressé. La demande d'effets cédés par l'I.R.G. a connu toutefois un recul (95,2 milliards de francs, contre 119,3 milliards de francs). Dans ce cas-ci, la baisse des effets bancables a été minime, alors que les effets non bancables ont trouvé beaucoup moins d'acheteurs.

4. — *Evolution de la masse monétaire.*

L'accroissement de la masse monétaire et des autres obligations des institutions principalement financières, lequel avait accusé un ralentissement en 1980, s'est à nouveau accéléré en 1981 (+146,7 milliards de francs en 1981 contre +96,8 et +116,3 milliards de francs respectivement en 1980 et en 1979). Si cet accroissement était dû à presque toutes les subdivisions, il a été toutefois plus prononcé dans le stock monétaire proprement dit (+17,3 milliards de francs contre +1,6 milliard de francs) et dans les autres obligations à l'égard d'entreprises et de particuliers en valeurs étrangères (+49,7 milliards de francs contre +16,3 milliards de francs). Seules les obligations à plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) ont accusé une croissance moins forte en 1981 (+41,7 milliards de francs contre +45,9 milliards de francs).

Certains postes en contrepartie de l'évolution considérée se sont agrandis considérablement. D'une part, le poste « transactions avec l'étranger » a enregistré une augmentation notable (plus importante qu'en 1980). La suppression d'argent résultant du compte courant et des transactions de capitaux d'entreprises et de particuliers avec l'étranger a augmenté, passant de 190 milliards de francs en 1980 à 296 milliards de francs en 1981.

Le poste « création d'argent au profit des pouvoirs publics » marque également un accroissement considérable : +359,8 milliards de francs en 1981, contre 265 milliards de francs en 1980. Par rapport à 1978, la création d'argent au profit des pouvoirs publics a plus que triplé. La majeure partie de cette progression est imputable aux devises empruntées par les pouvoirs publics et changées auprès de la Banque nationale, mais en partie elle résulte aussi d'un financement monétaire intérieur. Le financement monétaire du déficit public a d'ailleurs largement dépassé en 1981 celui enregistré en 1980 : 64,5 % de l'accroissement de la dette publique réelle représente un financement monétaire direct, contre 40 % à peine en 1980.

Le poste « crédits d'escompte, avances et crédits d'acceptation », dont l'accroissement s'était fortement ralenti en 1980 par rapport à 1979, n'a connu qu'une avance légèrement supérieure à celle observée en 1980 (+82 milliards de francs contre +80 milliards de francs).

L'ensemble de la masse monétaire (monnaie fiduciaire, encaisses monétaires aux mains des entreprises et des particuliers et monnaie scripturale aux mains des pouvoirs publics), qui avait atteint à la fin de l'année 1980 à peu près le même niveau qu'à la fin de l'année 1979, s'est accru de 34,4 milliards de francs ou 3,96 % en 1981 (fin décembre). La monnaie fiduciaire et la monnaie scipturale aux mains des entreprises et des particuliers sont responsables de cette augmentation, tandis que la monnaie scripturale aux mains des pouvoirs publics a accusé un léger recul, tout comme en 1980.

5. — *Actifs financiers.*

L'accroissement des actifs financiers aux mains des entreprises et des particuliers (à l'exclusion des institutions financières et y compris les entreprises

publiques) a grimpé de 591,5 milliards en 1981, soit un résultat nettement supérieur à celui de 1980 (+447,9 milliards de francs).

Contrairement à ce qui s'est produit en 1980, les actifs à court terme se sont accrus plus fortement que ceux à long terme. Pour les actifs en francs belges, l'avance des actifs à un an maximum a été de 154,7 milliards de francs (119 milliards en 1980), ou 42,4 % de l'accroissement total des actifs en francs belges (contre 31,6 % en 1980). En raison de la structure inverse des taux observée au cours de larges parts de ces deux années, ce phénomène de croissance relativement plus forte des actifs à court terme avait été escompté en 1980 déjà mais cette situation des taux ne semble s'être concrétisée qu'en 1981 pour ce qui est de la constitution des actifs financiers.

Les actifs financiers en valeurs étrangères ont connu en 1981 une progression plus forte qu'en 1980 (+166,5 milliards de francs contre +75,9 milliards de francs). Ici également, les dépôts ont enregistré une augmentation plus importante que les effets (+123,9 milliards de francs contre +43,6 milliards de francs).

Le rapport procentuel entre l'accroissement des actifs en devises étrangères et l'accroissement global des actifs s'accroît par ailleurs d'année en année : en 1978 et 1979, la part avait été encore de 4,9 % pour grimper à 16,4 % en 1980, puis à 28,1 % en 1981. C'est l'accroissement des dépôts en monnaies étrangères qui est principalement responsable de cette situation : de 11,7 % en 1980 à 20,7 % en 1981 par rapport à l'accroissement global des actifs.

Les actifs financiers des entreprises et des particuliers auprès des institutions financières nationales ont grossi de 319 milliards de francs en 1981, contre 258,7 milliards de francs en 1980. Les actifs à plus d'un an ont progressé moins fortement qu'en 1980 (+169,5 milliards de francs contre +193,7 milliards de francs), tandis que les actifs à un an maximum ont enregistré des progrès beaucoup plus prononcés, de sorte que le niveau atteint en 1979 l'a été à nouveau (+65 milliards de francs en 1980 et +149,5 milliards de francs en 1981).

Dans les institutions principalement financières, l'augmentation la plus importante a été observée pour les actifs financiers à un an maximum auprès des banques (+95,3 milliards de francs en 1981, contre +47,5 milliards en 1980). Les actifs auprès des institutions financières du secteur public ont augmenté à peu près au même rythme qu'en 1980, à répartir ici également en un accroissement plus important des actifs à court terme et une croissance plus lente de ceux à plus d'un an. Dans les caisses d'épargne privées, le recul des actifs financiers à un an maximum s'est modifié (—2,1 milliards de francs en 1980) en un accroissement positif (+23,8 milliards de francs en 1981), tandis que dans ces mêmes institutions, les actifs à long terme se sont caractérisés par une augmentation moins importante qu'en 1980 (+31,2 milliards de francs contre +39,6 milliards de francs).

Cette évolution n'a pas pu empêcher que pour l'ensemble des actifs des entreprises et des particuliers, la part des actifs à un an au maximum continue à régresser. Cette tendance baissière s'est amorcée en 1976 et n'a été interrompue que par une stabilisation en 1979. Là où la part des actifs à un an au maximum atteignait encore 75 % en 1975, celle-ci est tombée à 68,1 % en 1980 et à 66,4 en 1981.

6. — *Obligations financières.*

Les obligations financières des entreprises et des particuliers, qui ont connu un accroissement moins important en 1980 qu'en 1979, ont enregistré une certaine amélioration en 1981, bien que leur progression soit encore inférieure à celle de 1979, année record, il est vrai (+272 milliards de francs en 1981 contre +247 et +307 milliards de francs respectivement en 1980 et en 1979).

Comme en 1980, l'augmentation des obligations contractées par les particuliers a été moins importante qu'un an auparavant. Les obligations à court terme ont même enregistré un recul (—11 milliards de francs en 1981 contre +6 milliards de francs en 1980). Les obligations à long terme ont connu un accroissement moins important par rapport à l'an dernier (+47 milliards de francs contre +80 milliards de francs), ce qui ramène ce résultat au-dessous du niveau des cinq dernières années.

L'incertitude quant à l'évolution de leur salaire ou de leur emploi ainsi que la situation économique difficile, ne présentant aucune signe de redressement réel, combiné avec des taux d'intérêt élevés à court et à long terme, ont incité les particuliers à ne s'engager qu'avec la plus grande circonspection dans des obligations financières.

Le taux hypothécaire élevé et l'incertitude de l'avenir financier se sont traduits par un accroissement nettement moins important des crédits au logement. Les crédits à tempérament ont même enregistré un recul, ce qui reflète la faiblesse de la demande en biens de consommation durables, les automobiles en particulier et les crédits professionnels dont la croissance était déjà négative en 1980, ont accusé le même phénomène cette année.

Les obligations financières des entreprises par contre se sont accrues plus rapidement que les années précédentes, après une progression un peu moins forte en 1980 par rapport à 1979 (+236 milliards de francs, +161 milliards de francs et +177 milliards de francs respectivement en 1981, 1980 et 1979). Les obligations à court terme ont marqué une croissance beaucoup plus importante qu'en 1980 (+114 milliards de francs, contre +68 milliards de francs), tandis que l'accroissement des obligations à long terme a, lui aussi, fortement augmenté (+112 milliards de francs contre +93 milliards de francs). Ainsi, l'accroissement des obligations, tant à court qu'à long terme, a atteint un niveau plus élevé qu'au cours des sept années précédentes.

Les moyens dont disposent les sociétés pour financer la formation de leur capital brut ont diminué en 1981 par rapport au produit national brut, tout comme en 1980 d'ailleurs. La formation de capital intérieur brut en pourcentage du produit national brut est demeurée quasiment stable par rapport à 1980, ce qui a contraint les sociétés à augmenter leurs obligations. Cet accroissement plus important par rapport aux années précédentes s'est réalisé en une plus forte mesure qu'en 1980, à court terme auprès des institutions financières et à long terme vis-à-vis de l'étranger.

L'ensemble des obligations des entreprises et des particuliers auprès des institutions financières belges s'est par ailleurs accru beaucoup moins fortement que

durant les six dernières années. En 1981, l'accroissement atteignait 138,7 milliards de francs contre 180,2 milliards de francs en 1980. L'augmentation la moins forte a été constatée tant des institutions créatrices d'argent que des autres institutions financières. Ce sont principalement les nouvelles obligations à l'égard de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, des caisses d'épargne privées, ainsi que des institutions de crédit publiques spécialisées en crédit professionnel qui ont connu une légère régression par rapport à l'année antérieure.

*
* *

Actifs financiers (a)

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (c)	Total général
	A un an au plus	A plus d'un an	Total	Dépôts	Valeurs mobilières (b)	Total		
1972	+168,0	+ 64,0	+232,0	— 2,0	+ 33,0	+ 31,0	+ 13,0	+276,0
1973	+171,3	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	— 3,9	+280,4
1974	+174,6	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	— 8,3	+289,6
1975	+216,5	+112,9	+329,4	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	— 10,4	+359,0
1976 (d)	+237,5	+151,0	+388,5	+ 10,0	+ 14,2	+ 24,2	+ 46,1	+458,8
1977 (d)	+185,6	+222,9	+408,5	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	+ 4,7	+448,8
1978 (d)	+221,2	+169,0	+390,2	+ 1,3	+ 20,2	+ 21,5	+ 36,2	+447,9
1979 (d)	+178,1	+205,6	+383,7	+ 20,3	+ 11,3	+ 31,6	+ 46,6	+461,9
1980 (d)	+119,0	+257,8	+376,8	+ 54,2	+ 21,7	+ 75,9	+ 9,1	+461,8
1981 (d)	+154,7	+209,8	+364,5	+122,9	+ 43,6	+166,5	+ 60,5	+591,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

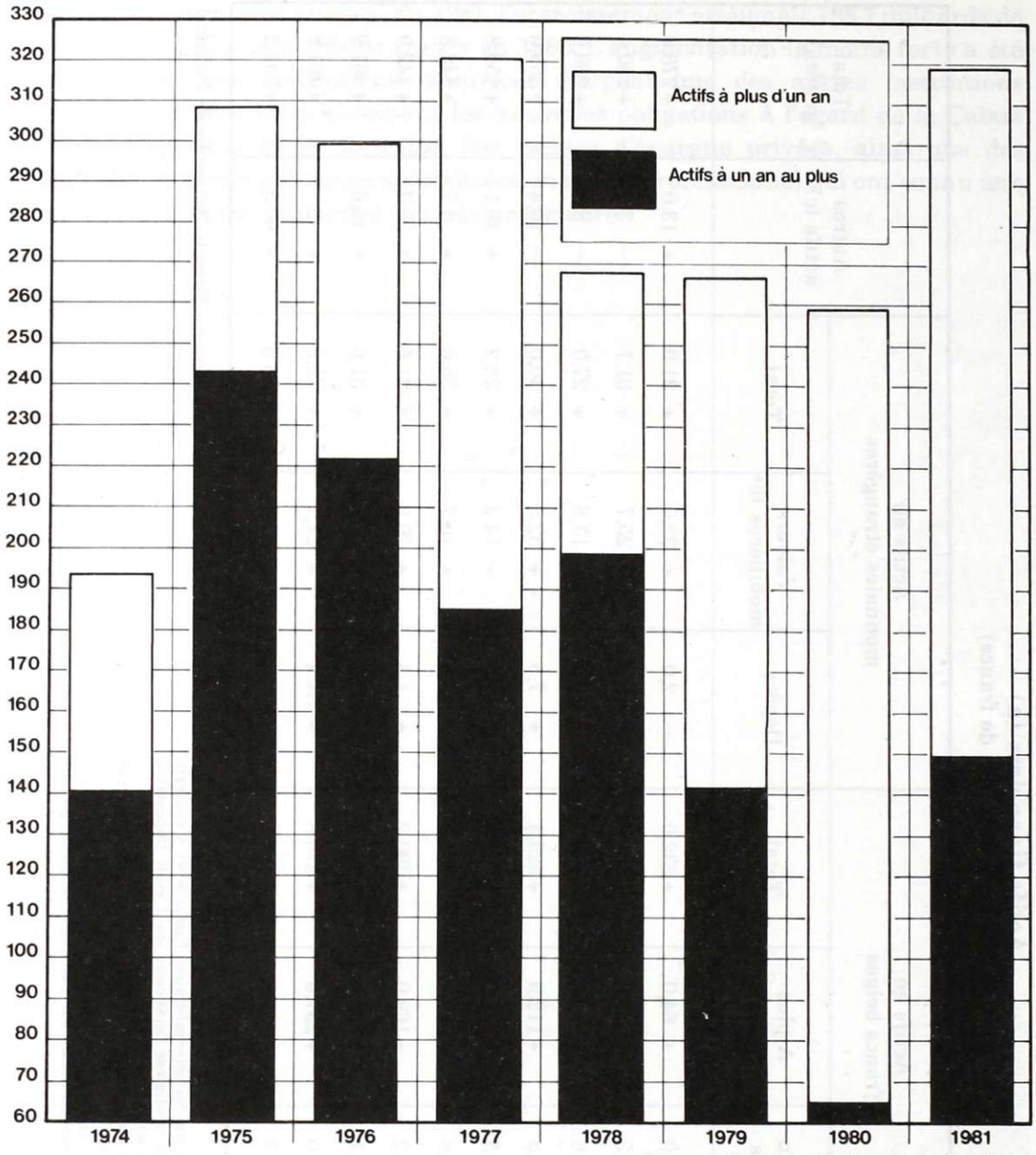
(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1976 : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

(b) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

(c) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

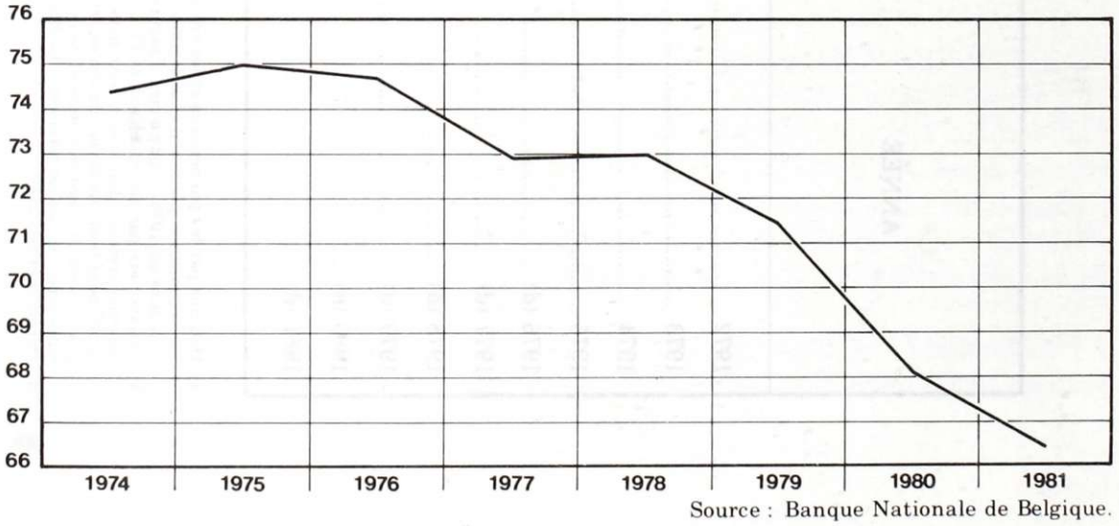
(d) Données provisoires.

Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)
(variation en milliards de francs)



Source : Banque Nationale de Belgique.

Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)
(en %)

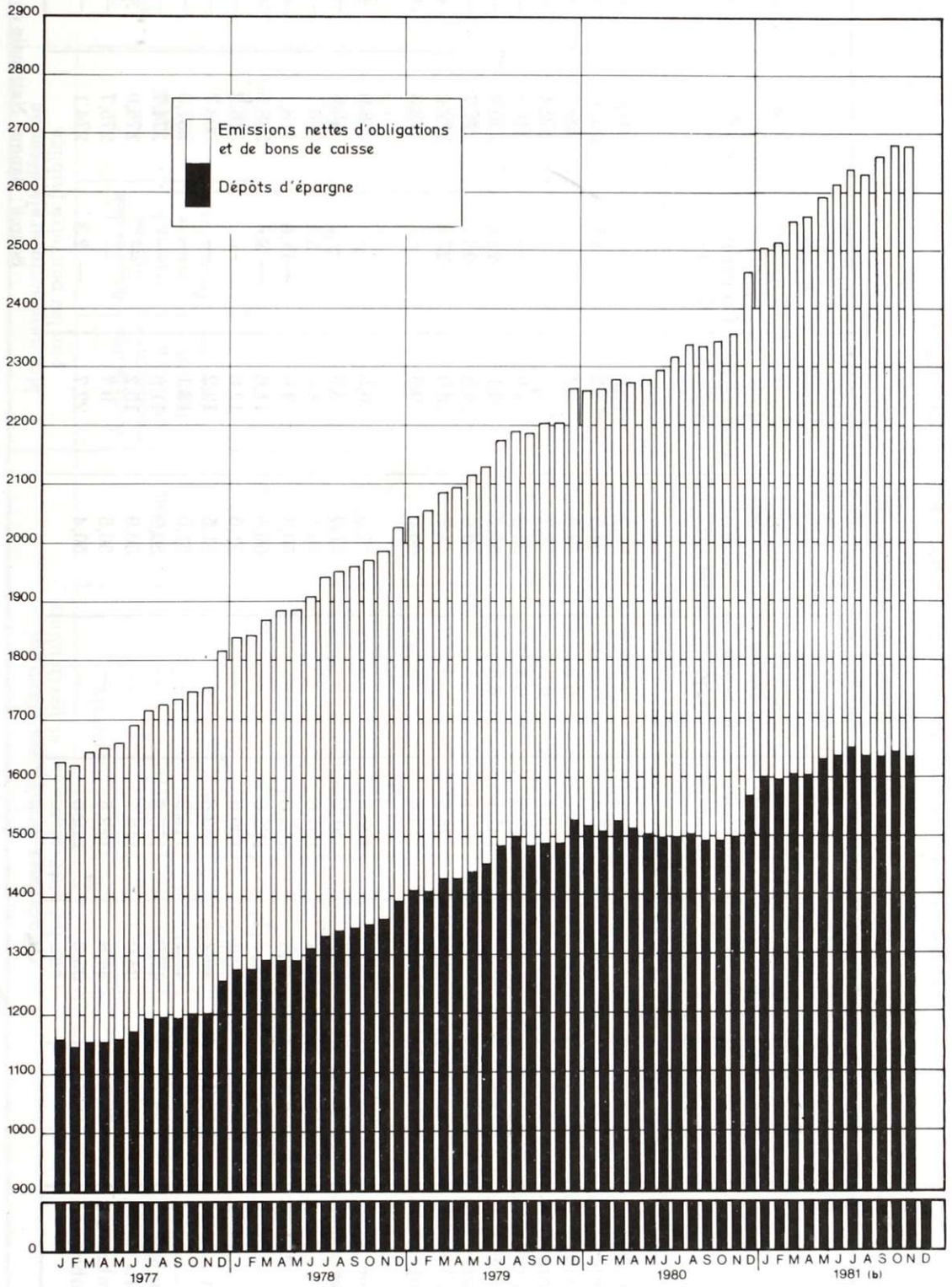


Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux, autres que les organismes d'assurance-vie, accidents de travail et fonds de pension.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la C.G.E.R., des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

(b) Les données pour décembre 1981 ne sont pas encore disponibles.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Ecu's	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1972 Décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+ 29,8
1973 Décembre	71,8	—	75,9	—	54,5	14,3	3,5	220,0	+ 25,7
1974 Décembre	71,8	—	95,1	6,5	53,3	2,4	—	229,1	+ 9,1
1975 Décembre	71,8	—	113,7	6,5	58,7	1,7	—	252,4	+ 23,3
1976 Décembre	71,8	—	90,6	6,5	58,9	4,0	—	231,8	— 20,6
1977 Décembre	72,3	—	107,7	6,5	57,7	10,1	—23,4	230,9	— 0,9
1978 Décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,2	—26,7	221,7	— 9,2
1979 Décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,7	16,0	—27,4	232,2	+ 10,5
1980 Décembre	58,2	110,7	114,8	—	48,0	0,6	—	332,3	+100,1
1981 Janvier	58,2	112,1	126,6	—	51,5	0,5	—	348,9	+ 16,6
Février	58,2	81,7	151,2	—	51,0	3,5	—	345,6	— 3,3
Mars	58,2	46,4	137,6	—	50,5	8,9	— 5,5	296,1	— 49,5
Avril	58,2	59,8	152,0	—	50,3	9,6	—11,8	318,1	+ 22,0
Mai	58,2	58,8	162,6	—	50,5	11,6	— 3,6	338,1	+ 20,0
Juin	58,2	57,7	136,0	—	51,5	12,8	—	316,2	— 21,9
Juillet	58,2	49,2	132,6	—	51,5	12,2	—	303,7	— 12,5
Août	58,2	48,1	116,9	—	51,0	13,1	—	287,3	— 16,4
Septembre	58,2	47,0	106,8	—	50,9	11,8	—	274,7	— 12,6
Octobre	58,2	36,0	115,7	—	50,9	15,2	—	276,0	+ 1,3
Novembre	58,2	34,8	122,5	—	50,5	9,7	—	275,7	— 0,3
Décembre	58,2	33,6	112,0	—	50,4	22,7	— 2,8	274,1	— 1,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire total

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
		Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
	Monnaie fiduciaire	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) + (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778,6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	41,0	6,0	47,0	795,1
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	30,2	16,1	46,3	849,5
Septembre	344,7	375,2	57,1	432,3	777,0	36,8	8,7	45,5	822,5
Décembre	354,9	380,3	54,9	435,2	790,1	40,1	6,0	46,1	836,2
1979 Mars	351,4	383,8	59,7	443,5	794,9	35,3	7,4	42,7	837,6
Juin	374,5	405,8	65,3	471,1	845,6	38,0	12,7	50,7	896,3
Septembre	356,5	374,0	66,8	440,8	797,3	33,8	9,0	42,8	840,1
Décembre	364,5	384,5	67,7	452,2	816,6	44,5	7,6	52,1	868,7
1980 Mars	352,8	369,4	62,6	432,0	784,8	39,4	8,8	48,2	833,0
Juin	371,1	396,0	73,6	469,6	841,7	37,7	16,3	54,0	895,7
Septembre	358,9	377,1	76,5	453,6	812,5	36,7	11,7	48,4	860,9
Décembre	370,8	381,6	69,6	451,2	822,0	41,9	5,6	47,5	869,5
1981 Mars	362,1	388,4	72,0	460,4	822,5	36,4	7,3	43,7	866,2
Juin	385,2	436,2	81,9	518,1	903,3	38,3	10,2	48,5	951,8
Septembre	368,4	381,9	83,9	465,8	834,2	37,5	10,0	47,5	881,7
Décembre (c)	378,2	396,1	85,9	482,0	860,2	36,5	7,2	43,7	903,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
(c) Données provisoires.

Origines des variations du stock monétaire aupr
(en milliards

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créan entre pa
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			- Crédits d'escompt d'avances d'accep- tation
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)		(5) = (1) à (4) = (6) à (16)		(d)
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)
1978	+43,4	+64,9	+19,3	— 6,0	+121,6	— 63,2	+ 71,8
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	+116,3	—168,3	+142,6
1980	+ 1,6	+33,0	+45,9	+16,3	+ 96,8	—190,2	+ 79,7
1981 (k)	+17,3	+38,0	+41,7	+49,7	+146,7	—296,1	+ 81,9
1978 1er trimestre	+ 6,1	+27,0	+ 4,0	— 3,5	+ 33,6	— 8,1	— 17,1
2e trimestre	+34,2	— 2,4	+ 8,1	— 0,9	+ 39,0	— 14,4	+ 38,6
3e trimestre	—16,8	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	+ 6,9	— 35,2	+ 20,7
4e trimestre	+19,9	+21,1	+ 3,4	— 2,3	+ 42,1	— 5,5	+ 29,5
1979 1er trimestre	— 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 31,2	— 40,1	+ 1,5
2e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	+ 63,8	— 26,7	+ 54,0
3e trimestre	—56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	— 32,2	— 51,2	+ 25,4
4e trimestre	+31,6	+14,0	+ 6,5	+ 1,4	+ 53,6	— 50,3	+ 61,7
1980 1er trimestre	—32,2	+32,2	+ 6,5	+ 9,1	+ 15,6	— 59,6	+ 0,7
2e trimestre	+44,9	—14,5	+12,4	+ 3,1	+ 45,9	— 41,6	+ 31,2
3e trimestre	—33,8	+ 4,6	+16,8	— 1,2	— 13,6	— 59,8	+ 3,0
4e trimestre	+23,1	+11,8	+10,2	+ 5,4	+ 50,5	— 29,6	+ 40,5
1981 1er trimestre	— 8,2	+13,6	+19,7	+13,9	+ 39,0	— 82,3	+ 9,5
2e trimestre	+75,1	+ 9,1	+ 8,7	+15,0	+107,9	— 47,7	+ 17,2
3e trimestre	—74,1	+ 4,7	+ 4,6	+14,0	— 50,8	— 84,9	+ 16,1
4e trimestre	+24,5	+10,6	+ 8,7	+ 6,8	+ 50,6	— 81,2	+ 39,1

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
(g) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(i) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(j) Nouvelle série depuis 1978.
(k) Données provisoires.

rganismes principalement monétaires

	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires	Divers
Obligations (e) (8)	de créances commerciales sur l'étranger (9)	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers (10)	Etat (g) (11)	Autres pouvoirs publics (h) (12)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires (13)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (14)	(i) (15)	(j) (16)
+ 6,0	+ 1,4	—10,5	+111,0	+13,7	—26,5	— 4,9	+ 2,1	— 8,9
- 0,2	— 7,7	— 1,0	+153,7	+31,8	—44,5	+ 5,8	— 0,5	+ 3,6
+ 6,8	—13,4	— 4,0	+264,9	— 1,6	—30,1	—14,8	+12,5	—13,0
- 4,3	+ 0,3	+ 2,3	+359,8	— 1,3	—25,6	— 9,7	+58,1	—18,7
+ 2,9	— 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	— 6,2	—10,4	+ 2,0	+ 4,8
+ 3,3	+ 1,9	— 6,9	+ 46,1	—16,0	— 7,7	+ 8,1	— 2,9	—11,1
- 0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	— 5,6	— 1,1	+ 5,1	— 1,7
+ 0,4	— 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	— 7,0	+ 8,2	— 2,0	— 1,0
- 1,5	— 1,4	— 3,1	+ 81,9	— 1,1	— 5,0	—11,8	+ 5,7	+ 6,2
—	— 4,0	— 3,9	+ 55,4	+13,6	—17,4	+ 2,3	— 2,3	— 7,2
+ 0,7	— 0,2	— 2,4	+ 10,1	— 3,0	—10,0	+ 2,8	— 0,4	— 4,0
+ 0,6	— 2,1	+ 8,4	+ 6,5	+22,3	—12,1	+12,4	— 2,1	+ 8,2
- 1,1	— 2,9	— 1,8	+113,0	— 9,7	— 9,0	— 4,9	+ 0,4	— 9,5
+ 3,3	— 3,3	— 1,4	+ 66,9	+ 1,2	— 3,6	— 4,0	— 3,0	+ 0,2
+ 2,0	— 2,8	— 5,8	+ 58,4	+ 0,2	— 9,7	— 6,1	+ 2,9	+ 4,1
+ 2,6	— 4,5	+ 5,1	+ 26,6	+13,5	— 7,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 2,9
- 1,3	— 0,1	+ 0,7	+125,5	— 7,2	— 5,3	— 4,2	+ 7,0	— 3,3
- 1,7	+ 2,2	+ 3,0	+145,2	+ 8,0	— 2,4	+ 2,4	+15,0	—33,3
- 3,0	— 2,6	— 0,4	+ 23,1	— 8,6	— 8,6	— 6,2	+22,1	+ 2,2
+ 1,7	+ 0,8	— 1,0	+ 66,0	+ 6,5	— 9,3	— 1,7	+14,0	+15,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire	Auprès de la Banque Nationale de Belgique	Auprès des organismes publics	Auprès des banques	Total			
	(b) (1)	(2)	(c) (3)	(d) (4)	(e) (5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(f) (9)	(10) = (8) + (9)
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	**689,5**
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	**732,2**
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	**722,7**
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	**748,9**
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,7	284,9	375,1	706,6	41,0	**747,6**
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,7	303,1	390,5	751,5	30,2	**781,7**
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	36,8	**765,0**
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	**784,9**
1979 Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,9	298,5	387,8	744,2	35,3	**779,5**
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,3	312,0	410,3	791,9	38,1	**830,0**
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,0	290,2	377,9	739,2	33,9	**773,1**
Décembre	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	**804,7**
1980 Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,5	281,7	374,0	733,0	39,4	**772,4**
Juin	13,9	377,6	378,8	1,2	98,9	300,8	400,9	779,7	37,7	**817,4**
Septembre	14,7	361,0	365,0	1,2	90,1	290,6	381,9	746,9	36,7	**783,6**
Décembre	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	**806,7**
1981 Mars	14,7	364,4	368,5	0,8	92,4	300,5	393,7	762,2	36,3	**798,5**
Juin	15,3	389,9	393,0	0,8	109,1	332,4	442,3	835,3	38,3	**873,6**
Septembre	15,4	369,6	374,7	0,6	90,4	296,8	387,8	762,5	37,0	**799,5**
Décembre (h)	15,7	382,2	385,8	0,8	94,0	306,9	401,7	787,5	36,5	**824,0**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(g) Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur rencensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. (colonne 9).
(h) Données provisoires.

Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Entreprises			Particuliers			Total général
	Court terme	Long terme	Total	Court terme	Long terme	Total	
1974	+ 58	+ 81	+139	+ 5	+ 41	+ 46	+185
1975	+ 75	+ 84	+159	+ 9	+ 46	+ 55	+214
1976	+ 62	+109	+171	+ 26	+ 74	+100	+271
1977	+ 83	+ 88	+171	+ 23	+ 79	+102	+273
1978	+ 42	+113	+155	+ 16	+ 97	+113	+268
1979	+ 90	+ 87	+177	+ 21	+109	+130	+307
1980	+ 68	+ 93	+161	+ 6	+ 80	+ 86	+247
1981	+114	+122	+236	— 11	+ 47	+ 36	+272

Source : Banque Nationale de Belgique.

Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Institutions monétaires	Autres institutions financières						Total général
		Institutions publiques de crédit spécialisées dans		C.G.E.R.	Caisse d'épargne privée	Divers	Total	
		le crédit professionnel	le crédit à l'habitation					
1974	+ 52,4	+ 28,6	+ 9,6	+ 18,6	+ 21,9	— 0,3	+ 78,4	+130,8
1975	+ 74,4	+ 29,5	+ 12,3	+ 20,9	+ 25,8	+ 0,2	+ 88,7	+163,1
1976	+ 89,7	+ 35,6	+ 18,7	+ 31,7	+ 36,1	+ 0,1	+122,2	+211,9
1977	+111,0	+ 26,8	+ 24,9	+ 28,2	+ 27,3	— 0,2	+107,0	+218,0
1978	+ 76,1	+ 30,5	+ 27,4	+ 33,6	+ 37,5	+ 0,6	+129,6	+205,7
1979	+138,8	+ 36,4	+ 27,5	+ 32,4	+ 32,8	+ 0,6	+129,7	+268,5
1980	+ 79,5	+ 31,5	+ 35,6	+ 19,3	+ 14,9	+ 0,6	+100,7	+180,2
1981	+ 73,0	+ 20,2	+ 33,5	+ 4,1	+ 8,2	— 0,3	+ 65,7	+138,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Synthèse de l'activité de l'I.R.G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Effets à nourrir par l'I.R.G.	21,7	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9	73,2	67,2	79,4
dont réescomptés à la B.N.B.	*16,5*	*26,3*	*9,1*	*38,6*	*32,8*	*48,6*	*67,4*	*60,3*	*73,1*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	*4,8*	*4,2*	*10,4*	*4,6*	*5,5*	*4,7*	*4,8*	*4,4*	*4,4*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	15,5	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4	19,6	16,4	9,8
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	37,2	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2	92,8	83,7	89,2

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

(a) Y compris les emprunts interbancaires pour un montant de 1,1 milliard de francs.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

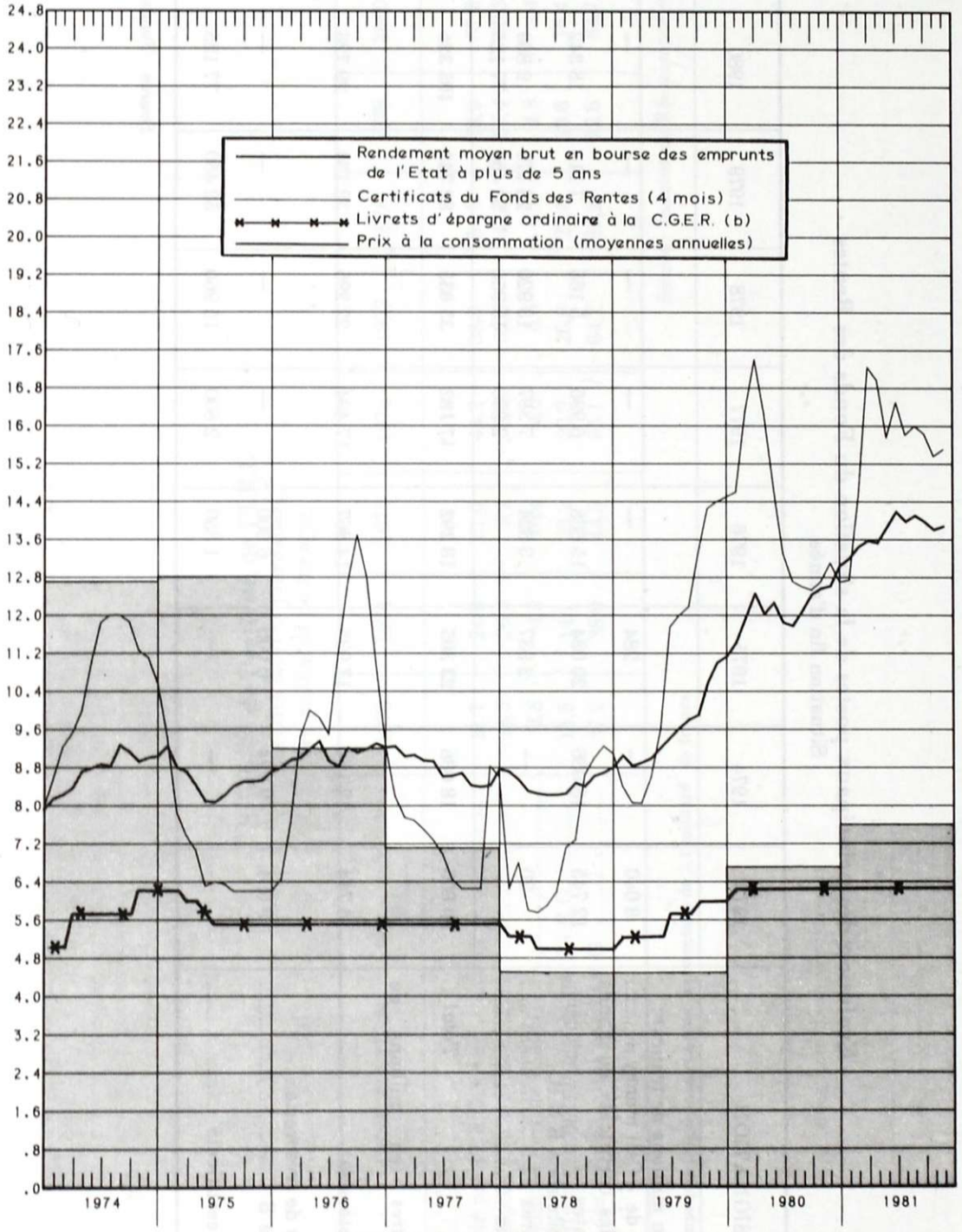
Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	8 040	—	284	—	—	—	—	—	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	12 745	18 086	20 084	15 668	6 995	5 165	7 114	18 342	28 006
— Soldes débiteurs à B.N.B. :									
— ordinaires	20	—	2 937	3 624	7 387	13 920	23 179	9 859	—
— spéciaux	—	—	—	—	2 800	15 950	52 450	77 125	149 540
Total ...	**20 805**	**18 086**	**23 305**	**18 292**	**17 182**	**35 035**	**82 743**	**105 326**	**177 546**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	15 744	12 154	17 935	14 867	17 494	22 295	33 134	29 726	25 154
— Certificats de trésorerie :									
— tranche B	9 094	9 094	6 000	6 000	—	—	—	—	—
— autres certificats	—	—	—	1 350	2 800	15 950	52 450	77 125	151 925

(a) Valeur nominale.

Source : Fonds des Rentes.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.
(b) Du fait qu'à concurrence d'un montant de 30.000 francs par an actuellement les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes. Le taux comprend la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre.

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX

L'appel au *marché primaire des obligations*, a été légèrement plus important en 1981 qu'en 1980 : 249,5 milliards de francs, contre 229,3 milliards. Comme en 1980, ceci s'est accompagné d'une augmentation tant du taux de coupon que du rendement réel. Le dernier emprunt obligataire de 1980, émis par la Société nationale du Logement, a produit un rendement de 12,98 % à la date d'émission. Pour le dernier emprunt obligataire de l'année 1981, émis par la Régie des Télégraphes et Téléphones, le rendement a atteint 14,49 %. De plus, il est apparu que les souscripteurs des emprunts obligataires souhaitent de moins en moins s'engager à long terme. Les emprunts de l'Etat en janvier, du Fonds des Routes en mars et du Crédit communal en septembre étaient tous du type charnière de manière telle que l'investisseur peut déjà disposer de son argent après 4 ans s'il désire le placer ailleurs ou en obtenir un rendement plus élevé.

L'Etat lui-même n'a émis que deux emprunts obligataire, d'un produit global de 144 milliards de francs, montant un peu moins élevé qu'en 1980 (154,8 milliards), mais nettement inférieur à ceux de 1979 et 1978 (respectivement, 196 milliards de francs et 185 milliards). Le premier emprunt de l'état, en janvier, a semblé être un énorme succès puisqu'il a rapporté 66 milliards de francs mais il faut tenir compte du fait qu'à ce même moment, 40 milliards environ devaient être remboursés à des obligations arrivant à terme ou à échéance facultative.

Après ce premier emprunt, l'Etat lui-même n'a fait plus aucun appel au marché des obligations jusqu'en juin. Durant cette période, les discussions ont porté sur la question de savoir si le prochain emprunt de l'Etat devait ou non recevoir un statut spécial et, dans l'affirmative, quels devaient en être les avantages proposés. L'accord s'est fait sur les principes suivants pour « l'*emprunt spécial de 1981* » :

— l'emprunt comportait deux tranches, l'une spécifiquement destinée aux investisseurs privés et l'autre destinée aux investisseurs institutionnels;

— les avantages liés à la tranche destinée aux investisseurs privés étaient les suivants :

  * le produit de l'emprunt est exempt de l'impôt des personnes; le précompte mobilier est maintenu;
  * lors d'un transfert de l'emprunt obligataire en cas de décès, aucun droit de succession n'est dû si l'emprunt obligataire a été acquis par le défunt lors de la souscription ou acheté en bourse trois ans avant le décès;
  * à cette même condition restrictive, les obligations pourront également servir au paiement des droits de succession, les obligations étant remboursées au pair compte non tenu de leur échéance restante;
  * le capital de l'emprunt est assorti d'une garantie de cours du change, le remboursement étant lié à l'évolution de l'ECU par rapport au franc belge (seulement à la hausse, cet élément ne jouant donc pas lors d'une baisse éventuelle).

— pour la tranche destinée aux investisseurs institutionnels, les avantages étaient de deux ordres :

* d'une part, 5 % des intérêts sont exemptés de l'impôt des sociétés;
* d'autre part, les investisseurs institutionnels reçoivent une prime d'émission plus importante que celle destinée aux investisseurs privés.

Pour l'Etat lui-même, cet « emprunt obligataire spécial », présentait deux avantages, d'une part, le taux d'intérêt pouvait être maintenu à 13 %, d'autre part l'échéance est plus longue que celle des emprunts précédents, compte tenu du fait que ces emprunts antérieurs étaient assez souvent du type charnière. Pour la tranche des investisseurs privés, l'échéance a été fixée à 10 ans et pour les investisseurs institutionnels, à 7 ans. Le produit final de cet emprunt s'est élevé à 78 milliards de francs, dont un peu plus de 55 milliards de francs pour la tranche destinée aux investisseurs privés.

A côté des obligations de l'Etat, le secteur public a émis encore trois emprunts obligataires. En février, *l'emprunt du Fonds des Routes* a rapporté 47 milliards de francs, ce qui semblait un succès, mais les banques qui avaient accepté une prise ferme de 40 milliards de francs, ont eu difficile à la placer auprès des investisseurs.

En septembre, le *Crédit communal* a fait appel au marché des obligations pour un montant de 30 milliards de francs. Le taux de coupon a atteint 13,50 %. Cette apparition du Crédit communal sur le marché des obligations a été inspirée par la crainte que, en cas d'appel séparé sur le marché par les villes d'Anvers et de Liège, celles-ci auraient du concéder un taux de coupon par trop élevé pour obtenir les souscriptions nécessaires. Deux tiers de l'emprunt du Crédit communal sont destinés à des prêts à ces villes.

En décembre, la *Régie des Télégraphes et Téléphones* a pu emprunter 21,5 milliards de francs. Le taux de coupon de cet emprunt à 7 ans s'est élevé à 14,25 %, ou 1,25 % de plus que pour les trois premiers emprunts obligataires de 1981.

Le secteur public a emprunté, par conséquent, 242,5 milliards de francs sur le marché des obligations, ce qui représente 97,2 % de l'ensemble des nouveaux emprunts obligataires en 1981.

Du côté du secteur privé, une seule entreprise a fait appel au marché primaire des obligations, *Intercom*, comme en 1980 d'ailleurs. Cet emprunt a enregistré un taux de coupon de 14,75 % (contre 13 % en 1980) et a rapporté 5 milliards de francs, autant qu'en 1980.

Une institution internationale a fait appel au marché belge des obligations pour un montant de deux milliards de francs : la *Banque européenne d'Investissement*. Le taux de coupon de cet emprunt a atteint 14,50 %.

Des taux de coupon plus élevés et une augmentation des rendements pour les emprunts obligataires ont eu comme conséquence que les autres taux d'intérêt à long terme ont monté également bien que dans une mesure moindre qu'en 1980. Les taux d'intérêt *bons de caisse* et des obligations émises par les institutions de crédit publiques ont été majorés deux fois au cours de l'année 1981, du moins pour les échéances à 5, 10 et 20 ans. Un premier relèvement de 0,50 % a eu lieu le 26 janvier,

suivi d'un deuxième de 0,75 % le 1er octobre. A l'heure actuelle, le taux offert s'élève uniformément à 13,75 %, contre 12,50 % au début de 1981 et respectivement 10 % et 10,50 % à 5 ans et 10 ans au commencement de l'année 1980.

Le *taux hypothécaire* et le *taux d'investissement* ont suivi cette tendance à la hausse. Au cours de 1981, ils ont été relevés à deux reprises. En janvier, le taux d'intérêt de l'emprunt hypothécaire est passé de 14 % à 14,25 % et en automne à 15 %. Les taux des emprunts hypothécaires sur base d'une assurance-vie ont progressé de la même manière, de 11,5 % à 12,5 %. Cette augmentation des taux, en conjugaison avec l'incertitude des perspectives financières pour beaucoup de constructeurs potentiels, de même que le relèvement de la TVA de 16 à 17 % constituent autant de facteurs qui expliquent la faiblesse persistante de l'activité dans la construction.

Le taux des crédits d'investissement a également connu deux accroissements. En janvier, le taux d'investissement a été relevé de 0,50 %, suivi d'une hausse de 0,75 % en octobre, de sorte qu'à la fin de 1981, ce taux a atteint 15,25 %, à l'exception des crédits avec échéance de 5 ans maximum, pour lesquels le taux est de 15 %.

En ce qui concerne les crédits à l'investissement octroyés par la Société nationale de Crédit à l'Industrie, la tendance baissière de 1980 s'est également poursuivie. L'encours des crédits à l'investissement a regressé légèrement, ce qui ne s'était pas encore produit en 1980. En ajoutant les autres crédits octroyés par la SNCI (1) aux crédits à l'investissement, le total s'élève à 60 milliards de francs de crédits octroyés en 1981 soit un peu plus qu'il y a un an et les crédits utilisés sont, à la fin de 1981, quelque peu supérieurs à ceux à la fin de 1980.

Les émissions publiques d'actions, obligations convertibles et certificats financiers ont été nettement inférieures en 1981 qu'au cours des 4 années précédentes. Les nouvelles *actions* émises sur le marché des capitaux ne se sont chiffrées qu'à 311,5 millions de francs contre 1 691,5 millions d'actions encore en 1980, une année déjà très faible. Les sociétés émettrices sont Sadacem (127 millions de francs), Fidelitas (75,8 millions de francs), Continental Sweet Cy (50 millions de francs), Cie Générale Mosane (49,25 millions de francs), l'Imprégnation des Bois (8,2 millions de francs) et Simak (0,89 million de francs). L'épongement du marché des capitaux en raison des besoins d'emprunt des pouvoirs publics et les rendements élevés des valeurs à rendement fixe représentent pour la troisième année consécutive une entrave importante à la possibilité d'appel à du capital à risque.

Comme en 1980 et 1979, aucune émission publique d'actions convertibles n'a été constatée. Contrairement aux années précédentes, il n'y eut pas davantage d'émission publique de certificats financiers.

A la *Bourse de Bruxelles*, l'évolution pessimiste qui avait caractérisé l'ensemble de l'année 1980, s'est poursuivie durant la majeure partie de 1981. Les mêmes facteurs que ceux entravant l'émission d'actions sont à l'origine de ce malaise. Il y a, tout d'abord le climat économique : la crise pèse sur l'activité économique et sur les

(1) Principalement Creditexport, crédits commerciaux et, depuis 1979, le financement des obligations contractées par l'Etat au profit de la sidérurgie.

possibilités de bénéfices des entreprises. Ensuite, il y a les énormes déséquilibres auxquels l'économie belge doit faire face : les déficits croissants des pouvoirs publics et de la balance commerciale insuffisamment maîtrisés en 1981, pour en espérer une amélioration. En troisième lieu, les rendements élevés des valeurs à taux fixe et les appréciables taux d'intérêt à court terme qui n'incitent pas à investir dans du capital à risque.

L'indice en bourse a atteint un nouveau creux historique le 16 juin 1981, à savoir 69,53. Le précédent datait de 1967 (71,36). En décembre, toutefois, la reprise en bourse a été telle que l'indice boursier général s'est clôturé en fin d'année à 87,24, soit encore 4,94 % de plus qu'au premier jour de Bourse de l'année (5 janvier 1981 avec un indice de 83,13).

Le facteur ayant permis la forte reprise en décembre — durant ce mois l'indice en Bourse a grimpé de plus de 21 % — est probablement l'installation du nouveau gouvernement social-chrétien - libéral, qui a donné l'impression à la Bourse de vouloir remédier à la situation médiocre en matière de placement d'actions.

Le seul mois favorable de l'année 1981 n'a pas eu, par ailleurs, une incidence aussi importante dans tous les secteurs boursiers et pour l'ensemble de l'année, des différences sensibles de secteur à secteur ont été observées dans l'évolution des cours des actions de différentes entreprises. Cela confirme la tendance déjà constatée en 1980 que plus que jamais l'investisseur estime la santé économique de chacune des entreprises indépendamment.

Considérées par secteur, certaines entreprises ont accusé des progrès sensibles en 1981. A l'exception du (petit) secteur « plantations », tous ces mêmes secteurs avaient enregistré un recul en 1980. Ce sont, par ordre de grandeur des bénéfices réalisés en 1981 : les secteurs de l'eau, du gaz et de l'électricité qui ont compensé presque la totalité des pertes essuyées en 1980 (+27,11 % contre —26,19 %), les grands magasins (+26 %), parmi lesquels surtout les Frères Delhaize et Cie Le Lion se font remarquer. Ceci est le résultat, sans doute, des meilleures perspectives de cette firme, qui dispose de possibilités d'expansion sur le marché U.S.A. contrairement aux autres grandes chaînes de magasin orientées vers la demande de consommation belge, en régression, en termes réels, en 1981. De plus, les trusts (+14,2 %) et les transports (+13,8 %) ont montré un indice croissant des cours des actions. Pour tous les secteurs, la progression la plus importante s'est produite en décembre.

Les indices des cours des secteurs suivants, caractérisés par une tendance défavorable de janvier à la fin de novembre, ont repris en décembre et de manière telle que, sur base annuelle, ils présentent encore un léger accroissement : les banques (+3,3 %), la construction (+3,9 %) et ce en dépit du malaise dans ce secteur, le secteur des métaux non-ferreux (+3,1 %), l'alimentation (+2,98 %), les charbonnages (+2,08 %) et la production métallurgique (+0,62 %).

Pour les autres secteurs et sur base annuelle, une baisse des cours a encore été observée mais elle a été moins forte qu'après les 11 permiers mois de 1981. La sidérurgie, dont l'indice avait diminué de plus de moitié en 1980, a regressé encore de 6,3 % en 1981. L'un des très rares secteurs, où l'indice avait encore marqué une avance

en 1980, c'est-à-dire la chimie, a accusé un recul de 6,8 % en 1981. Une régression de l'indice a été constaté également pour le secteur de la brasserie (—42 %), dans les fabriques de papier (—16 %), le textile (—19,85 %), le matériel électronique (—12,34 %), le secteur du miroir et du verre (—7,22 %), les assurances (—5,8 %), le pétrole (—4,35 %), les sociétés à portefeuille (—3,17 %, où surtout la Société générale de Belgique, avec ses gros intérêts dans la sidérurgie, a perdu du terrain) et les sucreries (—1,24 %, autre secteur qui avait encore enregistré un bénéfice de 12 % en 1980).

En août, l'indice du marché à terme a atteint un maximum de 206,7 points, contre une valeur minimum de 170,08 points en 1981, résultat obtenu en janvier. En contraste avec les valeurs belges, les cours des valeurs étrangères ont connu une évolution plus favorable et ce phénomène s'était déjà produit en 1980 (L'indice du marché à terme a été déterminé principalement par les actions étrangères, cotées à la Bourse de Bruxelles). L'intérêt croissant pour les actions étrangères par rapport à la demande d'actions belges a reflété la crainte des investisseurs que le gouvernement ne poursuive sa politique de limitation des revenus. Le redressement de l'indice général du marché au comptant à la Bourse de Bruxelles au mois de décembre 1981 laisse présumer que les investisseurs en actions prévoient un changement de cette politique en 1982.

Le malaise à la Bourse de Bruxelles pendant les onze premiers mois de 1981 transparaît également dans l'évolution des effets et des capitaux négociés sur le marché au comptant : le nombre d'effets négociés a régressé pour la cinquième année consécutive, passant de 31,4 millions de francs en 1976 à 21,7 millions en 1980 et à 16,8 millions en 1981. Les capitaux négociés sur le marché au comptant n'ont été que légèrement inférieurs à ceux enregistrés en 1980, soit 16,6 milliards de francs, contre 16,7 milliards. Sur le marché à terme, le nombre d'effets négociés a atteint 41,9 millions contre 49,8 millions en 1980, donc un retour au niveau des années 1978 et 1979. Les capitaux négociés sur le marché à terme ont totalisé 43,6 milliards de francs, soit un résultat inférieur à 1980 avec 48,1 milliards de francs, mais nettement supérieur à celui des années précédentes.

*

* *

Principales émissions du secteur public en francs belges

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1973	151 200	1981 (a)	
1974	139 500	Janvier	66 000
1975	175 100	Février	47 000
1976	196 000	Mars	—
1977	270 300	Avril	—
1978	280 000	Mai	—
1979	277 700	Juin	78 000
1980	222 300	Juillet	—
1981	242 500	Août	—
		Septembre	30 000
		Octobre	—
		Novembre	—
		Décembre	21 500
		Totaal ...	242 500

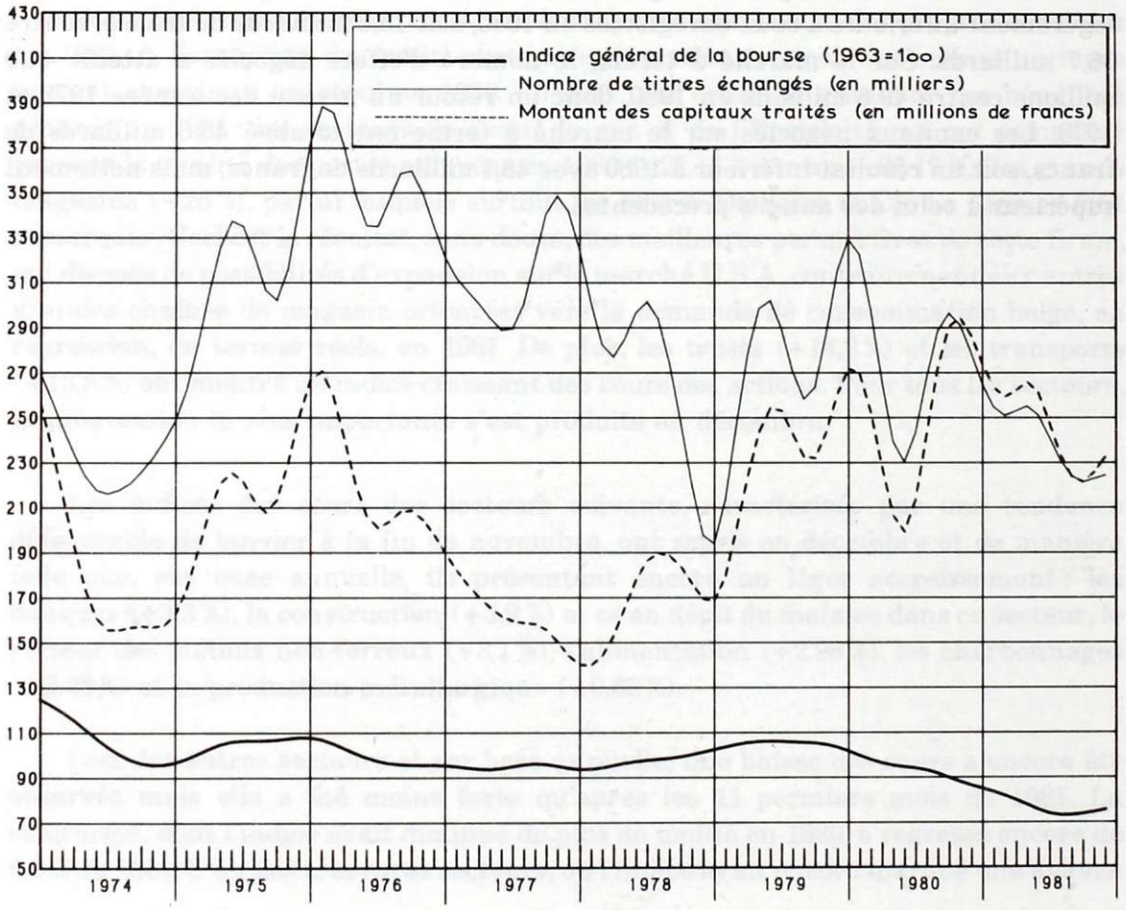
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur Belge, à l'exception des émissions continues.

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Emissions des sociétés (a)

(en milliards de francs)

PERIODE	Actions		Obligations (montant normal) — Emissions non continues brutes	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions nettes		Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1973	**39,1**	**16,7**	**13,9**	**30,6**
1974	**49,5**	**19,3**	**13,4**	**32,7**
1975	**39,4**	**17,7**	**27,0**	**44,7**
1976 (b)	**50,1**	**21,2**	**17,4**	**38,6**
1977	**91,9**	**50,5**	**8,4**	**58,9**
1978	**64,3**	**37,2**	**6,6**	**43,8**
1979 (c)	**66,7**	**30,4**	**33,6**	**64,0**
1er trimestre	14,2	5,8	2,0	7,8
2e trimestre (c)	19,5	7,7	28,1	35,8
3e trimestre	9,0	5,8	1,6	7,4
4e trimestre	24,0	11,1	1,9	13,0
1980	**87,1**	**39,7**	**13,0**	**52,7**
1er trimestre	16,6	6,8	1,7	8,5
2e trimestre	23,3	12,4	7,0	19,4
3e trimestre	18,1	7,7	0,7	8,4
4e trimestre	29,1	12,8	3,6	16,4
1981 (c)	**108,4**	**44,8**	**47,4**	**92,3**
1er trimestre	8,5	4,9	2,0	6,9
2e trimestre (c)	54,5	21,1	35,2	56,4
3e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4e trimestre	30,9	11,8	7,8	19,6

Sources : Banque Nationale de Belgique. Institut National de Statistique.

(a) Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge, ayant leur principale exploitation en Belgique.

(b) A partir de 1976 : données provisoires calculées par la Commission bancaire et la Banque Nationale de Belgique.

(c) Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1974						
1er semestre	13 919 369	353 452	14 272 821	9 445 347	709 558	10 154 905
2e semestre	7 884 777	298 565	8 183 342	5 585 542	545 883	6 131 425
Total ...	**21 804 146**	**652 017**	**22 456 163**	**15 030 889**	**1 255 441**	**16 286 330**
1975						
1er semestre	13 024 356	262 978	13 287 334	7 702 493	557 409	8 259 902
2e semestre	13 259 477	293 078	13 552 555	7 781 577	712 797	8 494 374
Total ...	**26 283 833**	**556 056**	**26 839 889**	**15 484 070**	**1 270 206**	**16 754 276**
1976						
1er semestre	14 932 748	333 000	15 265 748	10 132 913	811 106	10 944 019
2e semestre	15 870 059	314 029	16 184 088	8 388 074	807 973	9 196 047
Total ...	**30 802 807**	**647 029**	**31 449 836**	**18 520 987**	**1 619 079**	**20 140 066**
1977						
1er semestre	15 785 504	289 497	16 075 001	6 576 719	787 696	7 364 415
2e semestre	10 118 161	288 586	10 406 747	6 251 556	832 061	7 083 617
Total ...	**25 903 665**	**578 083**	**26 481 748**	**12 828 275**	**1 619 757**	**14 448 032**
1978						
1er semestre	13 624 822	260 656	13 885 478	6 533 981	796 324	7 330 305
2e semestre	9 965 370	281 771	10 247 141	7 148 030	926 535	8 074 565
Total ...	**23 590 192**	**542 427**	**24 132 619**	**13 682 011**	**1 722 859**	**15 404 870**
1979						
1er semestre	12 935 005	262 355	13 197 360	7 505 504	852 338	8 357 842
2e semestre	9 745 069	276 447	10 021 516	7 403 689	896 784	8 300 473
Total ...	**22 680 074**	**538 802**	**23 218 876**	**14 909 193**	**1 749 122**	**16 658 315**
1980						
1er semestre	11 874 447	275 742	11 874 447	7 548 708	867 224	8 415 932
2e semestre	9 994 880	240 131	9 835 011	7 512 776	818 339	8 331 115
Total ...	**21 193 585**	**515 873**	**21 709 458**	**15 061 484**	**1 685 563**	**16 747 047**
1981						
1er semestre	8 608 581	362 321	8 970 902	7 800 182	1 237 526	9 037 709
2e semestre	7 580 833	281 763	7 862 596	6 610 991	958 182	7 569 173
Total ...	**16 189 414**	**644 084**	**16 833 498**	**14 411 174**	**2 195 709**	**16 606 883**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

MOYENNE ANNUELLE OU TRIMESTRIELLE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1968 (b)	5,55	5,27	5,55	5,66	..
1969 (b)	6,48	6,08	5,95	6,17	..
1970 (b)	6,90	6,86	5,97	6,55	..
1971 (b)	5,98	5,91	5,48	6,07	..
1972	6,11	5,96	6,44	6,32	6,76
1973	7,09	7,08	7,44	7,42	8,00
1974	8,49	8,65	8,68	8,95	10,44
1975	8,21	8,42	8,54	8,72	10,16
1976	8,91	9,02	9,47	9,25	11,23
1977	8,92	8,75	8,80	9,09	10,39
1978	8,55	8,41	8,45	8,71	9,51
1979	9,20	9,22	9,51	9,59	10,21
1980	11,55	11,81	12,03	11,91	11,93
1981	13,13	13,14	13,71	13,17	—
1981 1er trimestre	12,36	12,59	13,22	12,54	—
2e trimestre	13,13	13,02	13,65	13,09	—
3e trimestre	13,59	13,38	14,07	13,49	—
4e trimestre	13,45	13,55	13,88	13,54	—

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
(b) Emprunts émis avant le 1er décembre 1962.
(c) Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la Bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

DESIGNATION	Encours fin 1980	Levées en 1981	Remboursées en 1981	Encours fin 1981
A. — Placements à moyen et à long terme				
Pouvoirs publics				
Dette belge	98 665,7	1 906,0	6 819,6	93 752,1
Provinces, villes, communes	5 329,8	—	1 386,3	3 943,5
Autres (a)	20 018,2	141,0	3 029,4	17 129,8
Organismes publics d'exploitation				
Société Nationale des chemins de fer belges	4 011,9	—	349,0	3 662,9
Régie des Télégraphes et Téléphones	11 495,7	1 065,1	1 172,1	11 388,7
Office de la Navigation	9 053,4	500,0	950,3	8 603,1
Radio-Télévision belge	5 011,5	655,0	535,3	5 131,2
Fonds des Routes	15 872,6	2 645,2	73,3	18 444,5
Autoroutes	7 467,4	—	998,7	6 468,7
Société Nationale des chemins de fer vicinaux	733,5	—	73,6	659,9
Autres (b)	350,1	—	8,6	341,5
Société Nationale de distribution d'eau	1 301,7	123,8	106,4	1 319,1
Autres sociétés de distribution d'eau	842,7	—	42,9	799,8
Regie des bâtiments	956,2	—	97,5	858,7
Autres services publics	1,5	—	—	1,5
Logement				
Logement social	127 721,0	8 669,4	8 665,7	127 724,7
Autres logements	177 644,0	16 370,1	10 360,2	183 653,9
Entreprises				
Industrie, commerce, artisanat :				
Crédit direct	44 116,1	3 979,4	5 532,3	42 563,2
	12 207,7	4 129,8	5 154,3	11 183,2
Institutions publiques de crédit :				

Institutions publiques de crédit :				
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	18 457,7	2 634,4	3 164,5	17 927,6
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	9 925,7	337,7	1 144,9	9 118,5
Société Nationale d'Investissement	1 973,1	—	99,8	1 873,3
Agriculture	15 129,0	1 776,9	1 674,4	15 231,5
Armement maritime et batellerie	1 786,5	—	220,4	1 566,1
Sciences, Enseignement, Culture :				
Universités	29 048,9	2 166,1	880,7	30 334,3
Fonds national pour le financement de la recherche scientifique	605,0	—	—	605,0
Fonds des études de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique	105,6	13,0	18,0	100,6
Organismes à caractère socio-culturel	41,4	—	2,0	39,4
Bâtiments scolaires	1 847,9	239,5	77,0	2 010,4
Soins de santé				
Hôpitaux universitaires	5 498,6	91,7	61,1	5 529,2
Organismes médico-sociaux	4 566,9	283,5	181,6	4 668,8
Autres crédits (prêts à tempérament, prêts personnels, prêts sur nantissement, etc.)	9 194,8	4 380,1	6 026,2	7 548,7
Total	**641 131,8**	**52 257,7**	**58 906,1**	**634 483,4**
B. — **Placements à vue et à court terme**				
Placements à court terme (⩽ 1 an)	31 989,8	—	—	56 873,0
Certificats de Trésorerie et du fonds des Rentes, acceptations bancaires, call-money	34 222,4	—	—	80 475,5
Total	**66 212,2**	—	—	**137 348,5**
Total général	**707 344,0**	—	—	**771 831,9**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, financement des pensions des assurés libres, Fonds Belgo-Congolais d'amortissement et de gestion, Caisse autonome des dommages de guerre 1921-1923, Caisse publique de prêts de la Ville de Bruxelles, Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Fonds de compensation de sécurité d'existence des dockers du port d'Anvers, Fonds de sécurité d'existence des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, Fonds de compensation d'existence au port de Gand, Communauté européenne, Banque européenne d'investissement.

(b) Sabena, Canal maritime, installations du port de Bruxelles.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

(en milliers de francs)

PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1973			
1er semestre	7 056 704		
2e semestre	8 395 187		
Total ...	**15 451 891**	7 077 174 (c)	225 443 767 (c)
1974			
1er semestre	3 028 037		
2e semestre	10 029 630		
Total ...	**13 057 667**	10 037 066 (c)	248 538 500 (c)
1975			
1er semestre	11 568 820		
2e semestre	15 897 685		
Total ...	**27 466 505**	11 506 553 (c)	287 511 558 (c)
1976			
1er semestre	10 036 069		
2e semestre	9 258 537		
Total ...	**19 294 606**	12 684 717 (c)	319 490 881 (c)
1977			
1er semestre	7 015 311		
2e semestre	8 573 992		
Total ...	**15 589 303**	13 795 539 (c)	348 875 723 (c)
1978			
1er semestre	11 856 668		
2e semestre	5 536 629		
Total ...	**17 393 297**	13 988 989 (c)	380 258 009 (c)
1979			
1er semestre	10 977 604		
2e semestre	567 533		
Total ...	**11 545 137**	16 764 496 (c)	408 567 643 (c)
1980			
1er semestre	5 137 548		
2e semestre	—13 953 400		
Total ...	**— 8 815 852**	19 402 012 (c)	419 153 803 (c)
1981			
1er semestre	1 206 000		
2e semestre	— 6 918 833		
Total ...	**— 5 712 833**	19 558 572 (c)	432 999 542 (c)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Précompte déduit.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements à la fin de l'année (en pour-cent) (b)			
	1978	1979	1980	1981
Industrie chimique	15,14	14,03	12,72	12,35
Industrie métallurgique de base	26,44	25,14	29,24	25,38
Fabrications métalliques	11,87	12,90	12,01	12,83
Energie	5,79	5,60	5,68	6,43
Minéraux non métalliques	4,05	4,65	4,90	5,06
Industrie alimentaire	4,96	5,19	4,32	4,19
Industrie textile	4,50	4,90	4,63	4,47
Transports, entrepôts, magasins	8,23	8,39	7,95	8,82
Commerce	5,50	5,67	5,55	5,63
Autres secteurs	13,52	13,53	13,00	14,84
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Total des crédits en-cours (en milliards de francs belges)	**211,9**	**238,9**	**268,2**	**281,2**
	Crédits d'investissements consentis pendant l'année (en pour-cent)			
	1978	1979	1980	1981
Fabrications métalliques	14,27	20,32	10,82	11,16
Industrie chimique	12,36	9,49	3,82	4,57
Transports, entrepôts, magasins	5,67	10,08	7,40	15,56
Industrie métallurgique de base	26,34	19,99	56,49	38,49
Minéraux non métalliques	7,42	4,02	5,92	2,95
Industrie alimentaire	7,02	2,71	1,62	2,54
Industrie textile	5,11	4,44	2,67	1,01
Commerce	6,61	6,97	3,81	4,12
Autres secteurs	15,20	21,98	7,45	15,48
Energie	—	—	—	4,12
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Total des crédits consentis pendant l'année (en milliards de francs belges)	**39,9**	**84,3**	**58,0**	**60,8**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) A l'exclusion des crédits affectés au financement des engagements contractés par l'Etat en faveur de la sidérurgie.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR	1980	1981
1963	3 391	Commerce de gros et de détail	18,71	19,57
1964	2 738	Artisanat de l'alimentation	16,60	17,54
1965	3 075	Transports	10,34	9,67
1966	3 546	Tourisme	10,60	9,45
1967	4 043	Industrie de la construction	11,51	9,15
1968	5 081	Professions libérales	8,23	8,36
1969	5 592	Industrie des fabrications métalliques	4,85	3,94
1970	4 901	Services	3,04	3,01
1971	5 048	Industrie du bois	3,00	2,03
1972	6 545	Agriculture, élevage et pêche	2,36	1,75
1973	8 494	Industrie de la confection	0,84	0,71
1974	6 107	Industrie textile	0,50	0,27
1975	8 750	Industrie du cuir	0,16	0,18
1976	11 903	Industries diverses	3,45	3,89
1977	14 029	Autres secteurs	5,81	10,48
1978	16 239			
1979	15 090	*Total* ...	**100,00**	**100,00**
1980	10 117			
1981	8 831			

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Comme les autres entreprises commerciales et industrielles, les sociétés d'assurances publient leurs résultats six mois, en moyenne, après la clôture de l'exercice, de sorte qu'à l'heure actuelle, les données relatives à l'exercice 1981 ne sont pas encore disponibles.

A partir de l'exercice 1980, pour lequel les données statistiques sont disponibles, toutes les entreprises d'assurances ont appliqué le nouveau plan comptable imposé par l'arrêté royal du 12 novembre 1979. Cet arrêté royal s'inspire largement de la quatrième directive Européenne en la matière.

Au cours des années 1980 et 1981, la C.E.E. n'a émis aucune directive concernant les assurances. Il est vrai, cependant, qu'actuellement le conseil et les organes de consultation de la Communauté Européenne se penchent sur différents projets de directive, dont les plus importants concernent les directives quant à la libre prestation de services non-vie, le contrat d'assurance, la R.C. Auto, la protection juridique et l'assurance crédit.

Une contribution non négligeable à la solution de problèmes relatifs aux assurances a été fournie par la 10e conférence européenne des services de contrôle pour les assurances. Elle a eu lieu à Gand du 28 septembre au 2 octobre 1981.

Les résultats obtenus en 1980 par les sociétés d'assurances se sont révélés encore satisfaisants par rapport à ceux des autres secteurs économiques. L'encaisse globale des sociétés a atteint 140,1 milliards de francs, contre 130,6 milliards l'année antérieure; ne sont pas comprises dans ce montant, les primes d'assurance contre les accidents de travail, lesquelles ont atteint 18,6 milliards de francs et qui relèvent de la compétence du Ministère de la Prévoyance Sociale. L'accroissement de l'encaisse global s'est monté à 7,3 % contre 8,7 % en 1979 et 10,6 % en 1978. Bien que la croissance de l'encours global régresse d'année en année, ce qui est déjà inquiétant en soi, le secteur des assurances a très bien su se défendre à l'égard de la récession qui s'est installée dès le 2e trimestre de 1980, avec toutes ses répercussions défavorables sur l'emploi et sur la production industrielle, lesquels sont tombés au-dessous du niveau qu'ils avaient l'année auparavant.

D'un point de vue global, une augmentation de l'encours de l'ordre de 7,3 % n'est pas à considérer comme un résultat médiocre, compte tenu du taux d'inflation de 6,6 % pendant la même année. En outre, le secteur des assurances occupait au 30 juin

1980, 28 810 personnes, contre 28 231 l'année antérieure, soit 2 % en plus. Les effectifs du personnel se sont donc très bien maintenus; puisqu'il ressort du rapport annuel de l'Office National de la Sécurité Sociale que pendant l'année 1980, l'emploi global a régressé de 1 %. Cela ne signifie cependant pas que dans le futur la structure de l'emploi dans cette branche demeurera tout aussi favorable, car l'introduction de la micro-électronique ne peut que fortement accélérer l'automatisation, ce qui serait de nature à réduire sensiblement les recrutements.

Le rapport récent du Service de Contrôle des Assurances fait apparaître que l'encaisse globale, soit 140,1 milliards de francs, provient pour 42,5 % de la branche « tous risques » pour 30,4 % de la branche assurance-vie et pour 27,1 % de l'assurance-automobile (sans ses garanties complémentaires). La part de chaque branche importante dans l'encaissement global ne s'écarte que de peu de celle des années antérieures.

En ce qui concerne les assurances « tous risques » dont l'encours est de 59,5 milliards de francs, 38 % provenaient de l'assurance-incendie, 16,7 % des garanties complémentaires de l'assurance-automobile et 11,9 % des assurances RC, lesquelles comprennent également l'assurance familiale; le solde, soit 33,4 % de l'encaissement a été produit par les branches « accidents individuels », « maladie », « crédit et caution », « transport » et « divers ».

Avec un encours de 22,4 milliards de francs, l'assurance-incendie a enregistré une avance de 8,8 %, contre 11,5 % en 1979. Etant donné que l'indice ABEX, qui reflète l'évolution des prix à la construction, a augmenté de 7 %, le reste de l'augmentation (1,8 %) découle de l'ajustement des capitaux assurés et de la conclusion de nouveaux contrats. Près de 80 % de l'encaissement global provenaient des risques simples, tandis que les risques industriels n'y intervenaient que pour 20 %. Pour ces derniers, l'encours n'a progressé que de 2,4 % de sorte que le patrimoine industriel assuré contre l'incendie en 1980 a diminué de 4,6 % en valeur réelle.

Pour l'assurance-vie, l'encaissement a crû de 5,6 % pour atteindre 42,6 milliards de francs. Le chiffre d'affaires des assurances individuelles a progressé de 2,8 % contre 7,4 % en 1979, tandis que celui des assurances de groupe s'est accru de 9,4 % contre 13,9 % un an auparavant. Toutefois, les taux d'accroissement de 1979 et 1980 ne sont pas comparables du point de vue statistique, étant donné qu'à la suite de l'application de l'A.R. du 12 novembre 1979, la méthode de la mise en compte du montant annuel de la prime a été changée à la date du 1er janvier 1980.

Depuis quelques années, les prêts hypothécaires subissent l'influence néfaste de la crise dans l'industrie de la construction. Le solde total restant dû des prêts hypothécaires sans intervention qui avait augmenté de 19,6 % en 1978 et marquait encore une avance de 18 % en 1979, a progressé de 8,9 % seulement en 1980. Pour 1981, il faut escompter qu'il n'y aura plus de hausse.

L'assurance de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs dans laquelle l'encours de primes a atteint 38 milliards de francs, enregistre un accroissement de 6,1 % par rapport à 1979. A cette époque, la progression était de 4,5 % mais compte tenu de l'augmentation de 2,7 % du parc automobile, d'un taux

d'inflation de 6,6 % (pris en considération pour 80 % dans les primes) et le relèvement tarifaire appliqué, à partir du 1er janvier 1980, pour les deux roues, l'encaissement aurait dû être beaucoup plus élevé. Si tel n'est pas le cas, les causes en sont grosso modo les mêmes qu'en 1979. Comme alors, l'écart doit être imputé surtout à la réduction de la puissance moyenne des véhicules et des décalages de l'échelle bonimali en faveur des assurés. L'augmentation de 10 % des tarifs de base pour les deux roues d'une cylindrée de 50 cc au moins et de 28 % pour les moteurs à cylindrée supérieure n'a contribué que de 8,5 % à l'accroissement de l'encours pour cette catégorie de véhicules. Le recul de 4 % du nombre total des deux roues assurés en 1980 est indubitablement responsable, en partie, de cette évolution. Depuis 1976, le parc des deux roues a décru globalement de 22 % environ.

En ce qui concerne l'assurance contre les accidents de travail, dont la gestion est confiée au Ministère de la Prévoyance Sociale, l'ensemble des primes a rapporté 18,6 milliards de francs. Par rapport à l'année antérieure, l'avance est de 3,3 %. La charge des sinistres survenus en 1980 est de 18,3 milliards de francs avec une progression de 1 % seulement par rapport à 1979.

Que la charge des sinistres est presque aussi élevée que l'encaissement global peut s'expliquer par le fait que le montant de la « réserve pour les sinistres encore à régler » fait l'objet d'une estimation très large, est compris dans le premier total. Le coût moyen par accident mortel n'a augmenté que de 3,6 %, contre 9,3 % en 1979; l'accroissement du coût moyen d'un accident entraînant une incapacité permanente a été, lui aussi, inférieur par rapport à l'année antérieure. D'une manière générale, la fréquence des accidents de travail et ses répercussions sur les dédommagements versés en 1980, s'est située dans la moyenne des dernières années.

*

* *

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1981

DÉSIGNATION	Belges	C.E.E.	Autres	Total
Groupes :				
Accidents et Maladie	120	51	20	191
Assurance automobile	98	82	21	201
Assurance maritime et transport	70	79	22	171
Assurance aviation	36	62	15	113
Incendie et autres dommages aux biens	113	93	19	225
Responsabilité civile	114	88	25	227
Crédit et Caution	32	7	4	43
Vie	75	14	5	94

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Ventilation des sociétés au 31 décembre 1981

DÉSIGNATION	Nombre	En % du total	En % du total général
Selon le droit belge :			
Sociétés anonymes	135	81	43
Sociétés coopératives	8	5	3
Mutuelles	20	12	6
Divers	4	2	1
Total ...	**167**	**100**	**53**
Selon le droit étranger :			
Etat membres de la C.E.E.	119	81	38
Pays tiers	28	19	9
Total ...	**147**	**100**	**47**
Total général ...	**314**		**100**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Sociétés belges	29 008	32 257	35 521	37 397	189 475	209 852	233 629	259 368
Sociétés étrangères	3 948	4 445	4 880	5 253	23 628	25 670	28 319	31 391
Total ...	**32 956**	**36 702**	**40 401**	**42 650**	**213 103**	**235 522**	**261 948**	**290 759**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1977	1978	1979	1980
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées (b)	48 067	50 858	57 055	62 396
Obligations de sociétés belges	28 695	27 852	30 555	36 086
Actions de sociétés belges	10 753	13 287	14 796	14 175
Emprunts d'organismes internationaux	1 008	965	943	842
Obligations de sociétés étrangères	310	278	297	713
Actions de sociétés étrangères	2 396	2 853	3 537	4 329
Prêts sur polices	3 492	6 141	6 791	7 732
Immeubles	23 134	22 795	25 232	28 450
Prêts hypothécaires	60 304	70 840	80 693	91 701
Espèces	2 820	520	2 588	2 593
Fonds communs de placement	186	160	219	254
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées ...	3 131	3 735	4 152	5 314
Divers	6 800	8 537	10 941	9 819
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées	9 348	10 934	10 975	11 452
Obligations de sociétés belges	2 165	2 026	1 566	2 032
Actions de sociétés belges	929	1 107	1 155	1 013
Emprunts d'Etats étrangers ..... / Emprunts d'organismes internationaux	113	84	93	108
Obligations de sociétés étrangères	195	159	11	75
Actions de sociétés étrangères	234	238	291	409
Prêts sur polices	418	491	593	1 027
Immeubles	2 615	2 047	2 782	3 339
Prêts hypothécaires	7 687	8 495	9 191	10 169
Espèces	212	362	451	647
Fonds communs de placement	22	33	36	47
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées ...	501	592	624	920
Divers	718	800	1 431	1 077

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Nombre d'entreprises	**17,0**	**17,0**	**17,0**	**18,0**
Primes encaissées	**73,4**	**74,6**	**65,7**	**98,6**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure - total	1 317,0	1 314,0	1 297,5	1 524,7
— Capitalisation pure - prime unique	*199,0*	*221,0*	*237,8*	*249,7*
— Capitalisation pure - prime périodique	*1 118,0*	*1 093,0*	*1 059,7*	*1 275,0*
Capitalisation - prêt	538,0	693,0	611,1	701,8
Total	**1 855,0**	**2 007,0**	**1 908,6**	**2 226,5**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	385,8	391,0	395,2	393,8
Capitalisation - prêt	10,9	12,4	14,0	18,2
Cautionnements	12,9	12,3	12,7	13,4
Total	**409,6**	**415,7**	**421,9**	**425,4**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	0,4	—	0,1	0,4
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat				
Obligations institutions parastatales	106,1	104,3	132,4	134,4
Obligations provinces et communes				
Obligations sociétés belges	6,7	2,5	2,5	0,3
Actions sociétés belges	1,4	1,9	0,5	1,8
Immeubles	21,1	25,7	25,7	25,7
Prêts hypothécaires	315,8	328,4	321,9	328,7
Prêts sur polices	0,6	0,4	0,4	0,3
Espèces	1,6	1,5	1,5	1,4
Total	**453,7**	**464,7**	**485,0**	**493,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 657**	**1 639**	**1 411,4**	**1 366,3**
Fonds de reconstitution	366,9	369,0	341,1	348,7
Cautionnements	5,0	5,8	5,2	5,6
Total ...	**371,9**	**374,8**	**346,3**	**354,3**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**308 388**	**368 855**	**437 206**	**476 141**

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles. Source : Office de Contrôle des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980
Fonds publics belges (b)				
Obligations institutions parastatales	73,1	56,9	64,7	70,7
Obligations provinces et communes				
Organismes internationaux	0,1	0,4	0,6	0,3
Obligations de sociétés belges	0,4	0,4	—	—
Immeubles	25,8	38,9	25,5	31,0
Prêts hypothécaires	297,8	294,2	284,3	285,4
Divers	—	—	—	0,5
Total ...	**397,2**	**390,8**	**375,1**	**387,9**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)		Accroissement depuis l'année précédente en % (e)	
	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980
Affaires directes :														
Nombre de véhicules assurés (b)	16,5	16,1	7,7	7,8	39,3	39,6	413,7	420,5	3 137,7	3 215,8	510,9	490,6	+ 3,6	+ 2,4
Primes émises	381,1	400,9	176,5	178,5	1 554,6	1 618,9	3 675,1	3 945,1	29 035,2	30 779,6	954,8	1 035,1	+ 4,6	+ 6,2
Montant des sinistres payés (c)	174,8	197,2	133,8	142,3	875,5	933,4	2 058,1	2 240,3	14 431,8	15 336,2	535,6	611,3	+ 8,9	+ 6,6
Evaluation des sinistres en suspens	763,4	946,9	372,5	423,8	2 863,7	2 914,8	6 185,8	6 710,5	45 121,5	49 498,3	2 884,6	3 059,7	+ 9,1	+ 9,6
Réserves pour risques en cours	115,6	136,6	70,0	71,0	661,6	713,3	1 596,9	1 726,9	12 388,0	13 473,1	320,6	334,0	+ 4,7	+ 8,7
Commissions payées	37,1	39,4	14,7	15,5	156,0	163,0	486,1	520,5	4 608,6	4 878,9	156,9	169,0	+ 3,9	+ 6,0
Frais généraux	67,8	73,6	38,5	43,8	219,9	239,7	737,4	808,0	5 961,1	6 520,1	464,4	497,2	+ 4,3	+ 9,4
Affaires cédées en réassurance :														
Primes cédées	72,2	64,6	20,4	21,6	162,6	181,3	406,0	439,9	3 548,4	3 799,1	99,5	107,0	+ 3,5	+ 7,2
Commissions reçues	15,8	15,5	4,0	4,2	37,5	44,5	78,5	103,2	698,0	784,6	19,8	21,8	+ 4,7	+14,3
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	40,1	56,6	23,1	26,7	125,7	123,8	322,0	278,5	2 064,7	2 065,2	49,3	65,3	+ 5,4	— 1,8
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	211,2	289,4	61,5	56,2	437,8	361,4	901,9	866,0	6 643,0	7 399,8	377,6	399,6	+ 2,0	+ 9,6
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	9,3	9,8	1,5	1,6	27,6	33,6	80,5	93,1	549,9	669,9	14,4	17,0	— 0,9	+21,0
Affaires acceptées en réassurance :														
Primes acceptées	23,3	23,1	0,9	0,1	18,0	12,5	89,6	88,6	779,9	846,7	18,6	14,7	+ 9,7	+ 7,6
Commissions payées	3,5	3,5	0,2	0,1	4,0	2,2	19,3	21,2	170,5	344,2	4,0	3,5	+ 9,0	+92,6
Quote-part dans sinistres réglés	7,2	17,9	1,2	4,5	13,0	7,8	59,0	54,7	415,9	415,0	9,4	9,7	+ 9,1	— 1,1
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	82,4	69,9	14,6	12,8	34,7	17,8	152,7	115,4	1 237,0	1 091,7	29,6	19,9	+ 9,0	—13,1
Quote-part dans réserve pour risques en cours	5,4	5,5	0,3	0,2	6,8	5,2	33,3	34,3	282,0	319,1	6,6	5,3	+ 9,9	+12,1

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).
(e) Il s'agit de l'ensemble des « Transports de choses pour compte propre » et des « Voitures ».

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

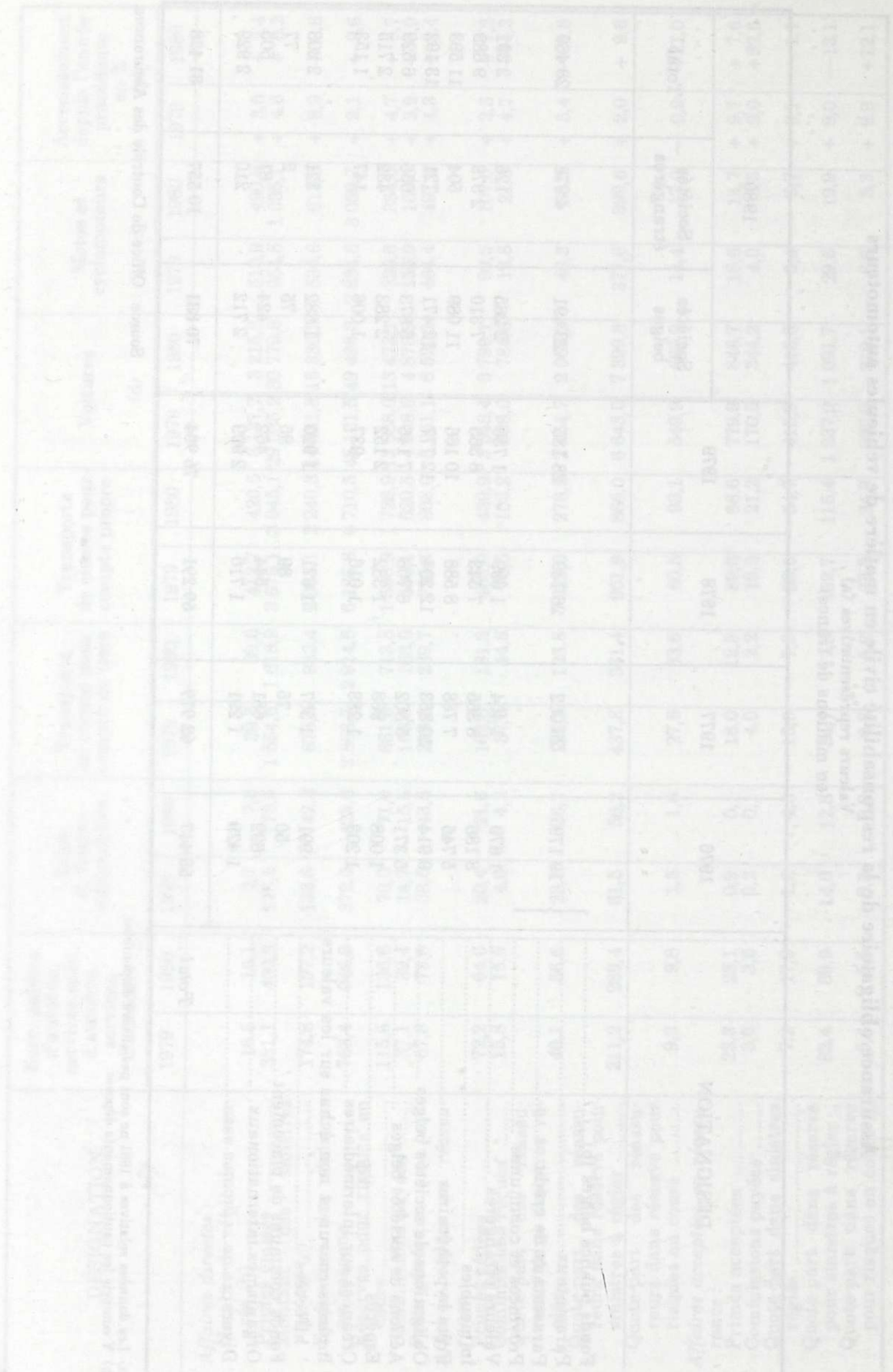
Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980		
					Sociétés belges	Sociétés étrangères	Total
Fonds publics belges (b) Parastataux Parastataux de crédit Provinces et communes	19 179	23 062	26 139	28 135	23 491	4 978	28 469
Valeurs étrangères	1 679	1 454	1 699	1 750	2 265	126	2 391
Immeubles	8 186	8 365	7 543	8 365	7 310	2 379	9 689
Prêts hypothécaires	5 745	7 788	8 588	10 166	11 089	504	11 593
Obligations de sociétés belges	9 914	10 853	12 204	12 777	12 471	721	13 192
Actions de sociétés belges	5 371	5 802	6 706	7 146	5 873	656	6 529
Espèces	1 008	968	1 382	2 152	2 283	432	2 715
Créances sur intermédiaires	1 203	1 283	1 016	937	1 006	147	1 153
Intérêts courus et non échus sur les valeurs affectées	991	1 357	1 671	1 920	1 882	321	2 203
Fonds communs de placement	50	75	89	95	75	2	77
Organismes internationaux	692	681	544	462	424	81	505
Divers	1 429	1 291	1 710	2 999	2 712	210	2 929
Total ...	**55 447**	**62 979**	**69 291**	**76 904**	**70 881**	**10 557**	**81 438**

(a) Les données relatives à 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Source : Office de Contrôle des Assurances.



QUATRIEME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE I

PRIX

En raison de la faiblesse de l'activité économique dans les pays industrialisés et de pénurie de devises dans les pays en voie de développement, la demande de matières premières est demeurée limitée en 1981. Sur les marchés des métaux non-ferreux, les prix ont marqué une tendance ascensionnelle, laquelle s'est maintenue jusqu'à la mi-septembre pour fléchir quelque peu par la suite. Les prix des céréales ont poursuivi leur effritement entamé en novembre 1980 à la suite des estimations favorables de récoltes. Sur les marchés des huiles végétales la reprise de la demande ne s'est pas manifestée. Le recul de la production de graines oléagineuses n'a pas entraîné une hausse des cours. Les prix du sucre sont descendus au fur et à mesure que la production a été réestimée en hausse. Les cotations du café et du cacao sont tombées au niveau le plus bas depuis cinq années. Dans les matières premières agricoles destinées à l'industrie, les prix de la laine n'ont fait que monter. Les prix du coton, par contre, ont été orientés à la baisse.

L'indice général des prix de gros (sans T.V.A.) a augmenté, en 1981, de 8,1 % en moyenne, contre 5,8 % en 1980. La hausse des prix de gros des produits industriels s'est élevée en moyenne à 7,5 % en 1981 contre 6,8 % en 1980. L'indice des prix de gros des produits agricoles a monté, en moyenne, de 10,6 % en 1981, contre 1,8 % en 1980.

Dans l'industrie de la construction, l'augmentation des coûts est demeurée modérée. Selon les calculs du Ministère des Affaires économiques, les prix des matériaux de construction ont grimpé, en 1981, de 5,8 % en moyenne, contre 3,9 % en 1980. L'indice ABEX, c'est-à-dire un indice semestriel des coûts de construction (coût d'étude, gros-œuvre et finition, bénéfice de l'entrepreneur et taxes) a progressé, du 1er novembre 1980 au 1er novembre 1981, de 1,9 %. Du 1er novembre 1979 au 1er novembre 1980, la montée de l'indice ABEX avait été de 6,6 %.

La légère accélération du rythme d'accroissement des prix à la consommation observée depuis le milieu de 1979 s'est encore poursuivie en 1981. L'avance moyenne de l'indice a été de 7,6 % en 1981, contre 6,7 % en 1980 et 4,5 % en 1979. L'indice des prix des produits alimentaires est passé de 3,6 % en 1980 à 6 % en 1981. Pour les produits non alimentaires, la progression est demeurée quasiment stable (9,5 % en 1981, contre 9 % en 1980). Pour les services également, l'accélération du rythme d'accroissement est restée limitée (5,9 % en 1981, contre 5,7 % en 1980), tandis que l'indice des loyers a connu un rythme plus rapide, passant de 7,6 % en 1980 à 10,2 % en 1981.

Parmi les produits alimentaires, la rubrique « pain et produits de céréales » a marqué une hausse de 4,3 % en 1981 (3,6 % en 1980). En 1982, la viande a renchéri de 3 % (3,6 % en 1980) et le poisson de 10,3 % (9,6 % en 1980). La rubrique « lait, fromage et beurre » a enregistré une hausse de 6,5 % (3,4 % en 1980), les huiles et graisses de 8,6 % (2,4 % en 1980), les légumes frais de 13,6 % (—1,9 % en 1980), les fruits frais de 17,9 % (8,5 % en 1980), les conserves de légumes et de fruits de 3,3 % (+0,4 % en 1980), les pommes de terre +16,4 % (+3 % en 1980), le sucre +5,9 % (+2,8 % en 1980) et le café a diminué de 6,7 % (+2,3 % en 1980), tandis que les sucreries, la confiserie et les autres produits alimentaires ont vu leurs prix augmenter de 5,4 % (+2,8 % en 1980). Pour les boissons non alcoolisées la progression a été de 10,8 % (5,1 % en 1980), et pour les boissons alcoolisées de 10,6 % (+3,3 % en 1980). Pour la rubrique « tabacs et produits de tabac », l'avance s'est chiffrée à 7,3 %. Pour la rubrique « articles d'habillement », l'accroissement se monte, en 1981, à 3 % et pour les chaussures à 8,6 %.

En ce qui concerne le chauffage et l'éclairage, ce sont les tarifs du gaz et les prix de combustibles liquides qui montrent la plus forte hausse (+27,6 % et +26,2 % respectivement). Pour les combustibles solides, la progression a été de 13,5 % en 1981 par rapport à 1980. Les tarifs de l'électricité ont grimpé de 13,1 % par rapport à 1980.

Dans la catégorie des meubles, des appareils ménagers et des outils, le rythme d'augmentation a été de 4 % (3,1 % en 1980) et la rubrique « soins du corps et dépenses sanitaires » montre également une légère accélération de la hausse des prix, soit de 4,8 % en 1980 à 5,6 % en 1981. Quand aux prix des voitures, ceux-ci ont augmenté de 8,2 % en 1981, tandis que pour les dépenses en rapport avec l'utilisation des voitures personnelles (dont l'essence), les prix ont diminué de 14,3 % en 1980 à 12 % en 1981. Les prix des dépenses de restaurant, de café et d'hôtel ont connu des hausses de 3,8 % en 1980 et de 5,2 % en 1981.

Une comparaison au niveau international fait apparaître qu'en 1981 les prix à la consommation ont légèrement augmenté dans certains pays à rythme modéré d'inflation, dont la République fédérale et les pays du Benelux, tandis que dans quelques pays à taux d'inflation plus élevé (dont la France et le Danemark), une stabilisation est intervenue. Une certaine décroissance du rythme d'inflation a pu être enregistrée en Italie (de 21,2 % en 1980 à 19,6 % en 1981), aux Etats-Unis (de 13,5 % en 1980 à 10,4 % en 1981) et au Royaume-Uni où ce taux a pu être ramené de 18 % en 1980 à 11,9 % en 1981.

*
* *

Indices des prix de gros

(1953=100)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1977 Moyenne (a)	211,7	222,0	204,5	213,5	225,2	182,8	182,7	223,8	222,8	211,2
1977 Moyenne (b)	188,1	210,1	194,1	201,9	196,0	163,2	165,0	192,2	193,6	184,8
1978 Moyenne (a)	206,4	210,7	185,7	198,6	224,6	176,8	178,8	217,6	223,0	208,3
1978 Moyenne (b)	184,6	199,4	176,3	187,8	196,9	159,2	162,6	188,7	195,3	183,7
1979 Moyenne (a)	219,4	228,4	193,5	212,9	233,3	199,4	194,6	230,6	232,8	220,9
1979 Moyenne (b)	196,2	216,1	183,7	201,3	204,6	179,6	176,9	200,0	203,9	194,9
1980 Moyenne (a)	232,0	238,3	188,6	216,8	249,0	217,6	207,9	251,5	245,1	235,6
1980 Moyenne (b)	207,5	225,5	179,0	204,9	218,4	195,9	189,1	218,1	214,7	208,1
1981 Moyenne (a)	251,6	265,4	204,2	239,7	267,9	242,1	229,0	269,5	262,4	254,6
1981 Moyenne (b)	224,4	251,2	193,8	226,6	234,1	217,5	207,8	232,8	228,9	223,8
1981 (b) Janvier	214,6	236,8	191,6	216,4	226,1	201,9	195,5	220,8	222,3	214,0
Février	216,4	238,4	192,7	217,8	227,2	205,9	197,5	224,3	223,3	216,0
Mars	218,1	242,8	188,8	218,9	228,8	208,0	201,0	225,1	224,6	217,8
Avril	220,7	249,1	191,9	224,3	230,4	210,4	203,1	228,0	225,6	219,7
Mai	223,1	255,4	192,2	228,1	232,2	215,7	207,2	229,4	226,9	221,8
Juin	224,4	259,7	188,6	229,3	233,0	218,7	208,7	231,7	227,4	223,1
Juillet	228,5	257,2	201,2	233,1	235,2	227,4	214,8	236,9	229,6	227,3
Août	229,3	255,1	198,2	231,4	237,0	228,1	214,8	238,7	231,8	228,7
Septembre	229,5	261,9	189,7	232,2	238,3	224,5	212,5	240,0	232,5	228,7
Octobre	228,5	250,7	192,7	226,5	239,5	222,7	212,8	239,1	233,4	229,0
Novembre	229,3	251,0	199,5	229,4	239,9	223,0	212,2	238,9	234,4	229,2
Décembre	230,7	255,9	198,0	231,9	241,1	223,5	213,6	240,5	235,2	230,4

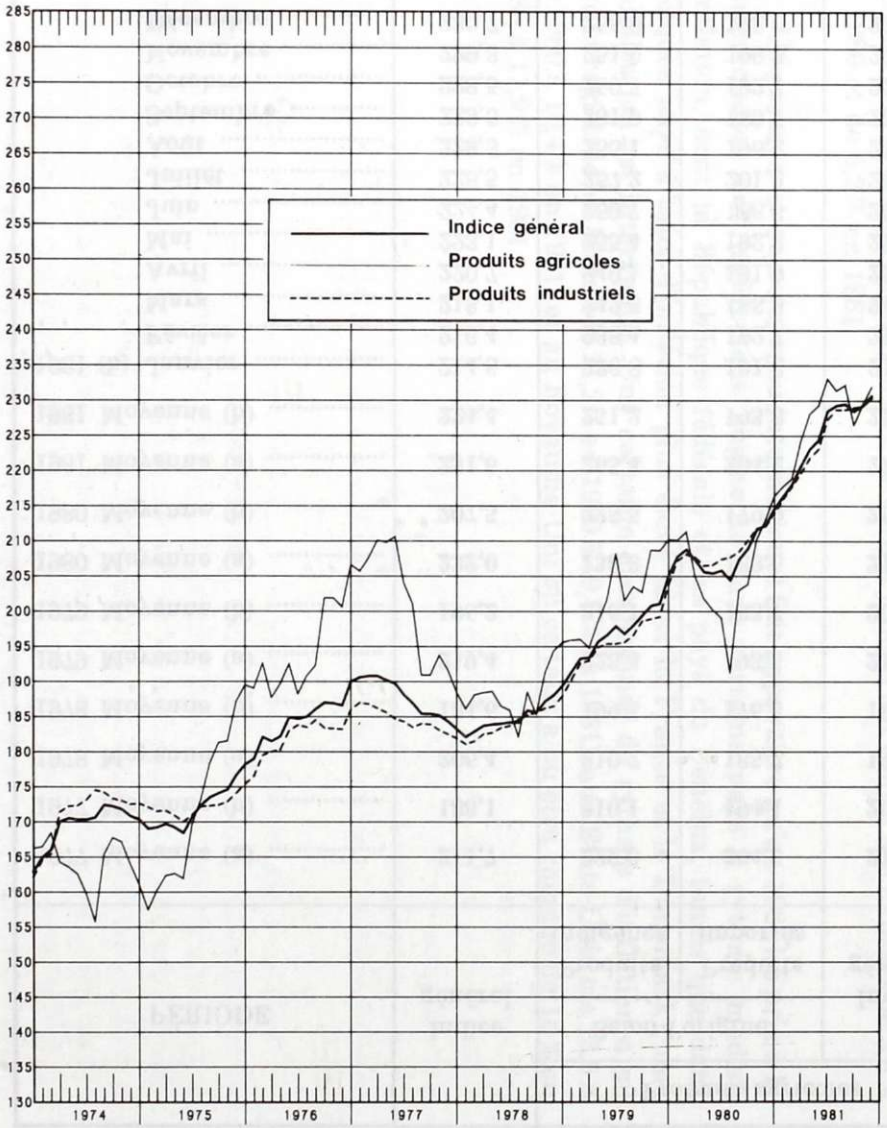
(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

T.V.A. exclue

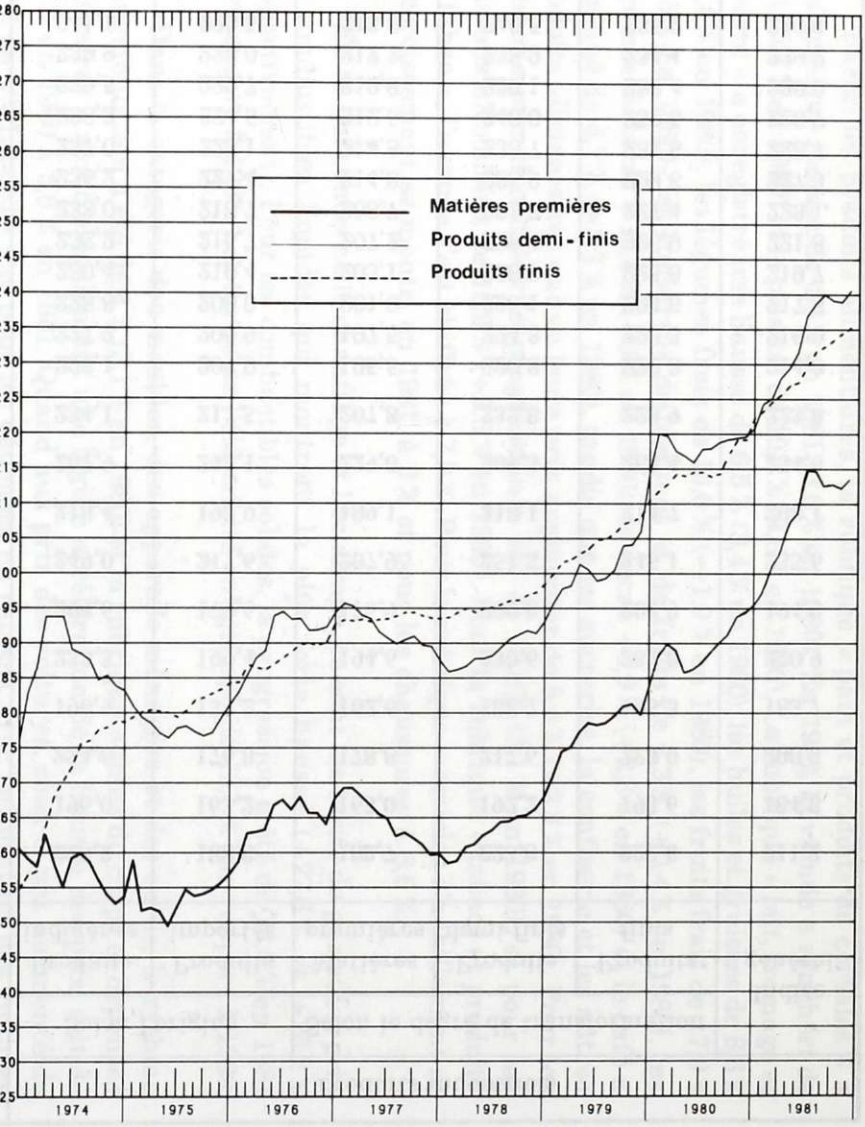
(1953=100)



Indices des prix de gros des produits industriels

T.V.A. exclue

(1953=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices particuliers des prix de gros

(1953=100)

PÉRIODE	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1977 Décembre (a)	227	163	158	194	158	166	118	179	195	146	276	188
1977 Décembre (b)	240	172	176	217	180	195	125	212	224	162	325	218
1978 Décembre (a)	215	177	186	199	161	172	139	183	198	146	283	192
1978 Décembre (b)	228	186	206	220	181	200	148	212	225	165	327	220
1979 Décembre (a)	231	189	198	232	167	182	156	197	205	152	290	204
1979 Décembre (b)	245	199	219	258	187	211	165	228	232	170	336	234
1980 Décembre (a)	227	200	234	263	191	179	179	197	221	162	306	204
1980 Décembre (b)	241	211	260	292	215	207	189	228	250	182	354	234
1981(a) Janvier	230	204	237	266	195	179	178	197	222	166	306	204
Février	232	205	239	274	196	179	159	197	226	168	306	206
Mars	237	203	240	276	196	180	172	198	225	168	315	207
Avril	242	208	242	284	197	180	170	198	227	169	315	209
Mai	245	213	250	287	199	179	194	198	231	172	314	211
Juin	247	213	256	291	202	180	179	195	232	172	314	212
Juillet	246	221	265	298	207	181	184	207	234	174	315	217
Août	249	216	260	298	211	181	172	207	235	175	322	218
Septembre	257	210	254	301	212	182	152	207	230	174	327	217
Octobre	260	199	255	304	213	183	155	207	228	174	328	216
Novembre	261	203	256	302	215	183	153	207	232	174	328	216
Décembre	268	202	254	303	216	186	148	207	233	176	328	218
1981 Décembre (b)	284	213	283	338	244	218	157	242	266	199	383	252

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Catégories d'articles							
	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, ustensiles de ménage et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	264,20	96,10	151,40	104,60	39,80	142,10	76,10	125,70
1977 Moyenne	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978 Moyenne	128,54	125,61	128,37	118,76	131,54	128,37	122,56	135,87
1979 Moyenne	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,69
1980 Moyenne	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981 Moyenne	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1981 Janvier	138,60	136,88	179,22	129,07	148,48	157,58	134,80	154,13
Février	139,13	137,34	183,69	129,71	148,74	159,74	135,09	154,51
Mars	139,90	138,15	185,90	130,22	148,87	159,98	135,43	156,29
Avril	139,04	138,19	185,25	130,26	149,92	160,12	135,16	157,91
Mai	138,95	138,43	184,25	130,41	150,00	161,10	135,16	156,99
Juin	138,79	138,84	187,15	130,80	150,44	163,11	136,05	156,81
Juillet	141,53	138,89	191,27	130,99	150,44	167,14	137,32	160,17
Août	142,30	138,96	192,09	131,09	150,52	168,88	137,33	161,31
Septembre	144,45	139,49	196,00	131,51	151,89	168,87	138,69	161,56
Octobre	145,54	140,63	195,05	132,15	156,22	167,88	139,51	163,03
Novembre	147,68	142,44	199,22	133,03	157,38	167,96	140,42	162,79
Décembre	149,10	144,10	201,14	133,92	157,49	167,60	141,10	163,47

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Groupes				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non-alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	**251,50**	**427,90**	**270,60**	**50,00**	**1 000,00**
1977 Moyenne	**125,46**	**166,00**	**129,94**	**118,92**	**122,30**
1978 Moyenne	**127,28**	**119,87**	**140,75**	**127,52**	**127,77**
1979 Moyenne	**127,90**	**127,04**	**148,52**	**135,14**	**133,48**
1980 Moyenne	**132,53**	**138,51**	**157,01**	**145,36**	**142,35**
1981 Moyenne	**140,45**	**151,66**	**166,24**	**160,21**	**153,21**
1981 Janvier	137,11	145,27	162,39	155,02	148,34
Février	137,64	147,39	162,80	158,29	149,66
Mars	138,42	148,55	163,81	158,20	150,62
Avril	137,50	148,33	164,63	158,78	150,54
Mai	137,39	148,29	164,35	159,00	150,43
Juin	137,21	150,05	164,60	159,99	151,26
Juillet	139,98	152,84	166,46	161,38	153,72
Août	140,56	153,76	167,09	162,04	154,46
Septembre	142,60	155,44	167,83	162,25	155,90
Octobre	143,69	155,02	169,69	162,31	156,50
Novembre	145,92	157,03	170,14	162,55	158,06
Décembre	147,40	157,90	171,12	162,65	159,07

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

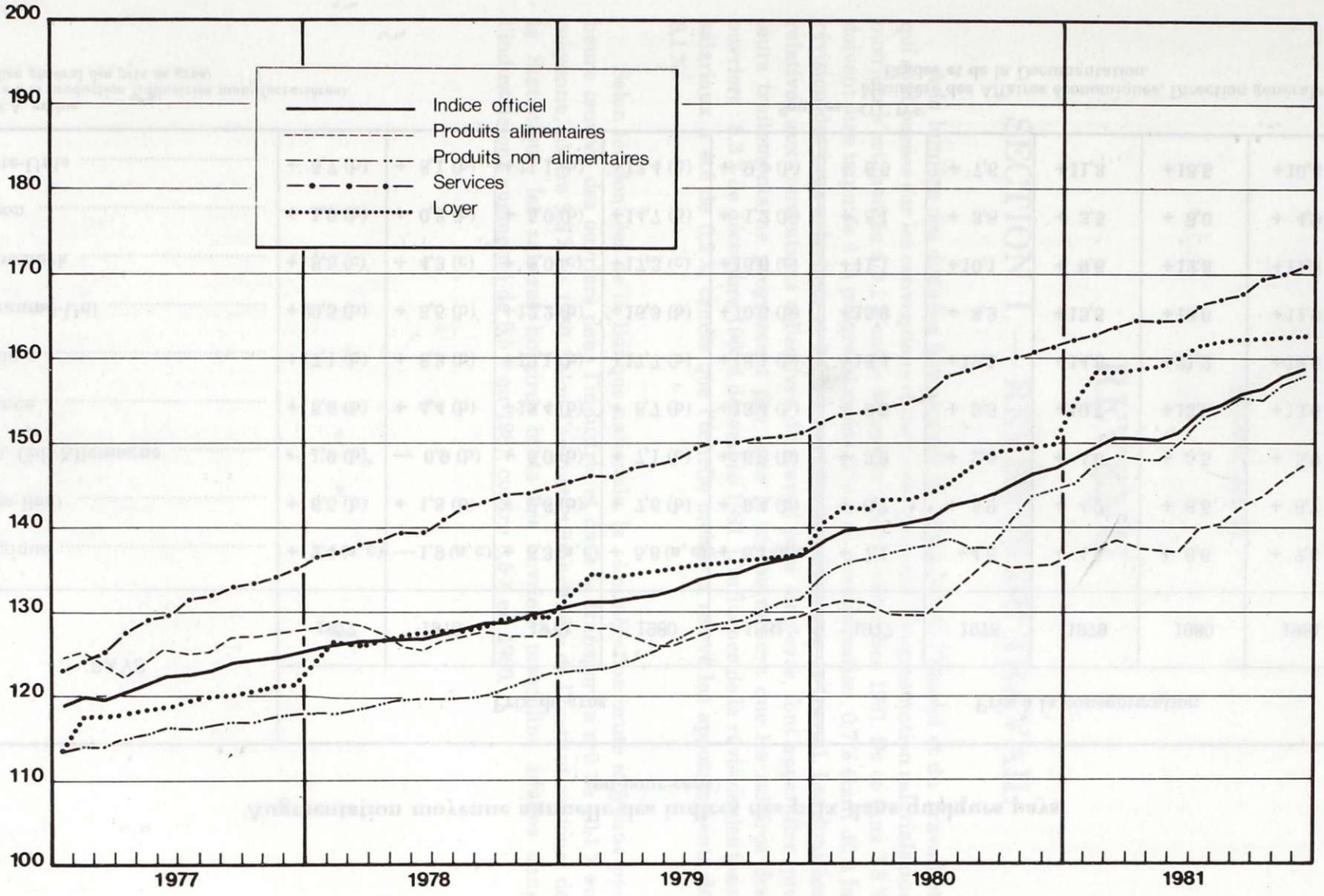
Indice général des prix à la consommation

PERIODE	Base 1953=100	Base 1966=100	Base 1971=100	Base juill. 1974 juin 1975 =100
1972	**162,88**	**125,37**	**105,45**	**76,97**
1973	**174,20**	**134,09**	**112,78**	**82,32**
1974	**196,30**	**151,09**	**127,08**	**92,76**
1975	**221,35**	**170,38**	**143,31**	**104,60**
1976	**241,63**	**185,99**	**156,44**	**114,19**
1977	**258,80**	**199,20**	**167,55**	**122,30**
1978	**270,37**	**208,11**	**175,04**	**127,77**
1979	**282,45**	**217,41**	**182,86**	**133,48**
1980	**301,23**	**231,86**	**195,02**	**142,35**
1981	**334,21**	**249,55**	**209,90**	**153,21**
1981 Janvier	313,90	241,61	203,22	148,34
Février	316,70	243,76	205,03	149,66
Mars	318,73	245,33	206,35	150,62
Avril	318,56	245,20	206,24	150,54
Mai	318,32	245,02	206,09	150,43
Juin	320,08	246,37	207,22	151,26
Juillet	325,29	250,38	210,59	153,72
Août	326,85	251,58	211,61	154,46
Septembre	329,90	253,93	213,58	155,90
Octobre	331,17	254,90	214,40	156,50
Novembre	334,47	257,44	216,54	158,06
Décembre	336,61	259,09	217,92	159,07

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation de 1977 à 1981

(base juillet 1974 - juin 1975 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
Belgique	+ 2,4 (a, c)	— 1,9 (a, c)	+ 6,3 (a, c)	+ 5,8 (a, c)	+ 8,1 (a, c)	+ 7,1	+4,5	+ 4,5	+ 6,6	+ 7,6
Pays-Bas)	+ 6,5 (b)	+ 1,8 (b)	+ 2,6 (b)	+ 7,6 (b)	+ 9,4 (b)	+ 6,7	+ 3,9	+ 4,2	+ 6,5	+ 6,7
Rép. féd. Allemagne	+ 1,9 (b)	— 0,9 (b)	+ 5,0 (b)	+ 7,1 (b)	+ 6,3 (b)	+ 3,9	+ 2,6	+ 4,0	+ 5,5	+ 5,9
France	+ 5,6 (b)	+ 4,4 (b)	+13,4 (b)	+ 8,7 (b)	+13,4 (b)	+ 9,5	+ 9,3	+10,7	+13,6	+13,6
Italie	+17,1 (b)	+ 8,3 (b)	+12,1 (b)	+17,7 (b)	+18,1 (b)	+18,4	+12,1	+14,8	+21,2	+19,5
Royaume-Uni	+20,5 (b)	+ 8,5 (b)	+12,2 (b)	+16,3 (b)	+10,6 (b)	+15,9	+ 8,2	+13,5	+18,0	+11,9
Danemark	+ 8,3 (c)	+ 4,3 (c)	+ 9,0 (c)	+17,3 (c)	+16,0 (c)	+11,1	+10,1	+ 9,6	+12,3	+11,8
Japon	+ 1,9 (b)	+ 0,3 (b)	+ 5,0 (b)	+14,7 (b)	+ 1,2 (b)	+ 8,1	+ 3,8	+ 3,5	+ 8,0	+ 4,9
Etats-Unis	+ 5,7 (b)	+ 8,1 (b)	+11,1 (b)	+13,4 (b)	+ 9,3 (b)	+ 6,5	+ 7,6	+11,3	+13,5	+10,4

(a) T.V.A. exclue.
(b) Prix à la production (industries manufacturières).
(c) Indice général des prix de gros.

Sources : O.C.D.E.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE II

REVENU

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL

A la lumière des données fournies par le Ministère de l'Emploi et du Travail et qui sont basées sur les conventions collectives du travail, l'augmentation salariale des ouvriers s'est montée à 9,1 % entre décembre 1980 et décembre 1981. De ce taux 7,8 % doivent être imputés à la progression des prix à la consommation, 0,7 % étant dû à la révision des taux salariaux et 0,6 % à la réduction du temps de travail. Les données relatives aux conventions collectives du travail pour employés, font apparaître que leurs traitements ne progressent pas dans la même mesure que les salaires des ouvriers : 8,3 % de décembre 1980 à décembre 1981. L'influence de la révision des taux salariaux a été de 0,2 %, tandis que l'échelle mobile a relevé les appointements de 8,1 %.

Selon les données de la Banque nationale, la rémunération brute moyenne par heure œuvrée des ouvriers dans l'industrie et dans le transport a crû de 10,1 % en moyenne, contre 9,3 % en 1980. Selon l'enquête trimestrielle de l'Institut national de la Statistique, les salaires horaires bruts des ouvriers masculins adultes dans l'industrie ont augmenté de 9,5 % en 1981, contre 8,5 % en 1980.

*
* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes
(1975=100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1980				1981			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	166,7	168,5	171,8	176,1	180,2	181,9	186,4	191,8
Energie et eau	147,6	149,8	150,7	158,2	162,4	162,8	166,3	169,8
Industries manufacturières :	145,4	149,2	152,2	155,7	159,6	161,0	164,6	174,8
dont : produits alimentaires	153,4	157,3	159,2	163,5	168,8	169,2	176,0	178,0
textiles	139,0	147,7	149,5	152,6	155,8	162,8	164,6	168,1
confection, chaussures	141,4	144,2	150,3	152,1	157,9	161,1	161,4	169,8
chimie	149,0	149,0	152,0	155,1	158,2	158,2	164,5	167,8
métallurgie	140,8	145,7	148,8	151,6	155,0	155,4	158,4	164,4
fabrications métalliques	145,0	147,9	150,7	153,8	156,8	156,9	160,1	166,7
Construction	156,5	162,2	163,5	166,3	172,1	175,7	177,5	181,7
Commerce	152,6	156,4	158,8	162,1	167,2	169,0	173,0	177,8
Transports	152,2	153,5	156,9	160,6	164,2	166,4	169,3	172,8
Services	154,0	154,5	157,6	160,1	165,0	165,9	170,3	172,6
Indice général ...	**148,7**	**152,6**	**155,2**	**158,7**	**163,1**	**165,0**	**168,4**	**173,2**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires
(1970=100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1975	216	205	214	225	223	211	216	202	199	195
1976	240	227	239	246	246	241	254	224	221	216
1977	262	249	263	267	270	269	283	245	241	235
1978	281	265	281	285	289	288	311	262	257	250
1979	302	285	301	308	312	310	338	281	275	266
1980	330	311	328	344	340	343	365	300	293	284
1981 (c)	363	335	360	..	367	..	..	327	318	308
1980 Mars	316	301	317	335	325	312	336	288	282	274
Juin	326	309	325	339	336	322	350	298	290	281
Septembre	331	314	331	339	341	318	345	302	295	285
Décembre	348	321	339	360	359	420	430	314	305	295
1981 Mars (c)	348	328	351	364	359	348	365	313	305	296
Juin (c)	361	331	356	362	373	..	..	325	316	305
Septembre (c)	362	336	360	354	357	..	..	325	317	307
Décembre (c)	384	347	371	..	379	..	..	345	335	323

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1981 (a)

(en francs)

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**286,14**	**251,82**	**(b)**
Electricité et gaz	**(b)**	**(b)**	**(b)**
Industrie manufacturière	**227,21**	**249,51**	**226,33**
Sidérurgie	(b)	(b)	(b)
Industrie des métaux non ferreux	281,73	269,66	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	249,54	241,56	(b)
Raffinage de pétrole	376,40	(b)	(b)
Industrie chimique	284,67	264,35	207,46
Construction d'automobile et pièces détachées	246,31	248,98	253,55
Construction et assemblage de véhicules automobiles, et construction des moteurs pour ceux-ci	287,87	(b)	253,55
Chantiers navals	264,28	231,71	(b)
Construction électrique	234,66	254,56	223,69
Industrie du bois et du meuble	219,58	208,31	223,34
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	242,17	254,0	256,50
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	223,76	230,78	(b)
Industrie du cuir	183,51	211,42	157,74
Industrie du textile	193,44	187,80	167,15
Industrie de l'habillement	162,88	168,37	173,92
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	220,39	227,51	224,56
Construction	**243,10**	**248,13**	**252,21**
Ensemble de l'industrie	**230,28**	**249,57**	**231,74**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires. A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée (a)

(en francs)

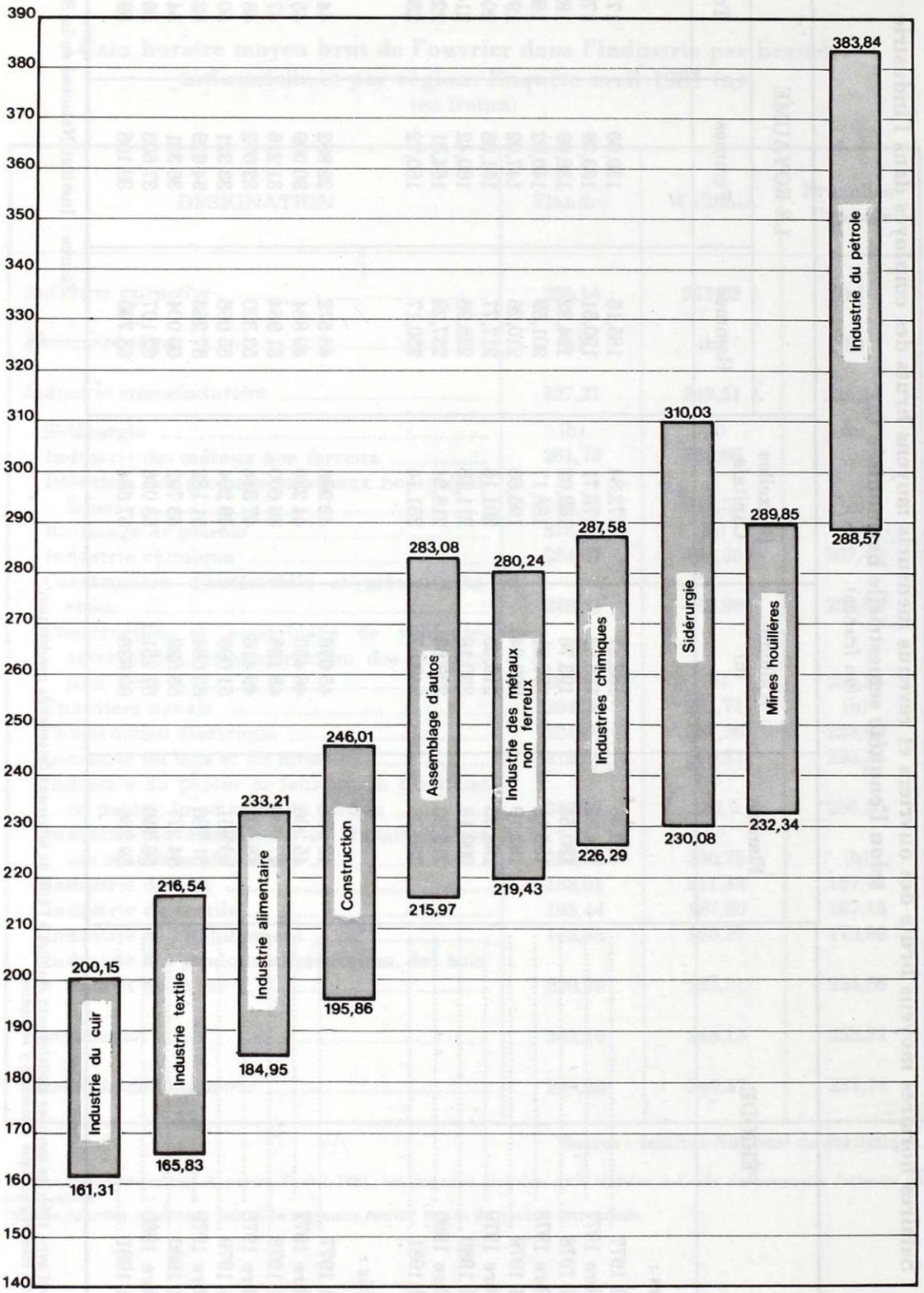
PÉRIODE	Flandre	Wallonie (b)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1977	170,38	182,27	172,34	185,16	130,60	173,98
Octobre 1977	174,83	188,62	176,71	190,51	133,39	178,88
Avril 1978	180,55	193,76	183,02	194,82	138,09	182,84
Octobre 1978	185,11	199,21	188,17	201,59	140,92	189,23
Avril 1979	192,19	209,64	195,60	210,26	147,02	197,33
Octobre 1979	198,05	219,49	201,16	217,77	151,68	204,27
Avril 1980	209,13	230,10	211,18	228,98	160,42	214,97
Octobre 1980	215,90	239,63	218,24	237,23	164,61	222,39
Avril 1981	230,28	249,57	231,74	250,17	180,72	235,93
Employés :						
Avril 1977	43 968	45 076	42 996	48 572	28 882	44 018
Octobre 1977	45 206	46 453	44 239	49 884	30 009	45 288
Avril 1978	47 000	48 188	46 600	51 964	31 216	47 166
Octobre 1978	48 308	49 416	47 384	53 320	32 072	48 406
Avril 1979	49 961	51 096	49 204	55 066	33 321	50 037
Octobre 1979	51 766	53 684	51 182	57 263	34 629	52 028
Avril 1980	54 277	55 529	53 702	60 004	36 331	54 529
Octobre 1980	56 346	57 251	55 056	62 107	37 603	56 440
Avril 1981	59 286	60 635	57 684	65 790	39 108	59 622

Source : Institut National de la Statistique.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries (a)

(avril 1978 à avril 1981)



Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.

Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	422,4	134,2	31,8
1971 (c)	478,2	153,8	32,2
1972 (c)	543,7	174,3	32,1
1973 (c)	632,7	202,2	32,0
1974 (c)	773,6	243,2	31,4
1975 (c)	897,1	296,1	33,0
1976 (c)	1 008,5	330,8	32,8
1977 (c)	1 110,0	365,8	33,0
1978 (c)	1 179,8	385,5	32,7
1979 (c)	1 269,9	412,7	32,5
1980 (c)	1 377,7	446,0	32,4

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1977 (b)	1978 (b)	1979 (b)	1980 (b)
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	115 291	122 290	130 399	140 427
Maladie-invalidité	84 964	90 447	96 878	105 408
Chômage	19 169	20 144	21 263	22 746
Allocations familiales	65 415	69 524	74 659	80 589
Vacances annuelles	53 656	56 075	58 374	61 928
Maladies professionnelles	5 379	5 764	6 251	6 736
Accidents du travail	3 338	3 587	3 856	4 162
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence — construction	10 718	11 049	11 429	13 060
Sécurité d'existence — autres secteurs	2 685	2 868	2 956	3 352
Fermeture d'entreprises	1 518	2 138	2 331	2 786
Crédit d'heures	3	1	327	353
Total ...	**362 133**	**383 887**	**408 723**	**441 547**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES

Comme dans beaucoup de domaines, il convient de déplorer l'hétérogénéïté des données qui permettent d'apprécier la rentabilité des entreprises ainsi que le manque de continuité dans les méthodes et la présentation.

Comme on le sait, l'I.N.S. a transmis sa mission à la Centrale des Bilans pour les années postérieures à 1976. Quant à la centrale des bilans, les données pour 1980 ne seront pas disponibles avant le début du mois de juillet.

Dans un but de continuité et afin de permettre l'étude des observations sur une période de temps relativement longue, nous recourons comme par le passé aux échantillons d'entreprises établis par les services d'études de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Kredietbank.

L'échantillon retenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas représente une part importante des Fonds propres des sociétés belges soumises à la réglementation comptable, sa continuité dans le temps permet de tracer l'évolution des entreprises côtées depuis 1970.

L'analyse de la santé financière des entreprises industrielles en Belgique montre clairement la cassure qui s'est produite en 1980 alors qu'en 1979, les motifs de satisfaction avaient été tangibles avec le redressement de la rentabilité surtout visible dans les secteurs des sociétés pétrolières et de l'industrie chimique (1).

Parmi les éléments qui ont déterminé ce revirement, l'accroissement des charges financières sous l'effet du bouleversement des taux d'intérêt au niveau international après une période de détérioration des structures financières des entreprises belges, intervient pour une part non négligeable.

Le coefficient des dettes à long terme sur fonds propres n'était que de 31 % en 1970; il a franchi le cap des 50 % en 1975, pour ensuite se stabiliser aux alentours de 70 % après l'amélioration observée en 1979. L'impact des charges financières sur les résultats a effectivement commencé dans la plupart des secteurs industriels à se manifester de manière significative en 1980.

L'envolée des taux d'intérêt avait débuté au quatrième trimestre 1978 et le retard de son effet sur les résultats des entreprises provient du fait qu'une grande partie des charges financières est fixée pour plus d'un an, les variations de taux n'effectant que la charge des dettes à court terme et celle des dettes nouvellement contractées. Cela signifie que cette charge risque de s'aggraver au rythme du remplacement progressif des emprunts anciens venant à échéance au cours des prochaines années.

---

(1) Voir la note en fin de la section.

Les taux de base bancaires ayant presque doublé de 1977 à 1980, le coût de l'endettement est passé de 3,6 % en 1977 à 5,1 % en 1980. Etant donné la structure financière des entreprises (répartition fonds propres — dettes à long terme — dettes à court terme). Les charges financières sont intervenues en 1980 pour près de 4 % dans l'ensemble des coûts des entreprises alors qu'en 1977 leur part n'était que de 3 %.

La rentabilité des fonds propres de l'ensemble des entreprises s'en est ressentie pour se fixer à 0,5 % en 1980 contre 4 % en 1979, 2,1 % en 1978 et —1,3 % en 1977 coincées qu'elles sont entre des hausses de coûts rapides et des marchés anémiés. Comme relevé les années précédentes, il y a un rapport évident entre rentabilité et volume de la production.

Après un premier trimestre encore excellent, l'activité économique s'est dégradée à vive allure en 1980 si bien qu'en fin de compte la production industrielle s'est en moyenne stabilisée à peu de choses près au niveau de 1979. En ce qui concerne le bénéfice brut, une diminution de 25 % environ a été notée dans l'industrie en 1980 par rapport à 1979 (1).

La détérioration la plus forte a touché une fois de plus la sidérurgie, seul secteur à enregistrer un résultat brut négatif. Une nette amélioration du bénéfice brut n'a été observée que dans le secteur des métaux non ferreux. Pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, la rentabilité globale qui s'était redressée en 1979 pour atteindre 3,6 % des fonds propres s'est lourdement replié pour atteindre —7,4 % en 1980.

L'endettement à long terme s'est à nouveau accru. Si en 1979, la rentabilité du capital à risque engagé était déjà nettement insuffisante pour la quasi totalité des secteurs et certainement pour l'industrie, en 1980 la situation est devenue franchement critique pour un grand nombre de secteurs.

L'industrie considérée dans son ensemble a affiché une rentabilité nette négative par suite des mauvais résultats de l'industrie sidérurgique qui avec l'industrie textile a essuyé des pertes.

La mauvaise évolution conjoncturelle qui a surtout marqué le second semestre de 1980 a eu des effets catastrophiques sur l'industrie sidérurgique. La hausse persistante des coûts de l'énergie, des minerais, des salaires, des charges financières et l'effondrement concomitant des prix de vente et la diminution des volumes de production ont provoqué un gonflement sensible des pertes.

Pour 1981, les estimations disponibles sont rien moins que rassurantes. En effet, en 1981, la production a continué à régresser alors que les prix de vente augmentaient à peine et que les coûts poursuivaient leur ascension.

L'industrie du textile et de la confection a affiché en 1980 une hausse assez prononcée du chiffre d'affaires résultant en grande partie de hausses de prix. Les

(1) Voir la note en fin de la section.

résultats ont toutefois évolué déplorablement dégageant une perte nette après le bénéfice enregistré en 1979.

L'industrie chimique s'est elle-aussi trouvée coincée entre les coûts en hausse rapide et des marchés anémiés. Le bénéfice net courant a diminué de 60 %. Les hausses de coûts (matières premières et salaires) n'ont pu qu'être imparfaitement incorporées dans les prix de vente en raison de la détérioration rapide des débouchés surtout dans l'industrie automobile et la construction.

Contrairement à la plupart des autres secteurs industriels, le secteur des non-ferreux a passé une assez bonne année. La hausse des prix des produits de ces entreprises qui s'est surtout manifestée dans la première moitié de l'année 1980, à la suite des tensions politiques internationales, a assuré une meilleure utilisation des capacités de production et un accroissement du chiffre d'affaires. Selon toute probabilité, l'évolution favorable de 1980 ne se répétera pas en 1981 dans ce secteur très cyclique.

Dans le secteur de l'industrie du bois d'importantes hausses du chiffre d'affaires ont été réalisées en 1980 à l'étranger grâce à un accroissement des exportations de l'industrie du meuble. Cette tendance se confirme en 1981. La démographie doit normalement être favorable à l'industrie du meuble pendant les dix prochaines années pour plusieurs pays.

Les entreprises d'utilité publique (eau - gaz - électricité) peuvent être satisfaites des résultats obtenus en 1980.

L'évolution satisfaisante du chiffre d'affaires dans le secteur du commerce (+14 % environ) n'a pas empêché un resserrement notable des marges provoqué par une forte hausse des coûts salariaux et la réduction du temps de travail.

Le secteur important et très diversifié des transports et services divers s'est franchement mieux comporté que l'ensemble des secteurs industriels en 1980. Le bénéfice net courant s'est accru d'un peu plus de 24 %. Ce sont surtout la navigation et plusieurs services des entreprises qui contribuent à cette amélioration.

Les banques n'ont pas été en mesure d'échapper aux conséquences du mauvais climat économique. Cela se traduit par une baisse de 12 % du bénéfice net malgré l'augmentation des crédits en faveur des pouvoirs publics et de l'étranger. Pour les caisses d'épargne, l'année 1980 a été catastrophique sur toute la ligne.

---

(1) Kredietbank : Bulletin hebdomadaire n° 35, 2 octobre 1981.

Rentabilité et endettement des entreprises belges (a)

DÉSIGNATION (b)	1979					1980				
	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F) (c)	% (d)	Bénéfice net recalculé (10^6 F) (e)	% (f)	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F) (c)	% (d)	Bénéfice net recalculé (10^6 F) (e)	% (f)
1. Divers (g)	5 955	2 017	33,9	137	2,3	10 749	8 504	79,1	136	1,3
2. Pétrole	56 873	51 097	89,8	14 381	25,3	62 318	48 652	89,8	11 729	25,3
3. Electricité	75 887	89 646	118,1	7 791	10,3	79 169	113 287	143,1	8 079	10,2
4. Distribution	8 527	9 124	107,0	1 189	13,9	9 046	9 375	103,6	1 459	16,1
5. Trusts	23 650	2 331	9,9	2 012	8,5	23 388	2 269	11,4	1 626	7,0
6. Banques	53 628	—	—	3 668	6,8	61 227	N.S.	N.S.	4 473	7,3
7. Chimie	49 522	15 477	31,3	4 516	9,1	51 450	15 297	29,7	3 790	7,4
8. Transport (g)	3 579	5 372	150,1	— 29	— 0,8	—	—	—	—	—
9. Holdings	48 511	12 070	24,9	1 672	3,4	44 563	11 048	24,8	226	0,5
10. Fabrications métalliques	14 153	14 321	101,2	426	3,0	15 015	12 905	85,9	— 65	— 0,4
11. Matériel électrique	4 453	8 316	186,8	— 493	—11,1	4 580	5 878	128,3	201	4,4
12. Construction	11 959	8 427	70,5	586	4,9	13 354	6 518	48,8	— 56	— 0,4
13. Immobilier	3 703	18 921	511,0	182	4,9	2 908	1 153	39,6	81	2,8
14. Alimentation	3 686	883	24,0	58	1,6	2 870	209	7,3	108	3,8
15. Textile	3 833	943	24,6	76	2,0	3 723	989	26,6	— 110	— 3,0
16. Verre	13 403	3 606	26,9	— 476	— 3,6	12 379	3 044	24,6	— 377	— 3,0
17. Plantation	1 243	2	0,2	— 282	—22,7	1 141	2	0,2	21	1,8
18. Non-ferreux	36 772	6 153	16,7	— 98	— 0,3	34 002	7 291	21,4	— 166	— 0,5
19. Papier	2 812	2 280	81,1	123	4,4	2 899	1 939	66,9	112	3,9
20. Sidérurgie	33 925	48 455	142,8	—7 719	—22,8	22 180	53 450	241	—13 128	— 59,2
21. Charbonnages	938	68	7,2	— 594	—63,3	637	58	9,1	— 826	—129,7
Total avec charbonnages	**457 012**	**299 509**	**74,2**	**27 126**	**5,9**	**457 598**	**302 268**	**76,2**	**17 313**	**3,8**
Total sans charbonnages	**456 074**	**299 441**	**74,4**	**27 720**	**6,1**	**456 961**	**302 210**	**76,4**	**18 139**	**4,0**
Total sans sidérurgie ...	**423 087**	**251 054**	**68,0**	**34 845**	**8,2**	**435 418**	**248 818**	**68,0**	**30 441**	**7,0**

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Classés d'après le pourcentage des bénéfices nets recalculés par rapport aux fonds propres en 1976.
(c) Secteur bancaire excepté.
(d) Dettes à long terme par rapport aux fonds propres en %.
(e) Bénéfice net recalculé = Résultat net — résultat exceptionnel — tantièmes.
(f) Bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.
(g) Le secteur divers comprend depuis 1980 une entreprise de transport.

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique, Notes économiques, n[r] 39, septembre 1981.

Rendement des sociétés pa
Sociétés ayant leur principa
(évolutio

DESIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	
Soldes bénéficiaires nets rapportés aux capitaux et réserves (en %) :														
1971	12,67	12,37	6,49	5,96	9,16	9,62	6,68	9,70	1,21	4,84	2,48	7,04	7,7	64
1972	12,11	12,91	6,05	—1,50	6,00	8,95	2,32	3,90	4,06	7,49	—3,22	7,43	6,4	77
1973	11,10	12,61	7,74	3,46	9,69	9,69	1,77	6,13	5,11	7,33	7,78	7,35	10,0	52
1974	10,83	12,18	7,76	3,36	16,08	9,08	8,37	9,91	4,78	7,77	12,64	10,54	10,6	96
1975	6,30	11,91	7,79	3,50	9,23	4,17	9,70	10,31	0,14	3,96	—3,01	13,22	—0,3	27
1976 (e)	10,30	13,26	4,16	—1,48	3,12	5,21	—14,56	—0,63	—3,36	4,36	- 11,33	2,86	- 26,4	70
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :														
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29	4,	,75
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61	3,	,80
1973	6,81	7,93	4,96	2,11	3,58	3,76	1,95	3,63	1,55	4,07	0,67	4,95	4,	,89
1974	6,83	8,83	5,75	3,46	3,68	4,61	4,33	5,01	1 80	3,73	1,19	5,74	6,	,27
1975	4,96	8,77	5,77	4,43	4,16	3,89	4,86	5,80	1,90	2,92	0,72	7,28	3,	,49
1976 (e)	5,40	8,48	5,18	2,66	3,01	3,15	0,52	1,90	0,91	2,53	0,73	4,44	1,	,58
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :														
1971	55,20	62,30	67,70	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1	5	9,7
1972	56,40	61,50	73,70	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7	6	8,9
1973	61,40	62,90	64,10	61,1	37,0	38,8	110,0	59,2	30,4	55,4	8,6	66,4	4	2,6
1974	63,00	72,40	74,10	103,0	22,8	50,7	51,7	50,6	37,6	48,0	9,4	54,4	5	3,0
1975	78,68	73,63	74,07	126,5	45,1	93,3	50,1	56,3	1 379,1	73,7	—	55,1		2,4
1976 (e)	52,38	63,94	124,62	—	96,5	60,5	—	—	—	57,9	—	155,5		9,6

(a) Les données reprises dans cette statistique se rapportent aux exercices dont les dividendes ont été payés dans l'année « t ». Ces exercices se répartissent donc sur les années « t-1 » et « t ». Les données relatives à 1977, 1978, 1979, 1980 et 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1973, les montants concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA ne sont plus repris dans cette statistique.
(c) La rubrique « Electricité » comprend les entreprises privées de production, de la coordination de la production et de distribution d'énergie électrique.
(d) Quoique non détaillés dans ce tableau, les montants se rapportant aux secteurs suivants : « Eau; Déchets et récupération; Diamant; Agriculture, horticulture, pêche et élevage » et quelques autres non dénommés, sont cependant inclus dans les totaux.
(e) Données provisoires.

...s belges (suite) (a)
...'exploitation en Belgique
...teur)

Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
10,76	—	7,17	2,53	2,63	7,39	11,82	—0,46	4,26	7,75	12,58	11,33	—3,30	6,94	9,51	5,48	6,67	7,52
7,48	4,22	4,39	0,62	1,70	7,74	11,55	—4,63	—0,20	8,46	13,08	7,88	—6,70	6,36	10,36	8,00	2,25	6,43
7,86	7,44	2,08	6,48	—1,00	8,84	13,84	—7,06	2,17	8,67	10,37	8,67	6,30	6,50	9,24	12,74	6,83	7,67
9,54	—1,07	5,92	6,46	—6,20	10,33	13,22	—8,97	6,94	7,97	8,07	8,10	2,36	3,29	8,93	—	5,69	9,23
6,86	—3,36	9,72	8,70	—10,80	5,75	10,25	4,21	7,36	7,42	6,91	6,36	4,67	1,91	2,46	—2,94	7,68	7,69
4,95	—1,73	—10,03	2,73	—13,55	—6,39	5,80	—2,91	1,07	3,22	3,44	3,11	—8,60	7,06	—1,66	3,88	5,04	2,19
7,30	0,44	1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	5,89	4,52	2,28	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
6,45	0,44	1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	0,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
7,44	1,21	1,14	2,82	1,47	3,32	2,45	0,19	1,30	5,97	5,91	3,65	3,36	4,53	4,14	2,12	1,43	4,27
7,67	0,19	1,75	3,83	1,16	3,16	3,08	0,75	1,09	6,38	4,62	5,02	2,91	4,72	3,53	1,81	1,08	5,03
5,07	0,20	3,42	3,76	1,72	3,46	2,78	2,11	1,34	5,48	4,44	5,21	0,78	3,92	1,75	1,63	3,35	5,07
4,65	0,08	0,82	2,85	1,86	2,67	2,14	1,09	1,14	3,04	3,86	4,23	—	3,83	1,24	1,94	1,64	3,80
67,9	—	23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
86,2	10,6	30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
94,6	16,3	54,7	43,5	—	37,6	17,7	—	59,6	68,8	57,0	42,1	53,3	69,7	44,8	16,7	20,9	55,6
80,4	—	29,7	59,3	—	30,6	23,2	—	15,7	80,0	57,2	62,0	123,0	143,4	39,6	—	19,0	54,5
73,8	—	35,2	43,3	—	60,2	27,1	50,0	18,2	73,9	64,2	81,9	16,7	205,4	71,1	—	43,6	66,0
93,9	—	—	104,2	—	—	36,8	—	107,0	94,4	112,3	135,9	—	54,3	—	49,9	32,6	173,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)	1971
Nombre de sociétés recensées	**15 992**	**16 696**	**17 205**	**18 177**	**19 170**	**20 043**	2
dont : en bénéfice	11 733	11 980	12 605	13 270	13 478	12 708	1
en perte	4 259	4 716	4 600	4 907	5 692	7 335	
Moyens d'action propres	**588 826**	**641 838**	**677 221**	**723 318**	**790 550**	**847 059**	72
dont : capital versé	373 904	397 300	419 511	440 504	470 402	498 265	42
réserves	214 922	244 538	257 710	282 814	320 148	348 794	29
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	**44 206**	**41 270**	**51 948**	**66 786**	**60 774**	**18 551**	6
Bénéfices	54 492	54 809	62 555	78 482	84 094	65 909	7
Pertes	10 286	18 539	10 607	11 696	23 320	47 358	
Dividendes bruts mis en paiement (c)	**24 184**	**24 632**	**28 885**	**36 415**	**40 095**	**32 217**	3
Dette obligataire (d)	**229 864**	**265 408**	**173 598**	**199 655**	**240 638**	**281 428**	2
Coupons d'obligations bruts	**13 060**	**16 004**	**10 349**	**12 095**	**14 527**	**18 186**	
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	26,63	28,25	26,74	26,99	29,69	36,60	27
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,51	6,43	7,67	9,23	7,68	2,19	9
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,11	3,84	4,27	5,03	5,07	3,80	4
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	44,38	44,94	46,18	46,39	47,68	48,88	5
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	5,68	6,03	5,96	6,07	6,03	6,46	
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	39,04	41,35	25,63	27,54	30,40	33,22	

(a) Les données relatives à 1977, 1978, 1979 et 1980 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les données concernant la B.N.B. - S.N.C.I. et SABENA ne sont plus incluses dans les montants ci-dessous.
(c) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents) une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(d) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.

pl tant en Belgique et à l'étranger (a)

	A l'étranger				Total					
19	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)
	Unités									
29	212	193	188	174	16 227	16 925	17 417	18 370	19 358	20 217
68	146	122	116	112	11 917	12 148	12 751	13 392	13 594	12 820
61	66	71	72	62	4 310	4 777	4 666	4 978	5 764	7 397
	En millions de francs									
53	76 815	78 898	80 047	82 075	660 895	720 491	754 036	802 217	870 596	929 134
75	44 716	45 789	45 485	43 874	416 875	444 075	464 227	486 293	515 886	542 139
78	32 099	33 109	34 562	38 201	244 020	276 416	289 809	315 924	354 710	386 995
94	5 179	6 737	10 305	5 789	51 068	46 364	57 127	73 523	71 078	24 340
97	5 576	7 942	11 073	6 472	61 618	60 106	68 130	86 424	95 166	72 381
03	397	1 204	768	683	10 550	13 742	11 003	12 901	24 088	48 041
57	3 824	4 708	5 505	4 664	28 091	28 389	32 709	41 123	45 600	36 881
03	4 805	4 727	6 525	6 929	232 193	270 311	178 403	204 383	247 163	288 357
48	349	351	345	508	13 285	16 152	10 698	12 446	14 873	18 694
	En pour-cent									
,64	31,13	36,78	38,29	35,63	26,56	28,22	26,79	27,09	29,77	36,59
,48	6,74	8,53	12,87	7,05	7,73	6,43	7,58	9,16	8,16	2,62
,78	4,98	5,96	6,87	5,68	4,25	3,94	4,34	5,12	5,23	3,97
,93	68,58	59,27	53,42	72,06	45,59	47,23	48,01	47,58	47,92	50,95
,02	7,26	7,42	5,28	7,33	5,72	5,98	6,01	6,08	6,01	6,48
,23	6,26	5,99	8,15	8,44	35,13	37,52	23,60	25,47	28,39	31,03

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes

(en % par rapport à l'année précédente)

ANNEE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (c)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1969	17,8	19,9	35,9	18,4	19,1	23,7	+23,0
1970	14,1	17,8	3,0	11,3	11,7	8,5	+19,0
1971	— 6,6	— 0,6	—11,5	1,1	1,7	— 4,3	+17,3
1972	25,9	53,0	17,5	15,2	17,5	15,1	+14,7
1973	28,9	16,4	40,2	25,7	26,1	19,6	+31,2
1974	28,6	13,7	— 6,6	—	—14,8	6,0	+17,9
1975	—	— 9,4	—58,0	—	9,7	—19,7	+ 8,9
1976	—	8,5	55,1	—	6,3	—	+ 3,7
1977	—	7,0	—51,2	—	5,4	5,9	+ 5,1
1978	—	7,8	86,7	—	5,8	6,0	+ 6,8
1979	—	14,0	—	—	5,4	—	+12,5
1980	—	2,5	—47,5	—	6,2	— 6,8	— 2,4
1981	—	—	—	—	7,3	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Années réelles, et non de publication.
(b) D'après la statistique des rendements, établie par l'Institut National de Statistique, et complété jusqu'à l'année de publication 1974.
(c) D'après la Comptabilité nationale; données provisoires de 1974 à 1981.
(d) D'après la Kredietbank, Bulletins hebdomadaires.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

SECTEURS	Place			Rentabilité d'ensemble		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Distribution	1	1	..	13,0	16,3	..
Pétrole	4	2	..	8,2	11,1	..
Electricité	2	3	..	11,3	10,1	..
Banques	3	4	..	9,4	7,7	..
Fabr. métall.	9	5	..	3,2	7,3	..
Trusts	5	6	..	7,0	7,3	..
Holdings	7	7	..	4,5	4,9	..
Divers	8	8	..	4,0	4,0	..
Alimentation	12	9	..	2,1	3,8	..
Mat. électrique	9	10	..	3,5	3,3	..

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Classés d'après la rentabilité en 1978. Les données pour 1979, 1980 et 1981 ne sont pas encore disponibles.
Rentabilité : bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Le présent chapitre, consacré aux investissements dans l'économie, s'articule en deux parties. La première établie sur les données des comptes nationaux, lesquels accusent un retard de publication non négligeable, tend à resituer l'évolution des investissements par rapport à une ligne du temps quelque peu étendue et par rapport aux autres grandeurs macro-économiques; la seconde partie rend compte de l'évolution en 1981 sur base de données partielles, encore provisoires.

Pour la première fois depuis 1975 où elle avait montré une baisse de 1,6 % par rapport à l'année antérieure, la formation intérieure brute de capital fixe a connu en 1980 (dernière donnée disponible des comptes nationaux au moment de la rédaction de ce texte) une augmentation en volume appréciable (+5,6 % par rapport à 1979). Elle se situe ainsi au niveau 107, par rapport au dernier sommet conjoncturel de 1974 (1974=100) et au niveau 108 par rapport à son plancher de 1975 (1975=100). Par rapport à cette dernière année de référence, on observe toutefois que la consommation privée en volume se situe en 1980 au niveau 118, la consommation publique à 119, les exportations de biens et services à 147, les importations des mêmes à 151 et le produit national brut aux prix du marché à 114,1. Cette disparité entre le niveau atteint par les investissements en 1980 relativement à celui de 1975, et ceux des principales autres grandeurs macro-économiques traduit la faiblesse générale de la propension à investir des dernières années en contraste du développement somme toute sensible des autres grandeurs macro-économiques malgré une croissance économique globale modérée (+2,5 % l'an en moyenne du P.N.B. en volume entre 1975 et 1980).

En effet alors qu'entre 1975 et 1980 la formation intérieure brute de capital fixe a augmenté en moyenne de 1,2 % l'an, la consommation privée se développait à un rythme de 3,3 % l'an, la consommation publique de 3,7 %, les exportations de biens et services de 8,1 % et les importations des mêmes de 8,7 %.

La faiblesse générale de la propension à investir se reflète particulièrement dans l'évolution du taux d'investissement, rapport de la formation intérieure brute de capital fixe au produit national brut. En volume, ce taux est passé de 22 % en 1974 et 1975 à 20,2 % en 1979 pour progresser légèrement en 1980 à 20,9 %. Ainsi d'année en année et à l'exception relative de 1980, les investissements ont contribué de moins en moins fortement au développement de l'économie nationale après 1975.

Enfin, dernière indication globale, le rythme annuel moyen de croissance de la formation intérieure brute de capital fixe a été nettement plus faible (+1,2 % l'an)

entre 1975 et 1980 qu'au cours des dix années antérieures où l'on avait enregistré une progression marquée des investissements (+3,7 % l'an en moyenne entre 1965 et 1974).

La dégradation de la tendance à investir prend une tournure fâcheuse en ce qui concerne les investissements productifs (1). Ces derniers se sont en effet fortement affaiblis au cours des dernières années. De 1975 à 1979, ils ont été inférieurs en volume au niveau sommet atteint en 1974; en 1980, ils se situaient à 107,4 (1974=100) contre 98,9 en 1979, 96,3 en 1978, 96,0 en 1977, 97,0 en 1976 et 99,1 en 1975. Entre 1965 et 1974, ils avaient cru en moyenne de 4,9 % l'an. Leur faiblesse se manifeste également dans les taux d'investissements productifs (2). De 15,6 % et 15,8 % en 1974 et 1975, ce taux est passé successivement à 14,7 %, 14,4 %, 14 %, 14,1 % et 15 % en 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980.

Ce sont principalement les investissements dans les industries manufacturières qui sont responsables d'une telle évolution. Ceux-ci en effet malgré une augmentation élevée en 1980 (+19,5 % par rapport à 1979) n'ont toujours pas au cours de cette année retrouvé le niveau plafond de 1974; en 1980, il était encore largement au-dessous (72 %) du niveau de 1974.

Depuis 1970, le taux d'investissement dans l'industrie manufacturière (3) n'a cessé de décliner, passant de 19,5 % en 1970 à 9,9 % en 1979; en 1980 cependant il s'est quelque peu redressé à 11,9 %. Dans le même temps la contribution de l'industrie manufacturière au produit intérieur brut (4) est demeurée plutôt stable, la valeur ajoutée brute de l'ensemble de ces branches d'industrie progressait à un rythme annuel moyen proche de celui de la production intérieure globale. Ainsi avec une proportion de plus en plus diminuée d'équipements productifs nouveaux est-on parvenu au fil du temps à produire davantage. C'est dire l'augmentation relativement appréciable de la productivité des nouveaux équipements installés. Mais par ailleurs, la chute du taux d'investissement de l'industrie manufacturière au cours des dernières années relativement à celles du début de la décennie doit également signifier une vétusté accrue de l'équipement en place au point que l'on peut douter des possibilités de réponse adaptée de l'offre à une demande sensiblement accrue si elle se faisait jour dans les années à venir.

A l'exception de la branche du papier, de l'impression et de l'édition aucune des autres industries manufacturières n'a échappé à l'atonie des investissements après 1974. Toutes connaissent dès 1975 une forte baisse de leur taux d'investissement lequel ne se relève sensiblement pour quelques unes d'entre elles qu'en 1980 : ainsi en est-il pour les industries de l'alimentation, des boissons et du tabac, l'industrie textile, les vêtements et chaussures, les industries chimiques, la métallurgie et les fabrications métalliques.

---

(1) Ils sont obtenus en déduisant de la formation intérieure brute de capital fixe les dépenses en immeubles d'habitation.

(2) Rapport entre les investissements productifs et le produit national brut.

(3) Rapport entre la formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière et la valeur ajoutée brute de celle-ci.

(4) Part exprimée en pourcent, de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut non ajusté aux prix du marché.

A l'opposé des industries manufacturières, la tendance à investir dans les services (1) s'est globalement affermie. Le taux d'investissement dans certains de ces services a même légèrement progressé au cours de la seconde moitié de la décennie. La progression la plus remarquable a été le fait des transports et communications où le taux d'investissement est passé de 22,2 % en 1970 à 30,8 % en 1980. Entre 1975 et 1980, il a oscillé autour de cette dernière valeur. Par contre dans le commerce, les banques et assurances, il a enregistré une légère baisse en 1975 se maintenant pratiquement à un même niveau par la suite.

Le taux d'investissement est demeuré élevé dans le secteur des utilités publiques (électricité, gaz et eau) présentant toutefois une diminution sensible mais progressive après 1975 pour se redresser en 1980.

En 1980, les investissements dans le secteur producteur de la construction ont évidemment pâti de la baisse d'activité marquée du secteur : leur recul se monte à 17,8 % en volume par rapport à l'année précédente. Au cours de la décennie écoulée le taux d'investissement avait fait montre d'une relative stabilité n'enregistrant que des fluctuations d'ampleur limitée.

La construction d'immeubles d'habitations a été importante au cours de la décennie passée surtout en 1976, 1977 et 1978 où elle a atteint un niveau record. En 1979 et 1980 elle a accusé une baisse notable de respectivement 12,7 et 1,3 %. Les investissements en logements demeuraient toutefois en 1980 supérieurs de près d'un quart à la moyenne des années 1970 à 1975. Le niveau particulièrement élevé des années 1976 à 1978 est à mettre en rapport avec les hauts taux d'inflation qui ont prévalu en 1975 et 1976 entraînant une vive progression des loyers et laissant espérer un rendement plus élevé du placement immobilier relativement à d'autres valeurs de portefeuille. A l'inverse la programmation des hausses de loyers par la loi, la diminution de l'inflation et le renchérissement notable des coûts de construction ont produit une baisse sensible des rendements attendus et fait disparaître ainsi la demande spéculative qui s'était portée sur l'immobilier. Il faut ajouter que la persistance d'un climat économique morose et l'incertitude quant au maintien du revenu dans les dernières années ont découragé le passage à l'acte des maîtres d'œuvre potentiels. Enfin en 1980, les charges hypothécaires accrues ont renforcé la dépression de la demande.

Enfin au cours de la seconde moitié de la décennie la part des investissements du secteur public (2) dans la formation brute de capital fixe hormis les immeubles d'habitation s'est quelque peu consolidée et était la plus élevée en 1980 (38,5 % de la formation brute de capital fixe sans la construction d'immeubles d'habitation). Sans systématiquement avoir eu un comportement contracyclique compensant la baisse des investissements privés au cours d'une année, par leur hausse, les investissements publics ont cependant joué ce rôle avec des intensités variables dans la majorité des années de la décennie septante. A ce niveau, ils sont l'expression du succès des politiques économiques contracycliques menées par des autorités publiques d'alors.

(1) Commerce, banques, assurances, transports et communications, professions médicales, autres services aux entreprises et aux ménages.

(2) Défini selon le système des comptes (S.E.C.), à l'exclusion des immeubles d'habitation des sociétés publiques.

A l'évidence, au terme de cette brève analyse de l'évolution des investissements dans un passé encore proche, la situation est devenue des plus critique dans l'industrie manufacturière au cours de la seconde moitié des années septante. La forte hausse des équipements productifs en 1980 ne peut masquer le caractère structurel de la déficience qui affecte ces branches d'activité par ailleurs vitales pour l'ensemble de l'économie d'autant plus que comme on le verra ci-après, le redressement de 1980 est demeuré sans lendemain. Ainsi apparaît, de ce point de vue, l'urgence d'une politique industrielle à la fois volontariste, vigoureuse et novatrice.

*
* *

En 1981, selon les estimations du Budget économique, la formation brute de capital fixe aurait reculé de 8,5 % en volume par rapport à 1980. Aucun secteur de l'économie n'échapperait à la réduction des investissements. Tandis que les dépenses en logements des particuliers seraient inférieures en volume de 20 % à celles de l'année antérieure, les investissements productifs des entreprises afficheraient un recul de 4,1 % et les investissements des pouvoirs publics de 1,4 %. Ainsi le redressement de 1980 a-t-il laissé la place à une diminution sensible des nouveaux équipements en 1981. La mauvaise conjoncture économique, les difficultés financières des pouvoirs publics et les incertitudes de nombre de particuliers quant au maintien de leurs revenus ainsi que la hauteur des taux d'intérêt constituent à n'en pas douter les raisons principales de ce retournement des investissements.

Selon les déclarations à la T.V.A. (1), les investissements des grandes entreprises (déclarations mensuelles) ont diminué pour l'ensemble des déclarants de 3,4 % en valeur en 1981 par rapport à 1980 soit une réduction de 6,4 % pour les entreprises industrielles et un statu quo de +0,3 % pour les entreprises non industrielles.

La stabilisation des investissements en valeur dans les entreprises non industrielles est due exclusivement à un nouvel accroissement des dépenses d'équipement dans les transports et communications (+9,4 % en valeur par rapport à 1980) après celui de 1980. Les autres branches d'activité des services connaissent en effet un recul parfois appréciable des nouveaux équipements productifs. Tel est le cas pour les investissements du commerce (—2,3 %), des banques et institutions de crédit (—2,7 %), des auxiliaires financiers, des affaires immobilières et des services aux entreprises (—12,0 %) tandis que les entreprises de location de biens mobiliers ne développent leur équipement qu'à concurrence de 1,2 % contre +19,4 % en 1980.

Du côté des entreprises industrielles, les dépenses productives sont demeurées stables en valeur dans le secteur de l'électricité (+0,9 %) après y avoir progressé fortement au cours des quatre dernières années, et se sont à nouveau accrues sensiblement dans la construction d'automobiles et de leurs pièces détachées (+31,3 %); depuis 1977 cette dernière branche d'activité n'a cessé d'investir et cela pour des montants importants. A l'exception du secteur du papier, de l'impression et de l'édition, dont les investissements en 1981 sont égaux en valeur à ceux de l'année

(1) Sauf mention contraire les informations qui suivent se fondent sur des données en valeurs c'est-à-dire à prix courants.

précédente, toutes les autres branches d'activité manufacturière connaissent un recul marqué de leurs dépenses d'équipement.

Pour l'ensemble des industries manufacturières (y compris la construction automobile et le secteur du papier, de l'impression et de l'édition) la diminution des investissements se monte en 1981 à 11,1 % en valeur par rapport à 1980. Les branches d'activité les plus touchées sont les industries des minéraux non métalliques (—29,6 %), du bois (—26,9 %), de la chimie (—16,6 %), du textile (—16,9 %), des produits alimentaires, des boissons et du tabac (—10,9 %) et la métallurgie de base (—10,2 %). L'apport des investissements dans la construction automobile limite la baisse de ceux-ci dans l'ensemble du secteur des fabrications métalliques à 2,9 %. Il faut en effet noter au sein de ce dernier secteur le recul important des dépenses productives dans la construction de machines et de matériel mécanique (—30,7 %), dans la fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel de transport) (—13,8 %) ainsi que dans la construction électrique et électronique (—10,5 %).

Enfin dans le secteur de la construction, selon les déclarations mensuelles à la T.V.A., pour la seconde année consécutive, les investissements ont été inférieurs en valeur à ceux de l'année antérieure (—11,9 % en 1981 et —16,9 % en 1980).

Reflétant la diminution des dépenses intérieures en biens de production les importations d'outillage industriel ont diminué en 1981 de 3,4 % alors qu'elles avaient progressé de 16,6 % en 1980. A l'exception des navires et bateaux qui ont un peu plus que doublé en 1981 par rapport à 1980, les importations de matériel de transport qui avaient augmenté de 14 % en valeur en 1980, ont également régressé de 11,7 % en 1981 par rapport à l'année précédente. Le recul le plus notable concerne le matériel aéronautique qui ne représente plus que le quart de la valeur importée en 1980 tandis que pour le matériel de chemin de fer et les voitures, camions et tracteurs, il se monte à respectivement 7,6 % et 8,7 %. A l'inverse, les achats à l'extérieur d'appareils scientifiques progressent de 7,4 % en 1981 en raison des hausses sensibles d'appareils médicaux (+10,5 %) et des appareils d'optique et de cinéma (+15,2 %). Au total les importations de biens d'équipement se montent en 1981 à 258,9 milliards de francs courants présentant une diminution de 0,5 % par rapport à 1980.

La demande de logements s'est très fortement réduite en 1981. Le nombre de nouveaux logements autorisés (statistique de l'Administration de l'Urbanisme) a été inférieur de 31 % par rapport à l'année antérieure (33 268 nouveaux logements autorisés en 1981 contre 48 175 en 1980). En 1980 et 1979 la diminution de la demande avait été de moitié moindre (respectivement —14 % et —15 %); le nombre de nouveaux logements autorisés en 1981 représente un peu plus du tiers de celui de 1975 (87 120), il est vrai exceptionnel. Il n'empêche qu'il s'agit d'un véritable effondrement de la demande. L'octroi d'un subside spécifique sur la T.V.A. payée, à certaines catégories d'acquéreurs, décidée par les autorités centrale en décembre 1980, n'a pu empêcher ce recul, pas plus que les interventions des autorités régionales en vue de réduire la charge des emprunts hypothécaires. Déjà mentionnées dans la première partie de ce chapitre, les causes principales peuvent être facilement relevées. D'une part, un abandon du secteur immobilier comme valeur refuge de placement en raison des rendements comparativement moins intéressants qu'il offre. Très symptomatique à cet égard est la réduction (—35 % en 1981 par rapport à 1980) plus marquée de la demande d'appartements que de bâtiments unifamiliaux (—29 %). D'autre part, la réticence accrue des candidats propriétaires d'une première habitation à s'engager

pour de nombreuses années à payer de lourds remboursements d'emprunt hypothécaire compte tenu de l'incertitude quant à l'évolution voire au maintien de leur revenu.

A l'exclusion de l'augmentation accidentelle de logements autorisés à Bruxelles (+79 %) la diminution de la demande est de même importance (—35 %) en Flandre et en Wallonie. L'évolution diverge toutefois pour ces deux régions quant à la nature du logement. En Flandre, la demande en appartements a été nettement plus faible qu'en 1980 (—56 %) par rapport aux maisons unifamiliales (—25 %). En Wallonie, la tendance est inverse : moins 28 % pour les appartements et moins 37 % pour les maisons unifamiliales. Le rôle joué par la Société Nationale du Logement (S.N.L.) dans cette région a déterminé nettement une telle évolution.

Le recul du nombre de logements commencés en 1981 est tout aussi important que pour les logements autorisés (—32 % en 1981 par rapport à 1980) et est proche de celui de l'année antérieure (—30 % en 1980 par rapport à 1979). Les différences régionales apparaissent cependant ici marquées : Flandre —25,8 %, Wallonie —40,6 %, Bruxelles —57,2 %.

La demande de bâtiments non résidentiels a sensiblement diminué également : —15 % en 1981 par rapport à l'année précédente contre —6 % en 1980. Les résultats régionaux divergent appréciablement : —13,8 % en Flandre, —18,5 % en Wallonie et +21,8 % à Bruxelles. Le nombre en mètre cube des bâtiments non résidentiels commencés a été quant à lui inférieur de 10,5 % à l'année antérieure pour l'ensemble du pays.

La contrainte d'un meilleur équilibre des finances publiques faisant sentir progressivement ses effets, les investissements publics (1) ont toutefois été quelque peu supérieurs en valeur (+9,7 %) en 1981 à ceux de l'année précédente impliquant par là une légère augmentation en volume. Le montant des engagements totaux s'élevait provisoirement à la fin de l'année à 200,3 milliards de francs. La ventilation entre institutions compétentes se présentait comme suit : programmes nationaux 129,4 milliards de francs (+12,4 %), programmes régionaux 52,2 milliards de francs (+0 %), programmes communautaires 11,9 milliards de francs (+11,2 %) et Ligue des Familles 6,8 milliards de francs (+49,1 %).

Pour les seuls Organismes d'intérêt public (2) les engagements totaux se sont montés à 117,3 milliards de francs (+14,8 %). Pour l'ensemble des engagements d'investissement public le degré de réalisation du programme prévu a été pour 1981 de 93,5 %; en 1980, il était de 89,7 %.

A fin décembre, les paiements (3) effectués par ces autorités se présentaient comme suit : autorités nationales 108,9 milliards de francs (+10,2 %), autorités

(1) Engagements des secteurs budgétaire et débudgétisé des pouvoirs nationaux, communautaires et régionaux ainsi que des Organismes d'intérêt public (O.I.P.) - Données de l'Administration du Budget du Ministère des Finances.

(2) Organismes d'Intérêt public : il s'agit pour l'essentiel des entreprises publiques de transports et communications ainsi que d'habitations.

(3) Secteurs budgétaire et débudgétisé des autorités nationales, régionales et communautaires (à l'exclusion des O.I.P.).

régionales 12,6 milliards de francs (—11,3 %), autorités communautaires 6,1 milliards de francs (+45,2 %) soit un total de 127,6 milliards de francs (+9,1 %) pour l'ensemble des trois autorités compétentes.

Le montant des investissements aidés dans le cadre des lois d'expansion économique a été sensiblement plus élevé en 1981 (+6,0 %) qu'en 1980. Une telle évolution n'est cependant pas contradictoire avec celle relevée plus haut d'un fléchissement en 1981 de la tendance à investir. Il faut tout d'abord rappeler que ces montants portent sur des projets dont la réalisation de certains s'échelonnera sur plusieurs années. De plus comme le fait voir la répartition sectorielle (voir tableaux en fin de chapitre) le montant du secteur des fabrications métalliques est des plus élevés et répond au développement des investissements dans la branche de construction d'automobiles dont il a été relevé antérieurement la forte propension à investir; de même la bonne tenue des investissements dans le secteur du papier et de l'impression corrobore l'évolution apparue des données des déclarations à la T.V.A.. La seule distorsion importante avec ces dernières données concerne le secteur de la chimie proprement dite pour lequel la première remarque émise dans ce paragraphe est d'application.

Les aides accordées en vertu des lois d'expansion économique se montent en 1981 à 3,0 milliards de francs en bonifications d'intérêt et à 8,4 milliards de francs en primes de capital. De la sorte le coût total pour l'Etat de ces aides s'élève à 11,4 milliards de francs pour 1981; de 1962 à 1981 le montant de l'aide octroyée par les pouvoirs publics sur base des lois d'expansion se chiffre à 97,4 milliards de francs soit 59,3 milliards de francs au titre de bonifications d'intérêt et 38,1 milliards de francs à titre de primes de capital. Confirmant l'évolution observée ces dernières années, les primes de capital ont en 1981 largement surpassé les bonifications d'intérêt sur lesquelles au contraire était concentré la plus grande part de l'aide des lois d'expansion au cours des 15 premières années d'application de ces lois.

A l'inverse du mouvement général de recul des dépenses productives constatées en 1981 dans l'économie, les investissements étrangers ou mixtes prévus se sont accrus fortement au cours de l'année (de près de moitié par rapport à 1980). Il est vrai qu'en 1980, ils avaient été particulièrement peu élevés. Pour l'essentiel, la progression marquée de 1981 est située dans les industries chimiques. Par ailleurs, cette bonne performance n'empêche pas le montant des investissements étrangers de 1981, exprimé en francs constants de 1975, d'être inférieur de près d'un quart à la moyenne des cinq dernières années (6,3 milliards de francs constants en 1981 contre une moyenne de 8,2 milliards de francs constants entre 1976 et 1980).

En dépit des circonstances économiques difficiles, la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) (1) a enregistré une progression de ses bénéfices de 13 % au cours de l'exercice 1980-1981. Le résultat bénéficiaire de la S.N.I. avant provision pour impôt des sociétés a atteint 543,7 millions de francs (pour un capital libéré de 9 milliards de francs) contre 480,7 millions l'exercice précédent.

(1) S.N.I., Rapport 1980-1981.

Au cours de l'exercice les décisions d'intervention exécutées ont concerné 19 entreprises pour un total de 1 075,9 millions de francs (contre 2 455,1 millions de francs l'exercice antérieur) : 864,5 millions de francs (595,7 en actions et 268,8 en obligations convertibles) au titre d'Institut de Développement et 211,4 millions de francs (171,4 en actions et 40 en obligations convertibles) au titre de l'Initiative économique publique. Les décisions d'intervention exécutées pour le compte des Pouvoirs publics se rapportent à 10 entreprises et totalisent 1 690 millions de francs (contre 469,4 millions de francs l'exercice précédent) : 1 660 millions de francs en actions et 30 millions de francs en obligations convertibles.

Le montant des interventions exécutées par la S.N.I. pour compte propre depuis sa création s'élève à 13,7 milliards de francs (12,4 milliards de francs au titre d'Institut de Développement et 1,3 milliard de francs au titre de l'Initiative économique publique). Ce montant total est libellé pour une contrevaleur de 9,2 milliards de francs en actions et de 4,5 milliards de francs en obligations convertibles. En outre, à la demande de l'Etat et au moyen de ses fonds, la S.N.I. a exécuté des décisions d'investissement pour un montant de 6,9 milliards de francs depuis sa création.

*
* *

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Total (a)
Mines et carrières	42	442	571	137	592	358	623	7 032
Energie	675	104	48	239	124	200	309	2 735
Métallurgie	2 002	37 236	17 599	2 511	4 266	35 488	9 912	217 056
Sidérurgie	*1 364*	*33 261*	*15 509*	*2 140*	*1 319*	*33 763*	*7 041*	*190 064*
Métaux non-ferreux	*639*	*3 975*	*2 090*	*372*	*2 947*	*1 665*	*2 871*	*26 992*
Fabrications métalliques	5 467	15 855	6 575	15 480	19 148	13 167	31 058	233 654
Industries chimiques	15 761	21 078	23 536	14 827	20 557	9 548	19 263	273 360
Chimie proprement dite	*11 379*	*19 342*	*18 367*	*11 198*	*16 458*	*6 352*	*10 859*	*186 074*
Pétrole	—	—	*2 850*	—	*238*	*583*	*4 093*	*33 594*
Caoutchouc	*987*	*220*	*341*	*304*	*255*	*422*	*691*	*8 852*
Papier et impression	*3 394*	*1 516*	*1 977*	*3 326*	*3 606*	*2 191*	*3 620*	*44 840*
Industries du textile et de la confection	1 878	4 045	3 820	4 607	6 240	4 102	3 293	62 665
Industrie alimentaire	4 280	4 293	5 821	6 274	9 292	5 579	7 019	76 322
Industrie du bois	1 127	2 033	2 081	2 177	1 226	2 058	1 047	23 889
Matériaux de construction, etc.	1 454	3 360	4 216	3 558	7 263	5 991	4 719	66 124
Matériaux, verre	*746*	*1 765*	*2 975*	*2 362*	*5 358*	*3 777*	*2 313*	*49 282*
Industrie de la construction	*708*	*1 595*	*1 241*	*1 196*	*1 906*	*2 214*	*2 406*	*16 842*
Divers	3 693	4 052	5 986	4 474	7 076	8 961	13 340	73 167
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*923*	*1 100*	*461*	*617*	*963*	*1 026*	*1 044*	*14 794*
Total ...	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**85 392**	**90 583**	**1 036 004**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements dans l'ensem
Défense nation
(en millio

DÉSIGNATION	En pr		
	1976	1977	1978
1. Agriculture, sylviculture et pêche	12 740	13 195	15 138
2. Industries extractives	1 783	1 897	2 232
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .	*432*	*508*	*790*
b) Autres industries extractives	*1 351*	*1 389*	*1 442*
3. Industries manufacturières	89 493	74 453	71 277
a) Alimentation, boissons, tabac	*9 989*	*11 623*	*13 914*
b) Textiles	*4 120*	*4 022*	*3 556*
c) Vêtements et chaussures	*1 190*	*1 034*	*1 107*
d) Bois et meubles	*3 477*	*3 153*	*3 021*
e) Papier, impression, édition	*4 138*	*4 069*	*5 809*
f) Chimie et activités connexes	*33 004*	*19 369*	*16 980*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*4 401*	*4 774*	*5 394*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*13 397*	*7 304*	*4 155*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*14 164*	*17 342*	*15 943*
j) Activités diverses n.d.a.	*1 613*	*1 763*	*1 398*
4. Construction	10 577	11 573	11 057
5. Electricité, gaz et eau	31 544	34 061	33 350
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	220 089	224 705	234 101
a) Commerce, banque et assurances	*52 478*	*54 138*	*52 702*
b) Immeubles d'habitation	*167 611*	*170 567*	*181 399*
7. Transports et communications	54 268	55 751	65 123
a) Transports par voie ferrée	*18 115*	*17 516*	*19 087*
b) Transports par route	3 090	3 637	3 651
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*15 759*	*17 503*	*25 734*
d) Transports aériens	*499*	*267*	*633*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*16 805*	*16 828*	*16 018*
8. Services	106 835	110 954	106 044
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*56 709*	*54 569*	*52 913*
b) Enseignement (officiel et libre)	*27 966*	*30 430*	*28 896*
c) Autres	*22 160*	*25 955*	*24 235*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**527 329**	**526 589**	**538 322**
9. Variations de stocks	9 463	7 370	7 064
a) Cheptel	*563*	*— 30*	*664*
b) Autres stocks	*8 900*	*7 400*	*6 400*
Total (de 1 à 9)	**536 792**	**533 959**	**545 386**
Ajustement statistique	985	3 692	2 779
Formation intérieure brute de capital	**537 777**	**537 651**	**549 165**

(a) Suivant les comptes nationaux. Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

l'économie (a)

(milliards de francs)

19		A prix courants				
979	1980	1976	1977	1978	1979	1980
3 380	12 406	13 471	14 683	17 206	15 963	15 122
2 785	2 630	1 848	2 036	2 462	3 053	2 914
1 013	*1 126*	*442*	*553*	*878*	*1 070*	*1 220*
1 772	*1 504*	*1 406*	*1 483*	*1 584*	*1 983*	*1 694*
2 744	86 862	93 468	81 194	79 417	83 580	101 298
3 595	*15 229*	*10 463*	*12 732*	*15 423*	*15 686*	*17 813*
3 739	*3 965*	*4 285*	*4 340*	*3 910*	*4 280*	*4 582*
979	*1 501*	*1 249*	*1 139*	*1 265*	*1 132*	*1 766*
3 406	*3 111*	*3 650*	*3 490*	*3 426*	*3 976*	*3 689*
6 176	*6 160*	*4 292*	*4 405*	*6 437*	*7 058*	*7 130*
6 594	*21 610*	*34 527*	*21 104*	*18 919*	*18 758*	*24 972*
4 826	*3 786*	*4 601*	*5 192*	*6 073*	*5 603*	*4 453*
3 525	*6 032*	*13 868*	*7 879*	*4 558*	*3 954*	*6 806*
8 273	*23 758*	*14 843*	*18 933*	*17 824*	*21 257*	*28 087*
1 632	*1 710*	*1 690*	*1 980*	*1 582*	*1 876*	*2 000*
1 716	9 633	11 081	12 665	12 522	13 515	11 270
3 042	39 356	33 736	38 379	39 820	41 906	51 792
4 723	212 281	241 055	264 555	290 975	280 088	297 547
56 187	*55 766*	*56 400*	*61 800*	*62 300*	*69 400*	*71 300*
58 536	*156 515*	*184 655*	*202 755*	*228 675*	*210 688*	*226 247*
51 807	68 622	57 634	61 667	73 547	72 409	83 000
19 891	*25 950*	*19 597*	*19 967*	*22 456*	*24 197*	*32 328*
4 625	*4 556*	*3 327*	*4 150*	*4 294*	*5 624*	*5 680*
20 324	*17 633*	*16 710*	*19 171*	*28 463*	*23 505*	*21 767*
2 068	*3 950*	*572*	*360*	*800*	*2 428*	*4 516*
14 899	*16 533*	*17 428*	*18 019*	*17 534*	*16 728*	*18 709*
14 940	122 796	116 224	127 979	128 624	146 176	165 859
57 086	*62 844*	*61 860*	*62 541*	*63 974*	*71 948*	*84 071*
29 126	*31 420*	*30 464*	*35 538*	*35 650*	*38 128*	*44 188*
28 728	*28 532*	*23 900*	*29 900*	*29 000*	*36 100*	*37 600*
25 137	**554 586**	**568 517**	**603 158**	**644 573**	**656 690**	**728 802**
17 066	2 545	9 960	7 917	8 397	21 612	3 390
- 234	*— 155*	*460*	*— 83*	*697*	*— 188*	*— 210*
17 300	*2 700*	*9 500*	*8 000*	*7 700*	*21 800*	*3 600*
42 203	**557 131**	**578 477**	**611 075**	**652 970**	**678 302**	**732 192**
6 941	3 617	— 454	2 965	586	3 624	4 166
49 144	**560 748**	**578 023**	**614 040**	**653 556**	**681 926**	**736 358**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

SECTEUR	1977	1978	1979	1980	1981		Total de 1959 à 1981	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Métal	1 941	2 865	1 075	1 428	1 674	19,6	61 514	25,8
Chimie, pétrole, papier	1 969	4 137	5 752	781	2 766	32,2	108 272	45,3
Textile	555	151	28	62	167	1,9	10 374	4,3
Autres	4 731	5 003	3 846	3 453	3 973	46,3	58 678	24,6
Total ...	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**5 724**	**8 580**	**100,0**	**238 838**	**100,0**
dont :								
industrie	*5 877*	*7 454*	*7 488*	*2 563*	*5 457*	*63,6*	*197 569*	*82,7*
commerce	*2 395*	*2 122*	*1 093*	*1 290*	*1 208*	*14,1*	*16 026*	*6,7*
services	—	*2 580*	*2 120*	*1 871*	*1 915*	*22,3*	*25 243*	*10,6*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1977	1978	1979	1980	1981		Total de 1959 à 1981	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ...	234	1 030	246	996	2 378	27,7	27 855	11,7
France	1 430	366	422	768	610	7,1	24 770	10,4
Italie	36	65	7	62	11	0,1	3 605	1,5
Luxembourg	64	167	1 319	73	99	1,2	2 355	1,0
Pays-Bas	952	1 924	624	872	959	11,2	24 688	10,3
Grande-Bretagne ...	910	358	3 339	507	535	6,3	16 050	6,7
Danemark	—	21	14	25	3	—	190	0,1
Irlande	—	—	—	1	1	—	4	—
C.E.E. ...	**3 627**	**3 931**	**5 971**	**3 304**	**4 596**	**53,6**	**99 517**	**41,7**
Etats-Unis	2 674	5 140	3 115	1 066	976	11,4	105 293	44,1
Japon	320	559	46	680	2 140	24,9	6 664	2,8
Suède	59	41	6	41	97	1,1	2 649	1,1
Suisse	390	277	279	248	49	0,6	4 113	1,7
Autres pays	2 127	2 208	1 284	385	722	8,4	20 602	8,6
Total ...	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**5 724**	**8 580**	**100,0**	**238 838**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1977	1978	1979	1980	1981	
					Données absolues	%
Anvers	952	2 179	4 681	1 087	2 040	37,4
Flandre occidentale	—	62	—	—	—	
Flandre orientale	700	465	1 055	350	852	15,6
Limbourg	49	822	175	42	375	6,9
Brabant flamand	876	249	295	30	—	—
Région flamande	*2 587*	*3 715*	*6 268*	*1 509*	*3 267*	*59,9*
Hainaut	958	1 267	436	218	—	—
Liège	1 806	833	190	661	67	1,2
Luxembourg	452	1 200	—	25	—	—
Namur	60	177	80	85	—	—
Brabant wallon	14	209	275	—	70	1,3
Région wallonne	*3 290*	*3 686*	*981*	*989*	*137*	*2,5*
Bruxelles-Capitale	—	*53*	*240*	*65*	*2 053*	*37,6*
Le Royaume ...	**5 877**	**7 454**	**7 489**	**2 563**	**5 457**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille propre au 30 septembre 1981

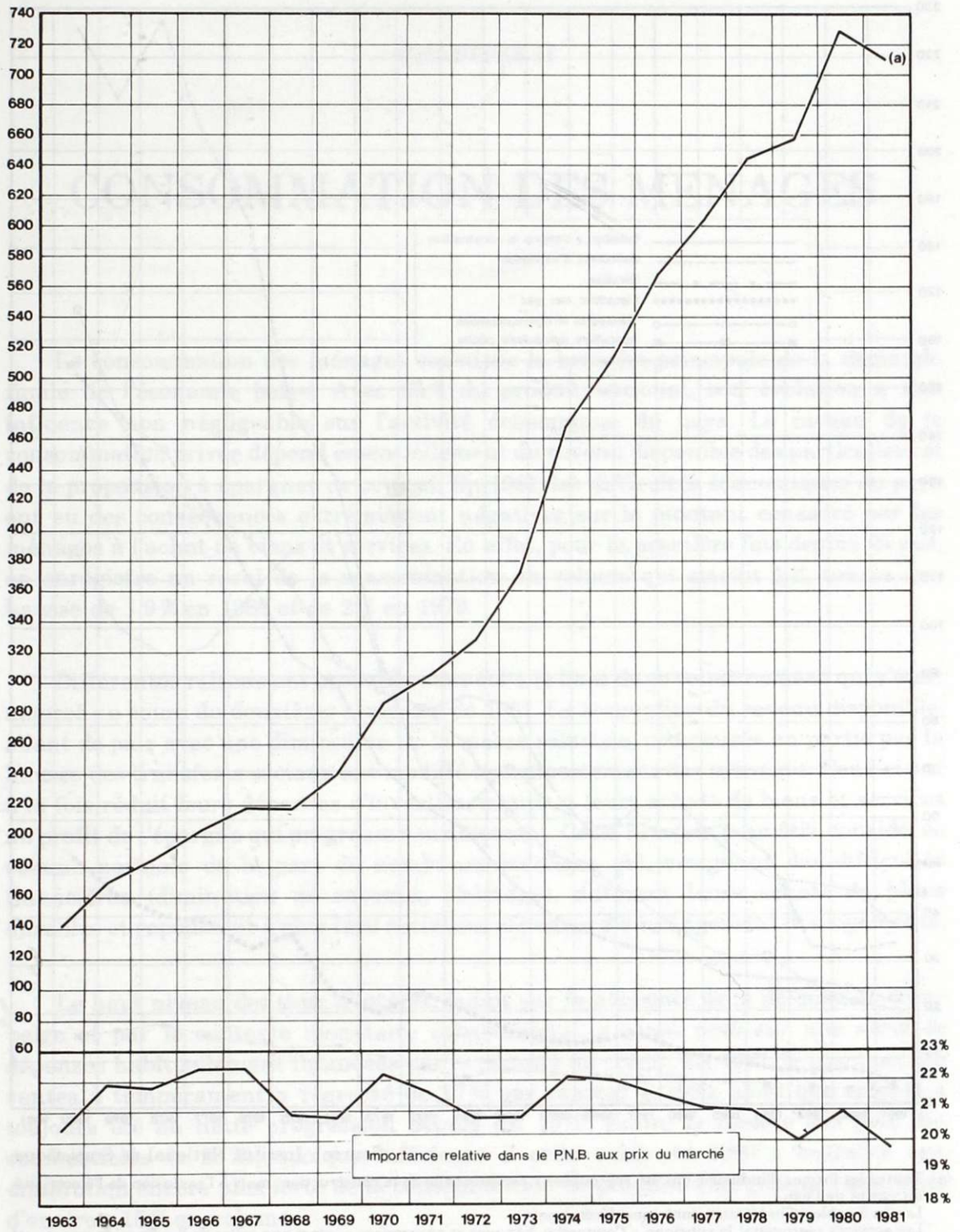
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	115,9	1,44
Textile	207,0	2,57
Bois, plastique et fibre de verre	288,4	3,58
Papier et imprimerie	496,2	6,15
Chimie	1 069,8	13,26
Métallurgie de base	368,5	4,57
Fabrications métalliques	631,7	7,83
Energie	900,6	11,17
Construction et matériaux de construction	216,0	2,68
Electronique et télécommunications	247,0	3,06
Transports et manutentions	1 626,9	20,17
Financements spécialisés	1 293,1	16,03
Etude, ingénieries et transfert de technologie	271,3	3,36
Autres biens et services	333,2	4,13
Total	**8 065,6**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



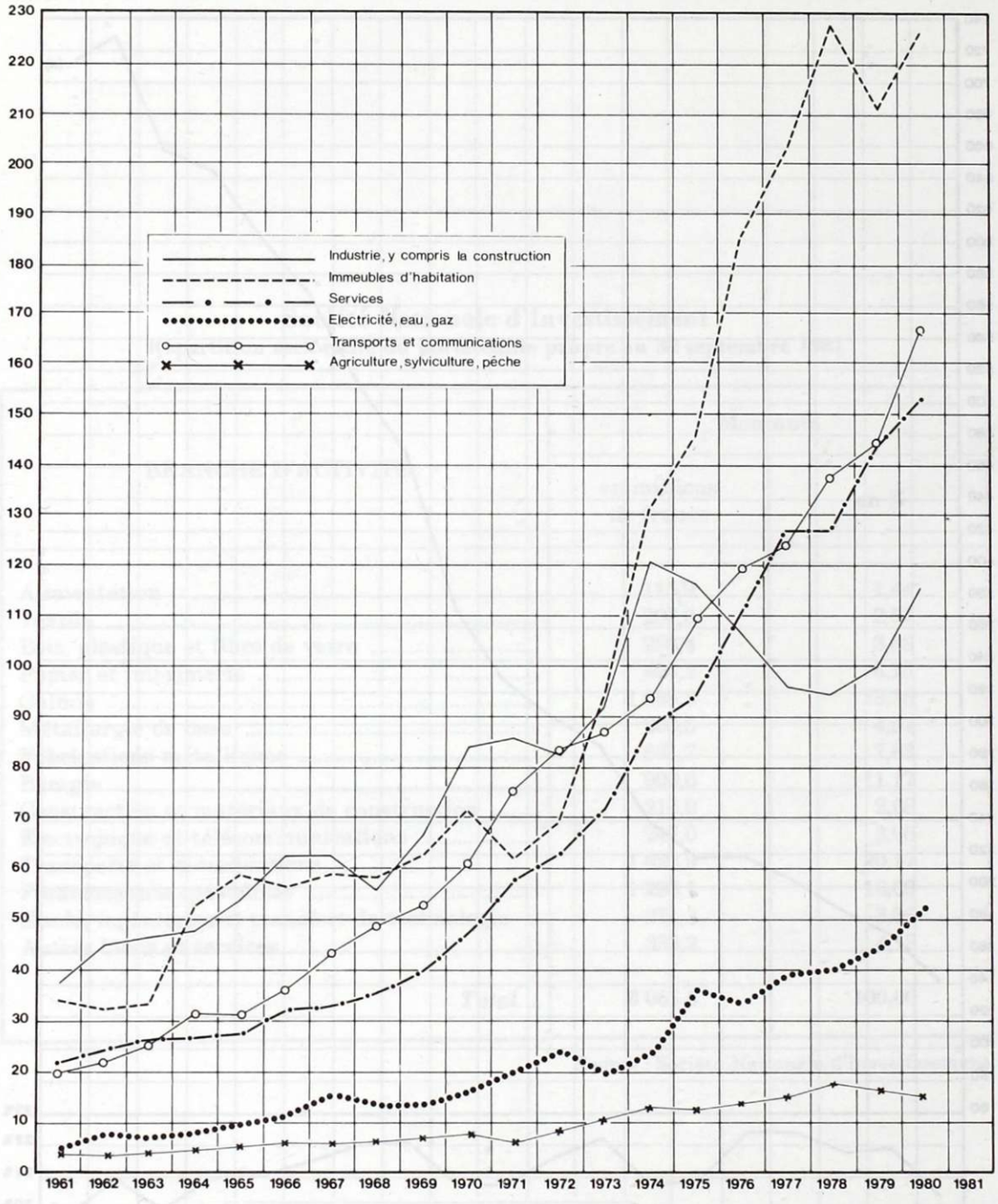
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l' « Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MENAGES

La consommation des ménages constitue la branche principale de la demande finale de l'économie belge. Avec 66 % du produit national, son évolution a une influence non négligeable sur l'activité économique du pays. Le niveau de la consommation privée dépend essentiellement du revenu disponible des particuliers et de la propension à épargner de ceux-ci. En 1981, les difficultés économiques du pays ont eu des conséquences extrêmement négatives sur le montant consacré par les ménages à l'achat de biens et services. En effet, pour la première fois depuis 25 ans, on enregistre un recul de la consommation en volume qui atteint 1 %, contre une hausse de 1,9 % en 1980 et de 2 % en 1979.

Différentes raisons ont probablement été à la base de ce retournement qui s'était amorcé au cours du deuxième semestre de 1981. La stagnation du revenu disponible, allant de pair avec une diminution de la masse salariale, compensée en partie par la hausse des transferts sociaux ont modifié le comportement des ménages. Ceux-ci ont à la fois réduit leurs dépenses d'investissements et leurs achats de biens et services au profit de l'épargne qui progresse sensiblement. Cette réaction peut être considérée comme normale de la part de nombreux ménages qui, craignant des difficultés financières (diminution de revenus, chômage), diffèrent leurs achats de biens durables et repoussent à plus tard certaines dépenses d'aménagement des logements.

Le haut niveau des taux d'intérêt, induit par la nécessité de la défense du franc belge et par le contexte monétaire international, a aussi pesé sur une série de dépenses habituellement financées par le recours au crédit. En 1981, le montant des ventes à tempérament a régressé de 17 % par rapport à 1980, alors que celui-ci a toujours été en nette progression depuis fin 1979. Enfin, la hausse des prix des combustibles (± 20 %), quoique inférieure à celle subie en 1980 a entraîné une diminution encore plus forte de la consommation de produits énergétiques qui chute d'environ 15 % en volume.

La conjonction de cet ensemble de facteurs défavorables explique en grande partie la décroissance en volume de la consommation privée. La part du revenu disponible ainsi libérée, étant donné les mauvaises perspectives d'investissement (surtout construction), a principalement servi à constituer une importante épargne de précaution, à caractère semi-liquide (placement sur livrets, à court terme).

L'ampleur de la crise renforce aussi les liens existant entre la consommation et le climat conjoncturel, phénomène nouveau depuis la crise pétrolière de 1974. L'examen des modifications structurelles intervenues au sein de l'affectation des dépenses des ménages permettra de mieux faire ressortir cette évolution.

Deux indices statistiques mesurent l'évolution trimestrielle des ventes au détail et donnent une bonne approximation de la consommation des ménages. La statistique des ventes au détail fournie par les services de la T.V.A. relève les montants des opérations du commerce de détail soumises à la taxe classés par type de produit. Une autre statistique est celle établie par l'I.N.S. qui donne le chiffre d'affaire du commerce de détail sur base d'une enquête mensuelle auprès des commerçants. Ces deux indices sont repris dans les tableaux ci-après, les données trimestrielles étant déflatées pour chaque rubrique par les indices de prix correspondants. Les légères différences entre les deux sources proviennent des différences de composition des rubriques qui sont moins détaillées en ce qui concerne l'enquête mensuelle de l'I.N.S. Néanmoins, elles accusent toutes deux le recul d'environ 2 % du volume du commerce de détail.

Sur le plan de l'évolution trimestrielle, il est à souligner que la régression la plus nette du chiffre d'affaires des ventes au détail de biens s'est située au premier et au second trimestre avec respectivement —4 % et —3 % par rapport aux périodes correspondantes de 1981. On constate un léger redressement au quatrième trimestre sous l'impulsion des achats de fin d'année. En ce qui concerne les services, après un premier trimestre maussade (—3,5 %), le chiffre d'affaires de ce secteur s'est continuellement redressé avec une légère croissance au cours des 3 derniers trimestres. Il est à remarquer que certains taux de croissance défavorables au cours du 1er semestre sont dus en partie au niveau exceptionnel atteint au premier semestre de 1980, période de croissance du chiffre d'affaires du commerce de détail.

Il est intéressant d'examiner l'évolution par rubrique des opérations relevées en 1981 dans le commerce de détail. Les postes qui subissent un recul en volume le plus net sont les commerces en carburant, en tissus d'ameublement et en chaussures. La hausse des prix de l'énergie a aussi influencé le poste « autres commerces de détail » qui comprend entre autres les combustibles domestiques et subit dès lors l'effet de la réduction de la consommation énergétique des ménages. Sont en quasi-stagnation les ventes de produits alimentaires, les papiers et fournitures de bureau, ainsi que les articles d'équipement du foyer. Seules les ventes d'articles d'habillement et les produits courants hors alimentaires maintiennent un taux de croissance en volume nettement positif.

Pour ce qui est des achats de biens durables, on constate un sévère recul des dépenses consacrées à l'automobile et à ses accessoires (—7 % en volume). Cette situation est confirmée par la baisse sans précédent des immatriculations de véhicules neufs (—12,5 %) alors que seulement 0,6 % de véhicules usagés sont immatriculés en moins. Si la majorité des usagers ne renoncent pas à la voiture individuelle comme instrument de transport et de loisir, le renouvellement de celle-ci est de plus en plus différé. Le nombre de kilomètres parcourus par véhicule diminue parallèlement (économie de carburant) ainsi que les frais de réparation (entretiens effectués directement par les particuliers). En outre, on peut raisonnablement

estimer que la tenue du salon de l'auto dans les premiers mois de 1982 a nettement pesé sur les ventes en 1981 par un effet de retardement à l'achat d'un véhicule neuf.

Les ventes des autres catégories de biens durables sont en stagnation à l'image de la rubrique comprenant l'équipement du foyer qui comporte notamment l'électro-ménager. A cet égard, on constate que la baisse des revenus réels et l'incertitude sur l'emploi futur ont rendu plus difficile les décisions d'achat de biens durables, qu'ils se paient au comptant ou à terme. Il faut ajouter aussi une certaine saturation du marché pour quelques biens (frigos, voitures, T.V., machines à laver le linge), tandis que ceux pour lequel subsiste une marge de demande (surgélateur, machine à laver la vaisselle, etc...) soit requièrent un investissement plus lourd, soit sont encore considérés comme relativement secondaires.

Les résultats de l'enquête de l'I.N.S. sur le taux d'équipement des ménages belges montrant une légère hausse de celui-ci pour certains appareils paraît en contradiction avec les résultats du chiffre d'affaires du secteur mais, il faut tenir compte du fait que cette enquête, effectuée en 1981, tient surtout compte des achats de biens durables antérieurs à cette année.

Un des avantages des données T.V.A. est de permettre l'examen de la consommation de services. D'après les chiffres T.V.A. déflatés par les indices de prix correspondants par la D.G.E.D., le secteur des services avait connu une croissance légère d'environ 1 % en volume en 1981. Mais ce chiffre global cache des évolutions divergentes selon les catégories de services offerts. Les postes relatifs aux activités de loisirs maintiennent une progression sensible, avec 3 % en volume, pour le secteur HORECA et surtout 17,6 % pour les services récréatifs et culturels (contre 5 et 6,7 % en 1980). Par contre, les services personnels (coiffure, etc...) stagnent alors que le secteur réparation de biens de consommation enregistre un recul sensible (—5,8 % en volume).

L'effet de la crise économique sur ces dépenses est assez net : les consommateurs reportent une série d'achats et de frais (biens durables, frais d'aménagement des logements, réparations) vers des activités considérées comme faisant partie des loisirs. La hausse continue du chiffre d'affaires, des services récréatifs et culturels et de l'Horeca est assez significative à cet égard. Ces deux postes, ainsi que les achats d'habillement, se révèlent encore peu compressibles dans le budget des ménages.

Il est malheureusement impossible de dégager les types de comportement des consommateurs par classe de revenu mais il est vraisemblable que les ménages à bas revenu ont réduit l'ensemble de leurs dépenses et que celles-ci se sont plutôt réorientées vers les secteurs de l'alimentation et l'habillement. L'enquête effectuée trimestriellement par les Communautés Européennes auprès des consommateurs permet de se faire une idée plus précise des réactions des ménages.

Les principales questions posées concernent la situation financière du ménage ainsi que les possibilités d'épargne future. Les réponses sont classées en fonction des catégories de revenu net :

— les ménages ayant un revenu net inférieur à 18 000 F font valoir une nette détérioration de leur situation financière et n'envisagent pratiquement pas d'épargner;

— les catégories de revenus de 18.000 F à 35.000 F net considèrent que leur situation financière s'est légèrement dégradée et envisagent éventuellement d'épargner au cours des mois prochains;

— les catégories de revenus de 35 000 à 50 000 F accusent une plus forte détérioration de leur situation financière qu'en 1980 mais n'entendent pas réduire leur épargne;

— les catégories de revenus supérieurs à 50 000 F net connaissent aussi une détérioration de leur situation financière. Ces ménages entendent maintenir leur épargne. Il est à remarquer que cette catégorie de revenu est moins sensible à l'évolution conjoncturelle, n'étant pas constituée principalement par des salaires.

Enfin, l'enquête mesure aussi la perception de la conjoncture économique par les ménages. Ceux qui estiment que la situation générale du pays s'est détériorée passe de 78 % à 86 % d'octobre 1980 à octobre 1981. Les questions se rapportant aux prix et au chômage donnent également des résultats négatifs. Il est évident que la manière de formuler les questions et les méthodes d'échantillonnage influence les résultats obtenus mais l'ensemble des paramètres indiquent que les ménages sont de plus en plus conscients des difficultés dans lesquelles se débat l'économie belge en 1981.

*

* *

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée (a)

(croissance en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1980		1981									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Commerce de détail	8,8	1,9	—1,3	— 4,0	5,4	—3,0	4,7	—2,7	8,4	0,7	4,4	—2,2
Horeca	*9,0*	*5,0*	*6,6*	*1,0*	*9,0*	*2,7*	*10,1*	*5,5*	*7,3*	*2,4*	*8,4*	*3,0*
Réparation de biens de consommation	*6,7*	*0,0*	*—4,2*	*—11,4*	*2,8*	*—4,0*	*0,6*	*—4,6*	*3,3*	*—2,5*	*0,6*	*—5,8*
Services récréatifs et culturels	*11,9*	*6,7*	*12,0*	*6,6*	*36,6*	*30,3*	*17,8*	*12,9*	*24,9*	*19,1*	*23,0*	*17,5*
Services personnels	*8,0*	*4,2*	*2,5*	*— 0,7*	*6,8*	*2,5*	*7,4*	*2,4*	*5,8*	*—1,9*	*5,7*	*0,1*
Total services (c)	8,1	3,0	2,5	— 3,5	7,5	1,5	8,6	2,9	7,5	1,7	6,5	0,8
Total consommation des ménages en biens et services (c)	**8,6**	**2,0 à 2,5**	**—0,6**	**— 3,9**	**5,8**	**—2,2**	**4,8**	**—1,7**	**8,2**	**0,9**	**4,8**	**—1,6**

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Estimations.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail (a)

(croissance par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1980		1981									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Alimentation	6,6	2,9	3,1	— 2,0	8,1	2,0	7,4	1,8	9,9	2,0	7,3	1,1
Produits de beauté et d'entretien	5,4	3,3	4,7	0,5	10,2	5,3	8,2	3,8	4,0	—0,6	6,7	2,2
Habillement	9,0	6,3	5,4	2,5	9,5	6,5	8,4	5,7	9,2	5,1	8,2	5,1
Chaussures	6,7	1,6	1,1	— 7,0	4,6	— 4,8	5,3	— 2,7	6,4	—1,3	4,5	— 3,8
Textile d'ameublement	10,1	7,5	— 8,1	—10,8	—0,8	— 4,1	—0,8	— 3,2	— 0,4	—3,7	—2,6	— 3,3
Equipement du foyer	7,2	5,6	— 2,9	— 5,9	11,9	8,5	5,3	2,5	1,6	—1,7	4,0	1,0
Autos, cycles, accessoires	8,8	3,0	—10,8	—16,9	3,2	— 4,4	0,8	— 7,4	8,0	—1,6	—0,3	— 7,4
Carburants et lubrifiants	19,0	—8,0	— 4,1	— 7,4	— 3,7	—17,2	—0,2	—21,8	11,8	—1,0	—0,8	—15,4
Papiers, livres, fournitures	14,3	9,5	10,3	3,7	11,9	4,2	9,4	0,5	7,4	—0,1	9,6	1,8
Autres commerces de détail (c)	11,5	—8,5	— 5,0	—19,0	— 2,5	—15,4	1,0	—15,6	20,4	5,9	3,7	— 9,4
Commerce à assortiment varié	9,0	4,0	3,9	—	5,9	— 2,3	5,8	0,0	6,2	0,0	5,5	0,0
Total ...	**8,8**	**1,9**	**— 1,3**	**— 4,0**	**5,4**	**— 3,0**	**4,7**	**— 2,7**	**8,4**	**0,7**	**4,4**	**— 2,2**

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Comprend le commerce de détail en : articles pour la photo et l'optique, horlogerie et bijouterie, jouets, articles de sport, armes, fleurs et plantes, semences et engrais, articles de cadeaux, divers et les combustibles qui prennent une part majeure dans cette rubrique.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail (a)

(croissance en % par rapport à la même période de l'année précédente)

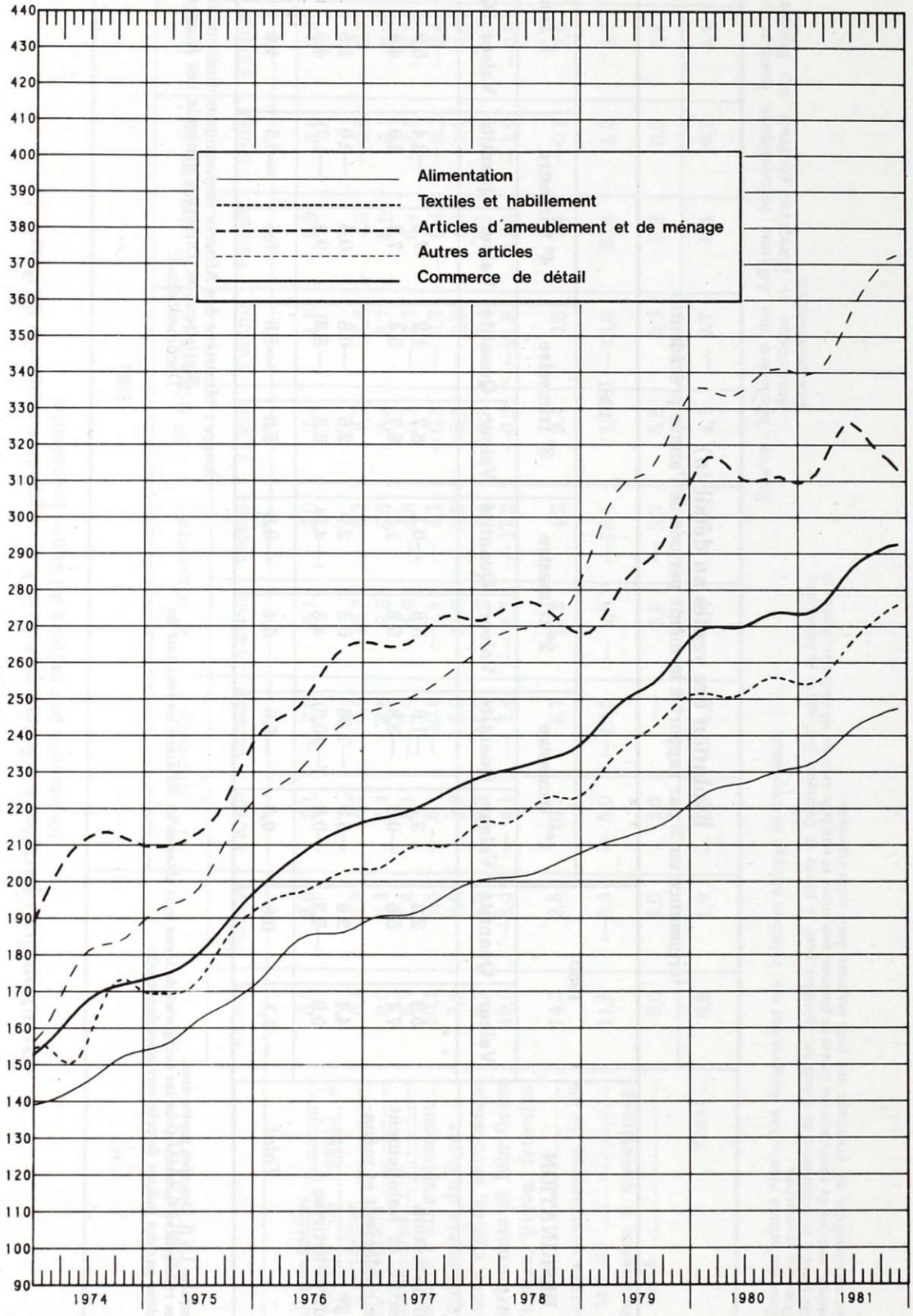
DÉSIGNATION	1980		1981									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre		L'année	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
Alimentation	5,9	2,2	3,4	—1,6	5,8	—0,1	6,7	1,2	7,3	—0,4	5,9	—0,2
Textile et habillement	7,7	5,6	—0,6	—3,8	5,2	1,6	6,7	3,4	7,2	2,9	4,8	1,3
Ameublement et ménage	4,4	2,6	—3,9	—7,06	6,3	2,9	2,6	—0,6	0,8	—2,6	1,5	—1,7
Autres articles	9,9	(—5,3)	—0,6	(—10,3)	4,8	(—4,9)	6,3	(—8,3)	9,2	(—1,7)	4,9	(—6,3)
Total ...	**7,3**	**0,6**	**0,3**	**—5,6**	**5,4**	**—0,8**	**5,8**	**—1,8**	**6,6**	**—0,5**	**4,6**	**—2,0**

(a) Enquête I.N.S. Données provisoires.
Les résultats en quantité pour les catégories de biens sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Répartition par type de biens — indices en valeur
(données désaisonnalisées et lissées — 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Taux d'équipement des ménages belges en biens durables

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Automobile	67,7	68,0	—	—	—	—
Congélateur	41,5	46,3	52,3	48,3	54,7	60,5
Réfrigérateur	87,9	89,6	90,2	90,9	90,4	85,9
Machine à laver le linge	69,5	73,0	74,8	70,4	74,6	79,9
T.V. N/B	61,9	52,0	45,2	39,8	34,3	26,2
T.V. Couleur	31,6	41,6	49,8	54,4	60,5	70,7
Machine à laver la vaisselle	10,9	11,2	14,1	12,1	14,7	19,8

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations de voitures neuves

PÉRIODE	1979	1980	1981	$\frac{1980}{1979}$ en %	$\frac{1981}{1980}$ en %
Janvier	*33 777*	*41 081*	*34 360*	*+ 21,6*	*—16,4*
Février	*32 235*	*43 072*	*29 943*	*+ 33,6*	*—30,5*
Mars	*47 341*	*46 063*	*36 322*	*— 2,7*	*—21,1*
1er trimestre	113 353	130 216	100 625	+14,9	—22,7
Avril	*53 346*	*39 973*	*37 553*	*—25,1*	*— 6,1*
Mai	*43 450*	*31 634*	*30 954*	*—27,2*	*— 2,1*
Juin	*41 585*	*42 174*	*39 765*	*+ 1,4*	*— 7,5*
2e trimestre	138 381	113 781	108 272	—17,8	— 4,8
1er semestre	**251 724**	**243 997**	**208 897**	**— 3,1**	**—14,4**
Juillet	*33 091*	*33 812*	*28 818*	*+ 2,2*	*—14,8*
Août	*28 176*	*23 471*	*20 169*	*—16,7*	*—14,1*
Septembre	*28 944*	*27 033*	*26 059*	*— 6,6*	*— 3,6*
3e trimestre	90 211	84 316	75 046	— 6,5	—11,0
Octobre	*35 730*	*31 139*	*28 176*	*—12,8*	*— 9,5*
Novembre	*27 388*	*22 196*	*22 796*	*—18,9*	*+ 2,7*
Décembre	*15 542*	*16 876*	*15 284*	*+ 8,6*	*— 9,4*
4e trimestre	78 660	70 211	66 256	—10,7	— 5,6
2e semestre	**168 871**	**154 527**	**141 302**	**— 8,5**	**— 8,6**
L'année	**420 605**	**398 524**	**350 199**	**— 5,2**	**—12,1**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

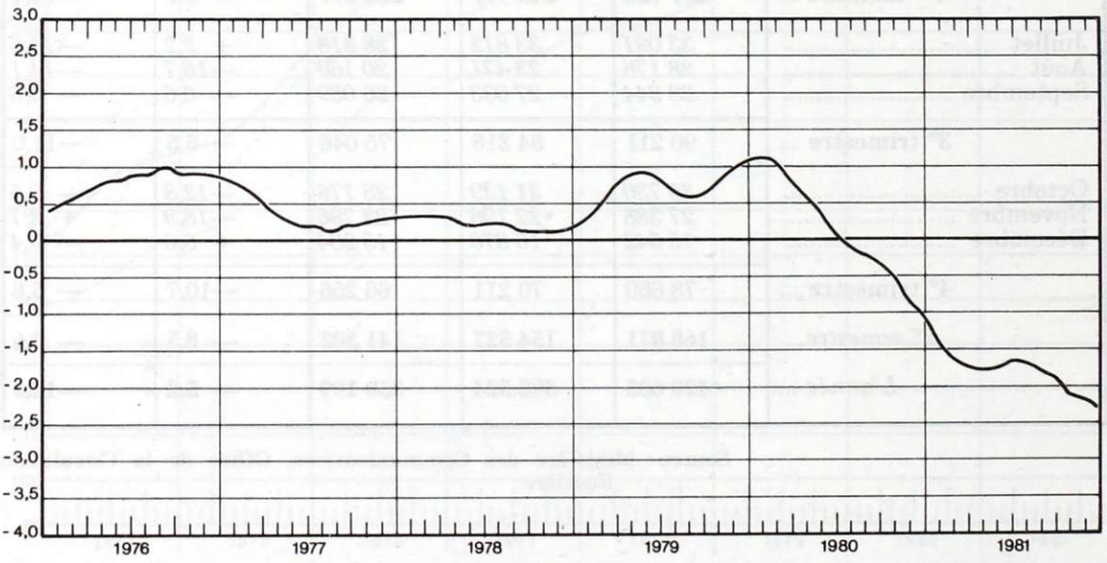
Immatriculations de voitures usagées

PÉRIODE	1979	1980	1981	$\frac{1980}{1979}$ en %	$\frac{1981}{1980}$ en %
Janvier	*26 115*	*29 803*	*32 195*	*+ 14,1*	*+ 8,0*
Février	*29 516*	*38 586*	*33 028*	*+ 30,7*	*—14,4*
Mars	*35 268*	*38 497*	*35 148*	*+ 9,1*	*— 8,7*
1er trimestre ...	90 899	106 886	100 371	+17,6	— 6,1
Avril	*46 586*	*37 475*	*31 697*	*—19,5*	*—15,4*
Mai	*40 492*	*32 091*	*44 328*	*—20,7*	*+ 38,1*
Juin	*38 850*	*40 817*	*38 098*	*+ 5,1*	*— 6,7*
2e trimestre ...	125 928	110 383	114 123	—12,3	+ 3,4
1er semestre ...	**216 827**	**217 269**	**214 494**	**+ 1,0**	**— 1,3**
Juillet	*34 793*	*37 169*	*38 098*	*+ 6,8*	*+ 2,5*
Août	*29 393*	*26 317*	*25 577*	*—10,4*	*— 2,8*
Septembre	*31 748*	*34 631*	*34 723*	*+ 9,1*	*+ 0,3*
3e trimestre ...	95 934	98 117	98 398	+ 2,3	+ 0,3
Octobre	*37 019*	*36 108*	*33 739*	*— 2,5*	*— 6,6*
Novembre	*31 079*	*26 854*	*29 002*	*—13,6*	*+ 8,0*
Décembre	*25 263*	*25 626*	*25 879*	*+ 1,4*	*+ 1,0*
4e trimestre ...	93 361	88 588	88 620	— 5,1	0,0
2e semestre ...	**189 295**	**186 705**	**187 018**	**— 1,4**	**0,2**
L'année ...	**406 122**	**403 974**	**401 512**	**— 0,5**	**— 0,6**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

Commerce de détail (a)

Evolution de l'écart par rapport à la tendance (b)



(a) Sur base de l'indice des quantités.
(b) Série standardisée.

Source : Institut National de Statistique.

Indicateur de capacité d'épargne des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1980	Mai 1980	Octobre 1980	Janvier 1981	Mai 1981	Octobre 1981	Janvier 1982
— de 12 000 FB	—80,7	—70,8	—86,3	—83,0	—89,1	—64,7	—79,7
12 000 à 18 000 FB	—74,2	—78,6	—82,3	—76,5	—76,5	—70,2	—77,2
18 000 à 25 000 FB	—45,0	—51,0	—58,0	—65,0	—57,6	—44,6	—53,6
25 000 à 35 000 FB	—16,6	—21,6	—22,8	—27,8	—21,6	—20,6	—32,1
35 000 à 50 000 FB	4,9	20,0	8,8	3,6	— 2,6	6,2	3,3
+ de 50 000 FB	31,8	29,7	27,3	27,0	29,6	26,1	21,6

Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisées par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Indicateur de situation financière des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1980	Mai 1980	Octobre 1980	Janvier 1981	Mai 1981	Octobre 1981	Janvier 1982
— de 12 000 FB	—43,7	—43,9	—41,9	—42,4	—43,1	—63,7	— 5,0
12 000 à 18 000 FB	—39,0	—34,0	—33,0	—32,0	—40,5	—45,8	—44,5
18 000 à 25 000 FB	—33,4	—36,1	—38,0	—46,2	—32,3	—34,4	—40,9
25 000 à 35 000 FB	—21,0	—34,0	—29,0	—34,0	—30,3	—33,5	—37,9
35 000 à 50 000 FB	—15,0	—18,0	—19,0	—24,0	—24,4	—30,8	—29,8
+ de 50 000 FB	— 9,7	— 2,9	—14,0	—11,7	—14,6	—27,3	—27,2

Sources : Communautés Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différences entre les réponses classées positives et négatives. A la lois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque trimestre

(croissance par rapport au semestre correspondant de l'année antérieure)

PERIODE	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
1978 1er semestre	4,0	29,0	18,3
2e semestre	1,4	15,8	10,4
1979 1er semestre	8,3	9,2	6,8
2e semestre	10,2	14,4	12,9
1980 1er semestre	2,6	5,8	4,3
2e semestre	—15,5	— 3,8	— 7,8
1981 1er semestre	—21,8	—10,9	—15,8
2e semestre	—10,2	— 4,0	— 5,9

Source : Institut National de Statistique.

SIXIEME PARTIE

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

SECTION I. — BRUXELLES

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice général de la production sans la construction a régressé de 8,5 % en 1981 alors qu'il avait augmenté de 7,6 % un an auparavant. Le recul, important durant les trois premiers mois de l'année, a persisté tout au long des autres trimestres alors que l'activité industrielle du pays stagnait quasiment jusqu'en septembre et qu'elle haussait sensiblement par la suite.

Au terme de l'année écoulée, le niveau moyen de l'indice de la production bruxelloise sans la construction ne dépasse plus que de 4,4 % celui atteint en 1970. Hormis un retrait de l'activité en 1975, qui s'éleva à 11,5 %, la présente contraction est la plus importante enregistrée depuis plus de dix ans; elle succède par ailleurs à l'accroissement le plus élevé noté durant la même période, poursuivant ainsi cette tradition qu'une année d'expansion alterne avec une année de récession.

En 1980, l'activité industrielle dans de nombreux secteurs s'était plus rapidement développée à Bruxelles que dans le reste du pays; en 1981, le fléchissement a été plus important dans la capitale qu'ailleurs. En 1980, l'indice général de la production du Royaume sans la construction dépassait de 8,9 % celui de Bruxelles; en 1981, son avance atteint 16,2 %.

Trois branches seulement échappent au recul général : l'eau qui avance de 23,3 % après avoir connu deux diminutions consécutives, le tabac qui augmente de 12,7 % et les ouvrages en métaux non mécaniques qui stagnent alors qu'ils avaient crû en 1979 et 1980.

Outre la construction, les baisses les plus importantes de la production atteignent le secteur textile (—24,2 %), en complète désagrégation dans la capitale puisque son indice se situe à 37,9 (base 1970 = 100), et le matériel de transport (—21,8 %), qui perd un peu plus que sa progression réalisée en 1980.

Signe de la désindustrialisation de la capitale, l'indice de la production de 1981 est inférieur à celui de la base de 1970 pour plusieurs secteurs : la construction, le textile, le vêtement et la chaussure, le papier, les minéraux non métalliques, la métallurgie de base et l'électricité.

§ 2. — EMPLOI ET CHOMAGE

La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés s'est élevée à 40.482 unités dans la région, en augmentation de 23,9 % par rapport à 1980; pour le pays, l'accroissement atteint 21,7 %. Cette hausse a frappé principalement les hommes (+33 %), la croissance pour les femmes se limitant à 15,6 %; pour les uns, elle est inférieure à ce qu'elle a été dans le pays (+38,3 %) tandis qu'elle a été supérieure pour les autres (11,7 %).

Les chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autres chômeurs inscrits obligatoirement et les demandeurs d'emploi libres inoccupés représentent à Bruxelles 18,6 % (19,7 % pour le Royaume) de la population assurée contre le chômage (base I.N.A.M.I.) se répartissant en 16,8 % (13,4 % pour le Royaume) pour les hommes et 20,9 % (30,1 %) pour les femmes.

Le chômage dans la région se distingue par certains aspects de celui existant en Flandre et en Wallonie. Ainsi, le nombre de chômeurs y est-t-il plus élevé que celui des chômeuses alors que ce rapport est inversé ailleurs; la part des jeunes de moins de 25 ans y est plus faible et celle de chômeurs âgés de plus de 50 ans, plus importante, en particulier pour les femmes. Il y existe relativement plus de chômeurs à aptitude normale et moins admis sur base des études.

La proportion de chômeurs dont la durée d'inactivité est égale à ou dépasse deux ans, y est supérieure en ce qui concerne les hommes mais ne l'est pas pour les femmes et la somme des deux. Enfin, la part des demandeurs d'emploi de nationalité étrangère dans le total des chômeurs complets indemnisés enregistrés dans la région y est nettement plus élevée qu'autre part.

La répartition des chômeurs complets indemnisés par branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession, fait apparaître que plus du quart de ceux-ci travaillaient dans des services (hausse de près de 30 % en 1981), 15 % dans le commerce (+14,5 %), 13 % dans la construction (+39,5 %). Deux secteurs ont enregistrés une baisse minime du nombre de chômeurs : les cuirs et peaux ainsi que la céramique, briqueterie et ciment.

Au 30 juin 1981, 570 253 travailleurs assujettis à la sécurité sociale étaient recensés à Bruxelles; leur nombre avait baissé de 2,5 % par rapport à la même date de 1980. Ils représentaient 19,6 % du total du Royaume. 74 % d'entre eux étaient considérés comme travailleurs intellectuels et 26 % comme manuels; pour le pays, l'on comptait 55,3 % de travailleurs classés dans la première catégorie et 44,7 % dans la seconde. La répartition entre hommes et femmes pour les premiers cités est de 58,4 % pour les uns et 41,6 % pour les autres; elle est respectivement de 67,2 % et de 32,8 % pour les seconds nommés.

§ 3. — FERMETURES D'ENTREPRISES (1)

Au cours de l'année en revue, 359 entreprises ont fermé leurs portes dans la région (+7,2 % par rapport à 1980) affectant 7 225 travailleurs (+7,5 %). Relativement

(1) Voir également le tableau dans le chapitre II de la première partie du présent rapport, consacré à l'emploi et au chômage.

à l'évolution nationale, le nombre de fermetures a continué de régresser dans la capitale, passant de 26,1 % du total en 1980 à 24 % en 1981 tandis que celui des travailleurs frappés par celles-ci a baissé de 24,5 % à 19,2 %.

Les entreprises classées sous la rubrique « divers » ont été les plus touchées par cette mesure (38,2 % du total dans la région); les secteurs de la construction (16,7 %), de l'hôtellerie-restauration (12,0 %) et de la mécanique (10,0 %) ont été également durement atteints.

Les pertes d'emploi les plus élevées frappent la construction (37,6 % du total), les divers (23,0 %) et les industries mécaniques (16,7 %).

Le nombre de faillites a crû à Bruxelles de 13,7 % en 1981; elles représentent 27 % du total du Royaume (28 % en 1980).

§ 4. — INVESTISSEMENTS (1)

Au cours de l'année écoulée, les investissements bénéficiant des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 se sont élevés à 3,3 milliards de francs, soit 3,6 % du total du Royaume, en hausse de 50,6 % par rapport à 1980. Depuis l'entrée en vigueur de ces lois et jusqu'en 1981, les investissements aidés ont atteint un montant de 27,4 milliards de francs, soit 2,6 % du total national.

Le secteur « divers » a reçu 45,1 % (34,3 % en 1980) du total des aides accordées à l'investissement dans la capitale et celui des fabrications métalliques, 17 % (39,4 % en 1980); les industries chimiques en ont obtenu 12,8 % (17,2 %), les matériaux de construction, 12,2 % (3,9 %), les industries alimentaires, 11,7 % (3,0 %) et la métallurgie, 0,5 % (2,2 %).

Les bonifications d'intérêt ont atteint 109 millions de francs en 1981, représentant 3,6 % de leur total pour le pays (3,2 % en 1980). Entre 1962 et 1981, elles atteignent 1 007 millions, soit 1,7 % de celles attribuées à l'ensemble du pays. Les primes et/ou subventions en capital accordées à la région se sont élevées à 206 millions en 1981, soit 2,5 % du total (3,3 % en 1980) et se chiffrent à 630 millions pour la période allant de 1962 à 1981 (1,7 % du total); il convient de rappeler qu'elles ne sont attribuées à Bruxelles que depuis 1978. Le coût pour l'Etat de ces opérations en faveur de Bruxelles s'élève à 315 millions pour l'année écoulée, soit 2,8 % du montant global (3,2 % en 1980) et à 1 637 millions depuis 1962 (1,7 % du total).

Les investissements étrangers prévus à Bruxelles dans l'industrie ont atteint 2 053 millions de francs (65 millions en 1980) soit 37,6 % du total (2,5 % en 1980); cette part est fortement influencée par une opération de rachat, réalisée par une société japonaise, d'une firme relevant du groupe de produits « verre ». Cette opération a été comptabilisée au profit de son siège social, situé dans la région bruxelloise, à défaut d'une possibilité de répartition régionale du montant du rachat entre les divers sièges d'exploitation.

La somme mentionnée ci-dessus devrait favoriser cinq établissements nouveaux permettant la création de deux cent vingt-deux emplois.

---

(1) Voir le tableau en fin de chapitre.

§ 5. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. permet d'appréhender dans une certaine mesure l'évolution du secteur sous rubrique. En effet, elle reprend les déclarations mensuelles et trimestrielles à la T.V.A. des entreprises y assujetties. Comme il s'agit de données à prix courants, les mouvements des prix et les variations de quantité sont mélangés.

Le chiffre d'affaires du commerce de gros a augmenté de 5,7 % au cours de l'année; cette hausse est la plus faible enregistrée depuis trois ans. La croissance du chiffre d'affaires du commerce de détail atteint 5,2 %; ce pourcentage est inférieur à celui des années précédentes. Au vu de ces taux, il n'est pas interdit de penser qu'un recul en volume de ces deux types de commerce se soit produit.

Les secteurs de la construction, des intermédiaires de commerce et de la réparation des biens de consommation connaissent une baisse de leur chiffre d'affaires (—1,9 %, —3,2 % et —5,8 % respectivement); une évolution inverse se produit pour la restauration et l'hébergement (+9,1 %).

SECTION II. — FLANDRE

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après le fléchissement de l'activité industrielle en Flandre en 1980, une constante amélioration a pu être observée en 1981.

L'indice général moyen de la production industrielle de la Flandre (construction exclue - base 1970 = 100), qui avait encore monté de 7,2 % en 1979, pour régresser de 3,7 % en 1980, a augmenté de 0,6 % en 1981.

L'industrie de la chimie et du caoutchouc où la croissance avait été de 11 % environ en 1979, a enregistré un recul de 8 % en 1980, pour augmenter à nouveau de 4 % en 1981. Une évolution similaire s'est produite dans l'industrie des fabrications métalliques (1979 : +9,4 %; 1980 : —9,9 %; 1981 : +4 %).

En 1981, l'industrie des fabrications métalliques a enregistré une hausse de la production de 17,1 % pour le matériel de transport, tandis que la construction de machines, d'appareils et accessoires électriques a diminué de 8,2 % et la fabrication de machines non électriques et la mécanique de précision sont demeurées au niveau de production de 1980.

En 1981, un léger accroissement de la production a été enregistré dans l'industrie du bois (+2,8 %), mais dans l'industrie du papier et du carton l'activité a baissé de 12 %.

La production dans les secteurs des minerais non métalliques et dans la métallurgie de base a régressé de respectivement 14,6 % et de 2,4 % en 1981. En 1980, ces secteurs avaient déjà enregistré un ralentissement de 4,7 % et de 2,4 % respectivement.

Par ailleurs, la production dans l'industrie textile s'est légèrement améliorée, tandis que la fabrication d'articles d'habillement et de chaussures a quelque peu fléchi. Après le fort recul de 1980 (—31,3 %), l'industrie du cuir a enregistré un accroissement de sa production en 1981 (+21,6 %).

§ 2. — EMPLOI ET CHOMAGE

Au 30 juin 1981, la région flamande comptait 1 526 977 travailleurs assujettis à la sécurité sociale; l'année précédente, ce nombre s'élevait à 1 563 588. Proportionnellement, les diminutions les plus fortes ont été notées au Limbourg (—3,2 %), en Flandre orientale (—2,7 %) et en Flandre occidentale (—2,4 %). Dans la province d'Anvers et dans le Brabant flamand (arrondissements de Hal-Vilvorde et de Louvain), le recul s'est limité à 2 %.

Selon les statistiques établies par l'O.N.S.S. (1), les principaux secteurs d'emplois en Flandre sont l'industrie des fabrications métalliques, l'industrie de la mécanique de précision et l'optique (11,8 %), le commerce (10,4 %), la construction (8,7 %), les transports et communications (7,1 %), le textile (3,4 %), l'alimentation (3,3 %), la chimie (3 %) et l'habillement et les chaussures (2,6 %).

En Flandre, 183 701 ouvriers et employés étaient occupés, au 30 juin 1980, dans l'industrie des fabrications métalliques, la mécanique de précision et l'industrie optique. Par rapport à 1974, cela représente une perte de 24 103 places, ou 11,6 %. Au cours de cette période, ce secteur a enregistré un recul de 20 % pour l'industrie électrotechnique, de 16 % pour les machines et de 14,5 % pour les produits métalliques. Un léger accroissement de l'emploi a été observé dans les moyens de transport (+2,4 %) et dans la mécanique de précision et l'industrie optique (+5,7 %).

Dans d'autres secteurs industriels également, l'effritement de l'emploi s'est poursuivi. De juin 1974 à juin 1980, l'emploi a régressé de 27 556 unités ou 34,4 %, dans le secteur textile, de 24 023 unités ou 36,9 %, dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, de 11 139 unités ou 17,2 %, dans le secteur du bois et des meubles en bois, de 4 558 unités ou 8,1 %, dans l'industrie alimentaire, de 2 869 unités ou 21,4 %, dans l'industrie des boissons, de 1 527 unités ou 25,6 %, dans l'industrie du tabac, de 1 522 unités ou 46,8 %, dans l'industrie du cuir, de 2 691 unités ou 20,4 %, dans l'industrie du papier, de 1 053 unités ou 5,9 %, dans les imprimeries et de 3 511 unités ou 12,1 %, dans l'industrie du caoutchouc et du plastique. En 1980, la situation s'est encore détériorée dans la plupart de ces secteurs industriels exception faite des secteurs de l'alimentation, de l'impression, du caoutchouc et du plastique, où un certain nombre de nouveaux postes ont été créés.

Au cours de la période juin 1974 — juin 1980, le nombre des emplois dans la construction a augmenté de 8 523. Cependant, un recul de 3 439 unités a été noté dans ce secteur entre juin 1979 et juin 1980. Au 30 juin 1980, 8,7 % du nombre total de travailleurs en Flandre, étaient occupés dans l'industrie de la construction.

(1) Comme la répartition sectorielle par région n'était pas encore disponible au 30 juin 1981 lors de la rédaction de cet aperçu, l'analyse suivante porte sur les données enregistrées au 30 juin 1980.

Entre 1974 et 1980, le nombre d'emplois s'est accru de 23 830 unités dans le commerce, le secteur horeca et les entreprises de réparation, de 7 292 unités dans le secteur des transports et communications et de 12 295 unités dans les banques, les organismes de crédit, les assurances et les entreprises de location. Le glissement de l'emploi vers le secteur tertiaire a été observé surtout dans le secteur des autres services (+88 935 emplois). Au 30 juin 1974, 23,4 % de l'ensemble des travailleurs en Flandre étaient occupés dans le secteur des autres services, alors qu'en juin 1980 ce pourcentage était de 28,8.

Dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche maritime, ainsi que dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, il n'y a pas eu de reflux de l'emploi pendant la période considérée. La part procentuelle de l'emploi dans ces secteurs est demeurée inchangée à 0,5 % et 2,6 % respectivement.

L'analyse statistique détaillée du nombre de chômeurs complets indemnisés inscrits au 30 juin 1981 fait apparaître une augmentation de 48 994 chômeurs complets, ou 30,6 % par rapport au 30 juin 1980 dans la région flamande. Le chômage parmi les hommes (+60,9 % ou 31 413 unités) s'est davantage accru que celui parmi les femmes (+16,2 % ou 17 581 unités). En comparaison des autres régions, le chômage s'est accru dans une plus forte mesure en Flandre, tant en valeurs absolues que relatives.

Bien que l'augmentation du chômage se produise dans tous les secteurs, certains d'entre eux connaissent, ces dernières années, un important accroissement du nombre de chômeurs masculins. Ce phénomène se manifeste le plus dans les secteurs de la construction, du commerce, des services, mais d'autres secteurs tels l'alimentation, le textile, le bois, la chimie et la transformation des métaux n'ont pas non plus échappé à cette évolution. Pour les femmes, une forte augmentation a été observée dans le secteur commercial, les services et le secteur de l'habillement; en ce qui concerne les autres secteurs, toutefois, les femmes ont su mieux se maintenir que leurs collègues masculins.

§ 3. — FERMETURES D'ENTREPRISES (1)

D'après le bureau Eurinform, le nombre de faillites en Flandre est passé de 1 475 en 1980 à 1 763 en 1981, soit une hausse de 19,5 %. En 1980, l'augmentation se montait encore à 28,7 %, ce qui représente un net ralentissement.

En 1981, un nombre croissant d'entreprises et de travailleurs ont pu bénéficier de l'intervention du Fonds d'Indemnisation des travailleurs licenciés par suite de fermeture d'entreprise. En Flandre, il s'est agi en 1981 de 784 entreprises dont un quart dans le secteur de la construction. De plus, un grand nombre de fermetures d'entreprises a été enregistré dans les secteurs des métaux, de l'alimentation, des hôtels et restaurants, de la confection, du bois, du transport, du textile et de la chimie.

§ 4. — INVESTISSEMENTS

Dans la région flamande, 62,7 milliards de francs d'investissements ont bénéficié en 1981 de l'application des lois d'expansion, soit 32 % de plus que le montant de 1980.

---

(1) Voir également le tableau dans le chapitre II de la première partie du présent rapport, consacré à l'emploi et au chômage.

Cette importante progression se retrouve surtout dans les provinces d'Anvers et du Limbourg. En Flandre orientale, une baisse a même pu être constatée, mais, le montant absolu est demeuré toutefois supérieur à celui enregistré en Flandre occidentale et dans le Brabant flamand.

Pour la période de 1959 à 1981, 611 milliards de francs ont été investis dans le cadre des lois d'expansion, dont 213 milliards se rapportant à Anvers, 165 milliards à la Flandre orientale, 102 milliards au Limbourg, 82 milliards à la Flandre occidentale et 49 milliards au Brabant flamand.

D'un point de vue sectoriel, l'on constate que dans une mesure croissante l'aide de l'Etat va à des investissements de l'industrie chimique et de l'industrie des fabrications métalliques tandis que l'octroi d'aide aux investissements de la métallurgie de base a fortement régressé.

En 1981, les aides à l'investissement en Flandre ont coûté 8 milliards de francs. Un cinquième environ de celles-ci a été accordé sous forme de bonification d'intérêt et quatre cinquièmes sous forme de primes de capital. Pour la période de 1962 à 1981, les investissements en région flamande ont reçu 53 milliards de francs d'aide de l'Etat dont 30,3 milliards sous forme de bonifications d'intérêt et 22,7 milliards en primes de capital.

SECTION III. — WALLONIE

§ 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Alors qu'elle s'était encore maintenue en 1980, la production industrielle s'est sensiblement amoindrie en 1981 en Wallonie. L'indice de la production industrielle (sans la construction 1970 = 100) a fléchi de 6,5 % par rapport à l'année antérieure. Cette baisse est la première intervenant après trois années consécutives de hausse, il est vrai à rythme décroissant. Le recul de la production dans l'industrie en 1981 n'atteint toutefois pas l'ampleur de la chute abrupte qui s'était produite en 1975 (—12,3 %); il n'en demeure pas moins sérieux. Exprimé en terme annuel, il rend cependant mal l'évolution intervenue en cours d'année. C'est ainsi que l'indice trimestriel désaisonnalisé de la production industrielle s'est redressé fortement au quatrième trimestre (+3,6 % par rapport au trimestre précédent) faisant suite à une baisse qui s'est progressivement amenuisée au cours des trimestres précédents. Une amélioration s'est donc faite jour très nettement à la fin de l'année. Si le profil conjoncturel de l'indice wallon se calque sur celui des autres régions du Royaume, le résultat final laisse toutefois apparaître un écart record (33,6 %) entre les indices de production industrielle de Flandre et de Wallonie au désavantage de cette dernière.

A l'exception de la production et de la transformation de papier et de carton dont l'indice hausse considérablement en 1981 (+30,3 %) après un recul important en 1980 (—19 %), ainsi que du petit secteur du tabac (+21,2 % en 1981), pratiquement tous les

secteurs enregistrent une baisse de leur production. Il faut toutefois mentionner le redressement de l'activité dans le secteur des industries chimiques et du caoutchouc dont l'indice de production (+0,4 % en 1981) récupère la baisse de 1980 (—3,2 %).

Parmi les reculs de production industrielle importants pour la Wallonie, ceux des fabrications métalliques et de la métallurgie de base doivent être relevés. La production dans le secteur des fabrications métalliques a en effet, reculé de plus de 13 % en 1981 par rapport à l'année précédente au cours de laquelle elle avait progressé de 7,3 %. Elle en revient ainsi à un niveau (110) proche de celui de 1974 (112). Au sein de cet ensemble de branches d'activités assez diverses, seule la production du secteur des machines électriques a pu être maintenue tandis que le recul apparaît des plus élevés pour le matériel de transport (—21,3 %) et appréciable pour les ouvrages non mécaniques en métaux (—11,5 %) ainsi que les machines non électriques et la mécanique de précision (—7,1 %). La métallurgie de base montre quant à elle une nouvelle baisse de sa production de 8,9 % après celle de l'année précédente (—3,9 %). Le niveau de la production dans ce secteur (pour l'essentiel la sidérurgie) (85) est inférieur de plus d'un tiers à celui du sommet de 1974 et n'est que de peu supérieur à celui du plancher de production atteint en 1977.

Parmi les autres industries manufacturières, celles de l'alimentation et des boissons enregistrent un recul de 4,3 % de leur production faisant suite à une hausse importante (+14,2 %) en 1980 tandis que l'industrie textile a réduit à nouveau fortement sa production (—15,5 %). Son indice se situe ainsi au niveau 63 pour 1970 = 100. Enfin l'industrie du bois connaît également une baisse marquée de production (—11,6 %). Pour l'ensemble des industries manufacturières la diminution de la production se monte à 6 % en 1981 soit un peu moins de l'écart (6,5 %) qui la sépare de son sommet de 1974.

Depuis 1975 la production de l'ensemble des industries de Wallonie a évolué de façon languissante tandis qu'au contraire elle s'est sensiblement développée dans l'autre grande région industrielle du pays. Ceci reflète évidemment la disparité des structures industrielles des deux régions du pays mais aussi l'inertie de celles de Wallonie malgré la nécessité d'une adaptation rendue de plus en plus impérieuse.

§ 2. — EMPLOI

Au 30 juin 1981, 811 262 travailleurs étaient assujettis à la sécurité sociale (contre 840 239). Ce nombre marque un nouveau recul important (—3,5 %), de l'emploi en Wallonie, lequel représente dès lors 27,9 % du total des emplois dépendants du Royaume. La baisse est pratiquement totalement imputable aux travailleurs manuels (—7,0 % par rapport à 1980) et d'une façon plus précise aux travailleurs masculins (—8,1 %), l'emploi féminin régressant de 3,5 %. Comme l'année précédente la diminution des postes de travail affecte le plus les grands centres industriels et davantage le Hainaut (—4,0 %) que les autres provinces : Liège —3,0 %, Luxembourg —1,8 %, Namur —3,5 %. De plus au gain quoique minime réalisé l'année précédente dans la province de Luxembourg et l'arrondissement de Nivelles, se substitue une perte d'emplois particulièrement marquée à Nivelles (—4,3 % par rapport à 1980). Les

deux métropoles régionales sont également touchées mais la réduction des postes de travail apparaît à nouveau plus élevée à Charleroi (—5,1 %) qu'à Liège (—3,3 %).

La ventilation sectorielle régionale de la présente statistique n'étant pas encore disponible au moment de la rédaction de ce commentaire, il n'est malheureusement pas possible d'analyser les flux sectoriels régionaux. Pour autant que les mouvements observés au niveau du Royaume soient reproduits au niveau des régions, il apparaît que la diminution des emplois continue d'être importante dans le secteur industriel tandis que son augmentation dans le secteur des services (surtout les services publics) n'apparaît plus aussi assurée. De plus, reflet de la crise que traverse la construction, la contraction de l'emploi dans ce secteur y a été forte en 1981.

§ 3. — CHOMAGE

Tout comme en 1980, le chômage a poursuivi une progression vive en 1981. Certes les données à fin décembre 1981 ne montrent qu'une croissance modérée (+10,1 % pour le nombre de chômeurs complets indemnisés en Wallonie par rapport à décembre 1980) en raison principalement des modifications introduites dans la réglementation. En effet la moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés a, quant à elle, progressé de 19 % en Wallonie en 1981 par rapport à 1980. Cette augmentation est cependant inférieure à celle prévalant dans le Royaume : 21,7 %; de plus, autre trait caractéristique de l'évolution du chômage en 1981, elle a été nettement plus vive pour les hommes (+32,4 %) que pour les femmes (+10,4 %). Ceci reflète la détérioration de la conjoncture particulièrement dans l'industrie en 1981. Ainsi le nombre de chômeurs complets indemnisés était en moyenne de 133 096 (58 351 hommes et 74 745 femmes) par mois en 1981 en Wallonie; il représentait 34 % du chômage complet du Royaume. Le taux de chômage (1) était de 22,4 % pour les deux sexes (15,5 % pour les hommes et 34,4 % pour les femmes) et demeurait le plus élevé des taux régionaux du pays.

Au niveau subrégional, les provinces wallonnes les plus industrialisés affichent toujours les taux de chômage (2) les plus élevés, sur base des données du recensement au 30 juin 1981 : Liège 15,3 %, Hainaut 14,3 % pour 12,9 % à Namur, 8,4 % dans le Luxembourg et 8,5 % dans l'arrondissement de Nivelles. Les taux records sont atteints dans les arrondissements de Mons (18,6 %), Liège (17,6 %) et Thuin (16,8 %). D'après les moyennes mensuelles, les augmentations ont été plus vives pour les provinces de Luxembourg (+26,6 % en 1981 contre +18,7 % en 1980) de Namur (+24,2 % en 1981 contre +15,3 % en 1980) et de Hainaut (+20,2 % en 1981 contre +7,7 % en 1980) tandis que la progression demeurait davantage contenue à Liège (+13,5 % en 1981 contre +5,0 % en 1980).

Suivant la branche d'activité où était occupé en dernier lieu le chômeur, il apparaît que la plus forte progression sur base de moyennes mensuelles est observée dans les secteurs de la construction (+37,4 % en 1981 contre +16,4 % en 1980) et des

(1) Chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autres chômeurs inscrits obligatoirement, les demandeurs d'emploi, libres, inoccupés par rapport à la population I.N.A.M.I. assurée contre le chômage.

(2) Chômeurs complets indemnisés par rapport à la population I.N.A.M.I. assurée contre le chômage.

services (+32,2 % en 1981 contre +21 % en 1980). En outre il convient de signaler des augmentations sensiblement importantes dans les secteurs de la construction métallique (+15,4 % en 1981); de la construction mécanique (+7,6 %) et du commerce (+8,3 %). L'ensemble des branches d'activité précitées intervenaient pour un peu plus de la moitié (56 %) du nombre mensuel moyen de chômeurs en Wallonie en 1981.

Selon les données du recensement au 30 juin 1981, la part des jeunes chômeurs (moins de 25 ans) dans le total des chômeurs complets indemnisés était en Wallonie d'un tiers soit une proportion quelque peu identique à celle de Flandre mais supérieure à celle de la région bruxelloise. Enfin le pourcentage de chômeur complet indemnisé dont la durée d'inactivité est supérieure à 2 ans, quoique plus élevé en Wallonie (36,1 %) ne diverge cependant pas trop de celui des autres régions : Flandre 34,7 %, région bruxelloise 33 %.

§ 4. — FERMETURES D'ENTREPRISES (1)

Selon la statistique du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, si le nombre d'entreprises ayant cessé définitivement toute activité a progressé de 8 % en 1981 par rapport à 1980, le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures a pratiquement doublé : il atteint un chiffre record de 14 492 contre 7 511 en 1980.

C'est dans le bloc métal, mécanique et électricité que l'augmentation est la plus vive : 8 324 suppressions de postes de travail en 1981 contre 1.545 en 1980. A elles seules, ces branches d'activité représentent plus de la moitié (56 %) du total des emplois ainsi supprimés en 1981.

Le nombre correspondant d'entreprises de ces branches, ainsi fermées a augmenté de 21 unités par rapport à l'année précédente : 49 en 1981 contre 28 en 1980. Ces fermetures ont donc affecté quelques entreprises de taille relativement plus importante que précédemment. Quoique inférieur à l'année précédente, le nombre d'entreprises fermées demeure toujours le plus élevé dans la construction (84 en 1980 contre 78 en 1981) et le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures régresse de 2 630 en 1980 à 1 701 en 1981.

Troisième groupe d'activités ayant connu des pertes d'emplois très importantes relativement à l'année précédente : le textile (1 497 en 1981 contre 145 en 1980) et la confection (640 en 1981 contre 135 en 1980). Pour ces activités également la taille moyenne des entreprises contraintes à la fermeture est plus élevée en 1981 qu'en 1980. Enfin la chimie (208 emplois supprimés avec 6 entreprises fermées en 1981 contre respectivement 22 et 2 en 1980) et, cependant dans une moindre mesure, le secteur des transports (234 emplois perdus en 1981 contre 106 en 1980 pour 17 entreprises fermées au cours de ces deux années) présentent le même trait caractéristique : la taille des entreprises fermées en 1981 a été en moyenne sensiblement plus importante qu'en 1980.

(1) Voir également le tableau dans le chapitre II de la première partie du présent rapport, consacré à l'emploi et au chômage.

§ 5. — INVESTISSEMENTS

Alors que pour l'ensemble du pays le montant nominal des investissements ayant bénéficié des aides octroyées dans le cadre des lois d'expansion a été quelque peu plus élevé en 1981 qu'en 1980, en région wallonne il y a été inférieur de près d'un tiers et n'a représenté qu'un peu plus de 27 % du montant total du pays (voir tableau en fin de chapitre). Seule la province de Hainaut a vu croître d'une manière sensible le montant desdits investissements (+16 %) tandis qu'à l'inverse il était en recul de plus d'un tiers en province de Liège, ces deux provinces concentrant près des neuf dixièmes des investissements ainsi subsidiés.

Les deux tiers de ces investissements se situent dans les trois principales branches d'activité que sont la métallurgie, les fabrications métalliques et les industries chimiques. Le tiers restant est réparti entre les industries de l'alimentation, des matériaux de construction ainsi que diverses autres industries de moindre importance.

Le montant des aides octroyées en Wallonie en 1981 en vertu des lois d'expansion s'est élevé à 3,1 milliards de francs (1,2 milliard de francs au titre de bonification d'intérêt et 1,9 milliard de francs sous forme de prime ou subvention en capital) et représente 27 % du total des aides pour le Royaume. De 1962 à 1981 les investissements de Wallonie auront ainsi bénéficié d'une aide de 42,8 milliards de francs (soit 43,9 % du total du pays) se répartissant en 28 milliards de francs en bonifications d'intérêt et 14,8 milliards de francs en primes de capital. Caractéristique de l'évolution des dernières années, le montant octroyé sous forme de primes ou subventions de capital est nettement plus important en 1981; antérieurement la proportion était inversée ce que reflète encore la ventilation des montants cumulés depuis 1962 (deux tiers en bonifications d'intérêt contre un tiers en primes de capital).

Les investissements étrangers ou mixtes ont été quasiment insignifiants (2,5 % du total du pays) en Wallonie en 1981 (voir tableau en fin de chapitre). Certes le montant repris en région bruxelloise est fortement influencé par une opération de rachat réalisée par une société japonaise d'une société relevant du secteur du verre, opération comptabilisée au profit du siège social de cette société, situé dans la région bruxelloise, à défaut d'une possibilité de répartition régionale du montant du rachat entre les divers sièges d'exploitation. Sur les 212 millions d'investissements étrangers ou mixtes réalisés en 1981 ou à réaliser sous peu en Wallonie, 137 ont trait au secteur industriel dans la province de Liège et l'arrondissement de Nivelles. Sectoriellement les investissements étrangers ou mixtes (industrie, commerce et services) se répartissent entre la branche du métal (36 millions de francs), de la chimie (72 millions de francs), du textile (73 millions de francs), de l'alimentation (2 millions de francs), du bois (2 millions de francs), des matériaux de construction (1 million de francs) et de diverses autres branches d'activité (26 millions de francs).

*
* *

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	246 152	258 113	250 639	268 187	273 574
Brabant	342 235	360 286	353 490	363 370	369 254
Hainaut	149 666	157 525	150 545	158 052	157 783
Liège	134 381	144 758	143 826	151 129	151 446
Limbourg	80 585	83 379	84 349	93 983	98 886
Luxembourg	22 984	24 439	24 240	24 751	24 015
Namur	44 141	45 666	44 935	48 180	48 477
Flandre orientale	162 439	172 289	165 168	176 495	179 992
Flandre occidentale	144 441	148 073	144 320	153 259	151 424
Le Royaume ...	**1 327 024**	**1 394 528**	**1 361 512**	**1 437 406**	**1 454 851**
Région flamande	*735 098*	*770 213*	*751 021*	*805 327*	*815 137*
Région wallonne	*378 975*	*403 068*	*394 288*	*415 393*	*412 802*
Région bruxelloise	*212 951*	*221 247*	*216 203*	*216 686*	*226 912*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Dernières données disponibles.

Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	297 188	356 498	392 591	447 603	497 028
Brabant	409 647	478 847	543 329	607 726	662 892
Hainaut	180 185	213 179	219 549	247 360	265 730
Liège	162 262	196 199	210 616	237 315	252 707
Limbourg	98 858	112 161	131 139	152 490	167 929
Luxembourg	28 088	33 025	36 444	40 477	43 000
Namur	53 306	59 705	67 070	76 400	84 577
Flandre orientale	193 991	229 850	250 479	286 603	307 659
Flandre occidentale	176 165	197 034	220 862	253 233	261 547
Le Royaume ...	**1 599 690**	**1 876 498**	**2 072 079**	**2 349 207**	**2 543 069**
Région flamande	*885 471*	*1 034 536*	*1 153 335*	*1 319 179*	*1 426 120*
Région wallonne	*457 487*	*544 731*	*577 009*	*651 710*	*699 555*
Région bruxelloise	*256 732*	*297 231*	*341 735*	*378 318*	*417 394*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Dernières données disponibles.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	52 666	46 996	26 663	23 746	77	51	79 406	70 793
2. Industries extractives	14 990	16 630	9 340	8 817	4	?	24 334	25 450
3. Industries manufacturières	(434 981)	(457 431)	(202 547)	(208 412)	(59 456)	(61 284)	(696 984)	(727 127)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	72 602	76 829	28 683	29 991	11 379	12 017	112 664	118 837
b) Textiles	32 521	29 101	8 402	7 528	1 003	844	41 926	37 473
c) Vêtements et chaussures	16 569	16 563	2 966	2 846	4 047	3 789	23 582	23 198
d) Bois et meubles	27 219	28 773	4 510	4 964	1 480	1 537	33 209	35 274
e) Papier, impression, édition	16 967	17 317	9 467	9 330	8 530	8 355	34 964	35 002
f) Industries chimiques et activités connexes	61 915	68 337	16 078	16 848	3 237	3 389	81 230	88 574
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 140	20 686	17 487	22 245	849	1 099	35 476	44 030
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	15 163	16 277	36 019	32 760	119	133	51 301	34 500
k) Garages	24 172	27 560	13 902	15 759	5 504	6 110	43 578	49 429
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	126 609	128 981	58 557	59 180	21 118	21 735	206 284	209 896
l) Industries non dénommées ailleurs	24 104	27 007	6 476	6 961	2 190	2 276	32 770	36 244
4. Construction	94 455	105 849	54 691	60 432	25 285	26 041	174 431	192 322
5. Electricité, gaz et eau	41 446	41 760	22 054	24 625	8 517	8 709	72 017	75 094
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(233 734)	(255 865)	(112 823)	(122 563)	(136 757)	(147 731)	(483 314)	(525 159)
a) Commerce	140 795	151 051	64 229	67 733	61 565	63 755	266 589	282 539
b) Services financiers et assurances	38 737	43 123	16 792	18 675	52 342	57 979	107 871	119 777
c) Immeubles d'habitation	54 202	61 691	31 802	36 155	22 850	25 997	108 854	123 843
7. Transports et communications	140 511	154 470	36 918	40 471	25 382	27 388	202 811	222 332
8. Services	325 763	361 024	196 242	217 875	128 394	149 896	650 399	728 795
Ajustement statistique	—19 367	—13 905	—9 568	—7 389	—5 554	—3 709	—34 489	—25 003
Produit intérieur brut ...	**1 319 179**	**1 426 120**	**651 710**	**699 555**	**378 318**	**417 394**	**2 349 207**	**2 543 069**

(a) Dernières données disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloises		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	107	91	96	70	54	96	103
2. Industries extractives	95	95	61	57	13	8	74	72
3. Industries manufacturières	(137)	(139)	(124)	(123)	(102)	(101)	(130)	(130)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	127	128	118	117	102	100	122	122
b) Textiles	113	100	114	102	88	71	112	99
c) Vêtements et chaussures	104	99	96	88	93	83	101	95
d) Bois et meubles	162	160	130	148	91	93	152	153
e) Papier, impression, édition	127	126	117	113	71	66	107	104
f) Industries chimiques et activités connexes	143	156	166	173	69	72	141	152
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	121	130	116	128	130	140	119	130
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	111	114	103	99	58	64	105	103
k) Garages	137	144	132	138	121	123	133	139
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	151	151	139	137	124	128	144	144
l) Industries non dénommées ailleurs	182	191	168	171	121	117	174	180
4. Construction	121	127	128	132	106	102	121	124
5. Electricité, gaz et eau	176	171	184	201	170	156	178	178
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(137)	(139)	(143)	(136)	(111)	(121)	(131)	(133)
a) Commerce	136	140	152	139	98	105	129	131
b) Services financiers et assurances	179	173	183	172	130	146	154	159
c) Immeubles d'habitation	119	122	115	118	116	134	117	120
7. Transports et communications	120	121	108	103	96	100	113	114
8. Services	136	137	133	135	125	135	133	136
Produit intérieur brut ...	**132**	**134**	**126**	**125**	**112**	**118**	**127**	**128**

(a) Dernières données disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques; Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (b)	1981 (c)		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	9 177	20 138	15 769	10 196	20 050	12 620	22 514	24,8	213 559	20,6
Flandre occidentale	4 517	6 550	4 664	5 226	8 487	8 255	9 238	10,2	82 382	8,0
Flandre orientale	6 515	15 467	8 525	8 186	10 192	14 630	9 859	10,9	164 806	15,9
Limbourg	3 393	7 685	3 340	7 877	4 458	7 562	14 918	16,4	102 410	9,9
Brabant flamand	1 342	3 025	2 578	2 289	6 144	4 329	6 211	6,9	48 813	4,7
Région flamande	*24 944*	*52 865*	*34 876*	*33 775*	*49 331*	*47 396*	*62 740*	*69,2*	*611 970*	*59,1*
Hainaut	3 177	18 661	25 069	7 628	8 405	10 815	12 499	13,8	182 041	17,6
Liège	4 238	16 786	4 056	7 577	6 980	20 728	7 156	7,9	143 492	13,8
Luxembourg	955	800	254	898	2 805	464	1 203	1,4	13 103	1,3
Namur	377	955	2 294	2 605	667	1 479	1 196	1,3	26 442	2,6
Nivelles (arrond.)	737	1 613	1 207	898	3 309	2 350	2 537	2,8	31 555	3,0
Région wallonne	*9 484*	*38 815*	*32 881*	*19 606*	*22 366*	*37 837*	*24 591*	*27,2*	*396 633*	*38,3*
Bruxelles-Capitale	*1 951*	*817*	*2 497*	*903*	*4 086*	*2 159*	*3 252*	*3,6*	*27 401*	*2,6*
Le Royaume ...	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**85 392**	**90 583**	**100,0**	**1 036 004**	**100,0**

(a) A partir de 1959.
(b) Données corrigées.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition par région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger

(en millions de francs)

RÉGION	Livraisons totales					Dont à l'étranger				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
Anvers	272 145	360 952	367 829	442 096	479 297	144 646	189 970	190 309	247 070	262 305
Brabant	200 505	254 383	245 309	270 370	287 035	79 757	104 464	97 886	115 804	126 910
Hainaut	156 279	214 062	191 945	208 663	201 296	81 469	106 635	90 668	101 549	95 946
Liège	131 479	176 838	162 431	177 750	183 095	64 747	88 499	77 544	84 084	88 137
Limbourg	86 646	96 583	104 537	136 088	143 591	59 881	60 953	66 603	92 892	97 139
Luxembourg	10 843	14 465	11 415	12 183	10 257	4 631	6 393	4 253	5 714	4 117
Namur	24 745	29 332	27 089	33 116	36 791	9 588	11 727	10 701	12 951	14 813
Flandre orientale	173 522	221 579	204 250	232 542	237 464	81 487	101 734	92 304	107 515	109 353
Flandre occidentale	142 918	177 491	173 581	199 920	205 065	66 587	84 245	82 332	94 845	97 803
Le Royaume ...	**1 199 082**	**1 545 685**	**1 488 386**	**1 712 728**	**1 783 891**	**592 793**	**754 620**	**712 600**	**862 424**	**896 523**
Région flamande	766 386	966 663	958 422	1 133 657	1 193 813	386 927	480 103	474 346	596 060	624 044
Région wallonne	348 015	470 253	420 407	462 673	463 021	174 632	234 674	197 866	221 159	220 325
Région bruxelloise	84 681	108 769	109 557	116 398	127 057	31 234	39 843	40 388	45 205	52 154

Source : Ministère des Affaires économiques : INS.

Investissements étrangers prévus

Répartitions régionales et sectorielles (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1980			1981			1976-1981		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles Capitale
Métal et assimilés	120	562	747	591	36	1 047	4 272	2 609	2 745
Chimie	389	318	69	2 355	72	323	12 113	8 149	768
Pétrole	2	—	3	12	—	—	867	29	6
Papier	—	—	—	3	—	1	797	1	65
Textile	30	—	32	48	73	46	858	103	619
Autres	1 624	305	1 523	1 894	31	2 048	9 920	3 909	9 087
Total ...	**2 165**	**1 185**	**2 374**	**4 903**	**212**	**3 465**	**28 827**	**14 800**	**13 290**

(a) Sur base de la localisation du siège d'exploitation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Indices bruts de l'activité industrielle

(1970 = 100)

RÉGION	1980					1981				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) :										
Région flamande	134,1	131,4	116,4	121,2	125,8	122,6	127,3	113,0	124,2	121,7
Région wallonne	104,8	111,9	92,8	99,1	102,2	91,4	102,6	86,1	97,9	94,5
Région bruxelloise	102,3	101,0	87,8	95,1	96,6	83,4	89,5	75,2	86,4	83,6
Le Royaume ...	**119,7**	**120,5**	**104,4**	**110,1**	**113,7**	**106,5**	**113,7**	**98,5**	**110,0**	**107,2**
Indice général (non compris la construction) :										
Région flamande	149,7	137,6	125,0	133,6	136,5	140,5	138,4	127,6	143,2	137,4
Région wallonne	117,2	115,7	97,6	108,4	109,7	104,0	105,5	93,1	108,8	102,8
Région bruxelloise	123,0	116,1	100,7	116,7	114,1	106,8	107,0	94,0	109,7	104,4
Le Royaume ...	**135,1**	**127,2**	**112,5**	**122,7**	**124,4**	**123,7**	**123,7**	**110,3**	**127,9**	**121,4**
Industries manufacturières :										
Région flamande	152,7	140,7	127,8	136,0	139,3	142,9	140,8	130,2	146,3	140,0
Région wallonne	125,9	127,9	104,8	116,2	117,7	111,6	113,3	100,3	117,3	110,6
Région bruxelloise	123,0	116,1	100,9	116,5	114,1	107,2	107,5	94,5	110,1	104,8
Le Royaume ...	**139,6**	**131,5**	**116,4**	**126,6**	**128,5**	**127,8**	**127,5**	**114,3**	**132,6**	**125,6**
Construction :										
Région flamande	75,2	94,3	75,9	71,6	79,3	60,2	80,9	64,0	58,2	65,8
Région wallonne	62,9	89,9	71,2	66,4	72,6	49,6	82,1	61,0	58,8	62,9
Région bruxelloise	62,2	66,4	58,2	53,9	60,2	41,8	53,7	41,6	44,0	45,3
Le Royaume ...	**68,8**	**87,0**	**70,8**	**66,3**	**73,2**	**53,1**	**75,5**	**58,3**	**55,5**	**60,6**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Population active selon le statut professionnel et le sexe

Fin avril 1977 (a)

DÉSIGNATION	Hommes	Femmes	Total	Total 1977 p.r. à 1970 en % (b)
	LE ROYAUME			
Indépendants, employeurs	379 622	121 230	500 844	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	36 616	7 372	43 983	+ 23,6
Employés	901 699	567 672	1 469 376	+ 16,5
Ouvriers et ouvriers à domicile	1 115 199	350 804	1 465 999	— 6,9
Apprentis	18 516	68 500	87 010	— 26,2
Chômeurs	80 776	139 019	219 789	+173,5
Miliciens	30 306	—	30 306	— 7,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**2 562 721**	**1 254 574**	**3 817 292**	**+ 4,9**
	RÉGION BRUXELLOISE			
Indépendants, employeurs	39 672	14 169	53 842	+ 1,6
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	6 652	1 442	8 094	+ 22,2
Employés	124 663	90 309	214 972	— 6,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	81 333	37 963	119 296	— 15,6
Apprentis	922	7 831	8 752	— 25,2
Chômeurs	12 477	11 931	24 407	+208,3
Miliciens	2 576	—	2 576	— 5,1
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**268 294**	**163 644**	**431 939**	**— 5,3**
	RÉGION FLAMANDE			
Indépendants, employeurs	225 311	65 778	291 083	— 7,0
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	19 915	2 932	22 845	+ 32,0
Employés	495 698	295 403	791 104	+ 24,1
Ouvriers et ouvriers à domicile	682 754	218 296	901 049	— 5,4
Apprentis	12 852	37 620	50 473	— 21,0
Chômeurs	38 710	77 946	116 655	+206,9
Miliciens	18 888	—	18 888	— 6,8
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**1 494 122**	**697 964**	**2 192 083**	**+ 7,3**
	RÉGION WALLONNE			
Indépendants, employeurs	114 639	41 283	155 919	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	10 049	2 998	13 044	+ 12,0
Employés	281 338	181 960	463 300	+ 17,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	351 112	94 545	445 654	— 7,2
Apprentis	4 742	23 049	27 785	— 34,3
Chômeurs	29 589	49 142	78 727	+118,7
Miliciens	8 842	—	8 842	— 10,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**800 305**	**392 966**	**1 193 271**	**+ 5,9**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Enquête socio-économique.
(b) Recencement au 31 décembre 1970.

Chômeurs complets indemnisés

REGION	Fin décembre 1980	Variation en % par rapport à 1979	Fin décembre 1981	Variation en % par rapport à 1980
Région flamande	212 657	+21,6	239 398	+12,6
Région wallonne	127 432	+17,7	140 302	+10,1
Région bruxelloise	36 992	+17,6	44 147	+19,3
Le Royaume ...	**377 081**	**+19,9**	**423 847**	**+12,4**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés
(moyennes mensuelles)

REGION	1980			1981					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Variation en % par rapport à 1980	Femmes	Variation en % par rapport à 1980	Total	Variation en % par rapport à 1980
Rég. flamande	61 025	116 382	177 407	87 873	+44,0	130 329	+11,9	218 200	+23,0
Rég. wallonne	44 079	67 735	111 814	58 351	+32,4	74 745	+10,4	133 102	+19,0
Région bruxelloise ...	15 615	17 059	32 674	20 765	+33,0	19 719	+15,6	40 482	+23,9
Le Royaume	**120 719**	**201 176**	**321 895**	**166 991**	**+38,3**	**224 792**	**+11,7**	**391 784**	**+21,7**

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNEES	REGIONS								
	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1977	8,2	24,1	13,5	11,4	29,3	17,2	10,5	15,9	12,7
1978	8,4	25,0	14,1	11,5	30,9	18,1	12,1	16,1	13,8
1979	8,3	26,9	14,8	11,6	32,6	19,0	12,2	17,7	14,5
1980	8,9	26,8	15,3	12,2	31,9	19,3	12,6	18,1	15,0
1981	12,1	29,9	18,5	15,5	34,4	22,4	16,8	20,9	18,6

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autre chômeurs inscrits obligatoirement, les demandeurs d'emploi libres inoccupés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente (moyennes mensuelles).

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Région flamande	506	622	784	12 933	13 198	15 534
Région wallonne	331	326	352	10 131	7 511	14 942
Région bruxelloise	314	335	359	5 401	6 723	7 225
Le Royaume...	**1 151**	**1 283**	**1 495**	**28 465**	**27 432**	**37 701**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Région flamande	1 146	1 475	1 763	39,2	41,9	42,7
Région wallonne	933	1 060	1 251	32,0	30,1	30,3
Bruxelles (arrond. judic.)	842	984	1 119	28,8	28,0	27,0
Le Royaume ...	**2 921**	**3 519**	**4 133**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Eurinform.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1979	1980	1981	Evolution en 1981 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	457	640	704	+ 10,0
Brabant	1 033	1 200	1 266	+ 5,5
Flandre occidentale	225	307	367	+ 19,5
Flandre orientale	244	273	394	+ 44,3
Hainaut	335	371	431	+ 16,2
Liège	374	360	430	+ 19,4
Limbourg	135	161	312	+ 93,8
Luxembourg	35	71	58	— 18,3
Namur	83	136	171	+ 25,7
Le Royaume ...	**2 921**	**3 519**	**4 133**	**+ 17,5**

Source : Eurinform.

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. — POLITIQUE COMMERCIALE

Le commerce extérieur occupe une place de plus en plus importante dans l'économie du pays : les exportations tout comme les importations représentent en effet une part du produit national brut supérieure à 60 %. Or les mutations industrielles, liées au développement de nouvelles techniques, ainsi que la concurrence non seulement des pays développés, mais aussi de pays nouvellement industrialisés rendent de plus en plus périlleuse la vente à l'extérieur des frontières. Aussi, les pouvoirs publics appuient-ils cette dernière par des initiatives de plus en plus nombreuses.

Ainsi, l'Office national du Ducroire (O.N.D.) a garanti en 1981 des opérations à concurrence de 150 milliards de francs, contre 117 milliards en 1980. Le montant total des engagements (ou risques en cours) s'élevait à la fin de 1981 à 288 milliards de francs, dont 57 milliards ont été assurés pour le compte de l'Etat. L'O.N.D. intervient essentiellement dans trois directions : les pays en voie de développement, les pays membres de l'O.P.E.P. et les pays à économie planifiée.

En 1981, les plafonds d'engagements atteignaient 220 milliards pour l'O.N.D. et 70 milliards pour l'Etat. La loi du 12 janvier 1981 permet de les porter progressivement à 300 et 100 milliards au fur et à mesure des besoins.

La crise économique a un caractère mondial. La capacité de paiement des pays du tiers-monde et de certains pays à économie planifiée en a été gravement affectée. L'année 1981 a surtout été marquée par la consolidation de la dette de la Pologne. Les banques belges ont accepté de reporter les échéances de 1981, moyennant la garantie de l'O.N.D. Cette opération a permis à l'O.N.D. d'éviter le paiement de quelque deux milliards de francs. De plus, l'O.N.D. a été amené à conclure des accords de consolidation avec d'autres pays qui ne pouvaient plus faire face à leurs obligations financières. En exécution de ces accords, l'O.N.D. se substitue à l'exportateur — détenteur de la créance.

Les indemnités payées par l'O.N.D. en 1981 s'élèvent à 2,8 milliards de francs, montant supérieur au total des primes encaissées (2 milliards de francs).

Le montant des indemnités en cours à la fin de 1981 s'élèvent à 13 milliards de francs, dont plus de 80 % se rapportent à des consolidations.

Le « Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement belges » (Copromex) a continué à donner son avis au Ministre du Commerce extérieur pour toute demande relative à des crédits à l'exportation, à deux ans et au-delà, portant sur les biens d'équipement. Dans un souci de coordination avec les autres institutions intéressées aux crédits à l'exportation, le Comité s'efforce d'agir selon les mêmes principes et les mêmes critères que l'Office national du Ducroire et Créditexport.

En Belgique, les taux de Créditexport pour les crédits à moyen terme sont de 14,80 % (y compris la Commission bancaire de 0,45 %), alors que les taux fixés dans l'arrangement varient de 10 % à 11,25 % selon le pays destinataire de l'exportation et la durée du crédit. L'augmentation des taux date du 16 novembre 1981.

En ce qui concerne les prêts d'Etat, la loi du 10 août 1981 a prévu la création :

— d'un « Fonds des prêts à des Etats étrangers »;

— d'une Commission chargée de la coordination de la politique adoptée en la matière, ainsi que de la gestion de ces prêts.

Le Fonds est alimenté par des crédits budgétaires, par le remboursement de ces prêts et éventuellement par le paiement des intérêts y afférents.

En ce qui concerne le but et les modalités d'octroi et d'utilisation de ces prêts d'Etat, la politique menée en 1980 a été poursuivie : un crédit de 3 225 millions de francs y a encore été réservé. Les principaux pays bénéficiaires de ce programme ont été le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie, le Zaïre et les Philippines.

L'Office belge du Commerce extérieur (O.B.C.E.) a été obligé de faire une plus grande sélection dans le choix de ses actions spéciales en raison de l'accroissement de ses tâches, de leur complexité et de la diminution des moyens mis à sa disposition. Le plan de relance du Ministre du Commerce extérieur allait par ailleurs dans le même sens.

Sans exercer explicitement une influence directe sur la politique industrielle du pays, les actions de l'O.B.C.E. ont tout de même contribué à une promotion sectorielle des exportations.

Parmi les moyens d'action mis en œuvre par l'O.B.C.E. en vue d'aider les exportateurs et promouvoir ainsi leurs ventes, il faut citer en premier lieu les missions officielles. Pareilles missions se sont rendues dans divers pays dont le Japon, le Portugal, l'Algérie, la R.D.A., la Bulgarie, le Gabon, l'Indonésie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, le Zimbabwe et le Kenya. En outre, des missions sectorielles et régionales ont été organisées ainsi que des actions de promotion dont 10 ont eu lieu en Belgique et 15 à l'étranger.

Le système d'information de l'O.B.C.E. retient également l'attention. Le Fonds documentaire de l'Office a été élargi par l'adjonction de 21 000 références bibliographiques, ce qui porte le total à quelque 75 000.

Le Fonds du Commerce extérieur a utilisé en 1981 des crédits d'engagement s'élevant à 372 millions de francs, dont 114 millions à titre de subvention et 258 millions à titre de prêts en faveur des P.M.E. dans le but d'encourager la prospection des marchés extérieurs. Cette action de promotion s'est essentiellement centrée sur les Etats-Unis, le Japon et l'Algérie.

Suite à une décision du Comité permanent pour la promotion des investissements, le Gouvernement belge s'attache à accroître le nombre d'accords de protection des investissements privés effectués en territoire étranger. L'effet bénéfique que peuvent produire de tels investissements sur l'exportation belge vers les pays hôtes n'est plus mis en doute. En 1981, deux nouveaux accords sont venus s'ajouter aux accords existants, à savoir des conventions avec le Bangladesh et avec le Sri Lanka.

Au niveau des institutions multilatérales, il sied de faire état de l'activité déployée par la Belgique au sein des organisations spécialisées des Nations-Unies et dans d'autres instances internationales.

Ainsi, en novembre 1981 s'est tenue une réunion ministérielle pour évaluer la mise en œuvre des accords conclus pendant les négociations commerciales multilatérales dites du Tokyo-round, pour fixer le futur programme du G.A.T.T. et pour discuter de certains problèmes concrets (entre autre, la clause de sauvegarde).

La Belgique a également participé en 1981 aux XXII^{e} et XXIII^{e} sessions du Conseil du Commerce et du Développement, dépendant de la C.N.U.C.E.D.

Désormais ce Conseil procèdera une fois par an — sous l'égide d'un point intitulé « Protectionnisme et ajustements de structure » — à l'examen des structures de la production et du commerce dans l'économie mondiale et à une revue des faits nouveaux relatifs aux restrictions commerciales. En faisant cette concession aux pays en développement, les pays industrialisés ont toutefois obtenu que les études ne porteraient pas sur des aspects sectoriels ou spécifiques (produits et/ou pays) ni sur des programmes opérationnels en matière d'élimination des obstacles au commerce et d'ajustements de structure.

Le Conseil a décidé par ailleurs que la sixième Conférence de la C.N.U.C.E.D. se tiendrait à Libreville (Gabon) en mai-juin 1983. On doit s'attendre à ce que les pays en développement y exercent de fortes pressions pour obtenir une plus grande libéralisation de leur régime d'exportations (produits de base, restrictions non tarifaires...).

Pour ce qui touche aux accords internationaux concernant les produits de base, il convient de signaler que les négociations pour la convention concernant le blé sont gelées. Diverses initiatives, provenant tant de la F.A.O. que du Conseil mondial de l'alimentation, tendent à rechercher des solutions en mettant l'accent sur un meilleur approvisionnement des pays en voie de développement en produits alimentaires.

Un troisième accord international sur le cacao est entré en vigueur en 1981. Cependant, les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire, qui n'acceptent pas la fourchette de prix fixée par l'accord, ne sont pas membres de ce dernier.

Un sixième accord sur l'étain a été conclu en 1981. Le mécanisme de stabilisation est essentiellement basé sur un stock régulateur. L'entrée en vigueur de l'Accord n'est pas certaine, surtout en raison du refus des Etats-Unis d'y participer.

L'accord international actuel sur le café ne sera pas renégocié, mais prolongé jusqu'au 30 septembre 1983. Cependant, on discute actuellement d'amender l'accord, qui, depuis octobre 1980, impose des contingents à l'exportation en vue de stabiliser les cours.

Le traité créant le Fonds commun pour les matières premières a été conclu en juin 1980. L'entrée en vigueur de l'Accord n'est pourtant pas envisagée avant 1983 sinon 1984 en raison du nombre restreint de ratifications.

En ce qui concerne les relations extérieures de la Communauté économique européenne, deux événements importants ont marqué l'année 1981.

En premier lieu, l'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes est devenue effective le 1er janvier 1981 et ce pays, qui jusqu'à cette date était associé à la C.E.E., en est donc devenu le dixième membre.

En second lieu, la deuxième Convention A.C.P./C.E.E. de Lomé est entrée en vigueur, également à la date du 1er janvier 1981. De ce fait, la coopération entre la C.E.E. et un grand nombre de pays en voie de développement est reconduite pour une nouvelle étape.

Par ailleurs, les négociations relatives à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes se sont poursuivies tout au long de l'année.

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR

En 1979, les échanges extérieurs de l'U.E.B.L. avaient connu une expansion soutenue; celle-ci dura toute l'année et se poursuivit jusqu'en février 1980 pour s'essoufler rapidement par la suite et conduire même jusqu'à un recul au début de 1981 — lequel d'ailleurs, mais uniquement pour les exportations, se prolongea jusqu'en juin. Une faible remontée se dessina le reste de l'année mais elle n'atteignit aucun sommet : pour l'année écoulée, les ventes à l'étranger ont augmenté en valeur de 9 % et les achats à l'extérieur, de 9,3 %, taux inférieurs à ceux de 1980, eux-mêmes déjà en recul par rapport à 1979.

En volume, les résultats de 1981 sont moins bons que ceux de l'année précédente : les exportations stagnent (+0,1 %) tandis que les importations reculent (—4,5 %); par

contre, une légère amélioration peut être notée pour les prix sans toutefois entraver la poursuite de la dégradation des termes de l'échange déjà entamée à la fin de 1979.

L'examen des séries désaisonnalisées et lissées du commerce extérieur en valeur permet de constater que les exportations se sont rapprochées — dans les valeurs négatives — de leur tendance à long terme pendant les quatre premiers mois de l'année pour s'en écarter par la suite dans les valeurs positives — et ce jusqu'en septembre — et s'y ramener à nouveau ultérieurement. Une même évolution s'est déroulée pour les importations; toutefois, tout le temps positives en début d'année, elles atteindront leur sommet en août et churent rapidement après pour arriver dans des valeurs négatives en décembre.

Le déficit de la balance commerciale — 236,7 milliards de francs — s'est accru de 12,5 % par rapport à 1980 et représente désormais 11,5 % du total des exportations. Il résulte dans une large mesure de l'aggravation de celui concernant les produits énergétiques, lié à la hausse du cours de la monnaie américaine par rapport à la belge, et de la sensible réduction du surplus des produits minéraux. Il convient d'ajouter que durant les quatre derniers mois de l'année, le déficit a été modeste, ne s'élevant qu'à 8 % du total.

Le coefficient de couverture des importations par les exportations — calculé sur base des données cumulées — s'est redressé de manière presque continue durant l'année entière; cette amélioration est en partie due à la contraction des achats, donc à la faiblesse de la croissance en Belgique.

A titre de comparaison, le G.A.T.T. estime (1) que le commerce mondial de marchandises s'est élevé à près de 2 000 milliards de dollars en 1981, soit 1 % de moins qu'en 1980. C'est la première fois depuis 1958 que la valeur du commerce mondial baisse d'une année à l'autre. Cette baisse fait suite à une augmentation de plus de 20 % l'année précédente; elle s'explique essentiellement par le mouvement des valeurs unitaires à l'exportation, exprimées en dollars, qui, après avoir augmenté de près de 20 % en 1980, ont fléchi de 1 % en 1981. La hausse des prix intérieurs des marchandises échangées a donc été plus que compensée par la forte appréciation du dollar américain par rapport à la plupart des monnaies.

En volume, le commerce mondial — selon le même organisme — a stagné en 1981 après n'avoir progressé que de 1 % un an auparavant. La cause de cette stagnation est la contraction du volume des exportations de produits minéraux, et particulièrement de pétrole, qui a contrebalancé l'expansion observée pour les autres catégories de produits.

§ 1er. — EXPORTATIONS

1. — *Répartition sectorielle.*

La part relative des exportations de matières premières et produits demi-finis continue de se contracter et ne représente plus, en 1981, que 45 % du total contre

(1) Il s'agit de la première évaluation du commerce international établie par le secrétariat du G.A.T.T. Celle-ci est très approximative dans la mesure où, au moment de la publier, le G.A.T.T. ne dispose de statistiques couvrant l'année que pour un certain nombre de pays industriels seulement.

46,7 % un an auparavant, ce qui constituait déjà à l'époque le niveau le plus bas jamais atteint. Un nouveau pas a ainsi été franchi dans la voie de la restructuration des ventes à l'étranger et aussi sans doute du processus de production. Cette réorientation apparaît d'autant plus nécessaire qu'à long terme, elle conditionne toute expansion durable du commerce extérieur.

L'évolution entamée depuis plusieurs années — la régression, dans le panier exporté, de la part des biens de consommation — s'est inversée en 1981 : ces biens passent de 26,8 % du total à 28,2 % sous la poussée des produits non durables et en particulier les alimentaires.

Les ventes de biens d'équipement croissent moins vite que la moyenne; cette évolution est due non seulement aux moteurs et investissements fixes mais aussi au matériel de transport ainsi qu'aux appareils scientifiques et médicaux. Il convient de rappeler que ces deux dernières rubriques étaient apparues comme étant les plus soutenues parmi cette catégorie de produits au cours de l'année précédente.

Les combustibles et énergie, après s'être amplifiés de 50 % en 1980, ont connu un ralentissement de leur taux de croissance, qui reste cependant le plus élevé des différentes catégories. De la sorte, la part de cette rubrique dans le total des ventes atteint preque 9 %.

Seule parmi les différentes branches d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O., celle des produits minéraux a vu ses ventes régresser; ceci est dû en particulier aux métaux non ferreux et aux produits C.E.C.A., les matières non métalliques et les tréfilés, laminés, étirés et tubes en acier ne croissant cependant pas très rapidement.

La branche du textile et de l'habillement s'est développée dans les chiffres positifs mais à un rythme inférieur à celui de l'ensemble : toutes les sous-branches, à l'exception des tapis, y ont contribué.

La hausse la plus rapide provient des industries alimentaires, et particulièrement celles concernant les produits autres que la viande et le lait même si ces deux dernières se sont également accrues plus rapidement que la moyenne.

Pour ce qui concerne les augmentations les plus importantes, il convient en outre de signaler parmi les produits chimiques, en particulier les produits pharmaceutiques, les produits d'hygiène et ceux de la chimie de base, parmi les produits de l'agriculture, les végétaux et enfin, les boissons et tabacs et les produits de la récupération.

2. — *Répartition géographique.*

La déconcentration géographique des exportations se maintient : celles à destination des pays-tiers industrialisés représentaient encore 86,6 % du total en 1979; cette part est ramenée à 84,6 % en 1981. Ce recul se réalise au profit des pays en voie de développement (10,6 % en 1979; 12 % en 1981) et, dans une moindre mesure — mais cependant importante en termes relatifs — des pays à commerce d'Etat (2 % en 1979; 2,3 % en 1981).

Les exportations vers les pays de l'Europe occidentale et particulièrement vers les pays de la C.E.E. constituent la première cause de l'évolution signalée ci-dessus et qui s'était déjà présentée en 1980. La faible croissance des ventes à la R.F.A., la stagnation de celles à destination de l'Italie expliquent le mouvement, le seul soutien ayant pour origine le Royaume-Uni et certains pays de moindre importance.

Il convient de souligner l'importance de l'effort à l'exportation vers les Etats-Unis et le Canada; il s'agit essentiellement et comme souvent dans des circonstances analogues, de matières premières.

L'avance des ventes aux pays en voie de développement résulte des pays producteurs de pétrole asiatique; pour ceux des autres continents, la situation apparaît plus confuse puisqu'un recul des exportations vers le Mexique, l'Algérie et le Nigéria, entre autres, est enregistré. Par contre, les pays non producteurs de pétrole dans leur ensemble ont accru leurs importations de Belgique, ce qui n'est toutefois pas le cas de certains d'entre eux parmi les plus développés tel que le groupe formé par Taïwan, Hong-Kong et la Corée du Sud.

L'augmentation des exportations vers les pays à commerce d'Etat trouve son origine dans le développement soutenu de celles à destination de l'U.R.S.S. alors que celles aux autres pays d'Europe orientale régressent d'une année à l'autre. Malgré leur faible importance, il convient de signaler la bonne performance vers les pays asiatiques à commerce d'Etat, et en particulier la Chine, ainsi que Cuba.

§ 2. — IMPORTATIONS

1. — *Répartition sectorielle.*

En deux années, la part des achats de combustibles et énergie est passé de 14,1 % du total à 20,2 % et ce, grâce à un taux de croissance de 27,6 % en 1981, en diminution toutefois par rapport à celui de 1980 (43,7 %).

La part des autres rubriques dans le total régresse en conséquence. Les biens d'équipement apparaissent les plus déprimés puisqu'en recul par rapport à 1980, principalement à cause du matériel de transport. Par contre, les biens de consommation alimentaires et les matières premières industrielles restent soutenues.

L'analyse des importations par branche d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. fait apparaître la bonne tenue des produits de l'agriculture et plus spécialement des produits végétaux, des produits chimiques dont la pétro et carbochimie, les matières synthétiques et artificielles, les produits chimiques destinés à l'industrie et à l'agriculture ainsi que les produits d'hygiène et enfin des industries alimentaires (lait).

La branche textile est particulièrement déprimée : les tapis et autres produits reculent tandis que les produits de la filature et tissus stagnent; il en va de même des produits minéraux et des produits métalliques et électro-techniques : les machines

agricoles et industrielles reculent tout comme les divers cependant que les autres secteurs stagnent.

Pour ce qui concerne les autres industries, il faut signaler un recul du cuir, des bois et meubles et de l'orfèvrerie et diamants taillés.

2. — *Répartition géographique.*

La part des pays-tiers industrialisés dans le total des importations s'est contractée de 84,1 % en 1979 à 80,7 % en 1981. Cette baisse s'est réalisée à l'avantage des pays en développement dont l'importance relative passe de 13,9 % à 16,6 % en deux ans et des pays à commerce d'Etat (1,9 % à 2,6 %).

Les pays de la C.E.E. ne fournissent plus que 61,3 % des achats à l'extérieur de l'U.E.B.L. contre 63 % en 1980 et 67,3 % en 1979. Seuls les importations des Pays-Bas ont augmenté, au cours de l'année écoulée, plus rapidement que la moyenne.

Pour ce qui concerne les pays en voie de développement, des mouvements en sens divers sont notés. Ainsi les achats à certains pays producteurs de pétrole sont-ils en diminution (Algérie, Nigéria, Koweit entre autres) ce qui n'est pas le cas pour d'autres (Mexique, Arabie Séoudite et surtout Iran). La croissance des pays non producteurs de pétrole asiatiques est moins rapide que celle des Etats d'Amérique latine.

La croissance des achats à l'U.R.S.S. est restée inférieure à celle des importations en provenance des autres pays à commerce d'Etat.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

1. — *Répartition sectorielle.*

Deux branches d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. ont vu leur solde négatif en 1980 s'alourdir encore en 1981. Il s'agit des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, sous l'influence des produits végétaux et de l'énergie dont le déficit représente 115 % du déficit total (contre 94 % en 1980).

Le solde positif des produits minéraux se contracte principalement à la suite du doublement du déficit des métaux non-ferreux.

Deux branches voient leur déficit se résorber : les produits métalliques et électrotechniques, grâce à toutes les rubriques et les industries diverses grâce principalement au caoutchouc, à l'orfèvrerie et aux produits de la récupération.

Pour trois branches, une amélioration du solde positif se produit; elle concerne les produits chimiques, les industries alimentaires et en particulier les produits autres que lait et viande ainsi que l'industrie textile.

2. — *Répartition géographique.*

Le solde positif vis-à-vis des pays de l'Europe occidentale s'est résorbé de plus de la moitié cependant que celui envers les pays de la C.E.E. croissait de 10 % sous l'impulsion d'une amélioration de la balance commerciale avec la France, le Danemark, la Grèce et surtout le Royaume-Uni.

Par contre, il convient de souligner la forte détérioration du solde des échanges avec les Pays-Bas.

Il convient également de mentionner la diminution du déficit avec les Etats-Unis et l'aggravation de celui avec le Japon ainsi qu'avec les pays à commerce d'Etat et ceux en voie de développement.

*

* *

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)		
1972 Moyenne mensuelle	**11 971**	**6 342**	**56 814**	**59 248**	**+ 2 434**	**104,3**
1973 Moyenne mensuelle	**12 954**	**6 982**	**71 344**	**72 510**	**+ 1 166**	**101,6**
1974 Moyenne mensuelle	**13 371**	**6 798**	**96 724**	**91 652**	**— 5 072**	**94,8**
1975 Moyenne mensuelle	**11 488**	**6 328**	**94 245**	**88 073**	**— 6 172**	**93,5**
1976 Moyenne mensuelle	**12 689**	**6 701**	**114 080**	**105 538**	**— 8 542**	**92,5**
1977 Moyenne mensuelle	**12 452**	**7 044**	**120 665**	**112 059**	**— 8 606**	**92,9**
1978 Moyenne mensuelle	**12 981**	**6 874**	**127 170**	**117 522**	**— 9 648**	**92,4**
1979 Moyenne mensuelle	**14 026**	**7 302**	**148 696**	**138 435**	**—10 261**	**93,1**
1980 Moyenne mensuelle	**13 608**	**7 661**	**175 067**	**157 530**	**—17 537**	**90,0**
1981 Moyenne mensuelle (a)	**12 784**	**7 443**	**191 386**	**171 656**	**—19 730**	**89,7**
1980 Janvier	14 729	6 925	184 113	159 102	—25 011	86,4
Février	14 233	7 880	189 259	173 251	—16 008	91,5
Mars	15 787	8 113	198 623	176 026	—22 597	88,6
Avril	14 250	8 866	184 386	177 862	— 6 524	96,5
Mai	13 522	8 191	165 743	152 987	—12 756	92,3
Juin	14 995	7 713	174 501	153 873	—20 628	88,2
Juillet	11 078	7 303	148 954	143 333	— 5 621	96,2
Août	11 784	6 540	137 571	113 296	—24 275	82,4
Septembre	13 359	7 938	177 410	155 350	—22 060	87,6
Octobre	14 149	8 357	188 572	169 960	—18 612	90,1
Novembre	12 186	6 859	168 443	151 678	—16 765	90,0
Décembre	13 226	7 242	183 231	163 642	—19 589	89,3
Total ...	**163 298**	**91 926**	**2 100 807**	**1 890 359**	**—210 448**	**90,0**
1981 Janvier	12 722	6 548	175 801	143 878	—31 923	81,8
(a) Février	12 472	7 074	188 873	158 064	—30 809	83,7
Mars	13 646	7 207	207 443	174 746	—32 697	84,2
Avril	13 302	7 652	195 766	172 833	—22 933	88,3
Mai	11 872	6 971	176 273	161 186	—15 087	91,4
Juin	13 313	7 928	194 479	180 820	—13 659	93,0
Juillet	11 726	7 674	184 476	165 770	—18 706	89,9
Août	12 771	5 976	183 303	131 457	—51 846	71,7
Septembre	13 031	8 674	199 068	199 008	— 60	100,0
Octobre	13 023	8 757	201 080	200 325	— 755	99,6
Novembre	12 556	7 454	195 823	179 376	—16 447	91,6
Décembre	12 969	7 400	194 249	192 410	— 1 839	99,1
Total ..	**153 402**	**89 316**	**2 296 634**	**2 059 872**	**—236 762**	**89,7**

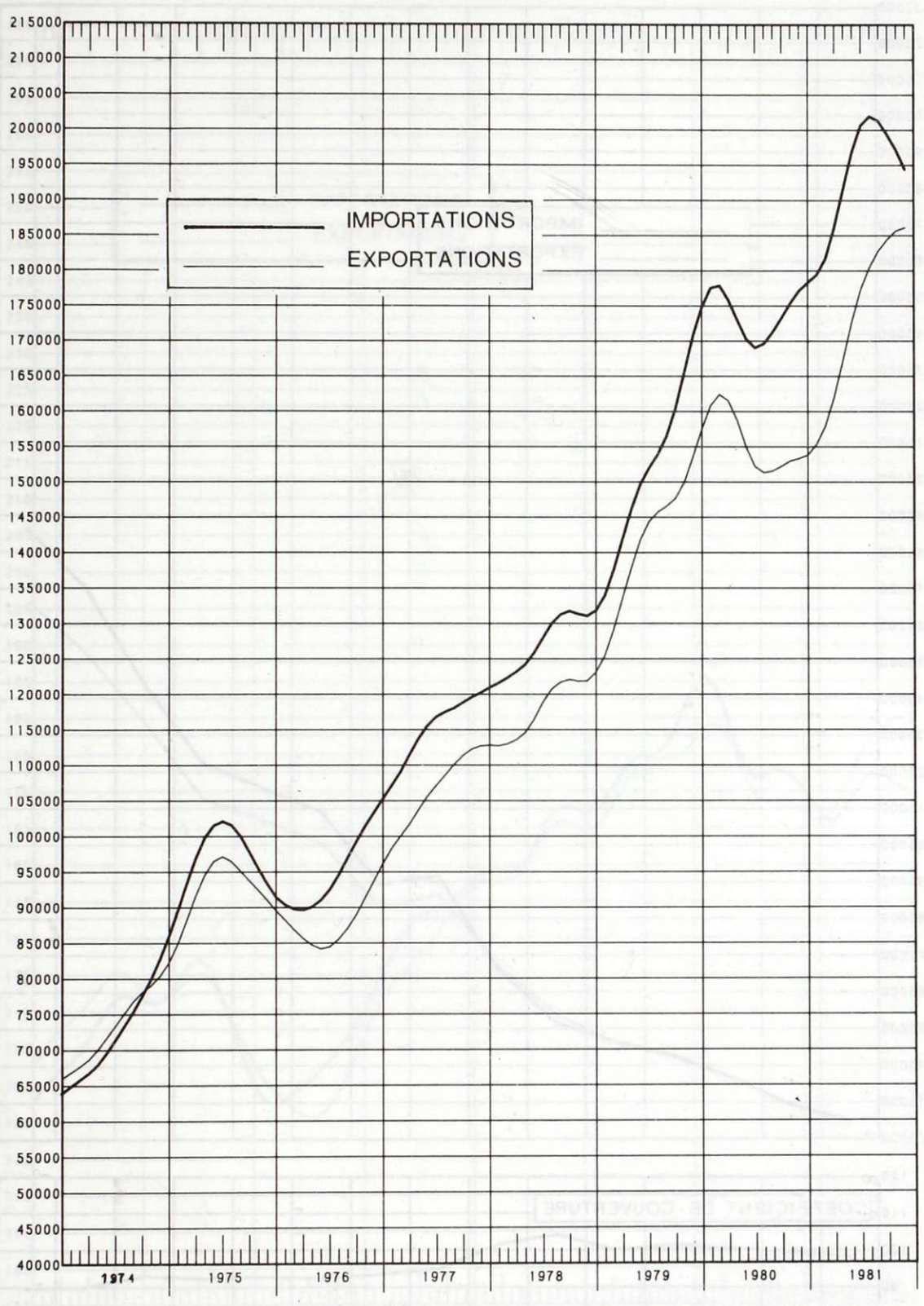
(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par trimestre - en millions de francs)

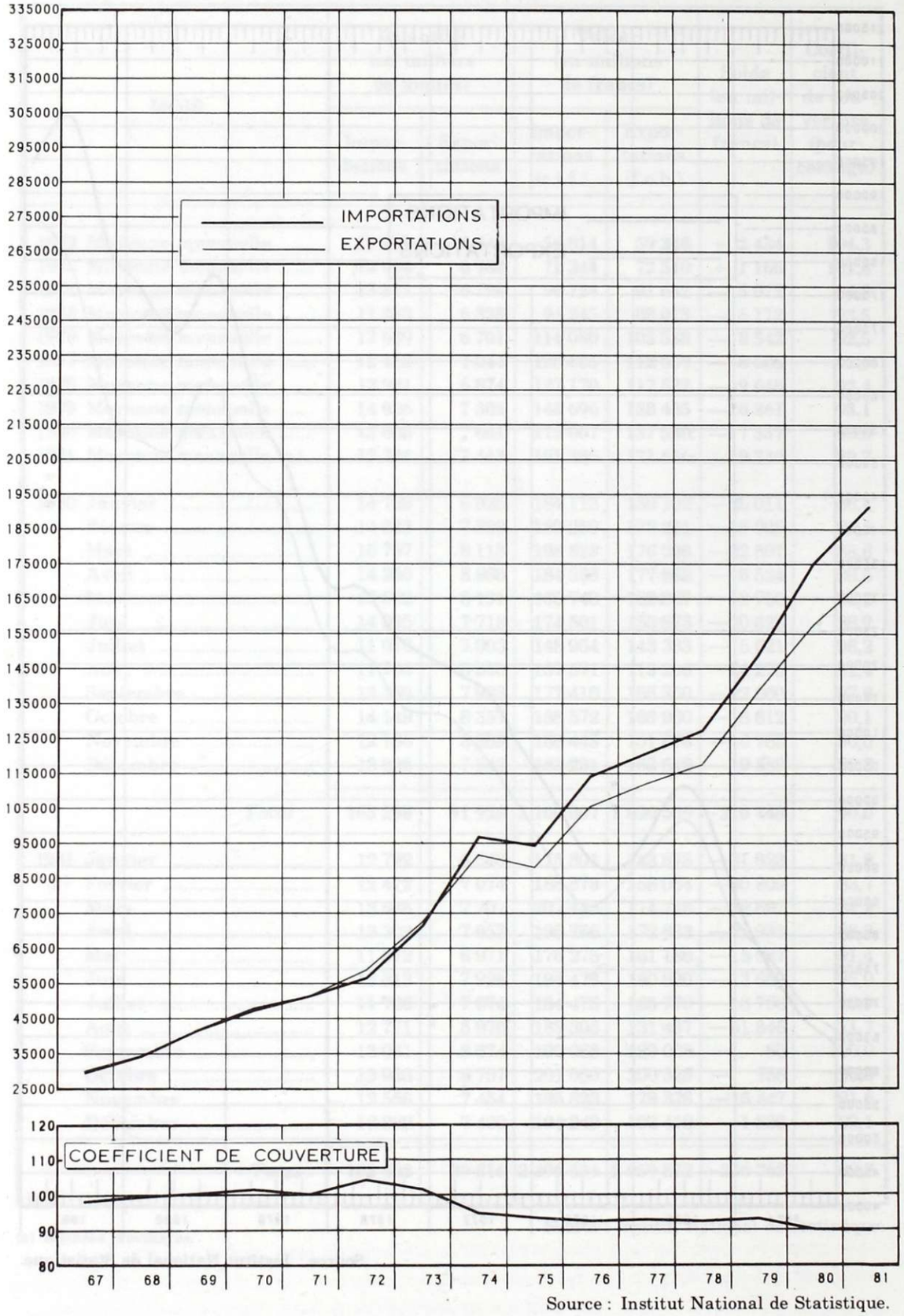


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par année - en millions de francs)

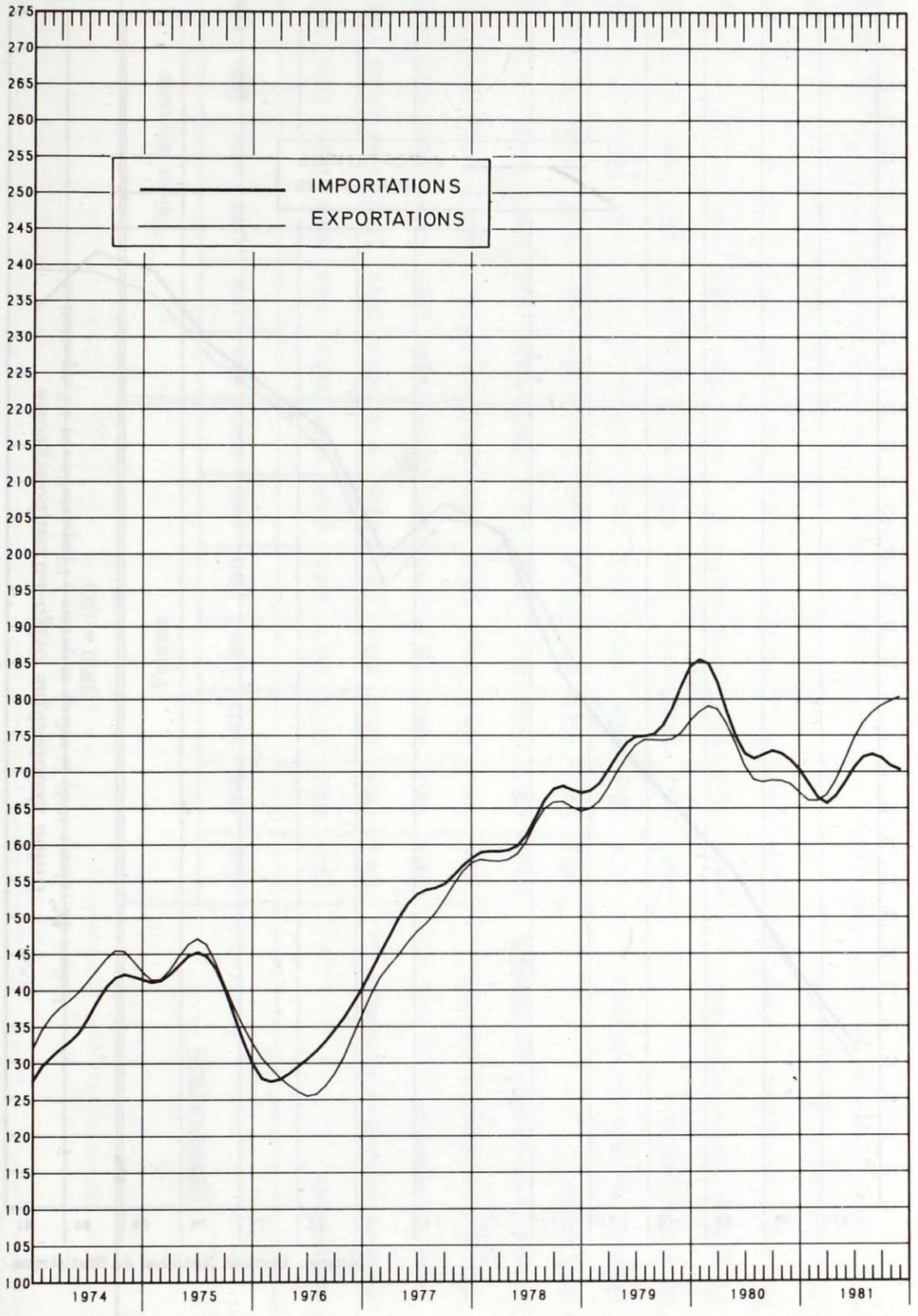


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par trimestre - 1970 = 100)

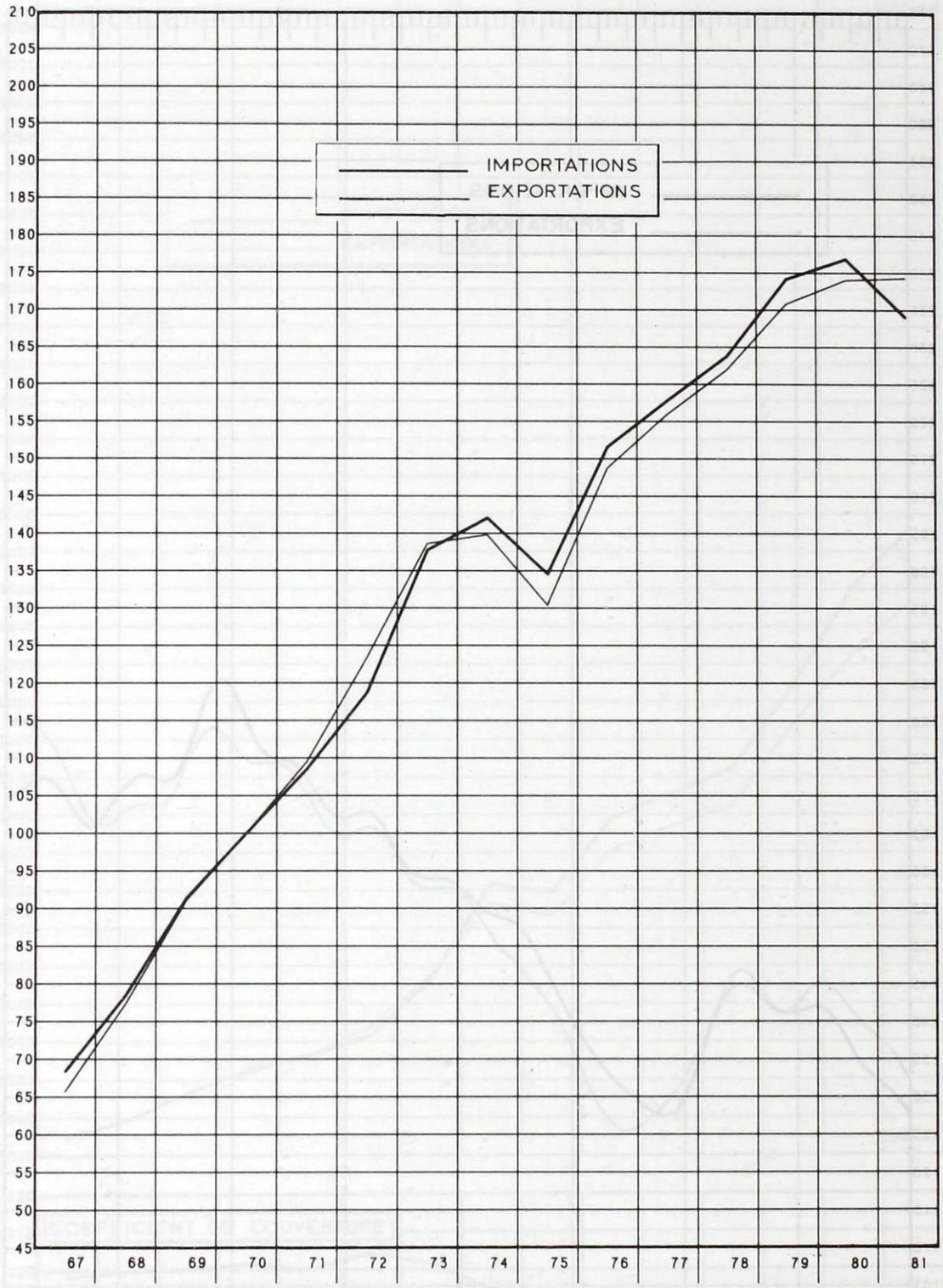


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par année - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
A. *Importations*	134,5	151,5	157,7	163,7	174,1	176,8	169,0	147,4	158,3	160,9	163,4	179,6	208,2	238,2
Matières premières et auxiliaires	124,7	149,4	155,4	163,4	170,1	169,5	167,4	131,4	138,1	137,4	139,5	159,3	183,1	191,9
Biens d'équipement	149,0	156,3	165,3	165,7	179,0	185,6	170,5	126,5	138,8	139,9	150,5	153,6	160,9	181,7
Biens de consommation durables	160,5	188,0	198,2	205,1	222,6	233,2	214,2	141,0	154,7	160,8	165,6	170,3	177,4	196,7
Biens de consommation non durables	164,3	189,1	198,0	211,7	226,0	232,2	229,7	139,0	146,4	154,8	157,2	164,0	175,6	193,5
B. *Exportations*	130,4	148,7	155,9	161,9	170,8	174,0	174,3	139,8	146,9	148,7	150,2	167,7	187,3	203,7
Matières premières et auxiliaires	117,8	138,0	145,6	155,1	161,3	156,2	156,3	134,3	137,5	136,1	138,2	157,9	178,8	186,2
Biens d'équipement	165,6	184,1	185,4	185,3	198,6	208,5	206,4	134,5	144,8	149,7	149,5	155,2	166,1	182,6
Biens de consommation durables	141,6	172,7	176,7	183,9	187,4	183,7	188,9	138,7	149,2	157,9	165,2	177,6	187,4	203,4
Biens de consommation non durables	147,7	159,0	167,7	173,3	191,2	202,3	212,2	138,4	145,0	147,4	147,5	150,0	169,4	187,3
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								94,8	92,8	92,5	91,9	93,4	90,0	85,5

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par branche d'activité
(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	40,8	38,4	45,3	51,3	58,2	3,0	2,7	2,7	2,7	2,8
2. Produits du secteur énergétique	72,0	59,8	103,2	156,3	183,1	5,4	4,2	6,2	8,3	8,9
3. Minerais de fer et métaux ferreux	148,2	165,2	192,8	196,0	193,0	11,0	11,7	11,6	10,4	9,4
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	75,8	80,5	109,6	144,0	126,8	5,6	5,7	6,6	7,6	6,2
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	37,2	39,1	41,5	48,2	50,6	2,8	2,8	2,5	2,5	2,5
6. Produits chimiques	178,2	191,5	242,1	270,9	305,8	13,3	13,6	14,6	14,3	14,9
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	36,6	37,8	38,5	43,9	47,7	2,7	2,7	2,3	2,3	2,3
8. Machines agricoles et industrielles	111,4	109,4	113,3	122,0	129,4	8,2	7,8	6,8	6,5	6,3
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	11,6	13,0	14,3	17,6	19,6	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0
10. Matériel et fournitures électriques	73,4	78,6	83,0	95,0	99,7	5,5	5,6	5,0	5,0	4,8
11. Véhicules et moteurs automobiles	159,2	167,0	193,4	186,2	211,1	11,8	11,8	11,6	9,9	10,2
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	7,8	6,7	9,5	18,5	22,7	0,6	0,5	0,6	1,0	1,1
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	27,0	27,7	30,8	33,1	41,1	2,0	2,0	1,9	1,8	2,0
14. Lait et produits laitiers	13,6	18,4	22,3	25,3	29,3	1,0	1,3	1,3	1,3	1,4
15. Autres produits alimentaires	47,2	48,4	54,6	64,0	87,1	3,5	3,4	3,3	3,4	4,2
16. Boissons et produits à base de tabacs	11,3	12,2	13,0	13,6	17,4	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8
17. Produits textiles	115,1	113,5	123,4	138,0	145,0	8,6	8,1	7,4	7,3	7,0
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	4,6	4,2	5,2	5,2	5,0	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
19. Bois et meubles en bois	24,5	25,6	27,5	32,3	33,6	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	34,3	35,4	41,6	46,9	52,8	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	5,1	5,5	6,7	7,8	9,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	35,0	36,7	43,2	49,6	55,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,7
23. Produits des autres industries manufacturières	74,8	95,7	106,4	124,7	135,9	5,6	6,8	6,4	6,6	6,6
Total général	1 344,7	1 410,3	1 661,2	1 890,4	2 059,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1977	1978	1979	1980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	106,9	106,3	117,1	124,3	143,0	7,4	7,0	6,6	5,9	6,2
2. Produits du secteur énergétique	202,7	188,9	250,8	362,2	462,7	14,0	12,4	14,1	17,2	20,1
3. Minerais de fer et métaux ferreux	50,2	51,6	58,7	63,1	65,6	3,5	3,4	3,3	3,0	2,9
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	84,5	93,4	120,7	172,5	174,6	5,8	6,1	6,8	8,2	7,6
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	34,0	34,9	37,9	43,4	43,4	2,4	2,3	2,1	2,1	1,9
6. Produits chimiques	134,9	143,9	183,6	203,4	230,8	9,3	9,4	10,3	9,7	10,0
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	40,8	43,9	50,0	56,7	55,9	2,8	2,9	2,8	2,7	2,4
8. Machines agricoles et industrielles	88,4	94,1	103,0	120,4	115,0	6,1	6,2	5,8	5,7	5,0
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	26,6	28,5	33,0	37,8	42,1	1,8	1,9	1,8	1,8	1,8
10. Matériel et fournitures électriques	80,1	84,4	90,7	102,9	107,4	5,5	5,5	5,1	4,9	4,7
11. Véhicules et moteurs automobiles	175,5	188,6	211,5	205,9	221,6	12,1	12,4	11,8	9,8	9,7
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	18,1	21,8	24,4	32,4	33,4	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	15,9	17,2	18,5	18,3	20,1	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
14. Lait et produits laitiers	19,8	23,3	24,3	27,3	33,0	1,4	1,5	1,4	1,3	1,4
15. Autres produits alimentaires	55,1	54,6	62,9	67,7	76,9	3,8	3,6	3,5	3,2	3,4
16. Boissons et produits à base de tabacs	10,1	11,3	12,5	14,0	14,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
17. Produits textiles	94,2	97,6	108,0	119,6	122,9	6,5	6,4	6,0	5,7	5,4
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	16,6	16,7	20,2	22,0	20,7	1,2	1,1	1,1	1,1	0,9
19. Bois et meubles en bois	31,4	35,1	39,4	40,9	39,6	2,2	2,3	2,2	2,0	1,7
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	41,0	43,5	52,0	57,5	64,2	2,8	2,8	2,9	2,7	2,8
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	5,8	7,5	9,1	8,6	9,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	31,0	31,7	37,1	42,8	43,7	2,1	2,1	2,1	2,0	1,9
23. Produits des autres industries manufacturières	84,4	107,2	119,0	157,1	156,0	5,8	7,0	6,7	7,5	6,8
Total général	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 100,8**	**2 296,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations nettes par branche d'activité

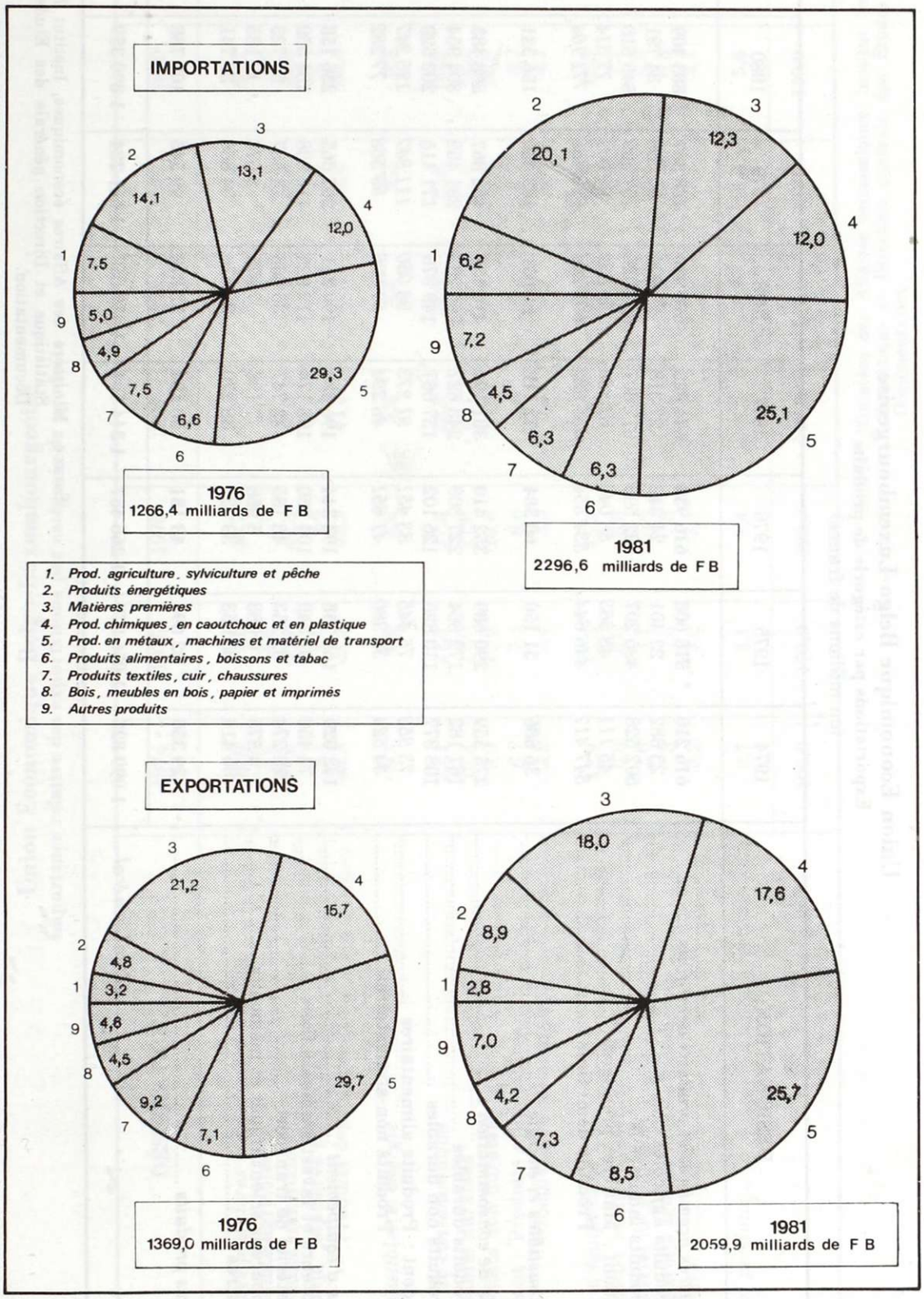
(classification N.A.C.E.-C.L.I.O. - en milliards de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977	1978	1979	1980	1981
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	— 66,1	— 67,9	— 71,8	— 73,0	— 84,8
2. Produits du secteur énergétique	—130,7	—129,1	—147,6	—205,9	—279,6
3. Minerais de fer et métaux ferreux	+ 98,0	+113,6	+134,1	+132,9	+127,4
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	— 8,7	— 12,9	— 11,1	— 28,5	— 47,8
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	+ 3,2	+ 4,2	+ 3,6	+ 4,8	+ 7,2
6. Produits chimiques	+ 43,3	+ 47,6	+ 58,5	+ 67,5	+ 75,0
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	— 4,2	— 6,1	— 11,5	— 12,8	— 8,2
8. Machines agricoles et industrielles	+ 23,0	+ 15,3	+ 10,3	+ 1,6	+ 14,4
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	— 15,0	— 15,5	— 18,7	— 20,2	— 22,5
10. Matériel et fournitures électriques	— 6,7	— 5,8	— 7,7	— 7,9	— 7,7
11. Véhicules et moteurs automobiles	— 16,3	— 21,6	— 18,1	— 19,7	— 10,5
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	— 10,3	— 15,1	— 14,9	— 13,9	— 10,7
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	+ 11,1	+ 10,5	+ 12,3	+ 14,8	+ 21,0
14. Lait et produits laitiers	— 6,2	— 4,9	— 2,0	— 2,0	— 3,7
15. Autres produits alimentaires	— 7,9	— 6,2	— 8,3	— 3,7	+ 10,2
16. Boissons et produits à base de tabacs	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,5	— 0,4	+ 2,7
17. Produits textiles	+ 20,9	+ 15,9	+ 15,4	+ 18,4	+ 22,1
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	— 12,0	— 12,5	— 15,0	— 16,8	— 15,7
19. Bois et meubles en bois	— 6,9	— 9,5	— 11,9	— 8,6	— 6,0
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	— 6,7	— 8,1	— 10,4	— 10,6	— 11,4
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	— 0,7	— 2,0	— 2,4	— 0,8	0,0
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	+ 4,0	+ 5,0	+ 6,1	+ 6,8	+ 12,0
23. Produits des autres industries manufacturières	— 9,6	— 11,5	— 12,6	— 32,4	— 20,1
Total général	**—103,3**	**—115,7**	**—123,1**	**—210,4**	**—236,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1976 et 1981
(par classes de produits - en %)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Matières premières et produits demi-finis	**616 210**	**518 608**	**616 938**	**644 825**	**690 930**	**788 367**	**883 409**	**927 112**
Produits agricoles	23 682	23 401	24 342	27 318	29 904	30 858	34 791	44 392
Produits industriels	592 528	495 207	592 596	617 507	661 026	757 509	848 618	882 720
dont : Matières premières	*45 111*	*48 563*	*58 043*	*61 885*	*59 822*	*69 041*	*77 514*	*88 370*
Produits demi-finis	*547 417*	*446 644*	*534 554*	*555 622*	*601 204*	*688 468*	*771 104*	*794 350*
Combustibles et énergie	**36 686**	**51 150**	**60 584**	**72 112**	**60 051**	**103 380**	**156 521**	**183 748**
Biens de consommation	**275 559**	**290 689**	**352 410**	**381 194**	**416 158**	**462 867**	**508 483**	**581 594**
Produits durables	167 182	179 864	227 308	243 627	266 282	291 452	304 954	337 419
Produits non durables	108 377	110 825	125 102	137 567	149 876	171 415	203 529	244 175
dont : Produits alimentaires	*73 853*	*75 445*	*83 451*	*91 273*	*98 050*	*111 847*	*126 247*	*157 423*
Produits non-alimentaires	*34 524*	*35 380*	*41 651*	*46 294*	*51 826*	*59 568*	*77 282*	*86 752*
Biens d'équipement	**142 020**	**163 738**	**193 344**	**196 389**	**190 241**	**207 065**	**236 158**	**251 415**
Moteurs et investissements fixes	74 456	91 349	104 860	108 174	112 922	118 938	134 559	141 138
Matériel de transport	28 274	32 253	43 185	42 747	35 668	44 587	51 723	52 652
Appareils scientifiques et médicaux	3 875	5 083	5 968	7 198	7 975	8 674	10 135	10 654
Autres	35 414	35 053	39 331	38 270	33 676	34 866	39 741	46 971
Autres produits	**29 350**	**32 694**	**43 181**	**50 184**	**52 878**	**99 545**	**105 788**	**116 003**
Total général ...	**1 099 825**	**1 056 879**	**1 266 457**	**1 344 704**	**1 410 258**	**1 661 224**	**1 890 359**	**2 059 872**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Matières premières et produits demi-finis	**56,0**	**49,1**	**48,7**	**48,0**	**49,0**	**47,5**	**46,7**	**45,0**
Produits agricoles	2,1	2,2	1,9	2,0	2,1	1,9	1,8	2,1
Produits industriels	53,9	46,9	46,8	46,0	46,9	45,6	44,9	42,9
dont : Matières premières	*4,1*	*4,6*	*4,6*	*4,6*	*4,3*	*4,2*	*4,1*	*4,3*
Produits demi-finis	*49,8*	*42,3*	*42,2*	*41,4*	*42,6*	*41,4*	*40,8*	*38,6*
Combustibles et énergie	**3,3**	**4,8**	**4,8**	**5,4**	**4,3**	**6,2**	**8,3**	**8,9**
Biens de consommation	**25,1**	**27,5**	**27,8**	**28,3**	**29,5**	**27,8**	**26,9**	**28,2**
Produits durables	15,2	17,0	17,9	18,1	18,9	17,5	16,1	16,4
Produits non durables	9,9	10,2	10,6	10,3	10,8	10,8	10,8	11,8
dont : Produits alimentaires	*6,7*	*7,1*	*6,6*	*6,8*	*6,9*	*6,7*	*6,7*	*7,6*
Produits non-alimentaires	*3,2*	*3,4*	*3,3*	*3,4*	*3,7*	*3,6*	*4,1*	*4,2*
Biens d'équipement	**12,9**	**15,5**	**15,3**	**14,6**	**13,5**	**12,5**	**12,5**	**12,2**
Moteurs et investissements fixes	6,8	8,6	8,3	8,0	8,0	7,2	7,1	6,8
Matériel de transport	2,6	3,1	3,4	3,2	2,5	2,7	2,8	2,6
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5
Autres	3,2	3,3	3,1	2,9	2,4	2,1	2,1	2,3
Autres produits	**2,7**	**3,1**	**3,4**	**3,7**	**3,7**	**6,0**	**5,6**	**5,7**
Total général ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economi Lux

Répartition géographique des exporta gorie

(en mil es)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	Grèce	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Eu e
Matières premières et produits demi-finis	196 059	121 503	171 933	41 835	89 815	7 497	3 259	5 282	637 183	23 467	71 041	731 9
Produits agricoles	19 262	5 446	5 615	412	1 811	239	313	189	33 287	1 245	2 113	36 0
Produits industriels ..	176 797	116 057	166 318	41 423	88 004	7 258	2 946	5 093	603 896	22 222	68 928	695 9
dont :												
Matières premières ...	*21 006*	*17 363*	*15 996*	*4 616*	*4 022*	*321*	*74*	*205*	*63 603*	*4 636*	*3 879*	72 20
Produits demi-finis ...	*155 791*	*98 694*	*150 322*	*36 807*	*83 982*	*6 937*	*2 872*	*4 888*	*540 293*	*17 586*	*65 049*	622 79
Combustibles et énergie	16 614	35 507	46 158	3 915	16 370	8 145	759	86	127 554	1 895	24 234	153 12
Biens de consommation	118 266	108 077	142 218	37 848	48 226	4 969	1 767	2 625	463 996	8 642	40 643	513 10
Produits durables	66 303	55 758	101 085	24 849	34 596	2 677	1 078	678	287 024	996	28 078	316 52
Produits non-durables	51 963	52 319	41 133	12 999	13 630	2 292	689	1 947	176 972	7 646	12 565	197 58
dont :												
Produits alimentaires	*35 925*	*38 161*	*28 881*	*8 692*	*8 298*	*797*	*429*	*1 363*	*122 546*	*4 642*	*2 431*	129 59
Produits non-alimentaires	*16 038*	*14 158*	*12 252*	*4 307*	*5 332*	*1 495*	*260*	*584*	*54 426*	*3 004*	*10 134*	67 99
Biens d'équipement	51 788	31 997	34 706	14 631	13 864	5 649	1 045	1 896	155 576	2 508	21 291	179 75
Moteurs et investissements fixes	30 063	17 051	18 869	5 903	7 370	899	692	1 003	81 850	1 529	11 933	95 42
Matériel de transport	10 735	6 842	6 149	6 041	3 237	4 436	128	704	38 272	335	4 955	43 21
Appareils scientifiques et médicaux	2 212	1 920	2 148	701	542	70	16	52	7 661	193	1 005	8 71
Autres	8 778	6 184	7 540	1 986	2 715	244	209	137	27 793	451	3 398	31 41
Autres produits	12 722	7 477	18 939	6 455	9 122	889	148	954	56 706	4 533	20 307	81 16
Total général ...	395 449	304 561	413 954	104 684	177 397	27 149	6 978	10 843	1 441 015	41 045	177 516	1 659 92

...o-Luxembourgeoise
...orie de produits en 1981

...ire	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
07	4 855	27 201	34 135	59 648	5 814	13 222	78 684	7 648	72 190	79 838	2 764	927 112
8	284	3 121	3 485	464	48	661	1 173	223	2 747	2 970	119	44 392
99	4 571	24 080	30 650	59 184	5 766	12 561	77 511	7 425	69 443	76 868	2 645	882 720
32	*254*	*4 995*	*5 569*	*660*	*416*	*1 384*	*2 460*	*787*	*7 309*	*8 096*	*127*	*88 370*
67	*4 317*	*19 085*	*25 081*	*58 524*	*5 350*	*11 177*	*75 051*	*6 638*	*62 134*	*68 772*	*2 518*	*794 350*
21	**181**	**3 028**	**3 421**	**1 292**	**191**	**138**	**1 621**	**118**	**4 813**	**4 931**	**20 092**	**183 748**
31	**1 797**	**19 006**	**23 113**	**10 583**	**1 229**	**5 676**	**17 488**	**1 921**	**24 201**	**26 122**	**1 590**	**581 594**
05	445	5 257	6 754	4 266	410	1 111	5 787	536	7 733	8 269	511	337 419
25	1 352	13 749	16 359	6 317	819	4 565	11 701	1 385	16 468	17 853	1 079	244 175
55	*175*	*11 688*	*12 422*	*619*	*134*	*3 444*	*4 197*	*608*	*10 414*	*11 022*	*163*	*157 423*
69	*1 177*	*2 061*	*3 937*	*5 698*	*685*	*1 121*	*7 504*	*777*	*6 054*	*6 831*	*916*	*86 752*
57	**3 223**	**19 199**	**24 997**	**9 354**	**956**	**7 592**	**17 902**	**661**	**26 797**	**27 458**	**1 683**	**251 415**
64	2 118	12 018	15 778	4 865	508	4 363	9 736	271	19 071	19 342	970	141 138
52	806	2 572	3 899	456	210	1 135	1 801	58	2 861	2 919	471	52 652
7	90	208	369	473	43	96	612	83	702	785	29	10 654
34	209	4 401	4 951	3 560	195	1 998	5 753	249	4 163	4 412	213	46 971
11	**1 100**	**9 358**	**10 574**	**6 184**	**829**	**3 531**	**10 544**	**1 688**	**10 237**	**11 925**	**1 414**	**116 003**
29	**11 156**	**77 792**	**96 240**	**87 061**	**9 019**	**30 159**	**126 239**	**12 036**	**138 238**	**150 274**	**27 543**	**2 059 872**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1981 par rapport à 1980

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	Grèce	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 2,7	+ 3,1	+ 0,1	—10,1	+ 1,7	+ 1,7	+ 21,6	+ 10,3	+ 1,1	— 1,9	— 0,4	+ 43,8	+ 48,2	+ 10,7	+ 28,0	+ 4,9
Produits agricoles	+17,2	+23,8	+19,9	— 2,1	+28,8	—25,2	+146,5	— 7,8	+18,9	+842,2	+22,8	+107,6	+ 29,0	+ 92,5	+ 37,9	+27,6
Produits industriels	+ 1,3	+ 2,3	— 0,5	—10,1	+ 1,2	+ 2,9	+ 15,4	+ 11,2	+ 0,3	— 6,5	— 1,4	+ 43,5	+ 48,5	+ 5,6	+ 27,7	+ 4,0
dont : Matières premières	*+ 20,7*	*+ 4,2*	*+ 7,1*	*— 8,0*	*+ 22,6*	*+ 30,5*	*— 49,8*	*— 31,0*	*+ 9,7*	*+ 45,7*	*+ 11,5*	*+ 10,4*	*+ 63,6*	*— 3,1*	*+ 47,0*	*+ 14,0*
Produits demi-finis	*— 0,9*	*+ 1,9*	*— 1,2*	*—10,4*	*+ 0,4*	*+ 1,9*	*+ 19,5*	*+ 14,0*	*— 0,7*	*— 14,6*	*— 2,7*	*+ 44,0*	*+ 48,1*	*+ 7,7*	*+ 25,8*	*+ 3,0*
Combustibles et énergie	+16,8	+41,9	+10,0	+53,1	— 4,6	+50,6	— 15,5	+ 28,4	+18,9	+ 12,7	+16,6	+ 35,2	+ 49,1	— 63,1	+161,8	+17,4
Biens de consommation	+16,9	+ 3,3	+ 5,7	+ 7,1	+41,8	+43,3	+ 70,8	+118,0	+11,7	+ 31,7	+12,7	+ 29,9	+ 23,0	+ 32,3	+ 29,7	+14,4
Produits durables	+13,5	— 4,1	+ 3,5	+ 0,9	+59,5	+43,3	+ 81,5	+ 55,5	+ 8,9	+ 23,7	+ 9,7	+ 31,0	+ 28,1	+ 33,7	+ 20,0	+10,6
Produits non durables	+21,5	+12,6	+11,7	+21,4	+10,7	+43,4	+ 56,5	+153,5	+16,5	+ 32,8	+17,8	+ 29,1	+ 20,6	+ 31,7	+ 34,8	+20,0
dont : Produits alimentaires	*+ 26,2*	*+ 15,4*	*+ 16,4*	*+ 11,3*	*+ 27,0*	*+ 87,0*	*+ 76,4*	*+ 262,5*	*+ 20,5*	*+ 159,5*	*+ 23,2*	*+ 27,8*	*+ 21,0*	*+ 34,9*	*+ 34,3*	*+ 24,7*
Produits non-alimentaires	*+ 12,0*	*+ 5,5*	*+ 2,1*	*+ 48,5*	*— 7,7*	*+ 27,5*	*+ 31,9*	*+ 49,0*	*+ 8,5*	*—24,3*	*+ 8,7*	*+ 29,3*	*+ 20,4*	*+ 22,5*	*+ 35,6*	*+ 12,3*
Biens d'équipement	+ 6,0	0,0	+ 1,2	+ 3,0	+11,2	+ 8,3	+ 8,8	+ 32,8	+ 4,1	— 30,1	+ 4,0	+ 28,7	— 0,7	+ 22,7	+ 17,7	+ 6,5
Moteurs et investissements fixes	+ 8,3	+ 0,3	— 4,1	+ 8,3	+ 4,1	—25,7	+ 28,5	+ 27,8	+ 3,0	— 38,3	+ 2,4	— 4,8	— 2,0	+ 19,2	+ 12,8	+ 4,9
Matériel de transport	— 8,3	+ 2,3	+ 7,2	— 3,6	+46,1	+24,4	— 21,4	+ 37,5	+ 3,8	+ 61,8	+ 5,5	— 9,4	— 67,6	+ 67,2	+ 44,9	+ 1,8
Appareils scientifiques et médicaux	— 0,8	+24,2	+14,9	— 9,4	— 4,8	—25,5	+ 2,6	+ 26,8	+ 7,3	+ 3,6	+ 7,7	+ 1,5	— 6,9	— 17,8	+ 0,7	+ 5,1
Autres	+22,5	— 8,6	+ 7,5	+16,2	+ 4,5	—29,5	— 14,1	+ 52,2	+ 7,2	— 36,9	+ 5,8	+199,6	+207,0	+ 13,6	+ 30,2	+18,2
Autres produits	+ 7,2	— 0,3	— 0,1	+13,7	+ 9,6	—13,6	— 15,0	+ 71,0	+ 4,8	+ 74,1	+ 6,0	+ 12,5	+ 9,1	+ 4,5	+ 55,5	+ 9,7
Total général ...	+ 7,7	+ 6,1	+ 3,1	+ 0,4	+10,7	+20,7	+ 21,4	+ 34,8	+ 6,2	+ 7,0	+ 5,6	+ 37,5	+ 31,4	+ 9,3	+ 30,3	+ 9,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1. Rép. féd. d'Allemagne	235,4	294,1	301,6	321,9	373,3	401,5	414,0	22,3	23,2	22,4	22,8	22,5	21,2	20,1
2. France	202,1	266,2	256,7	268,4	317,6	367,1	395,4	19,1	21,0	19,1	19,0	19,1	19,4	19,2
3. Pays-Bas	181,2	214,6	226,0	231,8	268,2	287,0	304,6	17,2	17,0	16,8	16,4	16,1	15,2	14,8
4. Royaume-Uni	68,4	76,3	92,0	101,7	134,5	160,3	177,4	6,5	6,0	6,8	7,2	8,1	8,5	8,6
5. Italie	42,5	60,0	58,9	64,5	87,7	104,3	104,7	4,0	4,7	4,4	4,6	5,3	5,6	5,1
6. Etats-Unis	43,1	45,0	56,6	58,2	61,9	63,3	87,1	4,1	3,6	4,2	4,1	3,7	3,4	4,2
7. Suisse	17,4	22,1	26,7	32,7	47,6	72,3	64,7	1,7	1,8	2,0	2,3	2,9	3,8	3,1
8. Suède	22,6	23,7	23,5	19,4	28,2	31,0	32,9	2,1	1,9	1,8	1,4	1,7	1,6	1,6
9. Danemark	13,6	18,1	18,8	16,6	19,8	22,5	27,1	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2	1,3
10. Arabie Saoudite	4,4	6,9	12,5	15,0	14,3	15,5	25,3	0,4	0,6	0,9	1,1	0,9	0,8	1,2
11. U.R.S.S.	12,8	11,7	9,8	11,0	13,8	18,1	21,9	1,2	0,9	0,7	0,8	0,8	1,0	1,1
12. Inde	5,7	5,8	9,4	14,3	11,7	10,7	20,0	0,5	0,5	0,7	1,0	0,7	0,6	1,0
13. Espagne	11,9	13,0	12,7	11,2	14,0	17,4	18,3	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9
14. Nigéria	4,6	8,0	8,4	9,3	10,3	17,7	17,0	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9	0,8
15. Autriche	7,3	9,6	12,7	11,1	12,8	14,5	15,9	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
16. Norvège	9,5	11,6	12,0	9,4	13,2	15,1	14,0	0,9	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7
17. Lybie	3,8	5,4	8,3	4,2	3,8	8,3	13,9	0,4	0,4	0,6	0,3	0,2	0,4	0,7
18. Algérie	5,7	5,5	10,3	12,8	14,8	17,6	13,5	0,5	0,4	0,8	0,9	0,9	0,9	0,6
19. Japon	5,6	6,9	6,0	8,9	10,2	9,2	12,0	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
20. Hong-Kong	4,1	4,9	6,2	10,4	10,9	11,4	11,8	0,4	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,6
21. Irak	3,9	4,2	4,4	5,8	8,5	10,0	11,8	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6
22. République d'Afrique du Sud	5,4	4,4	4,8	4,6	5,1	7,4	11,2	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5
23. Grèce	6,9	6,8	7,1	6,9	8,2	4,2	10,8	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,7
24. Israël	6,0	5,7	9,1	7,7	8,2	9,8	9,7	0,6	0,5	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
25. Iran	10,0	7,9	8,6	10,3	4,7	7,9	9,5	0,9	0,6	0,6	0,7	0,3	0,4	0,5
Autres pays	123,0	128,1	141,6	142,2	157,9	186,3	215,4	11,6	10,1	10,6	10,1	9,5	0,2	0,5
Total ...	**1 056,9**	**1 266,5**	**1 344,7**	**1 410,3**	**1 661,2**	**1 890,4**	**2 059,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1981.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Matières premières et produits demi-finis	**582 179**	**518 855**	**662 559**	**685 231**	**726 472**	**838 623**	**932 446**	**981 652**
Produits agricoles	21 878	21 827	25 247	27 801	25 881	29 281	35 168	39 196
Produits industriels	560 301	497 028	637 312	657 430	700 591	809 342	897 278	942 456
dont : Matières premières	*139 141*	*123 125*	*145 444*	*136 303*	*140 693*	*168 744*	*195 299*	*213 401*
Produits demi-finis	*421 160*	*373 903*	*491 868*	*521 127*	*559 898*	*640 598*	*701 979*	*729 055*
Combustibles et énergie	**166 388**	**159 423**	**194 302**	**203 485**	**189 888**	**251 746**	**363 418**	**463 600**
Biens de consommation	**234 892**	**254 863**	**319 509**	**354 144**	**385 302**	**429 604**	**468 972**	**497 334**
Produits durables	139 309	149 444	189 059	207 400	227 719	255 696	282 056	289 777
Produits non durables	95 583	105 419	130 450	146 744	157 583	173 908	186 916	207 557
dont : Produits alimentaires	*67 356*	*75 966*	*96 761*	*110 365*	*115 119*	*126 871*	*135 536*	*151 734*
Produits non-alimentaires	*28 227*	*29 453*	*33 689*	*36 379*	*42 464*	*47 037*	*51 380*	*55 823*
Biens d'équipement	**160 341**	**169 391**	**171 300**	**188 160**	**201 008**	**223 967**	**260 154**	**258 942**
Moteurs et investissements fixes	101 772	106 021	109 838	112 294	121 388	131 649	153 245	152 449
Matériel de transport	21 153	23 666	20 848	29 297	29 484	34 393	39 069	34 353
Appareils scientifiques et médicaux	7 529	7 797	9 822	11 473	12 002	13 400	15 041	16 132
Autres	29 887	31 907	30 792	35 096	38 134	44 525	52 799	56 008
Autres produits	**16 885**	**28 413**	**21 291**	**16 961**	**23 374**	**40 413**	**75 817**	**95 106**
Total général	**1 160 685**	**1 130 945**	**1 368 961**	**1 447 981**	**1 526 044**	**1 784 353**	**2 100 807**	**2 296 634**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Matières premières et produits demi-finis	**50,2**	**45,9**	**48,4**	**47,3**	**47,6**	**47,0**	**44,4**	**42,7**
Produits agricoles	1,9	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,7	1,7
Produits industriels	48,3	44,0	46,5	45,4	45,9	45,4	42,7	41,0
dont : Matières premières	*12,0*	*10,9*	*10,6*	*9,4*	*9,2*	*9,5*	*9,3*	*9,3*
Produits demi-finis	*36,3*	*33,1*	*35,9*	*36,0*	*36,7*	*35,9*	*33,4*	*31,7*
Combustibles et énergie	**14,3**	**14,1**	**14,2**	**14,0**	**12,5**	**14,1**	**17,3**	**20,2**
Biens de consommation	**20,2**	**22,5**	**23,3**	**24,5**	**25,2**	**24,1**	**22,3**	**21,7**
Produits durables	12,0	13,2	13,8	14,4	14,9	14,3	13,4	12,6
Produits non durables	8,2	9,3	9,5	10,1	10,3	9,8	8,9	9,1
dont : Produits alimentaires	*5,8*	*6,7*	*7,1*	*7,6*	*7,5*	*7,1*	*6,5*	*6,6*
Produits non-alimentaires	*2,4*	*2,6*	*2,4*	*2,5*	*2,8*	*2,7*	*2,4*	*2,5*
Biens d'équipement	**13,8**	**15,0**	**12,5**	**13,0**	**13,2**	**12,5**	**12,4**	**11,3**
Moteurs et investissements fixes	8,8	9,4	8,0	7,8	8,0	7,4	7,3	6,6
Matériel de transport	1,8	2,1	1,5	2,0	1,9	1,9	1,9	1,5
Appareils scientifiques et médicaux	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Autres	2,6	2,8	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5
Autres produits	**1,5**	**2,5**	**1,6**	**1,2**	**1,5**	**2,3**	**3,6**	**4,1**
Total général ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economic
Répartition géographique des importati
(en milli

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	Grèce	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Euro
Matières premières et produits demi-finis	**152 023**	**149 595**	**210 866**	**23 593**	**94 705**	**3 184**	**3 782**	**1 704**	**639 452**	**20 166**	**77 354**	**736 9**
Produits agricoles	6 038	11 196	5 013	98	235	309	1	1	22 891	1 739	427	25 0
Produits industriels ..	145 985	138 399	205 853	23 495	94 470	2 875	3 781	1 703	616 561	18 427	76 927	711 9
dont :												
Matières premières ...	*42 289*	*29 428*	*16 489*	*2 723*	*11 512*	*542*	*823*	*342*	*104 148*	*4 735*	*11 138*	*120 0*
Produits demi-finis ...	*103 696*	*108 971*	*189 364*	*20 772*	*82 958*	*2 333*	*2 958*	*1 361*	*512 413*	*13 692*	*65 789*	*591 8*
Combustibles et énergie	**12 135**	**97 374**	**24 561**	**1 239**	**29 834**	**31**	**273**	**—**	**165 447**	**27 907**	**19 779**	**213 1**
Biens de consommation	**108 748**	**97 973**	**105 968**	**39 810**	**19 674**	**4 833**	**2 297**	**808**	**380 111**	**4 727**	**27 927**	**412 7**
Produits durables	57 178	40 989	74 380	30 976	10 126	1 635	602	455	216 341	3 408	14 583	234 3
Produits non-durables	51 570	56 984	31 588	8 834	9 548	3 198	1 695	353	163 770	1 319	13 344	178 4
dont :												
Produits alimentaires	*36 738*	*43 891*	*19 712*	*6 893*	*6 162*	*2 832*	*1 621*	*338*	*118 187*	*1 182*	*8 060*	*127 4*
Produits non-alimentaires	*14 832*	*13 093*	*11 876*	*1 941*	*3 386*	*366*	*74*	*15*	*45 583*	*137*	*5 284*	*51 0*
Biens d'équipement	**38 701**	**39 522**	**82 223**	**12 521**	**17 229**	**1 834**	**1 848**	**33**	**193 911**	**1 022**	**17 812**	**212 7**
Moteurs et investissements fixes	22 457	21 686	51 267	7 634	9 815	1 219	636	28	114 742	689	10 622	126 0
Matériel de transport	5 559	6 188	9 958	1 511	1 731	154	374	2	25 477	76	2 661	28 2
Appareils scientifiques et médicaux	1 686	2 861	5 185	522	1 045	127	230	2	11 658	64	1 086	12 8
Autres	8 999	8 787	15 813	2 854	4 638	334	608	1	42 034	193	3 443	45 6
Autres produits	**3 572**	**3 451**	**10 881**	**283**	**9 635**	**14**	**1**	**35**	**27 872**	**283**	**42 439**	**70 5**
Total général ...	**315 179**	**387 915**	**434 499**	**77 446**	**171 077**	**9 896**	**8 201**	**2 580**	**1 406 793**	**54 105**	**185 311**	**1 646**

-Luxembourgeoise
tégorie de produits en 1981
ncs)

Zaïre	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
1 744	7 078	19 083	45 905	107 306	16 900	25 357	149 563	5 924	36 964	42 888	6 324	981 652
19	55	4 418	4 492	5 017	103	3 401	8 521	32	1 054	1 086	40	39 196
1 725	7 023	14 665	41 413	102 289	16 797	21 956	141 042	5 892	35 910	41 802	6 284	942 456
313	*1 049*	*6 562*	*7 924*	*44 620*	*10 109*	*15 145*	*69 874*	*590*	*10 221*	*10 811*	*4 771*	*213 401*
412	*5 974*	*8 103*	*33 489*	*57 669*	*6 688*	*6 811*	*71 168*	*5 302*	*25 689*	*30 991*	*1 513*	*729 055*
—	5 801	22 773	28 574	11 768	205	11 407	23 380	5	197 054	197 059	1 454	463 600
160	1 384	5 402	6 946	14 970	1 615	9 513	26 098	34 438	15 043	49 481	2 044	497 334
12	17	2 145	2 174	7 052	264	231	7 547	33 807	11 553	45 360	364	289 777
148	1 367	3 257	4 772	7 918	1 351	9 282	18 551	631	3 490	4 121	1 680	207 557
147	*1 362*	*3 245*	*4 754*	*4 412*	*1 172*	*9 127*	*14 711*	*228*	*3 014*	*3 242*	*1 598*	*151 734*
1	*5*	*12*	*18*	*3 506*	*179*	*155*	*3 840*	*403*	*476*	*879*	*82*	*55 823*
65	22	973	1 060	26 538	610	967	28 115	13 718	2 942	16 660	362	258 942
52	13	36	101	14 490	303	99	14 892	9 870	1 286	11 156	247	152 449
5	1	930	936	2 525	48	609	3 182	1 101	887	1 988	33	34 353
3	1	2	6	2 319	28	5	2 352	807	144	951	15	16 132
5	7	5	17	7 204	231	254	7 689	1 940	625	2 565	67	56 008
019	221	1 916	18 156	4 254	478	1 439	6 171	24	159	183	2	95 106
988	14 506	50 147	100 641	164 836	19 808	48 683	233 327	54 109	252 162	306 271	10 186	2 296 634

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1981 par rapport à 1980

(en pourcent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	Grèce	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 5,0	+ 6,8	+ 8,2	+10,8	— 6,9	+11,4	— 2,6	— 0,9	+ 4,6	— 7,7	+ 4,9	+ 6,8	+ 8,9	+ 3,6	+ 9,3	+ 5,3
Produits agricoles	+10,5	+ 8,4	+ 6,5	—18,3	—36,6	+14,5	+ 51,2	—	+ 7,5	+25,2	+ 8,9	+ 3,9	+13,9	+ 23,7	+ 7,9	+11,5
Produits industriels	+ 4,8	+ 6,7	+ 8,3	+11,0	— 6,8	+11,0	— 2,6	+ 0,7	+ 4,5	— 9,9	+ 4,7	+ 7,0	+ 8,6	+ 1,8	+ 9,3	+ 5,0
dont : Matières premières	*+ 8,1*	*+19,2*	*+18,0*	*+91,5*	*—20,9*	*+22,7*	*— 40,7*	*—22,8*	*+ 8,5*	*+16,9*	*+ 8,1*	*+15,1*	*+18,4*	*— 13,4*	*0,0*	*+ 9,3*
Produits demi-finis	*+ 3,5*	*+ 3,7*	*+ 7,5*	*+ 5,2*	*— 4,4*	*+ 8,6*	*+ 18,7*	*+ 9,1*	*+ 3,8*	*—16,5*	*+ 4,1*	*+ 1,5*	*+ 0,4*	*+ 6,2*	*+ 13,0*	*+ 3,9*
Combustibles et énergie	+35,8	+31,1	+ 9,1	—22,8	+79,7	—87,2	+178,7	—	+32,6	+44,0	+33,9	+34,2	+37,1	+ 17,4	+ 21,4	+27,6
Biens de consommation	+ 3,8	+10,6	+ 2,5	+ 0,6	—13,4	+ 4,0	— 13,0	—20,4	+ 3,5	— 2,4	+ 4,3	— 2,5	+ 0,5	+ 17,6	+ 24,1	+ 6,0
Produits durables	— 2,7	+ 5,8	— 2,0	— 3,3	—10,4	+ 5,7	+ 43,0	—19,6	— 1,3	— 8,4	— 0,7	— 4,0	— 2,8	+ 25,8	+ 25,1	+ 2,7
Produits non durables	+12,0	+14,3	+14,8	+17,0	—16,3	+ 3,1	— 23,6	—21,4	+10,6	+19,1	+11,8	— 1,2	+ 2,0	+ 14,3	+ 14,5	+11,0
dont : Produits alimentaires	*+13,9*	*+16,4*	*+17,7*	*+19,7*	*—24,5*	*+ 0,8*	*— 25,6*	*—21,0*	*+11,4*	*+22,4*	*+12,3*	*+17,1*	*+ 7,3*	*+ 14,6*	*+ 11,9*	*+12,0*
Produits non-alimentaires	*+ 7,6*	*+ 8,0*	*+10,3*	*+ 8,2*	*+ 4,0*	*+25,8*	*+83,1*	*—31,8*	*+ 8,3*	*— 3,3*	*+10,6*	*— 17,3*	*—14,3*	*— 36,1*	*+ 25,6*	*+ 8,6*
Biens d'équipement	— 4,0	+ 2,5	— 2,1	— 1,0	—12,6	— 6,7	+ 50,3	— 8,3	— 2,3	—15,1	— 2,4	— 7,3	— 4,2	+ 88,7	+ 42,0	— 0,5
Moteurs et investissements fixes	— 4,9	+ 1,3	— 3,3	— 2,3	— 9,1	—10,9	+11,4	—17,6	— 3,3	—11,0	— 3,5	+ 4,3	+ 4,4	+ 14,3	+ 39,5	— 0,5
Matériel de transport	+ 9,2	—18,4	— 1,5	—23,6	—54,3	— 3,7	—	—	—11,3	—25,0	—10,1	—59,6	—49,3	+111,5	+113,6	—12,1
Appareils scientifiques et médicaux	— 9,2	+10,6	+ 0,4	+ 4,1	+20,9	— 5,2	+ 16,1	—	+ 3,1	—10,7	+ 3,6	+39,8	+38,8	— 9,4	+ 2,5	+ 7,3
Autres	— 8,0	+25,7	+ 0,5	+21,3	+ 8,6	+10,0	+ 35,7	—	+ 5,4	—24,9	+ 4,5	+ 5,7	+ 8,3	— 30,9	+ 37,0	+ 6,1
Autres produits	—20,8	+16,5	+31,9	+32,6	+10,5	—47,1	— 94,1	—	+12,9	—14,1	+51,3	—46,4	—31,7	— 8,2	— 46,4	+ 25,4
Total général ...	+ 3,9	+12,6	+ 5,2	+ 2,8	+ 1,0	+ 1,6	+ 4,4	—19,6	+ 6,1	+13,7	+ 8,2	+ 2,3	+ 6,7	+ 6,0	+ 20,8	+ 9,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1. Rép. féd. d'Allemagne	248,4	306,4	321,7	350,8	394,2	413,0	434,5	22,0	22,4	22,2	23,0	22,1	19,7	18,9
2. Pays-Bas	192,3	240,8	245,3	250,0	297,4	344,5	387,9	17,0	17,6	16,9	16,4	16,7	16,4	16,9
3. France	196,8	222,6	230,2	249,7	279,3	303,3	315,2	17,4	16,3	15,9	16,4	15,6	14,4	13,7
4. Royaume-Uni	70,2	92,1	112,8	127,8	141,5	169,5	171,1	6,2	6,7	7,8	8,4	7,9	8,1	7,4
5. Arabie Saoudite	38,7	53,8	54,9	44,4	58,9	121,1	165,2	3,4	3,9	3,8	2,9	3,3	5,8	7,2
6. Etats-Unis	71,7	83,7	87,2	88,1	119,1	161,1	164,8	6,3	6,1	6,0	5,8	6,7	7,7	7,2
7. Suisse	25,5	21,4	20,6	28,4	35,7	57,8	80,1	2,3	1,6	1,4	1,9	2,0	2,7	3,5
8. Italie	44,0	52,3	57,4	61,2	72,4	75,3	77,4	3,9	3,8	4,0	4,0	4,1	3,6	3,4
9. Japon	15,5	21,5	23,1	25,3	29,9	42,0	54,1	1,4	1,6	1,6	1,7	1,7	2,0	2,4
10. Zaïre, Rwanda et Burundi	16,7	24,1	23,2	25,0	28,9	37,3	36,9	1,5	1,8	1,6	1,6	1,6	1,8	1,6
11. U.R.S.S.	11,0	11,6	14,5	14,8	17,4	32,5	36,2	1,0	0,8	1,0	1,0	1,0	1,5	1,5
12. Suède	19,9	21,4	21,0	21,2	27,3	30,6	35,0	1,8	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5
13. Norvège	6,2	6,3	5,8	9,0	13,6	17,6	22,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,8	0,8	1,0
14. Espagne	9,7	11,5	11,8	12,6	15,2	17,9	20,6	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
15. Canada	11,7	14,1	11,9	12,0	14,3	15,6	19,8	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7	0,9
16. Iran	17,7	18,4	26,7	24,2	11,3	7,9	16,0	1,6	1,3	1,8	1,6	0,6	0,4	0,7
17. République d'Afrique du Sud	8,2	9,6	10,6	10,4	12,5	13,0	14,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
18. Brésil	6,0	7,3	7,1	6,9	8,2	9,1	13,2	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6
19. Nigéria	4,6	8,0	6,5	7,2	15,5	12,7	11,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9	0,6	0,5
20. Vénézuéla	1,5	2,0	1,5	2,4	4,3	6,6	11,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4
21. Danemark	5,5	6,1	6,7	7,3	8,1	9,7	9,9	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
22. Emirats Arabes Un.	2,2	4,6	8,0	7,7	8,8	9,2	8,5	0,2	0,3	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
23. Hong-Kong	2,2	3,2	4,1	5,2	7,4	7,3	8,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
24. Israël	2,5	3,4	5,1	7,0	6,9	6,9	8,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4
25. Irlande	2,7	3,5	5,3	7,0	7,9	7,9	8,2	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Autres pays	99,5	119,3	125,0	120,4	148,4	171,4	165,9	8,8	8,7	8,6	7,9	8,3	8,2	7,2
Total ...	**1 130,9**	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 100,8**	**2 296,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des importations en 1981.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région

(en millions de francs)

RÉGION	1980 (a)			1981		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
I. *Europe occidentale*	1 474 487	1 533 025	58 538	1 592 104	1 618 531	26 427
II. *Europe orientale*	47 589	38 345	— 9 244	54 105	41 045	— 13 060
III. *Afrique*	94 900	88 065	— 6 835	100 641	96 240	— 4 401
1. Zaïre, Rwanda, Burundi	(37 296)	(9 001)	(— 28 295)	(36 908)	(8 761)	(— 28 147)
2. Afrique du Sud	(12 967)	(7 422)	(— 5 545)	(14 506)	(11 156)	(— 3 350)
IV. a) *Amérique du Nord* ..	176 773	68 592	—108 181	184 644	96 080	— 88 564
1. U.S.A.	*161 130*	*63 336*	— *97 794*	*164 836*	*87 061*	— *77 775*
2. Canada	*15 642*	*5 256*	— *10 386*	*19 808*	*9 019*	— *10 789*
b) *Amérique latine*	41 999	27 506	— 14 493	48 683	30 159	— 18 524
1. Argentine	(4 558)	(3 652)	(— 906)	(4 723)	(2 877)	(— 1 846)
2. Brésil	(9 067)	(4 334)	(— 4 733)	(13 174)	(4 202)	(— 8 972)
3. Vénézuéla	(6 618)	(2 849)	(— 3 769)	(10 954)	(5 105)	(— 5 849)
V. *Asie*	253 541	115 371	—138 170	306 271	150 274	—155 997
1. Iran	(7 938)	(7 906)	(— 32)	(16 018)	(9 513)	(— 6 505)
2. Arabie saoudite	(121 095)	(15 459)	(—105 636)	(165 193)	(25 303)	(—139 890)
3. Japon	(42 012)	(9 235)	(— 32 777)	(54 109)	(12 036)	(— 42 073)
VI. *Océanie*	10 099	5 177	— 4 922	9 100	5 990	— 3 110
VII. *Divers* (b)	1 419	14 278	12 859	1 086	21 553	20 467
Total général ...	**2 100 807**	**1 890 359**	**—210 448**	**2 296 634**	**2 059 872**	**—236 762**

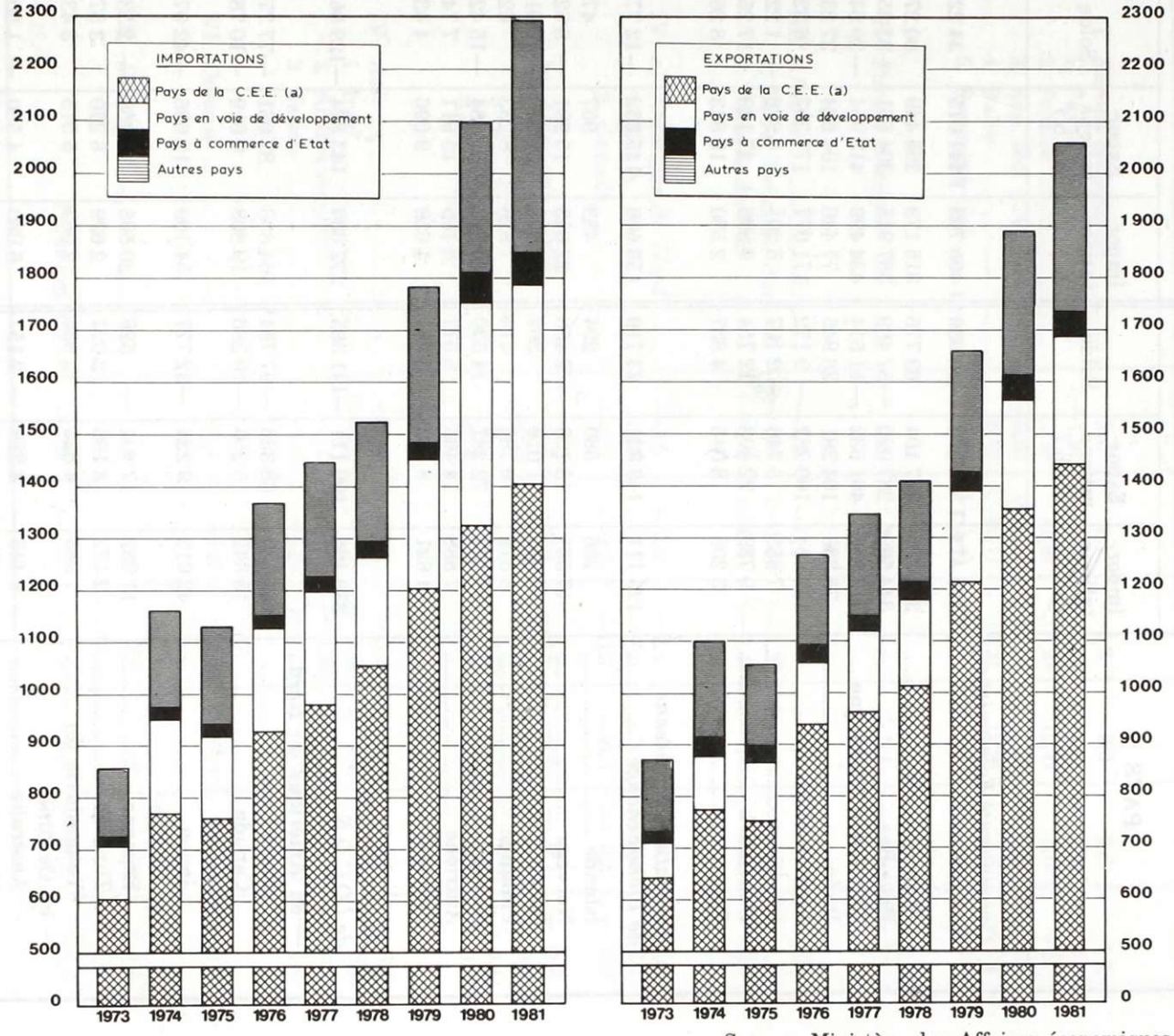
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en milliards de francs)



(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1981

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1980 (a)			1981		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**1 326 473**	**1 356 503**	**30 030**	**1 406 793**	**1 441 015**	**34 222**
France	303 328	367 104	63 776	315 179	395 449	80 270
Pays-Bas	344 509	287 020	—57 489	387 915	304 561	—83 354
Rép. féd. d'Allemagne	413 046	401 532	—11 514	434 499	413 954	—20 545
Italie	75 336	104 281	28 945	77 446	104 684	27 238
Royaume-Uni	169 454	160 282	— 9 172	171 077	177 397	6 320
Irlande	7 853	5 746	— 2 107	8 201	6 978	— 1 223
Danemark	9 739	22 493	12 754	9 896	27 149	17 253
Grèce	3 208	8 045	4 837	2 580	10 843	8 263
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**125 111**	**148 821**	**23 710**	**158 608**	**145 832**	**—12 776**
Islande	286	580	294	483	957	474
Norvège	17 561	15 103	— 2 458	22 613	13 991	— 8 622
Suède	30 626	31 018	392	34 950	32 940	— 2 010
Finlande	6 372	6 786	414	7 626	8 253	627
Suisse	57 757	72 287	14 530	80 112	64 684	—15 428
Autriche	7 888	14 465	6 577	8 165	15 911	7 746
Portugal	4 621	8 582	3 961	4 659	9 096	4 437
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**250 496**	**109 111**	**—141 385**	**272 889**	**143 824**	**—129 065**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	161 130	63 336	—97 794	164 836	87 061	—77 775
Canada	15 642	5 256	—10 386	19 808	9 019	—10 789
— en Asie :						
Japon	42 012	9 235	—32 777	54 109	12 036	—42 073
— en Europe :						
Espagne	17 932	17 404	— 528	20 595	18 258	— 2 337
Turquie	2 172	4 196	2 024	2 699	6 270	3 571
Yougoslavie (b)	1 988	4 822	2 834	2 083	5 515	3 432
— en Océanie :						
Australie	6 445	4 288	— 2 157	6 080	4 580	— 1 500
Nouvelle-Zélande	3 175	574	— 2 601	2 679	1 085	— 1 594
Total O.C.D.E.	**1 702 080**	**1 614 435**	**—87 645**	**1 838 290**	**1 730 671**	**—107 619**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Solde de la balance commerciale par région

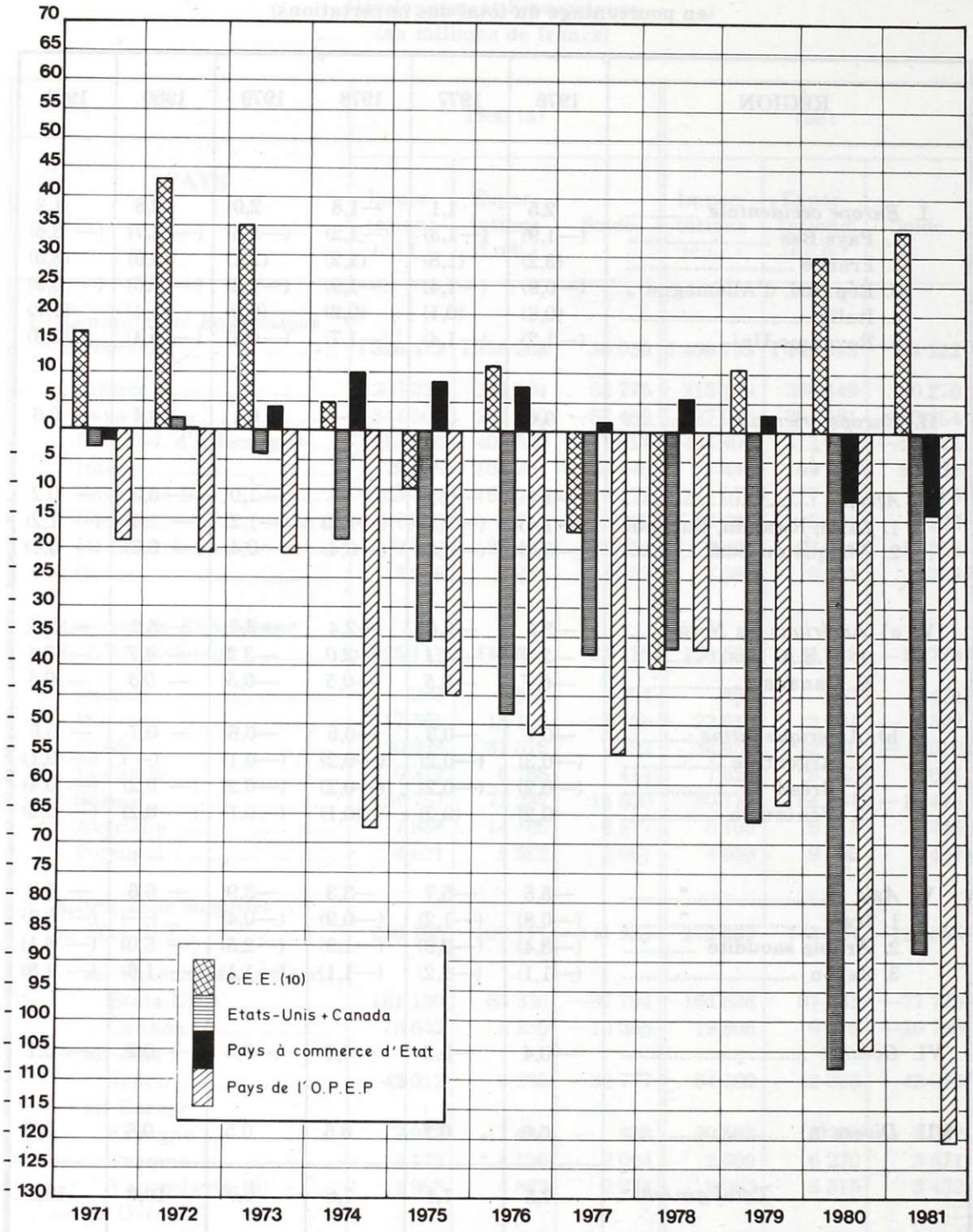
(en pourcentage du total des importations)

RÉGION	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I. *Europe occidentale*	2,5	1,1	—1,8	2,0	2,8	1,2
1. Pays-Bas	(—1,9)	(—1,3)	(—1,2)	(—1,6)	(— 2,7)	(— 3,6)
2. France	(3,2)	(1,8)	(1,2)	(2,1)	(3,0)	(3,5)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(—0,9)	(—1,4)	(—1,9)	(—1,2)	(— 0,6)	(— 0,9)
4. Italie	(0,6)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(1,4)	(1,2)
5. Royaume-Uni	(—1,2)	(—1,4)	(—1,7)	(—0,4)	(— 0,4)	(0,3)
II. *Europe orientale*	0,6	0,1	—	0,1	— 0,4	— 0,6
III. *Afrique*	—1,1	—0,1	—	—1,0	— 0,3	— 0,2
1. Zaïre, Rwanda, Burundi	(—1,4)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,2)	(— 1,4)	(— 1,2)
2. Afrique du Sud	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(— 0,3)	(— 0,1)
IV. a) *Amérique du Nord*	—3,5	—2,6	—2,4	—3,7	— 5,2	— 3,9
1. U.S.A.	*—2,8*	*—2,1*	*—2,0*	*—3,2*	*— 4,7*	*— 3,4*
2. Canada	*—0,7*	*—0,5*	*—0,5*	*—0,5*	*— 0,5*	*— 0,5*
b) *Amérique latine*	—0,7	—0,3	—0,5	—0,6	— 0,7	— 0,8
1. Argentine	(—0,3)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,1)	(—)	(— 0,1)
2. Brésil	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(— 0,2)	(— 0,4)
3. Vénézuéla	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(—0,1)	(— 0,2)	(— 0,3)
V. *Asie*	—5,5	—5,7	—3,3	—3,9	— 6,6	— 6,8
1. Iran	(—0,8)	(—1,2)	(—0,9)	(—0,4)	(—)	(— 0,3)
2. Arabie saoudite	(—3,4)	(—2,9)	(—1,9)	(—2,5)	(— 5,0)	(— 6,1)
3. Japon	(—1,1)	(—1,2)	(—1,1)	(—1,1)	(— 1,6)	(— 1,8)
VI. *Océanie*	—0,4	—0,3	—0,2	—0,3	— 0,2	— 0,1
VII. *Divers* (a)	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,9
Total général	**—7,5**	**—7,1**	**—7,6**	**—6,9**	**—10,0**	**—10,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

La balance générale des paiements reprenant l'ensemble des opérations non monétaires s'est soldée en 1981 par un déficit de 54 milliards de francs contre 66 milliards en 1980. La diminution du déficit apparent ne traduit pas une amélioration des transactions avec l'étranger mais est dû à la présentation comptable de la balance générale qui prend notamment en compte les importations emprunts du Trésor public en déduction des déficits des opérations courantes (1).

La balance des opérations courantes présente depuis 1977 un déficit croissant. Celui-ci s'est accru de 47 milliards en 1981 avec 196,9 milliards contre 150 milliards en 1980. Les trois catégories d'opérations courantes, transactions sur marchandises, services et transferts, ont participé à cette détérioration.

Ce sont les opérations sur marchandises qui subissent la plus forte augmentation du déficit commercial avec 210 milliards en 1981 contre 160 en 1980. Cette évolution négative résulte surtout du déséquilibre croissant de la balance énergétique insuffisamment compensée par les meilleurs résultats enregistrés dans les autres secteurs. La part importante des exportations belges constituée de produits de base très sensibles à la conjoncture internationale (acier, non ferreux) est aussi un élément d'explication à la persistance du déficit courant depuis 1977.

Les opérations sur services présentent également un solde légèrement déficitaire en 81 (—6 milliards), sous l'influence d'une diminution des revenus de placements et des investissements à l'extérieur qui s'explique par une hausse des revenus de capitaux à payer à l'étranger (intérêts des emprunts extérieurs) accompagnée d'une baisse des revenus perçus sur les années financières plus à l'étranger (liquidations de créances). Il faut y ajouter les importants frais de déplacements à l'étranger qui sont stationnaires à 42 milliards. Ce qui concerne les transferts, la hausse du déficit à 48 milliards de F (contre 38 en 1980) semble dû principalement à l'évolution de l'engagement de l'Etat belge envers les institutions européennes.

Les opérations en capital se répartissent en opérations du secteur public et du secteur privé qui connaissent des évolutions différentes.

Pour la première fois en 1981, le mouvement des capitaux privés a subi un important revirement. L'excédent de 24 milliards en 1980 s'est mué en un déficit de 198 milliards en 1981, ce qui représente un écart à la baisse de 222 milliards de F. L'importance de ce revirement peut s'expliquer en grande partie du fait du renversement spectaculaire du solde de deux rubriques.

D'une part, les avoirs nets en monnaies étrangères des particuliers auprès des banques de l'U.E.B.L. se sont accrus de 100 milliards en 1981 alors qu'ils étaient en recul de 15 milliards en 1980. Ce renversement porte à croire qu'une modification

(1) La balance générale des paiements enregistre « au dessus de la ligne » l'ensemble des opérations courantes et en capital des agents économiques non monétaires et « en dessous de la ligne » la somme des opérations en capital des banques commerciales et les prévisions des réserves de changes de l'Institut d'Emission.

s'est opérée dans les habitudes de placement des particuliers; ceux-ci ont été séduits par des taux d'intérêts élevés et par l'espérance de gains en capital en cas d'appréciation par rapport au FB des devises qu'ils avaient choisies pour leurs placements. D'autre part, les avoirs nets en francs des non-résidents auprès des banques belges ont diminué de 40 milliards contre une hausse de 70 milliards en 1980. Ce revirement a eu lieu malgré la forte augmentation supposée des placements en FB dans les banques des pays limitrophes.

Par opposition, il faut signaler l'importante croissance des placements et investissements des non-résidents auprès des entreprises et particuliers résidants qui se soldent par des entrées de capitaux de 115 milliards en 1981 contre 73 milliards en 1980. Outre les Investissements directs des non-résidents en Belgique, cette rubrique contient les prêts consentis par les institutions financières étrangères aux firmes belges qui, étant donné l'étroitesse du marché des capitaux déjà écumé par le trésor, ont cherché à se financer à l'extérieur du pays.

Les opérations en capital du secteur public et des entreprises publiques accusent un boni encore jamais atteint de 286 milliards contre 144 milliards en 1980. L'endettement avec l'étranger atteint 158 milliards alors que les emprunts en devises auprès des banques belges sont de 128 milliards. L'endettement supplémentaire du trésor devient la principale contrepartie du déficit des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé.

La synthèse des opérations courantes et en capital fait nettement apparaître les mouvements structurels des différentes rubriques de la balance des paiements en 1981. Si la balance des opérations en capital reste globalement positive de 88 milliards, c'est la résultat d'emprunts massifs du trésor à l'étranger et auprès des banques belges. La hausse de l'endettement du secteur public dans son ensemble représente 147 % du déficit des opérations courantes. Toutes opérations confondues, le solde restant à financer par des mouvements de capitaux (devises) de la Banque Nationale s'élève à 95,7 milliards contre un apport de 27 milliards en 1980. C'est la plus grande diminution des revenus de change observée depuis plus de 10 ans en U.E.B.L.

*
* *

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1980 et 1981

(en milliards de francs)

NATURE DES OPERATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises						
a) Exportations et importations	*1 671,3*	*1 831,1*	*1 831,5*	*2 041,2*	*—160,2*	*—210,1*
b) Travail à façon	*70,7*	*78,2*	*33,0*	*36,7*	*+ 37,7*	*+ 41,5*
c) Opérations d'arbitrage	*8,4*	*25,0*	—	—	*+ 8,4*	*+ 25,0*
2. Frets	96,4	116,4	78,8	97,5	+ 17,6	+ 18,9
3. Assurances pour le transport de marchandises	2,0	2,5	2,6	3,2	— 0,6	— 0,7
4. Autres frais de transport	54,4	62,6	55,4	66,4	— 1,0	— 3,8
5. Déplacements à l'étranger	52,9	62,4	95,6	104,1	— 42,7	— 41,7
6. Revenus d'investissements	521,6	876,4	523,8	884,2	— 2,2	— 7,8
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	45,1	46,4	13,0	13,9	+ 32,1	+ 32,5
8. Autres services	166,3	192,0	166,9	194,7	— 0,6	— 2,7
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*5,4*	*7,0*	*13,3*	*15,8*	*— 7,9*	*— 8,8*
b) Courtages, commissions et frais commerciaux divers	*75,4*	*85,2*	*66,8*	*78,1*	*+ 8,6*	*+ 7,1*
c) Ouvriers frontaliers	*17,7*	*19,0*	*14,0*	*14,7*	*+ 3,7*	*+ 4,3*
d) Primes et indemnités d'assurances	*16,6*	*19,6*	*17,4*	*20,8*	*— 0,8*	*— 1,2*
e) Contrats d'entreprise	*14,2*	*12,7*	*15,6*	*17,9*	*— 1,4*	*— 5,2*
f) Divers	*37,0*	*48,5*	*39,8*	*47,4*	*— 2,8*	*+ 1,1*
Total des transactions sur biens et services (b)	**2 855,4**	**3 484,6**	**2 967,5**	**3 633,5**	**—112,1**	**—148,9**
(dont : services = 2 à 8)	**1 105,0**	**1 550,3**	**1 103,0**	**1 556,6**	**+ 2,0**	**6,**
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	20,6	24,0	31,8	39,3	— 11,2	— 15,3
10. Transferts de l'Etat	27,2	26,8	55,1	59,5	— 27,9	— 32,7
Total des transferts	**47,8**	**+ 50,8**	**86,9**	**98,8**	**— 39,1**	**— 48,0**
Total des opérations courantes (A + B) :	**2 903,2**	**3 535,4**	**3 054,4**	**3 732,3**	**—151,2**	**—196,9**

(suite à la page 410)

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1980 et 1981 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPERATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat						
11.1. Avoirs	—	—	—	—	— 3,0	— 4,4
11.2. Engagements	—	—	—	—	+ 26,7	+109,5
12. Autres pouvoirs publics	—	—	—	—	+ 2,0	+ 7,3
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics ...	—	—	—	—	**+ 31,7**	**+121,2**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (c) :						
13. Crédits commerciaux	—	—	—	—	— 12,7	— 23,5
14. Organismes publics d'exploitation	—	—	—	—	+ 5,5	+ 13,3
15. Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	+ 57,9	+ 17,4
16. Secteur privé	72,6	115,4	—86,1	—99,2	— 13,5	+ 16,2
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières (chiffres nets)	*—0,9*	*—2,0*	*—23,4*	*—44,6*	*— 24,3*	*— 46,6*
b) Investissements directs	*42,5*	*58,6*	*— 1,8*	*—1,1*	*+ 40,7*	*+ 57,5*
c) Immeubles	*2,9*	*1,1*	*— 4,8*	*— 3,6*	*— 1,9*	*— 2,5*
d) Autres	*28,1*	*57,7*	*—56,1*	*—49,9*	*— 28,0*	*+ 7,8*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers ...	—	—	—	—	**37,2**	**23,4**

(suite à la page 411)

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1980 et 1981 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPERATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)	1980	1981 (a)
E. *Erreurs et omissions*					+20,9	+ 7,7
Total général ...					—66,1	—54,4
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges					+10,1	+ 2,8
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					+27,0	—95,7
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					—64,4	+51,9
Monnaies étrangères					—31,2	—30,3
— Organismes divers					+ 2,4	— 1,5

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.
(c) Ne comprend pas les mouvements des capitaux des banques commerciales.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	1978	1979	1980	1981 (h)
1. — *Transactions sur biens et services* (rubrique *A* de la balance générale des paiements)	— 0,9	—61,0	—115,5	—148,9
2. — *Transferts* (rubrique *B* de la balance générale des paiements)	—25,5	—28,4	— 38,4	— 48,0
3. — *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*				
Rubrique *C* de la balance générale des paiements	+12,6	+ 4,3	+ 25,7	+111,4
Augmentation (+) ou diminution (—) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	..	+36,0	+ 64,8	+ 98,3
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'encours des monnaies étrangères à terme de la B.N.B.	—11,9	— 7,7	+ 17,2	+ 2,4
4. — *Mouvement des crédits commerciaux :*				
Augmentation (—) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	— 9,1	—18,0	— 2,5	— 19,7
Augmentation (—) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	—18,7	— 7,0	— 12,7	— 23,5
5. — *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (b) :				
Rubrique *D* de la balance générale des paiements (non compris crédits commerciaux)	—13,4	—16,5	+ 49,9	+ 46,9
Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
Augmentation (+) ou diminution (—) d'avoirs :				
Créances en monnaies étrangères	—10,6	—43,9	— 68,3	—127,8
Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	—21,1	— 1,6	— 46,2	— 64,6
Augmentation (+) ou diminution (—) d'engagements :				
Endettement en monnaies étrangères	+12,5	+55,2	+ 55,3	+ 62,7
Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+31,7	+ 3,8	+ 39,1	+ 54,2
6. — *Mouvement des capitaux des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :*				

Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	—21,1	— 1,6	— 46,2	— 64,6
Augmentation (+) ou diminution (—) d'engagements :				
6. — *Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents* :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+16,1	+41,5	+ 64,4	— 51,9
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	— 6,2	—14,8	— 14,9	+ 12,9
7. — *Position de change des banques belges et luxembourgeoises* (c) :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position au comptant (d)	+16,7	+10,8	— 16,4	— 7,9
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position à terme	—10,7	+11,4	— 3,3	— 14,8
8. — *Erreurs et omissions :*				
Rubrique *E* de la balance générale des paiements	+12,3	—11,1	+ 20,9	+ 7,7
Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	— 7,9	+ 6,6	— 4,2	+ 5,0
Total 1 *à* 8 ...	—27,8	—39,2	+ 44,2	— 93,3
9. — *Contreparties du total dans la situation de la B.N.B.* [Augmentation (+); diminution (—)] :				
Encaisse en or	+ 0,2	+0,2	..	..
Avoirs détenus auprès du F.M.I. (e)	— 6,4	— 4,3	— 3,9	— 1,8
Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire (y compris écus)	— 4,9	—26,5	+ 0,5	— 76,1
Avoirs nets en monnaies étrangères :				
Avoirs nets au comptant (f)	— 2,3	— 0,6	+ 30,6	— 10,1
Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	—11,9	— 7,7	+ 16,6	+ 3,0
Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
Avoirs au comptant (g)	— 2,5	— 0,3	— 0,2	— 2,3
Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	..	..	+ 0,6	— 0,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
(b) Autres que les organismes monétaires.
(c) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.
(d) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1. du présent tableau.
(e) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.
(f) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.
(g) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 4.1.
(h) Données provisoires.

Opérations en capital, au comptant et à terme, du secteur privé (a)

(en milliards de francs)

	1979	1980	1981 (i)
1. *Créances commerciales nettes sur l'étranger* (b), *y compris les créances mobilisées auprès des banques*	— 24,9	— 15,2	— 43,2
2. *Autres opérations des résidents du secteur privé :*			
2.1. Investissements et placements des entreprises et particuliers à l'étranger	— 86,0	— 86,1	— 99,2
dont : 2.11. Valeurs mobilières	(— 13,7)	(— 23,4)	(— 44,6)
2.12. Dépôts :			
2.121. en francs belges et luxembourgeois	(— 25,9)	(— 36,4)	(— 30,5)
2.122. en monnaies étrangères	(— 4,2)	(— 19,2)	(— 17,7)
2.13. Investissements directs (c)	(— 18,7)	(— 7,6)	(— 15,5)
2.14. Prêts (d)	(— 14,1)	(+ 5,8)	(+ 14,4)
2.2. Avoirs nets en monnaies étrangères, au comptant et à terme, des entreprises et particuliers auprès des banques belges et luxembourgeoises (e)	+ 14,7	+ 14,1	—111,1
2.3. Position en monnaies étrangères, au comptant et à terme, des banques belges et luxembourgeoises (f)	+ 22,6	— 19,7	— 22,7
Total ...	— 48,7	— 91,7	—233,0
3. *Autres opérations des non-résidents avec le secteur privé résident :*			
3.1. Investissements et placements auprès des entreprises et particuliers	+ 36,6	+ 72,6	+115,4
dont : 3.11. Investissements directs (c)	(+ 21,9)	(+ 28,0)	(+ 42,8)
3.12. Prêts (d)	(+ 7,6)	(+ 14,5)	(+ 15,8)
3.13. Prêts financiers (g)	(+ 2,0)	(+ 14,8)	(+ 29,6)
3.2. Avoirs nets en francs belges et luxembourgeois, au comptant et à terme, auprès des banques belges et luxembourgeoises (h)	+ 26,7	+ 49,5	— 39,0
Total ...	+ 63,3	+122,1	+ 76,4
Total général ...	— 10,3	+ 15,2	—199,8

(a) Les signes + indiquent des entrées de capitaux; les signes —, des sorties.
(b) Signe + : diminution des créances; signe — : augmentation.
(c) Constitutions de sociétés et acquisitions de participations à l'exclusion des prêts.
(d) Prêts dont on sait qu'ils sont entre entreprises affiliées.
(e) Signe + : diminution des avoirs nets des entreprises et particuliers; signe — : augmentation.
(f) Signe + : diminution des avoirs nets des banques; signe — : augmentation. Non compris l'immobilisé (enregistré à la rubrique 2.13) et les crédits commerciaux (enregistrés à la rubrique 1).
(g) Prêts dont on sait qu'ils ne sont pas entre entreprises affiliées; il s'agit, en majeure partie, d'emprunts à long terme contractés à l'étranger par des entreprises belges.
(h) Signe + : augmentation des avoirs nets des non-résidents; signe — : diminution.
(i) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Synthèse des opérations courantes et en capital
(en milliards de francs)

	1979	1980	1981 (d)
I. *Opérations courantes*	**— 89,2**	**—149,9**	**—196,9**
II. *Opérations en capital :*			
A. Opérations, au comptant et à terme, du secteur privé (a)	— 10,3	+ 15,2	—199,8
B. Opérations, au comptant, du secteur public (b)	+ 71,8	+145,0	+288,3
C. Opérations, au comptant, de la Banque (c)	+ 31,5	— 27,0	+ 95,7
Total ...	**+ 95,3**	**+140,7**	**+184,0**
III. *Erreurs et omissions*	**— 3,8**	**+ 16,7**	**+ 12,7**

(a) Les opérations à terme s'équilibrent au sein de ce secteur. Y compris les créances commerciales mobilisées auprès de la B.N.B. Non compris les engagements en devises envers l'étranger contractés par les banques résidentes pour financer leurs crédits en devises au secteur public.
(b) Y compris la dette en devises auprès des banques résidentes.
(c) Non compris les acceptations représentatives d'exportations. Contrairement au tableau 14, un signe + signifie une diminution des réserves de change nettes et un signe —, une augmentation de ces réserves; la même convention est donc appliquée aux opérations en capital de la Banque et à celles des autres secteurs, de sorte que la balance générale des paiements a un solde nul.
(d) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Opérations en capital au comptant du secteur public
(en milliards de francs)

	1979	1980	1981 (c)
1. *Opérations des pouvoirs publics :*			
1.1. avec l'étranger	+ 4,3	+ 25,7	+111,4
1.2. en monnaies étrangères avec les banques belges et luxembourgeoises (a)	+ 36,0	+ 64,8	+ 98,3
Total ...	**+ 40,3**	**+ 90,5**	**+209,7**
2. *Opérations des entreprises publiques* (b) *:*			
2.1. avec l'étranger	+ 31,5	+ 63,4	+ 30,7
2.2. en monnaies étrangères avec les banques belges et luxembourgeoises	..	— 8,9	+ 47,9
Total ...	**+ 31,5**	**+ 54,4**	**+ 78,6**
Total général ...	**+ 71,8**	**+145,0**	**+288,3**

(a) Signé + : augmentation de la dette en monnaies étrangères envers les banques; signe — : diminution.
(b) Intermédiaires financiers et organismes publics d'exploitation.

Source : Banque Nationale de Belgique.

HUITIEME PARTIE

ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES

ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES

Fortement sensible à la conjoncture internationale en raison de sa grande ouverture, de sa taille réduite et de la structure de sa production, l'économie belge a subi en 1981, davantage que la plupart de ses partenaires européens, les effets négatifs du recul de l'activité économique mondiale. Le produit intérieur brut — qui mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national — a reculé d'un peu plus d'1 % en volume (1) par rapport à l'année précédente. Inférieur à celui de 1975 (—1,8 %), ce recul fait suite à deux années de croissance modérée : +2,3 % en 1979 et +2,4 % en 1980. Au cours de cette dernière année, à l'inverse de 1981, l'économie belge avait connu une croissance supérieure à celle des pays de la Communauté et notamment de ses principaux partenaires commerciaux, la République fédérale d'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Au regard de la production, la dégradation des performances apparaît dès lors plus marquée en 1981 en Belgique.

En outre, le solde des revenus extérieurs, positif jusqu'en 1978, s'est accru depuis lors dans les valeurs négatives : la Belgique a versé davantage de revenus de facteurs à l'étranger qu'elle n'en a reçu et ces versements nets ont progressivement augmenté. De la sorte, le recul du produit national brut en volume qui prend en compte ces revenus apparaît supérieur (—1,5 %) à celui du produit intérieur brut.

Depuis la crise de 1975, l'économie belge n'a plus connu qu'une croissance modérée, si l'on excepte la forte progression du P.I.B. en 1976 (+5,4 %) laquelle se fondait pour l'essentiel sur un vif redressement des stocks après leur forte contraction de 1975 et n'eut pas de lendemain. En effet, alors qu'entre 1970 et 1974 le rythme d'augmentation annuel moyen du P.I.B. s'élevait à 5,2 %, il a baissé à 1,9 % de 1974 à 1981.

La détérioration de l'activité économique a affecté en 1981 la plupart des secteurs. Elle a néanmoins été plus vive dans le secondaire et le tertiaire marchand. Par contre, le secteur primaire, le tertiaire peu sensible à la conjoncture et le tertiaire non marchand ont poursuivi leur expansion mais à un rythme moindre qu'en 1980.

C'est à l'évidence sur le secteur secondaire et plus particulièrement sur les industries manufacturières que se porte le poids de la faible conjoncture internationale des dernières années. Le peu de dynamisme du commerce international a déterminé une évolution des plus modérées de l'activité dans les industries manufacturières : la valeur ajoutée n'a, en effet, augmenté en volume que de 1,8 % en

(1) Les données de la comptabilité nationale pour 1981 n'étant pas encore disponibles au moment de la rédaction de ce commentaire, les chiffres cités pour cette année sont des estimations du Budget économique.

moyenne par an depuis 1977 alors qu'elle a progressé plus sensiblement pour les autres secteurs non exposés à la concurrence internationale (+2,8 %). De plus, tenue d'aligner ses prix sur ceux de ses concurrents étrangers, l'industrie manufacturière n'a pu répercuter l'augmentation des coûts intérieurs dans la même mesure que les autres secteurs. Dès lors, la contraction de la part des industries manufacturières dans le total des valeurs ajoutées a été plus importante à prix courants qu'à prix constants. Elle est passée de 1973-1974 à 1979-1980 de 30 % à 25,1 % à prix courants et de 28,3 % à 27,2 % à prix constants, diminuant entre ces périodes de 4,9 % à prix courants contre 1,1 % à prix constants.

Coincé qu'il était entre des prix d'output peu susceptibles d'être relevés parce que fortement tributaires de la concurrence internationale et d'autre part, des prix d'input intérieurs croissants tandis que par ailleurs au sein de la valeur ajoutée, les charges salariales progressaient à un rythme aussi soutenu que dans les autres secteurs de l'économie nationale — et même dans certaines branches manufacturières à un rythme supérieur — le secteur manufacturier ne pouvait qu'enregistrer une diminution de sa marge d'exploitation conduisant inévitablement à une baisse de la rentabilité du secteur.

Dans un premier temps, l'endiguement d'une telle diminution ne pouvait se faire que par accroissement de productivité, lequel a été obtenu surtout par une importante réduction de l'emploi du secteur, comme en témoigne les statistiques en la matière, depuis 1975. Dans un deuxième temps, un allègement des charges salariales était opéré en 1981 à la fois par des mesures gouvernementales de modération salariale et plus tard dans l'année par un glissement du financement d'une partie de la sécurité sociale, des entreprises vers les particuliers, la diminution des charges patronales étant compensée par un relèvement de certains impôts indirects (opération Maribel). Vers la fin de l'année, le redressement de la position économique des entreprises apparaissait insuffisant, ce qui devait déterminer les mesures de politique économique prises au début de 1982 : dévaluation de la monnaie belge et suspension de la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation. Ainsi à tout le moins, les prix d'output en monnaie nationale pouvaient-ils être quelque peu redressés sans dommage pour les exportations tandis que la pression des charges salariales se faisait moindre au sein de la valeur ajoutée brute des entreprises.

En 1981, le revenu national net au coût des facteurs a progressé en valeur nominale de 3,9 % selon les estimations contre 6,5 % en 1980 par rapport à l'année précédente. Reflétant la diminution globale de l'emploi et dans une moindre mesure la modération salariale voulue par le gouvernement, la rémunération des salariés a haussé en termes nominaux de 6,5 % en 1981 pour 8,7 % en 1980. Ainsi la masse salariale réelle a diminué d'environ 1 % en 1981 alors qu'elle avait encore augmenté de 2,5 % en 1979 et de 2 % en 1980.

La progression, quoique moindre en 1981 qu'en 1980, de la masse salariale nominale demeure supérieure à celle des autres composantes du revenu national net. De la sorte la rémunération des salariés accroît à nouveau en 1981, sa part dans le revenu national, qui passe à 75,9 % contre 74,1 % en 1980. A l'évidence cette avance incessante de la rémunération des salariés malgré la contraction de leur nombre se fait au détriment d'autres facteurs de production, principalement les entreprises.

L'augmentation accrue des transferts de sécurité sociale (+12,8 % en 1981 contre +8,7 % en 1980 en valeur nominale) ainsi que celle toujours appréciable des revenus de la propriété échéant aux particuliers (+9,6 % en 1981), jointes à celle de la masse salariale, alors que les revenus nominaux des indépendants et de sociétés de personne stagnaient (+0,1 %), ont mené à une progression de 7,3 % des recettes totales des particuliers. Le revenu disponible des particuliers a quant à lui progressé de 7,8 % en 1981 se situant en valeur réelle à un niveau pratiquement identique à celui de l'année précédente. Par ailleurs, reflet de leurs craintes concernant le maintien de leur revenu professionnel — fréquemment exprimées par les ménages dans les enquêtes régulièrement organisées par les Communautés auprès des consommateurs — les particuliers ont sensiblement relevé leur épargne de précaution au détriment de la consommation et de leurs dépenses fixes en logement. Leur taux d'épargne est ainsi passé de 15,6 % en 1980 à 17,5 % en 1981.

La faible conjoncture, la forte augmentation des prix des biens importés et la progression des charges financières ont à nouveau comprimé les revenus des sociétés. En 1980 déjà, les bénéfices réservés des sociétés s'étaient fortement contractés passant de 28,1 milliards de francs l'année précédente à 7,3 milliards de francs. En 1981, ils n'auraient plus atteint que 2,7 milliards de francs. Plus significative est cependant la baisse des résultats d'exploitation de plus de 6 % en valeur nominale, réduction dont l'ampleur n'a plus été observée depuis de nombreuses années. Il en est résulté une diminution sensible de l'épargne brute des entreprises laquelle n'a pas manqué d'influencer négativement leurs investissements.

La consommation publique progresse en volume en 1981 (+1,5 %) à un rythme pratiquement identique à celui de 1980 (+1,6 %). Si son avance demeure positive malgré les contraintes budgétaires, elle est toutefois nettement moindre qu'antérieurement. Elle avait ainsi augmenté de 4,9 % en 1975, de 4 % en 1976, de 3,3 % en 1977, de 6,2 % en 1978 et de 2,6 % en 1979 tandis que son rythme annuel moyen de croissance au cours de la première moitié de la décennie septante était de l'ordre de 5 %.

Pour la première fois depuis près de 30 ans, la consommation privée a diminué en volume en 1981 (—2,0 %) selon les estimations du Budget économique, alors que le niveau du revenu disponible réel est, comme il a été vu ci-dessus, demeuré stable. En 1979, la consommation des ménages avait encore crû de 4,4 % tandis qu'en 1980 son rythme de progression baissait à 1,7 %. Même en 1975, lorsque le P.N.B. en volume avait diminué de 1,8 %, son évolution était demeurée positive quoique son augmentation ait été minime (0,4 %). Ceci témoigne à souhait du malaise profond qui affecte les ménages quant à leur perspective de revenus. Autre signe de leur prudence dans la dépense, le volume des investissements en logements a reculé en 1981 de près de 20 %, faisant suite à une diminution de 12,6 % en 1979 et de 1,3 % en 1980. Ainsi les dépenses fixes en logement sont-elles inférieures d'environ un tiers en volume à leur niveau sommet de 1978.

Sous la pression du repli des logements, la formation brute de capital fixe baisserait en 1981 de 8,5 % en volume par rapport à l'année antérieure. Si la diminution des investissements a pu être limitée compte tenu des contraintes

budgétaires à environ 1 % pour les pouvoirs publics, elle est sensiblement plus prononcée pour les entreprises (—6 %) et devrait l'être davantage encore dans l'industrie. Plus particulièrement, les industries manufacturières connaîtraient à nouveau un recul appréciable du volume de leurs dépenses en équipement fixe après la forte augmentation enregistrée en 1980 (+19,4 %), laquelle n'aura été que passagère; elle faisait suite à une contraction importante mais progressive des investissements manufacturiers de 1975 à 1978 et à leur stagnation en 1979.

Les exportations n'auront que peu augmenté en volume en 1981 mais leur progression aura été supérieure à celle des importations. Toutefois, la forte hausse des prix à l'importation conjugée au faible développement des prix des marchandises exportées ont entraîné un accroissement sensible du solde négatif des exportations nettes lequel passerait à un peu plus de 190 milliards de francs à prix courants en 1981 contre un peu moins de 150 milliards de francs en 1980. En outre, comme il a été relevé plus haut le solde des revenus de facteurs, devenu négatif en 1978, n'a cessé de s'accroître dans ce sens et en 1981 se monterait à près de 30 milliards de francs courants contre 18,3 milliards en 1980. Le déficit courant de la balance des paiements se monte en 1981 à 228,3 milliards de francs et représente 6,4 % du P.N.B. à prix courants contre 5,2 % en 1980. Augmenté des transferts nets de capital (—4,5 milliards de francs), le nouveau solde obtenu représente le besoin de financement intérieur de l'économie nationale (232,8 milliards en 1981 contre 184,5 milliards en 1980) dont la contrepartie apparaît dans la somme algébrique du surplus des particuliers et des entreprises (+247,3 milliards de francs en 1981 contre 128,9 milliards de francs en 1980) et du déficit des pouvoirs publics (—480,1 milliards de francs ou 13,4 % du P.N.B. en 1981 contre —313,4 milliards de francs en 1980).

*
* *

Répartition du produit national entre les facteurs de production

(en millions de francs courants)

DESIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980 (a)
1. Rémunération des salariés	1 517 365	1 656 013	1 781 822	1 905 833	2 071 716
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	350 014	358 135	380 717	385 239	396 254
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers	281 346	311 837	338 510	374 988	422 267
4. Bénéfices non distribués des sociétés	14 171	11 167	25 200	28 110	7 287
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	72 718	76 441	81 660	91 890	89 717
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	2 815	3 644	165	6 417	24 171
7. Intérêt de la dette publique	— 97 756	—116 959	—137 866	—166 142	—214 409
Revenu national net au coût des facteurs					
(ajusté)	**2 140 673**	**2 300 278**	**2 470 208**	**2 626 335**	**2 797 003**
8. Amortissements	231 126	260 546	278 519	298 689	305 758
Revenu national brut au coût des facteurs					
(ajusté)	**2 371 799**	**2 560 824**	**2 748 727**	**2 925 024**	**3 102 761**
9. Impôts indirects	308 326	335 151	364 957	388 861	413 851
10. Subventions	— 36 537	— 40 227	— 46 500	— 56 253	— 51 710
Produit national brut aux prix du marché					
(ajusté)	**2 643 588**	**2 855 748**	**3 067 184**	**3 257 632**	**3 464 902**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Valeur ajoutée brute par branche d'activité et produit national brut aux prix du marché

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	A prix courants					A prix constants (de 1975)				
	1976	1977	1978	1979	1980 (b)	1976	1977	1978	1979	1980 (b)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	76 942	68 339	76 035	73 242	74 062	65 494	67 537	74 651	74 882	75 212
2. Industries extractives	19 018	18 232	16 930	15 708	17 876	18 369	16 709	15 740	15 143	15 639
3. Industries manufacturières	719 910	763 183	805 093	858 371	883 567	687 706	694 083	711 687	733 086	730 953
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	*131 691*	*135 533*	*146 756*	*153 241*	*160 774*	*124 658*	*123 599*	*126 332*	*129 958*	*131 829*
b) Textiles	*38 275*	*37 465*	*37 023*	*41 584*	*42 735*	*38 506*	*33 995*	*33 342*	*36 857*	*36 121*
c) Vêtements et chaussures	*25 676*	*24 129*	*24 834*	*25 404*	*25 425*	*22 982*	*20 673*	*20 273*	*19 944*	*19 482*
d) Bois et meubles	*34 090*	*36 630*	*36 391*	*37 936*	*42 427*	*32 305*	*33 307*	*33 585*	*33 228*	*35 763*
e) Papier, impression, édition	*36 191*	*39 398*	*39 854*	*42 525*	*44 228*	*34 484*	*36 435*	*36 040*	*36 302*	*35 614*
f) Industries chimiques et activités annexes	*65 283*	*74 215*	*77 911*	*86 522*	*95 713*	*71 231*	*78 673*	*82 422*	*88 106*	*84 908*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*33 268*	*37 719*	*36 101*	*36 279*	*39 199*	*32 313*	*33 557*	*32 282*	*31 759*	*33 278*
h) Fer et aciers	*37 019*	*29 040*	*39 550*	*47 168*	*33 610*	*33 311*	*31 190*	*36 562*	*37 039*	*34 287*
i) Métaux non ferreux	*12 876*	*12 319*	*11 800*	*13 100*	*13 000*	*13 595*	*11 589*	*11 000*	*11 360*	*11 390*
j, h) Fabrications métalliques, construction navale et garages	*275 503*	*300 321*	*314 177*	*331 008*	*339 896*	*255 393*	*259 069*	*267 189*	*275 452*	*275 942*
l) Industries non dénommées ailleurs	*30 038*	*36 414*	*40 696*	*43 604*	*46 560*	*28 928*	*31 996*	*32 660*	*33 081*	*32 339*
4. Construction										
5. Électricité, gaz et eau										
Services, immeubles d'habitation, administrations										

b) Industries non dénommées ailleurs	*30 038*	*36 414*	*40 696*	*43 604*	*46 560*	*28 998*	*31 996*	*32 460*	*33 061*	*35 370*
tation	712 988	773 849	835 096	888 910	948 609	637 323	641 775	663 310	689 637	698 445
a) Commerce	*496 170*	*531 537*	*565 494*	*592 987*	*631 844*	*440 583*	*439 636*	*451 058*	*468 003*	*473 951*
b, c) Services financiers et assurances	*107 997*	*119 485*	*135 204*	*150 163*	*156 209*	*93 038*	*96 008*	*103 726*	*110 667*	*111 019*
d) Immeubles d'habitation	*108 821*	*122 827*	*134 398*	*145 760*	*160 556*	*103 702*	*106 131*	*108 526*	*110 967*	*113 475*
7. Transports et communications	204 876	222 420	241 911	267 462	302 587	189 712	190 235	198 775	209 307	222 678
8. Services	681 789	765 019	841 855	907 426	981 414	620 857	635 340	657 711	675 932	690 007
9. Correction pour investissements par moyens propres	4 101	4 079	4 031	4 288	5 166	3 907	3 700	3 532	3 625	4 274
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	—35 326	—39 625	—45 115	—48 085	—47 410	—28 792	—30 187	—32 986	—33 941	—32 887
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—29 520	—30 280	—32 050	—33 050	—45 930	—27 980	—27 330	—27 370	—28 020	—29 610
Produit intérieur brut aux prix du marché										
Total des rubriques 1 à 11	**2 628 112**	**2 846 926**	**3 068 499**	**3 266 030**	**3 497 876**	**2 419 564**	**2 456 454**	**2 536 946**	**2 608 598**	**2 656 335**
Ajustement statistique	— 1 824	— 3 278	—11 415	— 4 898	—14 674	19 488	9 464	9 817	— 2 822	11 111
Total corrigé	**2 626 288**	**2 843 648**	**3 057 084**	**3 261 132**	**3 483 202**	**2 439 052**	**2 465 918**	**2 546 763**	**2 605 776**	**2 667 446**
12. Paiements nets de revenus avec facteurs de production dus par le reste du monde	17 300	12 100	10 100	— 3 500	—18 300	16 100	10 400	8 400	— 2 700	—13 900
Produit national brut aux prix du marché										
(ajusté)	**2 643 588**	**2 855 748**	**3 067 184**	**3 257 632**	**3 464 902**	**2 455 152**	**2 476 318**	**2 555 163**	**2 603 076**	**2 653 546**

Source : Institut National de Statistique.

(a) La nomenclature est celle des comptes nationaux tels que publiés par l'Institut National de Statistiques.
(b) Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.

Produit intérieur brut dans les pays de la Communauté

Variations en pourcent

PÉRIODE	Belgique	Dane-mark	Allemagne Occidentale	Grèce	France	Irlande	Italie	Luxem-bourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.
1960-69	4,9	5,3	5,2	7,3	5,7	4,5	5,9	4,0	5,5	3,1	5,0
1970-79	3,5	2,8	3,2	5,4	4,0	3,8	3,3	2,8	3,5	2,2	3,3
1977	0,8	1,8	2,7	3,5	2,9	5,8	1,9	0,5	2,4	1,0	2,3
1978	3,0	1,5	3,2	6,2	3,3	6,3	2,6	4,2	2,5	3,6	3,2
1979	2,4	3,4	4,4	4,0	3,2	1,9	5,0	3,6	2,2	—0,9	3,4
1980	2,4	—0,2	1,9	1,7	1,3	1,9	4,0	0,7	0,6	—1,4	1,1
1981 (a)	—1,4	—1,2	0,0	—0,2	0,1	1,7	—0,8	—3,0	—1,1	—1,4	—0,5

Source : Office Statique des Communautés européennes.

(a) Estimation C.E.E.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE — Pages

Superficies cultivées. Selon le recensement du 15 mai 51
Rendement et production totale des principales cultures 52
Cheptel au 15 mai 52
Production indigène d'animaux destinés pour l'abattage 53
Production de lait et d'œufs 53
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 54-55

ASSURANCES.

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1981 278
Ventilation des sociétés au 31 décembre 1981 278
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 279
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 279
Opérations de capitalisation 280
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 280
Prêts hypothécaires 281
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 281
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 282
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives 283

CHOMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 380
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation 385
Exportations par branche d'activité 386
Importations par branche d'activité 387
Exportations nettes par branche d'activité 388
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 390
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent 391
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1981 392-393
Différence des exportations de 1981 par rapport à 1980 394
Exportations par pays de destination 395
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 396
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent 397
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1981 398-399
Différence des importations de 1981 par rapport à 1980 400
Importations par pays de provenance 401

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible;
— Nul, négligeable ou sans signification statistique;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région 402
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 404
Solde de la balance commerciale par région 405
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 54-55
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 102
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 103
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 104
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 105
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 106-107
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 108
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 109
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 110-111
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 112-113
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 114
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 115
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 116-117
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 118
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 119
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 120-121
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 122
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 123
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 124
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 125
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 126
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 127
Bilan tous gaz 143
Bilan global de l'énergie 156-157
Bilan résumé par forme d'énergie 158
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 159
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 160
Solde importateur net du secteur énergétique 161
Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1980 et 1981 ..... 409- 410-411
Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme 412-413
Opérations en capital, au comptant et à terme, du secteur privé 414
Synthèse des opérations courantes et en capital 415
Opérations en capital au comptant du secteur public 415

COMPTABILITE NATIONALE.

Principaux indicateurs de base XXIX
Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 358

Pages

Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 358
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 359
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 360
Répartition du produit national entre les facteurs de production 423
Valeur ajoutée brute par branche d'activité et produit national brut aux prix du marché 424-425
Affectation du produit national 426-427
Produit intérieur brut dans les pays de la Communauté 428

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation 190- 191-192
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée 335
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail .. 336
Evolution des ventes au détail 337
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables 339
Immatriculations de voitures neuves 339
Immatriculations de voitures usagées 340
Indicateur de capacité d'épargne des ménages 341
Indicateur de situation financière des ménages 342
Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque trimestre 343

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 188
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 189
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 190
Ventes à la consommation 190- 191-192
Evolution des ventes au détail par type de distribution 193-194
Répartition des ventes au détail par formes de distribution 195
Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales 198
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 199
Faillites par région 367
Répartition des faillites par province 367

EMPLOI ET CHOMAGE

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 12
Population active. Répartition par branche d'activité 13-14
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale 14
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 15
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 16-17
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie 18
Répartition des établissements et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1980 et 1981 en fonction de l'importance des établissements 19-20
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1981 21
Evolution du chômage 28
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 28-29
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes .. 30-31

Pages

Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisés en 1981 32
Evolution mensuelle du chômage complet en 1980 et 1981 33
Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets en 1981 34
Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1981 35
Taux de chômage 36
Déficits d'emplois 37
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges, durée et région linguistique 38-39
Chômeurs complets indemnisés, de nationalité belge et étrangère 40
Plan en vue de la résorption du chômage 41
Fermetures d'entreprises en 1981 42
Population active selon le statut professionnel et le sexe 365
Chômeurs complets indemnisés 366
Evolution du taux de chômage par région 366

FINANCES DE L'ETAT.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins 220
Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central .. 222
Situation en matière des recettes fiscales 225
Exécution du budget 226
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 226
Dette publique. Situation à fin d'année 227
Evolution de la dette publique 229

FINANCES PRIVEES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 234
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales » 234
Finances provinciales. Service ordinaire. Classification économico-fonctionnelle 235
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 236-237
Aperçu général des budgets communaux. Service ordinaire 238
Evolution des principales recettes communales 238

INDUSTRIE.

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle 72
Indices bruts de la production industrielle 73
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 75-76-77
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée dans la C.E.E. 79
Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie 80
Production de métaux non ferreux 81
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 83
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 84
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 85
Production dans quelques branches de l'industrie chimique 86

Pages

Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques 87
Stocks de tissus 88
Production de la bonneterie 88
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 89
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 91
Activité des laiteries et fromageries 93
Production de l'industrie du ciment 94
Activité dans l'industrie du verre 94
Production de l'industrie de la terre cuite 95
Production de chaux, calcaire et dérivés 95
Production de l'industrie céramique 96
Permis de bâtir et batiments commencés 97
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 98
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 99
Industries du bois et des produits connexes 100
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 101
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 102
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 103
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 104
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 105
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 106-107
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 108
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 109
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 110-111
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 112-113
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 114
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 115
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 116-117
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 118
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 119
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 120-121
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 122
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 123
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 124
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 125
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 126
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 127
Main-d'œuvre dans les mines de houille 134
Rendement dans les mines de houille 134
Balance charbonnière 135
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1979 à 1981 138
Balance du coke 139
Energie électrique disponible 140
Bilans tous gaz 143

Pages

Transport et distribution du gaz par canalisation 145
Production et consommation de produits pétroliers 147
Consommation apparente brute d'énergie primaire 150
Consommation finale d'énergie par produit énergétique 153
Bilan global de l'énergie 156-157
Bilan résumé par forme d'énergie 158
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 159
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 160
Solde importateur net du secteur énergétique 161
Indices bruts de l'activité industrielle 364
Exportations par branche d'activité 386
Importations par branche d'activité 387
Exportations nettes par branche d'activité 388

INVESTISSEMENTS.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 323
Investissements dans l'ensemble de l'économie 324-325
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus 326
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance 327
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières 327
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1981 328
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 361
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 363

MONNAIE ET CREDIT.

Actifs financiers 249
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 252
Stock monétaire total 253
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 254-255
Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 256
Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée 257
Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges 257
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyens journaliers 258
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 259
Principales émissions du secteur public en francs belges 266
Emissions des sociétés 267
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 268
Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 269
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements 270-271
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 272
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 273
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 274

PECHE.

Arrivages de poissons. Quantité 56
Arrivages de poissons. Valeur 56

Pages

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 5
Mouvement de la population en 1981 6-7

PRIX.

Indices des prix de gros 289
Indices particuliers des prix de gros 291
Indices des prix à la consommation 292- 293-294
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays 296

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REGIONS (Evolution économique).

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 358
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 358
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 359
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 360
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 361
Répartition par région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger 362
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 363
Indices bruts de l'activité industrielle 364
Population active selon le statut professionel et le sexe 365
Chômeurs complets indemnisés 366
Evolution du taux de chômage par région 366
Fermetures d'entreprises 367
Faillites par région 367
Répartition des faillites par province 367

REMUNERATIONS.

Indices des salaires conventionnels 298
Indices des salaires 299
Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1981 300
Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée 301
Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. 303
Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 303

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIETES.

Rentabilité et endettement des entreprises belges 307
Rendement des sociétés par actions belges. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 308-309

Pages

Rendement des sociétés par actions belges exploitant en Belgique et à l'étranger 310-311
Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes 312
Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs 312

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 203
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1980 204
Répartition des nuitées par saison 204
Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance 205
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 206
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 206
Etablissements de tourisme social 207

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 170
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 170
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 171
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 171
Parc de véhicules routiers 173
Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route 173
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises 174
Transports fluviaux. Trafic par bassin 174
Composition de la flotte fluviale belge 175
Transports fluviaux. Marchandises transportées 176
Situation de la marine marchande belge 176
Port d'Anvers. Navigation maritime 177
Port de Gand. Navigation maritime 178
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime et fluviale 179
Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport 180
Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport 181
Trafic commercial des aérodromes belges 182
Trafic de la SABENA 183

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

Pages

COMMERCE EXTERIEUR.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur 381-382
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de quantité 383-384
Structure des importations et des exportations en 1976 et 1981 389
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays 403
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique 406

COMPTABILITE NATIONALE.

Indicateur de conjoncture XIII

CONSOMMATION

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 338
Commerce de détail 340

DISTRIBUTION.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 196
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 197
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1981 d'après leur destination 199

EMPLOI ET CHOMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 43-44
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 45-46

FINANCES DE L'ETAT.

Situation du Trésor 221
Charge fiscale dans les pays membres des communautés européennes 223-224
Dette publique 228
Evolution de la dette de l'Etat 230

INDUSTRIE.

Production industrielle. Indice général 74
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 78
Production dans la sidérurgie et première transformation 80
Production de l'industrie des métaux non ferreux 81

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Production de l'industrie des fabrications métalliques 82
Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc 87
Industrie textile 90
Alimentation 92
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques 94
Production des matériaux de construction 96
Industrie du papier et du carton. Production 98
Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles 99
Production dans les industries du bois et du tabac et de la distribution d'eau 101
Balance charbonnière 136
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure 137
Coke de four 139
Production nette d'électricité par source d'énergie 141
Consommation d'électricité 142
Gaz disponibles 144
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie 146
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 148
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 149
Consommation apparente d'énergie primaire 151
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 152
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 154
Consommation finale d'énergie par secteur 155

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 329
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique .. 330

MONNAIE ET CREDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1981 d'après leur destination 199
Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 250
Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 250
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 251
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 260
Bourse de Bruxelles. Activité 266

PRIX.

Indices des prix de gros 290
Indices des prix de gros des produits industriels 290
Indices des prix à la consommation de 1977 à 1981 295

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 302

Pages

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 172
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 172
Trafic maritime au port d'Anvers 177
Trafic maritime au port de Gand 178

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.C.T.	Convention Collective du Travail.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz.
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
Ecu	European Currency Unit (Unité Monétaire européenne).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
FEBECA	Fédération belge du commerce alimentaire.
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.
F.I.B.C.F.	Formation intérieure brute de capital fixe.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
G.P.L.	Gaz de pétrole liquéfié.
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

INASTI	Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship ».
MW	Megawat.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	« Nederlandse Aardgas Maatschappij ».
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
O.N.Em.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.C.S.	Pouvoir calorifique supérieur.
P.N.B.	Produit National Brut.
P.T.O.M.	Pays et Territoires d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.N.B.	Tonne Nette Belge.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	« Vennootschap ter bevordering van de economische expansie .

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT VII

INTRODUCTION GENERALE IX

§ 1. — *La conjoncture internationale* IX

§ 2. — *La conjoncture en Belgique* XII

PREMIERE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 9

SECTION I. — EMPLOI 9

SECTION II. — CHOMAGE 22

DEUXIEME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PECHE MARITIME 49

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 57

§ 1. — *Aperçu général* 57

§ 2. — *Métallurgie de base* 60

§ 3. — *Industrie des fabrications métalliques* 62

§ 4. — *Industrie chimique et du caoutchouc* 64

§ 5. — *Industrie textile* 65

§ 6. — *Industrie des produits alimentaires et des boissons* 66

§ 7. — *Industrie de la construction* 67

§ 8. — *Matériaux de construction* 68

§ 9. — *Secteurs divers* 70

CHAPITRE III. — EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE 129

§ 1. — *La politique énergétique en 1981* 129

§ 2. — *Evolution de la consommation d'énergie en 1981* 131

CHAPITRE IV. — TRANSPORTS 163

§ 1. — *Transport par chemin de fer* 163

§ 2. — *Transport routier* 164

§ 3. — *Transport par eau* 165

1. — Navigation intérieure 165

2. — Ports de mer 165

3. — Marine marchande belge 168

§ 4. — *Trafic aérien* 169

CHAPITRE V. — DISTRIBUTION 185

CHAPITRE VI. — TOURISME 201

Pages

TROISIEME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE 211

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 215

Section I. — Finances de l'Etat 215

Section II. — Finances communales et provinciales 231

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CREDIT 239

Section I. — Marche monetaire 239

§ 1. — *Cours du change* 239

§ 2. — *Evolution des taux d'intérêt* 241

§ 3. — *Rétrécissement du marché monétaire* 243

§ 4. — *Evolution de la masse monétaire* 245

§ 5. — *Actifs financiers* 245

§ 6. — *Obligations financières* 247

Section II. — Marche des capitaux 261

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 275

QUATRIEME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 287

CHAPITRE II. — REVENUS 297

Section I. — Revenus du travail 297

Section II. — Revenus des societes 304

CINQUIEME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 315

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MENAGES 331

SIXIEME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS 347

Section I. — Bruxelles 347

§ 1. — *Production industrielle* 347

§ 2. — *Emploi et chômage* 347

§ 3. — *Fermetures d'entreprises* 348

§ 4. — *Investissements* 349

§ 5. — *Commerce et services* 349

Section II. — Flandre 350

§ 1. — *Production industrielle* 350

§ 2. — *Emploi et chômage* 351

§ 3. — *Fermetures d'entreprises* 352

§ 4. — *Investissements* 352

Pages

SECTION III. — WALLONIE 353
§ 1. — *Production industrielle* 353
§ 2. — *Emploi* 354
§ 3. — *Chômage* 355
§ 4. — *Fermetures d'entreprises* 356
§ 5. — *Investissements* 357

SEPTIEME PARTIE : Commerce extérieur de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 371

SECTION I. — POLITIQUE COMMERCIALE 371

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR 374

§ 1. — *Exportations* 375
1. — Répartition sectorielle 375
2. — Répartition géographique 376

§ 2. — *Importations* 377
1. — Répartition sectorielle 377
2. — Répartition géographique 378

§ 3. — *Balance commerciale* 378
1. — Répartition sectorielle 378
2. — Répartition géographique 379

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS 407

HUITIEME PARTIE : Aspects macro-économiques

Aspects macro-économiques 419

*
* *

Liste des tableaux statistiques 429
Liste des graphiques 437
Liste des abréviations 441
Table des matières 443

*
* *

Liste des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques 447

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

I. — PUBLICATIONS A CARACTERE GENERAL.

— *L'économie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 400 F.

— *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 13e Edition. Prix 150 F. Décembre 1980.

— *Aperçu de l'évolution économique.* Publication mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 150 F (autres pays : 250 F). Le numéro ou l'annexe : 15 F (autres pays : 25 F).

— *Aperçu de la conjoncture.* Publication bi-mensuelle. Bilingue. (Diffusion restreinte).

II. — PUBLICATIONS DE LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE (Fonds Quetelet).

— *Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du Ministère des Affaires économiques. Règlement.* 15+15 p. (bilingue).

— *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet).* Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F, (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles soient encore disponibles, sont en vente ou peuvent être obtenues au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3e étage, 1040 Bruxelles (comptes chèques postaux n° 000-2005876-13) et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.

Outre les publications régulières mentionnées ci-dessus, la D.G.E.D. réalise un certain nombre d'études spéciales sur des sujets variés; celles-ci sont également disponibles à la même adresse.